

Un soldat iranien surveille des prisonniers irakiens près d'Ahvaz (Iran), en janvier 1987.
ERIC FEFERBERG/AFP

« La guerre Iran-Irak a façonné la géopolitique actuelle du Golfe »

L'obsession nucléaire iranienne ou la rivalité entre Téhéran et Riyad plongent leurs racines dans le conflit qui a déchiré le Moyen-Orient entre 1980 et 1988, souligne l'historien Pierre Razoux

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE AYAD

L'historien Pierre Razoux est directeur de recherches à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (Irsem), à Paris. Il vient de publier *La Guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe, 1980-1988* (Perrin). Cette somme, qui a demandé dix ans de travail, éclaire d'un jour nouveau un conflit déterminant pour comprendre les enjeux actuels du Moyen-Orient, notamment le dossier nucléaire iranien et la rivalité entre Téhéran et Riyad.

Avec ses tranchées et l'utilisation de gaz de combat, le conflit que vous décrivez fait penser à la guerre de 14-18. La guerre Iran-Irak a-t-elle été la première guerre mondiale du Proche-Orient ?

En partie seulement. Il est vrai que certains de ces aspects font penser à la première guerre mondiale, comme le recours aux offensives massives et aux vagues humaines pour submerger les tranchées adverses. Mais cette guerre terrible synthétise plus largement l'ensemble de la guerre au XXe siècle, qu'il s'agisse de la seconde guerre mondiale (utilisation des blindés, bombardement des villes, guerre économique, escorte des convois de pétroliers), des guerres insurrectionnelles de type Algérie et Vietnam (embuscades dans les djebels rocailleux, infiltration à travers les marécages) ou bien encore des guerres israélo-arabes (batailles aériennes de jets au-dessus du désert, utilisation extensive des missiles et de la guerre électronique). Ce qui est sûr, c'est que la guerre Iran-Irak a tout autant marqué les esprits dans la région du Golfe que la première guerre mondiale a traumatisé les Européens. Elle a duré huit ans, ce qui en fait le conflit interétatique le plus long du XXe siècle, et le plus coûteux en vies humaines au Moyen-Orient.

On a parlé d'un million de victimes. Qu'en est-il réellement ?

Un million de morts, c'était un chiffre rond qui plaisait bien aux journalistes. En fait, le nombre de victimes est moindre : il avoisine les 680 000 morts (480 000 Iraniens, 150 000 Irakiens et 50 000 Kurdes), ce qui est encore colossal ! A l'époque, les Iraniens avaient intérêt à surévaluer le nombre de leurs victimes pour diaboliser l'Irak, accroître la victimisation des chiites face aux sunnites et renforcer la « martyrologie » ambiante afin de justifier les mesures d'exception. Pour Bagdad, il s'agissait d'en rajouter pour prouver aux monarchies du Golfe que l'Irak avait vaillamment joué son rôle de bouclier contre l'expansionnisme révolutionnaire iranien, de manière à les convaincre de renoncer à leurs créances pour prix du sang versé.

Avez-vous eu accès à des sources inédites ? Qu'avez-vous découvert ?

J'ai tout d'abord pu consulter les archives de nos services de renseignement militaires, et notamment les rapports des attachés de défense en place à l'époque à Bagdad et à Téhéran. J'ai eu également accès aux interviews de généraux irakiens réalisées par des chercheurs américains et britanniques. J'ai surtout pu écouter les fameuses bandes audio de Saddam Hussein que les Américains ont saisies à Bagdad en 2003. Le dictateur irakien avait mis sur écoute les lieux de pouvoir. Les transcriptions de ces enregistrements me furent très précieuses car elles recouvrent les réunions d'état-major pendant les phases cruciales de la guerre. J'ai ainsi assisté, par procuration, à ces réunions, décryptant les processus de prise de décision. J'ai été très étonné par la grande capacité d'écoute dont faisait preuve Saddam Hussein, de même que par sa volonté de maîtriser tous les paramètres opérationnels. J'ai pu également interviewer d'anciens militaires irakiens, mais aussi de nombreux responsables des services de renseignement américains, français, israéliens et arabes qui ont joué un rôle crucial à l'époque. Côté iranien, j'ai interviewé d'anciens responsables qui m'ont livré de très précieuses informations pour comprendre les luttes de pouvoir à Téhéran pendant cette période cruciale de consolidation du régime des mollahs.

On est surpris, en lisant votre livre, par l'ampleur du recours aux armes chimiques par Saddam Hussein.

Lorsque, à l'été 1982, l'Iran porte la guerre en Irak, le dictateur irakien comprend qu'il lui faut une arme de destruction massive pour repousser les Iraniens et les dissuader de poursuivre la guerre. Il lance donc un programme d'« armes spéciales » grâce à l'appui technique des Soviétiques, de conseillers est-allemands et de plusieurs sociétés industrielles occidentales. Les premières armes chimiques « basiques » (dérivées du gaz moutarde) sont prêtes en 1983 et utilisées massivement en 1984, lors de la première « bataille des marais », au nord de Bassora. Dès lors, l'armée irakienne ne va plus cesser d'y recourir pour repousser chaque offensive majeure des Iraniens. Ce n'est qu'en 1988, lors de l'opération « Anfal » de punition des Kurdes irakiens suspectés d'avoir collaboré avec l'envahisseur iranien, que Saddam Hussein, en ordonnant le gazage d'Halabja, s'en prend à des civils. La différence majeure avec l'emploi des armes chimiques en Syrie, c'est qu'à l'époque les combattants n'étaient pas des troupes irrégulières, mais des soldats portant uniforme, et que les batailles se déroulaient le long de la frontière, et non dans les villes.

Cette guerre semble avoir été menée autant sur le plan économique que militaire ?

La guerre économique a joué un rôle décisif, dès lors que le statu quo s'est installé sur le front. Tout le monde garde en tête les images de pétroliers en feu touchés par des missiles Exocet. Mais, contrairement aux idées reçues, cette guerre des pétroliers n'a pas eu un impact déterminant. Ce qui s'est avéré réellement crucial, pour ruiner les belligérants et les convaincre de cesser les hostilités, c'est la politique concertée entre Washington et Riyad d'effondrement conjoint des prix du pétrole et du dollar, à partir de l'été 1985. L'Arabie saoudite a ouvert en grand les vannes de ses oléoducs, triplant sa production pétrolière en six mois. Conjugué à la baisse de 50 % du prix du dollar, l'effet a été radical pour l'économie iranienne, tout comme d'ailleurs pour l'économie soviétique, qui était également visée. En l'espace d'un an, l'Iran et l'Irak ont vu leur PIB divisé par trois ! L'Irak a pu y faire face, car Saddam menait une guerre à crédit grâce aux largesses des pays du Golfe. L'Iran, en revanche, s'est effondré économiquement. C'est ce qui l'a conduit à accepter le cessez-le-feu à l'été 1988.



Pierre Razoux.
DR

Quelles sont les conséquences actuelles de cette guerre ?

La guerre Iran-Irak a forgé la matrice de la donne géopolitique qui prévaut toujours dans le Golfe. L'idée du « plus jamais ça » obsède les dirigeants iraniens. L'obsession iranienne du nucléaire est bien sûr une conséquence directe de ce conflit, car l'Iran se perçoit comme une citadelle assiégée qui doit dissuader ses voisins de l'attaquer. A bien des égards, Iraniens et Israéliens se ressemblent, et c'est l'un des nombreux paradoxes de la crise qui oppose le gouvernement de Benyamin Nétanyahou au régime iranien. Cette guerre permet aussi de comprendre le fonctionnement du régime iranien, qui, quoi qu'on en dise, est totalement rationnel et comprend parfaitement les notions de dissuasion et de rapports de force. Le Guide Ali Khamenei n'a pas oublié l'épisode douloureux de la fin de la guerre : l'ayatollah Khomeiny ne s'est résolu à mettre un terme à sa croisade contre Saddam Hussein que lorsque les caisses de la République islamique ont été vides et que les Etats-Unis se sont préparés à intervenir directement contre l'Iran.

Aujourd'hui, à Téhéran, chacun semble comprendre que le temps joue contre l'Iran, que les sanctions économiques sont efficaces, tout comme les actions clandestines visant le programme nucléaire, et qu'il est urgent de sortir le pays de l'isolement et d'attirer massivement les capitaux étrangers afin de mettre en valeur ses importantes réserves gazières et pétrolières. Fort de sa stature de résistant historique à l'oppression extérieure, Ali Khamenei sait qu'il est légitime pour promouvoir une normalisation pragmatique avec les Etats-Unis. Et l'administration Obama a compris de son côté qu'il était contre-productif d'humilier les dirigeants iraniens. Elle a surtout compris qu'une normalisation des relations avec Téhéran faciliterait la résolution des crises en Irak, en Syrie et au Liban, tout en redessinant de nouveaux équilibres géostratégiques au Moyen-Orient, à l'heure où le pétrole du Golfe n'est plus vital pour l'économie américaine.

La guerre Iran-Irak a-t-elle cristallisé l'opposition chiites-sunnites ?

Non, pas du tout, et c'est là une autre des leçons intéressantes de cette guerre : le nationalisme l'emporte toujours sur le facteur religieux. Les chiites irakiens, qui formaient 40 % de l'armée de Saddam, sont restés fidèles au régime baassiste et ont combattu l'Iran sans états d'âme. A l'inverse, les Iraniens arabophones du Khouzistan, bien que sunnites, n'ont pas accueilli les soldats de Saddam en libérateurs. Cette leçon mériterait d'être méditée en ces temps où les monarchies du Golfe essaient de vendre aux Occidentaux l'idée d'une pseudo-guerre entre chiites et sunnites. Leur but est d'affaiblir l'Iran, dont elles redoutent autant le caractère républicain, et relativement démocratique, que le credo chiite. ■

¶
À LIRE
« LA GUERRE IRAN-IRAK. PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE, 1980-1988 »
de Pierre Razoux
(Perrin, 604 p., 27 €).

ON EN PARLE

Le livre qui valait 14,2 millions de dollars

Jamais un livre imprimé n'avait atteint une telle somme aux enchères : 14,2 millions de dollars (10,3 millions d'euros). Cela s'est passé à Sotheby's New York, le 26 novembre. Mis en vente à 6 millions de dollars (4,4 millions d'euros), l'ouvrage a été enlevé au téléphone, en quelques minutes, depuis l'Australie, par le financier et philanthrope américain David Rubenstein. Il s'agit d'un des onze exemplaires connus du *Bay Psalm Book*, une traduction depuis l'hébreu du *Livre des psaumes*. De format in-quarto, il a été publié en 1640 par des colons de Cambridge (Massachusetts), vingt ans seulement après l'arrivée des premiers pèlerins britanniques dans le Nouveau Monde. Premier livre imprimé en Amérique du Nord britannique, sur une presse importée de Londres deux ans auparavant, il symbolise aux Etats-Unis la prise d'indépendance de l'Eglise de la Nouvelle-Angleterre. L'ouvrage a été mis en vente par la Old South Church de Boston, qui va ainsi pouvoir financer sa rénovation et poursuivre ses programmes d'aide sociale. Si le *Bay Psalm Book* a remporté l'enchère la plus haute jamais atteinte pour un livre imprimé, l'ouvrage le plus cher reste le *Codex Leicester*, une collection de textes scientifiques de Léonard de Vinci (1508-1510), en écriture spéculaire, acheté par le milliardaire américain Bill Gates en 1994 pour 30,8 millions de dollars.

L'Egypte récupère ses antiquités

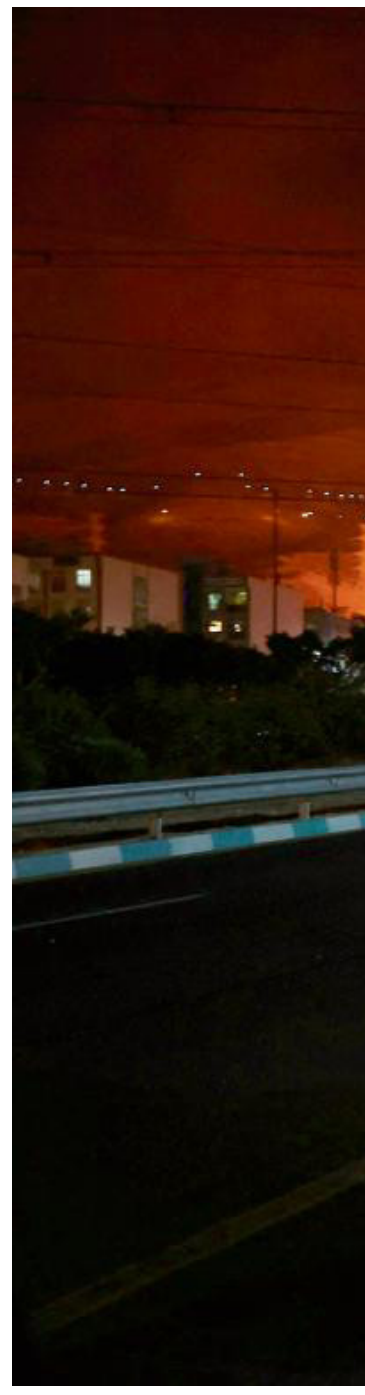
Début 2011, lors des soulèvements en Egypte qui ont conduit à la démission de Hosni Moubarak, des pillards avaient profité du chaos. Ils ont volé, au Musée égyptien du Caire notamment, de nombreuses pièces du patrimoine archéologique du pays, souvent mal protégées.
Depuis, le ministère égyptien des antiquités tente de les récupérer, s'appuyant sur une équipe de veille Internet qui surveille les sites des salles de vente d'antiquités. Ainsi, début novembre, elle est parvenue à faire interdire à Jérusalem la mise aux enchères de 90 pièces égyptiennes – des bateaux en terre cuite, des vases, des statuettes funéraires et des stèles – par deux maisons de vente qui n'ont pu fournir les certificats de propriété. Elle a en outre obtenu du site d'enchères en ligne eBay – où 800 pièces égyptiennes sont en vente – qu'il autorise uniquement le commerce d'antiquités disposant de justificatifs de sortie du territoire.
Enfin, ce 4 décembre, cinq pièces datant de la dynastie des Ptolémée (300 av. J.-C.) – une tête, un torse et un bras provenant d'une statue humaine en verre ainsi que deux objets en lin et en plâtre – ont été rendues aux Egyptiens par Paris. Elles avaient été volées dans une mission archéologique française en Egypte, après la révolte populaire du début 2011, et deux d'entre elles ont été retrouvées mises aux enchères sur le site d'une salle des ventes de Toulouse.

Incendie chez les Chouans

A 15 h 21, le 1er décembre, les pompiers ont reçu un premier appel : le manoir de la Villeneuve-Jacquelot, à Quistinic (Morbihan), est en flammes. Aussitôt, ils accourent, rejoints par les gendarmes, et établissent un périmètre de sécurité. Mais il est trop tard. La vieille bâtisse, construite au XIIIe siècle, remaniée au XVIe, avec son escalier unique en France doté d'une voûte en ogive, classée partiellement monument historique, brûle. L'incendie ne sera maîtrisé qu'à 19 heures. Tout le mobilier a disparu, les toitures sont incendiées, une très vieille cheminée a éclaté. La propriétaire du manoir, Florence Boinet, ne comprend pas : l'électricité était coupée, aucun orage n'a frappé le bâtiment.
Depuis quatre ans, le manoir revivait grâce à des expositions, un salon du livre, des visites guidées. Sa riche histoire passionnait les visiteurs : il a connu la guerre de succession des ducs de Bretagne, il a abrité un temps la conspiration du marquis de Pontcallec, il a vu passer les Chouans puis, pendant l'Occupation, des résistants. Plusieurs scènes du film *Chouans !* (1987), de Philippe de Broca, y ont été tournées, ainsi que des scènes du téléfilm de Michel Favard, *Marion de Faouët* (1997). Réhabilitation, ameublement, tout est à refaire. L'origine du sinistre serait accidentelle : un tableau électrique aurait pris feu.

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JUIN 2025

De Beyrouth à Téhéran Le crépuscule de l'« axe de la résistance »



Les frappes israéliennes contre les installations nucléaires et l'appareil militaro-sécuritaire iraniens marquent la chute du réseau tissé par Téhéran à Gaza, au Liban et en Syrie. Ce réseau d'alliances avait été pensé après la guerre Iran-Irak dans les années 1980

Aux abords des tombes fraîchement creusées ont été posés les portraits de 26 jeunes Libanais. Ici, deux frères âgés d'une vingtaine d'années. Là, une autre fratrie, tuée le même jour que leurs cousins… Tous appartenaient à une unité territoriale du Hezbollah décimée, fin novembre 2024, alors qu'elle tentait de bloquer l'avancée d'une colonne israélienne. *« Tant de destructions, tant de morts, est-ce que ça en valait vraiment la peine ? »*, s'interroge Hassan, dont le regard se perd au-delà du cimetière, en direction du village de Houla, sur la ligne de démarcation entre le Liban sud dévasté par la guerre et le nord d'Israël.

Les combattants avaient été enterrés, le 6 décembre 2024, à la faveur d'un cessez-le-feu précaire qui actait, de facto, la reddition du Hezbollah. Le mouvement chiite, créé en 1982 avec l'aide de gardiens de la révolution iraniens, est décapité. Son chef, Hassan Nasrallah, avait été tué le 27 septembre 2024, dans une frappe israélienne sur son quartier général ultrasécurisé de la banlieue de Beyrouth. La seule des milices issues de la guerre civile libanaise à n'avoir pas été démilitarisée en 1990, vénérée comme le « parti de la résistance » à Israël, mais aussi crainte et parfois détestée au fur et à mesure qu'elle avait étendu son emprise dans le pays, est sommée de désarmer. Une perspective encore inimaginable quelques mois auparavant.

L'offensive dévastatrice de Tel-Aviv contre le Hezbollah, qui a également pris les Iraniens de court, impuissants à le soutenir par crainte d'une riposte israélienne sur leur sol, a même instillé le doute chez les sympathisants du Parti de Dieu : et si Téhéran les avait sacrifiés pour s'éviter une guerre ouverte avec Israël ? L'« axe de la résistance », cette toile composée de mouvements armés, patiemment tissée par la République islamique de la péninsule Arabique jusqu'aux rives du Levant, était en réalité déjà affaibli. Mais la mise à genoux du Hezbollah, son pilier le plus ancien et le plus puissant à l'extérieur de l'Iran, a lancé le compte à rebours de l'anéantissement de sa stratégie de défense et d'expansion régionale. Plus isolé que jamais, Téhéran est, depuis le 13 juin, sous le feu d'Israël, déterminé à détruire méthodiquement les installations nucléaires et l'appareil militaro-sécuritaire iraniens.

« MOI, JE CONTRÔLE LA POLITIQUE DE L'IRAN EN IRAK, AU LIBAN, À GAZA, ET EN AFGHANISTAN »

GHASSEM SOLEIMANI
commandant des forces d'élite Al-Qods, tué en 2020

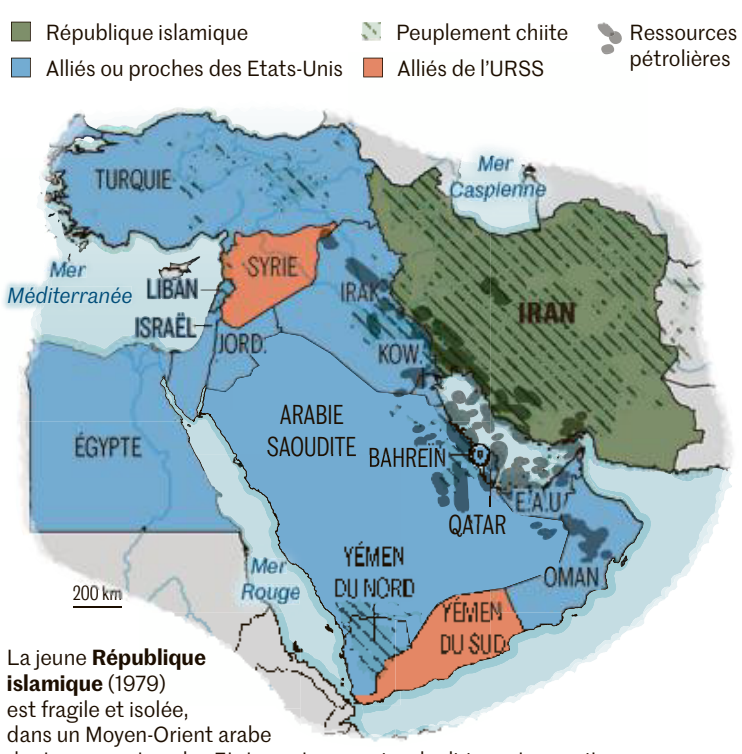
ASSASSINAT DE SOLEIMANI

Par le passé, la République islamique avait pourtant fait preuve d'une ténacité remarquable face aux menaces de *« fin officielle »* proférées par la première administration de Donald Trump. Washington avait visé très haut, en assassinant le général iranien Ghassem Soleimani par un tir de drone, le 3 janvier 2020, près de l'aéroport de Bagdad. Le commandant de la force d'élite Al-Qods (« Jérusalem ») n'était pas seulement le maître espion de la machine sécuritaire iranienne. Il était surtout le grand architecte de l'« axe de la résistance ». Lui-même s'en était vanté auprès de David Petraeus, à l'époque où ce dernier était général américain quatre étoiles à Bagdad. *« Général Petraeus, sachez que moi, Ghassem Soleimani, je contrôle la politique de l'Iran en Irak, au Liban, à Gaza et en Afghanistan »*, lui avait-il écrit dans un SMS, en 2008.

Les portraits du général mythifié sont encore omniprésents, des villages du Liban sud aux larges avenues de Bagdad, depuis sa mort en « martyr ». Les représailles iraniennes étaient restées limitées : 12 missiles balistiques lancés sur des bases aériennes américaines en Irak. *« Téhéran avait transmis, via ses intermédiaires irakiens, le lieu et l'heure de ses attaques, afin qu'aucun soldat américain ne soit tué*, assure Adel Bakawan, spécialiste de l'Irak, directeur du European Institute for Studies on the Middle East and North Africa (Eismena), qui cite des sources au sein du gouvernement de Bagdad. *Si la vengeance était indispensable en termes d'image et de respectabilité auprès de sa base militante, la réaction avait été soigneusement calculée par le régime iranien pour éviter l'escalade. »* L'affrontement direct entre les Etats-Unis et l'Iran n'eut pas lieu, ni l'embrasement régional tant redouté.

Après l'abandon unilatéral américain de l'accord sur le programme nucléaire iranien

LA RÉVOLUTION | 1979



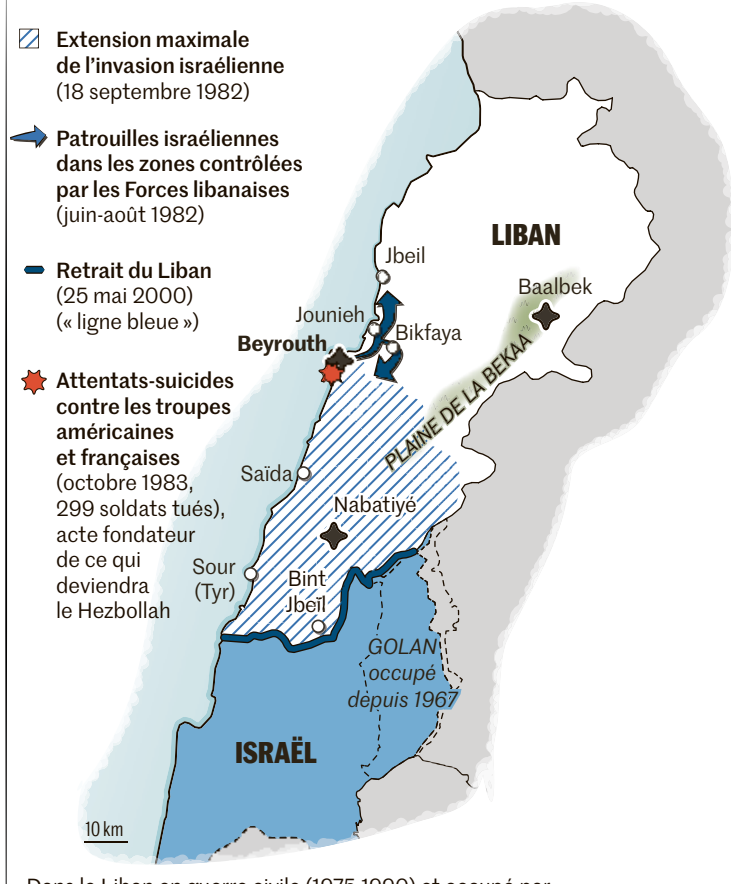
La jeune **République islamique** (1979) est fragile et isolée, dans un Moyen-Orient arabe dont presque tous les Etats sont aux mains de dirigeants sunnites. La défense des communautés chiites et son idéologie révolutionnaire dirigée contre les Etats-Unis et Israël deviennent son levier d'influence régionale.

LE TRAUMATISME | ANNÉES 1980



L'invasion lancée par l'Irak déclenche un conflit long (1980-1988) et très meurtrier. L'agression soude l'Iran derrière le Guide suprême. Les vétérans nourrissent les rangs du corps des gardiens de la révolution. Son unité d'élite **Al-Qods (✦)** devient l'avant-garde de l'« axe de la résistance » voué à protéger le régime.

DÉBUT DE L'EXPANSION | ANNÉES 1980



Dans le Liban en guerre civile (1975-1990) et occupé par l'armée israélienne (1982), l'Iran arme et entraîne une milice chiite. **Le Hezbollah libanais (✦)** devient le relais stratégique majeur de Téhéran à la frontière israélienne, capable de former d'autres groupes armés dans la région.

Infographie *Le Monde* : Francesca Fattori, Flavie Holzinger et Floriane Picard

Sources : ISW ; Acled ; Nuclear Threats Initiative ; V. Tourret, « L'Iran et ses "proxys" au Moyen-Orient », études de l'IFRI, 2020 ; C. Grataloup, C. Becquart-Rousset, *Atlas historique mondial*, Les Arènes, 2023 ; AFP ; *Le Monde*



Le dépôt pétrolier de Sharan, à Téhéran, en feu après une frappe israélienne, le 15 juin.
MAJID ASGARIPOUR VIA REUTERS

en 2018, et les sanctions économiques de *« pression maximale »* décidées par la première administration de Donald Trump, l'élimination du général Soleimani oblige le régime iranien à réévaluer sa position de puissance régionale. D'autant que le Moyen-Orient est en pleine reconfiguration. Fin 2020, la signature des accords d'Abraham sous l'égide américaine normalise les relations entre Israël et plusieurs pays arabes. Riyad et Washington entretiennent des relations au beau fixe, à peine troublées par l'affaire Khashoggi, ce journaliste critique du pouvoir, séquestré, torturé et assassiné, le 2 octobre 2018, au consulat saoudien d'Istanbul, par un commando des forces spéciales saoudiennes.

Dans ce contexte, l'Iran se montre surtout soucieux de consolider son emprise régionale et signe, le 10 mars 2023, à Pékin, un accord avec son principal rival : l'Arabie saoudite. Plus de cent ans après les accords Sykes-Picot, qui avaient partagé le Moyen-Orient entre les puissances coloniales française et britannique, c'est au tour de Riyad et de Téhéran de se répartir la région en zones d'influence. La rébellion houthiste du Yémen, autre maillon de l'« axe de la résistance », qui, depuis sa prise de pouvoir à Sanaa en 2014, envoyait régulièrement des missiles sur les infrastructures pétrolières saoudiennes, cesse, du jour au lendemain, de s'en prendre au royaume.

L'Iran a retrouvé de l'aplomb. Sa confiance est même confortée depuis que la Russie a dégarni ses troupes en Syrie pour les envoyer sur le front ukrainien, lui laissant le champ libre sur le corridor stratégique reliant Téhéran

YAHYA SINOUAR, CHEF DE LA BRANCHE ARMÉE DU HAMAS À GAZA, N'A PAS VOULU DU RÔLE SECONDAIRE QUE LUI A ASSIGNÉ L'IRAN

à Beyrouth. Les accords d'Abraham, comme celui de Pékin, lui offrent du temps pour développer une arme nucléaire et son programme balistique. Considéré dans sa globalité, le Moyen-Orient pourrait presque apparaître à l'aube d'une phase inédite de stabilité – à condition de faire fi des grands oubliés de ces accords, les Palestiniens et leur aspiration à un Etat, qui n'y ont même pas été mentionnés. En attendant des jours meilleurs, le régime de Téhéran a assigné le Hamas à un rôle secondaire : tenir Israël en alerte avec ses roquettes, loin des frontières nationales iraniennes.

Cet « axe de la résistance », dissuasif avant tout, est le fruit du traumatisme de la guerre meurtrière que l'Irak de Saddam Hussein avait déclenchée en 1980, au lendemain de la révolution iranienne, avec l'appui de l'Occident (la France notamment avait prêté à l'Irak des avions Super-Etendard, avec missiles et pilotes). Il est composé d'entités multiformes (étatiques et non étatiques), disposant chacune d'un objectif local, mais qui ont toutes en commun de servir de forces par procuration, capables de harceler et d'encercler territorialement Israël. Il a permis à la République islamique de ne plus subir de guerre sur son sol.

TOURNANT DU 7-OCTOBRE

Ce rôle secondaire, Yahya Sinouar, le chef de la branche armée du Hamas dans la bande de Gaza, n'en veut plus. Certain de son autorité, il est peu porté à la concertation. *« Il n'écoute que lui »*, résume Jamal Hweil, un cadre du Fatah, qui a partagé avec Sinouar une cellule de la prison israélienne d'Ofer. Alors que les prisonniers palestiniens de toutes factions négociaient ensemble leurs conditions de détention avec leurs geôliers, et travaillaient à l'élaboration d'une position commune pour surmonter les divisions palestiniennes qui avaient viré à la guerre civile, fin 2006, *« Sinouar, lui, ne discutait pas*, insiste Jamal Hweil. *Il ordonnait et, voulant être obéi, il éludait la moindre question d'un revers de la main »*.

Après sa libération, à la faveur d'un échange de prisonniers conclu en 2011, Sinouar s'était rendu à Téhéran. *« Le frère Yahya Sinouar a passé vingt-cinq ans de sa vie dans une prison israélienne »*, avait alors annoncé le dirigeant du Hamas, Ismaïl Haniyeh, en le présentant au Guide suprême devant les caméras de télévision. Ali Khamenei avait souri. Puis Sinouar s'en était retourné dans l'enclave palestinienne. Il connaît peu la République islamique, ses arcanes et ses réflexions stratégiques au long cours. Contrairement aux cadres du Hezbollah libanais, Sinouar ne s'est pas formé et n'a pas combattu aux côtés des

LIRE LA SUITE PAGE 22

LE SOUTIEN À LA CAUSE PALESTINIENNE | ANNÉES 1990

Découpage des territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, selon les accords d'Oslo (1993-1995)

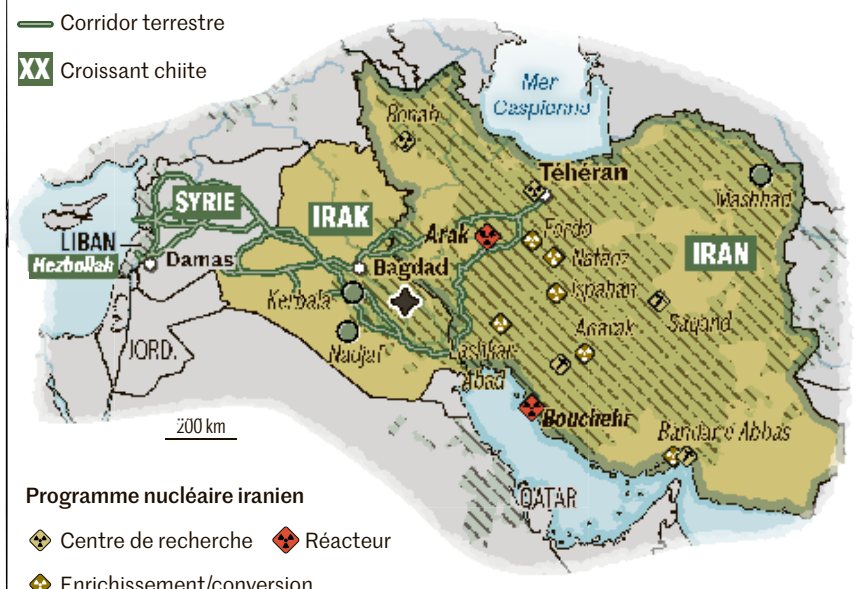
- **Zone A** *sous contrôle palestinien*
- **Zone B** *sous contrôle palestinien (civil) et israélien (sécuritaire)*
- **Zone C** *sous contrôle israélien*
- **« Ligne verte »,** ligne d'armistice de 1949, respectée jusqu'en 1967



Téhéran appuie **le Jihad islamique palestinien** (créé en 1981) et **le Hamas (✦)** (créé en 1987), des groupes armés palestiniens sunnites opposés au processus de paix d'Oslo (1993-2000).

LE « CROISSANT CHIITE » | ANNÉES 2000

- Peuplement chiite
- Lieux saints chiites
- Corridor terrestre
- XX Croissant chiite
- **Pays de l'« axe du Mal »,** selon l'administration américaine de George W. Bush (2001-2009)



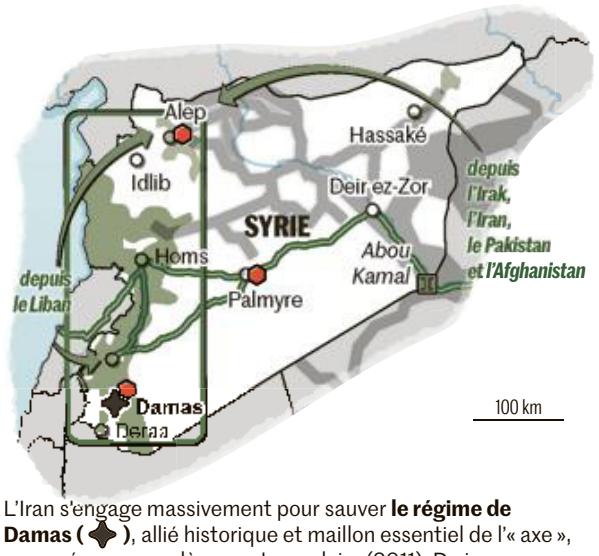
Programme nucléaire iranien

- Centre de recherche ✦
- Réacteur ✦
- Enrichissement/conversion ✦
- Mine d'uranium ✦

L'Iran se retrouve principal bénéficiaire de l'invasion américaine de l'Afghanistan (2001) et de l'Irak (2003), qui le débarrasse de deux régimes ennemis. Téhéran y favorise l'organisation de **milices (✦)**, notamment en Irak, où la communauté chiite contrôle désormais le gouvernement. Disposant alors d'un corridor terrestre jusqu'à Beyrouth, l'Iran accentue la pression sur Israël et relance son programme nucléaire. Au Liban, à la suite de sa demi-victoire face à Israël pendant la guerre de l'été 2006, le Hezbollah s'impose comme principal acteur politique du pays (2008). A Gaza, le Hamas règne sans partage à partir de 2007.

L'APOGÉE | ANNÉES 2010

- **Reprise de la Syrie utile** par le régime de Bachar Al-Assad et ses alliés (2016-2018)
- **Afflux de milliers de combattants chiites**
- **Appui décisif de l'aviation russe**
- **Autoroute contrôlée par des milices pro-iraniennes**
- **Poste-frontière d'Al-Boukamal** tenu par les milices chiites
- **Zone d'influence maximale de l'EI** (octobre 2014)



L'Iran s'engage massivement pour sauver **le régime de Damas (✦)**, allié historique et maillon essentiel de l'« axe », menacé par un soulèvement populaire (2011). De jeunes gardiens de la révolution font leurs armes, combattant la rébellion syrienne ainsi que l'organisation Etat islamique (EI). La reprise d'Alep (2016) lance le processus de reconquête de la Syrie utile, achevée à l'été 2018, avec la chute de Deraa.

SUITE DE LA PAGE 21

gardiens de la révolution, jusqu'à faire corps avec eux. A l'inverse des chefs des milices chiites irakiennes, il n'a pas vécu en exil à Téhéran sous l'emprise de Ghassem Soleimani, leur agent traitant. Il n'a cure des tensions qu'avait provoquées le soutien du Hamas, un mouvement issu des Frères musulmans, au soulèvement populaire syrien de 2011 contre le régime de Damas, allié historique de Téhéran. La réconciliation officielle n'est survenue qu'en 2022, mais pour Sinouar, élu à la direction du Hamas à Gaza cinq ans plus tôt, l'Iran est le seul soutien qui vaille. Téhéran a formé ses ingénieurs à la confection de missiles Fajr qui constituent alors un redoutable arsenal.

Idéologue sans états d'âme, Yahya Sinouar a pris au pied de la lettre l'objectif lointain de l'« axe » : la libération de Jérusalem, cause panislamique des révolutionnaires iraniens. Il arrive que ce fantasme rejaillisse dans ses discours, quand il évoque avec emphase la libération de Jérusalem et la fin des temps. En mai 2021, ce « rêve » s'était fait un peu plus concret, quand le Hamas avait tiré une salve de roquettes vers la Ville sainte, alors que la police israélienne molestait des centaines de fidèles sur l'esplanade des Mosquées. L'« axe de la résistance » s'était agité, avec des rencontres, à Beyrouth, évoquant une *« unité des fronts »*. Et puis l'Etat hébreu paraissait affaibli. Sa société se divisait dans un cycle sans fin d'élections, ébranlant jusqu'à l'armée. Est-ce à ce moment que Yahya Sinouar a renoncé à ses tentatives de négocier une trêve de longue durée, en échange d'une levée du blocus israélien à Gaza ? Le Guide suprême Ali Khamenei avait dénoncé cette initiative dès 2017. Mais le chef du Hamas a toujours poursuivi deux lignes parallèles : la négociation et la préparation militaire. Jusqu'aux attaques du 7-Octobre.

Ce grand affrontement avec Israël, que déclenchent les massacres perpétrés par le Hamas, l'appareil sécuritaire de Téhéran en a lui-même rêvé. Le millénarisme n'est pas étranger à la République islamique, ni à la Force Al-Qods des gardiens de la révolution, ces combattants blanchis sous le harnais, qui n'ont pas quitté les fronts étrangers depuis les années 1980. A Téhéran, la lutte contre Israël est un acte de foi, mais c'est aussi un lobby. Radicaux et plus modérés rivalisent au sein du régime. Pourtant, au bout du compte, la République islamique a toujours été pragmatique : elle se préoccupe avant tout de survivre. Les violences du 7 octobre 2023 lui font aussitôt comprendre qu'elle était en danger, et elle est restée en retrait.

« Les Iraniens n'avaient aucun intérêt à déclencher cette guerre ; l'initiative de Yahya Sinouar les a rendus furieux, assure Adel Bakawan. *Présenter ensuite un "front uni" était une nécessité pour son image, mais l'"axe de la résistance" a somme toute réagi de façon limitée. »* Tout de même, entre le 7 octobre 2023 et le 1er mars 2024, les milices affiliées mènent environ 180 attaques, surtout à coups de roquettes, contre des installations américaines en Irak, en Syrie, et même en Jordanie.

Le Hezbollah libanais se livre en parallèle à un harcèlement sans relâche à la frontière israélienne et dans le nord de l'Etat hébreu, tandis que les houthistes du Yémen multiplient les tirs de missiles, parvenant à déstabiliser le trafic maritime en mer Rouge et, ainsi, à internationaliser le conflit de Gaza. Des actions malgré tout calibrées pour éviter l'affrontement direct. *« Il y a eu un fond d'arrogance dans l'analyse des Iraniens : ils pensaient que seules les Arabes seraient ciblés*, estime Hamzeh Hadad, chercheur irakien au Center for a New American Security, basé à Washington. *Ils ont toujours considéré que les confrontations se feraient par l'intermédiaire de leurs relais régionaux. Mais ces derniers ont été affaiblis les uns après les autres : d'abord le Hamas, puis le Hezbollah et ensuite la Syrie. »*

Si la séquence ouverte par le 7-Octobre a ramené la question palestinienne sur le devant de la scène internationale, elle a mené l'ensemble des acteurs de l'« axe de la résistance » à la débâcle. Un an après le début de l'offensive israélienne à Gaza, Yahya Sinouar meurt, abattu par un drone dans une maison en ruine de Rafah.

FAIBLESSE DE SES RENSEIGNEMENTS

Pour l'Iran, le vrai coup de boutoir est la frappe israélienne contre son consulat, à Damas, le 1er avril 2024. Au moins huit gardiens de la révolution, qui y tenaient une réunion secrète, sont tués. Parmi eux figurent le général Mohammad Reza Zahedi, considéré comme le personnage-clé des relations de Téhéran avec le Hezbollah et le régime de Damas, ainsi que Hossein Amirollah, chef d'état-major des Forces Al-Qods en Syrie et au Liban.

« Il est alors devenu évident que le Hezbollah et ses missiles avaient perdu leur pouvoir de dissuasion ; or, c'était précisément leur utilité, explique Vali Nasr, chercheur et historien américano-iranien, professeur en relations internationales et en études du Moyen-Orient à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies, à Washington. *L'Iran a compris qu'Israël ne se souciait plus du Hezbollah et qu'il était prêt à prendre des risques bien plus grands que par le passé. Raison pour laquelle l'Iran a décidé à cette époque de ne pas riposter via le Hezbollah, mais avec ses propres missiles. »* Israël avait aussitôt répliqué en ciblant un site de la défense aérienne en Iran : un prélude à la guerre de juin 2025. Selon cet expert, *« dans le Moyen-Orient post-guerre de Gaza, face à un Israël devenu extrêmement sûr de lui, triomphaliste et sur lequel ni l'Europe ni les Etats-Unis n'ont plus d'influence, la stratégie iranienne des proxies était vouée à l'échec »*.

Fort de ce constat, Téhéran entreprend de se recentrer sur le développement de ses propres capacités. *« L'intérêt iranien pour un accord nucléaire avec Trump s'inscrit en partie dans ce changement stratégique*, assure M. Nasr. *L'Iran devait réparer ses relations avec l'Europe et les Etats-Unis. Ainsi, lorsque le président Ebrahim Raïssi a été tué* [dans un accident d'hélicoptère, le 19 mai 2024], *le Guide suprême a tout mis en œuvre pour que son successeur* [Massoud Pezeshkian] *soit plus modéré. »*

« IL Y A EU UN FOND D'ARROGANCE DANS L'ANALYSE DES IRANIENS : ILS PENSAIENT QUE SEULS LES ARABES SERAIENT CIBLÉS »

HAMZEH HADAD
chercheur irakien au Center for a New American Security, à Washington

Outre la perte de lieutenants de premier plan, l'attaque du consulat est aussi révélatrice de la plus grande faiblesse de l'Iran : les renseignements. Dans ce domaine, Israël ne va cesser ensuite de prouver son immense supériorité. Le leader du Hamas, Ismaïl Haniyeh, est tué lors d'une frappe aérienne en plein cœur de la capitale iranienne, le 31 juillet 2024. Une attaque aux bipeurs piégés neutralise des centaines de membres du Hezbollah, estropiés, défigurés ou tués sous le coup de leur explosion simultanée… Les hommes et les structures stratégiques de la République islamique et de ses alliés semblent n'avoir plus aucun secret pour Israël.

« Les Iraniens ont, depuis, acquis la conviction que les renseignements qui ont mené à la frappe sur leur consulat à Damas avaient été divulgués au Mossad par Bachar Al-Assad [alors président] *en personne*, assure M. Nasr. *Et il ne s'est pas limité à cette attaque : il avait aussi entamé des pourparlers avec Israël par l'intermédiaire des Emirats arabes unis et de la Russie… »* Téhéran n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour maintenir au pouvoir le président syrien depuis le soulèvement populaire de 2011. Le régime baassiste à Damas n'est pas seulement un allié historique de Téhéran – Hafez Al-Assad avait soutenu l'ayatollah Khomeyni dans la guerre qui l'opposa à Saddam Hussein (1980-1988) –, c'est aussi un maillon logistique essentiel de l'axe pro-iranien. *« La Syrie est l'anneau d'or de la résistance contre Israël »*, avait déclaré, en mars 2013, Ali Akbar Velayati, alors conseiller du Guide suprême pour les affaires étrangères. Le pays permettait le transit d'armes à destination du Hezbollah, force principale de dissuasion à la frontière israélienne. *« Si nous perdons la Syrie, nous ne pourrons plus tenir Téhéran »*, avait renchéri Mehdi Taeb, un clerc de l'entourage d'Ali Khamenei.

Pour en garder le contrôle, des milliers de miliciens chiites avaient accouru en provenance du Liban, d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan à la demande de la République islamique. Heshmatollah Falahatpishe, ancien président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement iranien, a révélé en 2020 que près de 30 milliards de dollars (26 milliards d'euros) ont été dépensés à cet effet.

Mais alors que le président Al-Assad semblait durablement réinstallé dans son fauteuil, les relations avec ses sauveurs iraniens étaient devenues de plus en plus amères. Téhéran n'a, par exemple, jamais appuyé son ambition de reconquérir l'est de la Syrie, riche en hydrocarbures, sous contrôle de forces kurdes alliées à Washington. Un précédent avait sans doute échaudé l'Iran, toujours soucieux d'éviter une confrontation directe avec les Etats-Unis : une centaine de mercenaires russes avaient été tués dans des bombardements américains, en février 2018, alors qu'ils tentaient de s'emparer d'un champ pétrolier près de Deir ez-Zor.

Le sort de la Syrie est finalement scellé avec la fuite de Bachar Al-Assad à Moscou, le 8 décembre 2024. L'Iran a perdu son *« anneau d'or »*, le cœur battant de l'« axe de la résistance ». *« Même s'il n'est pas à l'origine du changement de régime en Syrie, Israël en a bénéficié*, souligne l'historien Vali Nasr. *Plus que le résultat des circonstances créées par le 7-Octobre, les Iraniens estiment qu'il s'agit essentiellement d'un coup d'Etat orchestré par les Turcs et de la conséquence des trahisons d'Assad. »*

Avec la débâcle successive des supplétifs iraniens à Gaza, au Liban et en Syrie, l'« axe de la résistance » s'est réduit comme une peau de chagrin. Même les houthistes du Yémen, pourtant éloignés du centre de gravité des combats, ont signé un cessez-le-feu avec les Etats-Unis en mai. L'Iran ne dispose plus que d'un seul rempart, à peu près intact, au-delà de ses frontières : l'Irak. Quatre-vingts organisations miliciennes chiites, soit 235 000 combattants, répondant directement aux ordres du Guide suprême, ont été épargnées par la vindicte israélienne.

DE MAUVAISES OPTIONS

Pour l'Etat hébreu, qui n'a cessé d'asseoir sa supériorité dans le couloir aérien le menant à Téhéran, ces contingents ne représentent qu'une menace toute relative. Après la destruction de trois bases aériennes syriennes, en avril, pour empêcher leur prise de contrôle par la Turquie, aucun obstacle ne le sépare plus de Téhéran, et de la matrice de l'« axe de la résistance ». En Irak, depuis l'invasion américaine, les radars sont orientés, contrôlés, filtrés par les Etats-Unis, sans que le gouvernement de Bagdad ait voix au chapitre. Par le ciel, la voie est libre, comme l'ont prouvé les bombardements massifs qui s'abattent sur l'Iran depuis le 13 juin.

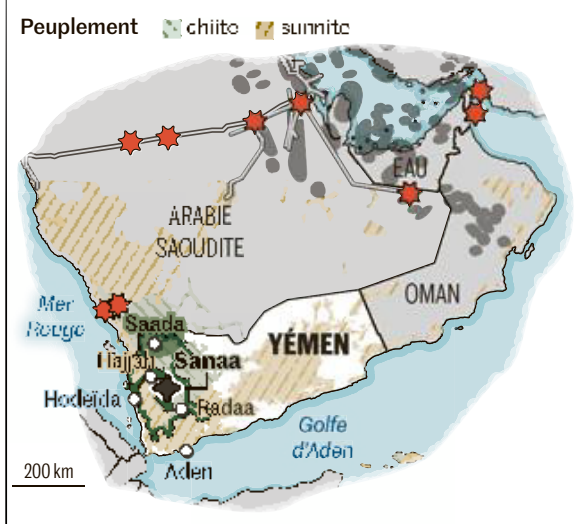
Acculée, la République islamique n'a devant elle que de mauvaises options : la capitulation, ou une guerre d'usure dans laquelle les missiles répondent aux missiles, au risque d'entraîner les Etats-Unis dans la confrontation. Ce dernier scénario est celui que Téhéran cherche à éviter à tout prix, depuis la mort du général Soleimani. Les dernières bribes de l'« axe de la résistance », les milices chiites irakiennes, sont là pour servir de forces de dissuasion. Leur présence rappelle que les 2 500 soldats de l'US Army stationnés dans le pays, la plus grande des ambassades américaines, à Bagdad, le plus grand des consulats américains, à Erbil, et la base aérienne de Harir sont à portée de leurs canons.

En théorie, du moins, car les lignes géopolitiques du Moyen-Orient, établies depuis plusieurs décennies, sont irrémédiablement brouillées. Au Liban, des responsables politiques du Hezbollah ont déclaré dans un communiqué que le mouvement ne participerait pas à la guerre. En Irak, des figures chiites aussi influentes que l'ayatollah Al-Sistani ont opté pour une condamnation morale des frappes israéliennes, sans appel explicite à l'action. Nul ne peut prédire ce qu'il adviendra du régime iranien, mais l'« axe de la résistance », qui a assuré sa survie durant quarante-cinq ans, appartient d'ores et déjà au passé. ■

GHAZAL GOLSHIRI, CÉCILE HENNION, LOUIS IMBERT ET MADJID ZERROUKY

EXTENSION DU POUVOIR DE NUISANCE

| ANNÉES 2010



- Fief houthiste
- Offensive houthiste (depuis septembre 2014)
- Territoire tenu par les houthistes (2019)
- Attaque contre des infrastructures pétrolières (2019) menée par des membres de l'« axe de la résistance »
- Ressources pétrolières
- Oléoducs

Au Yémen, en proie à la guerre civile, **l'insurrection houthiste ( )** prend le contrôle de Sanaa (2014), de la plaine côtière, et résiste aux assauts de la coalition menée par Riyad (2015). Ce nouvel ancrage menace l'Arabie saoudite, grande rivale régionale de l'Iran, et offre à Téhéran une position stratégique en mer Rouge.

L'ADAPTATION FACE À UN MOYEN-ORIENT EN RECOMPOSITION

| ANNÉES 2020

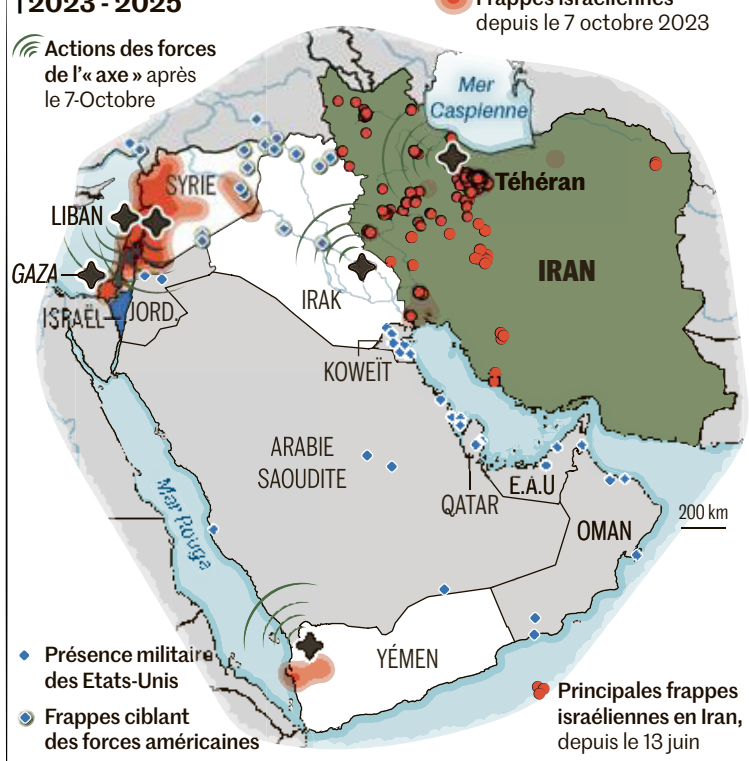


- Etat n'ayant pas de relations diplomatiques avec Israël
- Etat arabe ayant établi des relations diplomatiques avec Israël (2020) *Maroc hors cadrage*
- Frappe américaine contre le général iranien **Ghassem Soleimani** (janvier 2020)
- Déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem (2019)
- Reprise des relations diplomatiques (mars 2023)

La première présidence de Donald Trump (2017-2021) marque un durcissement américain vis-à-vis de Téhéran : retrait de l'accord sur le nucléaire en 2018, sanctions renforcées, **assassinat du général Soleimani, chef des brigades Al-Qods**. Les Etats arabes se rapprochent d'Israël (2020). Téhéran tente de pérenniser son emprise régionale par la voie diplomatique en signant un accord avec Riyad (2023).

LE TOURNANT FATAL

| 2023 - 2025

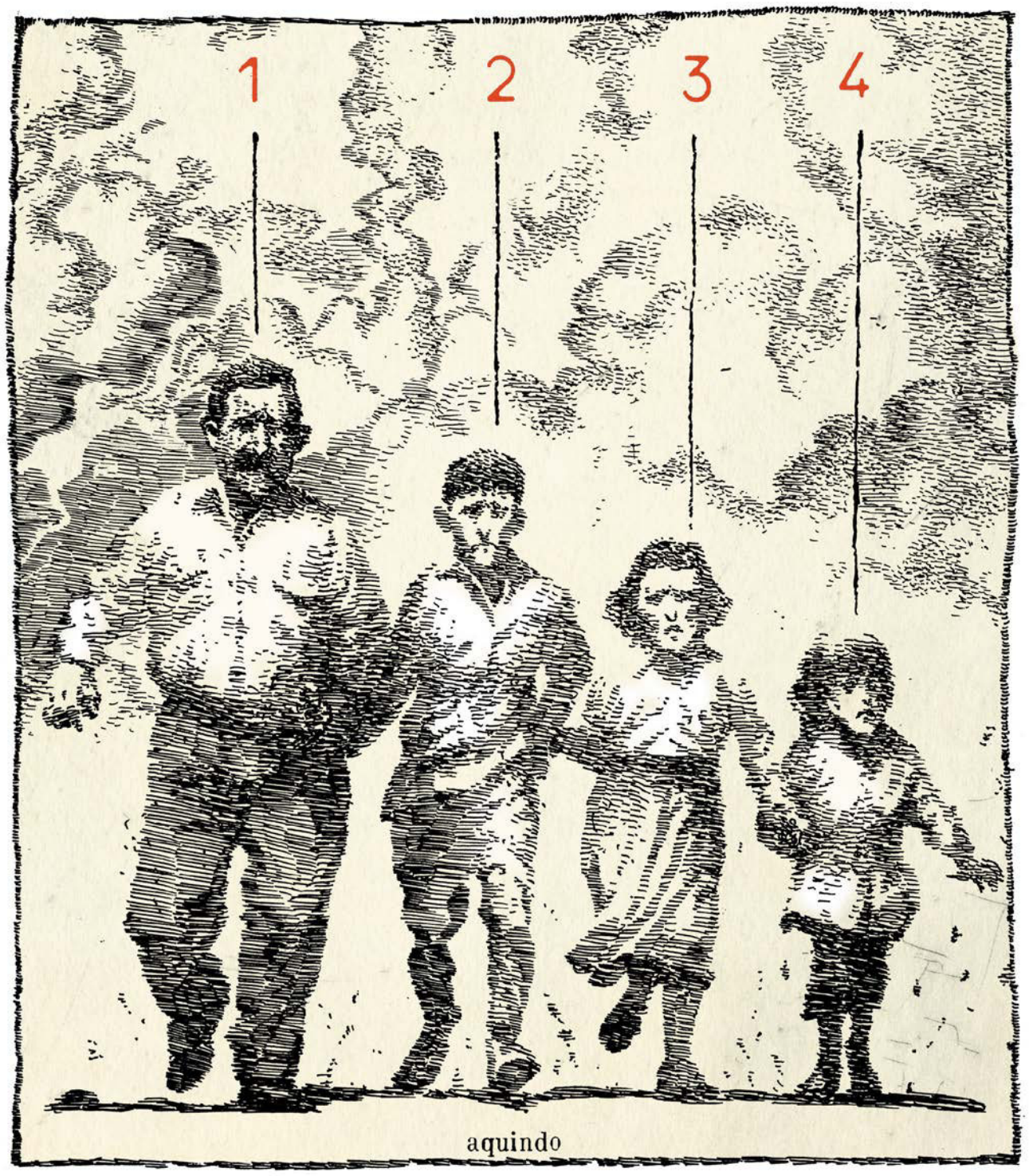


L'attaque terroriste du Hamas du 7-Octobre ébranle les plans de l'Iran, désormais dans le viseur israélien. Face à l'écrasement des Gazaouis, Téhéran doit présenter un front uni et active ses relais, avec des attaques calibrées pour lui éviter une confrontation directe avec Israël. Le pouvoir de dissuasion de **l'« axe » ( )** s'avère inefficace face à un gouvernement israélien déterminé à éliminer son principal ennemi. Pour survivre, la République islamique s'efforce d'éviter un engagement militaire des Etats-Unis aux côtés d'Israël.

Le Monde
Vendredi 20 juin 2014

Peut-on arrêter la quatrième guerre d'Irak ?

Après l'offensive victorieuse des djihadistes dans le nord-ouest du pays, l'Irak entre dans sa quatrième guerre en trente ans : guerre contre l'Iran (1980-1988), guerre contre la coalition internationale (1991), guerre contre les Etats-Unis et le Royaume-Uni (2003) et maintenant guerre entre sunnites et chiites. Ce retour de l'Irak sur le devant de la scène cristallise en fait les rivalités entre l'Iran et l'Arabie saoudite, deux puissances régionales. Il reflète aussi les déviances du système international depuis la fin de la guerre froide en 1991 et interpelle notamment les Occidentaux sur leurs responsabilités dans les interventions militaires, nécessaires ou désastreuses, dont l'Irak est le symbole



La fin de l'hyperpuissance
Invisible diplomatie française

Delphine Lagrange
Docteure en science politique (CERI – Sciences Po Paris), spécialiste des relations internationales et de la politique étrangère

Un mur qu'on abat, des puits de pétrole qui s'embrasent, des tours qui s'effondrent, un dictateur pendu, l'international se réduit à quelques moments, réflexe d'une mémoire qui se doit de sélectionner dans le flot d'informations, aidée dans son travail de tri par le poids des émotions. Plus que toute autre région, le Moyen-Orient, et en son sein l'Irak, trouve une place de premier plan dans cette construction du monde contemporain. Cas emblématique, l'Irak traverse ces jours-ci de nouvelles épreuves qui exposent, ou confirment, les limites de l'hégémonie américaine.

L'appel à un *« nouvel ordre mondial »* dans les discours américains indique la prégnance des velléités de domination bienveillante, par sens à la fois du devoir moral et de l'intérêt propre. Cette autoperception exceptionnaliste fonde une politique d'ingérence protéiforme, de la rhétorique de la réforme démocratique martelée à l'envi à l'entrée en guerre, comme en Irak. Ici point de bienveillance, mais au contraire une série de décisions faisant du peuple irakien la première victime : embargo, bombardements, intervention appuyée sur des alliés sélectionnés, torture des prisonniers.

A cette absence de légitimité s'ajoute une remise en cause croissante de la domination elle-même. Si la présidence de M. Bush fils a révélé les limites des capacités des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, celle de Barack Obama montre une absence de volonté. Il n'est alors plus question de puissance susceptible d'agir mondialement, y compris pour un conflit dans lequel le pays porte une immense part de responsabilité. Le président américain préfère pour le moment pointer les errements de la politique du premier ministre irakien. Il ne s'agit pas de regretter cette réticence à intervenir, mais bien plutôt de constater que la puissance se trouve privée de son bipode constitutif : la capacité et la volonté.

Et comme si ce constat ne suffisait pas, voilà que les *« voyous » (« rogue »), les faillis (« failed »)*, tous ces *« ennemis »* des Etats-Unis s'avèrent incontournables. La force des acteurs devenus des professionnels de la contestation du *« nouvel ordre mondial »* est qu'ils ont saisi mieux que leurs adversaires la nature nouvelle du système international. La mondialisation a renforcé l'interdépendance. Dès lors, le fort, le puissant, l'acteur qui dispose des ressources économiques et militaires, se trouve empêché de déployer ses capacités de contrôle à l'international par le faible, l'exclu, le damné. Point d'*« hyperpuissance »* américaine ici, mais bien plutôt une hyperexposition du dominant devenu cible privilégiée de toutes formes de contestation. Quelques acteurs non étatiques tirent alors grand profit d'un activisme dont la médiatisation est inversement proportionnelle à sa popularité, y compris locale. Rappelons que les djihadistes tuent d'abord des musulmans. S'ils savent occuper un vide laissé par l'Etat ou s'opposer à des régimes contestés, ils ont surtout saisi tout le parti à tirer d'une menace exercée sur l'ordre mondial.

Tandis que la fin de la guerre froide invitait à penser l'unipolarité, la crise que traverse l'Irak confirme qu'il n'est en rien. Il n'y a pas un pôle au sens de leader attractif, ni même plusieurs. Il y a bien une centralité des Etats-Unis dans la structuration de l'international.

Et la France ? Sa diplomatie est invisible au Moyen-Orient, tandis que son interventionnisme tous azimuts se perpétue en Afrique. La déclaration de Laurent Fabius sur l'Irak fait figure de traduction de la position de M. Obama, ajoutant la passivité à l'incohérence. La politique arabe a pris fin dès la présidence de Jacques Chirac, et, avec elle, l'existence d'une voix discordante, notamment sur le conflit israélo-palestinien, nœud gordien régional. La stratégie de différenciation sur l'Irak n'a pas davantage survécu, les dirigeants français votant à l'ONU dès mai 2003 (résolution 1483) ce qu'ils avaient combattu en mars de la même année, c'est-à-dire la légitimation de la présence de la coalition menée par les Etats-Unis. La configuration du système international décrite offre pourtant à la diplomatie française une marge de manœuvre. Le siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies invite à lancer une action multilatérale, car la crise irakienne présente ce caractère étrange, qu'il s'agirait alors de transformer en opportunité : elle réunit du même côté les acteurs les plus hétérogènes : Irak, Iran, Syrie, Kurdes, Turquie, Etats-Unis, Europe et Russie.

La politique arabe française a pris fin dès la présidence de Jacques Chirac, et, avec elle, l'existence d'une voix discordante, notamment sur le conflit israélo-palestinien

Dans un contexte européen marqué par une absence de solidarité, le gouvernement français gagnerait à chercher à remédier à ce dysfonctionnement tout en agissant pour le Moyen-Orient. Parallèlement à la mise en mouvement décrite de l'ONU sur l'Irak, il pourrait retrouver le sens premier du projet européen en même temps que celui du programme de François Hollande, candidat socialiste, en révisant sa politique d'accueil des réfugiés. Cela permettrait de proposer une action concrète dépassant la simple rhétorique autosatisfaite autour de la *« patrie des droits de l'homme »*, de travailler de concert avec l'Allemagne qui a déjà pris des engagements forts sur ce sujet pour les réfugiés syriens, et d'assumer une part, certes minime compte tenu des enjeux, mais une part tout de même de ses responsabilités. ■

L'avenir des Arabes sunnites est en jeu

Loulouwa Al-Rachid
Chercheuse associée à la chaire Histoire contemporaine du monde arabe, Collège de France

La nébuleuse djihadiste aujourd'hui revigorée sous la bannière noire de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) n'en est pas à son premier coup d'éclat militaire à Mossoul. Il y a dix ans, en novembre 2004, elle capturait, avec la même facilité déconcertante, cette deuxième grande ville d'Irak.

En entrant dans Mossoul le 10 juin, l'EIIL était composé des djihadistes aguerris en Syrie et des mêmes spécialistes de la violence orphelins du régime de Saddam Hussein. Pour reprendre cette province sunnite, Nouri Al-Maliki, le premier ministre irakien, a immédiatement sollicité l'administration Obama au nom de la guerre contre le terrorisme ; il pourra difficilement se passer de l'aide des dirigeants kurdes qui ne manqueront pas d'exiger de douloureuses concessions territoriales et pétrolières. L'EIIL a d'ores et déjà exploité la débandade de l'armée irakienne pour occuper de facto les territoires multiethniques « disputés » depuis 2003, qu'il entend soustraire une fois pour toutes à l'autorité de Bagdad, à commencer par la ville pétrolière de Kirkouk. Et il usera de la corde du confessionnalisme en appelant de nouveau ses coreligionnaires à la défense sacrée du chiisme irakien.

Les djihadistes de l'EIIL pourraient bien être les seuls à offrir aux sunnites du Levant un modèle d'intégration

En demandant à la population de prendre les armes dans une sorte de contre-djihad pour chasser l'EIIL, la plus haute autorité religieuse chiite du pays, l'ayatollah Sistani, abonde dans le même sens.

Or, bien plus que les autres villes sunnites déjà tombées aux mains de l'EIIL depuis le début de l'année, Mossoul recèle un grand potentiel d'instabilité. Elle offre un terrain extrêmement fertile pour le revanchisme sunnite et le djihad. Outre son poids démographique, Mossoul est une ville hautement symbolique. Depuis le début des années 1950, elle affiche fièrement un panarabisme adossé à une prestigieuse tradition militaire. Mossoul a les yeux rivés sur Damas et Alep bien plus que sur Bagdad et a surtout cultivé une forte identité sunnite.

Jouissant de liens forts avec leurs homologues du Croissant fertile, ses élites politiques, tribales, marchandes et religieuses étaient activement impliquées dans la défense des frontières de l'orthodoxie sunnite contre le chiisme safavide. Une fois rattachée contre son gré à l'Etat irakien moderne, elle opposa au cosmopolitisme et au sécularisme de Bagdad et de Bassora une forte mentalité insulaire, un conservatisme social et une religiosité portant la marque des premières cellules de Frères musulmans implantées en Irak.

Ce qui se joue à Mossoul n'est rien de moins que l'avenir des Arabes sunnites, en Irak et au-delà, dans l'ensemble du Levant. Les acteurs sunnites « légitimes », autrement dit étatiques, ne sont pas convaincants et ne parviennent pas à coordonner leurs interventions. L'Arabie saoudite – comme les autres monarchies du Golfe – mène une politique à courte vue, obsédée par la survie de son modèle dynastique dans le contexte de changement ouvert par les « printemps arabes » ; contrairement à l'Iran, qui construit de puissants relais institutionnalisés comme le Hezbollah libanais, son action extérieure emprunte souvent des réseaux fortement personnalisés et clientélistes incapables de fournir aux sunnites une représentation politique durable.

Concentrée sur sa transition politique, l'Egypte n'est pas en mesure de rejouer son rôle historique d'épicentre du monde arabe. Quant à la Turquie, elle peine à sortir du prisme kurde et à transcender sa « différence » dans un environnement majoritairement arabe.

Dans ce contexte, il se pourrait bien que l'EIIL soit le seul à offrir aux sunnites du Levant un modèle d'intégration politique et économique qui n'est pas sans cohérence historique dans une région où l'Etat-nation reste une création fortuite. Au-delà du fantasme de la restauration du califat, l'EIIL semble expérimenter à Mossoul un mode décentralisé de régulation faisant la part belle aux acteurs locaux en mal d'autonomie, de pouvoir et de richesse. ■

L'intervention militaire de 2003 n'est pas responsable du chaos irakien

Tony Blair
Ancien premier ministre britannique (1997-2007)

Prévisibles et délétères, les effets de la guerre civile en Syrie sont en train de se faire sentir. Un danger mortel pèse aujourd'hui sur l'Irak. L'ensemble du Moyen-Orient est menacé. Nous devons repenser notre stratégie vis-à-vis de la Syrie et aider le gouvernement irakien à combattre l'insurrection tout en insistant sur le fait qu'il doit changer de politique. Il faut par ailleurs établir pour la région un projet qui sache tirer les leçons de la décennie écoulée.

Les événements de Mossoul ont ravivé les polémiques sur la décision de renverser Saddam Hussein en 2003. D'autres ne manqueront pas de se demander si le retrait des forces américaines n'est pas intervenu de manière prématurée.

L'un des arguments des adversaires de l'intervention de 2003 est de dire que, puisque Saddam Hussein ne possédait aucune arme de destruction massive, l'invasion de l'Irak était injustifiée. D'après les rapports des inspecteurs internationaux, nous savons que, même si Saddam s'était débarrassé de ses armes chimiques, il avait conservé l'expertise et les capacités d'en produire. En 2011, si nous avions laissé Saddam au pouvoir, l'Irak aurait été lui aussi emporté par la vague des révolutions arabes. En tant que sunnite, Saddam aurait tout fait pour préserver son régime face à la révolte de la majorité chiite du pays. Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière, en Syrie, une minorité bénéficiant de l'appui des chiites s'accrocherait au pouvoir et tenterait de résister à la révolte de la majorité sunnite. Le risque aurait donc été grand de voir la région sombrer dans une conflagration confessionnelle généralisée dans laquelle les Etats ne se seraient pas affrontés par procuration, mais directement, avec leurs armées nationales.

Tout le Moyen-Orient est en réalité engagé dans une longue et douloureuse transition. Nous devons nous débarrasser de l'idée que « nous » avons provoqué cette situation. Ce n'est pas vrai. Nous pouvons discuter de savoir si, à tel ou tel moment, notre politique a été bénéfique ou pas ; nous demander s'il est préférable d'agir ou de ne rien faire – et il existe quantité d'arguments pour chacune de ces options. Il n'en reste pas moins vrai que la cause fondamentale de la crise plonge ses racines dans la région, et non en dehors d'elle.

Vu les contradictions de la situation en Irak, il était impossible que la révolution s'y déroule sans heurts. C'est là une leçon dont il faudra se souvenir. Mais c'est aussi la leçon que l'on peut tirer de l'ensemble du « printemps arabe ». En vérité, vu la façon dont les sociétés moyen-orientales se sont développées, et vu que l'islamisme, dans ses différentes versions, est devenu le principal vecteur de l'opposition à l'oppression, le renversement d'une dictature n'est que le début, et non le terme du défi. Quand le régime change, on voit aussitôt surgir les tensions. Dès lors, la reconstruction du pays et la remise en marche des institutions et des structures de gouvernance deviennent incroyablement compliquées.

Nous avons aujourd'hui trois exemples de politique occidentale en matière de changement de régime dans la région. En Irak, nous avons appelé à un changement de régime, renversé la dictature et déployé des troupes pour aider à la reconstruction du pays. Mais l'intervention s'est révélée extrêmement ardue, et aujourd'hui le pays est à nouveau en danger. En Libye, nous avons appelé au changement de régime, chassé Kadhafi grâce à des frappes aériennes et refusé d'envoyer des troupes au sol. Aujourd'hui, la Libye, ravagée par la violence, a exporté le désordre et de vastes quantités d'armes à travers l'Afrique du Nord et jusqu'en Afrique subsaharienne. En Syrie, nous avons appelé au changement de régime mais n'avons rien fait, et c'est le pays qui se trouve dans la situation la pire.

Mais, alors, puisque intervenir est aussi compliqué, pourquoi ne pas se tenir en dehors de tout cela ? C'est aujourd'hui la position par défaut de l'Occident. La réponse est que nous ne le pouvons pas parce que l'issue de cette longue transition aura pour nous de profondes conséquences. Pour ne considérer que la plus simple, les

C'est parce que nous cherchons toujours des prétextes pour ne pas nous confronter à l'extrémisme islamiste que nous n'enregistrons aucun progrès dans cette lutte

groupes djihadistes ne nous laisseront pas en paix. Le 11-Septembre n'est pas survenu sans raison. Cette raison et l'idéologie qui la sous-tend n'ont pas disparu.

Il n'est pas raisonnable pour l'Occident d'adopter une politique d'indifférence. Car il s'agit, que nous le voulions ou pas, d'un problème qui nous concerne.

Les agences de sécurité européennes estiment que la principale menace pour l'avenir proviendra des combattants revenant de Syrie. Le danger est réel de voir le pays devenir pour les terroristes un sanctuaire plus redoutable encore que ne l'était l'Afghanistan dans les années 1990. Mais n'oublions pas non plus les risques que fait peser la guerre civile syrienne sur le Liban et la Jordanie. Il était impossible que cet embrasement reste confiné à l'intérieur des frontières syriennes.

Je comprends les raisons pour lesquelles, après l'Afghanistan et l'Irak, l'opinion publique est si hostile à une intervention militaire. Mais une intervention en Syrie n'était pas et n'est pas nécessairement obligée de prendre les formes qu'elle a prises dans ces deux pays. Et, chaque fois que nous renonçons à agir, les mesures que nous serons fatalement amenés à prendre par la suite devront être plus violentes.

En ce qui concerne le défi actuel en Irak, le président Barack Obama a raison de mettre toutes les options sur la table, y compris les frappes militaires. Il a également raison d'insister pour que le gouvernement irakien modifie la façon dont il mène sa politique intérieure.

Les éléments modérés de l'opposition syrienne doivent recevoir le soutien dont ils ont besoin. Bachar Al-Assad doit comprendre qu'il ne peut emporter une victoire décisive. Et les groupes extrémistes, en Syrie comme en Irak, doivent être combattus, en coordination et avec l'accord des pays arabes. Aussi amère que soit cette option, l'inaction serait pire.

Pourtant, agir seulement en Syrie ou en Irak ne réglera pas le défi à l'échelle de la région ni à celle du monde. Nous devons élaborer un projet pour le Moyen-Orient et un plan pour combattre l'extrémisme planétaire qu'il génère.

Pour ce faire, il convient tout d'abord de bien identifier la nature de ce combat. Il s'agit d'une lutte contre l'extrémisme islamiste. Voilà la nature du combat. Beaucoup s'affolent devant la brutalité d'un tel constat. Or, c'est précisément parce que nous cherchons toujours des prétextes pour ne pas nous confronter à ce problème que nous n'enregistrons aucun progrès dans cette lutte.

Nous devons faire alliance avec ceux qui, dans le monde musulman, sont d'accord avec cette analyse pour lutter contre l'extrémisme. Il y a dans la région beaucoup de gens qui comprennent à présent que c'est ce combat-là qu'il faut mener et qui sont prêts à le mener. Nous devons être à leurs côtés.

Là où se battent les extrémistes, il faut les contrer, durement et de façon déterminée. Cela ne veut pas dire qu'il faille envoyer des troupes occidentales comme on l'a fait en Irak. Nous disposons de nombreux autres moyens. Mais les extrémistes doivent savoir que, partout où ils veulent imposer leur terreur, nous les frapperons.

A plus long terme, il convient de déployer des efforts concertés pour réformer les systèmes d'éducation officiels ou informels qui alimentent l'extrémisme.

Nous devons prendre conscience que le défi s'étend bien au-delà du Moyen-Orient. L'Afrique, comme le montrent les tragiques événements au Nigeria, y est elle aussi confrontée. L'Extrême-Orient et l'Asie centrale également.

L'Irak n'est qu'une facette d'une situation plus générale. Tous les choix qui s'offrent à nous sont inquiétants. Mais, depuis trois ans, nous regardons la Syrie s'enfoncer dans l'abîme et, pendant qu'elle sombre, elle nous enserre lentement et sûrement dans ses rets et nous entraîne avec elle. C'est pourquoi nous devons oublier les différends du passé et agir maintenant pour préserver l'avenir. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le Monde.fr
POURSUIVRE CE DÉBAT SUR LE WEB
« Un retrait précipité des Américains au Moyen-Orient », Kenneth Weinstein, président du think tank Hudson Institute
« La guerre de l'EIIL contre l'Iran ne concerne pas l'Occident », Romain Caillet, chercheur et consultant

Le triple échec du recours à la force

Dominique de Villepin
Ancien premier ministre (2005-2007), ancien ministre des affaires étrangères (2002-2004)

Les bouleversements en Irak signent le triple échec du recours à la force depuis 2001. Echec de la *« guerre contre le terrorisme »* dont je n'ai cessé de dire qu'elle était un fantasme dangereux qui ne pouvait aboutir qu'à faire le jeu des extrémistes en leur conférant de la crédibilité.

Deuxième échec : le changement de régime par la force devait, en Irak comme en Libye, importer la démocratie dans les fourgons des armées. Résultat : des Etats faillis tombent aux mains de factions instables ou d'un pouvoir sectaire qui remplace une oppression par une autre, dans l'organisation de l'armée et de l'administration.

Troisième échec : celui de la construction nationale au moyen de la force comme en rêvent les ingénieurs politiques américains. Dans l'Orient compliqué, il y a eu la tentation de faire table rase pour construire de nouvelles nations. C'était ne pas voir qu'on ouvrait la boîte de Pandore communautaire et que, tôt ou tard, on verrait toutes les frontières héritées de l'âge colonial remises en cause au nom des puretés ethniques, tribales ou confessionnelles.

Il est nécessaire de rappeler ce diagnostic, non pour se glorifier d'avoir prévenu, ce qui ne sert à rien, mais pour alerter sur les périls de l'avenir. S'il y a eu un triple échec de la force sur le terrain, il y a eu, malgré tout et de façon inquiétante, un triomphe de la force dans les esprits.

Un monde sans gagnants

Deux logiques implacables sont à l'œuvre. Il y a, dans tout l'Occident, une tentation du recours à la force parce qu'elle est supposée rapide, simple et efficace face au choc des images et des émotions. La guerre tout entière change de sens. Des démocraties militarisées imposent une guerre de drones sans hommes ni pertes, d'un côté tout au moins. Il n'y a plus une année sans désir ou décision d'expédition militaire. En Libye, au Mali, en Centrafrique, en Syrie, en Irak aujourd'hui, c'est toujours la même logique qui veut que, dans le doute, on dégaine son arme.

En même temps s'enracine au Moyen-Orient l'idée d'une force justificatrice et purificatrice qui doit venir à bout de tout ce qui est menaçant et étranger. La logique communautaire se nourrit de l'idée qu'on peut se séparer des autres par la force. Des raids de djihadistes sunnites, peu nombreux mais bien entraînés, suscitent des enrôlements de masse de miliciens chiites et la mobilisation de peshmergas kurdes. Ce sont des sociétés entières qui se mettent sur le pied de guerre.

Cet esprit guerrier nous conduits au bord de la désagrégation de l'ensemble du Moyen-Orient et de la communauté internationale aux points de vue de plus en plus irréconciliables. C'est un monde sans gagnants, où le seul enjeu est d'infliger plus de pertes aux autres qu'on en subit soi-même.

L'urgence, c'est de préserver l'unité de la communauté internationale et de se saisir de ce qui fait consensus, à savoir le risque de terrorisme international qui affecte les puissances. C'est l'occasion, peut-être unique, de rompre avec la *« guerre contre le terrorisme »* et de s'engager dans une vraie lutte contre ce fléau, qui doit être d'abord judiciaire, technologique, financière. Je crois que l'Europe et la France ont ici, à nouveau, une responsabilité particulière à exercer. La clé du succès de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), c'est l'accès à des financements massifs, soit par des bailleurs de fonds complaisants, soit par des trafics transnationaux ou des rançons.

Préserver l'unité du Moyen-Orient, c'est dépasser le clivage sunnites-chiites, qui devient la ligne de front communautaire de tout le Moyen-Orient, au sud de l'Irak par exemple, car cela entraînerait dans le chaos l'Iran, l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Turquie. Une conférence régionale doit mettre autour de la table toutes les puissances autour de ce qui fait consensus pour chacune : la garantie des frontières dans un cadre de sécurité collective comme l'Europe a essayé de le mettre en œuvre dans le passé.

Le succès de l'EIIL, c'est une coalition hétéroclite rendue possible par la conjugaison de l'effet de terreur et de l'effet de terrain, faisant des djihadistes soit des libérateurs, soit un moindre mal pour des populations sunnites qui se défient du régime en place. Il est encore temps d'imposer un gouvernement de réconciliation nationale, incluant toutes les communautés, ainsi qu'une réforme de l'administration et de l'armée donnant une place à chacun. C'est notre dernière chance avant la déflagration identitaire. Sachons la saisir. ■

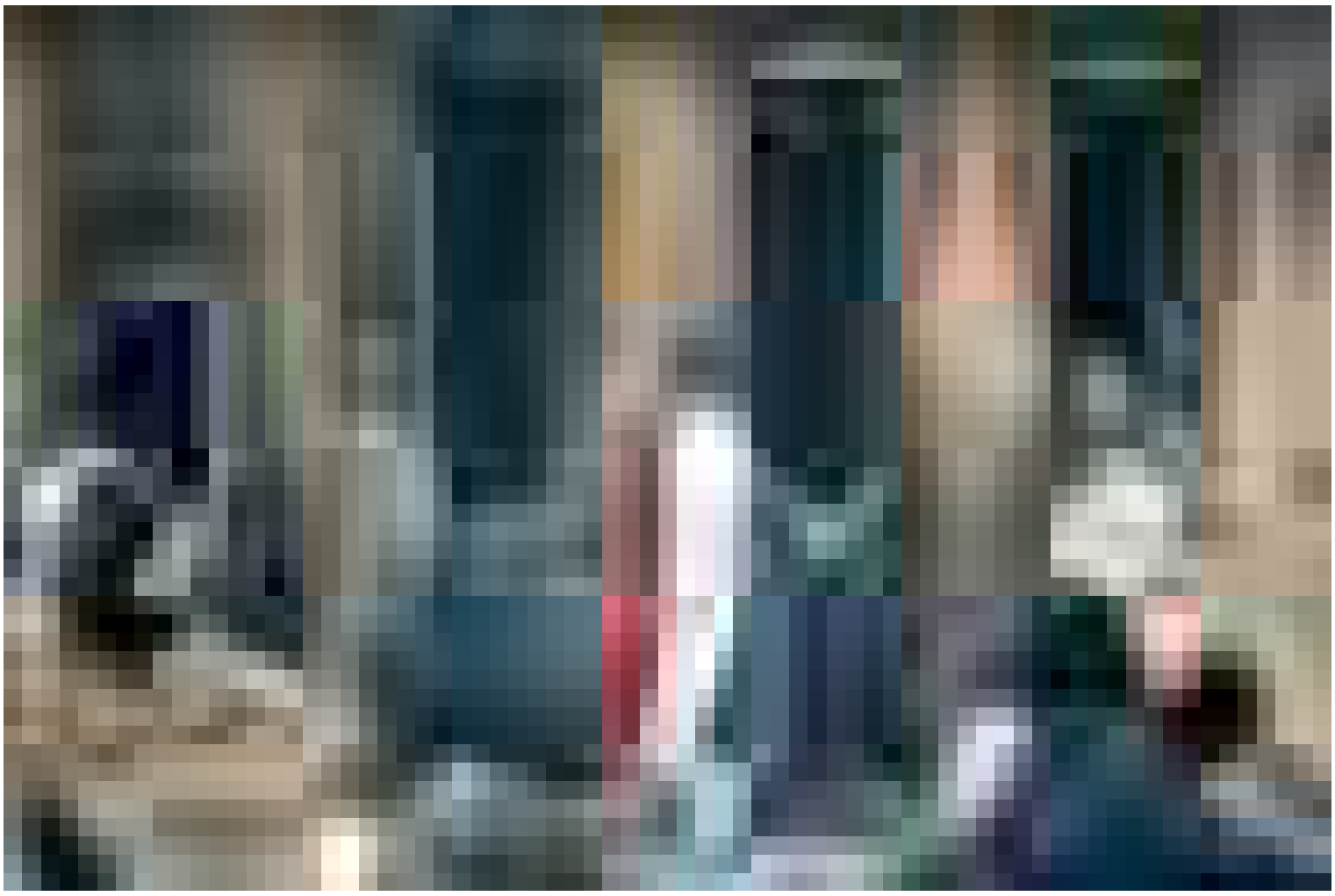
L'intégralité du texte sur Lemonde.fr



L'Irak, otage d'une guerre larvée entre Etats-Unis et Iran

L'escalade entre Washington et Téhéran a temporairement éclipsé le mouvement de contestation populaire.

Donald Trump, pris au piège de sa politique de *«pression maximale»*, hésite sur les objectifs.



Un manifestant couvert du drapeau irakien se tient devant l'ambassade des États-Unis à Badgad, le 1er janvier. *Ahmad Al Rubaye/AFP*

La politique de *«pression maximale»* contre Téhéran se retourne comme un piège, pour une administration américaine embourbée dans ses contradictions. Prise de court par la démonstration de force organisée par quatre milices chiites pro-iraniennes, dont les Kataeb Hezbollah (Brigades du Parti de Dieu), visées, deux jours plus tôt, par des frappes américaines, la Maison-Blanche a répondu en puisant dans son arsenal habituel : plus de troupes pour assurer la sécurité de l'ambassade et plus de sanctions en préparation contre l'Iran. Le Pentagone a fait venir du Koweït en renfort une unité de marines et ordonné le déploiement de 750 soldats supplémentaires dans la région.

« Ce ne sera pas Benghazi, ce ne sera jamais Benghazi », a insisté Donald Trump, en assurant que la situation avait été *« très bien gérée »*. Après l'attaque de l'ambassade des États-Unis mardi 31 décembre à Bagdad par des milliers de miliciens pro-iraniens, le président américain a menacé de faire payer le *« prix fort »* à Téhéran, tout en ajoutant ne pas vouloir s'engager dans une guerre contre l'Iran. *« J'aime la paix,* a affirmé Donald Trump. *Et l'Iran devrait vouloir la paix plus que quiconque. Donc, je ne vois pas cela se produire. »*

En pleine année électorale, l'escalade entre l'Iran et les États-Unis devient une question sensible. Après l'attaque de 2012 contre le consulat américain à Benghazi, en Libye, qui avait causé la mort de quatre Américains dont l'ambassadeur, le secrétaire d'État Mike Pompeo, alors élu républicain au Congrès, s'était fait un nom en clouant au pilori Hillary Clinton pour sa responsabilité supposée en tant que cheffe de la diplomatie américaine. Pris en tenaille entre les faucons républicains, qui le pressent de *« rétablir la dissuasion »* face à l'Iran, et sa répugnance envers les engagements militaires au Moyen-Orient, Donald Trump est confronté à un dilemme : comment ne pas avoir l'air faible, tout en évitant de déclencher un conflit qui aliénerait sa base électorale et profiterait à ses adversaires démocrates.

Pour Téhéran, cette confrontation vient à point nommé pour détourner l'attention de la révolte populaire aux accents anti-iraniens qui secoue l'Irak depuis trois mois. Téhéran a convoqué le représentant de la Suisse, chargé des intérêts américains en République islamique. Les députés irakiens, incapables de s'entendre sur les réformes réclamées par les manifestants, se mobilisent pour dénoncer l'accord encadrant la présence de 5 200 soldats américains sur le sol irakien, et inscrire à l'ordre du jour une loi sur le départ des troupes étrangères.

Les miliciens pro-iraniens se sont retirés, mercredi 1er janvier, des abords de l'ambassade américaine, à l'appel du Hachd Al-Chaabi, la coalition de milices chiites formée pour lutter contre Daech et intégrée aux forces de sécurité irakiennes, qui a estimé que le *« message »* des manifestants avait été *« entendu »*. Ils avaient pénétré, mardi 31 décembre, sans encombres, dans ce quartier ultra-sécurisé, siège de l'ambassade américaine et des plus hautes institutions du pays. Certains se sont ensuite saisis de béliers de fortune et ont défoncé les vitres et les installations de sécurité de l'ambassade, sans que les forces de sécurité irakiennes ne s'interposent. Les milices pro-iraniennes pourraient utiliser cette montée de tension comme une excuse pour réprimer plus violemment les manifestations contre le gouvernement. Les dirigeants irakiens s'inquiètent, par ailleurs, d'une réduction de la présence militaire américaine qui les laisserait encore plus dépendants de ces milices. Au lendemain des raids aériens américains, ayant fait 25 morts, le grand ayatollah Ali Al Sistani, la plus haute autorité chiite du pays, a condamné la *« violation de la souveraineté irakienne »*, de même que *« les actions de certaines parties qui créent des excuses pour de telles attaques »*, demandant au gouvernement de prendre des mesures pour mettre fin à l'ingérence étrangère. Une déclaration perçue comme une critique des milices pro-iraniennes et de l'influence iranienne en Irak.

François d'Alançon

Les dirigeants irakiens s'inquiètent d'une réduction de la présence militaire américaine.

repères

Les principales milices pro-iraniennes en Irak

Kataeb Hezbollah. La plus puissante : 15 000 à 20 000 hommes, dont une partie opère en Syrie comm supplétifs aux forces du régime.

Noujaba, Imam Ali, Jound Al-Imam, Sayyed Al-Chouhada, Kharassani. Avec les Kataeb Hezbollah, elles constituent le noyau dur du Hachd Al-Chaabi, coalition formée en 2014 pour appuyer les troupes contre Daech.

Assaïb Ahl Al-Haq. « La ligue des vertueux » est née d'une scission au sein de l'Armée du Mehdi, du leader chiite Moqtada Sadr, officiellement dissoute. Son chef, Qaïs Al Khazali, est placé sous sanctions américaines.

Organisation Badr. Des dizaines de milliers de combattants, dont beaucoup dans les forces de police, ses dirigeants ont été ministres dans tous les gouvernements récents. Son leader est Hadi Al Ameri.



Retraites : Jean-Marc Ayrault a-t-il déjà gagné ?

ANALYSE

par Michel Noblecourt
Editorialiste

C'était le grand rendez-vous social de la rentrée, celui de la réforme des retraites, la première entreprise par un gouvernement de gauche depuis trente ans. La foudre syndicale allait-elle s'abattre sur le gouvernement de Jean-Marc Ayrault accusé par ses détracteurs d'enterrer la retraite à 60 ans introduite par Pierre Mauroy en 1983 ? Pour l'heure, le premier ministre qui présente son projet de loi au conseil des ministres, mercredi 18 septembre, n'a essuyé que quelques gouttes. La journée d'actions organisée, mardi 10 septembre, par la CGT, FO, la FSU et Solidaires, avec le soutien du Front de gauche, a eu un si faible écho qu'on peut se demander si la fronde à peine ouverte n'a pas déjà tourné court.

En annonçant, au lendemain de la publication du rapport Moreau, et avant même le début de la concertation et les décisions de M. Ayrault, une mobilisation le 10 septembre, la CGT et FO, alliées de circonstances plus que de connivence, prenaient un gros risque. On ne manquerait pas de comparer leur contestation à celle qui avait rythmé l'année 2010, contre la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy. Et il s'est produit ce qui était prévisible. Avec 370 000 manifestants dans toute la France, selon la CGT – 155 000 selon la police –, des grèves quasiment inexistantes et des perturbations invisibles, les quatre syndicats ont mobilisé à peine plus qu'en mars quand ils vilipendaient l'accord sur la sécurisation de l'emploi. Le 10 septembre a été un coup d'épée dans l'eau.

En 2010, les syndicats avaient lancé la bataille très tôt, avant même que M. Sarkozy agite le chiffon rouge du report à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite. La CGT, la CFDT, l'Unsa, la FSU et Solidaires n'avaient pas hésité à organiser une journée d'actions le 23 mars, deux jours après des élections régionales, moment peu propice à la mobilisation syndicale. Le résultat les avait surpris : plusieurs centaines de milliers de manifestants avaient battu le pavé en France et des grèves avaient perturbé les transports et l'éducation nationale.

« Une réforme de gauche »... a minima

Forts de leur succès, et au diapason de l'opinion publique, les syndicats s'étaient lancés, jusqu'à la fin de l'année, dans des mobilisations interprofessionnelles à répétition. C'est ainsi qu'aussitôt après les vacances, le 7 septembre 2010, la CGT, la CFDT, la CFTC, l'UNSA, la FSU et la CFE-CGC - FO, qui demandait le retrait de la réforme, et Solidaires, qui prônait une grève générale illimitée, ne s'étaient pas associées –, avaient réussi à mettre 2,7 millions de personnes dans la rue (1,1 million selon la police). Au final, M. Sarkozy n'avait rien lâché mais les syndicats avaient fait une démonstration de force.

Rien de tel en 2013. La crise est toujours là et la gauche a succédé à la droite. M. Ayrault revendique d'avoir fait une entorse à sa méthode, celle de la négociation, en se contentant d'une concertation. Le premier ministre assure avoir fait *« une réforme de gauche »*, ayant voulu, comme il l'a affirmé, vendredi 13 septembre devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), que le *« gouvernement imprime sa marque »*... social-démocrate. Il a surtout procédé à une réforme a minima qui a gommé tous les sujets susceptibles de mécontenter les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques. Ni le calcul des pensions dans la fonction publique ni les régimes spéciaux en tant que tels n'ont été remis en cause.

Au risque de ne pas satisfaire totalement Bruxelles – et les marchés –, M. Ayrault a joué habilement. Comme pour l'accord sur l'emploi, le front syndical est désuni. Tout en exprimant des réserves, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC ne contestent pas la réforme. Et FO se garde bien de réclamer, comme en 2010, le retrait du projet, ayant réussi avec d'autres, selon la formule de son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, à *« déminer »* certains points (comme l'idée d'une réforme systémique) et à obtenir des *« avancées »* même limitées. Il en est ainsi du compte pénibilité qualifié de *« progrès »* par Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT. Mais les deux centrales s'opposent fermement à l'allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein (quarante-trois ans en 2035).

Avec l'échec du 10 septembre – dans lequel les organisateurs voient toujours, langue de bois oblige, un *« succès »* –, Jean-Marc Ayrault a-t-il déjà gagné la partie, emporté une bataille sans avoir eu à la livrer vraiment ? Comme il est d'usage au soir de chaque mobilisation, les syndicats ont promis *« des suites »* au 10 septembre. Hormis une initiative en direction des jeunes, le 18 septembre, M. Lepaon n'a pas saisi l'occasion de son intervention à la Fête de *L'Humanité*, samedi 14 septembre, pour annoncer une nouvelle action. Il a défendu la retraite à 60 ans. Quant à M. Mailly – qui réunit le « parlement » de FO les 19 et 20 septembre –, conscient qu'en période de crise le mécontentement peine à se traduire en combativité, il ne semble pas convaincu de l'utilité d'une nouvelle journée.

Début octobre, lors du débat parlementaire, la CGT et FO vont faire le siège des députés. Mais quoi qu'elles décident en termes d'actions, elles auront bien du mal à transformer le leurre du 10 septembre en tremplin pour de nouvelles mobilisations. M. Ayrault peut rester serein : le spectre d'une contestation de même ampleur qu'en 2010 n'est pas à l'ordre du jour. ■

LE SPECTRE D'UNE CONTESTATION DE MÊME AMPLEUR QU'EN 2010 N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR

noblecourt@lemonde.fr

LE LIVRE DU JOUR

La sale guerre Iran-Irak



La Guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988
Pierre Razoux
Perrin, 604 p., 27 €

C'était la première guerre du Golfe (1980-1988). La plus méconnue des trois – la deuxième a eu lieu en 1991, la troisième entre 2003-2011. Elle a opposé l'Iran religieux à l'Irak laïc. Huit ans de guerre sale quasiment sans images ni ouvrage de référence, encore moins de longs-métrages.

Le dernier livre de Pierre Razoux, directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (Irsem), *La Guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe 1980-1988*, vient combler ce vide en nous plongeant dans les horreurs de cette boucherie.

Trente-trois ans après le début des hostilités, Pierre Razoux nous ouvre les portes de ce conflit si déterminant pour le Moyen-Orient, un tournant géopolitique dont les effets perdurent. A l'époque, Ouest et Est voulaient déjà contenir l'Iran révolutionnaire. Pour cela, Américains, Européens et Soviétiques comptent sur le bouclier irakien laïc de Saddam Hussein. Résultat : 60,3 milliards d'euros d'assistance militaire à Bagdad, dont 17 milliards de la France.

Des sources inédites

Quant aux Etats-Unis, ils sont officiellementpro-irakiens et leur versent 187,2 millions d'euros. Mais, en réalité, ils livrent des équipements militaires au régime iranien honni, d'une valeur de 486,7 millions d'euros. Cette assistance a laissé un nom dans l'histoire : « l'Irangate ».

La particularité de ce livre repose sur l'exploitation de sources irakiennes inédites, récupérées par les forces américaines après la campagne de 2003. En tant qu'ancien chercheur au Collège de l'OTAN à Rome, l'auteur a eu accès aux bandes audio de Saddam Hussein, ces enregistrements des discussions d'état-major entre le chef de l'Etat irakien et ses généraux lors de la guerre contre l'Iran.

Ce livre se singularise également par la durée de la recherche qu'il a nécessité – dix ans de travaux à travers les capitales concernées par ce conflit – mais aussi par l'usage pour la première fois de sources iraniennes.

Le résultat est inversement proportionnel à l'horreur du déroulement de la guerre. Le chapitre sur le calvaire des enfants-soldats iraniens est poignant. Celui sur le martyre des Kurdes gazés à Halabja est bouleversant. Recours au gaz et combats de tranchées comme en 1914, utilisation des blindés et bombardements des villes comme en 1939, ce conflit Iran-Irak est une synthèse des deux guerres mondiales réunies.

On mesure mieux la barbarie de ce dernier conflit du XXe siècle, sans vainqueur officiel. Les deux pays sont à genoux, mais l'Irak s'est voulu triomphant dès 1988, lorsque Saddam Hussein, à la tête d'un pays surarmé, a commencé à regarder du côté du Koweït, suscitant l'inquiétude des monarchies arabes et des Etats-Unis, prélude à la deuxième guerre du Golfe en 1991.

Comprendre les lignes de fracture actuelles au Moyen-Orient passe par un retour sur les champs de bataille qui longent la frontière irano-irakienne. Si ce conflit s'est scellé le 20 août 1990 par la signature d'un traité de paix, dans les faits, il est impossible de saisir les enjeux des crises irakienne et iranienne au XXIe siècle sans remonter à la généalogie de cette première et sale guerre du Golfe. ■

Gaïdz Minassian

RECTIFICATIFS

► **Planète** Une erreur de conversion nous a conduits à publier deux chiffres erronés dans l'article intitulé « Le gaspillage alimentaire à l'origine d'un gâchis écologique », paru dans *Le Monde* daté du jeudi 12 septembre. C'est en réalité 1,6 milliard de tonnes de produits alimentaires qui sont perdus chaque année dans le monde, et non 1 600 milliards comme indiqué par erreur. L'empreinte carbone de ces produits est estimée à 3,3 milliards de tonnes de CO_2 et non à 3 300 milliards.





BIEN VU
Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Consultation

« Vivement dimanche »

France 2 | 14 h 20 | Dimanche

Michel Drucker, on le sait, est fasciné par la médecine. Il aurait voulu être toubib, mais il était mauvais élève. Il a raconté ça des dizaines de fois. Alors il est devenu présentateur hypocondriaque au long cours. Plus de cinquante ans de micro, de plateaux, quelle santé ! Dimanche dernier, il avait invité Nathalie Rheims, on sait pourquoi. Nathalie Rheims est écrivain et la quatrième de couverture de son dernier ouvrage saisissant – *Les Reins et les Cœurs*, éd. Léo Scheer – nous informe : *« Ce livre n'a pas été guidé par son imagination. Confrontée à une réalité implacable, elle raconte une année de lutte contre un mal singulier, qui, de génération en génération, frappe toutes les femmes de sa famille. »* Un gène mystérieux qui ronge sévèrement les reins. Sur le canapé rouge, la romancière se raconte délicatement. Voilà son chemin de croix, ses dialyses vampiriques, son œdème cérébral, enfin la greffe. Longtemps, elle a occulté cette part d'ombre qui la grignotait. *« Ce n'est pas un livre triste, aussi surprenant que cela puisse paraître »*, dit-elle. Ajoute : *« Ce livre est un combat. »* Un combat contre la mort, cette main nue qui n'a qu'un seul désir, prendre la vôtre. Michel Drucker : *« Votre famille a toujours été un mystère (…). On rappelle que votre mère vous a déshéritée. »* Nathalie Rheims : *« Elle a fait un déni de fille, moi j'ai fait un déni du rein pour finalement être rattrapée par la maladie et par ma mère. »* Page 24 du livre, cette phrase terrible : *« Un mauvais destin veillait, car ce que ma mère avait à nous transmettre, ce n'était rien d'autre qu'une saloperie de maladie. »* Un héritage comme un autre. Nathalie Rheims a souvent pensé à la mort qui n'est pas si grave, somme toute. *« C'est juste une marche »*, dit-elle. La mort est drôle. Rien n'est plus prévisible mais rien n'est plus étrange que cette bestiole.

LE BUZZ TV

Invitée : Sophie Davant

« Affaire conclue » (France 2) interviewée par Philippe Larroque et Damien Canivez aujourd'hui sur :

LE FIGARO.fr TV MAGAZINE

Iran-Irak, la guerre des clichés

Ce documentaire fouille les souvenirs désenchantés d'un reporter photographe de guerre iranien, qui fut manipulé par la République islamique de l'imam Khomeyni. Un travail sérieux mais un peu convenu.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr



arte 22.25

Sur le champ de bataille de Khorramchahr (Iran), Hassan, un ancien combattant, montre ce cliché sur lequel il figure, signé du photographe iranien Sayed Sadeghi, qui couvrait la guerre Iran-Irak dans les années 1980.

Quarante après, Sayed Sadeghi est retourné sur les fronts de la sanglante guerre Iran-Irak, avec son appareil photo en bandoulière, mais aussi ses remords et sa mauvaise conscience. Le photographe iranien est parti à la recherche d'anciens combattants dont il avait immortalisé le calvaire.

Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein, dans la foulée de sa prise du pouvoir à Bagdad, déclare la guerre à son voisin l'Iran. Six mois plus tôt, la République islamique est née. Le chah, allié des Occidentaux, est évincé du pouvoir. De Washington à Paris en passant par Riyad, l'Iran islamique et révolutionnaire de l'imam Khomeyni fait peur aux Occidentaux qui soutiennent le dictateur irakien sunnite, vu comme un rempart contre l'expansionnisme chiite iranien. Téhéran dépêche le jeune photographe sur les lignes de front. Il vivra avec la mort comme compagne durant les huit longues années que ce conflit durera. Le documentaire *La guerre par l'image* de Myriam Ebrahimi, diffusé ce mardi sur Arte, retrace son retour à Khorramchahr ou à Bandar Abbas. *« Un cauchemar sans fin »* qui hante encore ses nuits. *« Je vois encore les soldats se faire massacrer »*, raconte Sayed Sadeghi. Ses images envoyées aux journaux de la jeune République islamique malmenée sur le front par l'Irak sont exploitées pour le recrutement de très jeunes combattants. *« J'ai très bien réussi à planter la graine de la propagande »*, reconnaît-il.

Les clichés de ces ados transformés en chair à canon défilent dans ce documentaire sérieux mais un peu convenu. Comme ces deux adolescents, âgés de 14 et 16 ans, heureux de partir à la guerre. Sayed Sadeghi en a retrouvé un qui revient sur la mort de ses camarades et ses visites ensuite au cimetière des martyrs de sa ville. Martyr, c'est le maître mot utilisé par l'Iran pour galvaniser les candidats à une guerre qui fera près d'un million de morts côté iranien et 300 000 chez les Irakiens. Sur les photos de Sadeghi, on voit les mères éplorées brandir les portraits de leurs enfants. Mais dans la culture chiite, le martyr renvoie immanquablement à l'imam Hussein, qui résista 67 jours durant aux assauts de ses ennemis sunnites avant de mourir en 680 dans la ville sainte irakienne de Kerbala. Kerbala est bien sûr convoquée sur les clichés de Sadeghi.

Instrumentalisation

Dans les tranchées, le long de la frontière avec l'Irak, la mort est partout. *« Je dormais parfois sous des cadavres pour me protéger du froid »*, raconte le photographe. Partout mais aussi nulle part. *« Il n'y avait rien sous le nom de mort, il n'y avait qu'une nouvelle vie sous le nom de martyr. Notre joie face à ces pertes était notre victoire face à notre ennemi »*, se souvient Sadeghi, qui lui aussi y croyait à l'époque. Du moins au début de ce terrible carnage. Car la guerre va durer. L'Occident livre à son ami Saddam ses meilleures armes pour contrer l'exportation de la révolution islamique. Et celle-ci, de son côté, exploite le conflit pour y gagner une légitimité populaire et faire taire les dissidents, relève le photographe.

La guerre Iran-Irak se terminera sans qu'aucun des deux belligérants ne la remporte. Khomeiny acceptera de *« boire le poison »* de l'arrêt des hostilités. À l'heure où des bruits de botte se font de nouveau entendre dans le détroit d'Ormuz, le documentaire nous rappelle le poids des images dans les conflits et l'instrumentalisation qui en est faite. Et pas uniquement par l'Iran. ■

Prostate, la fin du « tout-bistouri »

Un documentaire montre pourquoi l'ablation de cet organe diminue.



Prostatectomie dans un bloc opératoire. Avec 50 000 cas chaque année, le cancer de la prostate est l'affection masculine la plus fréquente. 17 JUIN MEDIA

JEAN-LUC NOTHIAS jlnothias@lefigaro.fr

Il y a 15 ou 20 ans, si vous alliez chez les uns, c'était l'opération. Chez d'autres, pas forcément. Dans le documentaire *Cancer de la prostate : faut-il opérer à tout prix ?*, diffusé ce soir sur France 5 et réalisé par Chloé Buffard, on apprend que les choses ont aujourd'hui bien évolué et que le nombre d'opérations d'ablation de la prostate a commencé à diminuer. Mais la question à la fois du dépistage généralisé et du « tout-bistouri » continue de diviser le monde médical et bien sûr les urologues.

La prostate, petit organe de 20 gr et 3 cm de diamètre, se situe au carrefour des voies urinaires et sexuelles. L'enlever peut provoquer des séquelles sévères sur ces deux voies, entraînant incontinence et impuissance. Pour diagnostiquer un cancer de la prostate, on utilise le dosage sanguin d'une protéine, produite par la prostate et servant à fluidifier le sperme, appelée PSA.

Surdiagnostic du cancer

Le problème est que le taux de PSA est variable d'un individu à l'autre, et que même ces variations ne sont pas un signe certain de développement d'un cancer. D'ailleurs, en 2010, une tribune parue dans le *New York Times*, écrite par le découvreur de la PSA, l'Américain Richard Ablin, dénonçait le surdiagnostic et les abus que provoquait l'utilisation du taux de PSA. Aujourd'hui, la tendance est d'une part à l'utilisation d'une chirurgie assistée par robot lorsque cela est nécessaire, d'autre part à une surveillance du taux de PSA tous les six mois. Enfin, l'IRM et l'étude des biopsies permettent de mieux détecter les formes agressives de ce cancer. Il devient donc possible de « laisser vieillir tranquillement » sa prostate en la surveillant. Le film, proposé par « Enquête de santé », est suivi d'un débat animé par Marina Carrère d'Encausse, Philippe Charlier et Emma Strack. ■

5 20.50

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

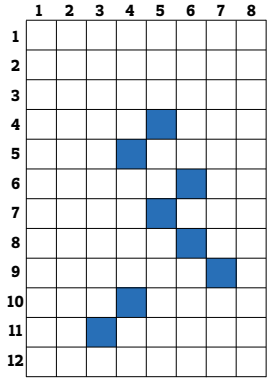
PROBLÈME N° 5140

HORIZONTALEMENT

1. Est sur le point de se casser. – **2.** Issus d'un courant d'idées. – **3.** L'une d'elles terrorisait Thèbes en posant des énigmes. – **4.** Abat-jour. Faux gardon. – **5.** A une vocation technologique. Former un bloc. – **6.** Sifflement attirant. Abréviation pour un poste. – **7.** Ancêtre d'une tribu de Galilée. Constructeur de pyramide mort à cent deux ans. – **8.** Juste au nord de Mykonos. Mot du docteur. – **9.** Fournir un revenu périodique. – **10.** Faisait déborder la soupe au lait. Effectua un déplacement professionnel. – **11.** Organe de représentation du personnel. De l'eau plate pour Rousseau. – **12.** Un vulgaire coléoptère qui osa défier sa majesté l'aigle dans une fable de La Fontaine.

VERTICALEMENT

1. Panier percé. – **2.** Ont beaucoup de chatons qu'il faudra bien éliminer. – **3.** Dame de la Société. – **4.** Passer à la réalisation. Le train pour Vincennes. Ton juste. – **5.** Il se froisse pour un rien. Difficile à prendre en contre. Prendre beaucoup d'avance. – **6.** Matériel militaire. Aire de vent. – **7.** A donc eu de la chance au premier tirage. Ordre cosmique. – **8.** Entraîne une dépendance sévère.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 5139

HORIZONTALEMENT **1.** Rapiécer. – **2.** Éruptive. – **3.** Scieuses. – **4.** Tin. Vent. – **5.** Ase. Élée. – **6.** User. Âme. – **7.** Ru. Orge. – **8.** Araméens. – **9.** Talée. Té. – **10.** Eue. Loin. – **11.** Ubac. Net. – **12.** Résingle.

VERTICALEMENT **1.** Restaurateur. – **2.** Arcis-sur-Aube. – **3.** Puînée. Aléas. – **4.** Ipé. Rome. Ci. – **5.** Étuve. Réel. – **6.** Ciselage. ONG. – **7.** Événementiel. – **8.** Restée. Sente.

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3133 : C'est prématuré

♠ 5 3
♥ 10 9 8 4 3 2
♦ 8 7 6
♣ A V

N O E S

♠ A 7 2
♥ A D 7 6
♦ A R
♣ R 7 4 2

Contrat : Sud joue **6 Cœurs.**
Entame : Dame de ♠.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3132 : Bien mal placé !

Contrat : Sud joue **3 Sans-Atout**.
Entame : 6 de ♥ pour la Dame d'Est. (Vous découvrirez que les ♥ sont 5-2).

Vous êtes à la tête de sept levées. L'indispensable impasse à la Dame de ♦ vous procurera la huitième. La neuvième proviendra des ♦ ou des ♠. Commencez par **respecter la Dame de ♥** dans le but de couper les communications adverses. Est insiste du 3 de ♥ (la plus petite carte restante) pour votre As. Vous savez désormais que la couleur est 5-2 et vous fournissez l'As (confirmation avec le 4 en Ouest).
Dégagez la tierce à ♣, montez au mort au Roi de ♦, encaissez l'As de ♣ (tout le monde défausse un ♠) puis faites l'impasse à la Dame de ♦. Elle réussit mais, sur le Roi de ♦, Ouest écarte un second ♠.
Allez-vous jouer ♠ en espérant l'As « bien » placé ? Oh que non ! Vous ne pouvez pas gagner si l'As est « bien » placé puisque la défense prendra quatre ♥ et un ♠. Vous devez au contraire espérer **l'As de ♠ « mal »** placé en Est et sortir à ♦. Votre adversaire de droite n'ayant plus que du ♠ sera dans l'obligation de vous livrer le Roi, votre neuvième pli.

N O E S

♠ D 10 3
♥ R V 7 6 4
♦ 9 7
♣ 10 9 6

♠ R 6 5 4
♥ 9 8 2
♦ R 8
♣ A 7 5 3

♠ A 8 7
♥ A 10 5
♦ A V 6 4 3
♣ R D V

♠ A V 9 2
♥ D 3
♦ D 10 5 2
♣ 8 4 2

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

RONDE DES MOTS :
LIGNE 1 : MEMBRE. PERME. STUPRE. REHAUT. PERCHE. LEURRE.
LIGNE 2 : BRETON. IRISER. PÉTRIR. ASCÈTE. CLERCS. RITUEL.

BRIDGE ET JEUX DE SOCIÉTÉ
COMMANDEZ EN LIGNE SUR www.lebridgeur.com

Documents sauvegardés

Le Monde

© 1988 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·19880318·LM·52211

Nom de la source
Le Monde

Type de source
Presse • Journaux

Périodicité
Quotidien

Couverture géographique
Internationale

Provenance
France

Vendredi 18 mars 1988

Le Monde

• p. 3

• 497 mots



Le conflit entre l'Iran et l'Irak La " guerre des villes " a atteint une intensité sans précédent

Téhéran a été touchée par vingt-trois missiles irakiens depuis dimanche et, dans la seule journée de mercredu 16 mars, les deux belligérants ont échangé plus de vingt de ces engins : non seulement les différents appels de la communauté internationale aux deux pays n'ont pas été entendus, mais les bombardements des zones civiles ont atteint une intensité sans précédent. Aucun bilan précis de cette nouvelle " guerre des villes ", qui dure depuis le 28 février et n'a connu, depuis, qu'une brève trêve, n'a été communiqué par Bagdad. Ces tirs se sont accompagnés de bombardements aériens, et la radio iranienne a fait état de soixante-dix morts mercredi.

Le Conseil de sécurité des Nations unies est revenu à la charge, mercredi, pour exhorter une nouvelle fois l'Irak et l'Iran à mettre un terme à leur " guerre des villes ". Quelques heures plus tard, toutefois, Bagdad annonçait avoir tiré son vingt-troisième missile sur Téhéran et l'Iran avoir lancé douze fusées sur l'Irak.

Dans son appel de mercredi, le Conseil de sécurité a également donné son appui à une nouvelle initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour tenter d'obtenir un arrêt total des hostilités et convaincre les deux parties de donner enfin des réponses " claires et sans ambiguité " sur leur acceptation de la résolution 598 adoptée... le 20 juillet dernier par le Conseil. Cette résolution exige un cessez-le-feu immédiat et le retrait sans délai des forces des deux pays sur les frontières internationalement reconnues. Si l'Irak s'est affirmé disposé à se plier à cet appel, l'Iran s'est gardé de l'accepter ou de la refuser dans son ensemble, réclamant une inversion des priorités : que l' " agresseur " - donc, à ses yeux, Bagdad - soit avant tout " condamné ". Les nombreux efforts déployés par M. Perez de Cuellar n'ont pas permis jusqu'à présent d'aboutir au moindre résultat. Mercredi, les membres du Conseil ont manifesté leur détermination à envisager, le cas échéant, des " mesures efficaces " (des sanctions obligatoires), comme le prévoyait la résolution 598, pour faire pression sur les belligérants. Des sanctions que les Occidentaux auraient aimé prendre depuis déjà un certain temps, mais sur lesquelles l'ONU n'a pu se mettre d'accord étant donnée la réticence de l'Union soviétique ainsi que de la Chine.

Armes

chimiques

Sur le terrain, " guerre des villes " et bombardements aériens se sont accompagnés d'une offensive terrestre lancée mardi par l'Iran dans le nord-est de l'Irak, dans la région de Suleimaniyeh. Selon un bilan fourni mercredi soir par Radio-Téhéran, cette opération, Aurore-10, aurait fait plus de trois mille victimes - morts et blessés - dans les rangs irakiens. Les forces iraniennes auraient pris plusieurs localités, dont Khormal. Les autorités iraniennes ont expliqué que cette offensive - Aurore 9 avait été déclenchée en février 1986 dans la même région - avait été lancée " en représailles aux agressions irakiennes contre des zones résidentielles en Iran et dans le but de casser la machine de guerre ennemie ".

Téhéran a, par ailleurs, accusé l'aviation irakienne d'avoir utilisé des armes chimiques près de la zone des combats mardi et mercredi.

A Moscou, le ministère soviétique des affaires étrangères a estimé que l'Iran utilisait " peut-être " des missiles de fabrication soviétique pour bombarder les villes irakiennes. " L'Iran utilise peut-être des fusées soviétiques fournies par la Libye ", indique le ministère, cité par l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou. " Ces fusées, toujours selon le

ministère des affaires étrangères, ont été envoyés à la Libye il y a longtemps, et, si leur transfert en Iran a eu lieu, ce serait une violation de l'accord de vente. "

La semaine dernière, l'URSS avait reconnu avoir fourni des missiles à l'Irak, affirmant toutefois que leur portée ne leur permettait pas d'atteindre Téhéran, et évoquant " l'éventualité de leur modernisation par l'Irak ". - (AFP, Reuter.)

Documents sauvegardés

Le Monde

© 1988 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·19880104·LM·43698

Nom de la source
Le Monde

Type de source
Presse • Journaux

Périodicité
Quotidien

Couverture géographique
Internationale

Provenance
France

Lundi 4 janvier 1988

Le Monde

• p. 8

• 524 mots



1987 DANS LE MONDE - CHRONOLOGIE ANNUELLE ENCADRE

La guerre Iran-Irak et la tension dans le Golfe

MASUREL EDOUARD

JANVIER

8. - Les troupes iraniennes lancent une nouvelle offensive dans la région de Bassorah. Après de très violents combats, elles réussissent à s'emparer de plusieurs positions fortifiées irakiennes. Washington estime à la fin du mois que près de 20 000 Irakiens et 40 000 Iraniens ont été tués ou blessés depuis le 24 décembre.

10. - Reprise de la " guerre des villes " (raids aériens irakiens, bombardements et tirs de missiles sol-sol iraniens), qui fait plus de 3 000 morts jusqu'au 19 février.

26-29. - Au cinquième sommet islamique, réuni à Koweit, les débats sont surtout consacrés à la guerre du Golfe : la résolution finale ménage l'Iran, qui a refusé de participer au sommet.

MAI

17. - Trente-sept marins américains sont tués à bord de la frégate Stark attaquée par erreur par un avion irakien dans le Golfe. Malgré les réticences du Congrès, le président Reagan maintient son projet de défendre la liberté de navigation dans le Golfe et d'assurer la protection de pétroliers koweitiens, conformément à une demande de l'émirat aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité, acceptée par l'URSS et les Etats-Unis, mais repoussée par la France,la Grande-Bretagne et la Chine.

JUILLET

20. - Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une résolution préparée par les cinq membres permanents, laquelle " exige " un cessez-le-feu immédiat entre l'Iran et l'Irak. Bagdad se déclare prêt à l'accepter, mais Téhéran la qualifie d'" injuste ", sans la rejeter officiellement.

22. - Le Bridgeton et le Gas-Prince sont les premiers des onze pétroliers koweitiens placés sous pavillon américain à pénétrer dans le Golfe escortés par trois navires de guerre américains, mais le Bridgeton est endommagé le 24 par une mine, à proximité de l'ile iranienne de Farsi. Téhéran, qui a multiplié les protestations et les menaces contre l'intervention de la flotte américaine dans le Golfe, se réjouit de l'incident, tandis que Washington exclut " pour l'heure " des représailles.

29. - Après la rupture, le 17, des relations entre Paris et Téhéran, le porte-avions Clemenceau reçoit l'ordre d'appareiller pour la mer d'Oman, afin de " protéger les intérêts français ".

AOUT

10. - Un pétrolier heurte une mine dans la mer d'Oman, à la sortie du détroit d'Ormuz. Paris et Londres annoncent, le 11, l'envoi de chasseurs de mines pour protéger leurs navires.

29. - Les attaques contre le trafic maritime dans le Golfe, après une pause de six semaines, reprennent sur l'initiative de l'Irak, qui proteste contre le refus de Téhéran d'apporter une réponse claire à la résolution 598 de l'ONU du 20 juillet.

SEPTEMBRE

10. - La Libye, qui était avec la Syrie l'un des seuls pays arabes à soutenir l'Iran, s'entend avec l'Irak pour " établir des relations fraternelles ".

21. - Un navire iranien, surpris en train de mouiller des mines au large de Bahrein, est attaqué par deux hélicoptères américains : cinq Iraniens sont tués.

23. - Mme Thatcher décide la fermeture

du bureau iranien de Londres, véritable plaque tournante des achats d'armes de Téhéran, après l'attaque, le 21, d'un pétrolier britannique par des vedettes rapides iraniennes.

OCTOBRE

13. - Un missile sol-sol iranien est tiré sur Bagdad pour la quatrième fois en huit jours. Il atteint une école et fait 32 morts, dont 29 enfants. Les raids de l'aviation irakienne en territoire iranien et dans le Golfe se multiplient, ainsi que les attaques de pétroliers par des vedettes iraniennes, à peu près sans interruption jusqu'à la fin de l'année.

19. - Dans le Golfe, la marine américaine attaque deux plates-formes iraniennes transformées en bases militaires flottantes, après le tir d'un missile iranien, le 16, contre un des onze pétroliers koweitiens passés sous pavillon américain dans les eaux du Koweit. Le 22, un missile iranien est tiré contre un terminal pétrolier off-shore koweitien. Washington ne riposte pas mais annonce, le 26, un embargo sur les importations de pétrole d'Iran.

NOVEMBRE

11. - L'Iran est " condamné " par le sommet extraordinaire de la Ligue arabe, réuni à Amman (Jordanie), depuis le 8, et principalement consacré au conflit irano-irakien. Après une spectaculaire " réconciliation " syro-irakienne, Damas affirme, le 12, que son entente avec Téhéran reste " inchangée ".

DÉCEMBRE

24. - Le Conseil de sécurité déplore " la lenteur des consultations " sur l'application de sa résolution 598, alors que, entre le 6 et le 25, une vingtaine de pétroliers ont été victimes d'attaques iraniennes ou irakiennes et que, du 20 au 22, des combats au sud du front auraient fait 5 000 morts.

L'Amérique met fin à sa longue guerre en Irak

Washington redoute la mainmise de l'Iran sur un pays encore fragile.

LAURE MANDEVILLE
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

ÉTATS-UNIS L'Amérique referme en Irak un long et douloureux chapitre de son histoire militaire. Après presque neuf ans d'une guerre qui aura coûté plus de mille milliards de dollars et fait quelque 4500 morts et 30000 blessés chez les *boys* (auxquels s'ajoutent des dizaines de milliers de morts irakiens, à la fois civils et militaires), l'heure est venue de rentrer pour les quelque 5500 hommes toujours sur place.

Ils auront tous quitté le territoire dans les prochains jours, sans attendre la date officielle du 31 décembre prévue par l'accord sur le statut des forces déployées, qui avait été signé avec Bagdad sous l'Administration Bush. Il ne restera guère plus que 150 soldats rattachés à l'ambassade des États-Unis au 1er janvier 2012. Rien à côté du corps expéditionnaire américain, qui avait atteint 170000 soldats à l'apogée du conflit.

Hier, en présence du chef du Pentagone, Leon Panetta, l'armée américaine a officiellement célébré la fin de sa présence en Irak, repliant symboliquement son drapeau lors d'une cérémonie à Bagdad. *« Après le sang versé par les Irakiens et les Américains, la mission visant à faire de l'Irak un pays capable de se gouverner et d'assurer seul sa sécurité est devenue réalité »*, a lancé Panetta.

Depuis le début de la semaine, marquée par la venue du premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, à Washington, le président Obama s'est, lui aussi, voulu optimiste, insistant sur les capacités d'une armée irakienne de 600000 hommes, formée et entraînée par les Américains, qui assure déjà depuis des mois l'essentiel de la sécurité en Irak. Lors d'un hommage aux troupes américaines mercredi, sur la base de la 82e division aéroportée à Fort Bragg (Caroline du Nord), il a estimé que les GI rentraient *« la tête haute »*. *« Il est plus difficile de terminer une guerre que de la commencer »*, a dit le président, en référence à la controverse qui avait entouré la décision de Bush de renverser le régime de Saddam Hussein sous prétexte de la présence d'armes de destruction massive restées introuvables. *« Nous laissons derrière nous un Irak souverain, stable et autosuffisant, avec un gouvernement représentatif qui a été élu par son propre peuple »*, a souligné Obama, qui avait dénoncé en 2003 une *« guerre stupide »*.

4500
soldats tués, c'est le bilan de près de neuf ans de guerre américaine en Irak

Peur du vide

Mais l'optimisme officiel cache mal l'immense inquiétude qui domine aussi bien les états-majors militaires que la communauté des experts. Le départ des forces américaines laisse un vide qui donne le vertige à Washington, vu la fragilité des institutions irakiennes, l'ampleur des défis économiques, les risques de résurgence des violences sectaires, la persistance du terrorisme islamiste et l'ombre menaçante de l'Iran. L'échec de l'Administration Obama à négocier le maintien d'un corps de conseillers militaires substantiel et d'une force antiterroriste au-delà du 31 décembre 2011 a fait l'objet de vives critiques chez certains républicains, dont le sénateur John McCain. *« Cela a été le triste exemple du triomphe des calculs politiques sur les nécessités militaires, tant à Bagdad qu'à Washington »*, a dénoncé ce dernier.

L'Administration Obama dit qu'elle n'a pas eu d'autre choix, les Irakiens se refusant à préserver, pour les troupes qui seraient restées, un statut d'immunité juridique qui les aurait protégées. Les généraux, irakiens et américains, rêvaient pourtant d'une tout autre transition pour ne pas risquer de mettre en péril la stabilité si chèrement acquise.

L'Irak ne dispose d'aucune force aérienne susceptible de défendre ses frontières et a désespérément besoin des F-16 américains. Il est aussi peu armé sur mer. La grande peur à Washington est que l'Iran ne profite de ce vide patent pour faire de l'Irak, majoritairement chiite, un protectorat à sa main. *« C'est le risque le plus grand »*, affirme l'expert Richard Pipes, un conservateur, qui était en faveur de l'intervention en Irak mais qui juge, avec le recul, *« très sévèrement »* les projets grandioses de George W. Bush. *« J'ai très peur que nous ayons fait ce gigantesque effort pour rien du tout. Je redoute que, dans cinq ans, il ne reste aucune trace de ce que nous avons tenté de faire en Irak »*, confiait-il hier. *« Il est évident que les Iraniens ont déjà une infrastructure sur place. S'ils veulent nuire à Obama, ils peuvent décider de déstabiliser la situation. »* Un cas de figure qui pourrait changer *« l'équation de la présidentielle »* : *« Si les choses tournent mal, les républicains s'engouffreront dans la brèche »*, prédit Pipes. L'Américaine quitte l'Irak, mais l'Irak n'est pas près de quitter l'Amérique... ■



L'armée américaine a officiellement célébré la fin de sa présence en Irak hier, en présence du chef du Pentagone, Leon Panetta. LUCAS JACKSON/REUTERS

en bref

Mort de Kadhafi : Poutine accuse les États-Unis

Vladimir Poutine a accusé hier les forces spéciales américaines d'être impliquées dans la mort du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, tué dans des circonstances troubles. *« Des drones, notamment américains, ont attaqué la colonne. Puis ils ont fait venir la soi-disant opposition et des combattants qui l'ont éliminé sans jugement et sans enquête »*, a-t-il déclaré.

Thaïlande : 15 ans de prison pour crime de lèse-majesté

Une Thaïlandaise membre des « chemises rouges », favorables à l'ex-premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, a été condamnée hier à 15 ans de prison pour insulte à la famille royale.

Une centaine d'Indiens tués par de l'alcool frelaté

Plus de cent personnes sont mortes empoisonnées dans l'est de l'Inde après avoir bu de l'alcool frelaté pouvant contenir un solvant très toxique, tandis que de nombreuses autres ont été hospitalisées. *« Le bilan s'élève jeudi matin à 102 morts »*, a déclaré par téléphone Narayanan Swarup Nigam, le responsable du district de Vingt-Quatre Parganas, à 30 km de Calcutta.

John Nagl : « Le prix payé a été gigantesque »

PROPOS RECUEILLIS À WASHINGTON

PROCHE du général David Petraeus, expert de la contre-insurrection, John Nagl est président du Center for a New American Security, un centre de recherche proche de l'état-major. Il a été colonel dans l'armée américaine et a servi en Irak en 2003-2004.

LE FIGARO. – Le prix payé par l'armée américaine en Irak en valait-il la peine ?
Colonel (R) John NAGL. – Cela fait plus de vingt ans que nous nous battons en Irak, si vous remontez à la première guerre du Golfe. Le prix payé dans ce pays par nos forces a été gigantesque, bien supérieur à tout ce que les militaires américains auraient pu imaginer. Nous avons mis à bas un dictateur qui était une menace pour la sécurité du monde, mais le prix payé pour organiser l'après-Saddam a été incommensurable. De plus, l'avenir n'est pas clair et plein de risques. Il faut garder l'espoir qu'un développement qui en vaille la peine émerge de nos sacrifices...



« Il faut garder l'espoir qu'un développement qui en vaille la peine émerge de nos sacrifices »
COLONEL JOHN NAGL

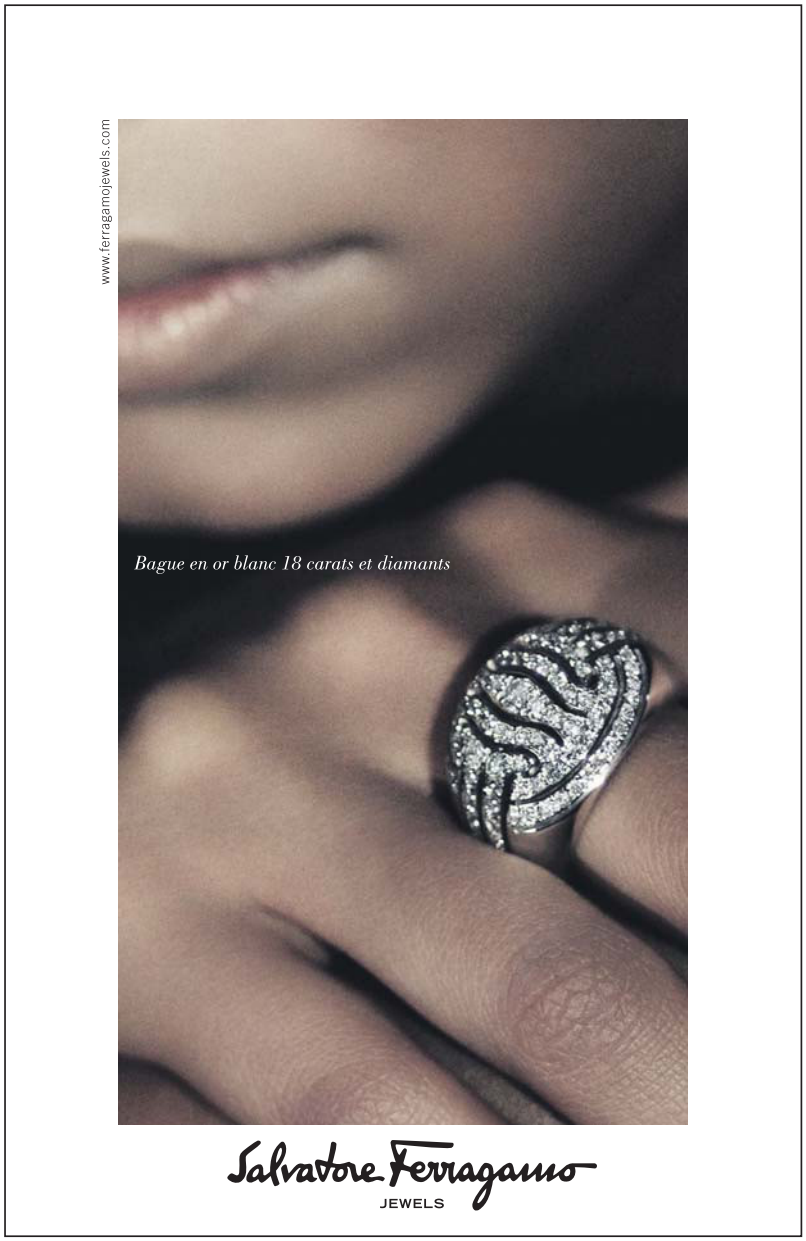
Partagez-vous le mécontentement de certains militaires et politiques sur le fait que l'armée américaine quitte l'Irak sans y laisser un contingent substantiel ?

Absolument. Il aurait fallu laisser un contingent bien supérieur à celui qui va rester. L'Irak est très vulnérable, notamment à une action agressive de l'Iran. Les généraux américains auraient souhaité garder sur place un contingent de conseillers militaires, capables de préparer notamment la défense aérienne irakienne. Aujourd'hui, celle-ci est égale à zéro ! Idéalement, il aurait fallu laisser de 5000 à 10000 hommes sur place, ainsi qu'une force antiterroriste comme dans d'autres pays de la région. Les Irakiens en sont aujourd'hui à célébrer notre départ et leur souveraineté retrouvée. Mais j'espère que dans quelques mois, en 2012, ils nous demanderont de renvoyer ce corps de conseillers pour consolider cette souveraineté fragile.

Ne sera-t-il pas trop tard ?

Face à l'Iran, ils ont besoin d'une défense aérienne. Nous sommes prêts à leur fournir une escadrille de F-16, pilotée par les Américains, qui pourrait être progressivement prise en charge par les Irakiens. Cela a été discuté entre Barack Obama et al-Maliki cette semaine. Je suis impressionné que le président soit prêt à aller dans ce sens, même s'il doit en payer le prix auprès de l'aile gauche de son parti. Il comprend que c'est crucial pour la sécurité de la région. Ne sous-estimons pas l'importance des autres forces que nous maintenons alentour, notamment à Bahreïn. Mais le facteur de dissuasion serait beaucoup plus grand si nous disposions des forces dont je vous parle en Irak. ■

L. M.



LES BLOGS LE FIGARO.fr

Pierre Avril
BLOG.LEFIGARO.FR/RUSSIE
ÉCHOS DE RUSSIE

Marie Maurisse
BLOG.LEFIGARO.FR/SUISSE
FONDUE, LA SUISSE ?

Pierre Razoux

Selon le responsable de recherches au Collège de défense de l'Otan, le conflit, déclenché voilà trente ans, a conduit à la marginalisation de l'Irak et à la radicalisation de l'Iran.

L'impact de la guerre Iran-Irak

Il y a trente ans, le déclenchement de la guerre Iran-Irak allait remodeler durablement le paysage géopolitique dans la région du Golfe. Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein attaquait par surprise l'Iran afin de prendre des gages territoriaux lui permettant de redéfinir à son avantage le tracé contesté de la frontière irako-iranienne, mais surtout afin d'affaiblir le régime islamique de l'ayatollah Khomeyni perçu comme une menace existentielle pour l'Irak baasiste.

Ce qui devait être une offensive éclair s'enlisa en une interminable guerre de tranchées qui allait durer huit ans et rappeler, par bien des aspects, les combats statiques de la Première Guerre mondiale. Plusieurs phases allaient se succéder : offensives iraniennes à outrance pour regagner le terrain perdu, guerre d'usure pour affaiblir l'adversaire, guerre des villes pour tenter de le démoraliser, puis « guerre des pétroliers » pour tenter de l'asphyxier. Saddam Hussein n'allait pas hésiter à utiliser des armes chimiques pour stopper les vagues d'assaut iraniennes et pour mater la rébellion kurde. Pour Israël et les États-Unis, cette guerre allait présenter l'avantage de neutraliser durablement deux de leurs plus farouches adversaires, comme l'avait souligné Henry Kissinger en déclarant qu'« *il serait vraiment dommage que l'un des deux pays perde la guerre* ». Cette hécatombe, qui devait faire près de 800 000 morts, allait prendre fin le 20 août 1988 après que l'Iran aura accepté un cessez-le-feu par lequel l'ayatollah Khomeyni reconnaissait implicitement sa défaite. L'Irak, de son côté, sortait exsangue du conflit.



Les conséquences de cette guerre, la plus longue du XXe siècle et la plus meurtrière du Moyen-Orient, sont toujours perceptibles aujourd'hui.

L'Irak s'est, de fait, marginalisée. Sa « victoire » s'est rapidement muée en une terrible défaite qui allait aboutir à la mise hors-jeu de ce pays clé sur l'échiquier régional. Deux ans à peine après la fin de la guerre Iran-Irak, Saddam Hussein envahissait le Koweït pour faire taire la famille régnante koweïtienne qui s'obstinait à maintenir des prix pétroliers très bas et qui refusait de passer l'éponge sur la dette financière que l'Irak avait contractée auprès d'elle pendant sa guerre contre l'Iran. On connaît la suite : la libération du Koweït par une coalition internationale, l'isolement de l'Irak, sa libération, puis son occupation par une coalition ad hoc qui a offert sur un plateau d'argent à l'Iran ce que l'armée de la République islamique n'était pas parvenue à obtenir en huit années d'une guerre impitoyable. Cette marginalisation de l'Irak a renforcé l'Iran et a placé les pétromonarchies du Golfe en première ligne face à la République islamique, sans pour autant accroître la crédibilité du Conseil de coopération du Golfe qu'elles avaient fondé en 1981, pendant la guerre, pour tenter justement de coordonner leurs efforts de défense.

Le conflit Iran-Irak est parvenu, au bout du compte, à radicaliser le régime iranien. Alors qu'elle visait à affaiblir le régime né de la révolution islamique, la guerre n'a fait que le renforcer. L'invasion de l'Iran en plein élan révolutionnaire a fait jouer à fond le « syndrome de Valmy » et a soudé la population derrière ses nouveaux dirigeants. En maintenant sur le front l'essentiel de l'élite iranienne, la guerre a permis au clergé chiite de s'emparer du pouvoir et de contraindre à l'exil les révolutionnaires laïcs ne partageant pas sa vision théologique de la société et du monde. Toutes les figures qui ont fait récemment la une de l'actualité iranienne (Rafsandjani, Khamenei, Khatami, Montazeri, Moussavi et Karoubi) ont exercé des responsabilités importantes pendant cette guerre. Toutes ont adhéré aux thèses radicales prônées par le régime, à un moment donné ou un autre de leur carrière. Seul Mahmoud Ahmadinejad échappe à cette règle, car il était trop jeune à l'époque. Il n'en a pas moins été propulsé sur le devant de la scène, car il a su s'imposer comme le porte-parole des anciens combattants, désireux de prendre leur revanche sur un clergé perçu comme corrompu et profiteur. Pour mieux asseoir sa domination, cette nouvelle classe de « sans-culottes » a radicalisé son discours en l'imprégnant d'un populisme vindicatif.

« En maintenant sur le front l'essentiel de l'élite iranienne, le conflit a permis au clergé chiite de s'emparer du pouvoir et de contraindre à l'exil les révolutionnaires laïcs »

La guerre Iran-Irak est parvenu également à réamorcer l'ambition nucléaire iranienne. En prenant le pouvoir, l'ayatollah Khomeyni avait annulé le programme que le chah avait mis sur les rails grâce à l'assistance des États-Unis et de la France, estimant alors que la jeune révolution islamique n'avait pas les moyens financiers de se l'offrir. L'enlisement de la guerre avec l'Irak l'a toutefois convaincu de la nécessité de le relancer, afin que l'Iran puisse disposer à terme de sa propre bombe, de manière à dissuader tout agresseur potentiel et éviter qu'une telle hécatombe ne se reproduise. L'état-major iranien était persuadé que si l'aviation israélienne n'avait pas détruit la centrale nucléaire Osirak en juin 1981, Saddam Hussein aurait fini par se doter de la bombe atomique d'un airbus iranien par le croiseur américain *USS Vincennes*. Inquiètes de la tournure prise par les événements, les monarchies du Golfe, incapables de se protéger elles-mêmes, allaient se tourner vers Washington, Paris et Londres pour échanger de mirifiques contrats d'armement contre une présence militaire accrue et une garantie de protection leur permettant de se prémunir contre la double menace irakienne et iranienne. L'histoire allait rapidement leur donner raison, offrant aux États-Unis, à la France et au Royaume-Uni l'occasion d'accroître leur influence dans la région.

Les leçons de ce conflit mériteraient sans doute d'être méditées par ceux qui sont en charge du retrait militaire américain d'Irak et par ceux qui doivent gérer le délicat dossier de la crise nucléaire iranienne.

Michel Rocard

Alors que s'ouvre aujourd'hui le Sommet du millénaire aux Nations unies, l'ancien premier ministre cosigne avec des membres du réseau (re)sources* une tribune rappelant que la pauvreté n'est pas une fatalité.

Eau, assainissement, électricité : trois priorités pour le XXIe siècle

Cette semaine, la planète entière va avoir les yeux rivés sur New York. C'est là, en effet, que se joue le sort de milliards de personnes, les oubliés du développement, africains, asiatiques et latino-américains, pour la plupart. Ceux qui n'ont pas accès à l'eau, à l'assainissement, aux soins, à l'école… Ces droits fondamentaux bafoués aux quatre coins du monde.

C'est pourquoi la soixante-cinquième Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui se tient en ce moment même, n'est pas une réunion comme les autres. Les chefs d'État et de gouvernement de plus d'une centaine de pays, réunis pour quelques jours, ont une responsabilité historique : remettre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) au rang de priorité absolue. Il y a dix ans, 189 chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à changer la vie de milliards de personnes et à promouvoir plus d'équité dans le développement. Cette promesse si largement déclamée a été sacrifiée sous prétexte de crise financière ou par simple effet de substitution d'agenda et de mode.



DESSINS CLAIRE FOND

D'aucuns, pour se conforter, diront que les résultats sont en progression à l'échelle mondiale et que la dynamique est lancée. Il serait pourtant désastreux de se satisfaire de ce constat, sachant qu'il cache des inégalités profondes entre les territoires. Cela reviendrait à abandonner tout un continent : l'Afrique.

« D'aucuns, pour se conforter, diront que les résultats sont en progression à l'échelle mondiale et que la dynamique est lancée. Il serait pourtant désastreux de se satisfaire de ce constat, sachant qu'il cache des inégalités profondes entre les territoires »

Dans un monde dominé par la communication, il faut prendre soin de bien qualifier les choses. Pour considérer l'urgence à sa juste valeur, nous pensons que l'accès à l'eau et à l'assainissement - préalable à la vie et indispensable au développement - doit être un objectif à part entière et non une des dix-huit cibles des OMD. Dix-huit priorités… autant dire qu'il n'y en a aucune !

L'accès à l'eau et à l'assainissement a bien été consacré cet été par l'Assemblée générale de l'ONU comme un droit humain essentiel à l'exercice de tous les autres droits de l'homme. C'est un premier pas très important qui doit permettre de passer de la parole aux actes.

Autre défi majeur avec l'eau, celui de l'énergie. Alors que la bataille pour des énergies plus propres est au sommet de l'agenda international, il faut rappeler que plus d'un milliard et demi d'êtres humains n'a toujours pas accès à l'électricité pour sortir de la pauvreté et vivre décemment. L'accès universel à l'énergie est largement négligé. Cet enjeu est considérable dans le contexte de lutte contre le réchauffement mondial et doit, lui aussi, faire l'objet d'engagements chiffrés de la communauté internationale.

L'innovation et le génie de l'homme à trouver des solutions techniques ne seront rien sans une implication déterminée, volontaire et durable des institutions nationales et internationales dans la prise des décisions politiques, pour assurer la réalité de ces droits fondamentaux à l'eau et à l'énergie.

Alors que ce bilan d'étape sur les OMD va avoir lieu, l'heure n'est pas au doute ni au découragement. Nous savions, dès le départ, que les OMD étaient très ambitieux et que certains pays ne seraient pas au rendez-vous en 2015. Que cela ne nous dédouane pas d'être collectivement à la hauteur de ces engagements. Nous devons agir pour atteindre ces Objectifs du millénaire pour le développement car ils sont un espoir partagé par toute l'humanité que la pauvreté n'est pas une fatalité. L'essentiel ayant été dit, il est temps de faire jusqu'au bout.

**Réseau créé en 2004 sur l'accès à l'eau pour tous. Autres signataires : Alain Boinet, Marie-Pierre Caley, Guy Carcassonne, Zéphirin Diabré, Loïc Fauchon, Patrice Fonlladosa, Antoine Frérot, Charles Josselin, Asma El Kasmi, Benoît Miribel, Gérard Payen, Sanjeev Rao, Michel Roussin, Pierre-Frédéric Ténière-Buchot, Pierre Victoria.*

Yes week end !
LE FIGARO MAGAZINE
Le magazine de vos week-ends fait peau neuve : encore plus de signatures et d'images exceptionnelles, encore plus de plaisir pour le week-end.
Le nouveau Figaro Magazine, tous les samedis avec le Figaro.
Dans les kiosques à partir du 25 septembre. Disponible sur iPad.
"Yes week end" : oui, c'est le week-end.

Documents sauvegardés

Le Monde

© 1980 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·19801015·LM·3146284

Nom de la source
Le Monde
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Internationale
Provenance
France

Mercredi 15 octobre 1980

Le Monde • 1011 mots

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN. Le conflit a profondément modifié l'équilibre des forces au sein du monde arabe

PAUL BALTA.

Bagdad. - Le président Saddam Hussein s'est rendu lundi 13 octobre à Karbela, un des lieux saints du chiisme en Irak. Là, l'homme que l'imam Khomeiny qualifie d'" athée " et de " corrompu " a non seulement prié devant les sanctuaires de l'imam Hussein et des autres martyrs, mais il a été également bénit par les chefs religieux chiites qui ont demandé à Allah de lui donner victoire et longue vie. Le chef de l'État a été très acclamé par la population. La télévision, qui est aussi captée dans la partie orientale de l'Iran, a consacré une dizaine de minutes à ce pèlerinage qui ne pouvait qu'impressionner favorablement la majorité chiite d'Irak.

Alors que la population commence à déplorer des morts, la percée en direction d'Abadan, présentée comme une " grande victoire ", constitue pour Bagdad un élément important tant sur le plan intérieur qu'international, notamment à l'échelle du monde arabe.

A l'issue du délai de soixante-douze heures donné aux diplomates syriens et libyens pour quitter le pays, les ambassades des deux pays ont été fermées lundi sine die. Officiellement, il n'est pas question de rupture des relations diplomatiques puisque, selon la doctrine du Baas, la nation arabe est une. Les différends susceptibles de la diviser sont donc le fait de " dirigeants traîtres " qu'on punit en fermant leur représentation en attendant qu'ils soient eux-mêmes renversés par les peuples arabes.

Paradoxalement, alors que ces deux missions diplomatiques ainsi que celle de la Corée du Nord ont fermé leurs portes, l'ambassade d'Iran - dont l'architecture s'inspire des monuments de Persépolis - est toujours ouverte. De l'hôtel Mansour, où sont logés tous les journalistes, on peut même voir flotter le drapeau iranien vert, blanc et rouge orné du lion impérial que l'imam Khomeiny avait pourtant décidé de supprimer. Outre que le chargé d'affaires iranien constituerait un utile trait d'union en cas de besoin, sa présence à Bagdad peut témoigner, comme l'a dit le vice-président Taha Mohieddine Maarouf, que " l'Irak est prêt à avoir de bonnes relations avec le peuple iranien ", à condition, évidemment, qu'il reconnaisse ses droits sur le Chatt-el-Arab.

Le sommet d'Amman compromis

L'attitude dure adoptée à l'égard de Damas et de Tripoli constitue indirectement un avertissement aux pays arabes qui apporteraient trop de tiédeur à soutenir la cause de l'Irak, " champion du monde arabe face aux Perses racistes et aux mages enturbannés, alliés d'Israël ". Le président Saddam Hussein avait d'ailleurs vertement rabroué M. Yasser Arafat lorsqu'il était venu au début du conflit proposer sa médiation, il avait alors déclaré sèchement au chef de l'O.L.P. : " Quand la souveraineté d'un pays arabe est en cause, le devoir des autres Arabes est de le soutenir et non de se présenter en médiateurs. "

Il n'en demeure pas moins que ce conflit a contribué à modifier profondément l'équilibre des forces au sein du monde arabe, sans qu'il soit encore possible, toutefois, de prévoir la façon dont se terminera la partie en cours. Nombre de diplomates arabes, à Bagdad, se demandent d'ailleurs si le sommet prévu pour la fin de novembre à Amman, qui suscitait de grands espoirs, ne risque pas d'être ajourné sine die.

En effet, le sommet arabe tenu à Bagdad en 1978 avait permis aux dirigeants irakiens de dégager un consensus entre le " Front de la fermeté " (Algérie, Libye. Syrie, Yémen du Sud et O.L.P.) et le " front du silence " (principalement les régimes modérés). Il ne fait aucun doute que l'offensive irakienne contre l'Iran aurait renforcé ou consacré ce consensus si elle avait débouché rapidement sur une nette victoire et entraîné la chute du régime de l'imam Khomeiny.

Le prolongement inattendu du conflit a eu des effets tout aussi inattendus. Aidés par l'Irak financièrement et sur le plan pétrolier (notamment par des " remises " sur les factures des livraisons), la Jordanie, le Yémen du Nord, la Mauritanie et le Maroc lui ont apporté un soutien sans réserve. Or ces États se situent dans le camp des modérés. Éloignés du champ de bataille - la Jordanie mise à part - et armés dans l'ensemble par les États-Unis ou par la France, leur aide ne peut être que morale.

Le conflit a toutefois accéléré l'évolution de la Jordanie qui, en trois ans, est passée d'un projet d'union avec la Syrie à une " unité de fait" avec l'Irak en janvier 1977. Le roi Hussein avait bien envisagé une union avec le président Assad, et les deux pays avaient créé, en juillet de la même année, une commission supérieure de coordination pour la préparer. Au fil des mois, ce projet s'est effiloché, et les relations étaient même devenues franchement mauvaises lorsque Damas avait accusé Amman d'aider les opposants qui voulaient renverser le régime du président Assad.

Les rapports entre Amman et Bagdad ont suivi la courbe inverse. L'Irak fournit maintenant une aide importante à la Jordanie, investit dans la modernisation et l'agrandissement du port d'Akaba, contribue à la construction de liaisons routières. De nombreux autres projets de coopération - comme il en existe peu même entre des pays ayant officiellement décidé de " fusionner " - ont également été prévus ou sont en voie de réalisation Enfin, la guerre a fait d'Amman l'aéroport international de Bagdad.

Parallèlement, l'Irak s'était rapproché de l'O.L.P. et en particulier du Fath en normalisant ses relations avec ce dernier. Au printemps 1980, les autorités irakiennes avaient notamment fermé sans explications les bureaux du F.D.P.L.P. (Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine), mais elles leur reprochaient, en réalité, d'avoir de trop bonnes relations avec le P. C. irakien. Or le rapprochement irako-jordanien et la tentative de médiation d'Arafat dans le conflit actuel ont contribué à refroidir les relations entre Bagdad et l'O.L.P. Les Palestiniens, qui craignaient de voir Damas chercher à réaliser une Grande Syrie qui les engloberait, se demandent maintenant si les dirigeants irakiens, qui ne cachent plus leur intention d'obtenir le renversement du régime syrien, ne vont pas tenter de reconstituer à leur profit le Croissant fertile Les dirigeants irakiens nient pour leur part avoir des velléités hégémoniques et affirment que la guerre actuelle avec l'Iran préfigure la " grande bataille " contre Israël pour la restauration de la terre arabe de Palestine.

Les craintes des émirs

Les États du Golfe, qui redoutent toute initiative susceptible d'entraîner des bouleversements dans la région, ont suivi depuis trois semaines une évolution en dents de scie. Réservés au début du conflit, ils se sont empressés d'exprimer leur soutien à l'Irak par solidarité arabe certes, mais surtout quand ils ont eu l'impression qu'il était le plus fort. Voyant que la guerre se prolongeait et que l'imam Khomeiny menaçait de bombarder leurs puits de pétrole, ils ont alors discrètement fait marche arrière et prêché à l'Irak prudence et sagesse.

Les points marqués par Bagdad sur le terrain, la diminution de la fréquence des raids iraniens, les démarches du roi Hussein, l'envoi dans les États du Golfe d'un émissaire irakien - il n'est pas indifférent que ce soit le ministre du pétrole - ont incité ces capitales, en particulier Ryad, à réaffirmer tout aussi discrètement il est vrai leur soutien à l'Irak et à lui promettre l'aide dont il aurait besoin, notamment dans le domaine pétrolier. En outre, ils se sont engagés à ce que l'approvisionnement de l'Occident ne pâtisse pas de l'interruption des livraisons irakiennes.

Les émirs du Golfe se demandent si, une fois passé le réflexe de solidarité nationale, les coups portés par l'Irak à l'Iran ne vont pas provoquer un rééquilibrage des forces politiques, mais ils craignent qu'il ne s'agisse d'un processus à long terme. Ils redoutent, en outre, que l'U.R.S.S., pressentant que l'Irak risque de lui échapper, ne cherche à profiter de la situation pour se rapprocher de l'Iran avec lequel elle a une longue frontière commune.

Toutes ces raisons font que leur principale préoccupation serait que le Conseil de sécurité, qui doit se réunir incessamment, puisse trouver une formule miracle qui permette à la négociation de se nouer, alors que les exigences de Téhéran et de Bagdad paraissent inconciliables : les Iraniens réclament l'évacuation des forces irakiennes de leur ter-

ritoire avant toute discussion, et les Irakiens refusent de se retirer si au préalable leurs droits ne sont pas reconnus.

Documents sauvegardés

l'Histoire

© 2003 © 2003 L'Histoire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20030201·SHI·27306801

Nom de la source
L'Histoire
Type de source
Presse • Magazines et revues
Périodicité
Mensuel ou bimensuel
Couverture géographique
Internationale
Provenance
France

Samedi 1 février 2003
L'Histoire • no. 273
• p. 068
• 2774 mots

Irak, Israël, Arabie Saoudite...Les Américains au Proche-Orient

Kaspi; André

Au-delà de l'actualité la plus immédiate, André Kaspi analyse les origines de la politique américaine au Proche- et au Moyen-Orient. Prise entre la guerre froide, le souci du pétrole, le soutien à Israël et le péril islamiste.

« *Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples* » , écrit le général de Gaulle(1). L'Orient compliqué ? Il l'est au moins autant pour les Américains que pour les Français.

Il faut commencer par le définir : le Proche-Orient comprend, sur le plan géographique, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël et l'Égypte1 du point de vue politique, la définition peut être plus large(2).

Les idées simples, voire simplistes ? Elles ne manquent pas sur les événements d'hier et d'aujourd'hui, sur les motivations, passées et présentes, des puissances politiques et de leurs dirigeants. Il faut aussi démêler les intrigues des uns et des autres, cerner les origines des conflits.

Enfin, que de bouleversements en un demi-siècle ! De retour de la conférence de Yalta (qui s'est tenue en février 1945), Franklin Roosevelt rencontre en Égypte le roi Ibn Saud d'Arabie. C'est une péripétie. Au début du XXIe siècle, George W. Bush place au centre de ses préoccupations l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Afghanistan, Israël. Pourquoi ? Quelles sont les explications que l'histoire nous propose ?

1. Le temps de la guerre froide

Les années 1947-1948 offrent un premier éclairage. Le 12 mars 1947, le président Harry Truman présente au Congrès sa politique étrangère. Il souhaite fournir à la Grèce et à la Turquie une aide économique et financière, au total 400 millions de dollars.

Les deux pays occupent une position capitale sur le plan de la géopolitique. Ils sont menacés à la fois par la misère et la subversion. *« Il suffit de jeter un coup d'oeil sur une carte »*, ajoute Truman. Les États-Unis doivent assumer leurs responsabilités internationales.

Cette politique, qu'on ne tarde pas à baptiser la « doctrine Truman », appelle des commentaires. La Grèce est alors aux prises avec une guérilla communiste. La Turquie subit sur ses frontières septentrionales la menace soviétique. Certes, dans cette partie du Bassin méditerranéen, la Grande-Bretagne exerce une influence primordiale. Pourtant, le 21 février 1947, Londres fait savoir à Washington que les Britanniques ne détiennent plus la force suffisante pour aider les Grecs et les Turcs. Le gouvernement de Sa Majesté jette l'éponge. Il fait encore partie du club des trois « Grands », qui ont vaincu l'Allemagne hitlérienne, mais ne peut plus tenir son rang. Il cède la place aux États-Unis.

Truman et ses conseillers n'ont aucune raison de faire la sourde oreille. Bien au contraire. La défense de la Méditerranée orientale les inquiète. Si l'Union soviétique devenait la puissance tutélaire de la Grèce et de la Turquie, elle pourrait établir, puis conforter son influence sur le Proche- et le Moyen-Orient. Peut-être même tenterait-elle de réaliser le rêve des tsars, c'est-à-dire l'accès aux mers chaudes, en l'occurrence l'océan Indien.

Dans cette hypothèse, les Soviétiques mettraient la main sur les ressources en

pétrole de la région. La suite aurait alors de quoi terrifier. L'Europe occidentale tomberait sous la coupe de Moscou. L'Afrique subirait un sort identique. Que l'URSS s'empare du pétrole iranien et c'est, écrit Harry Truman dans ses Mémoires, *« le rapport des forces dans le monde en ce qui concerne les matières premières* [qui] *sera sérieusement bouleversé et* [...] *une perte grave pour l'économie du monde occidental »*.

Dean Acheson, alors sous-secrétaire d'État, exprime ses craintes avec vigueur : *« Dans les dix-huit derniers mois*, écrit-il, *les pressions soviétiques sur les détroits, sur l'Iran et le nord de la Grèce ont conduit les Balkans jusqu'au point où une poussée soviétique, tout à fait possible, pourrait ouvrir trois continents à la pénétration soviétique. Une seule pomme pourrie peut pourrir un tonneau entier de pommes.* [...] *L'Union soviétique s'engagerait pour un coût minimal dans l'un des plus grands paris de l'histoire.* [...] *Nous, et nous seuls pouvions briser son jeu. »*

La décision du président Truman repose sur deux motivations. La guerre qui vient de prendre fin a clairement démontré que le pétrole est une arme déterminante. En 1945, les États-Unis extraient les deux tiers du pétrole mondial. Mais de nouvelles sources produisent à plus bas coût. De 1938 à 1947, l'Arabie Saoudite accroît sa production quotidienne de 1 400 à 246 000 barils. Le Koweït et les autres émirats du golfe Arabo-Persique, l'Irak et l'Iran suivent la même voie.

Les sociétés américaines, comme la Standard Oil ou Socony, ont beaucoup investi dans l'Anglo-Iranian et, surtout, dans l'Aramco. Elles exploitent un peu moins les réserves américaines et beaucoup plus les réserves du Moyen-Orient. Elles prévoient de construire des oléoducs qui achemineront jusqu'aux rivages de la Méditerranée l'« or noir » qu'elles vendront en Europe occidentale comme en Amérique. Pour des raisons économiques et financières, politiques et diplomatiques, idéologiques et géostratégiques, elles bénéficient du soutien du gouvernement des États-Unis.

Il ne faut pourtant pas sous-estimer l'impact de la guerre froide. Américains et Soviétiques s'affrontent. Deux modes de pensée et de vie divisent le monde. Le combat ne prend pas un tour militaire, mais il pourrait entraîner une troisième guerre mondiale qui serait d'autant plus meurtrière que les États-Unis, depuis 1945, et l'Union soviétique, après septembre 1949, détiennent un armement atomique. Dans cette perspective, le Proche-Orient est devenu un théâtre d'opérations.

C'est dans cette atmosphère que le 14 mai 1948 naît l'État d'Israël. David Ben Gourion lit la déclaration d'indépendance à 18 heures (heure de Washington). Onze minutes plus tard, les États-Unis reconnaissent *de facto* le nouvel État.

La décision n'allait pas de soi. Des discussions animées au sein du gouvernement américain l'ont précédée. Des conseillers, nombreux et influents comme George Marshall, le secrétaire d'État, ne cessent pas de manifester leurs réticences et auraient préféré, pour ne pas heurter les alliés arabes des États-Unis, que les Nations unies reçoivent le mandat d'administrer la Palestine. Le président Truman tranche en faveur du partage de la Palestine, puis de la reconnaissance d'Israël. C'est qu'il a pris conscience de la tragédie de la Shoah(3) et de la quasi-inaction des États-Unis de 1941 à 1944.

La Maison Blanche a reçu d'innombrables lettres, messages et télégrammes en faveur des Israéliens (qu'à l'époque on appelle les « Palestiniens »). Truman lui-même éprouve pour le mouvement sioniste de fortes sympathies, qui tiennent à ses convictions religieuses(4) et à ses amitiés politiques. Enfin, il ne faut pas oublier que l'Union soviétique milite alors pour la création d'un État d'Israël qui, pense-t-on à Moscou, pourrait devenir une démocratie populaire et faire reculer l'impérialisme britannique, puis l'influence américaine. Une fois de plus, la guerre froide exerce son influence.

Il n'empêche que désormais les États-Unis sont présents, très présents au Proche-Orient. Ils y jouent un rôle majeur. Ils ne manquent pas de rivaux, voire d'ennemis. Les Britanniques continuent d'exercer leur influence sur la Jordanie, l'Irak, l'Égypte, l'océan Indien. A mesure que les années passent, les Français perdent leurs positions au Liban et en Syrie, mais ils deviennent, dans les années 1950, les principaux alliés d'Israël et, du fait de la guerre d'Algérie, les principaux adversaires du nationalisme arabe.

L'Union soviétique a cessé de prendre appui sur Israël. Elle consacre maintenant toute son énergie à soutenir les partis communistes dans les États arabes et les mouvements nationalistes qui combattent l'influence occidentale.

Les Américains rétablissent le régime du shah d'Iran en 1953, rassemblent en 1955 leurs partisans (Royaume-Uni, Irak, Iran, Turquie, Pakistan) dans le pacte de Bagdad, exigent de leurs alliés français et britanniques qu'ils mettent un

terme à l'expédition de Suez en 1956, soutiennent le roi Hussein de Jordanie, puis Camille Chamoun, le président libanais, en 1958.

Le fond de leur pensée n'a pas changé. Les nationalismes mettent en danger l'accès aux puits de pétrole et favorisent la pénétration soviétique. L'impérialisme des Européens déclenche des réactions nationalistes. Les États-Unis sont persuadés qu'ils remplissent une mission : ils ouvrent la voie vers la modernité, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le progrès économique et social. Fin du premier acte. Ils ne vont pas tarder à tenir un rôle encore plus important dans les affaires du Proche- et du Moyen-Orient.

2. Le grand jeu diplomatique

Du 5 au 17 septembre 1978, Jimmy Carter réunit, dans sa résidence d'été de Camp-David, Menahem Begin, le Premier ministre israélien, et Anouar el-Sadate, le président égyptien.

Les négociations secrètes aboutissent à la signature de deux accords. D'une part, les Israéliens évacueront la péninsule du Sinaï et les Égyptiens signeront un traité de paix avec Israël. Les deux pays établiront des relations diplomatiques. D'autre part, des pourparlers devront réunir Israéliens, Égyptiens, Jordaniens et Palestiniens pour déterminer le sort de la Judée, de la Samarie(5) et de Gaza.

C'est un très grand succès pour le président des États-Unis, sans doute le seul grand succès que Jimmy Carter ait remporté dans le domaine des affaires internationales. La politique des États-Unis à l'égard du Proche- et du Moyen-Orient vient de subir un changement profond. Les Américains sont désormais des « faiseurs de paix », les intermédiaires incontournables, dans une certaine mesure des arbitres qui ont pour mission de résoudre les conflits inextricables.

La métamorphose remonte à 1967. La guerre des Six-Jours a mis fin à l'amitié franco-israélienne. Désormais, la France préfère conduire une « politique arabe ». Les États-Unis prennent sa place. Alors qu'ils ne parviennent pas à remporter des succès décisifs au Vietnam, leurs sympathies pour l'histoire, la vie démocratique, la société d'Israël croissent parmi les Juifs comme parmi les autres Américains.

Dans le même temps, ils souhaitent maintenir ou rétablir des relations convenables avec le monde arabo-musulman. C'est que, plus encore qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les richesses pétrolières de la région pèsent d'un poids très lourd. En 1965, les États-Unis ne produisent plus que 25,8 % du pétrole extrait dans le monde, soit autant que l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak et l'Iran réunis. Les importations américaines sont passées de 142 000 barils par jour en 1947 à 1 235 000 en 1965. Circonstance aggravante, l'Égypte, l'Irak et la Syrie se débattent dans l'instabilité politique.

Rien n'est plus dangereux, vu de Washington, que la présence accrue des Soviétiques, les rivalités entre les leaders arabes, le recul, pour ne pas dire la disparition, de l'influence britannique et française. Quoi qu'il en soit, les États-Unis n'interviennent guère dans le conflit de juin 1967, tout en jouant un rôle de premier plan dans les manoeuvres diplomatiques qui suivent.

Le samedi 6 octobre 1973, à 13 h 50 (heure locale), le jour du Grand Pardon (Yom Kippour), les Égyptiens franchissent le canal de Suez et les Syriens pénètrent sur le plateau du Golan. Cette fois-ci, les Américains ne peuvent pas rester à l'écart. Ils fournissent une aide militaire aux Israéliens, mettent en alerte leurs forces armées pour que l'Union soviétique ne se précipite pas au secours des Égyptiens, puis obtiennent l'arrêt des combats le 11 novembre.

Cette intervention, ils en paient le prix. Les États arabes producteurs de pétrole décident un embargo qui frappe les États-Unis et leurs alliés(6). Le baril passe de 3 dollars à 12 dollars. Le premier choc pétrolier déclenche une crise économique qui durera une décennie. L'inflation fait rage. Le dollar de 1940, coté à 36 cents en 1970, chute à 14 cents en 1980. Le chômage est en hausse : 500 000 emplois disparaissent. Les remèdes qui relèvent de la politique économique, sociale et bancaire ne suffisent pas.

Il est urgent de rétablir la stabilité des prix, le plein-emploi, la croissance. Ce qui suppose que Washington agisse sur les camps antagonistes et tente de dégager des solutions de compromis. Pour atteindre cet objectif, le président Carter tire parti de l'intelligence du président Sadate qui a expulsé ses conseillers soviétiques en 1972 et fait le voyage de Jérusalem en novembre 1977. Il prend également appui sur les aspirations des Israéliens à la paix.

Au grand succès fait suite une grande défaite. Le 1er février 1979, l'ayatollah Khomeyni retourne en Iran. Il reçoit un accueil triomphal. La révolution islamique vient d'abattre le régime du shah, l'allié des États-Unis, l'un des piliers de leur influence au Moyen-Orient. Il y a pire encore. De gigantesques manifestations anti-américaines dans les rues de Téhéran dénoncent les agisse-

ments du « Grand Satan ».

Le 4 novembre, des « étudiants » révolutionnaires prennent en otage 52 diplomates américains, qui ne seront libérés que le 20 janvier 1981, 444 jours plus tard. L'humiliation des États-Unis atteint son paroxysme. Tout comme leur impuissance, car ils ne parviennent pas, ni par des moyens militaires ni par des moyens diplomatiques, à hâter la solution du problème.

C'est encore en 1979 que les armées soviétiques envahissent l'Afghanistan pour y implanter une démocratie populaire, une excroissance de l'empire en direction de l'Orient. Les Américains, et les Occidentaux à leur suite, découvrent que si le nationalisme arabe a faibli, c'est l'intégrisme musulman qui lui succède, et que si l'URSS a perdu son influence en Égypte, elle reste un adversaire redoutable aux abords du Pakistan et de l'Inde, en Syrie et en Irak. En un mot, les problèmes du Proche-Orient sont étroitement liés à ceux du Moyen-Orient.

De là les attitudes contradictoires que prennent les États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan (1981-1988). Ils soutiennent l'Irak contre l'Iran dans la guerre, sanglante et interminable, qui oppose les deux voisins. Une dictature laïque leur semble préférable à une république islamique. Directement ou par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite et du Pakistan, ils arment et équipent les talibans, c'est-à-dire la faction islamiste de la résistance afghane, qui combattent les Soviétiques. Suivant le principe que l'ennemi de mon ennemi est mon ami.

Enfin, autre paradoxe, les Américains vendent à l'Arabie Saoudite des armes sophistiquées comme les chasseurs F-15 ou les avions radar Awacs qui pourraient servir dans une guerre contre Israël. Ils promettent, toutefois, aux Israéliens de leur garantir la « supériorité qualitative » dans la région. Ils chantent les louanges de la démocratie israélienne, mais ils renforcent leur alliance avec des régimes corrompus et autoritaires.

La confusion règne d'autant plus que l'URSS souffle sur le feu et que l'Europe occidentale ne parvient pas à définir une politique commune et équilibrée.

Peut-on chercher à résoudre la quadrature du cercle ? La paix, qu'on entrevoyait au lendemain des accords de Camp David, serait-elle impossible dans cet « Orient compliqué » ? Faut-il, une fois de plus, citer le général de Gaulle qui notait que *« les États-Unis apportent aux grandes affaires des sentiments élémentaires et une politique compliquée »*(7) ?

3. Les désillusions du nouvel ordre mondial

La guerre du Golfe ouvre une troisième période, marquée par les illusions et les frustrations. En 1991, les États-Unis paraissent détenir tous les atouts. L'Union soviétique implose. En décembre, elle n'existe plus. La guerre froide a pris fin, et l'on s'accorde à reconnaître que les États-Unis l'ont gagnée.

Saddam Hussein tente dans l'été 1990 d'annexer le Koweït, ses puits de pétrole, ses gigantesques revenus. Il menace l'indépendance des autres émirats du Golfe et de l'Arabie Saoudite. L'opération échoue lamentablement. Et pourtant, le régime de Saddam Hussein survit à la défaite. George Bush père est parvenu à rassembler une coalition, dans laquelle on trouve les Russes, les Britanniques, les Français, les États arabo-musulmans et des États africains. Il a persuadé les Israéliens qu'ils ne devaient pas riposter aux missiles irakiens qui ont atteint Tel-Aviv.

En cent jours de combats aériens et terrestres, les forces irakiennes ont été anéanties. Les États-Unis ont fait une guerre high-tech, grâce à des armements et des matériels qu'ils sont les seuls à détenir. Ils ont accédé au statut de superpuissance unique, impériale, enviée et admirée.

Certes, la guerre du Golfe n'a pas pour objectif de défendre la démocratie au Koweït ou en Arabie Saoudite. Elle vise à établir un nouvel ordre mondial, à empêcher tout « État voyou » (rogue State) de perturber les relations internationales. De l'ordre jailliront la paix et la sécurité pour tous, peut-être même un élan vers la démocratie. Les résultats ne se font pas attendre. La conférence de Madrid (octobre-novembre 1991) réunit, sous la houlette des Américains, les Israéliens et les Palestiniens.

L'année suivante, le nouveau Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, engage des négociations secrètes avec Yasser Arafat qui conduisent à l'accord d'Oslo et à la poignée de main de septembre 1993, devant la Maison Blanche, sous l'oeil attendri de Bill Clinton. L'Organisation de libération de la Palestine reconnaît le droit d'Israël à l'existence. Israël accepte le projet d'un État palestinien. Le 26 octobre 1994, la Jordanie signe un traité de paix avec Israël. Les liens des États-Unis avec l'Arabie Saoudite sont renforcés. La Syrie donne le sentiment qu'elle est prête à cesser d'être un « État terroriste ».

La deuxième moitié de la décennie dissipe les illusions. L'assassinat de Yitzhak Rabin en novembre 1995 porte

un coup très dur aux espoirs de paix. Les attentats palestiniens contre Israël reprennent avec une épouvantable intensité. Les représailles israéliennes suivent inexorablement. La Deuxième Intifada débute en septembre 2000, alors que Bill Clinton croit encore qu'il pourra pousser Ehoud Barak et Yasser Arafat à signer de nouveaux accords de Camp David.

Et voilà que surgit sur le territoire américain un ennemi, mystérieux, terriblement efficace : le terrorisme islamiste qui repose, dit-on, sur le désespoir et la misère, à vrai dire plutôt sur le fanatisme religieux et une très forte poussée d'anti-américanisme. Les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington font du Moyen-Orient le coeur des relations internationales.

Comment combattre avec succès Al-Qaida et ses alliés ? Combien de temps cette guerre asymétrique durera-t-elle ? Quelles tragédies provoquera-t-elle ? Suffira-t-il de changer le régime politique de l'Irak pour faire disparaître la menace des armes de destruction massive ? La disparition de Saddam Hussein provoquera-t-elle un choc politique et psychologique qui ouvrira la voie de la paix et de la prospérité ? La haine contre les Américains et contre leurs alliés occidentaux est-elle irrémédiable ? *« Le choc des civilisations »*, tel que le décrit Samuel Huntington, a-t-il commencé(8) ? Les États-Unis doivent-ils, pour y faire face, renforcer leur présence militaire ? Autant de questions qui suscitent des réponses contradictoires.

Dans ces circonstances incertaines, les objectifs de l'Amérique au Moyen-Orient sont, suivant le gouvernement américain, clairement définis. La guerre au terrorisme reste la priorité. Il faut que cessent les détournements d'avions, les attentats qui tuent des civils partout dans le monde, que prennent fin le fanatisme et l'intolérance. C'est une entreprise de longue haleine qui réclame la coopération internationale, une vigilance de tous les instants, le recours aux armes les plus simples comme aux plus sophistiquées.

La sécurité de l'État d'Israël ne réclame pas que des soldats américains renforcent les soldats de Tsahal, mais elle repose sur l'aide économique et militaire, sur une compréhension des besoins du pays, sur une médiation incessante pour renouer avec l'adversaire les fils du dialogue.

Enfin, la liberté d'accès aux ressources énergétiques est plus que jamais indispensable. Les États-Unis, l'Europe occidentale, le Japon ont besoin du pétrole du Moyen-Orient. Ils peuvent diversifier leurs sources d'approvisionnement en faisant appel aux ressources du Caucase et de l'Asie centrale. Ils peuvent espérer qu'un jour ils dépendront moins de l'Arabie Saoudite. Il n'empêche que, sans pétrole, le monde occidental ne produit plus, ne vit plus. Qu'on le regrette ou non, qu'on s'en indigne ou non, les richesses pétrolières de la région marquent de leur empreinte les relations internationales.

Dans ces conditions, sur quels alliés de la région les États-Unis comptent-ils ? Israël est l'ami des bons et des mauvais jours, parfois indocile, toujours inquiet sur son avenir. L'Arabie Saoudite déçoit. Elle reste pour le moment le principal fournisseur de pétrole, en dépit du totalitarisme et de l'obscurantisme qui fondent son système politique. L'alliance avec les États-Unis ressemble à un dogme diplomatique. Mais certains de ses dirigeants n'ont-ils pas soutenu, un peu partout dans le monde, les terroristes d'obédience wahhabite ? Ne se livrent-ils pas à un double jeu ? Les régimes affaiblis et peu démocratiques de la Jordanie et de l'Égypte pourraient bien s'effondrer sous les coups des intégristes. Que deviendra la Turquie si son islamisme n'est pas aussi modéré que certains le clament ?

Bref, plus ils montrent leur puissance, plus les États-Unis sont contraints de prendre appui sur des alliés de porcelaine. Reste une certitude. Ils ont besoin du Moyen-Orient, autant que le Moyen-Orient a besoin d'eux. Décidément, de 1945 à nos jours, l'« Orient » n'a rien perdu de sa complexité. Tout au contraire.

Encadré(s) :

A retenir

De la Turquie à l'Irak, de l'Iran à Israël, de l'Afghanistan à l'Arabie Saoudite, les États-Unis ont pris, depuis 1945, une part croissante dans les affaires du Proche- et du Moyen-Orient. D'abord dans le contexte de la guerre froide, pour contenir l'influence soviétique. Puis, de plus en plus, pour maintenir la stabilité d'une région où se trouvent les plus grands gisements pétroliers. Et enfin, depuis la fin des années 1990, pour lutter contre la menace multiforme du terrorisme islamiste.

Note(s) :

J.-B. Duroselle et A. Kaspi , *Histoire des relations internationales depuis 1945* , Paris, Armand Colin, 13e éd., 2002.

Documents sauvegardés

P. Melandri et J. Vaïsse , *L'Empire du Milieu* , Paris, Odile Jacob, 2001.

Y.-H. Nouailhat , *Les États-Unis et le monde au XXe siècle* , Paris, Armand Colin, 2e éd., 2000.

A. Nouschi , *Pétrole et relations internationales depuis 1945* , Paris, Armand Colin, 1999.

1. Ch. de Gaulle, , Paris, Plon, 1954, t. I, p. 145.

2. Le Bureau des affaires proche-orientales, créé en 1956 au sein du département d'État, a pour domaine géographique de compétence la rive méridionale de la Méditerranée, du Sahara occidental à l'Égypte, plus la Syrie, le Liban, Israël, la Jordanie, l'Irak, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Yémen, et les émirats du golfe Arabo-Persique.

3. On n'emploie pas ce terme à l'époque, ni même le terme d'« Holocauste ». On parle de « génocide », d'« extermination » ou bien encore de « Solution finale ».

4. Harry Truman était baptiste. Ses convictions religieuses le poussaient à croire que le retour des Juifs en Terre sainte annonçait la seconde venue du Christ. Bien entendu, les motivations du président ne reposaient pas sur les seules convictions religieuses.

5. La Judée et la Samarie désignent les territoires occupés par Israël à la suite de la guerre des Six-Jours. On dit aussi la Cisjordanie, annexée à la Jordanie de 1948 à 1967.

6. L'embargo frappe tout particulièrement les Pays-Bas, le Portugal et l'Afrique du Sud.

7. Ch. de Gaulle, , p. 181.

8. S. Huntington, , Paris, Odile Jacob, 1998.



GREG MATHIESON/REX/SHUTTERS/SIPA

Les guerres des Bush dans le Golfe

Deux présidents, un nom, deux offensives contre l'Irak : 1991 pour G. H. W. et 2003 pour G. W., qui renverse Saddam. La dynastie Bush incarne une Amérique gendarme du Moyen-Orient, plus instable que jamais.

PAR ANDRÉ KASPI



En 1990, la guerre froide prend fin. Quinze ans auparavant, les États-Unis ont abandonné, dans le désordre et la précipitation, le Vietnam aux communistes *(lire p. 56)*. De plus en plus affaiblie, l'URSS ne tardera pas à s'effondrer. Sous la présidence de Ronald Reagan (1981-1989), Washington assume le leadership du « monde libre ». Après la chute du mur de Berlin, l'Europe est entrée, croit-on, dans une ère de paix. Mais le Moyen-Orient reste, encore et toujours, une zone d'instabilité, où des guerres locales se succèdent. Ce n'est plus l'existence d'Israël qui provoque les conflits : en 1977, l'Égyptien Anouar El-Sadate a fait une visite historique à Jérusalem et annoncé une ère de paix entre deux États qui se sont longtemps combattus. En Iran, le chah a été chassé par les partisans de l'ayatollah Khomeyni, rentré d'exil en 1979. Autour du golfe Persique, entre l'Iran chiite et l'Irak sunnite avec une minorité chiite, les tensions sont attisées et dégénèrent en une guerre sans fin. Avec pour enjeux, des litiges frontaliers, de fortes tensions religieuses, l'accès à de nouvelles sources pétrolières, notamment au Koweït. Saddam Hussein, le dictateur irakien, en sort vainqueur au prix de lourdes pertes humaines et de batailles qui rappellent la guerre de 14-18 plus qu'un conflit moderne : au moins 200 000 morts du côté irakien, le double, sans doute, pour l'Iran. La guerre a coûté des dizaines de milliards de dollars, car l'Irak a acheté sans compter des armes à l'Europe et à l'URSS.

La solution pour Bagdad ? Vendre du pétrole, augmenter le prix du baril et surtout demander, voire exiger, des monarchies sunnites du Golfe qu'elles contribuent à désendetter l'adversaire du chiisme. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et Bahreïn se soumettent à ce chantage. L'émir du Koweït fait de la résistance. Pire encore, au sein de l'OPEP, il ambitionne ▶

GUERRE ÉCLAIR DU DÉSERT

Dans le cadre de l'opération « Tempête du désert » *(Desert Storm)* commencée en janvier 1991, les forces américaines se déplacent de l'Arabie saoudite vers le Koweït, forçant les troupes irakiennes à quitter l'Émirat. L'intervention dure cinq semaines ponctuées par les incendies de puits de pétrole par les soldats irakiens en déroute.



NEKULA/VIENNA REPORT/SIPA

MAÎTRE DU DOUBLE JEU
Après l'invasion du Koweït, Saddam Hussein prend en otage des Occidentaux par centaines pour les utiliser comme boucliers humains sur des sites stratégiques. En août 1990, Kurt Waldheim, président de l'Autriche, négocie avec lui leur libération et repart de Bagdad avec 96 otages autrichiens.

► d'écouler son énorme production en pratiquant des prix bas. La querelle avec l'Irak prend un tour de plus en plus violent. Saddam Hussein conclut qu'une seule solution est possible : attaquer le Koweït, s'emparer des ressources pétrolières de l'émirat – et de l'or détenu par l'émir. Il pense que les autres États de la région n'interviendront pas. Ne sont-ils pas impressionnés par la puissance et la modernité de son aviation, par ces techniciens professionnels formés à l'occidentale, voire à l'américaine ? Il est convaincu qu'il peut compter sur l'appui de l'URSS et de bon nombre de pays occidentaux – peut-être même des États-Unis.

L'erreur fatale de Saddam

Saddam Hussein a commis une grave erreur. George H. W. Bush, ancien vice-président de Reagan, accède à la Maison-Blanche en janvier 1989 *(lire encadré p. 83)*. Il combat sans hésiter les ambitions de Saddam, en particulier à l'encontre de l'Arabie saoudite, autre grand fournisseur de pétrole, liée aux États-Unis depuis que Roosevelt a rencontré Ibn Saoud à son retour de la conférence de Yalta. Les États-Unis n'entendent pas agir sans un appui international. Bush prend appui sur le Conseil de sécurité de l'ONU. Le 29 novembre 1990, la résolution 678 impose un ultimatum à Saddam Hussein. Soit l'Irak retire ses troupes du Koweït avant le 15 janvier 1991, soit une coalition, avec la bénédiction de l'ONU, libérera l'émirat par la force et défendra l'Arabie saoudite. Baptisée « Bouclier du désert », la coalition, impressionne : 35 États ont fourni des troupes ou menacé d'y participer, soit 950 000 soldats, dont 700 000 Américains et les 15 000 Français de la division Daguet. La complexité des relations internationales au Moyen-Orient est prise en compte : Israël est exclu de la coalition ; partie prenante, la Syrie de Hafez el-Assad obtient de pouvoir intervenir activement dans la guerre civile libanaise. L'Irak oppose 650 000 soldats avec leurs chars, leurs avions, leurs hélicoptères et leur puissante artillerie. Somme toute, les États-Unis assument indirectement le rôle de gendarmes du golfe Persique.

À partir du 16 janvier 1991, la guerre fait rage. L'opération, baptisée « Tempête du désert », frappe fort avec 1 500 chasseurs bombardiers, 700 avions de soutien, des missiles Tomahawk tirés depuis les navires américains qui patrouillent dans la mer Rouge et le golfe Persique, tandis que le haut commandement, dépêché par les États-Unis, est établi dans le territoire saoudien. En face, Saddam riposte avec des Scuds, des missiles à courte portée (800 km) fournis par l'URSS. Dix-huit divisions avec 3 000 tanks et 1 500 hélicoptères s'élancent à l'assaut des forces irakiennes, retranchées au Koweït. La bataille des chars est massive, comme dans la guerre de 1973 opposant Israël et les forces arabes. L'armée irakienne ne résiste que cinq jours. Elle abandonne le Koweït. Elle compte plus de 40 000 morts et 80 000 blessés. Ses forces aériennes ont perdu 150 appareils ; celles terrestres, 3 300 chars. Mais la coalition n'a pas renversé le dictateur irakien. Elle le laisse réprimer avec brutalité les rebelles chiites et kurdes.

Successeur de George H. W. Bush, le démocrate Bill Clinton ne relâche pas la pression. Plutôt que d'imposer un changement de régime à Bagdad, il recourt à des frappes punitives pour éviter que le dictateur irakien dispose d'armes de destruction massive. Ce n'est pas suffisant pour battre le terrorisme. Sous la présidence de George W. Bush, élu en novembre 2000, les attentats du 11 septembre commis par Al-Qaida font près de 3 000 morts aux États-Unis,

principalement à New York après la chute du World Trade Center. Dans un premier temps, l'intervention militaire en Afghanistan vise à combattre les talibans et à s'emparer de Ben Laden, leur inspirateur et le fondateur d' Al-Qaida.

Opération « Liberté irakienne »

Il y aurait, en outre, un programme irakien pour fabriquer des armes chimiques – une « erreur » que dénoncent Jacques Chirac et Dominique de Villepin, son ministre des Affaires étrangères. Pourtant, les États-Unis déclenchent en 2003 l'opération « Liberté irakienne », avec six divisions (dont une britannique) qui comptent 160 000 soldats (quatre fois moins qu'en 1991) et affrontent 23 divisions irakiennes. En cinq semaines, les troupes au sol, renforcées par les raids des forces spéciales et une violente campagne aérienne, remontent le long du Tigre et de l'Euphrate. Elles prennent Bagdad, chassent Saddam après avoir déboulonné sa statue. C'est une victoire éclatante. « Mission accomplie », proclame George Bush le 1er mai 2003. La traque de Saddam et de ses généraux commence. Le dictateur irakien est capturé en décembre 2003. Jugé, condamné, il sera exécuté trois ans plus tard. Celle de Ben Laden prend fin en 2011, sous la présidence de Barack Obama. Le chef d'Al-Qaida. est assassiné. Son cadavre est jeté à la mer, au large de la péninsule Arabique.

En 2008, George Bush ordonne le retrait d'Irak des forces américaines. La guerre civile continue à bouleverser le pays, à provoquer l'exode des Irakiens. Les prises d'otages se multiplient. La corruption, la répartition des revenus pétroliers, l'autoritarisme du pouvoir ouvrent la voie à Daech, le mouvement islamique des djihadistes qui s'emparent du pouvoir. Les forces irakiennes, américaines et européennes chassent Daech en 2017. Les forces américaines abandonnent l'Afghanistan en 2021.

Ces bouleversements ont renforcé l'influence de l'Iran dans la région. Les véritables vainqueurs des deux guerres du Golfe seraient-ils les ayatollahs de Téhéran ? Ils soulignent surtout le rôle du pétrole dans les relations internationales et l'importance des voies de communication pour l'exportation des hydrocarbures – c'est par le détroit d'Ormuz que le pétrole extrait en Iran et dans les autres États de la région est acheminé vers l'Asie (la Chine, en particulier), l'Europe et l'Amérique. Dans ce Moyen-Orient « compliqué » et politiquement instable s'opposent l'impérialisme des États-Unis et celui de la Chine, les deux superpuissances de notre temps. C'est là qu'un conflit planétaire pourrait éclater, avec les conséquences terriblement tragiques voire inimaginables qui s'ensuivraient. ✸

PRÉSIDENT DE PÈRE EN FILS

Deux George Bush, républicains enracinés, ont conquis la présidence et livré leur guerre du Golfe.



KRISTOFFER TRIPPLAAR/ALAMY STOCK PHOTO

L'ancien président (1989-1993) George Bush (à dr.) et son fils surnommé « W », qui, lui, a effectué deux mandats (2001-2009).

La présidence américaine n'est pas héréditaire. Deux Bush, père et fils, ont pourtant accédé à la Maison-Blanche, à l'image des Adams au début du XIXe siècle. Pour ajouter à la confusion, les Bush portent le même prénom : il ne faut pas confondre George H. W. Bush et George W. Bush, le fils. Malgré une belle carrière dans le privé (aviation navale, pétrole au Texas) et le public (directeur de la CIA, ambassadeur auprès des Nations unies, de la Chine), George H. W. est battu à la primaire républicaine de 1980 par Reagan, qui le nomme vice-président. Il est élu en 1989 : son mandat est marqué par la fin du bloc de l'Est et la première guerre du Golfe. La crise économique lui coûte sa réélection face à Bill Clinton, reconduit en 1996. Vainqueur d'Al Gore d'une courte tête, George W. reprend le flambeau en 2001 pour deux mandats. Le 11-Septembre, les guerres d'Afghanistan, d'Irak, la traque de Ben Laden, de Saddam Hussein et le séisme économique des subprimes ont façonné sa gouvernance. Sous l'influence de son vice-président Dick Cheney, il confère à la présidence des pouvoirs plus étendus, une image plus dirigiste que celle de son père. A. K.



EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

Post-9/11
Les guerres sans fin contre le terrorisme

Le 11-Septembre pousse Washington à tout miser sur sa force militaire. Bafouant l'État de droit et coûteuses, les guerres en Afghanistan et en Irak favorisent un monde multipolaire d'où émerge la puissance chinoise.

PAR PIERRE MELANDRI

Le 11 septembre 2001, moins d'une vingtaine de terroristes portent des coups meurtriers à deux symboles de la puissance américaine : à New York, les deux tours du World Trade Center, icône de leur emprise financière ; à Washington, le Pentagone, siège de leur force militaire. Aux yeux des États-Unis, les attentats marquent l'irruption brutale de la face sombre d'une globalisation surtout perçue jusqu'ici comme renforçant leur puissance et leur prospérité. Ils démontrent que la mondialisation peut, tout autant sinon plus, servir leurs ennemis, ces derniers n'étant plus fatalement d'autres pays, mais des groupes et individus hostiles à leur hégémonie.

Déjà, avec Pearl Harbour, les Américains avaient fait l'expérience de leur vulnérabilité. Mais ils voient, cette fois, leur territoire continental directement touché et près de 3 000 de leurs ressortissants tués. Une page neuve de leur histoire semble commencer. Pour leurs dirigeants, l'heure de choix existentiels a sonné.

Vont-ils profiter de la vague internationale de sympathie et du sursaut national provoqués par la tragédie pour adapter leur leadership à un monde renouvelé et s'attaquer aux problèmes de leur économie et de leur société ? Ou instrumentaliser le danger pour promouvoir encore plus agressivement leur puissance et leur influence, et poursuivre la politique néolibérale embrassée par le pays depuis de longues années au risque d'encore en aggraver les retombées – accroissement des inégalités, polarisation politique et endettement à l'étranger ? C'est la seconde voie que George W. Bush choisit d'emprunter. À un coût si élevé qu'en 2008, l'ancien président Clinton pourra ainsi résumer : « Chez nous, le "rêve américain" est assiégé […] Le leadership américain est affaibli à l'étranger. »

← L'AMÉRIQUE FRAPPÉE AU CŒUR **Des équipes de recherche et de sauvetage inspectent les décombres du World Trade Center, deux jours après les attentats du 11-Septembre, qui ont fait près de 3 000 morts, dont 400 sauveteurs (pompiers et policiers).**

↓ L'HISTOIRE PRISE AU VIF **Rassemblés dans la salle de crise, Obama entouré de son équipe de sécurité nationale et du vice-président Biden (à g.) assistent le 1er mai 2011 à l'assaut du repaire de Ben Laden au Pakistan (opération *Neptune's Spear*), qui conduit à la mort du terroriste.**



PICTORIAL PRESS LTD/ALAMY STOCK PHOTO

« Le terrorisme, voilà l'ennemi »

« Le 11-Septembre a tout changé », a expliqué le vice-président Dick Cheney. Non seulement George W. Bush qui voulait se consacrer avant tout aux affaires intérieures n'a d'autre choix que de donner à la politique extérieure la priorité, mais son approche se voit entièrement renversée. Il avait proclamé sa volonté de fonder sa relation au reste du monde sur « l'humilité ». Or, persuadé que le terrorisme islamiste est le produit pervers des régimes tyranniques qui ne laissent aux opposants d'autre mode d'expression que le fanatisme, il se fixe pour mission d'assurer « l'expansion de la liberté au monde entier », notamment au « Grand Moyen-Orient », où le mal est né et menace de se développer.

La peur quasi panique provoquée par les attentats semble avoir libéré l'hybris – le sentiment d'omnipotence – instillée par la chute de l'URSS mais bridée par le « syndrome vietnamien ». Consciente jusqu'ici des limites de ses moyens, l'équipe au pouvoir n'en fixe désormais plus à ses fins. Elle croit voir dans la puissance militaire la clé de la domination planétaire. La « guerre contre le terrorisme » s'attaque pour commencer à l'Afghanistan, où le cerveau des attentats, Oussama Ben Laden, a trouvé refuge auprès des talibans. Elle offre surtout une occasion inespérée à ceux qui, depuis des années, veulent voir Saddam Hussein, le dictateur irakien, renversé. Las ! Très vite, les Américains découvrent les limites de ces « guerres sans fin » qui feront des centaines de milliers de morts et coûteront des milliers de milliards de dollars. Certes, dès 2001, les talibans sont ▶

► défaits, en 2003, Saddam Hussein est renversé puis capturé *(lire p. 80)* ; Ben Laden, tué en 2011. Mais, en Afghanistan, les États-Unis se heurtent au double jeu du Pakistan et font très vite figure d'occupants impopulaires auprès des habitants. En Irak, ils découvrent que gagner une guerre est beaucoup plus facile qu'instaurer la paix. Pire, leur intervention débouche sur l'émergence d'un État islamique et renforce l'influence de l'Iran au Moyen-Orient. En février 2011, Robert Gates, alors à la tête du Pentagone, déclare : « Tout futur secrétaire à la Défense qui conseillerait au président d'envoyer à nouveau une grande armée de terre américaine en Asie, au Moyen-Orient ou en Afrique, devrait avoir son cerveau soumis à examen. »

Une image ternie à l'international

Pour l'Amérique, le 11-Septembre a changé le monde. Mais pour le monde, il l'a tout autant changée. « Nous devons porter la bataille chez l'ennemi et faire face aux pires menaces avant qu'elles n'émergent » : dès septembre 2002, elle s'arroge le droit de mener des guerres préventives. Mieux, au nom de la suprématie de son modèle de société, elle revendique celui d'empêcher toute autre puissance de contester sa primauté. L'archi-unilatéralisme que, dès lors, ses dirigeants n'hésitent plus à embrasser, l'invasion de l'Irak sous un motif fallacieux sans l'aval du Conseil de sécurité, le recours à la torture, les photos de prisonniers dénudés, ligotés, menacés par des chiens dans la prison d'Abou Ghraib ne tardent pas à suggérer que les États-Unis s'exonèrent des règles qu'ils entendent imposer. Début 2003, ils font figure en Europe de « plus grand danger pour la paix ». Au même moment, ils semblent plus loin que jamais du modèle de démocratie qu'ils prétendent incarner. Alors que, dans la nouvelle économie mondialisée, le « rêve américain » semble moins accessible que par le passé, « l'état d'exception » que le contexte de guerre permet d'imposer érode les libertés, dont Washington ne cesse de se réclamer. Dans l'atmosphère de panique que les attentats ont engendrée, l'administration arrache le vote d'un Patriot Act qui permet de très larges interférences de l'État dans les vies privées, Bush s'érige en « président de temps de guerre » pouvant passer outre la volonté du Congrès tandis que l'avertissement du ministre de la Justice selon lequel critiquer l'exécutif revient « à aider les terroristes » tétanise les journalistes.



SAMIR MEZBANE/AP/SIPA

COLÈRE INFLAMMABLE
Alors que le monde se mobilise le 15 février 2003 contre l'imminence d'une intervention états-unienne en Irak, des soutiens de Sadam Hussein rassemblés à Bagdad par le régime dénoncent cette menace et brûlent le drapeau américain.

La fin de « l'ère unipolaire »

L'Amérique entre en guerre pour étendre son influence planétaire. Ses interventions ont l'effet exactement contraire. Elle reste, sans doute, la première mais n'est bientôt plus la seule puissance qui compte dans un monde à nouveau multipolaire. Tout d'abord, George W. Bush procède à une baisse de la fiscalité, laquelle, conjuguée à l'envol des dépenses militaires, provoque un déficit du budget qui, sous l'impact de la crise financière de 2008 puis du Covid finit



BRIDGEMAN IMAGES

TAPIS ROUGE ET BILLET VERT
Le président Xi Jinping accueille son homologue Donald Trump à Pékin le 9 novembre 2017. Durant cette visite d'État de deux jours, 250 milliards de dollars d'accords commerciaux sont signés. « Entre nous, le courant passe bien », a précisé Donald Trump.

par s'envoler. Ensuite, la politique néolibérale qu'il s'empresse d'accentuer creuse les inégalités et renforce la polarisation au sein de la société. Du coup, endettés et divisés, les États-Unis sont relativement affaiblis alors que leur suprématie est confrontée à un nouveau défi. Des années durant, leur focalisation sur le Moyen-Orient détourne leur attention d'un autre développement : l'émergence d'un nouveau supergrand. Convaincu que c'est du terrorisme que vient le danger, George W. Bush ne voit plus dans la Chine un « compétiteur stratégique » mais, alors même qu'elle entre à l'OMC, un partenaire économique. Les liens sont bientôt tels que les deux pays semblent se fondre dans une « Chimérique », où les importations, investissements, rachats de firmes et transferts de technologie des États-Unis débouchent, outre sur la disparition de nombre de centres industriels américains, sur une ascension fulgurante de Pékin. Quand le pays prend conscience des retombées géopolitiques de cette dernière, la page ouverte par le « 9/11 » ne tarde pas à se refermer. *« It's China, Stupid! »* : bientôt, un consensus bipartisan commence à se nouer autour de l'idée qu'endiguer la montée de la Chine est la vraie priorité. En 2011, Barack Obama proclame un « pivot vers l'Asie ». Bientôt, l'administration Trump multiplie les obstacles à la croissance économique de la Chine et, dès 2018, elle érige « la compétition stratégique interétatique » au rang de premier défi pour l'Amérique. Alors que la « guerre contre le terrorisme » voit son statut rétrogradé, qu'à « l'ère unipolaire » succède un monde toujours plus turbulent et fragmenté et que la Chine, la Russie et les pays du Sud global n'hésitent plus à défier l'ordre international libéral promu par Washington au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est aux États-Unis mêmes que celui-ci se voit directement contesté.

America First : le retour

Trump est, sans doute, le produit de la réaction de la classe moyenne blanche aux retombées de la mondialisation et de la crise de 2008. Les bouleversements provoqués par le « 9/11 » ont probablement tout autant contribué à son succès. Tout d'abord, la sidération des attentats favorise la diffusion de thèses complotistes et l'émergence d'une ère de « post-vérité » que Trump sait mieux que quiconque exploiter. Parallèlement, elle engendre une méfiance instinctive de « l'étranger » que ses dénonciations virulentes de l'immigration s'attachent à capitaliser. Ensuite et surtout, toute sa campagne vise à instrumentaliser les frustrations que les années post-11-Septembre n'ont cessé de susciter : « lui seul », clame-t-il, peut rendre au pays sa grandeur passée. L'ascension de la Chine ? « Le plus grand vol de l'histoire du monde » que des dirigeants américains ineptes ont avalisé. L'immense lassitude face aux « guerres sans fin » ? Le fruit, là encore, de l'incompétence d'un establishment qui a oublié qu'avant 1945, l'Amérique avait prospéré non en cherchant à imposer un « ordre libéral » et à reconstruire des contrées éloignées mais en érigeant ses seuls intérêts *(America First)* en absolue priorité. Alors qu'une majorité d'Américains pensent, depuis 2004, que le pays est sur la mauvaise voie et que la confiance dans les institutions s'est effondrée, Trump propose d'en finir avec une politique étrangère qui, selon lui, ne sert pas le pays mais ses alliés et ses ennemis. Quitte à réaliser, au moins, une partie de l'objectif que Ben Laden avait poursuivi et à sonner le glas de la *Pax Americana*. ✶

RDV PATRIOTIQUE *MADE IN USA* **Fidèle à son *dress code* (cravate et casquette rouges sur costume sombre), Trump assiste en décembre 2019 au 120e match de football américain Army-Navy opposant les académies militaire et navale de West Point : un moment sportif, martial et chauvin qu'il ne pouvait pas rater.**



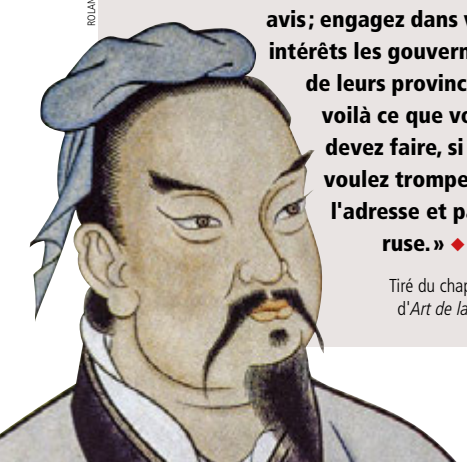
DOD PHOTO/ALAMY STOCK PHOTO

SUN ZI, MAÎTRE TROMPEUR

Ce théoricien militaire chinois professe, au VI^e-V^e siècle av. J.-C., d'habiles conseils pour duper l'ennemi.

« N'oubliez rien pour lui débaucher ce qu'il y aura de mieux dans son parti : offres, présents, caresses, que rien ne soit omis. Trompez même s'il le faut : engagez les gens d'honneur qui sont chez lui à des actions honteuses et indignes de leur réputation, […] et ne manquez pas de les faire divulguer. Entretenez des liaisons secrètes avec ce qu'il y a de plus vicieux chez les ennemis ; servez-vous-en pour aller à vos fins, en leur joignant d'autres vicieux. Traversez leur gouvernement, semez la dissension parmi leurs chefs, fournissez des sujets de colère aux uns contre les autres, faites-les murmurer contre leurs officiers, ameutez les officiers subalternes contre leurs supérieurs, faites en sorte qu'ils manquent de vivres et de munitions, répandez parmi eux quelques airs d'une musique voluptueuse qui leur amollisse le cœur, envoyez-leur des femmes pour achever de les corrompre, tâchez qu'ils sortent lorsqu'il faudra qu'ils soient dans leur camp, et qu'ils soient tranquilles dans leur camp lorsqu'il faudrait qu'ils tinssent la campagne ; faites-leur donner sans cesse de fausses alarmes et de faux avis ; engagez dans vos intérêts les gouverneurs de leurs provinces ; voilà ce que vous devez faire, si vous voulez tromper par l'adresse et par la ruse. » ◆

Tiré du chapitre VIII d'*Art de la guerre*.



ROLAND AND SABRINA MICHAUD / AKG-IMAGES



Bien fiole qui s'y fie
Le 5 février 2003, à l'ONU, le secrétaire d'État américain Colin Powell présente des « preuves irréfutables » contre Saddam Hussein, dont des flacons d'anthrax.

REUTERS/RAY STUBBLEBINE

Irak : des armes de confusion massive

« L'Irak de Saddam Hussein possède et produit des armes biologiques tout en poursuivant un programme d'armes nucléaires. » Le 7 octobre 2002, le président des États-Unis, George W. Bush, lance ces accusations en affirmant s'appuyer sur des renseignements solides de ses services secrets. Face à une telle menace, une intervention militaire s'avère indispensable. Même ton va-t-en-guerre de la part de son secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, qui assure détenir des « preuves irréfutables » du fait que l'Irak abritait, en connaissance de cause, des membres d'Al-Qaida.

Un peu plus d'un an après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, ces déclarations des plus hautes autorités de l'administration américaine serviront de prétexte à la deuxième guerre du Golfe, qui, en 2003, renversera le régime de Saddam Hussein et plongera le Moyen-Orient dans le chaos. Sans attendre le résultat d'une enquête de l'ONU, les Américains et leurs alliés britanniques envoient leurs troupes. Mais leurs preuves étaient fausses.

Treize ans après cette intervention, le dossier des services de renseignements invoqués par Georges W. Bush est finalement publié. Les espions américains y expliquent qu'il n'y a pas d'indices laissant supposer que Bagdad a relancé un éventuel programme d'armes biologiques et que les Irakiens n'ont pas les moyens de fabriquer des armes nucléaires. Dans leur conclusion, ils affirment donc que l'utilisation par Saddam Hussein d'armes de destruction massive est « peu probable ». ◆ O. T.

Rendez-vous

France-Suisse

La Paix perpétuelle

Le 500e anniversaire de la Paix perpétuelle entre la France et les treize cantons suisses, signée le 29 novembre 1516, sera célébré au palais du Luxembourg à Paris le 27 septembre, sous le haut patronage du président du Sénat Gérard Larcher, en partenariat avec *L'Histoire*. Le comité scientifique du colloque a été réuni sous la houlette de Thomas Maissen, qui évoquera Marignan et le traité de Fribourg comme lieux de mémoire, et Lucien Bély, qui parlera du regard français sur la Suisse sous Louis XIV. Yves-Marie Bercé et Olivier Christin en seront aussi.

Colloque le 27 septembre de 9 h 30 à 17 h 30. Entrée libre, inscription obligatoire à par.culture@eda.admin.ch

Dernière minute

L'Irak, patrimoine en péril



WELTBILD/INTERFOTO/AKG

■ Fouilles à Our, l'une des plus anciennes villes du monde.

Le 17 juillet 2016, l'Unesco a intégré à sa liste du patrimoine de l'humanité quatre sites du sud de l'Irak : Eridou, sanctuaire du dieu de la sagesse, première ville créée après le déluge d'après la tradition sumérienne ; Ourouk, cité du légendaire roi Gilgamesh, où ont été retrouvées les plus anciennes traces d'écriture ; Our, la ville du dieu de la Lune, ses tombes royales et sa fière ziggurat, ses quartiers d'habitation et ses ports. S'y ajoutent les *Ahwar*, régions où le Tigre et l'Euphrate se jettent dans le golfe Arabo-Persique ; en partie asséchés dans les années 1990 par Saddam Hussein car refuge des insurgés chiites, ces marécages abritent une biodiversité toute particulière. Ils rejoignent sur cette liste les quatre sites du nord de l'Irak, aujourd'hui menacés : Assour, l'une des capitales de l'Empire assyrien ; Hatra entre Empires parthe et romain ; Samarra la capitale de l'Empire abbasside et son célèbre minaret en spirale du IXe siècle ; la citadelle d'Erbil et ses superbes maisons du XIXe siècle.

Véronique Grandpierre

Les nouveaux
Petits Atlas historiques

NOUVEAUTÉS EN LIBRAIRIE



Une approche pédagogique exceptionnelle de l'Histoire par les cartes avec :
- des tableaux comparatifs, des chronologies,
- des portraits, des analyses synthétiques.

- Un **format agrandi**
- Texte et cartographie en **bichromie**
- Prix unique **22 €**

ARMAND COLIN
Tout le catalogue sur **www.armand-colin.com**

Il y a trente ans commençait l'opération

Le 17 janvier 1991, une coalition internationale dominée par les États-Unis attaque l'Irak de Saddam Hussein, qui avait

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte

DÉFENSE Un Jaguar vient d'entrer au musée. Trente ans après avoir participé à l'opération « Tempête du désert », l'engin a été accueilli officiellement, dimanche, dans la collection du Musée de l'air et de l'espace. Ce monoplace d'appui tactique supersonique avait été imaginé dans les années 1960. Le 17 janvier 1991, lors du déclenchement du premier raid de la guerre de libération du Koweït – la guerre du Golfe –, l'appareil participe à l'attaque contre la base d'Al Jaber, suspectée d'abriter des missiles Scud irakiens. Quatre avions français sont touchés lors de l'opération.

Il y a trente ans, le monde est en train de basculer. Un peu plus d'un an après la chute du mur de Berlin, alors que l'URSS vacille, l'invasion du Koweït en août 1990 par l'Irak suscite une riposte d'une ampleur inégalée. Saddam Hussein accuse son voisin de tirer les prix du pétrole vers le bas. Mais entraîné par une logique guerrière, aux abois financièrement et aveuglé par son succès lors de la guerre contre l'Iran dans les années 1980, le dictateur de Bagdad s'est fourvoyé. Ni Moscou ni Pékin ne font barrage au Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis prennent la tête d'une coalition internationale qui leur permet d'exposer toute leur puissance et de prendre la main au Moyen-Orient. La plupart des pays arabes se sont ralliés derrière Washington. L'Arabie saoudite veut consolider son statut de partenaire privilégié. La Syrie négocie en échange une liberté de manœuvre au Liban. Les cartes géopolitiques se redistribuent.

Après 43 jours de campagne aérienne des alliés, les blindés de la divison Daguet, *(ici un VAB et un un char AMX30 du 4e régiment de dragons)*, partent à l'assaut des forces irakiennes, en février 1991, en Irak.
JOSE NICOLAS

Un conflit court

« *En 1991, nous rentrons dans un monde unipolaire* », souligne Olivier Schmitt, directeur des études à l'IHEDN. La guerre froide est terminée et les États-Unis n'ont plus de compétiteurs. « *Toutes les grandes puissances se trouvent dans le même camp, c'est exceptionnel dans l'histoire. Et c'est ce qui est en train de changer aujourd'hui* », poursuit-il. En 1991, la guerre contre l'Irak est courte : 43 jours de campagne aérienne, 96 heures de bataille au sol. Présenté comme la quatrième armée du monde, l'Irak s'écroule plus vite que ne l'avaient prévu les stratèges américains. Pour faire plier Bagdad, ils ont appliqué la doctrine d'Air Land Battle élaborée durant les années 1980 pour vaincre le Pacte de Varsovie. Grâce à leur suprématie aérienne, les États-Unis neutralisent toute résistance sous l'œil des télévisions mondiales, qui suivent le conflit en direct. « Tempête du désert » marque une rup-

Le 24 février à 4 h 30, la nuit s'est embrasée...

ARNAUD DE LA GRANGE
@arnodelagrange

SUR L'HORIZON de sable et de pierre, la nuit s'est embrasée de lueurs pourpres et jaunes. Comme un lever de soleil brutal ou un grand incendie. Il n'est que 4 heures du matin pourtant et cette fausse aube est dangereuse. Elle n'est que le reflet du chapelet d'explosions qui secouent le grand désert. Derrière nous, la batterie américaine de lance-roquettes multiples s'est réveillée et les salves serrées passent au-dessus de nos têtes pour aller frapper les positions de l'armée irakienne. La « Tempête du désert » s'est levée. À 4 h 30, ce 24 février 1991, le déluge d'artillerie cesse et l'ordre de l'assaut est donné aux régiments français. L'offensive terrestre contre l'Irak de Saddam Hussein vient de commencer.

Pour les marsouins du 3e Rima (régiment d'infanterie de marine) et les cavaliers du 4e régiment de dragons équipés de chars AMX 30 qui l'accompagnent, le moment est solennel. Dans les VAB, ces véhicules de l'avant-blindés qui transportent les fantassins, ou les chars, les visages sont graves. Le choc est annoncé comme violent. L'armée irakienne est décrite comme la quatrième du monde, même si l'on s'apercevra que des lignes d'effectifs ne font pas forcément une force efficace. Surtout, ses armes chimiques – dont on sait qu'elle n'hésite pas à se servir – inquiètent. Le patron des armées françaises, le général Maurice Schmitt, a lui-même averti que les combats pourraient faire 100 000 morts. « *On avait prévu des pertes lourdes, avec hôpitaux de campagne et hélicoptères d'évacuation* », se souvient le colonel Bernard Thorette, qui commandait le régiment avant de devenir plus tard chef d'état-major de l'armée de terre. Il a enregistré 287 testaments, dont le sien. De manière plus légère et en vertu des pouvoirs d'officier d'état civil qui lui sont dévolus en tant que chef de corps, le colonel a aussi procédé à une quinzaine de mariages de soldats désireux de convoler avant d'aller au combat.

Pour un certain nombre de soldats, qui campent sous les étoiles d'Orient depuis des semaines, le signal du combat est accueilli avec soulagement. Pour nous aussi, journalistes, le temps de l'action est bienvenu. La campagne aérienne qui a débuté le 17 janvier, après que Saddam Hussein a ignoré l'ultimatum lui enjoignant d'évacuer le Koweït envahi le 2 août précédent, est parfois ingrate à couvrir. Bien sûr, il y a eu des visites sur la base d'al-Ahsa aux pilotes de Mirage 2000 et Jaguar qui mènent des missions de bombardement au Koweït et en Irak. Au total, les 2 250 avions alliés ont fait plus de 100 000 sorties aériennes. Mais on reste loin du front. Et à l'austérité du désert, répond celle de la « base arrière ». Le Novotel de Riyad est le QG de la presse française mais le bar ne sert pas d'alcool. Hemingway ou Bodard n'auraient guère goûté cette guerre sans comptoirs... À un reporter débutant, le chef du service étranger de l'époque, Charles Lambroschini, a donné une chance formidable. *Le Figaro* a mis en place un gros dispositif. Des journalistes sont déployés tout autour de la zone d'affrontement, en Jordanie, aux Émirats arabes unis, en Israël, en Turquie... Et nous sommes trois en Arabie saoudite, avec François Luizet et Jean-Jacques Mével, qui suivons les Américains. Avec Mével, une nuit à Dhahran, nous avons droit à notre premier Scud s'abattant non loin de nous. Les débris du missile nous amusent alors, tant ils ressemblent aux morceaux d'une grosse boîte de conserve.

Pour un certain nombre de soldats, qui campent sous les étoiles d'Orient depuis des semaines, le signal du combat est accueilli avec soulagement

Au sommet de la falaise qui domine l'entendue désertique où il va falloir débouler, les blindés forment une longue ligne d'attaque. En face, la 45e division d'infanterie irakienne. « *En avant !* » Dans le véhicule léger tout-terrain P4 de l'officier de transmissions qui m'accueille, la radio crache enfin l'ordre d'assaut donné par le général Janvier, commandant de la division Daguet, qui aligne 12 000 hommes. Elle est placée sous contrôle opérationnel américain. Plus à l'ouest, un autre groupement composé des légionnaires du 1er REC (régiment étranger de cavalerie) et du 2e REI (régiment étranger d'infanterie), des cavaliers du 1er régiment de spahis et des « bigors » du 11e régiment d'artillerie de marine, s'ébroue lui aussi. Les hélicoptères de combat du 1er RHC filent en rase-mottes vers l'avant du dispositif. « *Nous allons écrire une belle page d'Histoire. Courage à tous* », dit le colonel Thorette dans le combiné. Puis, reprenant le surnom des troupes de marine, l'ancienne « Coloniale », il lance à ses hommes : « *A toute la*



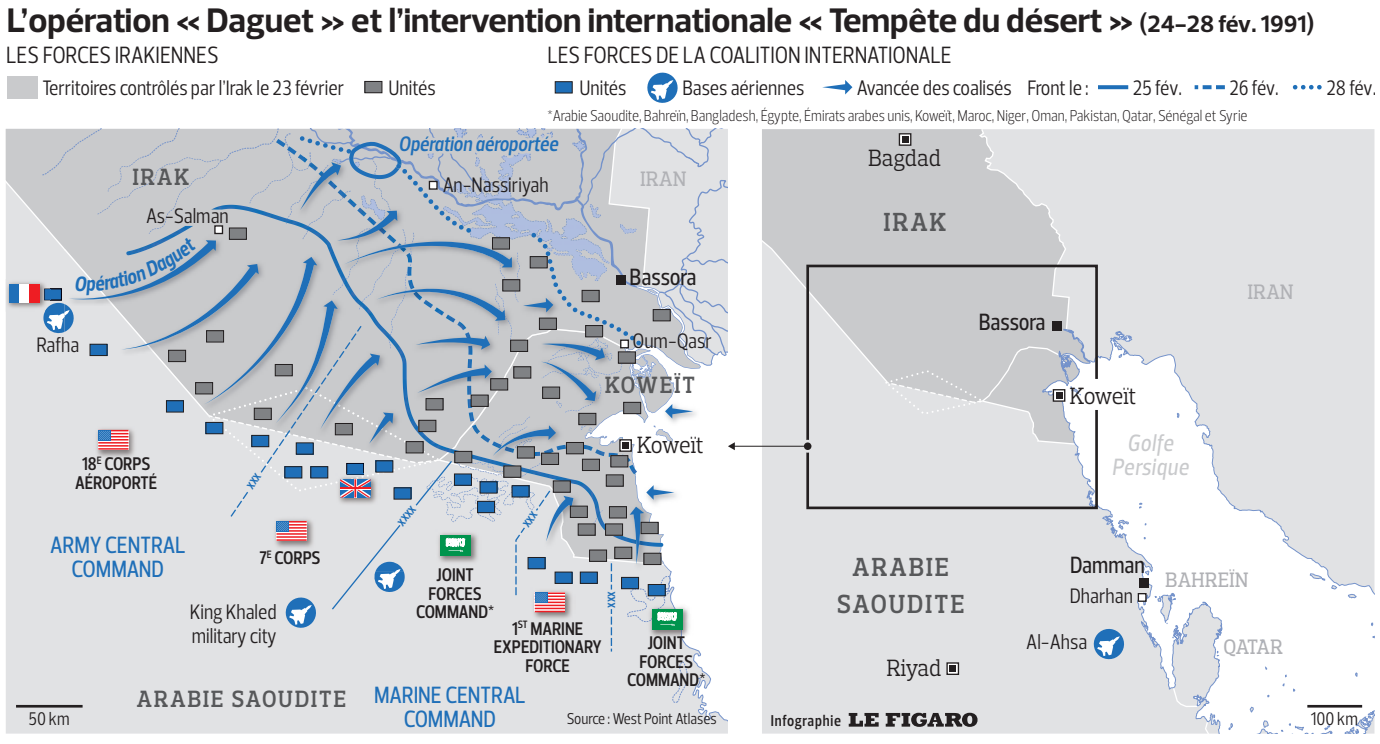
Colo, au paquet, en avant ! » Les compagnies bondissent, épaulées par un escadron léger du RICM (régiment d'infanterie chars de marine) et de chars lourds du 4e dragons. Parmi les lieutenants du 3e Rima, un certain François Lecointre, actuel chef d'état-major des armées et alors chef de section à la 1re compagnie.

Les marsouins tombent vite sur les premières positions irakiennes et le combat est engagé. L'artillerie irakienne tire dans notre direction et d'inquiétants panaches noirs explosent dans le ciel. Par crainte d'obus chimiques, ordre est donné d'enfiler les masques à gaz. Les affrontements sont courts mais parfois violents. Avant chaque assaut d'un point dur, les troupes françaises déclenchent un tir d'artillerie de 155 mm, de mortier ou de lance-roquettes multiples, afin d'éviter les pertes dans leurs rangs. Souvent « *sidérés* », les soldats de Saddam se rendent en masse. Le spectacle est hallucinant. Ils sont des dizaines, des centaines, à sortir de leurs trous et tranchées, un tissu blanc à la main ou les bras levés. Certains sont blessés. La division fait 1200 prisonniers le premier jour. À plusieurs reprises, des soldats s'avancent vers moi pour se rendre et me remettre leurs armes. Je les aiguille aimablement vers le guichet d'à-côté... Il faut dire que les apparences peuvent être trompeuses. Avec le photographe José Nicolas, de l'agence Sipa, nous sommes équipés de la même tenue de combat que la troupe. Le service de communication des armées, qui n'avait pas l'habitude d'un tel conflit ultramédiatisé, a choisi une dizaine de journalistes – officiers de réserve ou ayant un petit passé militaire – pour être *embedded* (insérés) dans les unités de combat. Un choix qui a fait grincer quelques dents... Au 3e Rima, Thorette joue le jeu. Rien n'est caché et notre 4×4 peut caracoler en tête de la colonne. Le GPS de l'équipe a été acheté chez un *shipchandler* de Vannes. Le régiment a dû partir vite et certains équipements manquaient...

12 000 soldats français
de la division Daguet participent à l'opération « Tempête du désert », entre le 17 janvier et le 28 février 1991

Le premier objectif est la position « Rochambeau », un point haut fortifié à mi-chemin sur de la ville d'As-Salman, but final du 3e Rima. Il est atteint au milieu d'une gigantesque tempête de sable et de pluie. De gros rochers sont plantés au milieu du désert comme des pierres tombales et les Irakiens ont transformé l'endroit en fortin. Quand le ciel s'apaise un peu, l'attaque est lancée. Là encore, les soldats tirent au canon de 20 mm, à la mitrailleuse lourde et au missile antichar Milan sur les redoutes de l'ennemi pour créer un effet de choc. Les projectiles font éclater la rocaille. Puis c'est l'assaut, à l'ancienne, en courant baïonnette au canon. Le terrain est fait d'une vilaine caillasse et l'on redoute les mines ou la « pollution » par des munitions alliées, ces redoutables *cluster-bombs*. Nous avons suivi le mouvement et courons aussi pour gravir la butte. L'avantage d'être avec un photographe de guerre, c'est que l'on est toujours entraîné au plus près... Ancien parachutiste, José Nicolas est à son affaire. La fusillade est brouillonne et la charge rapide. Les soldats escaladent la butte en lâchant des rafales. Les impacts lèvent un nuage de poussière qui barre la vue. Assommés par la violence du feu, des soldats irakiens se sont aplatis dans leur trou, mains sur la tête. Un groupe d'irréductibles résiste encore. Un officier irakien refuse d'aller raisonner ce

L'opération « Daguet » et l'intervention internationale « Tempête du désert » (24-28 fév. 1991)



« Tempête du désert »

envahi le Koweït.

ture dans l'art de la guerre. L'opération est suivie scrupuleusement à Pékin par un groupe d'experts.

La guerre s'interrompt avant de faire tomber Bagdad et Saddam Hussein. *« George Bush père a raisonné en stratège »*, souligne Pierre Razoux, directeur académique de la FMES. *« Il a compris que l'Irak était cruciale dans l'équilibre du Moyen-Orient. »* L'Irak est affaibli mais assez fort encore face à la Syrie ou l'Iran. C'est une marque de *« pragmatisme et d'équilibre »*, tandis que la guerre du Golfe de 2003, conduite par son fils George W Bush, est empreinte *« d'idéologie »*, souligne le chercheur.

Pour la France, « Tempête du désert » est un révélateur des faiblesses de l'armée. Les avions, trop vieux, ne sont pas en mesure d'assurer des missions de première importance, faute de capacités de tir de précision et parce qu'ils sont *« les jambes trop courtes »*. Pire, il faut écarter les Mirage F1! L'armée irakienne possède le même type d'avions et la coalition craint des tirs fratricides. Au sol, la France peine à aligner 15 000 hommes pour l'opération « Daguet » quand la coalition en compte près d'un million. Ces lacunes accélèrent les réflexions qui aboutiront à la fin de la conscription, cinq ans plus tard. La réorganisation qui s'enclenche est profonde : la logique interarmées se développe ainsi que de nouveaux moyens. La direction du renseignement militaire est créée. Au niveau politique, la rhétorique gaullienne d'indépendance, qui pouvait résonner juste pendant la guerre froide, paraît en décalage. Une page se tourne. ■

Un militaire français du 13e régiment de dragons parachutistes interroge un prisonnier, près de la ville d'As-Salman, dans le sud de l'Irak, en février 1991.
JOSE NICOLAS



dernier carré : *« Ils vont me mettre une balle dans la peau »*... L'affaire se règle vite et l'éminence est coiffée par la compagnie. Quand le soir tombe, le régiment a fait 400 prisonniers, détruit trois chars T-62 et récupéré des centaines d'armes.

L'offensive recommence le 25 à l'aube. *« Attaquez, attaquez, attaquez ! »* : le général Janvier a demandé de pousser les feux. L'atmosphère est étrange. Le ciel a des couleurs de drap sale et ce désert souvent n'est pas beau, fait plus de pierres coupantes que de dunes harmonieuses. Les VAB y laissent quelques pneus. Ici et là, le panache noir d'un incendie, un blindé ou une batterie de canons irakiens qui brûlent. Des avions de bombardement américains A10 viennent piquer sur des objectifs devant nous et le ronflement de leurs canons à tir rapide emplit l'atmosphère. Parfois, la silhouette pressée d'un fennec ou les formes plus macabres de cadavres. Les abords de d'as-Salman sont atteints au soir tombant.

Les Américains ont baptisé « Texas » l'axe menant à as-Salman. Mais les Français ont donné à la ville le nom de code de « Clèves »... L'opération ne s'appelle-t-elle pas « Princesse » ? Les ordres sont clairs, il s'agit de prendre la bourgade en douceur en évitant les victimes civiles. Dans la nuit, le 3e Rima fait mouvement. Au petit matin, il est déployé au pied de la colline, bien visible. Un petit détachement s'approche. À l'aide de haut-parleurs, il demande aux habitants de sortir et se rendre. Vêtements flottants dans les airs fous de la tempête qui redouble, des vieillards émergent du brouillard sableux. Puis des femmes, des enfants mais pas de soldats, qui avaient évacué la ville. Il y a peu de monde à « Concorde ». Les points caractéristiques ont été baptisés du nom de stations du métro parisien et le cimetière s'appelle « Père-Lachaise » La fouille commence, méthodique, prudente. La peur des engins piégés rôde et le sol est partout jonché de *cluster-bombs*.

Matérialisant cette crainte, deux fortes déflagrations secouent l'air lourd. Elles viennent du fort qui domine la ville. Des commandos y ont été héliportés. Les forces spéciales n'existent pas encore en tant que telles et il s'agit de Craps (commandos de recherche et d'action en profondeur) provenant de plusieurs unités. Pour l'essentiel du 1er RPIMa (régiment de parachutistes d'infanterie de marine), mais aussi du 13e RDP (régiment de dragons parachutistes) et du 2e REP (régiment étranger de parachutistes). Parmi ces derniers, l'actuel patron de l'armée de terre, le général Thierry Burkhard. Le compte rendu tombe à la radio, glaçant. On relève deux morts et 25 blessés, dont le colonel Rosier, commandant le 1er RPIMa. À la nuit, des centaines d'armes, des tonnes de munitions, des radios, des cartes et des documents de commandement ont été récupérés.

Souvent « sidérés », les soldats de Saddam se rendent en masse. Le spectacle est hallucinant. Ils sortent de leurs trous et tranchées, un tissu blanc à la main ou les bras levés

L'ordre de cessez-le-feu tombe le 28 février à 8 heures du matin. L'offensive terrestre a duré trois jours, avec moins de résistance que redouté, peu de sommeil et beaucoup de sable. Pour marquer l'événement, le colonel Thorette fait sonner le clairon dans le désert. On ne le sait pas encore mais ce conflit va conditionner l'armée française telle qu'elle est aujourd'hui. *« Par son ampleur, il fut d'une tout autre nature que ce que nous avions connu jusque-là,* commente aujourd'hui le général Thorette. *C'est ce qui a décidé de la professionnalisation lancée quatre ans plus tard, le président François Mitterrand ayant refusé l'envoi d'appelés du contingent. »* Engagés aux côtés de 400 000 ou 500 000 soldats américains et alliés, les Français mesurent aussi leurs lacunes. *« Nous avons pris conscience de l'importance des appuis, du renseignement - et nous en manquions notablement -, de la logistique,* poursuit Thorette, *et tout ce qui permet aujourd'hui la bonne conduite de nos opérations extérieures a vu le jour suite à cet engagement. »* Parmi ces conséquences immédiates, la création dès 1992 du COS (Commandement des opérations spéciales), la DRM (Direction du renseignement militaire) ou le COIA (Centre opérationnel interarmées). La France, elle, a redécouvert la guerre.

Le 3e Rima va encore rester un mois en Irak. Avant de quitter le Moyen-Orient, les régiments de la division iront symboliquement tremper leurs fanions dans l'Euphrate. Si pour les Français les combats sont terminés, ils continuent dans les marais chiites, avec la garde républicaine de Saddam Hussein. Le Koweït a été libéré, certes, mais rien n'est réglé comme la suite de l'histoire l'a montré. Douze ans plus tard, l'Amérique sera de nouveau à la manœuvre pour cette fois-ci aller jusqu'à Bagdad. Avec une folle volonté de faire table rase du passé dont la région paye encore le prix aujourd'hui. ■



F. BOUCHON/LE FIGARO

« Tout ce qui permet aujourd'hui la bonne conduite de nos opérations extérieures a vu le jour suite à cet engagement »
GÉNÉRAL THORETTE, ANCIEN CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE, AYANT PARTICIPÉ À L'OPÉRATION « TEMPÊTE DU DÉSERT, À LA TÊTE DU 3E RIMA

Le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace, au ministère des Armées, en 2018.
F. BOUCHON/LE FIGARO

Lavigne : « La guerre du Golfe marque l'entrée dans une nouvelle ère »

LE GÉNÉRAL Philippe Lavigne est le chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

LE FIGARO. – Il y a trente ans, la France participait à la guerre du Golfe : 43 jours d'opérations aériennes, 96 heures de bataille terrestre. Il s'agissait de la première opération aérienne d'envergure depuis des décennies. Quelles en étaient les caractéristiques ?
Général LAVIGNE. – L'armée de l'air n'avait pas été engagée dans une projection de force et de puissance de cette envergure depuis la crise de Suez en 1956. La réflexion stratégique avait aussi beaucoup évolué à ce moment-là : la fin des années 1980 est marquée par les écrits de John Warden sur l'emploi stratégique de l'aviation. La guerre du Golfe constitue une démonstration de ces concepts en organisant, après la conquête de la supériorité aérienne, l'attaque des centres de gravité de l'ennemi afin de le paralyser.

Quelle est la leçon de « Tempête du désert » pour la France ?
Le transport stratégique se révèle déterminant. Notre défi durant l'été 1990, parce que l'on sait qu'une offensive se prépare, est de pouvoir projeter logistiquement l'opération « Daguet ». Plus de 40 avions de chasse, et même plus de 50 à la fin du conflit, seront déployés au plus près du théâtre sur la base aérienne projetée d'al-Ahsa. Le volume est considérable : il représente 10 % de la flotte. Cette expérience nous a servis ensuite pour consolider notre base à N'Djamena, et pour déployer celles à Niamey et à H5 *(en Jordanie, NDLR)*. L'autre leçon, c'est l'arrivée des premiers avions modernes, les Mirage 2000 RDI. Pendant l'opération, les Jaguar ou les Mirage* ont été utiles notamment pour les missions d'attaque et de défense aérienne. Mais ils ont montré leurs limites par rapport aux moyens américains. La guerre du Golfe révèle le besoin de modernisation. Il nous faut des avions polyvalents qui peuvent faire de la supériorité aérienne ou de l'attaque. C'est l'exigence américaine aujourd'hui au Levant. Dernière leçon : le commandement. La guerre du Golfe marque l'entrée dans une nouvelle ère où la capacité de voir et de fusionner du renseignement en temps réel est essentielle pour pouvoir agir.

La France a joué un rôle modeste dans la guerre : avec une cinquantaine d'avions sur les 2 400 de la coalition et 1 400 missions sur les 114 000 sorties de combat. Quelle était la marge de manœuvre de la France ?
Nous avons participé à la montée en puissance depuis l'été 1990 jusqu'au déclenchement de l'opération avec mise en place de la base et de personnels au sein du Combined Air Operations Center. Nous avons constaté la nécessité d'augmenter notre interopérabilité avec nos partenaires américains. Il a fallu progresser à tous les niveaux, stratégique ou opératif. En 1991, nous n'étions pas encore revenus dans la structure de commandement intégré de l'Otan. Depuis dix ans, nous sommes dans la *trilateral strategic initiative* pour réfléchir à l'emploi de l'arme aérienne. Cela se traduit par des exercices « Atlantic Trident » dont le prochain aura lieu en mai 2021 sur la base de Mont-de-Marsan. L'Alliance est le pilier de la construction de l'interopérabilité. Nous parlons aujourd'hui de *plug and fight*. Nous sommes capables de rejoindre des avions britanniques ou américains et nous pouvons mener des opérations communes, nous parlons le même langage.

Demain, une opération comme « Tempête du désert » serait-elle possible ?
Oui, mais ce sera beaucoup plus difficile. Le développement des défenses sol-air, comme en Syrie, complexifie la capacité d'action dans la profondeur. Les Russes, les Chinois et parfois des acteurs régionaux veulent aussi contrer notre liberté d'action. Ce risque majeur est particulièrement pris en compte par les forces aériennes stratégiques qui doivent absolument pénétrer ces dispositifs de déni d'accès. Elles tirent les moyens conventionnels vers l'excellence.

« Cette guerre a aussi mis en lumière le fait qu'il ne sert à rien d'avoir du nombre si en face l'adversaire est plus performant »

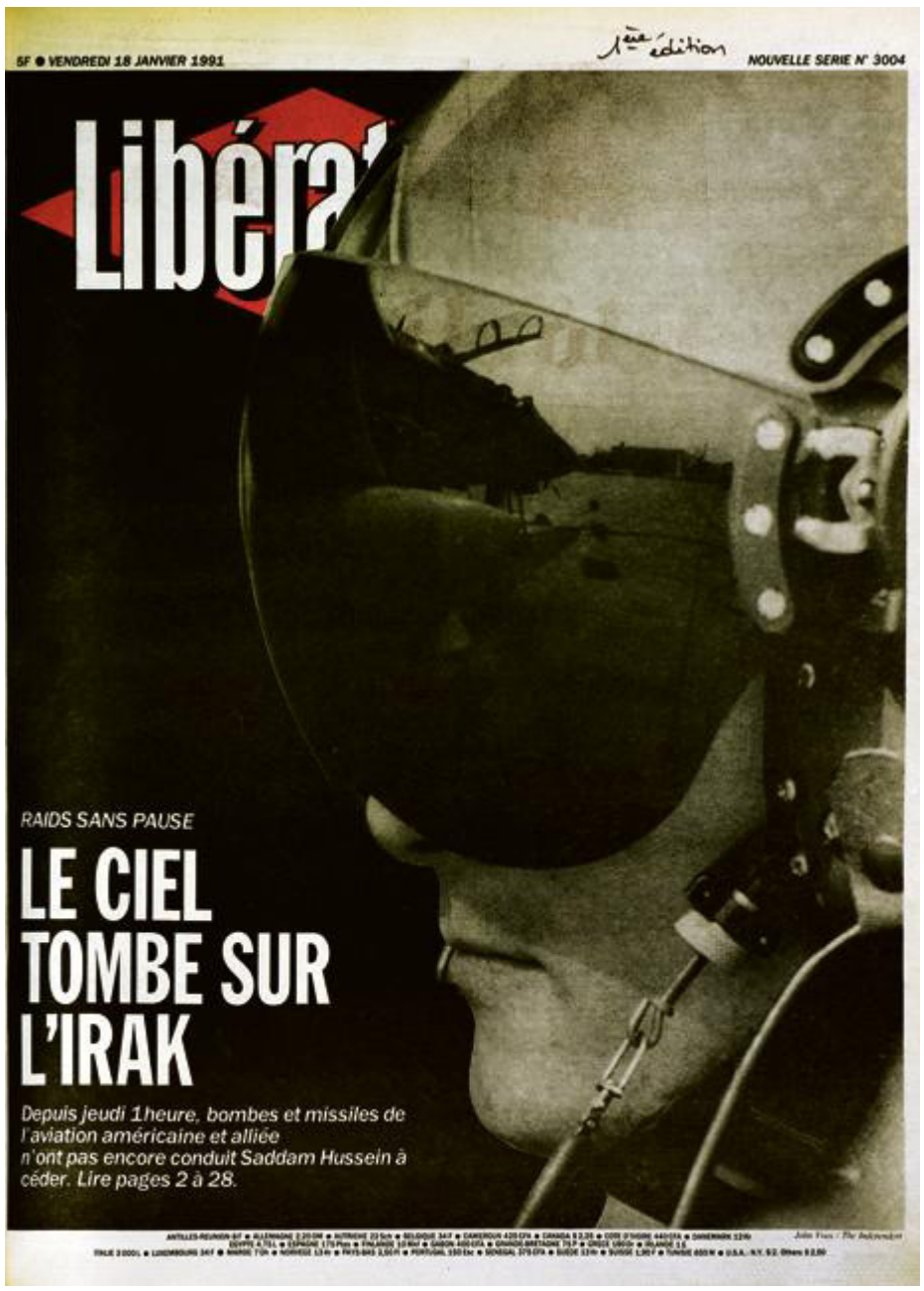
Paradoxalement, ensuite, les capacités de l'armée de l'air ont été réduites après la guerre du Golfe.
Nous sommes passés de 450 avions de combat à 300, puis à 200... La France a privilégié un modèle d'armée complet, ce qui suppose des choix pour toutes les armées. Ils ont conduit à une réduction pour l'armée de l'air. L'objectif pour 2030 est d'avoir 225 avions de combat polyvalents air et marine. La polyvalence est essentielle. Les Mirage 2000D ou 5 sont de superbes avions mais ils sont monomission. Je n'engage plus de Mirage 2000D dans l'espace aérien syrien. Par ailleurs, aujourd'hui et demain, nous n'agirons pas seuls en opération. Le nombre est fait par la coalition. La guerre du Golfe a aussi mis en lumière le fait qu'il ne sert à rien d'avoir du nombre si en face l'adversaire est plus performant. C'est l'idée du Scaf, le système de combat aérien du futur. La masse sera aussi obtenue par l'association autour de l'avion de combat de *remote carriers*, c'est-à-dire de drones, d'effecteurs, de moyens de guerre électronique. Néanmoins, il ne faut pas oublier la question de l'attrition. Trente ans de supériorité aérienne nous ont épargnés de ce côté-là. Mais il faudra en tenir compte à l'avenir avec des conflits plus durs. Le risque d'attrition diminue la capacité d'agir à l'extérieur de l'espace national. Si nous n'avons pas assez de moyens disponibles, nous n'aurons pas d'autre choix que de nous concentrer sur le cœur de nos missions, la protection du territoire et la composante nucléaire aéroportée, qui demande un socle minimal de forces. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **N. B.**

**Le Mirage est un avion construit par le groupe Dassault, propriétaire du Figaro*



Dans les archives de «Libé». Janvier 1991 : les Etats-Unis de George Bush père bombardent la capitale irakienne, lançant la première phase de l'opération «Tempête du désert» cinq mois après l'invasion du Koweït par le régime de Saddam Hussein.



Guerre du Golfe, acte II

Par **MARC KRAVETZ** («Libération» du 18 janvier 1991)
Envoyé spécial à Bagdad

A 2h35, les sirènes se sont mises à hurler sur Bagdad et, dans les minutes qui suivaient, l'électricité s'éteignait. Un peu moins de dix-neuf heures après l'expiration de l'ultimatum fixé par le Conseil de sécurité des Nations unies, soit vers 3 heures du matin en heure locale, Bagdad allait connaître ses premiers bombardements d'une guerre que, faute de pouvoir conjurer, on s'efforçait jusqu'à l'ultime minute de ne pas croire possible. C'est seulement à l'aube, à l'écoute des radios étrangères, qu'on aura appris à Bagdad l'ampleur de la première phase de l'opération «Tempête du désert». Impossible de dire combien des 400 raids aériens annoncés par le Pentagone et les 18 000 tonnes d'explosif déversées dans les trois premières heures étaient destinés à la seule capitale irakienne. Tôt le matin jeudi, on pouvait seulement constater que le bâtiment qui, sur la rive du Tigre, abrite les Télécommunications, avait été sévèrement touché par au moins trois bombes dont les impacts étaient visibles au sommet de l'immeuble. Dès avant 4 heures du matin, toutes les communications par téléphone et télex étaient interrompues. Dans les premières minutes de l'attaque une ou plusieurs bombes se sont abattues sur le ministère de l'Industrie, pouvait-on constater depuis l'hôtel Rashid, proche du ministère et qui abrite la quasi-totalité des journalistes étrangers présents à Bagdad.

Lors de la deuxième vague de bombardements qui a commencé vers 8 heures, le ministère de la Défense semble avoir été sérieusement touché, à en juger par l'épaisse fumée noire qui s'en échappait. Les autorités irakiennes n'ont donné aucun bilan des dégâts ni de pertes militaires ou de victimes civiles éventuelles durant ces raids, tant concernant Bagdad que le front proprement dit, la région de Bassorah, au sud du pays, ou le Koweït. C'est seulement en fin de matinée qu'un porte-parole du ministère de l'Information a lu un bref communiqué militaire affirmant que quatorze avions américains avaient été abattus, dont trois au-dessus de Bagdad.

D'immenses traînées rouges de balles traçantes, ponctuées d'éclairs blancs et de détonations sourdes.

Avant même que ne retentissent les sirènes, on pouvait entendre depuis l'hôtel Rashid des pétarades de tirs de DCA. Les tirs n'ont cessé de s'amplifier jusqu'à l'heure de l'alerte générale. D'immenses traînées rouges discontinues de balles traçantes, ponctuées d'éclairs blancs et de la détonation sourde d'engins plus lourds, étaient visibles à l'ouest et au sud de la ville. Outre quelque 150 journalistes d'une vingtaine de nationalités, des dizaines d'Irakiens étaient en famille depuis la veille à l'hôtel Rashid dont les abris sont réputés parmi les plus sûrs de la ville. Tout le monde s'est ainsi retrouvé dans les cages d'escalier à l'appel des services de sécurité de l'hôtel ou des journalistes venant réveiller d'autres confrères dans leur chambre pour se rendre au «salon Ali Baba», puisqu'ainsi se nomme l'abri sur les panneaux indicateurs à l'intérieur du Rashid. [...] Sur les marches des escaliers, les journalistes prenaient hâtivement des notes, enregistraient ou filmaient les premières réactions des civils présents, généralement peu loquaces, ou tentaient en pure perte de capter les radios occidentales sur leurs postes. De l'inquiétude visible, mais ni affolement ni panique. On se parlait peu, sauf pour se dire à mots brefs ou parfois même d'un regard: *«Voilà, cette fois, ça y est.»* Cinq mois et demi après l'invasion irakienne du Koweït. Quarante-neuf jours après le vote de la résolution 678 du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït, la bataille est donc engagée. *«C'est la mère des batailles qui commence»*, annonçait mercredi matin Saddam Hussein dans un bref message radio.

Deux heures avant le déclenchement des opérations, le raïs avait adressé une longue lettre ouverte à George Bush. *«Le peuple irakien ne se pliera pas à la tyrannie. Comment pouvez-vous imaginer que l'intimidation et la menace puissent mettre à genoux un peuple qui ne s'agenouille que devant Dieu ?»*

Saddam Hussein annonçait en outre qu'Israël, *«qui appartient au peuple du mal au sein des Etats-Unis, sera lui aussi sous le marteau»*. Il n'oubliait pas au passage le roi Fahd d'Arabie Saoudite. *«Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas utilisé notre armée contre vous. Mais puisque vous laissez les infidèles nous attaquer depuis votre territoire, sachez que désormais tout est possible contre vous de la part de votre peuple.»* Le même message était adressé aux autres émirs du Golfe. En conclusion, Saddam Hussein exigeait de George Bush de *«laisser les Arabes régler entre eux un problème arabe»*.[...]

Depuis la première attaque de la nuit, une large partie de la ville est totalement privée d'eau et d'électricité, c'est le cas notamment de l'hôtel Rashid. Interrogé sur le fait de savoir si, comme il l'avait déclaré à plusieurs reprises durant les dernières semaines, Saddam Hussein pourrait riposter en direction d'Israël ou incendier les champs pétrolifères du Koweït, le directeur général de l'Information a refusé tout commentaire. *«No comment»* également sur le refus d'établir les pertes irakiennes civiles ou militaires. Le communiqué militaire annonçant que les quatorze appareils américains avaient été abattus ajoutait qu'on avait ordonné de ne faire aucun mal aux pilotes s'ils étaient pris: *«Cela est contraire à la loi islamique,* précisa le porte-parole, *et de plus ces gens seront très utiles pour nos services de renseignement.»* Mais à 13 heures, aucun pilote n'avait été, à sa connaissance, retrouvé.

En milieu d'après-midi, alors qu'un calme absolu régnait sur Bagdad, des dizaines de journalistes cherchaient par tous les moyens à quitter le pays par la route en direction de la Jordanie[...]. En l'état actuel des choses, il serait bien difficile de décider s'il est plus sûr de rester à Bagdad ou de prendre la route vers la capitale jordanienne. Difficile aussi de savoir si les raids de la nuit et de la matinée avaient valeur d'avertissement ou de test de la capacité de résistance de Saddam Hussein, ou s'ils en annoncent éventuellement de plus meurtriers. Guerre pour le Koweït ou guerre contre l'Irak? La réponse pourrait ne plus tarder longtemps et probablement pas dans les termes polis des débats au siège de l'ONU à Manhattan mais plutôt depuis le ciel de Bagdad. A 16 h 45, alors que le soleil se couchait, les bombardements recommençaient. Ils devaient s'interrompre une heure plus tard, dans un long hurlement de sirène. ◆

D'UNE GUERRE À L'AUTRE

Lancée le 17 janvier à 0h30, l'opération «Tempête du désert» ne durera que quarante-deux jours. L'armée irakienne, présentée alors comme la «troisième armée du monde» (derrière les Russes et les Etats-Unis), sera incapable de livrer une bataille et le conflit se soldera par des centaines de milliers de morts côté irakien. Realpolitik oblige, Saddam Hussein évacuera le Koweït mais conservera le pouvoir. Douze ans plus tard, on reprend presque les mêmes et on recommence. Le leader irakien se laisse entraîner dans un conflit voulu par les Etats-Unis et, une fois encore, son pays s'écroulera en trois semaines. Cette fois, fin de partie pour Saddam qui, après s'être caché, est arrêté et pendu. L'Amérique s'enfonce dans une après-guerre aux relents de Vietnam. F.D.

Documents sauvegardés

la Croix

© 2003 la Croix. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20030317-LC-0030317lc_inx053

Nom de la source
La Croix
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Lundi 17 mars 2003

La Croix

• p. 13

• 454 mots

La crise irakienne. Conflit Etats-Unis Irak. La première guerre du Golfe, en 1991, a correspondu à un retournement majeur de l'économie mondiale. Mais elle n'en était pas la cause. « Tempête du désert » eut un impact bref.

COCHEZ Pierre

Le 17 janvier 1991, l'entrée en guerre des alliés contre l'Irak est saluée par les Bourses mondiales. Paris et Francfort gagnent plus de 7 %, New York plus de 4 % et Londres 2,4 %. Le cours du pétrole, monté jusqu'à 30 dollars avant le conflit, retombe à 18 dollars. Un scénario que les marchés espèrent connaître encore en cas de nouvelle guerre, alors que les Bourses n'arrivent pas à se relever durablement, et que le prix du baril flirte actuellement avec les 35 dollars devant les risques d'une pénurie causée par une possible offensive en Irak. En revanche, ces mêmes marchés ne souhaitent pas revivre les années qui ont suivi la première guerre du Golfe. Les États Unis entraient en récession, entraînant dans leur sillage l'Europe, à l'exception de l'Allemagne encore dopée par sa réunification. En France, la bulle immobilière se dégonflait et l'année 1993 enregistrait des records de chômage.

L'histoire ne se répète pas toujours. Certes, les opérations successives « Bouclier du désert » et « Tempête du désert » comportent des similitudes importantes avec le conflit qui pourrait s'annoncer : un même lieu, les champs pétrolifères du Moyen-Orient ; des acteurs semblables, avec Saddam Hussein et Tarek Aziz d'un côté, un nouveau George Bush, Colin Powell ou Dick Cheney, de l'autre. Mais la conjoncture économique mondiale de 2003 est bien différente de celle de 1991.

A partir de 1993, la plus grave récession de l'après-guerre

Aujourd'hui, les Bourses continuent une chute entamée il y a trois ans. On commence à parler de dépression après avoir constaté la stagnation. Avant la première guerre du golfe, le monde développé sortait d'une période d'embellie économique exceptionnelle. À la veille de la guerre, les États-Unis espéraient entrer dans une huitième année de forte croissance sans inflation, leur plus longue période d'expansion depuis 1945. Pourtant, dès 1990, la croissance avait fléchi aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le phénomène commençait à s'étendre à l'ensemble des pays industrialisés pour conduire, en 1993, à la plus grave récession de l'après-guerre.

Mais, en mars 1991, à la fin d'une intervention alliée éclair en Irak, personne ne semblait anticiper ce retournement de conjoncture. « La fin de la guerre devrait avoir des conséquences bénéfiques sur le climat psychologique pour les décideurs, investisseurs et consommateurs », affirme alors Pierre Bérégovoy, le ministre français de l'économie. Un quotidien économique français titrait : « La guerre s'est fait l'alliée de l'économie américaine. La victoire est l'un des facteurs qui assurent la relance aux États-Unis. » Un autre affirmait que « la fin des combats dans le Golfe pourrait déboucher sur une nouvelle prospérité dans le monde ». Comme souvent, lorsque la réalité devient difficile à admettre, on fait confiance à la « psychologie » des marchés, des investisseurs, des consommateurs, pour permettre de retrouver le chemin de la croissance. La fin de la guerre doit enrayer le ralen-

tissement économique, les ménages retrouvant leur consommation, les industriels leur confiance.

Un an plus tard, l'incidence, positive ou négative, de la guerre du Golfe sur le retournement de l'économie mondiale n'est plus évoquée. Le coût de la guerre a été évalué à une soixantaine de milliards de dollars. Les pays du Golfe, au premier chef l'Arabie saoudite et le Koweït, ont été les plus importants contributeurs au règlement de cette facture. Mais les deux pays étaient, en 1991, les premiers menacés par les projets de Saddam Hussein. Quant aux projets colossaux de reconstruction du Koweït et de l'Irak, censés doper l'économie mondiale, ils devenaient un an après presque virtuels, une fois les puits koweïtiens remis en état.

Pierre COCHEZ

Documents sauvegardés

la Croix

© 2003 la Croix. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20030215-LC-0030215lc_inx028

Nom de la source
La Croix
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Samedi 15 février 2003

La Croix

• p. 10

• 970 mots

Retour sur... Irak. La « Tempête du désert » qui fit plier Saddam Hussein. Douze ans après la guerre du Golfe de 1990-1991, les militaires français ayant participé au conflit en tirent les enseignements.

FOUCHET Antoine

L'actualité internationale est là pour rappeler la guerre du Golfe au colonel Frédéric Guelton. Mais les armes de ce saint-cyrien de 49 ans, ancien professionnel des transmissions avant de devenir historien de l'armée française, sont bien inoffensives puisqu'il s'agit de documents. Des tonnes de papiers ainsi que des témoignages qu'il a commencé à recueillir sur le « théâtre » en 1991. Il était alors le seul historien du détachement français. Les troupes américaines en avaient, de leur côté, près d'une trentaine ! La guerre du Golfe de 1990-1991 n'en était pas à une démesure près.

Aujourd'hui chef du département des recherches du service historique de l'armée de terre, cet officier souligne cette démesure en s'appuyant sur des chiffres (1). Le 17 janvier 1991, jour du lancement de l'offensive « Tempête du désert », la coalition anti-irakienne aligne au sol 540 000 hommes appartenant à 31 nationalités ainsi que 3 050 chars. Dans le ciel, 2 430 avions - dont 1 736 de combat - en provenance de 12 pays. Quant à l'Irak, il dispose de 955 000 hommes, 5 500 chars et 700 avions de combat. La bataille est livrée sur 600 kilomètres de front.

Préparée depuis cinq mois (l'Irak ayant envahi le Koweït le 2 août 1990), la bataille dure quarante-deux jours. Côté irakien, 100 000 soldats sont tués, 300 000 sont blessés et 87 000 faits prisonniers, tandis que 5 000 civils périssent. Ces chiffres, donnés par l'Irak, pourraient bien être plus élevés. Aucune commission internationale n'a pu effectuer une enquête précise. La coalition fait, de son côté, état de 146 tués dans ses rangs (dont deux militaires français) et 467 blessés. Cette guerre aura coûté aux alliés plus de 53 milliards de dollars, pris en charge par l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, le Japon et l'Allemagne.

Selon le colonel Guelton, « l'effort logistique » accompli à l'automne 1990 est « unique dans les annales » : les Etats-Unis n'ont jamais envoyé autant d'hommes aussi loin (à 10 000 kilomètres). Mais surtout la guerre du Golfe marque « une rupture » : « première des guerres de l'ère post-industrielle », elle met en pratique « des modes opératoires issus de la révolution informatique actuelle ». D'où son surnom : la « guerre high-tech » (guerre de haute technologie). Grâce à un réseau dense et sophistiqué d'informations d'origine très majoritairement américaine (satellites, radars, engins téléguidés, avions de reconnaissance, commandos spéciaux, centres de traitement informatique des données), les alliés ont eu dès la phase d'attente, fin 1990, une connaissance presque parfaite du dispositif irakien déployé au Koweït et en Irak même.

L'innovation tient en un déroulement

en deux temps de guerre bien distincts

Les renseignements sur l'ennemi ont permis de préparer une riposte implacable, où la ruse ne sera cependant pas absente. L'innovation tient en un déroulement en deux temps bien distincts, pour à la fois mettre à genoux l'adversaire avant qu'il ait combattu et préserver le plus possible les forces alliées au nom du slogan « zéro mort ». Premier temps donc : l'offensive aérienne, elle aussi « à forte valeur ajoutée technologique »

grâce aux munitions intelligentes principalement américaines (bombes guidées laser, missiles de croisière Tomahawk, et aussi missiles anti-missiles Patriot pour neutraliser les Scud irakiens). Second temps : l'offensive terrestre déclenchée contre un ennemi alors désorganisé et au moral en baisse.

Après cinq semaines de « frappes chirurgicales » qui ont notamment réduit à néant les réseaux de communication du commandement irakien, quatre jours suffisent pour libérer le Koweït et laminer l'armée de Saddam Hussein, dont de nombreux soldats ont déjà déserté. L'Irak a concentré une bonne partie de ses troupes sur le littoral koweïtien car elle s'attend plutôt à un débarquement, que les Etats-Unis semblent préparer par la présence d'une armada de 31 navires avec à leur bord 17 000 marines. Ce n'est qu'un premier leurre : l'autre ruse consiste pour les alliés à procéder, depuis l'Arabie saoudite qui a une longue frontière désertique avec l'Irak, à une gigantesque manoeuvre d'encerclement des forces du dictateur de Bagdad.

Selon le plan du général américain et patron de la coalition Norman Schwarzkopf, des troupes américaines et des troupes islamiques (saoudiennes, égyptiennes, etc.) foncent sur le Koweït, tandis qu'un double mouvement est opéré à l'ouest sur le sol irakien pour couper toute possibilité de repli aux soldats de Saddam Hussein. Les troupes françaises et britanniques participent aux côtés des Américains à ce que les stratèges appellent un « encagement » du champ de bataille.

Les soldats français sont au nombre de 12 000 : en grande majorité professionnels, sur décision du président de la République François Mitterrand. Les appelés, peu nombreux, sont tous volontaires et viennent notamment de la Force d'action rapide. Ces soldats sont équipés de blindés légers, et constituent la division Daguet (le « daguet » est un jeune cerf ou daim dont les dagues poussent). Celle-ci, grâce à une percée fulgurante en territoire irakien, joue les éclaireurs et crée un verrou décisif à Al Salman. Le 28 février 1991, l'Irak accepte le cessez-le-feu sans s'être véritablement battue. Les coalisés arrêtent là leur offensive, la mision donnée par l'ONU - libérer le Koweït - étant remplie.

Lors du retour à Toulon, les honneurs sont rendus aux soldats ainsi qu'aux généraux Bernard Janvier, commandant de la division, Michel Roquejoffre, patron de l'ensemble des éléments français du Golfe (terrestres, aériens, maritimes), et Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées. Personne ne parle encore du « syndrome du Golfe », ensemble de maux de santé qui seraient dus chez des militaires à une médication préventive contre les gaz chimiques.

Pierre Joxe est ministre de la défense depuis le 29 janvier 1991, jour où Jean-Pierre Chevènement a démissionné de ce poste en raison de son opposition à la guerre. L'amiral Jacques Lanxade devient chef d'état-major des armées, après avoir été chef d'état-major particulier de François Mitterrand. Tout converge pour que la France construise une nouvelle génération de satellites (Hélios), dote son aviation de combat de systèmes d'armes plus précis, étoffe ses forces spéciales, renforce la culture interarmées des états-majors, réfléchisse à une meilleure projection des forces.

« La guerre du Golfe a apporté des enseignements, des confirmations surtout », assure ainsi le général Schmitt (2) qui se félicite par ailleurs de la coopération avec le général américain Schwarzkopf. L'amiral Lanxade (3) affirme, de son côté, que le conflit a fait apparaître la nécessité de professionnaliser davantage l'armée française. Cinq ans plus tard, Jacques Chirac décide en fait de la professionnaliser complètement. A ce titre comme à d'autres, la guerre du Golfe aura bien été - selon l'expression du général Roquejoffre - « d'un genre nouveau ».

Antoine FOUCHET

(1) La Guerre américaine du Golfe, de Frédéric Guelton, Presses universitaires de Lyon, 266 p., 21,19 E.

(2) De Diên Biên Phu à Koweït City, de Maurice Schmitt, Grasset, 309 p., 19,50 E.

(3) Quand le monde a basculé, de Jacques Lanxade, Nil Editions, 387 p., 21,19 E.

Ce jour-là

Le 28 février 1991

A 8 heures, heure locale, cinq semaines après le lancement (17 janvier 1991) de l'offensive aérienne et quatre jours après le début de l'offensive terrestre, les opérations sont suspendues alors que les Irakiens ont tous été rejetés hors du Koweït. L'Irak - qui a envahi le Koweït le 2 août 1990 - accepte le cessez-le-feu. L'armée irakienne accuse de lourdes pertes (plus de 100 000 soldats tués, 3 847 chars détruits). Le 3 mars suivant, les vainqueurs - conduits par le général américain Norman Schwarzkopf - et le vaincu - représenté par le chef d'état-major en second le général Sultan Hashim Ahmed - se rencontrent sur l'ancienne

base aérienne de Safwan, en Irak, près de la frontière avec le Koweït. Ils signent un accord sur la sortie de guerre (retour dans leur pays des Koweïtiens déportés en Irak, libération des prisonniers).

Documents sauvegardés

l'Humanité

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20210913·HU·481347

Nom de la source
l'Humanité
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Lundi 13 septembre 2021

l'Humanité

• p. 22

• 580 mots

ÉTATS-UNIS

11 septembre 2001 : une première note déclassifiée

Christophe Deroubaix

Joe Biden a choisi le jour du 20e anniversaire des attentats terroristes pour tenir - partiellement - sa promesse de rendre publics certains documents.

C'était jour de commémorations, mais aussi de début de déclassifications, samedi 11 septembre 2021. Vingt ans après les attaques terroristes, de nombreuses cérémonies ont été organisées. À New York, au Ground Zero, évidemment, mais également au Pentagone ainsi qu'à Shanksville, en Pennsylvanie, où s'était écrasé un quatrième avion à la suite de la révolte des passagers, alors que les terroristes le destinaient à frapper le Capitole. C'est là que Joe Biden a décidé de prononcer un discours, alors que le retrait chaotique des troupes américaines de Kaboul a encore un peu plus décrédibilisé la puissance américaine. « Voilà ce qui va affecter notre bien-être plus que toute autre chose : comment le reste du monde va nous répondre en sachant que nous pouvons, en fait, à nouveau diriger par l'exemplarité de notre pouvoir, a-t-il dit. Et je crois que nous pouvons le faire, nous devons le faire. » « Allons-nous, dans les quatre, cinq, six ou dix prochaines années, démontrer que les démocraties peuvent fonctionner, ou non ? » a-t-il questionné, tandis que son prédécesseur George W. Bush a lancé un appel à l'unité politique, dénonçant, là aussi, « des forces du mal », attaque à peine déguisée contre Donald Trump.

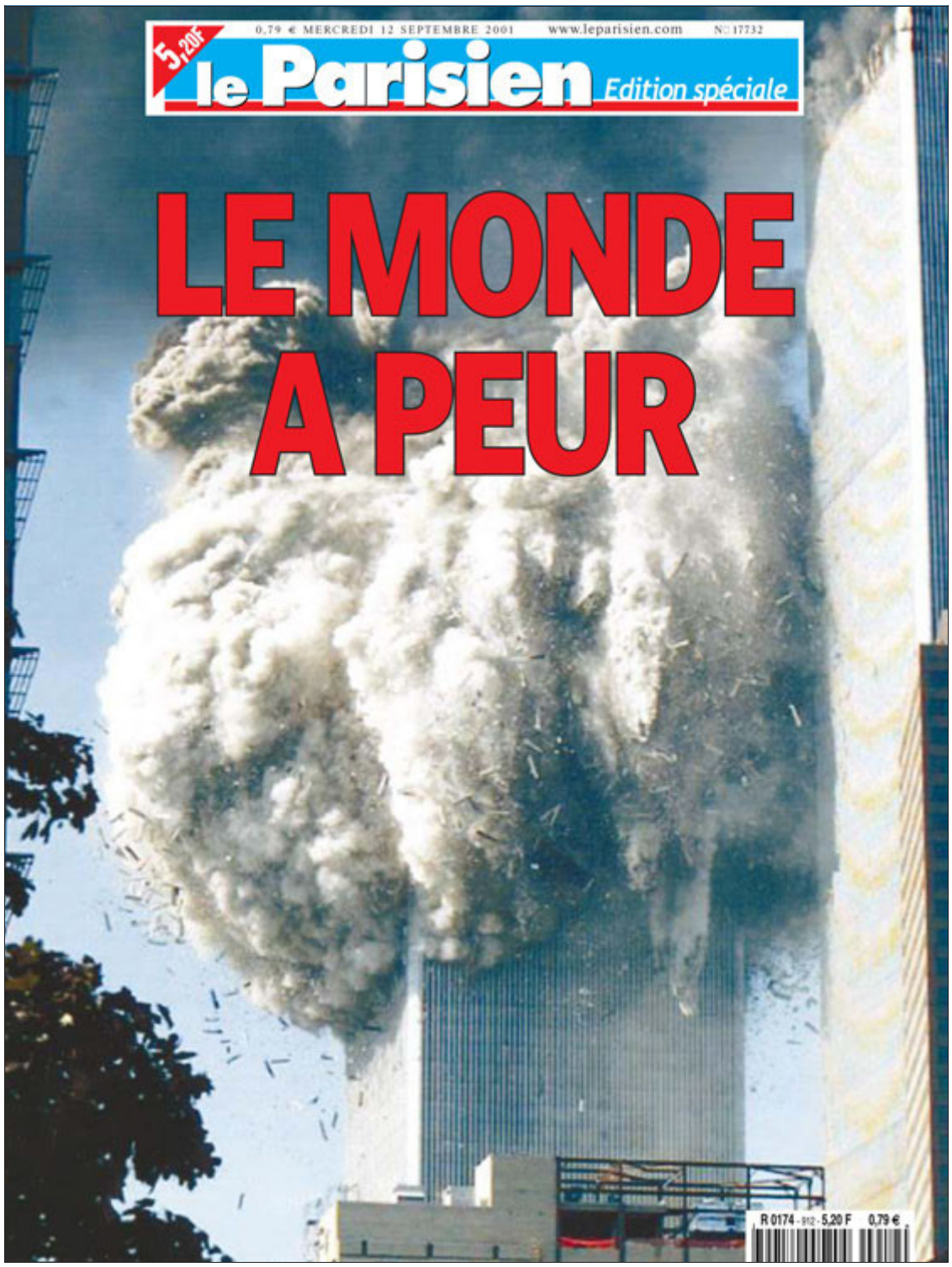
Les familles de victimes restent sur leur faim

Malgré ce climat apparemment consensuel, Joe Biden a mis en acte une promesse récente qui va sans doute jeter un discrédit supplémentaire sur la présidence de « W » : déclassifier une partie des archives sur les attentats du 11 Septembre. Le jour même du 20e anniversaire des attentats terroristes, une première note du FBI a été rendue publique. Datée du 4 avril 2016, elle met en lumière les liens entre Omar Al Bayoumi, un agent saoudien installé en Californie, et deux des pirates de l'air, Nawaf Al Hazmi et Khalid Al Mihdhar, auxquels il aurait apporté une aide logistique. Le document, qui se fonde sur des entretiens réalisés en 2009 et 2015 avec une source dont l'identité est classée, détaille les contacts et les rencontres entre les trois hommes. Il montre également des liens encore plus forts que les deux terroristes et Fahad Al Thumairy, imam conservateur d'une mosquée de Los Angeles et diplomate accrédité au consulat saoudien à la fin des années 1990. La source a indiqué au FBI qu'Al Bayoumi, officiellement simple étudiant, occupait en fait « un rang très élevé » au consulat saoudien. « L'aide de Bayoumi à Hazmi et Mihdhar comprenait des traductions, des voyages, du logement et du financement », selon la note. Cette dernière établit également d'autres liens, via des rencontres, conversations téléphoniques ou autres communications, entre Al Bayoumi et Thumairy avec l'Américano-Yéménite Anouar Al Aulaqi, propagandiste d'al-Qaida dans la péninsule Arabique, tué par des drones américains au Yémen en septembre 2011.

Les familles de victimes poursuivant l'Arabie saoudite pour complicité dans l'organisation des attentats ont obtenu de Joe Biden ce que les trois présidents précédents leur avaient refusé : la déclassification des archives. Elles restent encore sur leur faim. Expurgée de passages essentiels, la note n'établit pas, noir sur blanc, la collusion du pouvoir saoudien avec les terroristes - 15 des 19 étaient des ressortissants saoudiens. La monarchie wahhabite a toujours nié

toute implication directe dans les attentats du 11 Septembre. En 2004, une commission d'enquête avait confirmé cette thèse officielle qui pourrait voler en éclats dans les prochaines semaines avec la publication de nouveaux documents.

À l'occasion des 80 ans de notre titre, nos journalistes vous racontent, chaque dimanche, les coulisses de nos unes les plus marquantes. Aujourd'hui, retour sur celle du 12 septembre 2001, au lendemain du terrible attentat contre le World Trade Center, à New York.



« LE MONDE A PEUR » : l'effroyable attaque fera la une du « Parisien » le 12 septembre 2001 et les jours d'après *(page suivante, du 13 au 16)*, écrasant le reste de l'actualité.

Les Tours s'écroulent et l'Occident vacille

Geoffroy Tomasovitch

LA 406 BLEUE du journal glisse sur l'autoroute A 16 ce matin de septembre. Un parfum de fatigue envahit l'habitacle. La faute à un repos trop bref au bout d'une nuit passée à courir après des hommes jeunes, souvent seuls, effarouchés, des Kurdes ou des Afghans dont le premier but dans la vie est de rejoindre l'Angleterre depuis Sangatte. Les candidats à l'exil s'agglutinent dans des embarcations peu fiables et bravent un danger immense. Quelques-uns ont accepté, parfois en échange de cigarettes, de nous raconter leur périple pour arriver jusque dans le Pas-de-Calais. Leurs témoignages édifiants, recueillis dans un mélange d'anglais niveau collège et de langage des mains, je les ai griffonnés dans mon bloc, éclairé par les phares de la Peugeot.

Ce reportage, je ne l'écrirai pourtant jamais. Car nous sommes le mardi 11 septembre 2001. À Boston, un Boeing 767 d'American Airlines décolle à 7 h 59 à destination de Los Angeles. C'est l'un des quatre avions suicides qui va frapper les États-Unis au cœur, dans un attentat aussi impensable que dévastateur orchestré par Ben Laden et auquel « le Parisien » consacrera, le 12 septembre 2001, une édition spéciale de 21 pages.

Le nez collé aux écrans

Il est des événements qui défient même la mémoire la plus marécageuse. Le 11 Septembre en fait partie. On se rappelle ce que l'on faisait au moment où les pilotes kamikazes d'Al-Qaïda ont rayé de la carte les tours jumelles du World Trade Center (WTC), l'un des symboles de la puissance des États-Unis, érigées en 1973 à New York.

Reporter fraîchement intégré aux informations générales (IG), l'actuel service police-justice du « Parisien », je me retrouve, quelques heures après mon retour de Sangatte, figé, le nez levé vers un poste de télé. Il faut dire que les images de la tour nord, affligée d'un trou béant près de son sommet et chapeautée d'une opaque fumée noire, ont de quoi vous scotcher. Amorce de sidération au siège du quotidien, encore situé à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

« On vient de l'apprendre, un terrible accident d'avion en plein cœur de New York… », annonce Marianne Kottenhoff sur LCI à 15 heures, heure de Paris. Les chaînes de télévision américaines sont déjà passées en édition spéciale. Les conseillers du président américain George W. Bush avancent à moitié convaincus qu'un petit avion a heurté le WTC à 8 h 46.

Les journalistes présents forment des groupes devant les écrans. On regarde plus qu'on ne parle. Christophe Dubois, journaliste de la cellule investigation, rentre du traditionnel match de foot entre collègues du mardi au stade du Landy, à Saint-Ouen. Très loin de là, Marc Payet, collègue en charge de la rubrique santé alors en vacances au Canada, s'apprête à aller pêcher dans un lac des Laurentides…

Le doute n'est plus permis

À 15 h 3, un soupir d'effroi parcourt l'assistance. Un avion vient de s'encastrer dans l'autre tour. En direct sur CNN, cette fois. Le doute n'est plus permis. La thèse de l'accident se dissipe alors qu'un nuage noir corbeau coiffe maintenant les deux gratte-ciel. Fragilisée par des cratères en feu, leur structure va-t-elle tenir ? Un attentat sans précédent. Un événement majeur. Une actu qui va tout vampiriser pendant des jours, des semaines…

Le patron de la rédaction, Christian de Villeneuve, en prend aussitôt la mesure. La rédaction en chef improvise une réunion d'état-major. Fasciné et un peu tendu, je regarde autour de moi. Un autre collègue des IG est présent. Je nous vois déjà dans l'avion, moi avec mes deux heures de sommeil et mon anglais scolaire, largués dans cet univers de fin du monde…

« J'étais médusé devant la télé qu'on regardait en boucle », se rappelle Christophe Dubois, désigné envoyé spécial dès que la piste terroriste s'est confirmée. « J'ai pris mon scooter, et on a tenté de

Vous allez à New York ? C'est un drôle d'endroit où aller en ce moment !

Un douanier à notre journaliste Marc Payet, à la frontière américano-canadienne









partir à l'arrache de Roissy », ajoute l'actuel grand reporter de « Sept à huit » qui va se heurter à un obstacle insurmontable : les États-Unis ont fermé leur espace aérien.

Ce mardi-là, Christophe Dubois et Frédéric Vézard, l'autre envoyé spécial des IG, devront se contenter des réactions d'Américains à l'aéroport, témoins déjà de la stupeur, des larmes et de la colère provoquées par cette attaque terroriste coordonnée qui fera plus de 3 000 morts et 6 000 blessés.

Depuis le Canada, tout redevient possible

Au Canada, où il séjourne avec son épouse et leurs jumeaux de 1 an, Marc Payet guette un mouvement de la canne à pêche dans une barque. Il ne prête pas trop attention à un événement exceptionnel crachoté par un transistor. L'accent québécois brouille un peu le récit. « Au bout de cinq minutes, on a compris qu'il s'agissait d'un attentat », raconte Marc.

Alors qu'il s'apprêtait à regagner Montréal, le voilà gagné par un dilemme. « J'y vais, j'y vais pas ? Je ne cessais de m'interroger. J'ai appelé le journal. Mon chef du service société m'a dit que c'était bien d'avoir appelé, mais que les IG envoyaient deux personnes. » Mais à 2 heures du matin, le téléphone sonne. « C'était la secrétaire des IG. Elle m'a dit : *Je te passe Christian de Villeneuve.* Ce dernier m'a dit : *Salut Marc, tu y vas, reportage !* » Car si on ne peut pas prendre l'avion, on peut sauter dans une voiture. Et depuis le Canada, tout redevient possible. « J'ai pensé : Dans quel merdier je me suis fourré… », se rappelle aujourd'hui l'auteur et journaliste spécialiste des questions de santé qui entend encore la remarque du douanier en franchissant la frontière au volant de sa voiture de location : « Vous allez à New York ? C'est un drôle d'endroit où aller en ce moment ! »

Un numéro 17732 historique

À Saint-Ouen, l'effervescence tisonne tous les étages du journal. Face à un événement d'une telle ampleur, l'heure est à la mobilisation générale sans besoin de la décréter. Chacun oublie son « Sangatte » du jour. L'ambition est de sortir une édition spéciale de 10 doubles pages. Tous les services s'y collent. L'implication des « cartes de presse » et des employés du « Parisien » est totale. Une capacité de réaction maison qui permet de produire un numéro 17732 historique. Une une plein pot avec la photo de l'une des tours surmontée d'un nuage de forme presque atomique, image stupéfiante barrée de quatre mots rouges imprimés en capitales : « LE MONDE A PEUR ». Ce titre remplace la têtière « Fait du jour » dans les 21 pages suivantes comportant les signatures de pas moins de 36 journalistes.

La première double, intitulée « Les terroristes humilient l'Amérique », s'ouvre par un article dont l'attaque résume la sidération ambiante : « Quels mots utiliser pour décrire ce qui s'est passé hier à New York, à Washington ? » Ce papier, dont la chute prévoit que cet attentat annonce un monde différent, dangereux, voire imprévisible, est signé « le Parisien », hommage à l'effort collectif. De la fumée semble s'échapper de ces deux pages où le regard ne peut se détourner de cette femme transformée en statue de poussière ocre, piégée par le nuage géant formé après l'effondrement d'une des tours. Une infographie résume les « 100 minutes de cauchemar » à Manhattan.

Le récit de drames… et d'un miracle

Chef de la rubrique société, Philippe Duport a réussi à joindre un chef d'entreprise français installé à New York. Il a assisté au crash du second appareil, à la désintégration de la tour, « l'équivalent de la disparition de la tour Eiffel pour New York ». Le même nous confie qu'un de ses meilleurs amis n'est pas allé travailler ce matin à cause d'un rhume. Ce qui lui a sauvé la vie. Ses collègues du restaurant situé au dernier étage du WTC ont, eux, tous péri. Le récit d'un miracle, et bien plus souvent de drames. L'édition déroule ensuite des angles variés, de l'onde de choc en France qui n'est « pas à l'abri », à « la faillite des services secrets » américains en passant par l'ombre de Ben Laden, « l'homme qui veut abattre l'Amérique ».

> **On est arrivés à 2 heures du matin. Tous les projecteurs étaient orientés sur ce qui restait du WTC, c'était apocalyptique.**
> **Christophe Dubois,** reporter

Charles Pasqua, interrogé par le journaliste d'investigation Laurent Valdiguié, nous rappelle qu'en décembre 1994 « on a évité ça sur Paris ». Et bien sûr, la Voix express, rubrique signature du « Parisien » – « Aujourd'hui en France » jusqu'en 2020, sonde Monsieur et Madame Tout-le-Monde dans la rue en leur demandant s'ils se sentent à leur tour menacés — le choix du mot « tour » pouvant apparaître un peu maladroit vingt-trois ans plus tard…

Cette édition spéciale comporte déjà pas mal de témoignages, recueillis notamment par notre correspondant à New York Marc Chalamet, sur qui les sollicitations affluent. C'est lui qui va « équiper » Marc Payet. « Marc m'a passé un ordinateur, un photographe américain m'a rejoint, et je suis parti en reportage. Les sujets ne manquaient pas. Les affiches des personnes disparues, les services de santé… J'ai envoyé des papiers dès le premier soir. Ensuite, on s'est retrouvés, avec Christophe, Frédéric et le photographe Vincent Lesage », relate le vacancier devenu le premier envoyé spécial du « Parisien » avant de passer la main.

« La vie s'était arrêtée »

Après « deux ou trois jours, je ne sais plus », Christophe Dubois avait fini par arriver à New York, en atterrissant à Montréal puis en finissant par la route. « On est arrivés à 2 heures du matin. Il y avait un halo de lumière, tous les projecteurs étaient orientés sur ce qui restait du WTC, c'était apocalyptique. Une image d'enfer sur Terre que l'on voyait à 20 km », se remémore Christophe, qui ne connaissait pas New York. Autre souvenir, autre « image dingue ». « J'ai passé le dernier cordon de sécurité, je ne sais trop comment, et je me suis retrouvé seul au milieu de rues jonchées de papiers et de cendres, avec des vélos encore attachés. La vie s'était arrêtée », décrit-il, frappé par la capacité de résilience des New-Yorkais.

De ce parachutage au cœur du 11 Septembre, Christophe Dubois retient « une expérience folle au plan humain et journalistique ». De la « bravoure linguistique » aussi, comme au moment de taper l'interview d'un pompier spécialisé dans la métallurgie alors qu'il avait « compris un mot sur deux ». Le sentiment surtout d'avoir vécu un moment d'histoire, « à l'intérieur », ce 11 septembre 2001, qui fera la une du « Parisien » les jours d'après, écrasant toute autre actualité, et dont les répliques géostratégiques feront trembler le monde pendant de longues années.


AFP/STAN HONDA

Dans la première double de notre daté 12 septembre 2001, le regard ne peut se détacher de la photo de cette femme, piégée par le nuage de poussière géant formé après l'effondrement d'une des tours.

11 SEPTEMBRE | Au lendemain des attentats contre le World Trade Center en 2001, cinq secouristes essonniens avaient été les seuls étrangers à pouvoir participer aux opérations de recherches et de déblaiement.

« Ce qui nous a saisi d'emblée c'est l'odeur de chair et de ferraille »

FLORIAN LOISY



UMPS

Ces membres de l'UMPS ont été les premiers et seuls non-américains autorisés à entrer sur les ruines de Ground Zero.

UNE HAIE D'HONNEUR de la police à l'aéroport JFK de New York. La poignée de main de l'ex-président Bill Clinton. Mais aussi des morceaux de chair à ramasser un peu partout dans ce nuage de fumée toxique qui a recouvert Ground Zero et les alentours durant plusieurs semaines. Les images s'entrechoquent aujourd'hui encore à l'aube du 20e anniversaire des attaques du 11 septembre 2001 pour les cinq secouristes de l'Essonne qui étaient totalement novices dans la prise en charge des situations d'urgence, et qui se sont retrouvés à donner un coup de main aux Américains, dans les décombres du World Trade Center.

« On n'a pas la prétention d'avoir fait autre chose qu'un geste symbolique, mais à l'époque, il nous semblait important d'être à cet endroit-là pour aider », se rappelle Manuel Carvalho, ex-orphelin d'Auteuil désormais quadragénaire et directeur de l'association UMPS (unité mobile de premiers secours), basée à Sainte-Geneviève-des-Bois.

À l'époque, âgé de 23 ans, il vient d'être engagé en tant qu'ambulancier à Longjumeau. En parallèle, avec certains de ses amis infirmiers ou secouristes qu'il a rencontrés lors de ses formations, Manuel Carvalho a créé l'association UMPS, habilitée pour les actions locales ou internationales.

« On était très compétents, mais fin août 2001, on terminait notre première année et on allait arrêter », se rappelle-t-il. Ils avaient effectué une dizaine d'interventions en douze mois : le salon des Floralies de Sainte-Geneviève-des-Bois, une soirée étudiante du côté d'Orsay, une course de vélo à Montgeron. Au programme de ce genre de journées, à prendre en charge, une déshydratation, un malaise… « On ne facturait pas assez, du coup on avait du mal à survivre et acheter notre matériel, j'y ai injecté tout l'argent que j'avais », reprend Manuel Carvalho.

Lorsque les avions percutent les tours jumelles, Manuel et son ami Anthony, à bord de leur ambulance, entendent les premiers récits sur place à la radio. Ils n'hésitent pas une seconde : « On doit aller les aider ! » Leur arme : outre leur matériel audio et vidéo dédié, leurs trois chiens capables de retrouver les personnes sous les décombres. « On parlait à l'époque de dizaines de milliers de disparus, rembobine Manuel Carvalho. On appelle plusieurs administrations, on nous refile des numéros, on remonte peu à peu la hiérarchie aux États-Unis et puis on tombe sur un responsable qui nous dit : *écoutez, venez, on verra sur place.* »

Viré par son employeur pour cette mission

Ceux qui ne sont alors que les pieds nickelés de l'aide internationale oublient de demander un écrit faisant acte d'engagement officiel. Qu'importe, ils bouclent leurs bagages et tentent de trouver un moyen de gagner New York. « Tous les vols internationaux avaient été interrompus durant quelques jours, on bouillait d'impatience car on ne voulait pas perdre de temps, on a harcelé toutes les compagnies aériennes, car quand on arrive trop tard c'est souvent l'embouteillage humanitaire, il y a beaucoup de monde et moins de tâches urgentes », précise le responsable de l'association UMPS. Finalement Lufthansa affrète un vol le 17 septembre. Le tout premier. Et les cinq secouristes se font offrir le billet par la compagnie. « Mon employeur n'y croyait pas, et comme j'étais encore en période d'essai, il a menacé de me virer si je partais, mais je n'ai pas hésité une seule seconde », avoue Manuel Carvalho qui deviendra comme promis chômeur quelques semaines plus tard.

Dans l'avion, leur statut de secouristes français fait le tour de l'équipage qui prévient d'ailleurs la tour de contrôle. Et à l'aéroport JFK, des policiers les attendent. « Ils ont un fourgon et nous invitent à les suivre. On se demande ce qu'il se passe et si ça ne va pas mal finir pour nous », relate Manuel Carvalho. Au contraire. Une haie d'honneur attend les secouristes. « On est incrédules. On leur dit qu'ils doivent se tromper et qu'on n'est pas une délégation étatique », sourit le responsable de l'UMPS.

Les cinq Français sont escortés dans un bus jusqu'au lieu du sinistre, où les opérations sont toujours aussi intenses. « Pour peu qu'il y ait un accès à l'eau, parfois les victimes peuvent survivre plusieurs dizaines de jours ensevelies », décrypte Manuel Carvalho. Mais sur place, le groupe déchante. Les responsables de l'Agence fédérale des situations d'urgence les éconduisent. « Il faut être accrédité, avoir un ordre de mission officiel pour pénétrer à Ground Zero, avance Manuel Carvalho. Et ils nous disent qu'on est d'ailleurs les premiers étrangers à venir les aider. Car les États-Unis n'ont pas fait une demande d'aide internationale. Ils ne croient pas à notre histoire. »

> On n'a pas la prétention d'avoir fait autre chose qu'un geste symbolique, mais à l'époque, il nous semblait important d'être à cet endroit-là pour aider
>
> MANUEL CARVALHO, FONDATEUR DE UMPS

Au bout de quelques heures, un policier leur demande de partir. Mais ils s'accrochent. « On a montré qu'on avait nos trois chiens », continue le responsable. La rumeur de leur présence se propage parmi les officiels et les sauveteurs à Ground Zero. Ces derniers font pression pour que les Frenchies soient acceptés. « Le soir on nous a donné nos accréditations », lance Manuel Carvalho.

La nuit commence à tomber, les secouristes français n'ont pas dormi depuis plus de 24 heures. Mais ils partent immédiatement à la recherche d'éventuels rescapés. « Ce qui nous saisit d'emblée c'est l'odeur de chair et de ferraille entremêlées, se souvient Manuel Carvalho. Une odeur caractéristique que j'ai pu retrouver une fois ou deux ensuite, sur de très graves accidents de voiture. »

> À chaque fois qu'on sortait un corps, tout le monde se mettait au garde à vous

En dehors de la zone, les gens leur donnent à manger, de quoi se changer et leur montrent des photos de proches disparus en leur demandant de les retrouver. « C'était très compliqué, les chiens étaient perturbés par les morceaux éparpillés partout, mais ils ont marqué l'arrêt à certains endroits », soulignent les secouristes.

À mesure que les jours passent, au bout d'une semaine l'espoir de trouver des survivants est proche du néant. « À chaque fois qu'on sortait un corps, tout le monde se mettait au garde à vous. Au milieu des gravats c'était encore un brasier incandescent, on se rendait utile en ramassant ce qu'on trouvait d'humain, pour les mettre dans des sacs qui partaient pour être analysés, afin que les familles puissent avoir une réponse définitive à leurs angoisses », soupire Manuel Carvalho.

Catastrophes naturelles en Haïti, Algérie, etc.

Les Français finissent par quitter les lieux lorsque les besoins se font moins sentir. À leur retour, l'association a changé de dimension et travaille davantage. Ils repartiront ensuite à plusieurs reprises lors de catastrophes naturelles en Haïti, Algérie, Guatemala, Iran…

Depuis, l'association s'est franchisée et existe dans 18 départements français. Et dans le berceau essonnien, ils sont désormais 60 bénévoles à assurer 22 événements par an en soutien du Samu ou des pompiers, lorsque ces derniers sont débordés. ■

Documents sauvegardés

la Croix

© 2004 la Croix. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20040911-LC-0040911lc_inx009

Nom de la source
La Croix
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Samedi 11 septembre 2004

La Croix

• p. 4

• 755 mots

Dossier. 11 septembre 2001. Attentat du World Trade Center. Les traces de l'Histoire. Au nom de la préservation du site. La Coalition des familles du 11 septembre lutte pour préserver les empreintes des deux tours du World Trade Center. Elles ont même porté plainte contre les autorités qui président à la reconstruction. Au nom du symbole et de la valeur historique. New York, de notre correspondante. Daniel Libeskind passe aux oubliettes

FRAT Irène

Quelques jours seulement avant le troisième anniversaire des attentats, la Coalition des familles du 11 septembre a porté plainte contre deux organismes, l'Autorité portuaire de New York et la Lower Manhattan Development Corporation, qui président aux décisions concernant la reconstruction du site des Tours Jumelles. La Coalition reproche aux autorités de ne pas respecter la loi en matière de préservation historique. « C'est désolant d'en être arrivé là, mais nous n'avions pas le choix », explique Anthony Gardner, son porte-parole. La bataille entre parents en deuil et promoteurs immobiliers ne date pas d'hier.

C'est d'ailleurs, symboliquement, de la difficulté de reconstruire sur un tel lieu dont il s'agit. Faut-il, comme certains Américains le veulent, refaire des tours qui iront jusqu'au ciel, afin de prouver aux terroristes que l'Amérique reste invaincue ? Ou faut-il, au contraire, honorer d'abord la mémoire de ceux que tous ici appellent des « victimes de guerre » ou des « héros » ? « Les deux sont possibles, répond Anthony Gardner, nous demandons simplement que les nouvelles constructions, bâtiments comme stations de métro, préservent les empreintes, les traces de l'endroit où se trouvaient exactement les deux tours jumelles. »

Des traces de soubassement parfaitement visibles sur des photos, selon la Coalition. Mais il semble que les autorités cherchent par tous les moyens à « effacer » ces empreintes. « D'abord, on nous a dit qu'elles n'étaient pas décelables, puis que les soubassements qui restaient, notamment de petites poutrelles métalliques alignées, l'étaient effectivement, et qu'un accès "approprié" y serait donné, rappelle Anthony Gardner. Mais alors que les plans de reconstruction initiaux laissaient un espace au-dessus du lieu, pour qu'il soit visible et accessible au public, les autorités ont finalement décidé d'éliminer cette partie du plan », poursuit le porte-parole des familles.

Les parents en deuil ont donc trouvé la parade. « Comme elles utilisent aussi des fonds fédéraux pour la reconstruction, les autorités sont tenues de se plier aux lois sur la préservation des lieux historiques. Or, le site peut être considéré comme tel. C'est cet argument que nous faisons valoir », explique Anthony Gardner. Les avocats du cabinet Allen & Lippes, à Buffalo, dans le nord de l'État de New York, qui ont par exemple défendu les victimes de Bhopal, ont épousé la cause de la Coalition.

Documents sauvegardés

« Les tours sont entrées dans l'Histoire le jour même où elles ont été détruites, explique ainsi Richard Lippes. Ces empreintes ont donc une valeur historique. Imaginez que l'on ait retrouvé des mosaïques romaines, lors de la construction d'un métro à Paris ou ailleurs, tout aurait été fait pour les préserver. Et au-delà de la valeur historique, les empreintes ont aussi la force de l'authenticité. » D'ailleurs, les familles ne se satisfont pas du mémorial prévu dans les plans de reconstruction. « Un mémorial symbolique, avec un plan d'eau censé ``refléter'' la tragédie, n'aura pas la même valeur que la réalité. Il faut que dans deux cents ans, les empreintes des deux tours puissent encore parler aux visiteurs : c'est ici qu'elles étaient, c'est ici que les victimes sont mortes. Sinon, tout sera oublié », ajoute Anthony Gardner.

La vie de ce jeune étudiant en relations publiques a basculé le 11 septembre 2001, quand son frère, Harvey, dont les restes n'ont jamais été retrouvés, a disparu. Il travaillait au 83e étage de la tour N° 1, chez General Telecom. Anthony met désormais ses qualités relationnelles au service des familles. Qui ne se satisfont pas non plus d'un mur, accolé au plan d'eau et qui portera les noms des victimes. Des noms inscrits au hasard, pour symboliser le destin. « Je veux au contraire pouvoir trouver le nom de mon frère facilement, et être assuré qu'il est bien répertorié dans la bonne tour », insiste Anthony Gardner. « Je veux simplement la vérité historique », s'insurge-t-il.

L'affaire est loin d'être terminée. Mais la construction avance. Une partie des empreintes d'une des deux tours a déjà été recouverte. La Coalition ne demande d'ailleurs pas que les travaux s'arrêtent. Elle souhaite simplement préserver ce qui peut encore l'être, en proposant par exemple qu'un passage en verre soit construit au-dessus des traces, qui resteront ainsi visibles. Elle s'interroge aussi sur la volonté des promoteurs d'« aseptiser » à tout prix ce lieu, dans le but, selon elle, de rentabiliser les surfaces sans avoir à traîner un bagage psychologique. Mais le poids est bien là. Trois ans après les attentats, l'Amérique a du mal à concilier deux contraintes qu'elle s'impose : d'un côté, la rentabilité économique, fondement de la société américaine, et de l'autre, le devoir de mémoire, même s'il est largement exploité à des fins politiques.

Irène FRAT

Daniel Libeskind passe aux oubliettes.

L'article du New York Times, le 20 juin dernier, ne laissait pas de doute. En titrant « Daniel Libeskind rétréci », le quotidien new-yorkais soulignait l'influence de plus en plus réduite de l'architecte choisi pour reconstruire le site du World Trade Center, face à l'autorité portuaire de New York, propriétaire du site, et au cabinet d'architectes Skidmore, Owings et Merrill, contacté par le détenteur du bail des anciens bâtiments, Larry Silverstein. Les éléments du plan originel de Daniel Libeskind - plusieurs tours, dont une faisant symboliquement écho à la statue de la Liberté, un parc des héros, une cascade et, enfin, un mémorial descendant jusqu'aux soubassements des deux anciens édifices - semblent être abandonnés discrètement un à un. Seule la tour de la Liberté, avec sa flèche symbolique, pourrait survivre. Et Daniel Libeskind, qui n'assiste plus aux réunions de travail, la mentionne de moins en moins...

Hugo Micheron Les attentats de 2001 marquent l'avènement du djihadisme européen

Le chercheur détaille comment les attaques contre le World Trade Center ont servi de point de départ pour les terroristes de « Charlie Hebdo » et du Bataclan, quatorze ans après

Perpétrées sur le sol américain, les attaques du 11 septembre 2001 ont aussi été, à bien des égards, le point de départ du djihadisme européen. Embryonnaire jusque-là, l'Europe du djihad se structure à partir de cette date inaugurale du XXIe siècle. Les attentats de novembre 2015, dont le procès commence mercredi 8 septembre, en sont le point d'orgue. Dans les années 1990, quelques dizaines de vétérans du djihad en Afghanistan, en Bosnie ou en Algérie utilisent l'Europe de l'Ouest comme sanctuaire. Le commando du 11-Septembre a bénéficié de solidarités sur plusieurs territoires. Ses membres se rassemblaient à Hambourg, jouissaient de relais financiers et logistiques à Madrid et Copenhague. Le chef des opérations, Mohammed Atta, consultait les principaux idéologues du « Londonistan ». Il disposait d'appuis à Bruxelles, à l'image des assassins du commandant Massoud en Afghanistan le 9 septembre 2001, fidèles d'un centre salafiste de Molenbeek.

En réaction, le démantèlement des filières entrave les capacités d'Al-Qaida, qui formule, en octobre 2002, ses premières menaces contre la France et l'Allemagne, pourtant opposées aux préparatifs de l'invasion de l'Irak. Sur le terrain de la prédication, l'arrestation des vétérans est compensée par l'émancipation de jeunes salafistes qu'ils ont formés. Il en va ainsi des Madrilènes qui organisent les terribles attentats de la gare d'Atocha le 11 mars 2004 (191 morts) ou du groupe de La Haye, qui exécute Theo Van Gogh à Amsterdam le 2 novembre 2004, prélude à l'affaire des caricatures danoises et à ses nombreuses répercussions dans l'Hexagone.

Géographie militante

La première cellule allemande, dite « du Sauerland », prend forme à Ulm après la fuite d'un recruteur du djihad en Bosnie. De même, Mohammad Sidique Khan et ses comparses de Beeston Hill, à Leeds, ont fait leurs classes auprès des imams du « Londonistan » avant de se faire exploser dans le métro de la capitale le 7 juillet 2005 (52 morts). En France, les réseaux des Buttes-Chaumont à Paris ou des frères Clain à Toulouse se développent selon ce schéma. Les premiers seront impliqués dans l'organisation des attentats des 7 et 9 janvier et du 13 novembre 2015, actes que les seconds revendiqueront depuis Raqqa pour le compte de Daech.

Au milieu des années 2000, l'émergence des pionniers de la mouvance européenne ancre le djihadisme dans des territoires bien précis. Leur activisme, localisé dans certains quartiers, dessine une géographie militante : une cinquantaine de villes d'où partiront l'essentiel des 6 000 Européens pour la Syrie dix ans plus tard. Ces microcosmes fournissent déjà, selon des itérations désormais bien connues, des volontaires sur les fronts étrangers qui, une fois aguerris, envisagent de retourner les armes contre les sociétés dont ils sont issus.

Ainsi, les conflits en Irak et en Afghanistan, les deux sous-produits de la « guerre contre la terreur », agissent comme des aimants qui succèdent dans l'imaginaire islamiste aux crises en Bosnie, en Tchétchénie et en Algérie de la décennie précédente. Ils sont aussi des espaces où se développent de nouvelles théories du djihad, plus individualisé, dans lequel l'Europe occupe le maillon faible d'un Occident qu'il faut mettre à genoux. Le monde numérique qui prend son essor est exploité par ces activistes, facilitant les superpositions virtuelles entre les théâtres étrangers et nationaux.

> LES CONFLITS EN IRAK ET EN AFGHANISTAN, LES DEUX SOUS-PRODUITS DE LA « GUERRE CONTRE LA TERREUR », AGISSENT COMME DES AIMANTS

Au tournant des années 2010, les mouvements salafo-djihadistes européens ont atteint une masse critique et s'organisent selon un modèle dont profitera Daech. Des volontaires belges, britanniques et allemands sont suffisamment nombreux dans les zones tribales afghanes pour y fonder leur propre brigade. Moez Garsallaoui, un Molenbeekois, y établit un camp francophone et y accueille, à l'automne 2011, Mohamed Merah. Ses comparses germanophones échafaudent l'un des plus grands projets d'attentat, intégralement coordonné par un réseau européen et validé personnellement par Ben Laden.

Modèle fonctionnel

S'inspirant des méthodes de guérilla urbaine employées lors des attaques de Bombay en 2008, les terroristes prévoient d'ouvrir le feu simultanément à Paris – au pied de la tour Eiffel, sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris – et à Berlin – devant la porte de Brandebourg, la tour de télévision d'Alexanderplatz et la gare centrale. La tentative est déjouée, mais le plan nourrira les réflexions de Daech et se matérialisera le soir du 13 novembre. Dix ans après le 11-Septembre, au moment où Ben Laden est tué par les forces spéciales américaines et où les commentaires se focalisent sur « la fin du djihad global », les pionniers européens disposent d'un modèle fonctionnel qui explique en partie la rapidité avec laquelle le « califat » semblera sortir du sable syrien en 2014.

Dans cet ensemble, les attentats du 13-Novembre sont une résultante du djihadisme européen, un symptôme aigu de son existence. Mais ce phénomène demeure plus vaste socialement et idéologiquement que sa matérialisation dans des attaques. Le « procès du siècle » représente une étape symbolique et incontournable dans une démocratie pour panser certaines blessures et rendre justice face au djihadisme. Mais il n'empêchera pas les mêmes causes de produire les mêmes effets.

A cet égard, la victoire des talibans en Afghanistan augure un nouveau cycle dans les dynamiques salafo-djihadistes mondiales, qui disposent désormais de leur propre écho en Europe. Si l'Afghanistan peut redevenir la pouponnière du djihad qu'il est depuis quarante ans, le pragmatisme des maîtres de Kaboul dessine surtout pour l'heure une synthèse potentielle entre la rigidité doctrinale de l'EI *[organisation Etat islamique]* et la plasticité politique d'Al-Qaida.

Au-delà de leur communication léchée, les talibans incarnent donc un modèle de gouvernance et une utopie partagée dans les milieux islamistes européens, comme en attestent certaines réactions sur les réseaux sociaux français. Vingt ans après le 11-Septembre, le procès du 13-Novembre intervient à la croisée des chemins : les Etats-Unis se retirent du Moyen-Orient, et l'Europe se retrouve face à elle-même et devant une réalité djihadiste endogène que les Américains ne connaissent pas, et doit en tirer les conséquences. ■

Hugo Micheron *est chercheur au département des études proche-orientales de l'université de Princeton*

Jean-Sylvestre Mongrenier Le désastre afghan et le spectre de la décadence

Le retrait américain d'Afghanistan va réveiller les appétits géopolitiques de la Chine et de la Russie qui, « enhardies par le spectacle de la déroute », pourraient se montrer téméraires et commettre des fautes stratégiques, analyse le spécialiste de géopolitique

Vingt ans après les attentats du 11 septembre 2001, le lâchage de l'Afghanistan aura de redoutables conséquences. Déjà, comme après la guerre du Vietnam, le spectre de la décadence hante l'Amérique. Au vrai, l'Europe ne saurait se poser en observateur extérieur. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis dirigent un empire informel qui réunit les nations occidentales. Leurs destinées sont liées.

De prime abord, le redéploiement géostratégique voulu par Washington n'est pourtant pas dépourvu de rationalité. La montée en puissance de la Chine populaire, les visées révisionnistes de la « Russie-Eurasie » ainsi que les ambitions iraniennes au Moyen-Orient préfigurent un regroupement d'« Etats perturbateurs » capables de tournebouler les équilibres géopolitiques. Aussi, la « longue guerre » contre le terrorisme peut-elle faire figure de coûteuse diversion stratégique.

S'étirant depuis les « méditerranées asiatiques » (mers de Chine du Sud et de l'Est) jusqu'aux rivages du golfe Arabo-persique et de l'Afrique orientale, un nouvel ensemble spatial s'impose à l'analyse : la région Indo-Pacifique. Là se détermineraient les rapports de force du XXIe siècle. Menacées de redevenir un petit cap de l'Asie, l'Europe et ses nations ne sauraient s'abstraire de cette grande épreuve. Moins encore la France, avec ses territoires dans les océans Indien et Pacifique. Sans l'alliance américaine, il lui sera difficile de contenir la pression chinoise sur son domaine maritime.

Désintérêt compréhensible

Dans une telle perspective, le désintérêt pour l'Afghanistan, au cœur de la masse terrestre eurasiatique, est compréhensible. N'était-il pas temps de trancher ce « nœud gordien » et de reporter l'effort vers l'Indo-Pacifique ? C'est ce que Joe Biden voulait signifier dans son allocution du 16 août. Pourtant, le maintien d'une force américaine limitée et de contingents de l'OTAN était possible, voire nécessaire. Le discours qui pose les talibans en alliés objectifs de l'Occident contre Al-Qaida et l'Etat islamique laisse dubitatif. Et de l'Afghanistan au Sahel, du golfe de Guinée à la Corne de l'Afrique, jusqu'en Asie du Sud-Est même, la « *longue guerre* » perdurera. De surcroît, le départ d'Afghanistan aura des répercussions sur d'autres points du globe.

Entendons-nous : cette décision n'entraînera pas mécaniquement le lâchage de Taïwan ou de l'Ukraine. Et si le prestige américain est atteint, la « réputation » d'un Etat n'est pas l'alpha et l'oméga du rapport des forces. Avec l'exaspération des rivalités internationales, les facteurs bruts de la puissance s'avèrent plus importants que le « soft power », concept incertain trop souvent convoqué. Sous cet angle, il serait hâtif de penser que la puissance américaine se liquéfie. Il n'en reste pas moins que perceptions et représentations ont leur importance. Le spectacle de la déroute enhardira les dirigeants chinois et russes. Voulant tester les lignes de résistance des Etats-Unis, ils pourraient se montrer téméraires et commettre des fautes stratégiques. Bien souvent, l'histoire diplomatique et militaire a infirmé les calculs de « realpoliticiens » doctrinaires et le machiavélisme prétendument raisonné des chancelleries.

> DE L'AFGHANISTAN AU SAHEL, DU GOLFE DE GUINÉE À LA CORNE DE L'AFRIQUE, JUSQU'EN ASIE DU SUD-EST, LA « LONGUE GUERRE » PERDURERA

Par ailleurs, l'épreuve des volontés n'est pas une simple affaire de PIB et de budgets militaires. Elle se joue tout autant sur le terrain des idées, des valeurs et de la vertu, ces grandeurs morales nourrissant le rapport des forces. Tout ordre politique est porteur d'une éthique, et se limiter au seul objectif d'autoconservation serait le signe d'un profond déclin. Ce thème nous ramène à celui de la décadence. Certes, l'emploi de ce concept doit être prudent mais on ne saurait ignorer l'entropie qui menace empires et civilisations.

Présentement, le sens du tragique et la compréhension des antinomies auxquelles se heurte l'action historique font cruellement défaut. Pour les critiques, la chute de Kaboul marquerait la faillite du « state building » *[construction d'un Etat en Afghanistan]*, l'échec des interventions extérieures et la vanité de l'universalisme occidental. Afin de vivre en paix, veulent-ils croire, il faudrait se replier à l'abri des frontières nationales et renoncer à agir sur le cours des événements.

Combler le vide politique

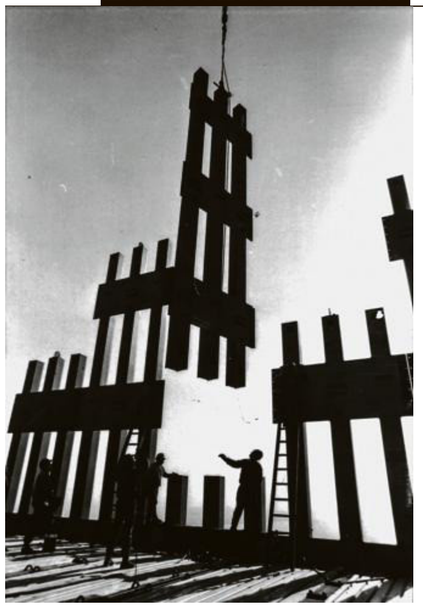
Pourtant, après les attentats du 11 septembre 2001 et le refus des talibans de se désolidariser d'Al-Qaida, eût-il été concevable de ne pas intervenir militairement ? Sitôt le régime des talibans dispersé, fallait-il se retirer pour voir ces derniers reprendre de suite le pouvoir ? Non. Une fois sur place, les Etats-Unis et leurs alliés, avec le blanc-seing de l'ONU, devaient tenter de combler le vide politique. Loin de prétendre instaurer une démocratie à l'occidentale, comme on leur reproche, ils ont composé avec les réalités locales et les « seigneurs de la guerre ».

A l'évidence, cette grande entreprise d'ingénierie sociopolitique a échoué, mais quelle était donc la formule magique à invoquer pour conjurer la force des choses ? En matière de géopolitique comme dans la vie, l'agir humain ne fait jamais que repousser les échéances. Remémorons-nous le mythe de Sisyphe.

In fine, les questions stratégiques et géopolitiques ne doivent pas être traitées avec comme seul objectif de vouloir apporter une solution définitive en un temps limité. L'enjeu principal est de maintenir et de durer, c'est-à-dire de conserver des positions extérieures pour ne pas devenir l'objet de la politique mondiale. Jadis, Raymond Aron (1905-1983) avait pointé la difficulté pour la *« République impériale »* de concilier son système politique et ses engagements mondiaux. Le constat vaut pour toutes les démocraties occidentales. Néanmoins, il faudra relever le défi : malheur au fort qui devient faible ! ■

Jean-Sylvestre Mongrenier *est spécialiste de géopolitique, et chercheur associé à l'Institut Thomas-More*

Libération **Samedi** *11 et* **Dimanche** *12 Septembre 2021*



Sur le chantier, en 1970. PHOTO NEW YORK TIMES. REA



Le site d'excavation en 1969. BETTMANN ARCHIVE



Les tours jumelles en 1970. POPPERFOTO. GETTY IMAGES



Vue du pont de Brooklyn devant le World Trade Center, en 1988. PHOTO GAMMA-RAPHO. GETTY IMAGES

Vie, mort et renaissance du World Trade Center

Construites entre 1966 et 1973, les Twin Towers constituaient une prouesse architecturale, un emblème new-yorkais et un gigantesque lieu de brassage. Symbole de résilience, une nouvelle tour se dresse désormais près du mémorial Ground Zero.

Par
EVE SZEFTEL

On les voyait de partout, du fin fond du Bronx comme du New Jersey. Elles servaient de repères aux enfants de Manhattan qui avaient encore du mal à s'orienter ou aux touristes perdus en sortant du métro. Elles étaient aussi un *«landmark»*, un de ces lieux symboliques comme l'Empire State Building, le pont de Brooklyn et la statue de la Liberté. Et, dans leur dimension phallique trop évidente, un symbole de la puissance américaine et du capitalisme triomphant : le World Trade Center.

Mais à 10 h 28 (heure de New York) le 11 septembre 2001, il ne reste plus rien des deux tours jumelles de 110 étages chacune, 415 mètres de haut, qui se sont effondrées l'une après l'autre, après avoir été percutées par deux avions de ligne le matin même. Plus rien qu'un chaos fumant. Et c'est en «voyant» leur absence, quinze jours après l'attentat, que Bruno Dellinger craque. Ce Français avait sa société au 47e étage de la tour Nord. Pendant les jours qui suivent, le rescapé enchaîne les interviews dans les médias français. Il trouve aussi de nouveaux bureaux pour pouvoir redémarrer au plus vite son activité de consulting et de développement artistique. Il fait tout *«comme un automate»*, plus mort que vivant. Jusqu'à ce dimanche soir où, de retour d'un week-end à Long Island, traversant le Queens, il sent son esprit chavirer. Encore accroché à l'espoir de *«les»* revoir, il accélère, s'attend à les voir surgir mais comprend brutalement qu'*«elles»* ne sont plus là, et fond en larmes. *«Sous l'immense colonne de fumée noire, le halo blafard des projecteurs illumine la nuit. "Les salauds, ils ont pété mon bureau."»* (1)

«IRONWORKERS» MOHAWKS

«Personne ne s'attendait à ce qu'elles tombent. Elles étaient conçues pour résister à des ouragans», explique Michel Moutot. Journaliste à l'Agence France presse, il était alors en poste à New York. Dans un billet publié sur le site Making-of de l'AFP, il a raconté cette journée qui avait commencé, sous un beau soleil *«d'été indien»*, par ce flash à première vue bénin de la chaîne New York One: *«On nous signale un incendie en hauteur dans l'une des tours du World Trade Center.»* En 2015, l'agencier a publié *Ciel d'acier* (Points), un roman inspiré de l'histoire de la construction, puis de la déconstruction, des Twin Towers. Quand le récit commence, John LaLiberté, *«ironworker»* («monteur d'acier») comme ses ancêtres amérindiens, est en train de sectionner le métal à la recherche de survivants dans ce magma, ce *«mikado d'enfer»* haut de cinq étages qu'on n'appelle pas encore «Ground Zero». Michel Moutot a rencontré l'homme qui lui a inspiré son personnage au camion de McDonald's qui nourrit gratuitement *«tous ceux qui sont autorisés à être au sud de Canal Street»* : les sauveteurs, les policiers, les pompiers et les *ironworkers* chargés de découper les poutres d'acier, pesant plusieurs tonnes chacune, qu'aucune grue n'est assez forte pour soulever.

Pendant six semaines, Michel Moutot vient chaque jour de 6 h 30 à 11 heures observer à la jumelle, depuis la passerelle qui enjambe la West Side Highway, les opérations en cours, la zone étant interdite d'accès aux journalistes. Mais les histoires qui nourriront ensuite le fil AFP, c'est au semi-remorque McDo qu'il les recueille, comme celle de ce père qui creuse à mains nues depuis six jours les décombres pour chercher son fils, membre du Fire Department de New York City. Un des 343 pompiers qui y sont restés. Parfois, les histoires sont plus légères. *«Un jour, je vois passer un grand mec avec une natte longue jusqu'aux fesses, et un casque de chantier.»* Michel Moutot se renseigne et découvre qu'il appartient à la tribu des Mohawks. Des bâtisseurs à qui l'on doit le pont de Québec sur le Saint-Laurent ou le Golden Gate Bridge de San Francisco, et dont l'histoire restait à écrire. Pas un gratte-ciel new-yorkais qui n'ait été construit sans ces ouvriers hautement qualifiés originaires de Kahnawake, dans la banlieue de Montréal. Quand *«les tours de leurs pères»* se sont effondrées, *«plusieurs centaines de Mohawks sont descendues de leur réserve, avec leur chalumeau»*, raconte le reporter, lauréat du prix Albert-Londres en 1999. Aux autorités, ils lancent : *«You will need us»* («Vous allez avoir besoin de nous»).

Contrairement à une légende tenace, les Mohawks ont le vertige comme tout le monde. Et, jusqu'aux années 90, ils ne disposent pas d'équipement pour s'assurer, si bien que les chutes sont nombreuses. Il suffit d'une mauvaise manœuvre du grutier ou d'un coup de vent et la poutre que vous deviez réceptionner vous envoie au sol, une centaine de mètres plus bas. Plusieurs sont morts pendant la construction des tours jumelles. Les anciens que Michel Moutot a rencontrés à Kahnawake sont tous éclopés. Après l'effondrement du pont de Québec, en 1907, les mères ont décidé qu'ils ne seraient jamais plus de six par chantier. C'est toujours le cas. Puissamment syndiqués, ce sont les ouvriers les mieux payés d'Amérique, l'élite des cols-bleus du BTP.

JEU DE CONSTRUCTION GÉANT

L'édification des tours jumelles, entre 1966 et 1973, est le chantier majuscule de l'après-guerre, et les Mohawks sont fiers d'en être. Plus de 150 vieux immeubles de briques rouges sont rasés. Un faubourg historique, surnommé Radio Row en raison de la concentration de magasins vendant des appareils et des pièces détachées électroniques, est rayé de la carte tandis que Manhattan, encore une fois, gagne un nouveau quartier grâce aux millions de mètres cubes de terre extraits des fondations et déversés dans l'Hudson chaque jour. C'est la Koch Erecting Company, du magnat de l'immobilier Karl Koch, qui a remporté, pour 22 millions de dollars (18,6 millions d'euros), l'appel d'offres lancé par l'autorité portuaire de New York et du New Jersey.

Les tours sont montées en kit, par superposition d'éléments préfabriqués : 200 000 tonnes d'acier à monter, encastrer, boulonner, souder. Les pièces de ce jeu de construction géant ont été acheminées en train et en camion depuis Seattle ou Dallas, avant d'être rassemblées dans des hangars et parkings du New Jersey. Un mur de 21 mètres de profondeur, en forme de baignoire, est également construit pour contenir l'Hudson. Des maçons italiens de Gênes seront appelés en urgence après les attentats pour consolider la digue souterraine qui menace de rompre et d'inonder tout le sud de Manhattan via les couloirs de métro. Avant que l'architecte Daniel Libeskind ne décide de bâtir le Musée du 11 Septembre contre un pan de ce mur de soutènement.

Le principal défi pour construire une tour, ce sont les cages d'ascenseurs : comment faire pour qu'elles ne prennent pas trop de place ? L'érection des premiers gratte-ciel à Chicago, au tournant du XXe siècle, pour fournir des bureaux à la classe montante des cols blancs, est d'ailleurs intimement liée à l'invention des *«elevators»*. L'architecte des Twin Towers, l'Américain d'origine japonaise Minoru Yamasaki, a une idée révolutionnaire. Plutôt qu'un cœur de béton comme dans la tour Montparnasse, il imagine une structure porteuse creuse à l'intérieur, à l'exception des quatre puits de colonnes pour les ascenseurs, ce qui permet de gagner 20 % de superficie. C'est cette structure qui va supporter le poids de l'immeuble et dans laquelle les Boeing 767 sont entrés comme dans du beurre.

Mais ce qui a provoqué la chute des tours, ce sont les millions de documents papier, qui ont pris le relais du kérosène enflammé. *«Le foyer était tellement chaud que ça a fait fondre les platines* [les coussins d'acier entre chaque étage, ndlr], *et chaque étage est tombé sur l'autre»*, raconte Michel Moutot. Sous le poids des étages, les tours se sont enfoncées dans le sol. Cela explique qu'il n'y ait eu pratiquement aucun survivant – *«il n'y avait pas de poche d'air, tout a été aplati comme un millefeuille»* – et que les corps aient été pulvérisés. Au grand désespoir des sauveteurs, ne seront sortis des décombres que des restes humains, un visage de femme sans crâne, comme scalpé, une main manucurée… A ce jour, sur les 2753 personnes décédées, seules 1643 victimes ont été formellement identifiées malgré le tri minutieux des déblais qui sera effectué pendant dix mois dans la décharge à ciel ouvert de Fresh Kills, sur l'île de Staten Island. Cependant, ce que le reporter qualifie d'*«opération d'évacuation la plus réussie de l'histoire»* aura permis de sauver quelque 80 000 personnes. Bruno Dellinger, qui a mis cinquante minutes pour quitter la tour Nord, raconte la scène dans son livre : *«On parle, de tout et de rien. De l'évacuation bien sûr, mais que dire? Alors on parle des dossiers en cours ou bien des résultats sportifs»*, il évoque la foule *«multicolore, bigarrée, à l'image des entreprises installées dans cette tour, à l'image de New York»*, qui descend le seul escalier encore praticable, *«cette Babylone humaine composée d'Asiatiques, d'Indiens, de noirs, de blancs, de juifs, d'Arabes»*. Croisant en sens inverse les pompiers qui montent vers leur mort.



Le mémorial de Ground Zero. BENOIT DECOUT. REA

La leçon en sera tirée pour la construction du gratte-ciel qui a remplacé les tours jumelles depuis 2014 et est devenu un symbole de résilience : le One World Trade Center, surnommé «Freedom Tower». La plus haute tour des Etats-Unis, qui culmine à 541 mètres, a été conçue de manière à *«blinder le cœur du bâtiment, avec un béton renforcé, suffisamment large pour que les gens puissent sortir de là»*, a expliqué à l'AFP Kenneth Lewis, l'un des architectes du projet réalisé par le cabinet SOM. De même, les cages d'escalier ont été élargies pour permettre d'évacuer rapidement cette tour de 94 étages et une signalisation lumineuse a été installée au sol, comme dans les avions.

Comme son nom l'indique, le World Trade Center était également un immense centre commercial de 32 000 mètres carrés en sous-sol. S'y trouvaient des marques américaines emblématiques, comme Gap et Banana Republic, mais aussi des petits commerces de services, des marchands de journaux, de bretzels et de bagels, d'électronique, de joaillerie, de pharmacie, la poste, des services de courrier rapide, les comptoirs des compagnies aériennes. *«Une ville à part entière»*, se souvient Bruno Dellinger, qui a gardé précieusement le ticket sur lequel son cordonnier Minas, à l'accent grec *«rocailleux»*, avait griffonné *«28 dollars»* au gros crayon rouge. Le matin du 11 Septembre, il lui avait donné à ressemeler une paire de chaussures qu'il avait achetée pour son mariage. Elles sont restées *«là-bas»*, mais l'artisan a survécu.



CONTROVERSES MÉMORIELLES

Quelle place pour les commerces et les bureaux, quelle place pour la mémoire ? Comment reconstruire *«pour en ressortir plus forts»*, comme l'a clamé le maire d'alors, Rudolph Giuliani, le jour des attentats, et se souvenir ? Comment honorer les morts sans figer New York, la ville en perpétuelle transformation, dans le passé ? Comment éviter que la nouvelle tour soit une cible, sans en faire un bunker ? Ces questions ont été au cœur des nombreuses controverses – financières, mémorielles et esthétiques – qui ont accompagné le processus de reconstruction du World Trade Center.

A la place des Twin Towers se dresse désormais le vide. *Reflecting Absence*, tel est le nom du mémorial conçu par l'architecte new-yorkais Michael Arad, avec ses deux bassins carrés épousant l'empreinte des deux tours. Sur le rebord des fontaines ont été gravés les noms des disparus en lettres ajourées, de manière à pouvoir y glisser une rose ou un drapeau américain. Mais la liste des victimes n'est pas close. On continue à mourir du 11 Septembre : à ce jour, 1 510 personnes sont décédées d'un cancer, sur 23 710 cas déclarés, pour avoir inhalé la fumée toxique qu'exhalaient les entrailles de Ground Zéro, selon un bilan fourni par le *New York Post*. A l'hôpital Mount-Sinaï où ils sont soignés, on redoute le jour où le nombre de décès par cancer dépassera celui des victimes directes de l'attentat.

«Tous les sauveteurs sont morts ou en train de mourir. Et de nombreux ironworkers. *En interdisant aux journalistes d'aller sur le site, les autorités nous ont sauvé la vie»*, affirme Michel Moutot. Mais le vent dominant, qui descend de l'Hudson, a aussi sa part, ajoute le reporter. En important le nuage vers l'océan, il a sauvé des milliers de New Yorkais d'une mort à retardement, et privé Oussama ben Laden d'une deuxième victoire posthume. ◂▸

(1) Extrait de *World Trade Center, 47e étage* de Bruno Dellinger, Robert Laffont, 2002.

Documents sauvegardés

Les Echos WEEK-END

© 2021 Les Echos. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20210909·ECK·0611593468040

Nom de la source
Les Echos Week-End
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Jeudi 9 septembre 2021

Les Echos Week-End • 2342 mots

11 septembre 2001 : l'interminable reconstruction du World Trade Center

NICOLAS RAULINE

Vingt ans après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 qui détruisit ses tours jumelles, la reconstruction du World Trade Center n'est pas achevée. Les bâtiments qui ont remplacé les Twin Towers et les autres monuments endommagés suscitent encore des débats. Mais le sud de Manhattan a irrémédiablement changé de visage.

Quand Larry Silverstein pose avec les clés du World Trade Center, en juillet 2001, au pied du bâtiment, c'est pour lui l'apogée de sa carrière. Ce New-Yorkais pur jus vient de débourser 3,2 milliards de dollars pour concrétiser le rêve de sa vie. Il est l'heureux détenteur du bail pour 99 ans. *« Pour lui, c'était le summum, il était prêt à prendre sa retraite »* , explique Dara McQuillan, aujourd'hui directeur marketing de la société d'immobilier Silverstein Properties. Sept semaines plus tard, son rêve s'écroule. Le 11 septembre 2001, à 8 h 46, un avion percute la tour Nord. Puis, vingt minutes plus tard, un second s'écrase sur la tour Sud. Le monde assiste en direct aux attaques terroristes coordonnées, qui vont tuer 2.977 personnes à New York, Washington et en Pennsylvanie.

Silverstein Properties, dont le siège était situé dans les tours jumelles, perd quatre employés. Et Larry Silverstein hésite sur ce qu'il doit faire. Jusqu'à ce que sa femme lui donne ce conseil : *« Tu ne seras pas heureux tant que tu n'auras pas reconstruit. »* Il se lance alors corps et âme dans la reconstruction, au beau milieu des débats qui embrasent New York. Doit-on rebâtir les tours jumelles à l'identique ? Doit-on laisser un espace vacant, en guise de mémorial aux victimes ? Doit-on partir sur un nouveau projet ? Le maire Rudy Giuliani est réticent à reconstruire. Mais son successeur Michael Bloomberg veut un projet à la hauteur de New York. La ville se relève et opte pour une reconstruction encore plus grandiose.

Quelque chose de spectaculaire

« Plusieurs propositions ont été faites. La priorité de Larry Silverstein, c'était de créer un endroit de mémoire. Ensuite, c'était de faire quelque chose de spectaculaire, une version encore meilleure de New York » , se souvient Dara McQuillan. Le projet global est attribué à l'architecte Daniel Libeskind. Après plusieurs mois à déblayer les décombres, à nettoyer un Lower Manhattan devenu désert, puis après des années de débat, les travaux démarrent en 2006 (ceux de l'un des bâtiments, le 7 World Trade Center, situé un peu à l'écart, avaient pu démarrer dès 2002).

Le projet fait la part belle aux parcs et aux espaces de mémoire. Trois hectares sont consacrés au souvenir, en plus du musée, ouvert en 2011. Mais les promoteurs veulent aussi récupérer la surface de bureaux détruite. Et réintégrer le World Trade Center à la ville, en le reliant au quartier, en favorisant l'ouverture de nouveaux bars et restaurants...

Aujourd'hui, Lower Manhattan n'a pas la frénésie de Midtown, le quartier n'est pas aussi tendance que Dumbo ou Williamsburg, à Brooklyn. Il n'a pas le cachet de l'Upper East Side ou l'audace de Harlem. Mais ses nouveaux habitants et les gens qui y travaillent saluent son calme au milieu de la jungle urbaine, le retour des commerces et son emplacement idéal.

« Nous sommes très satisfaits du résultat, mais notre travail n'est pas terminé.

Il reste encore deux bâtiments, un de bureaux et un d'habitations, qui devraient sortir de terre dans les cinq à six ans » , indique Dara McQuillan. La plus grande satisfaction de Silverstein Properties et la preuve, selon le promoteur, que le projet a atteint son but : la population du quartier est passée de moins de 20.000 habitants à 75.000 en quelques années.

Le plus haut gratte-ciel de New York

La pièce maîtresse de ce nouveau complexe architectural : le One World Trade Center, ou la Freedom Tower, redevenu le plus haut gratte-ciel de New York, des Etats-Unis, et même de l'hémisphère ouest. Le bâtiment donne l'illusion d'être entièrement composé de verre. Il abrite notamment, à son sommet, un observatoire, l'une des meilleures vues sur la ville. Et des refuges ont été conçus, accessibles par des escaliers réservés à l'usage des pompiers. La sécurité a été l'une des obsessions de la reconstruction. *« Vous voyez ce qui surmonte la tour, tout en haut ? Pourquoi croyez-vous qu'on a construit une flèche au sommet ? »* demande Brian Cudina, guide touristique, à un groupe de touristes, au coeur de l'été.

« C'est juste pour qu'on la regarde, elle n'a d'autre utilité que de porter la hauteur totale de la tour à 1.776 pieds (541 mètres). 1.776, comme la date de la Déclaration d'indépendance. Il ne s'agissait pas juste de construire une nouvelle tour, il fallait poser là son majeur et dire au monde entier : _On est là'. » Ce n'est pas tout à fait l'explication officielle mais les visiteurs, qui commencent à revenir peu à peu dans Big Apple après la pandémie, l'approuvent avec délectation.

Au pied du One World Trade Center, Brian emmène ensuite son groupe près des deux « piscines », de gigantesques fontaines en contrebas, qui affichent les noms de toutes les victimes des attentats, mais auxquelles le public ne peut pas accéder. Elles occupent l'emplacement exact des anciennes Twin Towers - dont une partie des structures est encore visible au sous-sol du musée voisin. Le jeune homme, artiste à Broadway avant la pandémie, a un lien personnel avec le 11 Septembre, comme tous les guides qui effectuent les visites du « Ground Zero Tour ». Son oncle a péri dans les attaques.

« C'était l'oncle qui blaguait toujours. Il aurait aimé cette reconstruction. Ici, c'est New York, nous n'abandonnons jamais. Les attentats, le Covid, nous avons souffert, mais la vie continue, nous retournons au restaurant, nous rions, c'est la vie, c'est New York », insiste-t-il en concluant sa visite. Alors que l'après-midi se termine et que le musée ferme, la police boucle le secteur, comme tous les jours, et les « piscines » retrouvent leur calme. Le lendemain, avant l'ouverture, on viendra déposer une rose sur le nom des victimes qui auraient dû fêter leur anniversaire ce jour...

À quelques pas de là se trouve l'une des structures les plus controversées du nouveau projet. L'Oculus, réalisé par l'architecte espagnol Santiago Calatrava, est plus connu auprès des New-Yorkais comme l' « arête de poisson », en raison de sa forme. Son concepteur voulait en faire *« le témoin d'une conviction, celle que nous pouvons surmonter cette tragédie ».* Le design tranche avec le reste du quartier, mais les habitants sont surtout agacés par son coût (4 milliards de dollars).

En sous-sol, la vaste galerie lumineuse accueille un mall et la nouvelle gare, qui relie New York à une partie du New Jersey, de l'autre côté de l'Hudson River. Ses promoteurs ont juste oublié de la relier à l'un des trois aéroports qui desservent la ville... Les bâtiments 3 et 4 accueillent, eux, des bureaux et reflètent la volonté des promoteurs de diversifier l'économie du quartier. Finie l'hégémonie de Wall Street. On trouve parmi les nouveaux locataires Spotify, Condé Nast, Uber, Moët Hennessy, Diageo ou encore McKinsey. Un dernier bâtiment dédié aux entreprises, le Two World Trade Center, doit voir le jour dans les prochaines années.

Et ce n'est pas le seul projet encore en cours. Le Five World Trade Center, qui doit aussi être livré dans les cinq à six ans, accueillera des logements. Et une salle de spectacles, le Ronald Perelman Performing Arts Center, avec trois scènes, doit ouvrir ses portes prochainement. *« La pandémie a eu un impact énorme sur la ville, nous n'y avons pas échappé, bien sûr,* concède Dara McQuillan. *Nos bureaux sont un peu moins pleins que prévu et dans les premiers mois, certains des locataires sont partis. Mais aujourd'hui, les gens reviennent. On a quasiment retrouvé le taux d'occupation d'avant la crise. »*

Le promoteur ne se montre pas inquiet des conséquences à long terme du Covid. *« On a découvert de nouvelles formes de travail, mais on s'aperçoit aussi que nous avons besoin de relations humaines. On aura toujours besoin de bureaux car les discussions à la machine à café nous manquent. »*

Qu'ils soient neufs ou plus anciens, tous les bâtiments du quartier sont désormais liés, d'une manière ou d'une autre, au 11 Septembre. C'est le cas, par exemple,

de la chapelle Saint-Paul. L'un des plus vieux monuments de New York, construit en 1766 et qui a accueilli les prières de George Washington, a été utilisé pour abriter les premiers secours et les blessés, il y a vingt ans. Chaque 11 septembre, désormais, elle est vénérée par des milliers de New-Yorkais, qui voient dans son histoire l'un des motifs d'espoir de la catastrophe. Quand d'autres bâtiments autour d'elle tombaient, la « petite chapelle qui est restée debout » n'a eu qu'une fenêtre cassée...

Vieux quartier englouti

Si la reconstruction a préservé les souvenirs du 11 Septembre, elle a aussi fait disparaître les derniers vestiges d'un passé plus lointain. Beaucoup ont oublié qu'il y avait là, avant le World Trade Center, un « vieux » quartier. Lower West Side ressemblait davantage à son pendant oriental, le Lower East, ou au West Village, plus au nord. Appelé aussi « Little Syria » car il accueillait une large communauté de Syriens, de Libanais ou de Turcs, il a aujourd'hui quasiment disparu.

Seuls trois bâtiments subsistent du XIXe siècle, dont deux tombés aux mains des promoteurs. Un seul pourrait demeurer à l'avenir : l'église Saint-George, une église catholique syrienne, qui abrite aujourd'hui un pub, mais dont la façade a été classée par la ville de New York. Quant à l'église orthodoxe grecque Saint-Nicolas, détruite par la chute de la tour Sud le 11 septembre 2001, elle est en passe d'être reconstruite à l'identique, quelques rues plus loin. Après bien des péripéties et l'arrêt des travaux en 2017 faute de fonds, son inauguration est prévue ce 11 septembre, vingt ans après le drame.

Joe Svehlak, 81 ans, est l'un de ceux qui se battent pour la mémoire du quartier pré-World Trade Center. Sa famille est arrivée de Moravie, une province de l'Empire austro-hongrois aujourd'hui en République tchèque. Le 11 septembre 2001, au matin, il s'apprête à quitter son appartement de Brooklyn pour aller s'occuper d'un groupe de touristes, à Manhattan. À plus de 60 ans, il est alors guide depuis peu à New York, sa ville de toujours.

Le début de la visite est prévu à 10 heures, mais comme à son habitude, il compte s'y rendre plus tôt. Il doit récupérer un billet d'avion pour un membre de son groupe auprès d'une compagnie aérienne, dont le siège se situe au World Trade Center. Avant de partir, il attend son compagnon, qui doit récupérer des affaires mais qui est en retard... Dix, vingt, trente minutes... Celui-ci arrive enfin. Mais Joe ne partira pas vers Manhattan. Il vient de voir à la télévision qu'un avion a percuté la tour Sud du World Trade Center et reste sans réaction devant son écran.

Son compagnon vient de lui sauver la vie. Mais pour Joe, le choc est double. Il voit, couverts de fumée et de gravats, les derniers vestiges du quartier de son enfance. Lower Manhattan, devenu pour certains le « Financial District » avait déjà été transformé, dans les années 1960, par la construction du World Trade Center et des tours jumelles. *« Les gens qui habitaient là, des dizaines de nationalités différentes, ont dû partir. Contrairement à d'autres quartiers de New York, il n'y a pas eu de gentrification, cela a été brutal,* explique Joe Svehlak. *Et après le 11 Septembre, ce sont les derniers bâtiments témoins de cette époque qui ont été détruits, remplacés par des hôtels, des résidences de luxe et des bureaux. »*

Aujourd'hui, on tente de réintroduire un peu de diversité. Silverstein Properties affiche sa volonté de réserver 25 % des logements du 5 World Trade Center à des loyers modérés. Et, par tous les moyens, on tente de faire vivre les nouveaux salariés du quartier sur place. Développeurs dans des start-up, employés de groupes de luxe, consultants... Ils veulent pouvoir se rendre au bureau à pied et prendre un verre dans le quartier après 17 heures. Le visage de « downtown », loin du Lower West Side du début du siècle passé, a encore changé mais il faudra patienter pour savoir si le pari est complètement réussi. En attendant, les camions de chantier et les grues continuent de le hanter. Jour et nuit.

Nicolas Rauline

Encadré(s) :

Le dispositif devrait être léger, variant Delta oblige, mais Joe Biden devrait profiter du 20e anniversaire du 11 Septembre pour effectuer sa première visite à New York en tant que chef d'Etat. Il se rendra au mémorial. D'autres événements sont prévus durant le mois de septembre, ainsi que le concert « Never Forget », réunissant notamment Flo Rida, Wyclef Jean ou John Fogerty, dans les jours précédents. Frank Siller, le frère de l'un des pompiers héros du 11 Septembre, marchera, lui, plus de 800 kilomètres en 42 jours, reliant le Pentagone à Shanksville (Pennsylvanie) puis à New York, les trois lieux du drame, pour honorer la mémoire de son frère Stephen.

Le World Trade Center, vitrine de la puissance économique américaine https://www.lesechos.fr/2001/09/le-

world-trade-center-vitrine-de-la-puissance-economique-americaine-725977

New York choisit l'audace pour la reconstruction du World Trade Center https://www.lesechos.fr/2003/02/new-york-choisit-laudace-pour-la-reconstruction-du-world-trade-center-660771

Deux livres paraissent en cette rentrée qui illustrent chacun deux façons différentes d'évoquer cette journée tragique.

Le jour où les anges ont pleuré , de Mitchell Zuckoff. Signé par le journaliste du *Boston Globe* expert en « narrative studies », cet ouvrage se présente comme « l'histoire vraie du 11 septembre » . Son parti pris c'est de raconter, avec une minutie stupéfiante, la succession d'événements à travers les protagonistes, des pilotes des avions détournés, dont les derniers échanges avec leurs familles sont dévoilés, jusqu'à Mohammed Atta, le leader du groupe des terroristes, seulement distinguable par *« le regard furibond de ses yeux sombres »* . Un récit évidemment haletant. Flammarion, 520 pages, 23,90 euros.

11 septembre, une histoire orale , par Garrett M. Graff. Dans cet essai, l'historien et professeur de journalisme adopte le principe de l'histoire orale : faire relater heure par heure l'attentat par plus de 500 personnes qui l'ont vécu, pompiers, policiers, secouristes, politiques, etc. Le résultat est impressionnant, bien qu'inégal. Les Arènes, 560 pages, 24,90 euros.

Le Monde
MERCREDI 1ER SEPTEMBRE 2021

2000-2002

L'obsession américaine d'**Al-Qaida**

BEN LADEN ET LA FRANCE 1|4 Au début des années 2000, alors que l'organisation terroriste a fait des Etats-Unis sa priorité absolue, la France est relativement épargnée. Pour tenter de comprendre comment elle va, peu à peu, devenir une cible stratégique, « Le Monde » a analysé des écrits inédits d'Oussama Ben Laden

New York, 11 septembre 2001. Par une belle matinée d'été indien, le monde aborde le nouveau millénaire dans un fracas de gravats et de poussière. En effaçant de la Skyline new-yorkaise les tours jumelles du World Trade Center, Al-Qaida stupéfie la planète : l'organisation terroriste, jusque-là surtout connue pour les attentats simultanés de Nairobi (Kenya) et Dar es-Salaam (Tanzanie), en août 1998, ainsi que pour l'attaque-suicide du destroyer *USS Cole* en octobre 2000 dans la rade d'Aden (Yémen), a réussi à frapper en plein cœur la première puissance économique et militaire du monde. Wall Street, le Pentagone : les deux symboles d'une Amérique triomphante ont été touchés par l'attaque aux avions-suicides qui a causé près de 3 000 morts. Le pire attentat de l'histoire de l'humanité. Il ne manque que le Capitole, siège de la démocratie et cible du quatrième avion, écrasé en Pennsylvanie à la suite d'une révolte de ses passagers.

Dans un discours télévisé le soir même, Jacques Chirac affiche sa solidarité sans faille avec le peuple américain et son président, George W. Bush, sonné par ce Pearl Harbor du XXIe siècle : *« C'est avec une immense émotion que la France vient d'apprendre ces attentats monstrueux – il n'y a pas d'autre mot – qui viennent de frapper les Etats-Unis d'Amérique.* (…) *La France a, vous le savez, toujours condamné et condamne sans réserve le terrorisme et considère qu'il faut lutter contre le terrorisme par tous les moyens. »* Quelques jours plus tard, le 20 septembre, il est le premier chef d'Etat étranger à se rendre à New York pour visiter les ruines du World Trade Center, dont il survole le cratère encore fumant en hélicoptère avec le maire, Rudy Giuliani. Il rencontre ensuite Bush junior et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan (1938-2018), pour discuter de la riposte militaire qui s'annonce. Dès la fin de l'automne, la France s'engage sans hésitation dans la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan, sous commandement de l'OTAN.

Paris déploie le porte-avions *Charles-de-Gaulle* en plus des marsouins du 21e RIMA (le régiment d'infanterie de marine) dès novembre 2001, à Mazar-e Charif, dans le nord de l'Afghanistan. Au 2 janvier 2002, 600 soldats français sont à pied d'œuvre pour participer à l'occupation de l'Afghanistan ainsi qu'à la destruction des réseaux terroristes résiduels. Malgré cet engagement militaire, la France apparaît pourtant relativement épargnée, durant la première moitié des années 2000, par la menace émanant d'Al-Qaida. Obsédé par les Etats-Unis, Oussama Ben Laden n'évoque presque jamais l'Hexagone dans ses déclarations publiques ou dans les écrits inédits auxquels *Le Monde* a eu accès. Rarissimes sont les projets d'attentats de l'organisation d'Al-Qaida visant les intérêts français durant cette période. La France se sent à l'abri, protégée par son image d'indépendance et d'anti-américanisme soft.

« CRIME IMPARDONNABLE »

Déjà, en novembre 1996, interrogé par un journaliste sur la participation des forces françaises et britanniques à la guerre du Golfe de 1990-1991 et sur leur présence sur le sol saoudien, Ben Laden avait fait comprendre que les alliés du *« grand Satan »* n'étaient pas sa priorité : *« La logique pour les peuples sages en Europe serait de retirer leurs troupes avant que la bataille n'éclate. »* Un an plus tard,il croit pouvoir affirmer devant le journaliste britannique Robert Fisk, dans son refuge afghan : *« L'Europe commence à prendre ses distances avec les Américains, la France tout particulièrement »,* ce qui ne l'empêche pas de condamner la politique de Jacques Chirac au Maghreb.

15 juillet 2021. Deux décennies se sont écoulées depuis le 11-Septembre. Le discours a changé. Au lendemain de la fête nationale française, l'organe As-Sahab, chargé de la production médiatique d'Al-Qaida, publie une vidéo de quarante et une minutes essentiellement consacrée à la France. Le message est sous-titré en anglais : *« An Unpardonable Crime Part 1 »*. La vidéo, qui devrait vraisemblablement avoir une suite, dénonce les menées du *« croisé sioniste Macron »* contre l'islam et son prophète à travers la republication des caricatures de Mahomet par *Charlie Hebdo,* à l'automne précédent. Ayman Al-Zawahiri, le successeur d'Oussama Ben Laden, apparaît devant la caméra pour encenser l'attaque contre l'hebdomadaire satirique : *« Il y a une autre grande victoire qui est aussi importante que certaines des victoires précédant les attentats* [du 11 septembre]. » Il exhorte son auditoire : *« Etes-vous prêts à venger son honneur* [celui du prophète] *avec leur sang ? Cette guerre est votre guerre, cette cause est votre cause. »*

Que s'est-il passé ? Comment la France s'est-elle imposée au fil du temps comme une cible de l'organisation terroriste ? Afin de tenter de répondre à cette question, *Le Monde* a analysé la correspondance d'Oussama Ben Laden découverte dans son dernier refuge d'Abbottabad, une ville de garnison du Pakistan où le chef d'Al-Qaida a secrètement vécu et piloté son organisation de 2005 à 2011, rédigeant des mémos, envoyant ses directives et ses consignes à ses lieutenants.

Le 2 mai 2011, les forces spéciales américaines lancent un assaut héliporté nocturne contre cette villa lovée sur les premiers contreforts de l'Himalaya. Ben Laden est tué. Dans le bâtiment, les Navy SEALs mettent la main sur un trésor de guerre : des dizaines de milliers de documents stockés sur des disques durs et des clés USB. Certaines de ces données, dont près de 300 écrits traduits en anglais par le renseignement américain, ont été déclassifiées au compte-gouttes sous la présidence de Barack Obama. Quelques mois après son élection en 2016, Donald Trump ordonne la déclassification de l'ensemble des documents restants : le 1er novembre 2017, plus de 250 gigaoctets de données, dont 24 168 écrits, sont mis en ligne en arabe, sans traduction ni classement.

En raison de la masse des documents déclassifiés, cette dernière livraison a été peu exploitée par les chercheurs. *Le Monde* a sélectionné, fait traduire de l'arabe et étudié, avec Kévin Jackson, directeur d'études au Centre d'analyse du terrorisme (CAT), un échantillon représentatif de plusieurs dizaines d'écrits échangés entre Ben Laden et ses lieutenants concernant la France dans les années 2000. Leur lecture éclaire la façon dont l'actualité nationale et internationale alimente les réflexions du chef d'Al-Qaida et a peu à peu fait de la France une cible stratégique. Cette documentation – complétée par des écrits issus de la première vague de déclassification et des déclarations publiques de Ben Laden – est mise en perspective avec les projets d'attentats pilotés par l'organisation.

UNE MENACE VENUE D'ALGÉRIE

Si, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Al-Qaida s'impose comme le synonyme de la terreur dans le monde, c'est une autre menace qui inquiète alors les dirigeants et services de renseignement français. Elle vient d'Algérie. En marge de la « décennie noire » (1992-2002) qui a ensanglanté le pays, le Groupe islamique armé (GIA) a multiplié les attentats visant la France, accusée d'avoir soutenu le coup d'Etat des généraux et l'annulation des élections en passe d'être remportées par les islamistes du Front islamique du salut (FIS) en janvier 1992. Outre le détournement du vol Air France 8969 sur le tarmac de l'aéroport d'Alger, mis en échec par une intervention spectaculaire du GIGN, le 26 décembre 1994, lors d'une escale technique à l'aéroport de Marignane, les réseaux du GIA ont mené une campagne d'attentats meurtriers sur le sol français de juillet à octobre 1995 (huit morts, 250 blessés). Cette vague de terreur connaît son épilogue lorsque Khaled Kelkal, repéré dans les monts du Lyonnais, est traqué et abattu, les armes à la main, par les gendarmes, le 29 septembre 1995. A Paris, le RER B est à nouveau visé un an plus tard : le 3 décembre 1996, une explosion à la station Port-Royal, revendiquée par le GIA, fait quatre morts. Il s'agit du dernier attentat majeur en France avant l'équipée sanglante (sept morts) de Mohamed Merah, à Montauban et à Toulouse, en mars 2012. Plus de quinze ans d'une quiétude apparente.

« LES ALGÉRIENS INSTALLÉS EN AFGHANISTAN ET AL-QAIDA APPARTIENNENT À LA GRANDE FAMILLE DU DJIHAD. MAIS CETTE FAMILLE EST DIVISÉE »

KÉVIN JACKSON
directeur d'études au Centre d'analyse du terrorisme

En réalité, la France est toujours restée dans le viseur des anciens du GIA. En perte de terrain face à l'armée algérienne, le groupe djihadiste se morcelle et finit par disparaître en tant que tel au début des années 2000. Mais certains djihadistes algériens sont partis trouver refuge dans les camps d'entraînement afghans, d'où ils continuent de faire vivre la menace contre l'ancienne puissance coloniale. S'ils cohabitent dans le sanctuaire afghan avec Al-Qaida, ces combattants arabes constituent un groupe à part entière réuni dans la « Maison des Algériens », à Jalalabad, dans l'est du pays. Al-Qaida, pour sa part, a élu domicile à Kandahar, dans le Sud, au plus près du pouvoir taliban et de son chef, le mollah Omar, originaire de la région.

Les deux mouvances ne partagent ni le même agenda, ni les mêmes réseaux, ni les mêmes objectifs : aux Algériens l'obsession antifrançaise, à Al-Qaida le djihad contre l'Amérique. *« On fait parfois l'erreur de penser que tout ce qui venait d'Afghanistan relevait d'Al-Qaida,* souligne Jean-François Ricard, patron du Parquet national antiterroriste (PNAT) et magistrat instructeur de l'attentat du RER B à la station Saint-Michel, à Paris, en 1995, qui a fait huit morts et près de 200 blessés. *Mais les passerelles entre Al-Qaida et les différents groupes djihadistes installés en Aghanistan, notamment la Maison des Algériens, sont très compliquées, en premier lieu pour des raisons logistiques : les camps de Jalalabad et de Kandahar sont éloignés l'un de l'autre et difficiles à rejoindre. »*

Le chercheur Kévin Jackson confirme cette *« distance »,* qui n'est pas que géographique, entre les deux groupes : *« Les Algériens et Al-Qaida entretiennent des liens de longue date et appartiennent tous les deux à la grande famille du djihad. Mais cette famille est divisée par des rivalités et des divergences idéologiques et stratégiques. Ben Laden se méfiait des Algériens, qui lui avaient laissé un très mauvais souvenir pendant la "décennie noire" et qu'il considérait comme trop radicaux. »* Les massacres de civils musulmans répugnent au chef d'Al-Qaida, qui les juge contre-productifs. *« Les Algériens, pour leur part, ont une légitimité, une certaine fierté après la terrible guerre civile en Algérie : ils estiment être largement à même de mener un djihad sans que quiconque vienne leur donner des instructions,* complète Jean-François Ricard. *Ils n'ont pas besoin d'Al-Qaida, ils disposent de leurs réseaux à Londres et de leur propre camp d'entraînement à Jalalabad. »* A leurs yeux, Ben Laden est un *« gosse de riches »* du djihad, qui aime se mettre en scène en soignant son iconographie et en donnant trop d'interviews aux médias occidentaux.

Si Ben Laden se méfie des Algériens, il nourrit néanmoins à leur égard une forme d'admiration secrète, saluant à l'occasion leur *« sens stratégique impressionnant »*. Un document d'Al-Qaida portant sur ce qui est pudiquement décrit comme *« l'incident de l'avion français »* en témoigne. Ecrit six jours après l'assaut du GIGN sur l'aéroport de Marseille-Marignane, en décembre 1994, ce texte traduit un vif intérêt pour l'audacieux kidnapping du GIA : *« Il n'y a aucun doute dans mon esprit que cette opération a été très réussie tant d'un point de vue militaire que politique, au vu de son impact sur la situation politique générale de la crise algérienne.* (…) *A mon avis, faire voler l'avion dans le ciel français et au-dessus d'une de ses grandes villes était une opportunité rare. Nous espérons qu'elle se représentera afin que les moudjahidine montent une opération martyre aérienne sur le sol français. Il n'y a aucun doute que l'ampleur des dégâts serait énorme. Qu'est-ce que ce serait bien si cela se passait au-dessus de la capitale, Paris. »* Il analyse ensuite les conséquences diplomatiques de ce détournement : *« La récente opération avion a fortement tiré la France sur le devant de la scène* (…). *La France a été assez embarrassée, pas seulement devant le peuple algérien, mais aussi devant le peuple français et le peuple européen. »*

« KCM », LE CERVEAU DU 11-SEPTEMBRE

L'auteur non identifié de ces lignes ne savait sans doute pas, à l'époque, que l'objectif ultime des ravisseurs du vol AF 8969 était probablement d'écraser l'avion rempli de kérosène sur la tour Eiffel ou la tour Montparnasse. Il l'a intuitivement compris. La question se pose, à la lumière de cet écrit, de savoir si le détournement du vol Alger-Paris de Noël 1994 a pu constituer une des sources d'inspiration des attentats du 11 septembre 2001. Certainement pas la seule : presque deux ans avant le détournement de l'avion français, en 1993, une cellule islamiste avait déjà placé 600 kilos d'explosif artisanal dans une camionnette garée sous la tour nord du World Trade Center afin de la faire s'écrouler sur la tour sud. L'opération, qui a causé six morts et un millier de blessés, est un échec. Mais on trouvait déjà l'ombre du Koweïtien aux épaisses lunettes, Khalid Cheikh Mohammed, surnommé « KCM » (« KSM » par les Américains), cerveau du 11-Septembre et pionnier du djihad anti-américain. C'est au milieu des années 1990, au Soudan, que « KCM » soumettra à Ben Laden un premier embryon de projet visant à faire exploser une dizaine d'avions de ligne simultanément dans le ciel américain.

Si la cohabitation entre les deux mouvances en Afghanistan reste distante, certaines tentatives de rapprochement ont cependant eu lieu. L'audition par le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière en 2004 de Saïd Arif, un ancien lieutenant de l'armée algérienne parti en 1996 pour l'Afghanistan, lève un coin de voile sur l'état des relations entre les deux groupes. Dans cet interrogatoire, le djihadiste relate la tenue d'une réunion dans le *« camp des Algériens »* en 2000, au cours de laquelle une attaque contre *« les intérêts français »* avait été évoquée. Il poursuit : *« Il a été décidé de se rendre à Kandahar pour rencontrer Oussama Ben Laden afin d'obtenir une aide pour la prochaine opération. Lorsque nous lui avons fait part de l'objet de notre visite, il a répondu que ses seules cibles et priorités étaient les Américains et les juifs. Ben Laden s'en est tenu là, pour ensuite se retirer afin de régler d'autres problèmes. »*

Saïd Arif est une encyclopédie du djihad à lui tout seul. Cet homme grand et mince, austère avec sa barbe pointue, a séjourné en Allemagne, au Pakistan, dans le Caucase et en Syrie, où il a été arrêté et extradé vers la France pour son rôle dans l'acheminement de combattants européens vers l'Irak afin de combattre l'occupation américaine après

Le Monde
SAMEDI 4 SEPTEMBRE 2021

2010-2015

L'héritage sanglant de Ben Laden

BEN LADEN ET LA FRANCE 4|4 Après la mort du chef d'Al-Qaida en 2011, le groupe terroriste mène à bien son seul attentat en France, contre « Charlie Hebdo », en 2015. Dans le même temps, les attaques perpétrées à Montrouge et à l'Hyper Cacher par Amedy Coulibaly, qui se revendique de l'Etat islamique, marquent un passage de témoin entre mouvances rivales

Près d'une décennie s'est écoulée depuis les attentats du 11 septembre 2001. Au tournant des années 2010, le sanctuaire afghan s'est transformé en un immense champ de bataille. Epaulés par les combattants d'Al-Qaida, les talibans mènent l'insurrection contre les forces de la coalition américaine et leurs alliés afghans. Le nouveau repaire des terroristes, dans les zones tribales du Waziristan, une région montagneuse du nord-ouest du Pakistan, est devenu un tombeau à ciel ouvert pour l'organisation d'Oussama Ben Laden. Pilonné par les drones américains, le groupe est aussi en difficulté hors de son territoire. Le dernier attentat réalisé par Al-Qaida dans un pays occidental, qui avait fait 56 morts et plus de 700 blessés à Londres, en pleine guerre d'Irak, remonte au 7 juillet 2005. Six ans, une éternité.

C'est dans ce contexte que Ben Laden décide de reprendre en main la stratégie de l'organisation qu'il pilote depuis son dernier refuge d'Abbottabad, au Pakistan. Dans les premiers mois de l'année 2010, le Saoudien formalise ses grands projets et fait son aggiornamento, comme en témoignent ses correspondances retrouvées après sa mort, intégralement déclassifiées en 2017, et parmi lesquelles *Le Monde* a opéré une sélection. Parmi les domaines évoqués : les opérations extérieures (« opex »), dont le bilan, déplore-t-il, n'est pas reluisant : *« En raison de ma prudence sur le sujet, j'ai évité de m'impliquer dans les plans des opérations extérieures. Mais quand des problèmes sont apparus dans leur gestion, je me suis retrouvé forcé d'y prendre part. »* Le chef d'Al-Qaida entend réaffirmer son autorité en réorientant les attentats sur l'ennemi américain, au lieu de disperser les efforts sur des fronts secondaires. Il demande à ses lieutenants de développer le bureau des opex en formant les cadres de demain. Ceux-ci seraient ensuite envoyés aux Etats-Unis afin de se spécialiser dans des domaines utiles à l'organisation – chimie, aviation, etc. – pour, à terme, mener des attentats.

En février 2010, Ben Laden charge le responsable Afrique au sein du bureau opex, Younis Al-Mauritani, de planifier des opérations contre des pétroliers américains. Considéré comme un *« jeune prodige »*, le Mauritanien répond à son dirigeant qu'il aimerait ajouter un objectif à sa mission : l'Europe. *« J'ai une vendetta personnelle contre ceux qui ont nui au Prophète »*, explique-t-il dans une lettre du 28 mars 2010, en référence aux pays impliqués dans la polémique autour des caricatures de Mahomet à partir de 2005. Son projet ? Une campagne de terreur simultanée contre des objectifs américains et européens.

Si Ben Laden a lui-même contribué à l'ascension d'Al-Mauritani au sein du bureau opex, il n'entend pas pour autant dévier de l'agenda qu'il vient de fixer. Le 6 juillet 2010, il répond à la proposition du Mauritanien. Concédant que *« les musulmans sont en effet d'accord, sans exception, sur la priorité à donner à la vengeance du Prophète »*, il rejette cette option pour des raisons stratégiques : *« Les moyens ne permettent pas d'ouvrir des fronts avec les pays qui attentent au Prophète, quel que soit le désir des frères de le faire. »* Le bilan de la campagne précédente visant les pays impliqués dans la controverse des caricatures est en effet bien maigre, avec une seule opération à porter au crédit de la « centrale » : l'attentat-suicide contre l'ambassade danoise à Islamabad, capitale du Pakistan, le 2 juin 2008, qui a fait six morts et vingt blessés. Tous les autres projets, notamment ceux consistant à envoyer des équipes en Europe, ont échoué.

LA GUERRE DES DRONES D'OBAMA

Ben Laden appelle, dans un long texte, à se focaliser sur le *« tronc de l'arbre malfaisant »* des ennemis de l'islam – les Etats-Unis – et non sur ses *« branches »*. Mais aucun des projets ambitieux de Ben Laden et d'Al-Mauritani visant à réorganiser les opex ne se passe comme prévu. Les hommes du Mauritanien envoyés à l'étranger sont arrêtés un à un. Quittant les zones tribales en compagnie de cinq recrues triées sur le volet, ce dernier effectue lui-même un long et laborieux périple vers l'Iran, où il compte former les futurs cadres des opex.

La délégation se retrouve bloquée dans la province pakistanaise du Baloutchistan, tant et si bien qu'Al-Mauritani parle désormais de prendre un bateau pour la Somalie. Le groupe éclate alors, avec le départ de deux recrues, dont un Franco-Algérien, Naamen Meziche. Younis Al-Mauritani finit par être arrêté à Quetta, la capitale du Baloutchistan, le 28 août 2011, par les services pakistanais, qui l'extradent vers son pays d'origine, où il sera condamné à vingt ans de réclusion. Meziche est appréhendé l'année suivante dans la même région, et expulsé vers la France.

Si Al-Mauritani s'évertue à délocaliser la formation de son groupe opex, c'est parce que les zones tribales pakistanaises sont devenues un *« piège »* pour l'organisation, explique-t-il dans un courrier à Ben Laden. On est alors au pic de la guerre des drones lancée par Barack Obama contre la base arrière d'Al-Qaida au Pakistan. Le président démocrate n'a rien inventé : c'est à Kandahar, en novembre 2001, que cette nouvelle arme invisible a été utilisée pour la première fois. La frappe, qui visait initialement Ben Laden, a foudroyé le chef militaire d'Al-Qaida, l'Egyptien Abou Hafs Al-Masri. Mais c'est bien le successeur de George W. Bush qui en a systématisé l'usage à partir de 2008. La CIA installe un réseau d'informateurs dans les zones tribales pakistanaises et emporte l'engagement du pouvoir pakistanais en frappant le mouvement des talibans locaux, en guerre ouverte avec Islamabad. Le nombre de frappes passe de 36 en 2008 à 122 en 2010, et celui des morts grimpe de 286 à 830, y compris les victimes civiles collatérales.

La direction d'Al-Qaida s'en trouve littéralement décimée et doit réduire ses communications pour éviter d'être localisée. Le Waziristan, région qui abrite des talibans afghans et pakistanais, le plus gros des troupes d'Al-Qaida ainsi que le réseau terroriste afghan du chef militaire taliban Sirajuddin Haqqani, vit sous la menace permanente du feu américain. C'est en effet là que les spécialistes soupçonnent Ben Laden de s'être réfugié après l'attaque par les forces américaines de sa forteresse souterraine de Tora Bora, dans les montagnes du sud de l'Afghanistan, en décembre 2001. En réalité, le chef d'Al-Qaida a trouvé refuge à partir de 2005 à Abbottabad, une ville garnison pakistanaise, pour échapper à cette menace venue du ciel.

En ce début d'année 2011, un événement géopolitique majeur semble également de nature à fragiliser l'organisation terroriste. Une secousse sismique sur laquelle Al-Qaida n'a aucune prise. Depuis qu'un marchand des quatre saisons, un certain Mohamed Bouazizi, s'est immolé par le feu en décembre 2010, devant la mairie de Sidi Bouzid, dans l'arrière-pays tunisien, le monde arabe est entré dans une tourmente inattendue et contagieuse. Aux cris de « Liberté, justice et dignité », des foules de plus en plus immenses défilent à Tunis, puis au Caire, à Benghazi (Libye), à Manama (Bahreïn), à Sanaa (Yémen) et à Damas (Syrie). Le « printemps arabe » renverse le Tunisien Ben Ali en janvier, l'Egyptien Moubarak en février, et entraîne l'OTAN dans une intervention militaire en Libye pour protéger les révolutionnaires face à Kadhafi.

La révolution est venue de là où on ne l'attendait pas : du peuple. Elle se fait au nom de valeurs universelles et non religieuses. Tous les clichés et les idées reçues sur le monde arabe sont battus en brèche. Dans l'enthousiasme général, des analystes prédisent la fin de l'islamisme et la défaite symbolique d'Al-Qaida. Dans *La Révolution arabe, dix leçons sur le soulèvement démocratique* (Fayard, 2011), l'historien Jean-Pierre Filiu estime que les masses populaires ont largement désavoué, dans la rue, les mouvements djihadistes. Le politologue Gilles Kepel se montre nettement plus circonspect dans *Passion arabe. Journal, 2011-2013* (Gallimard), publié deux années plus tard. A rebours des espoirs suscités par les « printemps arabes », Ben Laden voit plutôt d'un bon œil la déstabilisation de la région. Dans son ultime correspondance avec son lieutenant libyen Atiyatullah, le 26 avril 2011, le leader d'Al-Qaida écrit : *« Ces révolutions auxquelles nous assistons ces jours-ci sont un grand et glorieux événement, et il est plus que probable* (...) *qu'il concernera la majorité du monde musulman. »* Ces événements, *« les plus importants que la oumma* [communauté musulmane mondiale] *ait connus depuis des siècles »*, pourraient marquer la fin de la domination américaine dans cette partie du monde, espère-t-il.

LES DOCUMENTS RETROUVÉS DANS LE REFUGE DE BEN LADEN PERMETTENT DE COMPRENDRE QUE SI LA FRANCE EST DEVENUE UNE CIBLE DU DJIHAD MONDIAL, LE CHEF TERRORISTE N'Y EST, PARADOXALEMENT, PAS POUR GRAND-CHOSE

Al-Qaida entend capitaliser sur ces mouvements populaires et envoie des émissaires dans les pays en révolte, comme la Libye et la Syrie, pour influer sur le cours des événements. Loin de sonner le glas de la mouvance djihadiste, les « printemps arabes » lui donnent un second souffle avec la libération de centaines de djihadistes, dont de vieux compagnons de route de Ben Laden, notamment en Tunisie et en Egypte. Beaucoup de ces anciens prisonniers finiront par grossir les rangs djihadistes en Syrie, que ce soit ceux d'Al-Qaida ou de l'organisation Etat islamique (EI).

Ben Laden n'aura pas le temps de récolter les « fruits » de ses efforts pour tirer profit des révoltes arabes. En remontant la piste d'un certain Abou Ahmed Al-Kuwaiti, un Pakistanais proche de Khalid Cheikh Mohammed – « KCM », le cerveau des attentats du 11-Septembre –, la CIA localise une vaste maison fortifiée dans les faubourgs d'Abbottabad, à 50 km au nord-est de la capitale, Islamabad. Al-Kuwaiti est le messager de Ben Laden. C'est par lui que transitent les communications avec le monde extérieur. L'imposante villa n'est reliée ni au téléphone ni à Internet. L'observation satellite et humaine permet d'établir que les occupants du bâtiment brûlent leurs ordures au lieu de les déposer à l'extérieur. Et qu'un homme grand et mince y réside, sans qu'il soit possible d'identifier formellement Ben Laden. Plutôt qu'une action conjointe avec les services pakistanais qu'Obama soupçonne de double jeu, ou une frappe aérienne qui empêcherait d'identifier le corps du chef d'Al-Qaida, le président américain opte pour un raid aéroporté.

L'opération, baptisée « Trident de Neptune », est audacieuse : elle doit être menée en pleine nuit depuis l'Afghanistan voisin, où les Etats-Unis disposent de bases militaires, à l'insu de l'armée pakistanaise, dont l'Académie militaire se trouve à un jet de pierre de la villa. La cible est baptisée « Geronimo ». La mission, fixée à la nuit du 1er au 2 mai 2011, est confiée à un commando de vingt-quatre Navy SEALS, les soldats d'élite de la marine américaine. Au troisième étage, le soldat Robert O'Neill se retrouve face à Oussama Ben Laden. Il vise la tête, de peur que le chef terroriste porte une ceinture d'explosifs. Un hélicoptère rapatrie son corps sur une base en Afghanistan. Identifié grâce à une analyse ADN, il est ensuite photographié et convoyé jusqu'à un porte-avions dans l'océan Indien, puis jeté à la mer dans un linceul. Pas de sépulture pour le plus grand terroriste de tous les temps. Un autre hélicoptère évacue les soldats et leur impressionnante moisson de documents (vidéos, disques durs, ordinateurs, textes, téléphones, clés USB, cartes flash, etc.), dont la déclassification intégrale, en 2017, a permis la rédaction de cette série d'articles consacrée à Ben Laden et la France, avec l'aide du chercheur Kévin Jackson du Centre d'analyse du terrorisme. Leur lecture permet de comprendre que si la France est aujourd'hui une des cibles principales du djihad mondial, le chef d'Al-Qaida n'y est paradoxalement pas pour grand-chose.

Ce relatif désintérêt n'est pas seulement dû à des considérations stratégiques. Il s'explique aussi par le faible nombre de recrues françaises ayant rejoint les rangs d'Al-Qaida susceptibles de mener des attaques dans leur pays d'origine. De la naissance de l'organisation, en 1988, aux attentats du 11 septembre 2001, une quarantaine de Français seraient ainsi partis en zone afghane. Dès 1992-1993, la branche française du Mouvement de la jeunesse islamique marocaine avait envoyé une quinzaine de recrues en Afghanistan. Pendant les années GIA (le Groupe islamique armé algérien, de 1993 à 2000), on peut estimer à une trentaine le nombre de Français ou de résidents en France partis s'entraîner dans les « filières afghanes », sans que ce soit nécessairement sous la bannière d'Al-Qaida.

FAIBLE NOMBRE DE RECRUES FRANÇAISES

Le retour de Ben Laden en Afghanistan au moment de la prise de pouvoir des talibans, en 1996, avait insufflé une nouvelle dynamique aux infrastructures d'entraînement. Les attentats du 11 septembre 2001 mettent fin à cette période de stabilité relative. Plusieurs combattants français périssent dans le bombardement des camps et du refuge montagneux de Tora Bora par la coalition dirigée par les Etats-Unis. D'autres sont faits prisonniers, comme le jeune Mourad Benchellali, qui a fréquenté la « Maison des Algériens », à Jalalabad, ainsi qu'un camp d'Al-Qaida, avant d'être transféré vers la base militaire américaine de Guantanamo. Pendant la décennie suivante, seule une poignée de leurs compatriotes a répondu à l'appel du djihad afghan. Le voyage est devenu périlleux, les communications difficiles. L'Irak, nettement plus proche, draine la vaste majorité des candidats européens au djihad antiaméricain, à compter de 2003.

Lorsque le conflit irakien baisse en intensité, à partir de 2008, le Waziristan commence à séduire les nouvelles recrues. Cette région située dans les zones tribales pakistanaises échappe totalement au contrôle du pouvoir central. Une quinzaine de candidats au martyre y ont fait le déplacement depuis la France. Certains sont morts sur place, comme Mokhtar Al-Karibi, un Caribéen converti ayant grandi en France. Il connaîtra une renommée éphémère lors de son apparition dans une vidéo d'Al-Qaida à la gloire des opérations militaires de l'organisation. *« Nous égorgerons les Américains et les juifs »*, déclame-t-il en français – une première (et dernière) dans les annales de la propagande du groupe. Quelque temps après, il trouve la mort lors d'un bombardement américain dans la province de Zabul, dans le sud-est de l'Afghanistan.

D'autres, comme David Drugeon (alias Hamza Al-Faransi), finiront par quitter la région pour rejoindre le djihad syrien. Ce Français converti d'origine bretonne a rejoint le Waziristan en 2010, où il a suivi un entraînement militaire chez Al-Qaida. Après avoir participé à des combats en Afghanistan, il fait partie, au printemps 2013, des cadres envoyés en Syrie par la centrale afin de prêter main-forte à sa filiale, le groupuscule djihadiste Jabhat Al-Nosra : le Français est en effet connu pour être un redoutable artificier. Après avoir échappé par deux fois aux drones américains, Drugeon meurt dans un bombardement de la coalition près d'Alep, en juillet 2015.

Le nombre peu élevé de Français partis combattre sous la bannière d'Al-Qaida contraste avec la situation d'autres pays européens comme l'Allemagne, dont le contingent est si important qu'on a pu parler d'une véritable petite communauté allemande au Waziristan. Des filières ont néanmoins été démantelées en France, et des candidats au départ empêchés de rejoindre le Waziristan. Les services de renseignement ont aussi eu à gérer des revenants de cette zone, comme le Franco-Marocain Ahmed Sahnouni el-Yaacoubi, qui était parti en mai 2009. Arrêté à Aubervilliers (Seine-Saint-

Le Monde
JEUDI 2 SEPTEMBRE 2021

2003-2008

La laïcité dans le viseur de **Ben Laden**

BEN LADEN ET LA FRANCE 2|4 L'opposition du président Chirac à l'invasion de l'Irak préserve l'Hexagone de la vindicte d'Al-Qaida. Mais la loi sur l'interdiction des signes religieux à l'école, puis les caricatures publiées par « Charlie Hebdo » vont infléchir la stratégie de l'organisation terroriste, comme le montre la correspondance de son chef

Fin 2004, Haripur, nord du Pakistan. Oussama Ben Laden écrit à son responsable des opérations extérieures. Nous sommes trois ans après les attentats du 11 septembre 2001. L'administration Bush, qui a inauguré à l'automne 2001 sa *« guerre globale contre la terreur »* en Afghanistan, a ouvert, en mars 2003, un second front en envahissant l'Irak. Galvanisé par l'effondrement des tours new-yorkaises, le chef d'Al-Qaida soumet à son lieutenant un nouveau projet d'attentat impliquant un avion, *« chargé d'explosifs »* cette fois, et dresse la liste des pays à cibler, *« par ordre de priorité »* : derrière les Etats-Unis figurent le Royaume-Uni, l'Italie, le Japon, la Pologne, la Corée du Sud et, en septième et dernière position, l'Australie. Tous ces pays appartiennent à la coalition qui a envahi l'Irak aux côtés de l'US Army. La France n'apparaît pas. Et pour cause : elle a été la plus véhémente à dénoncer cette aventure militaire et a tout tenté, ou presque, pour l'empêcher.

Cette guerre *« unilatérale »*, *« sans justification »*, qui remet en cause *« l'avenir d'un peuple, d'une région »* et même *« la stabilité du monde »*, Jacques Chirac n'en veut à aucun prix. Il le pressent, l'invasion de l'Irak va déchaîner des forces incontrôlables dans une région déjà hautement inflammable. Il a été rejoint dans sa cause par le Russe Poutine et l'Allemand Schröder. Un peu plus d'un mois avant le déclenchement du conflit, il dépêche à New York son ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui, le 14 février 2003, implore le Conseil de sécurité de l'ONU d'écouter la voix d'un *« vieux pays »* qui sait trop bien que les guerres sont faciles à déclencher, nettement plus difficiles à clore. Le président français, au pinacle de sa popularité dans le monde arabe, va jusqu'à mettre son veto au projet américain aux Nations unies, déclenchant la fureur de l'administration Bush et une vague sans précédent de *French bashing* outre-Atlantique.

Après l'invasion de l'Afghanistan, celle de l'Irak, en mars 2003, mobilise toute l'attention d'Al-Qaida, comme en témoignent des documents inédits issus de la déclassification des archives d'Oussama Ben Laden saisies par la CIA dans son dernier refuge d'Abbottabad, que *Le Monde* a sélectionnés, traduits et étudiés avec l'aide de Kévin Jackson, directeur d'études au Centre d'analyse du terrorisme (CAT). *« Le leadership d'Al-Qaida voit la guerre en Irak comme une bénédiction et multiplie alors les messages pour mobiliser ses troupes afin de participer à ce nouveau djihad qui vient éclipser celui en Afghanistan*, explique le chercheur. *Ben Laden et ses lieutenants considèrent que le terrain irakien offre des opportunités de projection inespérées et vont tout faire pour l'exploiter, au point de préparer une délocalisation partielle du bureau des opérations extérieures d'Al-Qaida en Irak. »*

Après la fuite d'Afghanistan et la clandestinité au Pakistan, la guerre d'Irak est une occasion en or pour Ben Laden de relancer son organisation éparpillée au cœur du monde arabe. L'Irak partage en outre une longue frontière avec l'Arabie saoudite, le Graal de Ben Laden. Le guérillero tient sa revanche sur la famille royale : en 1990, elle avait refusé son offre de services, alors qu'il se faisait fort, à la tête de sa légion arabe tout auréolée de sa victoire contre le géant soviétique en Afghanistan, de chasser Saddam Hussein du Koweït, pour lui préférer la puissante US Army venue, pour la première fois, « souiller » le sol saint du pays abritant La Mecque et Médine.

Pour Ben Laden, tous les pays engagés en Irak derrière les Etats-Unis sont désormais des cibles légitimes, visées dans le but *« d'affaiblir et de démanteler la coalition internationale »*, écrit-il dans un courrier de 2004 adressé à Hamza Rabia, un proche d'Ayman Al-Zawahiri, son numéro deux, et le successeur de Khaled Cheikh Mohammed (surnommé « KSM ») aux opérations extérieures. Ce dernier a été arrêté au Pakistan le 1er mars 2003, puis incarcéré à Guantanamo, où il se trouve toujours. Si la France, qui a refusé de s'engager dans ce conflit, a pu être indirectement touchée par quelques rares attentats en 2001 et en 2002, elle disparaît cette fois complètement des préoccupations d'Al-Qaida, malgré sa présence militaire en Afghanistan. Dans le courrier adressé en 2004 à son lieutenant, le Saoudien développe sa stratégie et demande de porter une attention particulière aux nations dont les opinions sont hostiles à l'intervention en Irak : *« Il faut viser les ambassades et les ressortissants des pays* [dont les gouvernements] *sont en difficulté vis-à-vis de leur population, tels que le Japon, l'Italie, la Pologne et l'Australie.* (...) *Pour résumer, dans tous les pays qui participent à l'occupation, l'humeur populaire est en ébullition. Toute opération consistant à tuer ou à assassiner des ressortissants de ces pays* (...) *aura pour conséquence de pousser les électeurs à faire tomber leurs gouvernements pour en élire de nouveaux, provoquant ainsi le retrait des troupes d'Irak. »*

ATTENTATS À MADRID ET À LONDRES

Outre les cibles et le mode opératoire, le chef d'Al-Qaida garde un œil attentif sur le calendrier politique des pays engagés dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan : *« Observation importante : nous voudrions que vous suiviez les informations, notamment audiovisuelles si c'est faisable, pour que vous soyez au courant des événements, comme les élections en Grande-Bretagne en mai de l'année prochaine* [2005]. » Ben Laden ordonne même expressément d'épargner les pays opposés à l'intervention en Irak : *« Pour ce qui est des avions,* (...) *détourner de préférence un avion à l'intérieur des Etats-Unis, ou un avion américain à destination des Etats-Unis et en provenance d'un pays qui fait partie des forces d'occupation en Irak. Pour le dire plus clairement, ne pas détourner des avions de France ou d'Allemagne. »* Cette consigne illustre à quel point l'Irak a éclipsé toute autre préoccupation, la France et l'Allemagne faisant à cette date partie de la coalition en Afghanistan.

L'attention portée par le chef d'Al-Qaida à l'invasion de l'Irak va se traduire par deux attentats particulièrement meurtriers en Europe. Le 11 mars 2004, neuf cent onze jours exactement après le 11-Septembre, et trois jours avant les élections générales espagnoles, plusieurs bombes font plus de 200 morts à Madrid. Ces attentats ne sont pas revendiqués par la centrale d'Al-Qaida, mais l'un des cadres des opérations extérieures du groupe terroriste est directement impliqué dans cette campagne sanglante. Le premier ministre espagnol, José Maria Aznar, qui avait accusé, contre toute vraisemblance, l'organisation séparatiste basque ETA, perd les élections trois jours plus tard. La nouvelle majorité socialiste, dirigée par José Luis Zapatero, ordonne un retrait immédiat des troupes espagnoles d'Irak.

Un an plus tard, le 7 juillet 2005, quatre attentats-suicides simultanés perpétrés dans le centre de Londres font 56 morts et plus de 700 blessés. Deux des kamikazes avaient été recrutés dans les zones tribales pakistanaises par le bureau « opex » d'Al-Qaida, qui revendique cette fois directement l'opération par la voix de son numéro deux, le fidèle Egyptien Ayman Al-Zawahiri. Londres tient bon, mais Tony Blair ne se relèvera jamais de son impopularité et se voit contraint de céder la place à son ministre des finances, Gordon Brown, deux ans plus tard.

Un mois après les attentats de Madrid, en avril 2004, Ben Laden formalise dans une lettre ouverte aux Européens l'objectif de ces attaques et leur propose une « trêve » : *« Ceci est un message à nos voisins du nord de la Méditerranée.* (...) *Je leur propose une initiative de paix, reposant sur notre engagement à cesser les opérations contre tout pays qui s'engage à ne pas attaquer les musulmans ou à interférer dans leurs affaires.* (...) *Les attaques djihadistes contre les Russes ont fait suite à leur invasion de l'Afghanistan et de la Tchétchénie, les attaques contre les Etats-Unis à leur soutien aux juifs en Palestine et à leur invasion de la péninsule Arabique. De la même façon, les attaques contre les Européens font suite à leur invasion de l'Irak et de l'Afghanistan. »*

Si la France échappe au pire, protégée par son refus de s'engager en Irak, elle n'est pas pour autant complètement épargnée. Le 1er juin 2003, le Marocain Karim Mehdi est intercepté à l'aéroport parisien de Roissy, en partance pour l'île de La Réunion, où il est suspecté d'avoir planifié des attentats simultanés inspirés de ceux qui ont fait 202 morts à Bali en octobre 2002. Justifiant ses projets par son désir de *« venger la mort des musulmans innocents dans le monde, en Irak, en Palestine et en Tchétchénie »*, Karim Mehdi expliquera aux enquêteurs avoir choisi La Réunion *« car il s'agissait d'une petite île, fréquentée en été par de très nombreux touristes »*. Il confessera par ailleurs que lui et ses complices avaient aussi des visées en métropole et ailleurs en Europe.

« POUR CE QUI EST DES AVIONS, (...) DÉTOURNER DE PRÉFÉRENCE UN AVION À L'INTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS (...), NE PAS DÉTOURNER DES AVIONS DE FRANCE OU D'ALLEMAGNE », ÉCRIT OUSSAMA BEN LADEN EN 2004

Durant la préparation de ce projet d'attaque sur le sol français, il est en lien avec son vieil ami Christian Ganczarski, un cadre allemand d'Al-Qaida ayant fréquenté les plus hauts échelons de l'organisation en Afghanistan, parmi lesquels Ben Laden et « KSM », avec lequel il a gardé le contact après la chute du sanctuaire afghan, fin 2001. Condamné en France en 2009 pour son implication dans l'attentat de Djerba, Christian Ganczarski a été désigné par Karim Mehdi comme l'homme qui avait donné son blanc-seing à son projet. *« C'est un projet d'Al-Qaida, forcément validé par la hiérarchie au regard de la proximité entre Ganczarski et Ben Laden. Mais ce projet reste mystérieux*, décrypte un ancien juge antiterroriste en poste à l'époque des faits. *C'est une exception, un ovni, qui ne correspond pas à l'analyse qu'on fait de la menace émanant d'Al-Qaida à ce moment-là. Il s'agit, sur la décennie, du seul projet d'attentat visant la France et portant la marque d'Al-Qaida, avec celui, déjoué, de Djamel Beghal en 2000 contre l'ambassade américaine à Paris. »*

La première moitié des années 2000, marquée par deux interventions militaires en Afghanistan puis en Irak, aura profondément dicté la stratégie opérationnelle de Ben Laden. Si la politique internationale prudente de la France au moment de l'invasion de l'Irak l'a relativement protégée jusqu'ici, c'est un fait de politique intérieure qui va finalement l'inscrire dans le viseur d'Al-Qaida. Le 19 avril 2003, Nicolas Sarkozy se rend pour la première fois au congrès annuel de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), considérée comme proche de l'organisation sunnite radicale des Frères musulmans. Le nouveau ministre de l'intérieur a affiché, dès son arrivée Place Beauvau, son intention de *« structurer »* l'islam de France : c'est à cette époque qu'il crée le Conseil français du culte musulman (CFCM). Il cherche aussi à séduire un électorat en pleine croissance en vue de la présidentielle de 2007. Ovationné quand il rappelle le non français à la guerre en Irak et vante la participation des musulmans de France à la République, Sarkozy fait tiquer son auditoire lorsqu'il ajoute souhaiter inscrire dans la loi l'obligation de se faire photographier tête nue sur les papiers d'identité. Impossible donc de le taxer de complaisance à l'égard des musulmans.

Mais le débat lui échappe rapidement. Les médias s'en emparent et, rapidement, les discussions dérivent sur la question du voile à l'école. Jacques Chirac, soucieux de ne pas se laisser déborder, installe, début juillet 2003, une commission *« sur l'application du principe de laïcité »,* dont la présidence est confiée à Bernard Stasi, un centriste. Elle accouche d'un projet de loi d'interdiction totale des *« signes religieux ostensibles »* dans les écoles, les collèges et les lycées publics, qui est adopté en mars 2004. L'autre propositionphare de la commission Stasi – faire des fêtes de Yom Kippour et de l'Aïd-el-Kébir un jour férié – reste lettre morte.

DÉBAT SUR LE PORT DU VOILE

Le 24 février, peu avant l'adoption définitive de la loi, Ayman Al-Zawahiri s'empare pour la première fois de la polémique dans un audio diffusé par les chaînes de télévision qatarie Al-Jazira et saoudienne Al-Arabiya, signe de l'écho de cette mesure dans l'opinion arabe : *« La récente décision du président français de créer une loi interdisant aux filles musulmanes de se couvrir la tête à l'école est* (...) *cohérente avec l'incendie de villages avec leurs habitants en Afghanistan* (...) *et avec le droit que s'octroient les Etats-Unis à tuer tout être humain. »* En établissant un parallèle entre ce projet de loi et les interventions militaires occidentales, entre la politique intérieure française et la politique étrangère américaine, Al-Qaida place clairement la France dans son collimateur.

Au lieu de clore le débat, la loi de 2004 sur le voile alimente des polémiques sans fin qui divisent encore aujourd'hui la société française : faut-il autoriser les femmes voilées comme accompagnatrices de sorties scolaires ? Faut-il autoriser le port du voile à l'université, à l'Assemblée nationale ? Ces débats français choquent dans le monde arabe, où le port du voile est banal, mais aussi dans d'autres pays occidentaux, plus enclins à un modèle communautaire, comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou le Canada. L'image de la France se dégrade aussi, dans le monde musulman, à la suite des émeutes de banlieue à l'automne 2005. Le jet d'une grenade lacrymogène par les forces de l'ordre à proximité immédiate de la mosquée Bilal de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), alors que des fidèles y sont en prière à l'occasion du ramadan, met le feu aux poudres. Le débat sur la place de l'islam en France et le communautarisme alimente l'image d'un pays islamophobe.

Alors que la France s'apprête à adopter une nouvelle loi sur l'interdiction du port du voile intégral, qualifié en 2009 par Nicolas Sarkozy, devenu président en 2007, de *« signe d'asservissement et de régression »,* Ayman Al-Zawahiri en personne dénonce, en août de la même année, dans une vidéo d'As-Sahab, la « boîte de production » d'Al-Qaida, une *« croisade véhémente contre le hidjab »* s'inscrivant dans une séquence d'offenses contre les musulmans. Toujours vêtu de blanc, l'homme, qui aime à poser en intellectuel du djihad, délaisse la géopolitique pour le terrain des valeurs.

Le Monde
VENDREDI 3 SEPTEMBRE 2021

2007-2011

AQMI, l'alliée **antifrançaise** d'Al-Qaida

BEN LADEN ET LA FRANCE 3|4 Issue du djihadisme algérien, l'organisation Al-Qaida au Maghreb islamique voue une haine tenace à la France. Son union avec la « maison mère » va orienter les attaques du groupe terroriste contre l'ancienne puissance coloniale au Sahel, où vont se multiplier les prises d'otages

Le 25 juillet 2010 au soir, la chaîne d'information qatarie Al-Jazira diffuse un communiqué annonçant l'exécution de l'otage français Michel Germaneau, 78 ans, détenu par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et enlevé au Niger un peu plus de trois mois plus tôt. L'organisation djihadiste fait porter par la France la responsabilité du meurtre, présenté comme un acte de représailles après un raid militaire franco-mauritanien destiné à libérer l'otage. *« Sarkozy n'a pas seulement échoué à libérer son compatriote dans cette opération manquée, il a sans aucun doute ouvert l'une des portes de l'enfer pour lui, son peuple et sa nation »*, déclare, dans la vidéo, Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI, aussi connu sous le nom de guerre d'Abou Moussab Abdelwadoud. Selon des sources maliennes, M. Germaneau, qui travaillait comme humanitaire, aurait été décapité. Paris pense que l'otage était déjà mort, faute de médicaments pour traiter son insuffisance cardiaque.

Au lendemain de cette annonce qui glace la France au cœur de l'été, le président français envoie son ministre des affaires étrangères faire la tournée des capitales concernées : Nouakchott, en Mauritanie, Bamako, au Mali, et Niamey, au Niger. Le djihad au Sahel, encore balbutiant, vient de faire une entrée spectaculaire et morbide dans l'opinion publique française. Les djihadistes du Sahel n'en sont pourtant pas à leur coup d'essai. Le 24 décembre 2007, quatre touristes français avaient été tués à l'arme automatique dans le désert mauritanien par des assaillants proches d'AQMI. Cet attentat avait conduit à l'annulation, en 2008, du Rallye Paris-Dakar, délocalisé depuis. Le 8 juin 2008, un ingénieur français, Pierre Nowacki, était tué avec douze Algériens dans un double attentat à la bombe à une cinquantaine de kilomètres d'Alger.

AQMI, dont la naissance a été annoncée le 25 janvier 2007, est encore mal connue des Français. L'organisation est pourtant le fruit d'une histoire ancienne. Elle est l'héritière du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), le principal groupe djihadiste algérien, dont l'adjoint égyptien de Ben Laden, Ayman Al-Zawahiri, annonce l'allégeance à Al-Qaida, dans une vidéo, le 11 septembre 2006. Si l'intérêt grandissant d'Al-Qaida pour la France, dans la seconde moitié des années 2000, s'interprète au prisme de la polémique sur le voile et de l'affaire des caricatures de Mahomet, il s'explique aussi par l'apparition de cet allié très hostile à la France. Al-Zawahiri acte immédiatement cette nouvelle orientation : cette union *« sera un os en travers de la gorge des croisés américains et français, ainsi que de leurs alliés, et inspirera désarroi, inquiétude et abattement dans les cœurs des fils traîtres et apostats de la France »*.

« PRÉSERVER L'IDENTITÉ DE L'ALGÉRIE »

AQMI a dans son ADN, comme toute la djihadosphère algérienne, la haine de la France depuis la « décennie noire » en Algérie (1992-2000), en raison du soutien de Paris au coup d'Etat des généraux d'Alger contre la victoire électorale des islamistes, en janvier 1992. Son ancêtre, le GSPC, est le résultat d'une dissidence, en 1998, du Groupe islamique armé (GIA), discrédité par les massacres de masse pendant la guerre civile : le nouveau groupe entend alors recentrer son combat contre les représentants de l'Etat algérien, mais aussi contre la France. Parmi ses principaux lieutenants figure Mokhtar Belmokhtar, qui avait déjà été en relation avec Ben Laden quand ce dernier était installé près de Khartoum, où le gouvernement soudanais lui offrait le gîte et le couvert. C'est ce même Belmokhtar qui œuvre, au début des années 2000, pour obtenir une reconnaissance du GSPC par Al-Qaida. Mais la mort d'un envoyé spécial de Ben Laden dans une embuscade de l'armée algérienne, en 2002, lui fait redouter une trahison. Les pourparlers sont interrompus. Pendant ce temps, le GSPC, malgré des coups de boutoir spectaculaires portés au pouvoir algérien, recule de plus en plus dans son pays. Au milieu des années 2000, il n'est plus présent qu'en Kabylie et dans le grand Sud.

Le Sahel devient le nouveau terrain d'expansion naturelle du djihad algérien : Mokhtar Belmokhtar se déplace sans contrainte de la Mauritanie au Tchad, trafiquant de l'essence de contrebande et des denrées de base ou enlevant des touristes étrangers qu'il relâche contre d'importantes rançons. Une rumeur selon laquelle il trafiquait de la drogue et des cigarettes, sans doute inventée par les services secrets algériens, lui vaudra même le surnom de « Mister Marlboro ».

La France, l'omniprésente ancienne puissance coloniale, subit rapidement les conséquences de ce repositionnement en voyant prises d'otages et attaques se multiplier. La naissance d'AQMI va amplifier cette tendance au Sahel. Si l'Hexagone avait jusque-là été éclipsé par l'ennemi américain de la propagande de la « centrale » Al-Qaida, l'acquisition de la filiale algérienne va se traduire par une multiplication des mentions de la France dans les discours. Dans une interview, en 2009, avec As-Sahab, l'organe officiel de propagande d'Al-Qaida, Al-Zawahiri dénonce ainsi l'influence corruptrice des *« enfants de la France »* : *« Aujourd'hui, le devoir des musulmans au Maghreb islamique est de chercher à s'en tenir aux règles de l'islam* (...) *et pour chaque femme* [de la région] *de savoir que* [les dirigeants de leurs pays] *sont les serviteurs de la France et de l'Amérique. »*

Dans un appel aux Algériens à combattre le gouvernement *« infidèle »*, en juin 2009, Abou Yahya Al-Libi, le théologien en chef d'Al-Qaida, d'origine libyenne, joue sur le passé colonial et la guerre d'indépendance algérienne : *« Son peuple s'est engagé dans l'une des plus féroces et longues batailles de l'histoire. »* La thématique de la bataille culturelle est très présente : *« La France chrétienne malveillante voulait déformer le credo, l'éthique, l'affiliation et l'identité de ce peuple musulman, afin qu'il devienne semblable à des gens misérables et bestiaux. »* Face aux crimes contre les civils, poursuit-il, les moudjahidine algériens se sont dressés et ont tout sacrifié pour *« préserver l'identité de l'Algérie, afin qu'elle reste un pays musulman »*. *« Le peuple algérien n'a pas fait tous ces sacrifices pour mettre sur pied les fondations d'un Etat séculier apostat »*, conclut-il en revenant à l'actualité, alors qu'Abdelaziz Bouteflika a été réélu pour un troisième mandat deux mois plus tôt.

Les perspectives offertes par l'expansion au Maghreb n'échappent pas à Ben Laden et à son entourage, qui ont depuis longtemps des vues sur la région. Les correspondances retrouvées dans le dernier repaire du Saoudien, à Abbottabad, au Pakistan – dont *Le Monde* a fait traduire de l'arabe et étudié des extraits inédits, avec l'aide du chercheur Kévin Jackson, du Centre d'analyse du terrorisme –, lèvent le voile sur la nature des relations entre la centrale et sa filiale. Les cadres d'AQMI demandent régulièrement à Ben Laden des conseils sur de nombreux sujets, et celui-ci donne en retour des orientations aux Algériens. Si la filiale dispose d'une certaine marge de manœuvre, elle est tenue d'intégrer l'agenda plus général de la « maison mère » et d'appliquer ses directives. Bien que le contrôle réel de Ben Laden sur ses affidés ait été amoindri par les difficultés de communications, les échanges montrent une révérence certaine à l'endroit du chef d'Al-Qaida. Ainsi, c'est *« d'un soldat à son émir »* qu'Abdelmalek Droukdel, l'émir du GSPC depuis 2004, puis d'AQMI, s'adresse à Ben Laden.

« LES FRÈRES AU MAGHREB ISLAMIQUE (...), S'ILS NE PEUVENT DIRIGER LEURS EFFORTS CONTRE LES AMÉRICAINS, QU'ILS LE FASSENT CONTRE LES FRANÇAIS », ÉCRIT OUSSAMA BEN LADEN

Parmi les débats récurrents : faut-il frapper l'ennemi proche (les pays de la région) ou lointain (l'Occident) ? Les Algériens consultent ainsi le leadership d'Al-Qaida sur une éventuelle trêve avec la Mauritanie. Selon Droukdel, Nouakchott a proposé à AQMI une cessation des hostilités. La centrale répond qu'une trêve avec le gouvernement mauritanien et les autres pouvoirs *« apostats »* de la région – *« Mali, Burkina Faso* (...) *et d'autres »* – serait non seulement *« légale »* d'un point de vue théologique, mais aussi bénéfique sur le plan stratégique. Ben Laden ne souhaite en effet pas voir les djihadistes algériens *« embourbés »* dans une série de *« fronts secondaires »* avec l'ennemi proche, et leur enjoint de privilégier les opérations contre les cibles occidentales : *« La politique de l'organisation est claire. Elle consiste à mobiliser les efforts contre la tête de la mécréance majeure, à savoir l'alliance américano-israélienne, pour neutraliser tous ceux qu'on peut neutraliser. Il faut que les frères évitent d'ouvrir des fronts secondaires, surtout avec des ennemis qui ne nous combattent pas. »*

Sans surprise, Ben Laden désigne l'Amérique comme la priorité, mais également la France, ennemie historique du djihad algérien. Dans ses consignes à AQMI, le Saoudien explique : *« Pour ce qui est des frères au Maghreb islamique* (...), *nous leur disons qu'au stade actuel, s'ils ne peuvent diriger leurs efforts contre les Américains, qu'ils le fassent contre les Français, qui sont actuellement la tête européenne* [de la mécréance]*, qu'ils ciblent leurs ambassadeurs et leurs ambassades, et leurs intérêts commerciaux dans les pays africains non musulmans, afin d'éviter de toucher les musulmans. »*

METTRE « LA PRESSION » SUR PARIS

Les directives de la « maison mère » sont intégrées par AQMI. Dans un courrier du 6 mai 2009, Droukdel informe la centrale que la question du djihad mondial a été prise à bras-le-corps par son groupe. *« Les Américains, les Britanniques et les juifs »* constituent depuis longtemps des cibles, écrit-il, tandis que *« le reste des citoyens de l'Union européenne est en haut de nos priorités »*. Pour ce qui est de la France, il dénonce l'influence de Paris dans la région : *« Notre pays aujourd'hui est encore une fois quasiment sous la colonisation directe de la France et de ses alliés. »* Il souhaite voir la centrale faire *« un peu plus pression »* sur Paris jusqu'à obtenir son départ d'Algérie et de toute la région.

Cette volonté de l'émir d'AQMI, Droukdel, de frapper les Occidentaux va se traduire par plusieurs projets terroristes. Il a en effet commandité une campagne d'attentats en France, comme le révèle une lettre retrouvée à Abbottabad, rédigée le 22 janvier 2010 par Abou Mohamed Salah, responsable médiatique d'AQMI, à Atiyah Allah (Djamal Ibrahim Al-Misrati de son vrai nom), un lieutenant libyen de Ben Laden. Salah y annonce l'arrestation par les *« apostats »* d'un certain *« Al-Othmani »*, un *« frère moudjahid »* d'AQMI. Il explique que ce dernier s'était vu confier une *« mission secrète »* par *« l'émir de l'organisation »*, Droukdel en personne : *« planifier des opérations martyres en France »*.

Al-Othmani ne devait pas être seul : il n'était que *« l'un des frères qui devaient voyager en France l'été dernier* [en 2009] *»* et *« supervisait un groupe de frères là-bas, afin de monter des opérations martyres »*. Victime d'une *« trahison »,* selon Salah, il est arrêté en Algérie, muni de faux papiers, alors qu'il était sur le point d'embarquer sur un bateau à destination de la France. Si Abou Mohamed Salah ne mentionne jamais la kounia (nom de guerre) complète de cet opérationnel, le parcours d'Al-Othmani ressemble à celui d'Abou Mohamed Al-Othmani, nom de guerre de l'Algérien Mustapha Debchi, un jeune ingénieur en électronique polyglotte, qui a rejoint AQMI en mai 2008 pour y travailler dans la branche médiatique sous les ordres d'Abou Mohamed Salah.

Les correspondances trouvées à Abbottabad pourraient ainsi éclairer d'un jour nouveau un dossier terroriste qui avait défrayé la chronique en 2009 : l'affaire Adlène Hicheur, du nom d'un physicien franco-algérien du Centre européen de recherche nucléaire, arrêté le 8 octobre 2009, à Vienne (Isère), et soupçonné par le renseignement intérieur français de planifier un attentat en France. Soutenu par des associations et par une vaste campagne de solidarité dans la communauté de la recherche, Adlène Hicheur avait été condamné, en 2012, à quatre ans de prison pour le seul projet d'attentat piloté à ce jour par AQMI sur le sol français.

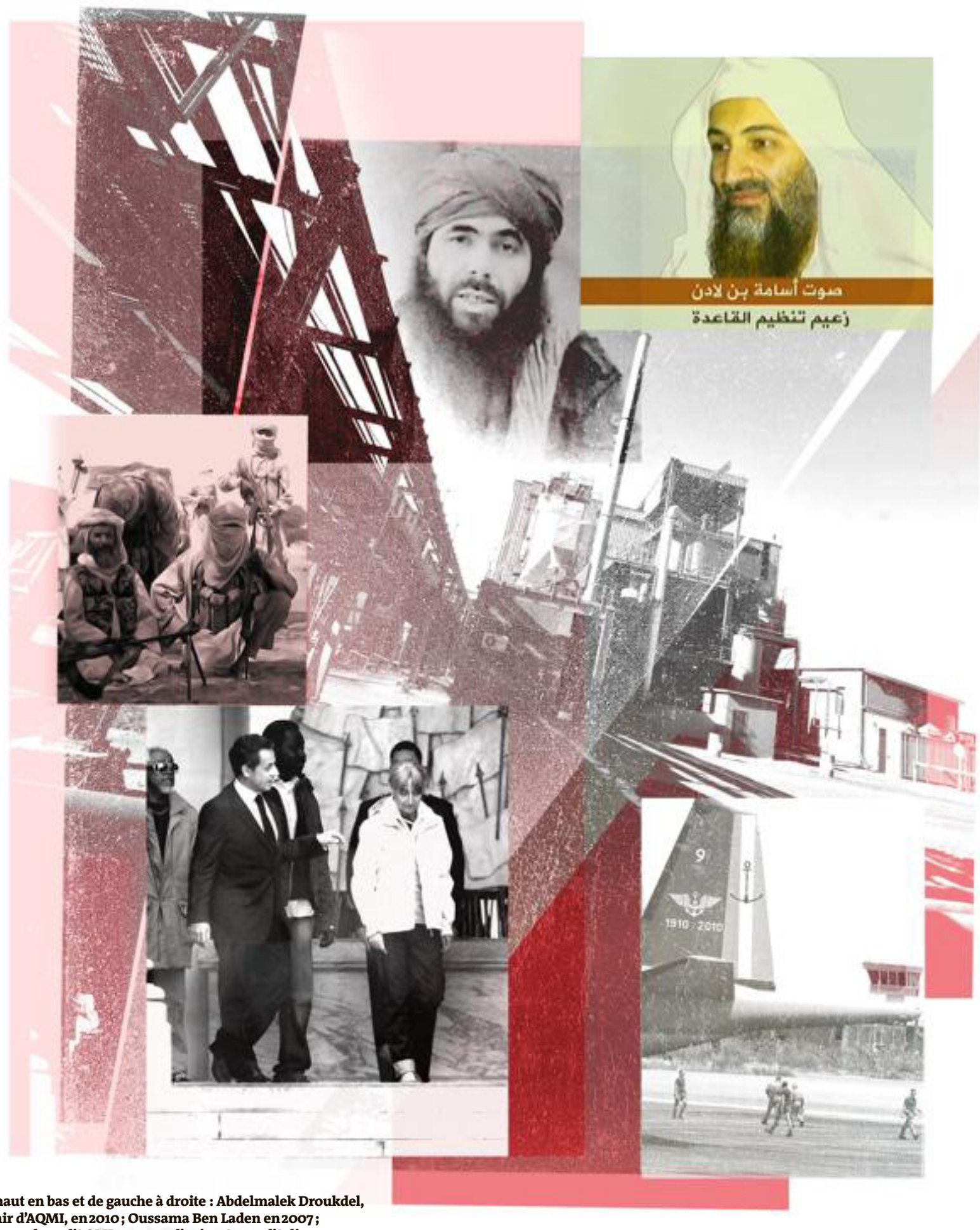
LES INSTRUCTIONS DE LA « CENTRALE »

Adlène Hicheur était à l'époque en communication étroite avec Mustapha Debchi, alias « Abou Mohamed Al-Othmani ». Sous la houlette de ce dernier, Hicheur joue les porte-voix d'AQMI dans la djihadosphère francophone, traduisant la propagande du groupe. Le 24 février 2009, Debchi fait part à Hicheur d'une mission confiée par sa hiérarchie : *« Je voudrais* (...) *mener des opérations en France, et il nous manque les amoureux de Hour* [les vierges du paradis] *prêts à agir. »* Il propose au physicien d'être au nombre des futurs kamikazes et de recruter d'autres opérationnels. Les candidats, précise-t-il, seraient entraînés *« dans le désert »* par les hommes d'AQMI. En mars, Hicheur répond qu'il apprécie la proposition, mais ne connaît pas de recrues potentielles. Il soumet cependant une idée de cible : une base militaire, près d'Annecy, où se forment des soldats français en partance pour l'Afghanistan.

Debchi revient à la charge, le 1er juin 2009 : *« Cher frère, on ne va pas tourner autour du pot. Est-ce que tu es disposé à travailler dans une unité active en France ? »* Cinq jours plus tard, Hicheur lui répond : *« Concernant ta proposition, la réponse est OUI bien sûr. »* Si Debchi semble plus porté vers des opérations suicides dans un futur proche, Hicheur privilégie le temps long : *« Tu as cité la stratégie du "frapper en premier" qui intervient avant la constitution d'un noyau dur. Moi, je dis le contraire.* (...) *Montrer qu'on existe est chose aisée, c'est durer qui est bien plus difficile. Ce que je crains, c'est que nous soulevions une tempête dans un verre d'eau et puis rien. »* De plus, reprend Hicheur, recruter des opérationnels de confiance demandera *« une période de temps non négligeable »*. Alors qu'il avait prévu un séjour de dix jours en Algérie, le physicien est interpellé le jour de son départ, le 8 octobre 2009.

Plus encore que les projets d'attentat, un thème récurrent revient en boucle dans les correspondances entre AQMI et la centrale : la question des otages au Sahel. On connaissait les intermédiaires locaux et régionaux impliqués dans les négociations sur la libération des otages avec la France. Ce que révèlent les « fichiers Abbottabad », c'est qu'un acteur extérieur agissait en coulisse : Ben Laden et le haut commandement d'Al-Qaida.

La correspondance du chef saoudien dessine une image assez précise de la dynamique des négociations avec la France. Dans ce schéma, c'est bien AQMI qui mène les pourparlers. Mais la filiale en réfère systématiquement à la centrale, afin de recevoir conseils et instructions, ce qui peut en partie expliquer la longue durée de la détention des otages et les difficultés rencontrées par Paris. Chez AQMI, l'émir Abdelmalek Droukdel et le chef du comité médias, Abou Mohamed Salah, jouent les premiers rôles. Côté centrale, Ben Laden et Atiyah Allah apparaissent comme les principaux interlocuteurs. Les communi-



De haut en bas et de gauche à droite : Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI, en 2010 ; Oussama Ben Laden en 2007 ; des membres d'AQMI en 2009 ; l'usine Areva d'Arlit, au Niger ; le président Nicolas Sarkozy et Françoise Larribe, le 26 février 2011, peu après la libération de l'employée d'Areva, détenue par AQMI au Niger ; soldats français au Niger, en 2010.
AFP, ISSOUF SANOGO/AFP, THOMAS SAMSON/AFP. MONTAGE GILLES LE NOZAHIC

cations retrouvées à Abbottabad dévoilent l'ampleur des divergences stratégiques entre AQMI et Ben Laden sur cette question.

Le sujet des otages devient d'autant plus pressant avec l'enlèvement de sept employés, dont cinq Français, de la société Areva, à Arlit (Niger), le 16 septembre 2010. Cet épisode ouvre une intense séquence de discussions entre Al-Qaida et AQMI : la filiale souhaite libérer les otages contre de l'argent et des hommes, la centrale privilégiant une négociation politique. Abou Mohamed Salah explique qu'au départ, pour les otages hommes, *« l'avis des frères s'était fixé* (…) *sur l'idée de demander quelque chose de raisonnable »*.

FRONT UNI EN APPARENCE

AQMI rédige ainsi une *« liste de prisonniers djihadistes* [emprisonnés en France, en Mauritanie et en Algérie, et dont il s'agira d'exiger la libération] *avec une demande de rançon en plus »*. Quant à l'otage féminine, Françoise Larribe, les djihadistes du Sahel souhaitent l'*« échanger »* contre la famille d'Abou Yahya Al-Libi, le théologien d'Al-Qaida, alors présente en Mauritanie et qui serait ensuite exfiltrée vers le Waziristan, une région du Pakistan frontalière de l'Afghanistan. Ces demandes, *« envoyées via un intermédiaire aux Français »,* sont apparemment bien reçues par Paris.

Entre alors en scène Ben Laden, qui vient chambouler avec fracas le cours des négociations. Le 26 septembre 2010, le chef d'Al-Qaida rédige une lettre à son bras droit, Atiyah Allah, véritable chef opérationnel du groupe, dans laquelle il lui demande de transmettre ses instructions *« aux frères du Maghreb islamique »*. Selon le Saoudien, AQMI devrait plutôt négocier la libération des otages contre le retrait des troupes françaises d'Afghanistan. Il exige même la rédaction d'une *« circulaire »* destinée à AQMI, stipulant que *« les négociations avec les Européens incluent d'abord leur retrait d'Afghanistan »*.

Ben Laden joint à ce courrier un bref enregistrement sonore adressé *« au peuple français »,* à rendre public, dans lequel il précise ses revendications : *« La voie vers la protection de votre sécurité est d'arrêter tous vos méfaits* (…) *et la chose la plus importante est votre retrait de la guerre sinistre de Bush en Afghanistan. »* Le 27 octobre, Al-Jazira diffuse le document audio de Ben Laden. Trois semaines plus tard, AQMI en diffuse un à son tour, s'alignant sur la position de la centrale.

Un front uni en apparence seulement. Car, en privé, les Algériens semblent déboussolés par les dernières déclarations du *« cheikh Oussama »* sur Al-Jazira. Le courrier d'Atiyah Allah ne leur était pas encore parvenu lorsque cet enregistrement a été diffusé, alors qu'ils avaient déjà envoyé leurs premières revendications à la France. Pris de court, le chef d'AQMI demande à ses hommes d'avertir les Français que les demandes précédentes sont nulles et non avenues. Selon son bras droit, Abou Mohamed Salah, ce retournement *« a quelque peu perturbé les négociations »*, poussant le camp français à changer de *« médiateur »*. Le 21 décembre 2010, Salah demande conseil à Atiyah Allah : *« Faut-il s'en tenir à la demande du retrait d'Afghanistan, même si cela peut aboutir à ce que tous les* [otages] *soient tués ? » « En cas de blocage, peut-on demander une rançon ? »* Il précise ne pas vouloir *« pousser* [leur] *cheikh Oussama à revenir sur sa position au sujet des Français »*, mais plaide clairement en faveur d'une transaction. *«* [Les otages] *sont la seule et unique source de financement sur laquelle repose toute l'activité djihadiste dans le Sahara »*, rappelle le porte-parole, ajoutant que *« le tarissement de cette source aurait des conséquences graves »*. Outre l'aspect financier, AQMI doit penser à ses membres derrière les barreaux. Au moment de l'enlèvement de Michel Germaneau, l'organisation djihadiste avait exigé la remise d'un haut responsable terroriste détenu en Algérie, ainsi que celle de Rachid Ramda, condamné, en 2007, à Paris, pour les attentats de 1995.

LE 26 AVRIL 2011, SIX JOURS AVANT SA MORT, BEN LADEN ENCOURAGE AQMI À PRÉSERVER LA VIE DES OTAGES D'AREVA JUSQU'À « LA FIN DES ÉVÉNEMENTS LIBYENS » OU « JUSQU'AUX ÉLECTIONS [EN FRANCE] »

Le 24 novembre 2010, Atiyah Allah se félicite de l'avancée du dossier auprès de Ben Laden : *« Les frères du Maghreb islamique ont bien réagi. Il* [Droukdel] *a amené les Français à négocier avec nous. » « Moi, je cherche maintenant à entrer en communication avec l'ambassade de France à Kaboul et à Islamabad, et* (…) *à ouvrir la voie d'une négociation »*, poursuit celui qui deviendra numéro deux d'Al-Qaida après la mort de son fondateur. Aux yeux du Libyen, à défaut d'obtenir un retrait immédiat, Al-Qaida pourrait au moins arracher à la France un engagement public *« à examiner la possibilité de retirer ses forces d'Afghanistan ou de transférer la question au Parlement »*.

Dix jours plus tard, le 4 décembre, Ben Laden lui répond par une feuille de route détaillée, et sur le long terme : plutôt qu'un débat au Parlement, la revendication première doit rester *« le départ immédiat d'Afghanistan »* ou, à tout le moins, *« un arrêt des opérations de combat et l'annonce d'un calendrier de retrait complet ». « Si Sarkozy persiste dans son refus de négocier, qu'on procède, une semaine avant l'élection présidentielle française* [de 2012]*, à l'assassinat d'un des hommes, le moins haut placé dans la hiérarchie de l'entreprise* [Areva]. *»* Pour ce qui est de l'otage féminine – *« quelque chose d'embarrassant »,* selon Ben Laden –, le chef d'Al-Qaida laisse à sa filiale le soin de régler l'affaire contre une rançon à hauteur de *« 5 millions d'euros »*. Il ajoute : *« Qu'on procède avec elle au programme de persuasion pour qu'elle lance une campagne contre le gouvernement français quand elle aura été libérée. »* Là encore, il joint un nouveau document audio au message qui officialise la position de la centrale et fait pression sur Paris : *« Ce refus* [du retrait] *est le feu vert pour tuer vos prisonniers sur-le-champ. »*

SEMER LA DISCORDE

Un mois et onze jours plus tard, le 22 janvier 2011, Al-Jazira diffuse l'enregistrement de Ben Laden, au grand dam du Saoudien craignant que ce retard ne rende le document obsolète. Après avoir entendu aux infos la nouvelle d'une libération récente d'otages – il s'agit de Françoise Larribe, malade d'un cancer et libérée contre rançon avec deux employés africains d'Areva, le 24 février 2011 –, le lieutenant de Ben Laden, le Libyen Atiyah Allah, interroge Salah, responsable médiatique d'AQMI : *« Peut-être que les frères ont procédé selon la ligne que vous avez rappelée. C'est-à-dire qu'en cas d'impasse vous suiviez le plan antérieur, à savoir prendre une rançon en essayant d'échanger nos frères emprisonnés. »* Attendant des *« précisions »*, le Libyen n'en démord pas : AQMI serait bien avisée de suivre la stratégie du *« cheikh »* visant à semer la discorde au sein de *« l'alliance croisée »* en *« mettant la pression »* sur la France. Il encourage son interlocuteur à commencer à exécuter les otages si les négociations sont bloquées. Pour Kévin Jackson, *« l'affiliation du GPSC à Al-Qaida a complexifié la gestion des otages au Sahel. L'ironie de l'histoire est que ce sont les Algériens eux-mêmes qui ont demandé une plus grande implication de la centrale sur cette question. L'intervention de Ben Laden s'est traduite par la politisation des revendications, avec la demande du retrait français d'Afghanistan, ce qui a compliqué l'avancée des négociations ».*

Les écrits d'Abbottabad en 2010-2011 démontrent une volonté d'Al-Qaida d'utiliser l'ensemble des otages français : ceux d'Areva au Sahel, mais aussi Denis Allex, l'agent de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), détenu depuis le 14 juillet 2009 par les Chabab somaliens, affiliés eux aussi à la centrale terroriste, même si Ben Laden ne les a pas officiellement reconnus, et les deux journalistes français Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, enlevés en Afghanistan le 29 décembre 2009, dans le but d'obtenir le départ de la France d'Afghanistan.

Dans son ultime échange avec Atiyah Allah, le 26 avril 2011, six jours avant sa mort, Ben Laden s'attarde une dernière fois sur le dossier des otages aux mains d'AQMI. Alors que la France vient d'entrer en guerre en Libye pour défendre les insurgés du « printemps arabe » contre Mouammar Kadhafi, le chef d'Al-Qaida s'inquiète de la popularité de Nicolas Sarkozy. Dans ces conditions, il encourage AQMI à se montrer patiente et à préserver la vie des otages jusqu'à *« la fin des événements libyens »* ou *« jusqu'à l'élection* [en France]*»*. S'il devient difficile de les garder, alors *« ils devront en échanger la moitié et garder l'autre »*.

L'issue des prises d'otages ne sera pas celle qu'imaginait le chef d'Al-Qaida, tué dans sa maison fortifiée par les Navy SEALs, le 2 mai 2011. Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier sont libérés le 29 juin 2011, contre une rançon et la libération de chefs talibans. Denis Allex est tué début janvier 2013, après une opération de libération ratée, menée par la DGSE et par le commandement des opérations spéciales. Malgré le déclenchement de l'opération « Serval » contre l'« émirat » d'AQMI dans le nord du Mali, en janvier 2013, les quatre otages français d'Areva encore retenus sont libérés le 29 octobre de la même année, après versement d'une rançon importante.

En Afghanistan, François Hollande, élu président en 2012, a retiré toutes les troupes combattantes à la fin de la même année. En revanche, la France reste à ce jour embourbée au Sahel, où elle s'est engagée militairement dès 2013, malgré la mort d'Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI, tué par les troupes françaises le 3 juin 2020. ■

CHRISTOPHE AYAD
ET SOREN SEELOW

Prochain article *L'héritage sanglant de Ben Laden*

Le Monde

11 SEPTEMBRE 2001-2021 LE DÉRÈGLEMENT DU MONDE



Le 11 septembre 2001, nous étions tous américains. Vingt ans après, les Etats-Unis n'ont jamais paru aussi seuls. La débâcle en Afghanistan – la précipitation du retrait américain, l'effondrement de l'armée afghane face à l'accélération brutale de l'avancée des talibans et, pour finir, l'attentat meurtrier du 26 août perpétré par l'organisation Etat islamique à l'aéroport de Kaboul – met un terme tragique à deux décennies d'impasse dans la « guerre contre le terrorisme ». En à peine six mois, Joe Biden a ruiné ses efforts pour réparer le lien avec ses alliés, endommagé par quatre années d'administration Trump.

Le nouveau locataire de la Maison Blanche avait annoncé, dès sa campagne présidentielle, sa volonté de clore cette « guerre sans fin ». Le retrait, promis avant la date symbolique du 11 septembre, devait marquer l'ouverture d'un nouveau chapitre américain. Ce projet déjà engagé par Donald Trump, qui avait signé un accord avec les talibans, aurait pu faire consensus. Mais les images de la débandade de l'armée, du chaos à l'aéroport et du ballet des hélicoptères au-dessus de la capitale afghane ont cruellement rappelé Saïgon et la défaite du Vietnam, en 1975. Une nouvelle humiliation pour Washington, après l'effondrement des tours jumelles de Manhattan.

Les attaques du 11-Septembre avaient d'abord entraîné – comme Pearl Harbor en 1941 – une déclaration de guerre des Américains, qui ont pris la tête d'une coalition contre le terrorisme. Mais, alors que la victoire contre les talibans était sans appel et Ben Laden en fuite, les Etats-Unis se sont ensuite lancés dans une croisade contre l'Irak de Saddam Hussein, justifiée par un mensonge : l'existence d'armes de destruction massive. Le recours à la torture des prisonniers de guerre et à une surveillance planétaire au nom de l'antiterrorisme a affaibli les démocraties et des organisations internationales comme les Nations unies et l'OTAN. Et le monde a changé, pour le plus grand bonheur de Pékin, Moscou, Téhéran et Ankara, qui tentent désormais de récupérer les positions abandonnées par l'Occident.

Tandis que les attentats islamistes se sont éloignés du sol américain, ils ont touché de plein fouet l'Europe, et plus encore les pays musulmans au Proche-Orient, en Afrique et, bien sûr, en Afghanistan. C'est là que les djihadistes ont fait l'essentiel de leurs 180 000 victimes en vingt ans, parfois en dépit de la présence de forces internationales. C'est sur ces terrains qu'ils se régénèrent, capitalisant sur ce grand dérèglement du monde. ■

ALAIN SALLES

Le Monde
SAMEDI 11 SEPTEMBRE 2021

PETER VAN AGTMAEL
est un photographe américain de l'agence Magnum, qui a consacré une grande partie de son travail aux conflits américains d'après le 11-Septembre. Son premier ouvrage, « Disco Night Sept 11 » (2014), jette une lumière crue sur les combats menés par l'armée en Afghanistan et en Irak. Conçu comme une suite, « Buzzing at the Sill » (2017) étudie les conséquences de ces engagements militaires dans son propre pays. Dans « Sorry for the War » (2021), il explore le fossé qui sépare la perception de ces conflits aux Etats-Unis et la réalité de la violence subie par tous ceux qui se trouvent piégés dans les zones de guerre. A travers ce travail au long cours, dont sont extraites les photos qui illustrent ce supplément, il dresse un portrait – un « miroir », dit-il – des Etats-Unis au sens large. Son récit ou le témoignage de ceux qu'il photographie viennent compléter les non-dits.



Page précédente : Erbil (Kurdistan irakien), en 2017. Adnan Thanon Younis, 53 ans, est devenu aveugle à la suite de l'explosion d'un obus, à Mossoul.
PHOTOS : PETER VAN AGTMAEL/ MAGNUM PHOTOS

L'affaissement américain

De l'humiliation des attaques terroristes de 2001 à la débandade de Kaboul, les administrations successives se sont livrées, au nom de la guerre contre le terrorisme, à une gestion à la fois coûteuse et délétère de l'Afghanistan et de l'Irak

WASHINGTON - *correspondant*

Ce fut un jour de cendres et de terreur, qui fit vaciller l'Amérique. Mais il suscita aussi un moment patriotique unique. Le 11 septembre 2001, près de 150 élus du Congrès, démocrates et républicains, s'étaient réunis spontanément sur les marches du Capitole pour entonner un émouvant *God Bless America*, a cappella, après une minute de silence. Frappé au cœur, le pays serrait les rangs et cherchait, déjà, les responsables de son malheur.

Neuf jours plus tard, le 20 septembre, le président américain, George W. Bush, s'adressait au Congrès, dans une allocution solennelle : *« En Afghanistan, nous assistons à la vision du monde selon Al-Qaida. Le peuple afghan a été brutalisé – beaucoup sont affamés, beaucoup ont fui. Les femmes n'ont pas le droit d'aller à l'école. Vous pouvez être emprisonné parce que vous possédez une télévision. La religion peut être pratiquée seulement de la façon dont leurs leaders l'imposent. Un homme peut être emprisonné* (...) *si sa barbe n'est pas assez longue. »* Puis cet avertissement : les talibans *« livreront les terroristes ou ils partageront leur sort ».*

Déjà, par ces mots, le président américain confondait la lutte contre les terroristes d'Al-Qaida et celle contre le régime taliban, pointé pour son obscurantisme et ses pratiques répressives autant que pour son accueil des djihadistes. Comment ne pas être saisi de vertige, vingt ans plus tard, en observant la débâcle américaine finale en Afghanistan, en cette fin d'été 2021 ? Après avoir promu la *« guerre contre le terrorisme »*, voilà les Etats-Unis contraints de négocier les conditions de leur départ avec ceux-là mêmes qu'ils voulaient châtier. Les talibans paradent avec les armes américaines abandonnées. Ils sont devenus les alliés de circonstance de Washington contre la franchise locale de l'organisation Etat islamique (EI). Quant à l'union sacrée de 2001, conjuguant voix démocrates et républicaines, elle a cédé la place depuis des années à des fractures internes profondes, que l'élection de Joe Biden ne pouvait résorber comme par magie.

La nuit est retombée sur l'Afghanistan. Ce qui l'a précédée n'était pas le jour, mais une forme de lumière artificielle dans laquelle de nombreux Afghans, entrevoyant la possibilité d'une société moins hermétique, ont espéré une émancipation. L'un des chroniqueurs les plus impitoyables de ces deux décennies de gâchis américain immense est l'Inspection générale spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), dirigée par John Sopko. Audit après audit, cette agence indépendante établie en 2008 par le Sénat a décrit les errements des administrations successives. Le 16 août, alors que le pont aérien vers Kaboul était mis en place, le Sigar publiait un nouveau rapport sur les *« leçons à retenir »* après *« vingt ans de reconstruction »*. Parmi les points positifs sont mentionnés des progrès dans l'alphabétisation, une réduction du taux de mortalité infantile ou encore un allongement général de l'espérance de vie. Mais l'essentiel dresse le bilan d'une fuite en avant.

Au total, le département de la défense a dépensé 837 milliards de dollars pour la conduite de la guerre, au cours de laquelle 2 443 soldats américains et 1 144 militaires de la coalition internationale ont été tués. L'armée afghane a perdu 66 000 hommes. A côté du volet militaire, les Etats-Unis ont déboursé 145 milliards de dollars pour la *« reconstruction »* de l'Afghanistan, dont la plus grande partie a servi à former et équiper les forces de sécurité afghanes. Pour quel résultat ? Le rapport souligne que *« le personnel américain en Afghanistan était souvent non qualifié et mal formé »*. Les Etats-Unis *« ont imposé de façon maladroite des modèles technocratiques occidentaux sur les institutions économiques afghanes ; formé les forces de sécurité à des systèmes d'armement avancés qu'elles ne pouvaient pas comprendre, encore moins entretenir ; imposé un Etat de droit formel à un pays où 80 % à 90 % des conflits sont traités par des moyens informels »*, énumère le Sigar. L'Etat afghan était un mirage. Les Etats-Unis n'ont jamais su prendre en compte les dynamiques tribales et religieuses de la société afghane.

Une erreur dupliquée en Irak, occupé par l'armée américaine en 2003 au nom, cette fois, d'un mensonge historique : l'existence d'armes de destruction massive détenues par le régime de Saddam Hussein. Cette guerre a causé la mort de près de 4 500 soldats américains. Son coût est estimé à plus de 2 000 milliards de dollars, selon le projet Costs of Wars, du Watson Institute.

En Afghanistan, le Sigar a constaté des changements d'objectif tellement fréquents qu'aucun d'entre eux n'a jamais été pleinement atteint : d'abord, détruire Al-Qaida, puis vaincre les talibans, puis réformer la société afghane pour en extirper les racines de l'islamisme radical. Quand on est en guerre, il faut définir l'ennemi. Or, cette évidence n'en a jamais été une. L'assassinat d'Oussama Ben Laden en 2011 n'a rien réglé, au-delà de la revanche symbolique. Deux convictions contradictoires ont ainsi accompagné trois présidents américains successifs : la nécessité de retirer les troupes américaines d'Afghanistan, mais aussi l'impératif de donner un sens à cette mission longue et d'afficher des résultats, même fictifs.

UN MENSONGE AU LONG COURS

Le Pentagone, doté de moyens colossaux par rapport au département d'Etat, n'a cessé de jouer cette comédie dramatique – celle de prétendus « progrès » sur le terrain, justifiant des budgets extravagants. Dans ces conditions s'imposèrent *« des incitations perverses à dépenser vite et à se concentrer sur des objectifs à court terme »*, sans réfléchir à leur viabilité, souligne le Sigar, alimentant ainsi les fraudes et la corruption. Les rotations permanentes des instructeurs ont participé à la *« lobotomie annuelle »* des personnels sur place, qu'un faible suivi des fonds a longtemps cachée.

En décembre 2019, le *Washington Post* révélait les « Afghanistan Papers » – notamment des milliers de pages d'entretiens confidentiels menés par le Sigar avec de hauts fonctionnaires et des responsables des administrations successives –, détaillant, en termes crus, ce mensonge au long cours. Le titre de l'article, « En guerre contre la vérité », disait tout. *« Nous étions dépourvus de la moindre compréhension élémentaire de l'Afghanistan. Nous ne savions pas ce que nous faisions »*, admettait ainsi le général Douglas Lute, qui avait servi sous George W. Bush puis sous Barack Obama. De nombreux témoignages décrivaient des manipulations statistiques, des distorsions volontaires des faits, pour nourrir le récit d'un succès. *« On n'a pas de modèle de stabilisation post-conflit qui marche »*, a résumé Stephen Hadley, ancien conseiller à la sécurité nationale auprès du président George W. Bush.

C'est un euphémisme. Mais pourquoi alors ce malaise généralisé, dans les rangs démocrates et républicains, face au retrait chaotique d'Afghanistan, bien au-delà du traumatisme des attentats du 26 août à l'aéroport de Kaboul ? Joe Biden n'a-t-il pas agi, brutalement, là où ses prédécesseurs avaient tergiversé ? N'a-t-il pas poussé à son terme la logique des accords conclus avec les talibans par

L'ÉTAT AFGHAN ÉTAIT UN MIRAGE. LES ÉTATS-UNIS N'ONT JAMAIS SU PRENDRE EN COMPTE LES DYNAMIQUES TRIBALES ET RELIGIEUSES DE LA SOCIÉTÉ AFGHANE

VERBATIM

« Que nous amenions nos ennemis devant la justice, ou que nous amenions la justice à nos ennemis, justice sera rendue. »

G.W. Bush, le 20 septembre 2001



A gauche : des soldats Américains en patrouille, dans le Nouristan (nord-est de l'Afghanistan), en 2007.

Ci-contre : Mian Pochteh, dans le Helmand, 2009. Un soldat afghan en patrouille avec les forces américaines.

l'administration de Donald Trump, en février 2020 ? Bien sûr. Mais ce malaise s'inscrit surtout dans une forme de déclassement des Etats-Unis, qu'il est difficile de mesurer tant les faits et leur perception sont emmêlés. Si la puissance du géant américain reste sans équivalent, d'un point de vue militaire comme financier, son image projetée dans le monde est profondément détériorée, y compris chez ses alliés, malgré le départ de Donald Trump de la Maison Blanche.

Les guerres en Irak et en Afghanistan, les méthodes antiterroristes employées (Guantanamo, prison d'Abou Ghraib en Irak, centres de détention secrets de la CIA, etc.), le renoncement d'Obama à frapper le régime syrien après l'utilisation par Damas d'armes chimiques, mais aussi les retraits unilatéraux sous Donald Trump de l'accord de Paris sur le climat et de celui sur le nucléaire iranien… En vingt ans, ces pratiques illégales, ces impasses militaires, ces moments d'unilatéralisme ont porté atteinte, chacun à leur façon, à la crédibilité et à la parole des Etats-Unis. La Chine et la Russie s'en réjouissent, relevant à chaque occasion les contradictions entre les principes brandis et la réalité. Outre les abus, la répétition d'analyses erronées de la part des services de renseignement, surtout élaborées, comme l'a révélé l'affaire Snowden, par des moyens de surveillance technologique – y compris au détriment des alliés de Washington – renvoie une image de vulnérabilité.

L'empire ne chute pas, car il n'y a plus d'empire dans ce monde émietté. Depuis quand les Etats-Unis n'ont-ils pas gagné une guerre ? La première guerre du Golfe, en 1991 ? Le Kosovo, en 1999, sous l'égide de l'OTAN ? La seconde guerre mondiale ? Les conflits modernes, asymétriques, ne sont plus gagnables, mais projeter sa force reste un attribut classique de puissance. Que projette l'Amérique en quittant ainsi l'Afghanistan, la tête basse ?

Dans son ouvrage intitulé *After the Apocalypse : America's Role in a World Transformed* (« après l'apocalypse : le rôle de l'Amérique dans un monde transformé », Metropolitan Books, non traduit), Andrew Bacevich, professeur de relations internationales à l'université de Boston, considère l'année 2020 comme hors norme, en raison de l'accumulation des menaces et des tensions qui ont éprouvé le système américain : *« Le Covid et ses conséquences économiques, le dérèglement climatique, la gestion défectueuse des frontières, les problèmes de transition politique à la présidence… »,* énumère-t-il, dans un entretien au *Monde*. Il espère une prise de conscience des élites de son pays, après vingt années d'abus de la force militaire, dont *« la débâcle actuelle, en Afghanistan, constitue le point culminant »*. Vétéran du Vietnam, Andrew Bacevich n'appelle pas de ses vœux un nouvel isolationnisme, mais plutôt l'acceptation d'une idée que Joe Biden ne renierait pas : la priorité doit dorénavant aller au *« front intérieur »*. ■

PIOTR SMOLAR

Afghanistan, génération perdue

Ceux qui ont cru aux changements de la société afghane depuis 2001 quittent le pays, ou se cachent, pour échapper aux représailles des talibans

Ghulam Reza Muhammadi pensait voir grandir ses trois enfants dans le centre de l'Afghanistan, à Bamiyan, que les deux bouddhas dynamités par les talibans, en 2001, ont rendu célèbre. Dans la cour de sa maison, cet archéologue avait planté un saule. Son feuillage devait un jour offrir de l'ombre pour boire le thé. Le 23 août, huit jours après la chute de Kaboul, M. Muhammadi et sa famille ont été parmi les chanceux à être évacués. *« Jamais je ne pensais quitter Bamiyan »*, dit cet Afghan de 43 ans, aujourd'hui dans un camp de réfugiés proche de Berlin.

Né en exil en Iran, Ghulam Reza Muhammadi appartient à cette génération qui a pu s'émanciper en Afghanistan après la chute des talibans provoquée, en 2001, par l'intervention militaire menée par les Etats-Unis. Rassurés par la présence et les aides de la communauté internationale, ces Afghans espéraient vivre dans un pays où les valeurs démocratiques seraient respectées, où les femmes pourraient aller à l'université et avoir accès à l'emploi, où les libertés de la presse et d'expression seraient sanctuarisées. Jamais ces Afghans de la génération 2001 n'ont pensé que les Américains et leurs alliés se retireraient, les livrant, de fait, aux talibans.

C'est cette certitude qui avait poussé Ghulam Reza Muhammadi à s'installer dans son pays d'origine, en 2004. A la vue des deux bouddhas disparus de Bamiyan, son sac lui était tombé des mains. *« J'avais un sentiment mêlé de tristesse et de haine. C'était comme si les talibans avaient détruit mon identité. »* Cet Afghan hazara (minorité chiite, persécutée par les talibans, pachtouns et sunnites) refusa alors toutes les propositions de travail en tant qu'ingénieur électronique – il avait obtenu une licence à l'université d'Ispahan (centre de l'Iran) – pour se consacrer à l'étude de la sociologie, du tourisme et de l'archéologie, et travailler sur la restauration de l'héritage culturel de Bamiyan.

Employé de l'Unesco, M. Muhammadi était connu dans la ville. *« Aux yeux des talibans, je dois être tué parce que j'ai œuvré toute ma vie professionnelle à protéger les monuments archéologiques liés au bouddhisme »*, se désole-t-il. Ceux-ci n'ont pas tardé à le traquer. *« Ils sont arrivés chez moi le 15 août, mais je n'étais pas là,* explique-t-il. *Ils ont pris ma voiture et dit à mes voisins : "Dites-lui de venir la récupérer lui-même au bureau de l'Emirat islamique." Alors j'ai compris qu'il fallait partir. »*

Le jour même, l'archéologue se rend à l'aéroport de Bamiyan pour essayer de rejoindre la capitale, mais les talibans ont encerclé le site. L'homme prend la fuite, à pied, avec un sac à dos : *« J'ai marché pendant huit heures dans les montagnes et les vallées vers Kaboul. »* Dans un village, un couple lui prête un téléphone – le sien ne fonctionnait plus – pour appeler sa famille, qu'il avait déjà envoyée à Kaboul par précaution. Quatre heures plus tard, elle vient le chercher. Il loge chez des proches et ne sort jamais, de peur que les talibans soient toujours à ses trousses.

Règles liberticides

Aujourd'hui, alors qu'il a été admis en master d'archéologie dans une université de Berlin, l'homme observe de loin les règles liberticides que les talibans imposent, petit à petit, comme lors de leur premier règne (1996-2001). *« Mon frère, qui vivait à Bamiyan, se cache désormais à Kaboul, parce qu'il a peur pour ses deux filles célibataires. Les talibans contraignent les familles à donner leurs filles de plus de 14 ans en mariage aux combattants »*, explique-t-il. Sa mère, restée à Bamiyan, lui a raconté que les talibans forcent les agriculteurs à leur donner un dixième de leurs récoltes.

Mozhdeh Hafed, une Afghane de 25 ans, a commencé sa carrière dans un domaine qui va très probablement disparaître sous le nouveau régime taliban : la lutte contre les violences faites aux femmes et les mariages précoces. Originaire d'Herat, elle travaillait depuis 2016 pour

« APRÈS TOUTES CES ANNÉES D'EFFORT, NOUS, LES FEMMES, DEVONS DE NOUVEAU NOUS CLOÎTRER À LA MAISON »

MOZHDEH HAFED
Afghane, 25 ans

diverses associations et organisations, souvent financées par les Occidentaux. *« Depuis la chute de Kaboul, j'ai arrêté. J'ai trop peur*, dit la jeune Afghane, qui a quitté sa maison, dans la capitale, où elle vivait avec deux amies, célibataires comme elle. *On avait peur que les voisins nous dénoncent aux talibans, par jalousie ou par haine* [de leur mode de vie moderne]. *Je me suis réfugiée chez ma sœur mariée »*, raconte cette diplômée de sociologie.

Toute jeune, elle a vu son frère aîné se faire fouetter par les talibans, alors maîtres du pays, parce que ses cheveux n'étaient pas assez longs. Un autre jour, ils la pourchassent avec sa mère, un fouet à la main, parce qu'elles avaient osé sortir sans être accompagnées d'un homme de la famille. *« Nous vivons aujourd'hui un cauchemar sans fin. Après toutes ces années d'effort, nous, les femmes, devons de nouveau nous cloîtrer à la maison »*, s'emporte la jeune Afghane, de Kaboul. Ses demandes de visa, adressées à l'Allemagne, à l'Australie et au Canada, demeurent sans réponse. *« Toutes mes amies sont déjà parties ou cherchent à partir. Rester en Afghanistan équivaut à un suicide »*, glisse-t-elle.

Mozhdeh Hafed ne croit pas les talibans quand ils parlent d'amnistie pour ceux qui ont travaillé avec les étrangers ou avec l'ancien gouvernement. *« Ils font déjà du porte-à-porte pour retrouver les militantes de la société civile »*, assure-t-elle. A l'instar de nombreuses femmes afghanes, elle pense que les fondamentalistes islamistes n'ont guère changé. *« Ils attendent la reconnaissance de la communauté internationale*, explique-t-elle. *Ils reprendront ensuite leurs activités habituelles. Et leur misogynie est intacte. »*

L'homme d'affaires Amin Vahedi, lui, n'a pas connu les talibans. Sa famille s'était réfugiée en Iran au début de la guerre civile, en 1992. Quelques mois après la chute des talibans, l'homme était rentré en Afghanistan pour se lancer dans l'importation et la vente de vitres. *« A l'époque, les gens avaient beaucoup d'espoir. Ils construisaient de nouveaux bâtiments ou remettaient à neuf leurs logements »*, se souvient l'Afghan, âgé de 40 ans.

En 2004, alors que de hauts immeubles se mettent à pousser à Kaboul et dans d'autres grandes villes afghanes, Amin Vahedi s'est mis à vendre des ascenseurs – notamment au gouvernement d'Hamid Karzaï. Mais *« pour que les choses avancent, il fallait toujours payer un pot-de-vin »*, se désole M. Vahedi. Cette corruption, le népotisme et le favoritisme des Pachtouns – l'ethnie qui a presque toujours dominé politiquement le pays, et dont sont issus les anciens présidents Ashraf Ghani et Hamid Karzaï – pratiqué par le gouvernement l'ont mis en colère. *« Sans compter les enlèvements et les vols qui s'étaient multipliés ces dernières années,* explique Amin Vahedi qui, lui, ne parle que le dari et appartient à l'ethnie ouzbèke. *Cela a porté un coup dur aux affaires. »*

Aujourd'hui, la justice expéditive – en coupant par exemple les doigts des voleurs – pratiquée par les talibans le rassure sur sa sécurité. Mais sa fille de 14 ans ne peut plus aller à l'école. *« Les écolières ne peuvent étudier que jusqu'à l'âge de 12 ans »*, explique cet Afghan, qui aimerait envoyer sa famille à l'étranger, *« pour qu'elle soit tranquille »*. Lui-même veut rester en Afghanistan. *« Ça ne me dérange pas de ne plus écouter de musique* [interdite par les talibans], dit-il. *De toute façon, la démocratie est finie dans ce pays. Il faut accepter la nouvelle situation et s'y adapter. »* ■

GHAZAL GOLSHIRI

Le Monde
SAMEDI 11 SEPTEMBRE 2021

A Guantanamo, l'impasse du non-droit

Sur les trente-neuf prisonniers encore présents dans la base américaine, dix-sept sont en détention pour une durée indéterminée, sans procès prévu. Ce flou juridique compromet la fermeture de cette geôle sinistre



Base américaine de Guantanamo, 2017. Une gardienne dissimule son visage, lors d'une visite organisée pour les médias. Le photographe Peter Van Agtmael décrit l'enclave américaine à Cuba, avec d'un côté son centre commercial, son McDonald's, son pub irlandais et sa boutique de cadeaux. De l'autre, des cellules de prison, dont certains murs sont maculés d'excréments. Des aquarelles (bateaux, paysages marins, couchers de soleil) peintes par les détenus sont aussi visibles.

BASE MILITAIRE DE GUANTANAMO, (ÎLE DE CUBA) - *envoyé spécial*

Ce jeudi 26 août, à bord d'un avion Delta Airlines affrété par le Pentagone pour rejoindre la base de Guantanamo, le steward est encore tout surpris : *« J'ai découvert ce matin où nous allions. Je croyais que Guantanamo était fermée. »* Vingt ans après les attentats du 11-Septembre, dix-neuf ans après avoir accueilli, en janvier 2002, les premiers détenus capturés en Afghanistan – *« les pires des pires »*, selon l'expression du ministre de la défense de George W. Bush, Donald Rumsfeld –, la sinistre prison est toujours là, écrasée par la torpeur tropicale. Il y reste encore 39 prisonniers sur les quelque 780 à être passés derrière les barbelés de cette base navale, dans le sud-est de Cuba.

Empêché par le Congrès, Barack Obama n'a pas réussi à tenir sa promesse de mettre un terme à cet univers carcéral créé par George W. Bush ; Donald Trump n'a rien fait ; le président Joe Biden, humilié par la déroute de Kaboul, aura bien du mal à en achever la fermeture, qui serait perçue comme un acte de faiblesse alors que d'ex-détenus paradent avec le nouveau gouvernement taliban. A Guantanamo, on n'est pas près de tourner la page : la gazette de la base, *GTMO Life*, annonce les cérémonies de commémoration pour le vingtième anniversaire du 11-Septembre : *« Nous n'oublierons jamais. »* Une course à pied est organisée, sur 9,11 kilomètres.

Pendant près de quinze mois, la base – une enclave de 117 kilomètres carrés colonisée sur l'île de Cuba, en 1898 – est restée inaccessible, Covid-19 oblige. En cette fin août, c'est un peu le retour des habitués. A bord, les avocats sont là pour défendre trois détenus, accusés d'avoir organisé les attentats de Bali et de Jakarta, en Indonésie, en 2002 et 2003, qui firent 202 et 12 morts. La correspondante du *Miami Herald* passée au *New York Times* Carol Rosenberg est présente. Elle est la mémoire du lieu, où elle débarqua en janvier 2002 pour assister à l'arrivée des premiers prisonniers : il faut bien qu'une conscience serve de vigie en cette zone de non-droit.

UN ACCÈS VERROUILLÉ

Le Pentagone impose d'interminables délais pour accéder à la base. *« On nous demande d'arriver à 7 heures du matin à Andrews* [près de Washington] *pour un test Covid ; on passe des heures à attendre ; l'avion contourne Cuba et, lorsqu'on atterrit, il faut prendre un ferry pour aller de l'aéroport à la base, qui est habituellement déjà parti. Le voyage dure toute la journée, c'est dingue »*, peste James Hodes, avocat de l'Indonésien Encep Nurjaman, dit « Hambali », ancien leader de l'organisation musulmane radicale indonésienne Jemaah Islamiyah, affiliée à Al-Qaida.

En guise d'accueil, des panneaux font mine de signifier qu'on est dans un lieu normal : un premier invite à ne pas donner à manger aux iguanes qui peuplent la base, un autre détaille la variété des poissons, tandis qu'un troisième indique les sentiers de randonnée. En réalité, les promenades sont impossibles sur la base, où tout est interdit. Le Camp X-Ray, fait de cages et de barbelés, fermé depuis avril 2002, est inaccessible : c'est là que furent enfermés les premiers détenus, enchaînés et en combinaison orange, dont les images firent le tour de monde. On ne peut le voir que de loin, laissé à l'abandon dans les herbes folles. Comme si ce passé tant documenté n'avait pas le droit d'avoir existé. Le camp actuel, Camp Delta, a pu être aperçu d'avion, par chance, car les vents soufflaient dans un sens favorable. Mais impossible de s'y rendre.

Les avocats qui y rencontrent leurs clients les voient masqués, assis, chaînes aux pieds. Ils ne sont pas autorisés à décrire les lieux. *« Je n'ai pas eu le droit de serrer la main de mon client avant l'audience au tribunal »*, déplore Brian Buffard, avocat du Malaisien Mohammed Nazir Bin Lep, considéré comme le lieutenant d'Hambali. Les visites des médias ont été supprimées depuis que les détenus à « haut risque » ou de « haute valeur » ont été regroupés avec ceux susceptibles d'être transférés dans un pays tiers, sous le couvert du secret-défense.

Les prisonniers n'ont pas accès à Internet. Ils peuvent, selon leurs avocats, téléphoner à leur famille une fois tous les trois mois. Plus précisément, faire des monologues de trois minutes, soumis à la censure avant d'être transmis à la famille, qui peut ensuite répondre selon la même procédure. Au total, la conversation dure quinze minutes par personne.

En ce mois d'août, les détenus les plus célèbres de Guantanamo triomphent à Kaboul. Six d'entre eux figurent parmi les nouveaux maîtres talibans d'Afghanistan. La libération de cinq de ces prisonniers, en 2014, déclencha de nombreuses critiques : tout en sachant qu'ils étaient des responsables talibans, le président Obama les a échangés contre le sergent Bowe Bergdahl, enlevé en 2009, en Afghanistan, après avoir déserté. A l'époque, M. Obama était resté ferme : *« Les Etats-Unis ont toujours eu une règle assez sacrée, à savoir que nous ne laissons pas nos hommes ou nos femmes en uniforme derrière nous. »*

> **« CES GENS SONT CONSIDÉRÉS COMME DE "HAUTE VALEUR", MAIS C'EST PARCE QU'ILS ONT ÉTÉ TORTURÉS DE MANIÈRE INIMAGINABLE »**
>
> **JAMES HODES**
> un avocat de la défense

Selon le site de référence du *New York Times*, sur les 219 Afghans ayant transité par Guantanamo, environ 175 furent renvoyés sous la présidence de George W. Bush (2001-2009), n'étant, au fond, que des combattants dans un conflit local. Bien sûr, des prisonniers libérés sont retournés au combat, au grand dam du Pentagone, à commencer par Mullah Abdul Qayyum Zakir, qui reprit les armes après sa libération, fin 2007, et est aujourd'hui ministre au sein du gouvernement de l'« émirat islamique d'Afghanistan ». Un autre se fit exploser en 2007 plutôt que de se rendre à l'armée pakistanaise, un troisième fut tué par un drone américain en 2015. Sous Obama et Trump, les libérations eurent lieu au compte-gouttes, dont une ordonnée par un juge fédéral.

Au total, il ne reste que deux Afghans à Guantanamo, détenus *« pour une durée indéterminée en vertu du droit de la guerre »*. L'un a tenté d'obtenir sa libération en mai, niant toute affiliation à Al-Qaida : *« Je ne suis pas un terroriste, je suis un Afghan »*, a fait savoir Asadullah Haroon Gul, par l'intermédiaire de ses avocats.

Ces détenus ne sont pas les plus embarrassants pour les Etats-Unis. Parmi les 39 prisonniers restants, le plus célèbre est le Pakistanais Khaled Cheikh Mohammed, dit « KSM », considéré comme le cerveau des attentats du 11 septembre 2001. Mis en accusation en 2012, il encourt la peine de mort. Son procès se prépare lentement, très lentement, avec de nouvelles audiences préparatoires ouvertes depuis le 7 septembre, mais il n'aura pas lieu avant 2022, dans la partie de Camp Justice réservée aux audiences de la justice militaire. Personne n'imagine que les prévenus puissent quitter l'île avant leur condamnation définitive ou leur exécution.

La mise en accusation des trois suspects dans les attentats de Bali et de Jakarta, fin août, a tiré la base de sa torpeur. Nul ne sait si cette procédure va permettre de se débarrasser de ces détenus en les renvoyant, après condamnation, dans leur pays d'origine ou, au contraire, s'éterniser. Le Saoudien Abd Al-Rahim Al-Nashiri – qui a été torturé par de multiples simulacres de noyade (*« waterboarding »*) et d'exécution – attend ainsi son procès depuis sa mise en accusation, en 2011, pour son rôle dans l'attentat contre l'*USS Cole* en 2000, qui coûta la vie à 19 marins américains. Des audiences préliminaires se tiendront fin septembre. Enfin, un certain Majid Shoukat Kahn, un Pakistanais détenu depuis 2003, attend sa peine, qui doit être prononcée fin octobre : celle-ci devrait être assouplie car il a plaidé coupable et collaboré avec les services américains.

Dix autres détenus sont « transférables », mais encore faut-il leur trouver un pays d'accueil. Depuis son arrivée au pouvoir, Joe Biden a réalisé un seul transfert vers Casablanca, celui du Marocain Abdul Latif Nasir, dont le renvoi avait été recommandé en 2016, avant d'être bloqué par Donald Trump. Il reste enfin 17 prisonniers, pour lesquels les autorités préconisent encore et toujours le maintien en détention indéfiniment, et sans procès prévisible. Ce sont eux qui rendent Guantanamo pérenne. *« Ces gens sont considérés comme de "haute valeur", mais c'est parce qu'ils ont été torturés de manière inimaginable. Cela n'a rien à voir avec leur implication dans les faits »*, accuse James Hodes, qui représente l'Indonésien Hambali. Il reproche à Barack Obama de ne pas avoir poursuivi en justice les équipes de Bush pour l'usage de la torture.

UNE FERMETURE IMPOSSIBLE

Les avocats sont peu optimistes quant à la possibilité d'accélérer la fermeture du site, alors que Joe Biden ne peut pas se permettre actuellement d'entamer son capital politique avec la fermeture de la base. *« Je ne pense pas que la mise en accusation de mon client soit sur les radars du président Biden »*, estime Brian Buffard. *« Je suis d'habitude cynique et pessimiste. Je n'ai rien vu qui me fasse changer d'avis »*, renchérit James Hodes.

En attendant, la base de Guantanamo continue de vivre comme si elle avait l'éternité devant elle, avec ses 6 000 habitants, dont 2 000 militaires. Elle vient d'inaugurer une école flambant neuve, qui a coûté 65 millions de dollars, tandis que l'allemand Siemens construit, moyennant 830 millions de dollars, un système énergétique à partir de gaz liquéfié, censé réduire d'un quart la consommation d'hydrocarbures utilisés pour la production d'eau potable et d'électricité de la base. Et elle érige de nouveau des tentes pour accueillir ceux qui assisteront, dans les mois à venir, aux audiences et aux procès des attentats du 11-Septembre. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

VERBATIM

« L'idée que, d'une manière ou d'une autre, les Etats-Unis ont sauvagement torturé qui que ce soit n'est pas vraie. L'une des techniques les plus controversées est le simulacre de noyade (water-boarding)… Trois personnes ont été "waterboardées". Pas des dizaines, pas des centaines. Trois. Et celui qui y a été soumis le plus souvent était Khaled Cheikh Mohammed, et cela nous a conduits à des résultats phénoménaux. »

Dick Cheney, ex-vice-président des Etats-Unis, lors du dixième anniversaire du 11-Septembre





Ci-contre : centre d'entraînement des forces armées américaines, à Fort Irwin (Californie), 2011. Une simulation de procès pénal irakien a été organisée dans le cadre d'un exercice. Devant un « juge » irakien, un « avocat » de l'armée américaine présente des preuves contre un « insurgé ». Dans les faits les avocats américains, ont rarement interagi avec le système de justice pénale en Irak.

En dessous : base aérienne de Creech (Nevada), 2018. Un pilote de drone américain.

L'ère de la surveillance planétaire

Au nom de la lutte contre le terrorisme, la collecte massive de données personnelles de citoyens par la communauté internationale du renseignement a changé la face des démocraties occidentales

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le sentiment coupable d'avoir échoué à intercepter les terroristes d'Al-Qaida a conduit les Etats-Unis et leurs alliés à adopter une nouvelle doctrine sécuritaire, celle de la surveillance globale pour essayer d'anticiper de tels actes. Sur fond de révolution de l'Internet et de numérisation de nos vies, cette décision a bouleversé le rapport entre les citoyens et les Etats – sans pour autant garantir un risque zéro – et ouvert l'ère de la collecte massive des données personnelles, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Il aura fallu attendre plus de dix ans pour que les opinions et même les parlementaires prennent conscience de l'existence de ces outils et de leur utilisation par des gouvernements ayant agi dans le plus grand secret. En 2013, Edward Snowden, ex-contractuel de l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine, l'une des chevilles ouvrières de la conception de cette surveillance planétaire, en révélait le vrai visage et l'impact sur nos démocraties : le droit y a reculé en matière de vie privée, et les souverainetés nationales ont été fragilisées par la communauté internationale du renseignement, érigée en premier rempart face aux menaces.

La rencontre du renseignement et de la révolution technologique des communications, explique alors Snowden, a offert aux Etats un pouvoir d'intrusion inégalé dans les vies privées. Pour la NSA, la liste des numéros d'appel d'un téléphone, des adresses de connexion à Internet ou des paiements par cartes bancaires est bien plus intéressante que le contenu de conversations. La collecte de ces données, dites techniques, ou encore « métadonnées », s'apparente, dit-il, *« à un recensement en continu »*. Peu importe que des messages ou que des mentions d'appels aient été effacés, cela n'altère en rien le fichier. Or, une grande part des systèmes de surveillance bâtis par les démocraties repose sur ces métadonnées et leur stockage.

EDWARD SNOWDEN A ALERTÉ LES POUVOIRS POLITIQUES ET LE MONDE DU RENSEIGNEMENT SUR LES DANGERS DE LA TOILE TISSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

Fossé entre droit et technologie

Ces systèmes de surveillance de masse ont longtemps fonctionné sans réel cadre légal. Les Etats – encore sidérés par les attaques du 11-Septembre – ont privilégié l'esprit de revanche sur le droit. Ils ont fait tomber les obstacles légaux, qui avaient été adoptés pour protéger les données personnelles avant l'ère d'Internet, et mis en place, à partir des années 2010, des cadres plus souples afin de ne pas brider les immenses capacités techniques du renseignement.

Fin 2012, les gouvernements australien et britannique rendaient ainsi obligatoire l'enregistrement des métadonnées téléphoniques et d'Internet. Pour des sociétés démocratiques, c'est une première : l'examen d'événements de la vie passée de n'importe quel citoyen est autorisé.

Les Etats avancent deux raisons pour justifier la mise à distance des Parlements, des opinions et des instances de contrôle. La première n'est pas admise officiellement, car elle les placerait en infraction avec la loi. Elle porte sur le fossé existant entre le droit et la technologie, qui menace ces édifices sécuritaires considérés comme vitaux. L'évolution technique est si rapide qu'une mise en accord complète avec le cadre légal est un vœu pieu. Le secret sert aussi à se protéger des juges. En privé, les pouvoirs arguent d'un « devoir d'efficacité » pour défendre les intérêts du pays.

La seconde porte sur l'exigence absolue, selon les Etats, de protéger leurs sources d'informations, humaines ou techniques. Nés en Grande-Bretagne de la loi de 2001 sur le terrorisme votée après les attentats, les « tribunaux secrets » statuant en matière civile interdisent aux avocats de la défense et à leurs clients l'accès aux dossiers contenant charges et témoignages retenus contre eux. Seuls des « avocats spéciaux », désignés par le ministère de l'intérieur, sont autorisés à faire le lien entre les parties. Modifiée en 2005 et 2011, la loi a entériné ce recul du débat contradictoire, clé de voûte de l'Etat de droit démocratique.

La France aussi a vu émerger ce « droit alternatif ». L'Etat secret ne se limite pas au renseignement. Il étend son emprise sur nombre de procédures touchant aux libertés. Ainsi, le juge de l'ordre administratif a supplanté, peu à peu, le juge judiciaire sur les questions d'entrave. Au nom de la protection des sources, les avocats et leurs clients n'ont, là encore, aucun accès aux informations initiales ayant motivé la décision de retrait d'un passeport, d'une assignation à résidence ou d'une perquisition administrative. Seuls des magistrats du Conseil d'Etat habilités se verront communiquer ces éléments, à condition que ceux-ci n'aient pas été transmis par des services secrets étrangers.

L'ÉTAT SECRET NE SE LIMITE PAS AU RENSEIGNEMENT. IL ÉTEND SON EMPRISE SUR NOMBRE DE PROCÉDURES TOUCHANT AUX LIBERTÉS

De la fin des années 1990 aux révélations de Snowden en 2013, les agences de renseignement technique occidentales ont ainsi contribué à redéfinir le concept de souveraineté nationale en matière de sécurité. Une archive de la NSA extraite par Edward Snowden, datée de 2008, montre comment elles se sont entraidées pour contourner les lois nationales. On y apprend que les pratiques de surveillance massive d'Internet par les services espagnol, allemand, suédois et néerlandais ont été rendues possibles grâce aux conseils du Government Communications Headquarters (GCHQ), l'équivalent britannique de la NSA.

Avant le 11-Septembre, les termes de la coopération entre services secrets techniques relevaient du troc. Désormais, ils échangent des milliards de données, cryptées en grande partie. Celles-ci ne sont pas liées à un drapeau national assurant une protection légale aux citoyens des pays concernés. Or, certains cryptages rendent l'accès à ces données impossible dans un délai raisonnable, même à des pays comme la France, de sorte que, au nom de l'antiterrorisme et dans le cadre de cette coopération, la NSA, première puissance en matière technique, a pu mettre la main sur des informations personnelles de citoyens français et d'autres nationalités. Les services français jurent, aujourd'hui, que cela n'est plus possible.

« Ultra-préventif »

Edward Snowden n'a pas seulement ouvert un dialogue mondial sur les questions de surveillance, il a alerté les pouvoirs politiques et le monde du renseignement sur les dangers de la toile tissée par les Etats-Unis. Il a aussi permis aux instances de contrôle de se faire entendre davantage. De même, il a conforté les maigres contre-pouvoirs qui tentent de mettre en garde contre les dangers d'une doctrine sécuritaire fondée sur « l'ultra-préventif ». Près de dix ans après ses révélations, les faits lui ont souvent donné raison.

En France, selon le ministère de l'intérieur, *« pour plus de 90 % des attentats terroristes déjoués, c'est le renseignement humain qui a permis, en premier lieu, d'éviter le pire »*. Fin octobre 2018, Edward Snowden déclarait déjà au *Monde* que *« la surveillance de masse ne protège pas des actes terroristes ; elle a une utilité après que l'acte a été commis »*. Et s'interrogeait : *« Pourquoi les gouvernements l'étendent-ils malgré son coût et son inefficacité, alors que nous pourrions investir ces ressources dans des moyens traditionnels qui sauvent des vies ? »* ■

JACQUES FOLLOROU

Le Monde
SAMEDI 11 SEPTEMBRE 2021

Vingt ans dans le « brouillard de la guerre »

Au lieu de traquer le dernier pré carré de Ben Laden après la victoire afghane de décembre 2001, Washington a commis l'erreur d'occuper deux pays, ouvrant de nouveaux fronts pour les djihadistes et déclenchant des guerres contre-insurrectionnelles meurtrières





Sur la guerre, il faudrait toujours relire Clausewitz. Ce que le stratège prussien décrit comme le *« brouillard de la guerre »* est d'une évidente actualité lorsqu'on évoque les « guerres du 11-Septembre ». Dans son traité posthume *Vom Kriege* (« De la guerre », 1832), Carl von Clausewitz met en évidence la part d'incertitude et de hasard dans les conflits armés. Ce que le monde vit depuis deux décennies dépasse de loin sa mise en garde.

Au *« royaume de l'incertitude »* qu'est la guerre – Clausewitz partant du principe que *« les trois quarts des facteurs sur lesquels une action de guerre est basée sont enveloppés dans le brouillard plus ou moins épais de l'incertitude »* –, Al-Qaida et les Etats-Unis sont devenus des maîtres. Des princes du hasard et des ténèbres. Cependant, d'un point de vue stratégique, même s'il faut se garder d'émettre un jugement sur un conflit qui pourrait durer des générations, l'avantage est pour le moment, en dépit de son infériorité militaire, du côté du mouvement djihadiste international.

Avant de pénétrer dans le *« brouillard de la guerre »* et d'évoquer les différentes manières de penser le bilan du 11-Septembre, un rappel factuel en trois dates s'impose.

Le 23 février 1998, dans sa *« déclaration du Front islamique mondial pour le djihad contre les juifs et les croisés »*, Oussama Ben Laden déclare la guerre, appelant à *« tuer les Américains et leurs alliés, civils ou militaires »*. Nul ne le prend alors vraiment au sérieux.

UNE VICTOIRE PAR PROCURATION

Le 11 septembre 2001, Al-Qaida parvient pour la première fois à attaquer les Etats-Unis sur leur sol, à New York et à Washington. Ben Laden revendique les attentats au nom d'Al-Qaida. Le président George W. Bush déclare à son tour la *« guerre contre le terrorisme »* (« *War on Terror* »), dont la première action consiste à soutenir les moudjahidines afghans qui luttent depuis des années contre les talibans, hôtes d'Al-Qaida.

Le 17 décembre 2001, cette offensive en Afghanistan, menée avec le soutien de l'aviation et des services de renseignement américains, ainsi que l'appui au sol de quelques unités de forces spéciales, s'achève par une victoire : les talibans ont perdu le pouvoir et les hommes d'Al-Qaida sont soit morts, soit réfugiés au Pakistan. Une victoire acquise « par procuration », grâce aux Afghans, sans invasion de l'armée américaine.

L'Afghanistan est en paix. Aucun Etat ni territoire n'offre plus refuge à Al-Qaida. Le seul problème concerne le Pakistan, foyer historique des djihadistes depuis la guerre afghane contre l'Union soviétique (1979-1989), où les services secrets militaires (ISI) jouent un double jeu, alliés de Washington d'un côté, parrains des talibans et de leurs compagnons d'Al-Qaida de l'autre. Les Américains commettent alors la première d'une incroyable série d'erreurs qui vont jalonner les deux décennies suivantes et faire basculer le monde dans le chaos : ils renoncent à traquer Ben Laden et ses trois cents derniers partisans, qui sont parvenus à s'enfuir dans la nuit du 16 au 17 décembre, des montagnes afghanes de Tora-Bora vers le Pakistan.

Autant, en Afghanistan, Washington disposait d'alliés afghans pour combattre, autant là, sur le sol pakistanais, à moins d'exercer une pression considérable sur Islamabad pour qu'il règle le problème, sans doute aurait-il fallu envoyer des unités de forces spéciales pour en finir avec Al-Qaida. Ce ne fut pas le cas. Il fallut attendre 2003 pour que le coordinateur de l'opération du 11-Septembre, Khaled Sheikh Mohammed, soit arrêté, et 2011 pour qu'Oussama Ben Laden soit tué, sans qu'Islamabad soit informé de l'opération, par un commando de marine américain.

Le monde, vingt ans plus tard, vit comme si la victoire afghane du 17 décembre 2001 n'avait pas existé. A l'heure de la défaite des Américains et du retour des talibans à Kaboul, les dirigeants occidentaux continuent de prétendre être originellement allés en Afghanistan combattre des djihadistes, alors qu'au moment du déploiement militaire international, en 2002, Al-Qaida n'avait plus un homme dans le pays. C'est là le premier, et certainement le plus dramatique *« brouillard de la guerre »*, ce que Clausewitz décrit aussi comme une *« absence de clarté »*.

Cette éclipse de la lucidité sur la conduite de la guerre contre le djihadisme a mené à une stratégie militaire extravagante. Au lieu de traquer le dernier carré des trois cents fidèles de Ben Laden, les Etats-Unis ont occupé à partir de 2002 un Afghanistan en paix, agissant quelques années plus tard comme un aimant au retour des talibans ; puis ils ont envahi et occupé à partir de 2003 un Irak n'ayant aucun lien avec le 11-Septembre, et lui aussi en paix, offrant un second front aux djihadistes, et créant une onde de choc qui a déstabilisé un Proche-Orient qui n'en avait guère besoin.

Le bilan factuel pourrait donc être énoncé ainsi : alors que la guerre était gagnée en décembre 2001 – sous réserve de poursuivre la traque de Ben Laden au Pakistan –, Washington a décidé de déployer son armée et d'occuper des pays où il n'y avait à l'époque nul djihadiste ; et, vingt ans plus tard, des djihadistes sont de retour en Afghanistan, Al-Qaida étant toujours liée au mouvement taliban. Le retrait militaire américain, entamé par les présidents Barack Obama et Donald Trump, et achevé par Joe Biden, apparaissait certes comme indispensable, soit que l'on considère que ce déploiement n'aurait jamais dû avoir lieu, soit que l'on admette finalement que cette guerre contre des rebelles afghans ne pouvait pas être gagnée. Il est en revanche étrange de l'achever de telle manière que l'ennemi initial, Al-Qaida, soit de facto victorieux. Ce n'est pas le moindre des paradoxes à l'heure de la commémoration des 20 ans du 11-Septembre.

L'IRAK EST UNE LEÇON POUR L'AFGHANISTAN D'AUJOURD'HUI : RIEN NE DIT QU'IL NE FAUDRA PAS UN JOUR RETOURNER EN TERRE AFGHANE COMBATTRE AL-QAIDA, TOUJOURS LIÉ AU MOUVEMENT TALIBAN

Les stratèges américains qui pensent encore que la « guerre contre le terrorisme » est un succès mettent en avant deux éléments principaux : Oussama Ben Laden a été tué, et une autre attaque du type du « 11-Septembre » n'a pas eu lieu. C'est non seulement une vision américaine, mais aussi une vision fort optimiste de l'histoire. Tout d'abord, ces experts ont tendance à oublier les innombrables morts causées par ces conflits, en premier lieu en Afghanistan et en Irak, mais aussi un peu partout sur la planète, sur des champs de bataille ou par des actes terroristes. Ensuite, le mouvement djihadiste continue de se développer : alors que Al-Qaida n'avait que quelques centaines d'hommes en 2001, des dizaines de groupes djihadistes ou insurrectionnels peuvent aujourd'hui compter sur des centaines de milliers de partisans à travers le monde, et cela bien que des dizaines de milliers aient été tués ou emprisonnés durant vingt ans. Même si les Etats-Unis sont parvenus à protéger leur territoire d'un nouveau 11-Septembre, cette expansion est un échec en soi.

L'autre défaite ne concerne pas directement le mouvement djihadiste international mais a aussi des répercussions sur sa vitalité : c'est l'échec de la guerre contre-insurrectionnelle. En occupant deux pays, l'Afghanistan et l'Irak, les forces américaines et leurs alliés ont été détournés de la lutte antiterroriste au profit d'un conflit contre des guérillas, voire d'une participation à des guerres civiles. Dès le milieu des années 2000, l'effort militaire principal a dû être porté contre les talibans afghans d'un côté, et contre la guérilla sunnite irakienne de l'autre. Or non seulement ces guerres contre-insurrectionnelles occidentales n'auraient jamais existé sans l'occupation étrangère de ces pays, non seulement elles ne concernaient que les Afghans et les Irakiens, mais elles furent une bénédiction pour le mouvement djihadiste.

Oussama Ben Laden avait annoncé dans sa déclaration de guerre que le combat durerait *« jusqu'à ce que soient libérées de leur emprise la mosquée d'Al-Aqsa comme la grande mosquée de La Mecque, et jusqu'à ce que leurs armées sortent de tout territoire musulman, les mains paralysées, les ailes brisées, incapables de menacer un seul musulman »*. Si son objectif n'est aucunement d'actualité concernant Jérusalem ou La Mecque, les piteux retraits militaires occidentaux des « guerres du 11-Septembre » constituent pour lui une victoire posthume. Il serait fort exagéré d'affirmer que l'Occident a *« les ailes brisées »*, sa puissance militaire étant considérable face à des organisations clandestines peu militarisées, mais il est probable que ces pays y regardent désormais à deux fois avant d'envoyer leurs armées au bout du monde, et avant d'ajouter une guerre contre-insurrectionnelle à la lutte antiterroriste classique.

Cette question se pose actuellement pour la stratégie de la France au Sahel où, là aussi, une rapide victoire initiale qui pouvait avoir un sens – empêcher Al-Qaida et ses alliés de conquérir une capitale telle que Bamako, comme ce fut le cas contre l'organisation Etat islamique (Daech) pour Bagdad et Erbil – est devenue une inextricable guerre contre-insurrectionnelle permettant aux djihadistes de recruter et de prospérer dans différents pays.

« RÉVEILLER L'ESPRIT DU DJIHAD »

Aimen Dean, l'un des rares espions étrangers connus à avoir infiltré Al-Qaida – en l'occurrence pour le MI6 britannique –, note dans ses mémoires, *Nine Lives : My Time as the West's Top Spy Inside Al-Qaeda* (« neuf vies : mon temps en tant qu'éminent espion de l'Occident au sein d'Al-Qaida », Oneworld, 2018, non traduit), qu'il s'est fait cette remarque, le 11 septembre 2001, en regardant *« l'acte terroriste le plus spectaculaire de l'ère moderne »* à la télévision : *« J'étais sûr qu'Al-Qaida avait perpétré ces attentats pour obliger les Américains à envahir les contrées musulmanes. L'objectif était de provoquer des représailles américaines qui réveilleraient l'esprit du djihad chez les masses populaires. »*

Ben Laden a, ce jour-là, gagné son pari, et Bush est tombé dans son piège. Au-delà du

VERBATIM

“Nous savons où elles sont [les armes de destruction massive en Irak]. *Elles sont dans la zone autour de Tikrit et de Bagdad et un peu à l'est, à l'ouest, au sud et au nord.”

Donald Rumsfeld, 30 mars 2003





succès des attaques, trois des quatre avions détournés par les djihadistes ayant atteint des cibles symboliques du pouvoir américain, Washington a créé de nouveaux conflits qui ont permis aux djihadistes de déployer leurs ailes.

C'est vrai en Afghanistan, où la guérilla talibane n'a jamais rompu avec Al-Qaida et est entrée ce 15 août, victorieuse, dans Kaboul. Et c'est vrai en Irak où, une fois le lien établi en 2003 entre la guérilla sunnite irakienne et des djihadistes internationaux, le conflit n'a fait que s'envenimer, avec des conséquences comme la guerre civile entre sunnites et chiites ou l'engagement de ces djihadistes, après 2011, dans la guerre en Syrie voisine.

Une fois le ver dans le fruit, il est difficile à éliminer. Le retrait militaire américain d'Irak en 2011, même s'il fut là aussi justifié par le fait que cette guerre n'aurait jamais dû avoir lieu, a permis à Daech – les djihadistes irakiens ayant rompu avec Al-Qaida et bâti une organisation rivale – de se renforcer et de s'étendre, jusqu'à ce que les Américains et leurs alliés s'estiment forcés d'y retourner, en 2014, pour la combattre.

« UNE GUERRE SANS FIN »

L'Irak est de ce point de vue une leçon pour l'Afghanistan d'aujourd'hui : même si Donald Trump puis Joe Biden ont considéré qu'il fallait être pragmatique et admettre la victoire des talibans, rien ne dit qu'il ne faudra pas un jour retourner en terre afghane combattre Al-Qaida, si les héritiers de Ben Laden profitent du nouveau règne taliban pour lancer des attaques à l'étranger.

Il y a cinq ans, au moment du 15e anniversaire du 11-Septembre, David Petraeus, le général américain qui a incarné ces guerres et pensé la nouvelle doctrine contre-insurrectionnelle, disait au *Monde* que *« c'est la guerre d'une génération »*. Il espérait encore une victoire en quelques années. Au moment de ce 20e anniversaire, David Petraeus est plus prudent : *« C'est un conflit générationnel au sens où il se mesure en décennies. »* Il ne précise plus combien de décennies ni combien de générations… Il pense même que *« la guerre pourrait empirer »* car, selon lui, *« on ne met pas un terme à une "guerre sans fin" en s'en retirant »* unilatéralement et sur une défaite.

« La seule chose stable dans ce monde, et dans la guerre, est la surprise », constate avec ironie Marc Sageman, un vétéran de la CIA devenu l'un des meilleurs experts américains de ces conflits contre le djihadisme, très critique depuis longtemps des guerres en Afghanistan et en Irak. Lui pense que *« les guerres se terminent peu à peu »*. *« On s'est enfin aperçu que vouloir tenir un pays comme l'Afghanistan est très différent de la lutte antiterroriste… Je ne veux pas minimiser le danger représenté par Al-Qaida en 2001, mais ils n'étaient que quelques centaines d'hommes. Dans le* "brouillard de la guerre"*, on a eu tort d'exagérer la menace. Or la puissance destructrice américaine est nettement plus importante que celle des terroristes : on a envahi deux pays et tué énormément de gens. »*

Pour Marc Sageman, *« le djihad est aussi devenu populaire à cause de ce que l'Occident a fait dans les pays musulmans. Les gens pensent que les terroristes n'agissent pas dans une dynamique où il y a deux belligérants. Et pourtant, si. C'est vieux comme Sun Tzu… Donc l'avenir du djihad ne dépend pas uniquement des djihadistes, mais aussi de ce que l'Occident fera dans l'avenir. Si l'Occident reste chez lui, il y aura beaucoup moins d'attaques contre l'Occident. Il y aura certes encore des problèmes djihadistes dans les pays musulmans, mais c'est à eux de régler le problème »*.

Vingt ans après le 11-Septembre et en dépit d'une lutte antiterroriste parfois efficace – les attaques déjouées par les services de renseignement aux Etats-Unis et en Europe ayant été plus nombreuses que les attentats réussis –, la défaite de la stratégie américaine est cuisante. La « guerre contre le terrorisme » de Bush a échoué. Certes Al-Qaida n'a conquis aucun Etat, certes le « califat » de Daech n'a existé territorialement que moins de cinq ans, mais les succès du mouvement djihadiste international dépassent déjà toutes les espérances que pouvait avoir Oussama Ben Laden ce jour de 1998 où, depuis son refuge afghan, il décida de lancer un mouvement qui allait changer la face du monde. ■

RÉMY OURDAN

Page de gauche en haut : Mian Pochteh, Helmand (Afghanistan), 2009. Un soldat américain, en compagnie d'un chef de village.

Page de gauche en bas : base de Jalalabad (Afghanistan), 2007. Des soldats américains de la 10e division de montagne attendent un vol qui les ramènera chez eux à la fin d'une mission de seize mois.

Page de droite en haut : Mossoul (Irak), 2006. La 172e brigade d'infanterie américaine mène une opération de nuit.

Page de droite en bas : extrait d'un clip de rap de l'armée américaine de 2019 invitant les jeunes à laisser leurs problèmes derrière eux et à s'engager.

A Mossoul, l'ombre oppressante de l'Iran

Dans le nord de l'Irak, des factions armées chiites venues reconquérir les territoires de l'EI refusent de partir. Aucun secteur économique n'échappe à leur contrôle. L'aboutissement d'une stratégie orchestrée par l'Iran

MOSSOUL - *envoyée spéciale*

Une grande tente flanquée de drapeaux à l'effigie de l'imam chiite Hussein est dressée au pied du sanctuaire de Nabi Younes (« le prophète Jonas »), dans l'est de Mossoul. La scène aurait été inconcevable avant 2017, du temps où la métropole du nord de l'Irak était sous la coupe d'Al-Qaida, puis capitale du « califat » de l'organisation Etat islamique (EI), et sa minorité chiite persécutée.

Les badauds n'y prêtent guère attention, même si la présence de milices chiites dans la ville à majorité sunnite en horripile beaucoup. *« Ces tentes servent à démontrer leur force et à tester la réaction de la rue,* commente Ali Khdeir, ancien membre du conseil municipal de Mossoul. *Les chiites ne représentent même pas 2 % de la population de la ville, mais l'Iran a manœuvré pour* [leur] *donner le pouvoir. »* Les factions armées chiites pro-iraniennes du sud de l'Irak, noyau dur des unités de la Mobilisation populaire (MP) venues reconquérir les territoires tombés aux mains de l'EI en 2014, et les milices tribales qu'elles cooptent ont pris pied dans la ville et sa région, la mosaïque ethno-religieuse de Ninive, à la libération en 2017. Au prétexte d'empêcher le retour de l'EI, elles refusent d'en partir et réclament leur dû pour l'effort de guerre.

Si la présence de ces milices – qui compteraient plus de 30 000 hommes dans la province – reste discrète à Mossoul, chacune dispose d'un « bureau économique », à l'affût du moindre profit. Accaparement de terrains de l'Etat et des propriétés de ceux qui ont fui l'EI, imposition de taxes de protection aux commerçants et racket des bénéficiaires de projets d'infrastructures et d'investissements : aucun secteur économique n'échappe à leur contrôle, ni aucun service. Tous les moyens sont bons pour associer, de gré ou de force, les acteurs locaux à leur entreprise prédatrice : du partenariat avec des hommes d'affaires véreux à la cooptation d'élites locales, corrompues et avides de pouvoir. Et, au besoin, en intimidant fonctionnaires et entrepreneurs récalcitrants.

« ON A BESOIN DES FORCES DE LA COALITION EN IRAK, CE N'EST PAS LE MOMENT DE PARTIR ! »

NAJIM AL-JOUBOURI
gouverneur de Ninive

Transactions foncières suspectes

Le portrait géant des deux figures héroïques de la MP – le général iranien Ghassem Soleimani et son lieutenant irakien Abou Mahdi Al-Mohandes, tués dans une frappe américaine en janvier 2020 –, disposé au carrefour de Nabi Younes, atteste de l'importance du site et de ses commerces pour les factions chiites. Dans le marché aux puces, ouvert en septembre 2018, les fripiers versent un loyer mensuel à l'investisseur qui exploite le lieu pour le Waqf – le département des biens de mainmorte – chiite.

Cette institution a tenté de ravir d'autres propriétés à son équivalent sunnite. Politique du fait accompli, menaces, incendie de ses bureaux : le directeur du Waqf sunnite, Abou Bakr Kanaan, dit avoir tout subi en raison de son refus de céder aux revendications chiites sur 17 sites religieux et les commerces qui les entourent. Armé d'une copie des titres de propriété – les originaux ont été détruits par l'EI –, l'homme a mené bataille, avec succès. *« Je me suis servi des médias car, eux, ont tout pouvoir sur la justice et des relations avec de hauts responsables à Bagdad,* explique-t-il. *Le Waqf chiite n'a pas revendiqué d'autres lieux, mais les milices ont jeté leur dévolu sur la municipalité. Il y a de gros problèmes au sein du service du cadastre. »*

Plusieurs de ses fonctionnaires ont été condamnés, dont un directeur, pour falsification de titres de propriété. Plus de 800 transactions foncières suspectes ont été soumises à la justice par la commission de lutte anticorruption. La plupart concernent l'allocation, frauduleuse et à prix modique, des terrains agricoles de l'Etat à des investisseurs liés aux factions chiites, pour y construire des quartiers résidentiels dont les lots sont revendus à prix d'or. De nombreux employés gouvernementaux en ont acquis face au siège du gouvernorat.

La 30e brigade, une milice chabak chiite (une minorité locale pro-iranienne) tient le point de contrôle à l'entrée de Mossoul. Rien ni personne n'y circule sans son aval. Les abus (extorsions, arrestations illégales et enlèvements) dont s'est rendue coupable cette brigade contre les populations locales ont déjà valu à son chef, Waad Qado, d'être placé sous sanctions américaines en juillet 2019. Des roquettes ont été tirées depuis la zone qu'il contrôle sur la base américaine d'Erbil, ainsi que sur celle des Turcs à Bashiqa. Elle continue de s'adonner, sans entrave, à la revente de ferraille au Kurdistan irakien. Au vu de l'ampleur des destructions causées par la guerre, ce commerce rapporte des millions de dollars. Des méthodes que pratiquent aussi les milices, au sud et à l'ouest de Mossoul, avec d'autres alliés locaux, issus des minorités yézidie et turkmène ou même de la majorité sunnite. A Qayyara, elles ont ainsi mis la main sur 72 champs pétroliers.

Ce quadrillage est l'aboutissement d'une stratégie orchestrée par l'Iran au fil des ans. Son succès est tel que les auteurs d'un rapport sur la guerre en Irak, commandé par l'armée américaine et publié en janvier 2019, ont conclu qu'*« un Iran expansionniste et enhardi semble être le seul vainqueur »* de l'invasion de 2003 par les Etats-Unis. L'occupation a permis à la République islamique, combattue par Saddam Hussein, de placer Bagdad dans son orbite à la chute du dictateur. Le changement de régime promu par l'administration de George W. Bush a profité aux partis chiites affiliés à l'Iran, tandis que les baasistes chassés du pouvoir se lançaient, aux côtés des djihadistes, dans la résistance contre l'occupant. Le départ américain de 2011, suivi de la conquête d'un tiers de l'Irak par l'EI en 2014, a constitué un tremplin pour les factions armées chiites dans des territoires sunnites et mixtes du nord et de l'ouest de l'Irak.

Après avoir pris le contrôle des frontières et des routes stratégiques, consolidant l'arc chiite de Téhéran jusqu'à Beyrouth, en passant par Bagdad et Damas, ces milices se sont infiltrées au cœur des provinces. Auréolées de leurs faits d'armes, mieux insérées au sein de l'Etat, elles ont profité du vide laissé par la chute du califat et le repli des forces de la coalition internationale anti-EI pour affermir leur contrôle sur les populations et les ressources, une manne pour elles et leur parrain iranien. Région agricole et pétrolifère bordée par la Syrie, la Turquie et le Kurdistan irakien, *« Ninive est la province où ces milices sont les plus actives au-delà du cœur du territoire chiite »,* estime un rapport de l'Institut Newlines.

Le spectre d'un retrait total de l'armée américaine, agité à nouveau depuis la débâcle en Afghanistan, fait craindre qu'elles n'étendent encore leur influence. *« On a besoin des forces de la coalition en Irak, ce n'est pas le moment de partir ! »,* plaide le gouverneur de Ninive, Najim Al-Joubouri. Dans son bureau décoré de tableaux, peints à partir de photos le montrant au front lors de la bataille contre l'EI, le général à la retraite argue de la menace que font peser des *« milliers de djihadistes présents en Syrie, à la frontière, dans le désert et les montagnes »*, des besoins en matière de frappes aériennes, de renseignement et de formation militaire. *« Les pays voisins de l'Irak nous donnent mal au crâne,* ajoute-t-il, sans nommer l'Iran et la Turquie, actifs dans la province. *Si les Américains se tiennent à nos côtés, cela nous aidera à contrer ces influences. Quand ils nous aidaient, personne n'entrait à Mossoul. »* ■

HÉLÈNE SALLON

Le Monde
SAMEDI 11 SEPTEMBRE 2021

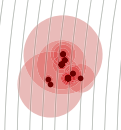
Radiographie des attentats islamistes

Depuis les années 2000, ils ont coûté la vie à plus de 180 000 personnes, la plupart d'entre eux ayant été commis dans des pays musulmans

Entre 2000 et janvier 2020, les attentats islamistes* ont tué au moins 184 000 personnes dans le monde

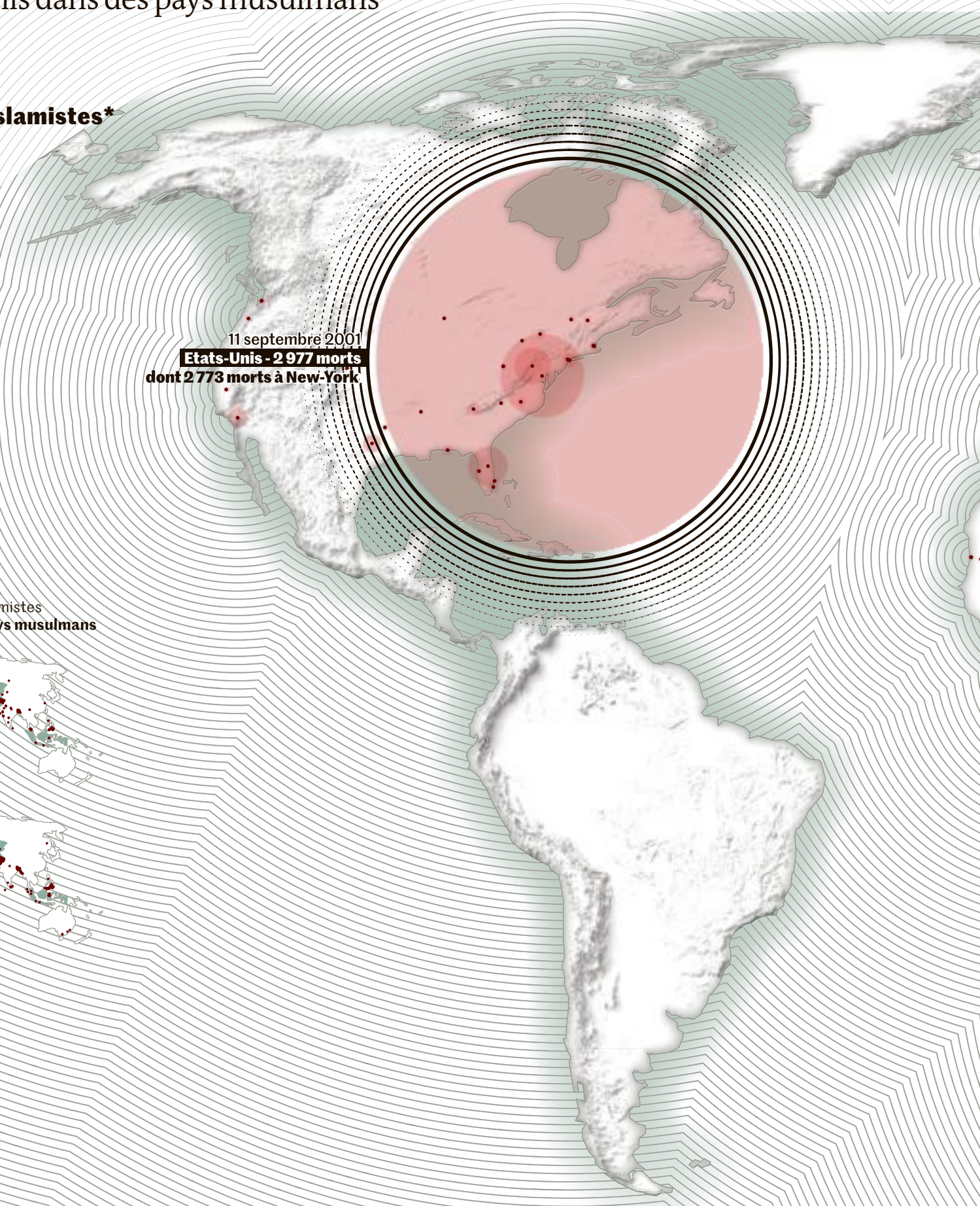


Ils représentent environ **60 % des attentats** commis dans le monde dans la même période, et **70 %** de ceux commis entre 2011 et 2020



Chaque point (•) représente une **attaque terroriste** ayant fait au moins un mort, menée ou revendiquée par une organisation islamiste.
La taille de chaque cercle (●) représente le nombre de morts victimes du terrorisme

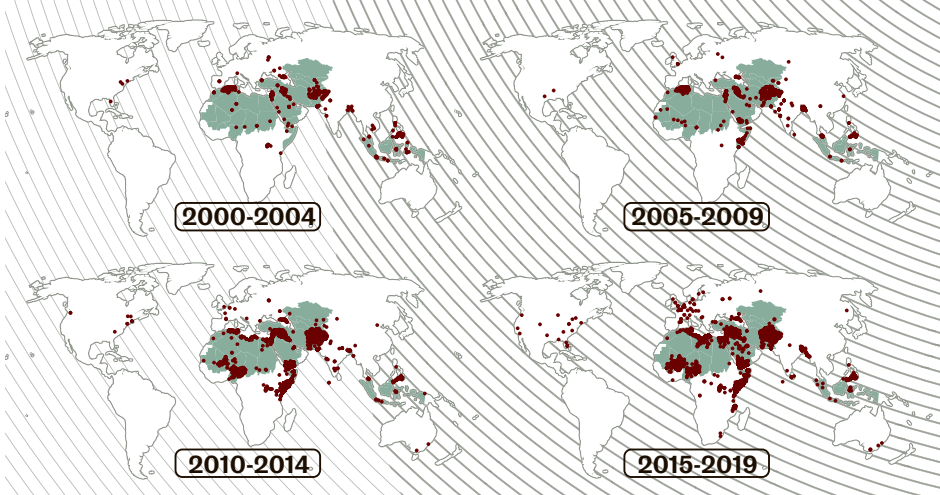
*Parmi les groupes islamistes terroristes ont été retenus ceux de type djihadiste sunnite (Al-Qaida, organisation l'Etat islamique, Boko Haram etc.), mais aussi les groupes islamistes chiites (houthistes, Hezbollah, etc.)



La géographie et l'amplitude de la terreur islamiste depuis 2000

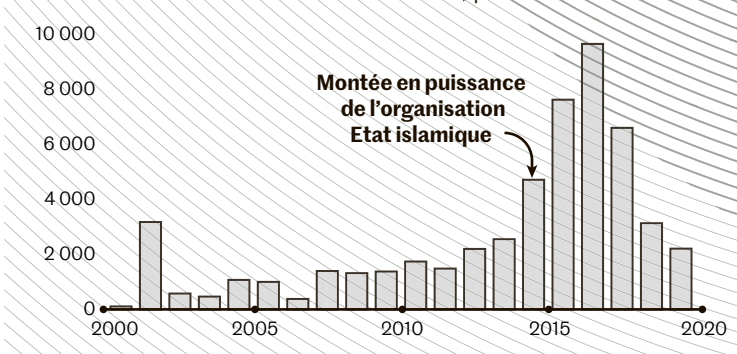
• Attentat islamiste ayant fait au moins un mort

La plupart des attentats islamistes ont été commis dans des **pays musulmans**



Les attentats-suicides atteignent leur paroxysme avec l'apogée de l'organisation Etat islamique

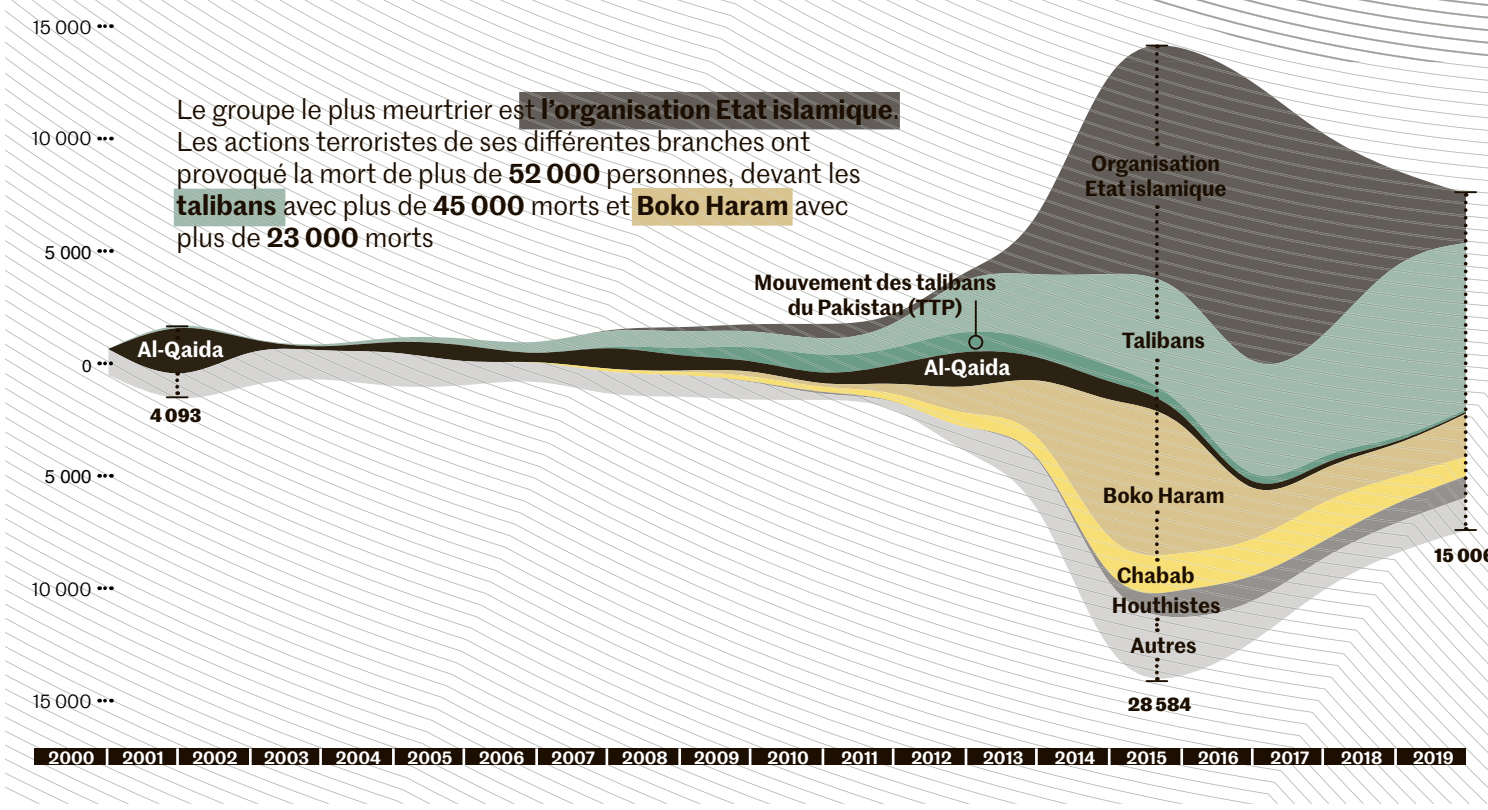
Evolution du nombre d'attentats-suicides, par année



L'évolution du nombre de morts par année dans des attentats islamistes…

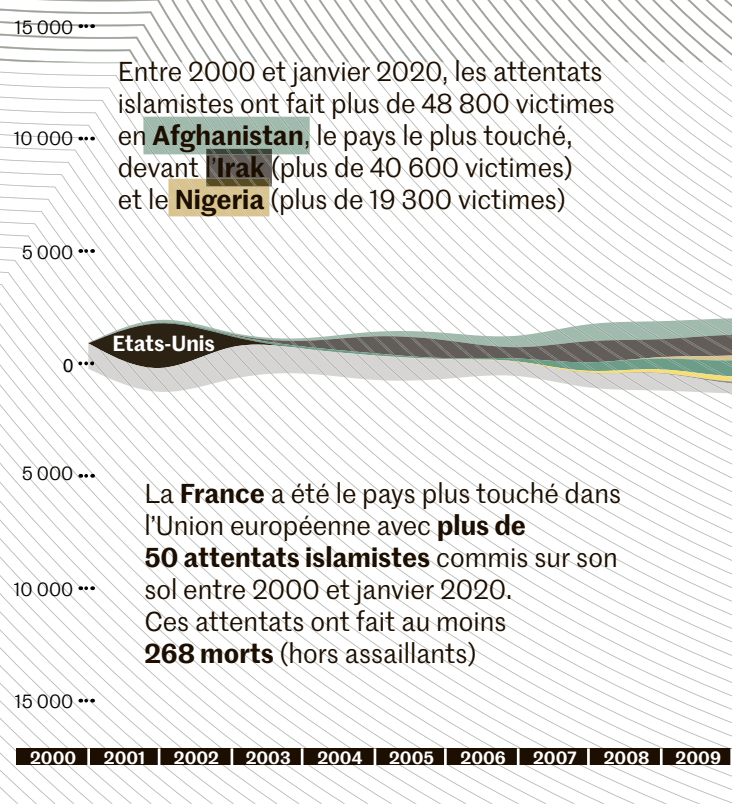
… selon l'organisation responsable

Le groupe le plus meurtrier est **l'organisation Etat islamique**. Les actions terroristes de ses différentes branches ont provoqué la mort de plus de **52 000** personnes, devant les **talibans** avec plus de **45 000** morts et **Boko Haram** avec plus de **23 000** morts



… selon le pays dans lequel l'attentat a été commis

Entre 2000 et janvier 2020, les attentats islamistes ont fait plus de 48 800 victimes en **Afghanistan**, le pays le plus touché, devant **l'Irak** (plus de 40 600 victimes) et le **Nigeria** (plus de 19 300 victimes)



La **France** a été le pays plus touché dans l'Union européenne avec **plus de 50 attentats islamistes** commis sur son sol entre 2000 et janvier 2020. Ces attentats ont fait au moins **268 morts** (hors assaillants)

Méthodologie : notre traitement statistique et notre travail cartographique reposent sur la base de données Global Terrorism Database (GTD) réalisée par l'université du Maryland aux Etats-Unis. Elle recense tous les attentats terroristes commis dans le monde entre 1979 et janvier 2020. Nous en avons extrait les attentats de type islamiste grâce au travail universitaire de Jennifer Varriale Carson (université Central Missouri) dans la revue *Homicide Studies* (octobre 2017) et grâce au rapport (publié en novembre 2019) de la Fondation pour l'innovation politique sous la direction de Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences Po Paris.

Sources : Global Terrorism Database ; Fondation pour l'innovation politique

Cartographie *Le Monde* : Flavie Holzinger et Riccardo Pravettoni

7 juillet 2005
Londres - Royaume-Uni
52 morts

7 janvier et 13 novembre 2015
Paris - France
17 et 131 morts

3 août 2014
Sinjar - Irak
953 morts

12 juin 2014
Tikrit - Irak
1 570 morts

16 septembre 2014
Peshawar - Pakistan
132 morts

11 mars 2004
Madrid - Espagne
191 morts

26 novembre 2008
Bombay - Inde
188 morts

14 octobre 2017
Mogadiscio - Somalie
588 morts

21 septembre 2013
Nairobi - Kenya
67 morts

12 octobre 2002
Bali - Indonésie
202 morts

1 22 mars 2016
Bruxelles - Belgique
32 morts

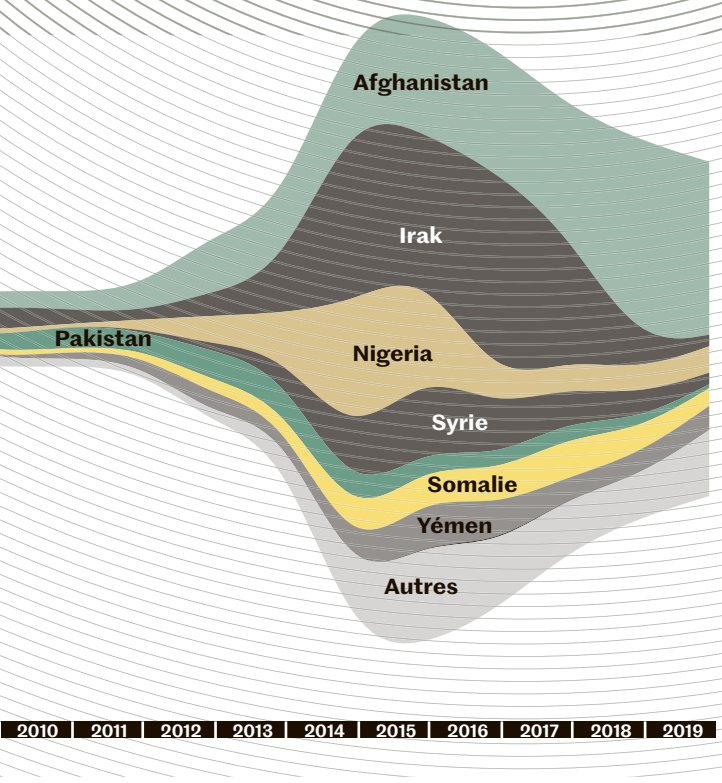
2 14 juillet 2016
Nice - France
86 morts

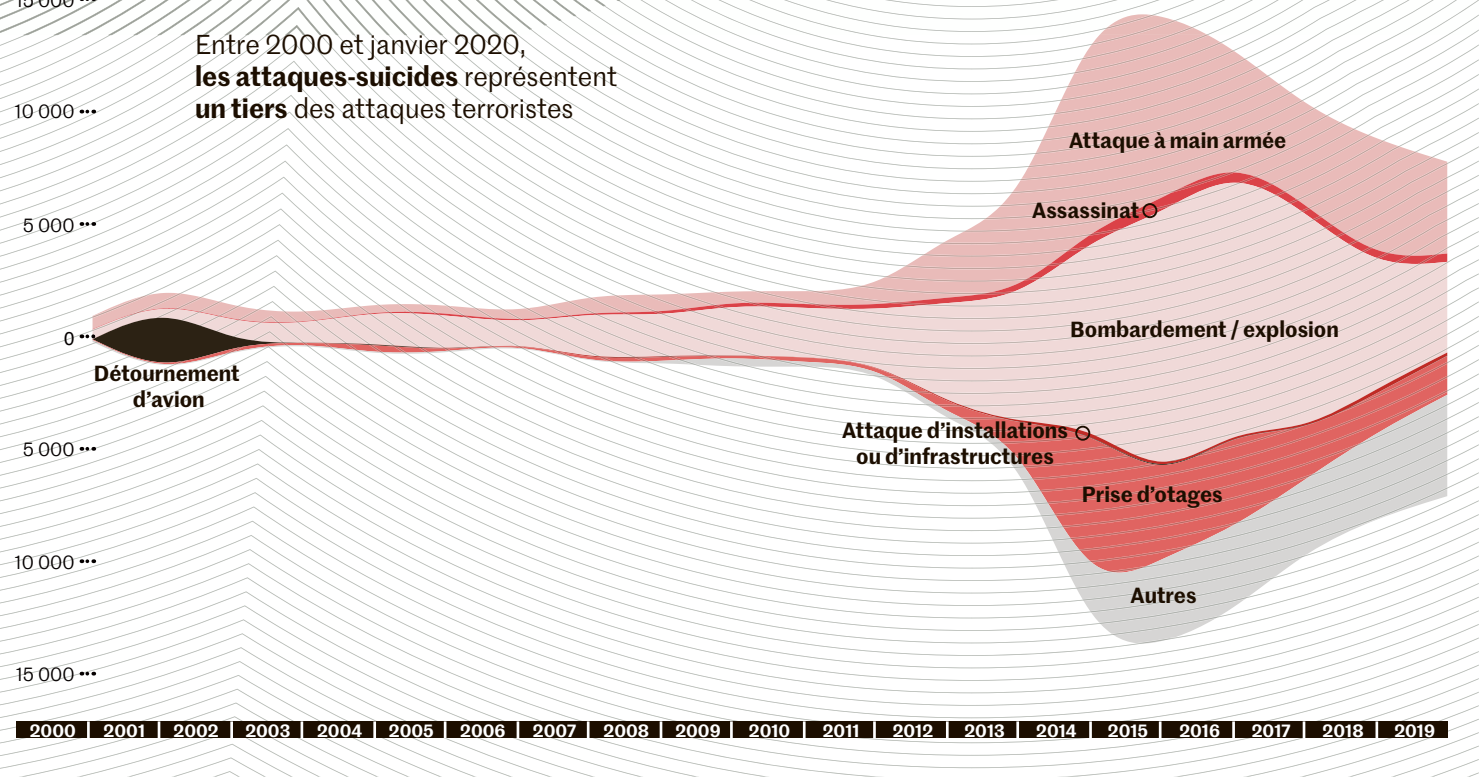
3 22 mai 2017
Manchester - Royaume-Uni
22 morts

4 17 août 2017
Barcelone - Espagne
17 morts

... selon le type d'attaques perpétrées

Entre 2000 et janvier 2020, **les attaques-suicides** représentent **un tiers** des attaques terroristes





Le Monde
SAMEDI 11 SEPTEMBRE 2021

« Les ressources du djihad international sont plus importantes qu'en 2001 »

Selon le sociologue Adel Bakawan, cette mouvance est en constante évolution depuis vingt ans. Ses acteurs ont su adapter leur stratégie, leurs actions et même leur idéologie selon les terrains



Siège des Nations unies, à New York (Etats-Unis), 2012. Sur la fenêtre, un message : « Gimme some head, Bin Laden's dead ! », soit « Taille-moi une pipe, Ben Laden est mort ! ». Après avoir pris ce cliché, le photographe s'est fait apostropher par son guide, inquiet qu'il puisse ternir l'image de l'ONU.

ENTRETIEN

Directeur du Centre français de recherche sur l'Irak (CFRI), Adel Bakawan est un sociologue franco-irakien, membre de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée-Moyen-Orient (Iremmo), chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (Carep). Son ouvrage *L'Irak, un siècle de faillite* a été publié, fin août, aux éditions Tallandier.

Le 11 septembre 2001, une poignée de djihadistes organisaient, depuis l'Afghanistan, des attentats contre leur ennemi américain, qui, à son tour, a lancé une « guerre contre le terrorisme ». Vingt ans plus tard, comment définir le djihad mondial ?

En rupture avec la mouvance islamiste traditionnelle, opposée à la violence et pour laquelle la conquête du pouvoir passe par la *daawa* (« prédication religieuse »), les djihadistes prônent la lutte armée tous azimuts. Le 11-Septembre, dans ce contexte, figure une sorte d'apogée. Pour autant, le djihad ne se résume pas à une stratégie d'actions (actes de terreur, attaques-suicides surprises, etc.), comme certains le décrivent. Il s'agit bel et bien d'une idéologie – avec une vision du monde, une manière de penser et une manière d'être – qui ne cesse de se transformer. A côté de la masse constituant la chair à canon, les acteurs du djihad ont su s'adapter et prendre de la distance par rapport aux situations diverses dans lesquelles ils étaient engagés.

Une bonne illustration de cette mutation est l'évolution de la branche syrienne d'Al-Qaida *[Jabhat Al-Nosra, devenu, en 2017, Hayat Tahrir Al-Cham]*. Ses combattants ne sont pas restés figés tels des abrutis courant vers la mort à n'importe quel prix. Certes, ils ont conservé les grandes lignes idéologiques, mais en les reconfigurant régulièrement, notamment en ce qui concerne l'identification de l'ennemi, les modalités de coopération avec des acteurs locaux, voire de partenariat avec des pays de la communauté internationale.

Encore récemment, les membres de l'opposition syrienne démocratique étaient, à leurs yeux, des ennemis de Dieu qu'il fallait massacrer si l'occasion se présentait. Il en allait de même pour les chefs traditionnels des tribus, sans parler d'un Etat comme la Turquie ! Tout a changé quand le régime de Damas est devenu l'ennemi commun. Et plus encore lorsqu'il leur a fallu administrer des territoires et des populations *[dans la région d'Idlib]* : la branche syrienne a instauré des liens avec des acteurs locaux, de l'opposition ou des tribus, et un partenariat avec la Turquie. C'est pourquoi des services de renseignement occidentaux acceptent de traiter en coulisses avec ce groupe, estimant qu'il est – relativement – plus fréquentable que Daech *[acronyme arabe de l'organisation Etat islamique (EI)]* ou que le régime de Bachar Al-Assad.

Cette territorialisation, avec la création d'un califat par l'organisation Etat islamique, est un autre changement majeur…

Depuis le 11-Septembre, la mutation la plus significative est la territorialisation de son idéologie et de ses stratégies d'action *[au sein du califat proclamé par l'organisation Etat islamique]*, entre 2014 et 2017. Sa genèse remonte à un moment fondateur de la mouvance djihadiste actuelle, à savoir l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis en 2003, et la gestion catastrophique de ce pays par Washington. Le décret instauré par l'administrateur américain Paul Bremer sur la « débaasification » *[qui bannit le parti Baas et exclut ses membres, notamment de l'armée et des administrations]* a aussitôt été transformé par les chiites au pouvoir en une stratégie de « désunnitisation » de l'Irak. L'épuration des sunnites est en marche dès le 12 mai 2003. Hélas, la seule force qui s'y est opposée, c'étaient les djihadistes !

Dès lors, ces derniers ont trouvé au sein de cette communauté martyrisée une base sociale très importante, qui, à son tour, a eu une influence sur l'idéologie des djihadistes et sur leurs actions en les obligeant à modeler leur paradigme et à prendre en compte des exigences locales. Cette réciprocité a poussé les djihadistes à entrer dans un processus de territorialisation de leur existence, en se regroupant géographiquement, avec des administrations et une population à diriger. Autrement dit, à se placer dans une logique étatique, à devoir défendre des bastions et à créer un front militaire contre des armées. Ce ne sont plus des individus cachés ou des kamikazes solitaires : leur lutte est devenue bien visible.

De grandes villes, telles que Mossoul en Irak et Rakka en Syrie, ont été gouvernées sous l'égide du drapeau noir. Quels enseignements en tirer ?

Sur la forme, cette mise en place fonctionnelle et rapide d'une gouvernance n'aurait pu s'effectuer sans la présence, dans leurs rangs, d'anciens baasistes *[au pouvoir durant le règne de Saddam Hussein]* forts d'une longue expérience étatiste : l'Irak a été dirigé par la minorité sunnite de 1638 à 2003. Leur rôle a été fondamental dans les administrations du « califat ». Pour les faire fonctionner et les conserver, tous les moyens ont été mobilisés, y compris la violence radicale à l'encontre des habitants. A noter que cette violence d'Etat est une vieille tradition qui perdure dans la région, de l'Irak de Saddam Hussein à l'Egypte d'Abdel Fattah Al-Sissi en passant par la Syrie de Bachar Al-Assad, ou à l'Arabie saoudite, qui n'hésite pas à découper en morceaux l'un de ses journalistes *[Jamal Khashoggi, assassiné le 2 octobre 2018]* !

« POUR AL-QAIDA, L'ENNEMI PRINCIPAL ÉTAIT, ET DEMEURE, LES ÉTATS-UNIS. POUR DAECH, LA LUTTE COMMENCE PAR L'ÉRADICATION DES CHIITES »

Sur le fond, la gestion de ces villes par l'EI a remis en cause des thèses essentialistes sur l'identification et le traitement du djihadisme international comme phénomène figé dans le temps et dans l'espace. Ses acteurs sont capables de s'adapter, même idéologiquement, pour s'approprier leur « ici et maintenant ». Enfin, cela en dit long sur la frustration des sunnites en Irak et en Syrie, qui n'ont pas accès à l'Etat et sont sous la coupe de dirigeants adoptant des mécanismes de violence radicale (en Syrie) et de vengeance (en Irak). Ne pas mettre ces populations sunnites à l'abri de ces violences par un projet d'intégration politique revient à les offrir à Daech ou à Al-Qaida et à condamner le Proche-Orient à l'instabilité.

La rivalité destructrice entre Al-Qaida et l'EI constitue-t-elle la limite de cette capacité d'adaptation ?

Au départ, leur différend porte sur la stratégie d'actions. Al-Qaida ne voulait pas d'un califat, parce qu'elle pensait que constituer un territoire, avec une population à gouverner et un front à tenir, signifiait se rendre visible à l'ennemi et, donc, vulnérable : concentrer ainsi ses forces, en un lieu délimité, facilite la tâche des armées régulières chargées de les éliminer. Ensuite, l'épreuve étatique de Daech a révélé la faiblesse de l'idéologie en tant que principe régulateur de la vie quotidienne. Tout le discours sur la fraternité religieuse, sur la fraternité du djihad, n'a pas résisté à l'épreuve de l'exercice du pouvoir.

Daech est entré dans une guerre fratricide avec Al-Qaida, mais aussi avec tous les djihadistes qui ne prêtaient pas allégeance au « calife » et chef de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi. Il existe aussi une importante fracture idéologique. Par exemple, pour Al-Qaida, l'ennemi principal était, et demeure, les Etats-Unis ; les chiites ne constituent pas la priorité sur la longue liste des adversaires à abattre. Or, pour Daech, la lutte commence par l'éradication de cette communauté. Leurs divergences stratégiques résultent en partie de cette perception des chiites.

Quel a été le rôle des « printemps arabes » dans les mutations du djihad ?

Il s'agit d'un épisode historique dans l'histoire des sociétés arabes car, pour la première fois, l'acteur arabe anéantit les thèses produites sur « l'exception arabe ». Cet Arabe considéré comme incapable, pour des raisons culturelles, d'entrer dans la modernité et la démocratie est devenu, lors des « printemps arabes », l'idéal type démocratique et une figure exemplaire du mouvement de contestation mondiale : l'homme nouveau d'un monde en train de naître. Ce récit a dominé pendant plusieurs mois en Occident chez les journalistes et les chercheurs, et même chez les diplomates connus pour leur prudence.

Ensuite, le coup d'Etat du maréchal Al-Sissi en Egypte *[le 24 juillet 2013]* avec le silence, voire le soutien, des pays de la communauté internationale, la guerre civile en Libye, en Syrie et au Yémen, l'exclusion récente du parti Ennahda en Tunisie ont suscité une déception profonde d'une part importante de la population musulmane, qui s'est mise à penser qu'elle n'avait pas de place dans les démocraties libérales et qu'elle ne parviendrait pas à exercer le pouvoir par les élections.

Ces grands déçus observent comment les pays occidentaux accompagnent et soutiennent la sortie des « printemps arabes » vers une réinstallation d'Etats autoritaires. Ils voient aussi comment les talibans sont revenus au pouvoir à Kaboul par les armes. En comparant, par exemple, ce qui est arrivé en Egypte avec ce qui se passe en Afghanistan, cette population peut objectivement s'interroger sur l'intégration de la violence radicale comme seule option disponible, ou seul langage compréhensible par les puissances internationales, pour se tailler une place dans l'histoire…

Ce récit explique-t-il l'élargissement du champ du djihad ?

Tout à fait. D'abord, la destruction territoriale du califat, fin 2017, par la coalition internationale oblige les djihadistes à revenir vers un mode d'action terroriste « classique ». Ensuite, l'afflux de nombreux déçus des conséquences des « printemps arabes » leur offre des ressources humaines considérables, d'un point de vue à la fois quantitatif et qualitatif – puisqu'il s'agit de recrues éduquées et issues de catégories socioprofessionnelles qualifiées, dotées de compétences dont ne disposait pas Al-Qaida à ses débuts !



Adel Bakawan, sociologue.
ANATHA BAKAWAN

Certes, Oussama Ben Laden et Abou Bakr Al-Baghdadi ont été tués, mais les ressources humaines et financières du djihad international sont beaucoup plus importantes qu'en 2001. La mouvance s'est enracinée plus profondément dans la société. Finalement, les conditions dans lesquelles elle peut se déployer sont objectivement plus favorables vingt ans après le 11-Septembre.

Quel est le rôle des réseaux sociaux dans cet élargissement du champ du djihad ?

Désormais, une bonne partie de la radicalisation se fait, non pas dans la mosquée, mais à travers les réseaux sociaux, où se façonnent les manières d'être, de voir, d'exister. La mosquée a perdu sa centralité en tant que lieu de propagande et de communication, au profit de ces réseaux devenus centres de gravité dans la diffusion de la vision du monde des djihadistes, ce qui complique la mission des acteurs engagés dans la lutte contre le terrorisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE HENNION

VERBATIM

« La liberté et les droits humains en Amérique sont condamnés. Le gouvernement des Etats-Unis entraînera le peuple américain – et l'Occident en général – dans un enfer insupportable et une vie étouffante. »

Oussama Ben Laden, le 21 octobre 2001

Sauveteurs et rescapés racontent le 11-Septembre

En six épisodes, soit près de sept heures d'images d'archives et d'entretiens, les témoins des attentats relatent les faits

NATIONAL GEOGRAPHIC
SAMEDI 11 -
À PARTIR DE 16 H 20
SÉRIE DOCUMENTAIRE



La série monument a été bâtie à partir de 951 heures d'archives. NATIONAL GEOGRAPHIC

Le 11-Septembre comme si vous y étiez. C'est une série monument, bâtie à partir de 951 heures d'images d'archives et 235 heures d'entretiens, réalisés auprès de cinquante-quatre personnes. Un travail titanesque, qui a permis de retrouver les policiers, les secouristes, les pompiers (et un journaliste) qui sont intervenus ce jour-là, mais aussi des rescapés ; d'entendre leurs témoignages aujourd'hui et de les juxtaposer aux scènes tournées il y a vingt ans ; de permettre aussi à certains de retrouver ceux qui leur ont sauvé la vie. Ce qui donne à l'ensemble une intensité particulière.

Les six épisodes ont, dans un premier temps, été diffusés séparément, du jeudi 2 au dimanche 5 septembre, avant d'être proposés en intégralité samedi 11 septembre. Le téléspectateur peut redouter un tel marathon cathodique, avant de visionner les premières images et d'être happé par la puissance des scènes, parfois inédites, parfois presque insoutenables, mais heureusement intercalées avec les extraits des interviews, tournées dans le cadre rassurant des domiciles.

Le séquençage des épisodes, réalisé à la seconde près et thématisé, évite toute répétition. Le premier, plus long que les autres, débute à 5 h 58 du matin, heure de New York. Ron Clifford, un homme d'affaires, embarque sur le ferry qui l'emmène comme chaque jour jusqu'à Manhattan, où il travaille ; dans le métro, Kevin Leary, jeune chef cuisinier, s'attend à une journée chargée, avec *« beaucoup trop de petits déjeuners à préparer »*.

Scènes de désolation

Sous le soleil, leur insouciance communicative est stoppée par un écran noir, sur lequel s'imprime un dialogue avec la tour de contrôle de New York – un procédé efficace et récurrent ici : *« Vol American 11, montez et maintenez un niveau à 350. »* Sur les images d'époque, de nouveau, apparaît le jeune Joseph Pfeifer, qui inspecte des bouches d'évacuation, entouré de ses collègues pompiers, parmi lesquels Ed Fahey. Tous deux font partie des témoins-clés du récit, présents tout au long du film.

L'épisode 2 se focalise, lui, sur les employés présents dans la tour sud alors encore intacte, et qui ont eu le choix, pendant dix-huit minutes, de rester ou d'évacuer. Parmi eux, Stanley Praimnath, au 81e étage, point d'impact du deuxième avion. L'épisode 3 s'aborde presque comme une parenthèse, puisqu'il est consacré, en partie, au sort moins souvent évoqué des résidents de l'Hôtel Marriott, au pied du World Trade Center. Il vaut essentiellement pour le témoignage d'un avocat rescapé, qui y séjournait.

L'épisode 4, lui, commence par les images spectaculaires du nuage dense qui s'engouffre dans les rues adjacentes à Ground Zero, après l'effondrement de la seconde tour. D'où les scènes de désolation des deux derniers épisodes, faites de poussière, de poutrelles et de gravats, avant une longue conclusion consacrée au mémorial, inauguré en 2014 à l'emplacement même des tours, et aux photos de victimes, souriantes.

Force ou travers ? Cette série a pris le parti de valoriser le bon côté du genre humain, en donnant la parole à ces héros, sauveteurs ou rescapés. Seules dix-huit personnes ont survécu aux attentats et 2 977 sont mortes. ■

CATHERINE PACARY

11-Septembre. Un jour dans l'histoire, réalisé par Daniel Bogado (EU, 2021, 74 min et 5 × 50 min environ).

NOTRE SÉLECTION

SAMEDI 11 SEPTEMBRE

Arte
Le Cosmos selon Kepler
20.50 Ce docu-fiction de Christian Twente, réalisé en 2019 mais inédit, s'intéresse au célèbre astronome allemand Johannes Kepler (1571-1630), et s'attache à restituer la portée de ses travaux scientifiques menés dans la première moitié du XVIIe siècle.

France 4
Una oda al tiempo
21.10 Il est rare qu'un spectacle de flamenco soit diffusé en prime time, ce qui est une raison supplémentaire de ne pas manquer cette captation du spectacle chorégraphié par Maria Pagés à Oviedo (Espagne) en 2019, hommage moderne et sensuel à la tradition.

Canal+ Cinéma
Michael Kohlhaas
20.50 Arnaud des Pallières adaptait en 2013 le roman de l'Allemand Heinrich von Kleist, écrit en 1808-1810, avec Mads Mikkelsen dans le rôle d'un marchand français du XVIe siècle déterminé à venger le vol de ses chevaux.

OCS City
The White Lotus
20.40 Mike White signe pour HBO une minisérie mordante située dans un luxueux *resort* hawaïen. Une satire tragi-comique, dont la superficialité cache une lucidité amusée sur le monde d'après-Covid.

Plan large sur quarante ans de guerre contre le terrorisme

Brian Knappenberger replace, à l'aide des acteurs de l'époque, les attentats de 2001 dans leur contexte historique et géopolitique, depuis 1979

NETFLIX
À LA DEMANDE
SÉRIE DOCUMENTAIRE

Brian Knappenberger a pris le temps. Dans sa série en cinq épisodes d'une heure environ, il y a les images et le son dramatiques des attentats, de Guantanamo et de la guerre en Afghanistan. Pour raconter ces histoires, le réalisateur s'est intéressé aux moments décisifs – les *« turning points »* – de la politique des Etats-Unis, qui ont transformé leur place dans le monde.

Pour dérouler le fil des événements et en saisir l'impact, des allers-retours temporels qui, loin de perdre le spectateur, permettent de raccorder les menus détails aux enjeux géopolitiques. Le récit du 11-Septembre est ainsi rapidement contextualisé par un autre tournant décisif : celui de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 et le soutien américain à la résistance religieuse des moudjahidine, en pleine guerre froide.

Le deuxième épisode aborde la réaction américaine : le désir de vengeance et les scénarios pour l'assouvir. Le jour des attentats, *« on entendait le brouillard de la guerre dans les voix »*, se souvient Andrew Card, le chef de cabinet de la Maison Blanche, qui a appris la nouvelle à George W. Bush face à une classe d'écoliers en Floride.

Spectaculaire recul des libertés

Dans les jours suivants, Washington impose le recours à la force, et la doctrine de la *« guerre contre la terreur ["war on terror"] contre toutes les nations, organisations, forces associées ou personnes liées au 11-Septembre »*. Ce flou autour de l'*« ennemi à éradiquer »* sera le tombeau de la stratégie de guerre en Afghanistan, vingt ans durant, et l'amorce aux Etats-Unis d'un spectaculaire recul des libertés.

Face aux failles des services de renseignement, à la peur et à *« l'hystérie »* autour du risque terroriste, l'administration Bush s'enfonce dans des politiques illégales de surveillance, par l'écoute et la collecte massives de données téléphoniques et sur Internet et d'*« interrogatoires renforcés »* – la torture –, notamment au camp de Guantanamo, installé à Cuba.

Les allers-retours, avec des images d'archives – parfois difficilement soutenables –, des histoires personnelles de témoins, des récits d'acteurs de l'époque, forment une captivante structure narrative. La variété des témoignages rares recueillis – de l'ancien chef moudjahid Gulbuddin Hekmatyar à un responsable taliban, d'ex-conseillers de la Maison Blanche ou responsables politiques américains à des agents du FBI et de la CIA, de journalistes, militants et avocats des droits de l'homme à des membres des armées américaine et afghane – élargit le prisme.

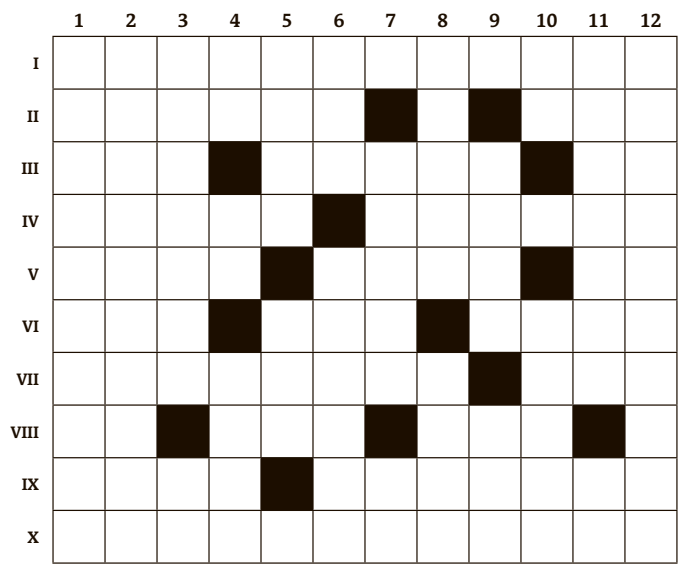
Le dernier épisode, incluant l'accord de Doha conclu en 2020 sous Donald Trump avec les talibans, ne rend pas compte du retrait américain d'Afghanistan et de la chute de Kaboul, mi-août, mais met en exergue la surprise de l'effondrement de l'armée afghane. ■

MOUNA EL MOKHTARI

Turning Point. Le 11-Septembre et la guerre contre le terrorisme, de Brian Knappenberger (EU, 2021, 5 × 60 min environ).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 21 - 211
PAR PHILIPPE DUPUIS



SOLUTION DE LA GRILLE N° 21 - 210

HORIZONTALEMENT **I.** Passe-partout. **II.** Oreille. Esse. **III.** DGA. Ouralien. **IV.** Centimes. ESA. **V.** Anti. Ester. **VI.** Sterne. Ru. PC. **VII.** Té. Eu. Me. Mai. **VIII.** Ir. Usai. Râle. **IX.** Nios. Ilotier. **X.** Généalogiste.

VERTICALEMENT **1.** Podcasting. **2.** Argenterie. **3.** Séante. On. **4.** Si. Tireuse. **5.** Eloi. Nus. **6.** Plumée. Ail. **7.** Aérés. Milo. **8.** Astre. Og. **9.** Tel. Eu. Rti (tri). **10.** Osier. Maïs. **11.** Usés. Palet. **12.** Tenancière.

HORIZONTALEMENT

I. Chacun le sien, trèfle à quatre feuilles ou fer à cheval. **II.** Son feuillage devient rouge à l'automne. Sans la moindre fantaisie. **III.** Sillonne l'Europe. A mis des spaghettis dans le western. Dans un gag. **IV.** Sa robe tachetée se retrouve à nos pieds. Général écossais assassiné par les sbires de Macbeth. **V.** Affluent du Danube. Espèce. Dupé. **VI.** Fait l'innocent. Opération postale. A permis à Gary d'avoir une deuxième fois le Goncourt. **VII.** Conserve nos restes. Blonde au pub. **VIII.** Négation. Réponse au référendum. Masse de pierre. **IX.** Peuple du Soudan. Récoltés sur les côtes bretonnes, ils feront du très bon engrais. **X.** La peur de passer au rouge.

VERTICALEMENT

1. Plaisir gourmand au couvent et ailleurs. **2.** Remplace assistant et secrétaire personnelle. **3.** Lits encaissés. En berne. **4.** Bonne appréciation. Points en opposition. Bon gros paresseux. **5.** Personnel. Pilier de la pensée chinoise. **6.** Grand ouvert. Américain du Nord chez ceux du Sud. **7.** Suivre sans discuter. Ouvrent les opérations. **8.** Friandise devenue gourmandise. Jeune cerf dans la montée. **9.** Travailla pour récolter demain. La vallée de Lucy. **10.** Piégé. Le dernier des patriarches de la Bible. **11.** Renvoie sur les ongles. Négation. **12.** Certainement juste mais sévère.

SUDOKU
N°21-211

						1		6
					6	5	9	
				4				7
		1			2			
		5	8	9			6	
	5	9			3			2
	1	3		2			7	
		8			4	6		1

5	1	2	6	9	8	7	3	4
4	9	6	2	7	3	1	8	5
7	8	3	5	1	4	6	2	9
9	3	1	7	8	2	5	4	6
6	7	8	4	3	5	9	1	2
2	4	5	9	6	1	8	7	3
3	6	9	1	4	7	2	5	8
1	2	4	8	5	9	3	6	7
8	5	7	3	2	6	4	9	1

Très difficile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (`https://about.me/yangeorget`)



Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037

Présidente : **Laurence Bonicalzi Bridier** PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France Montpellier (« Midi Libre »)

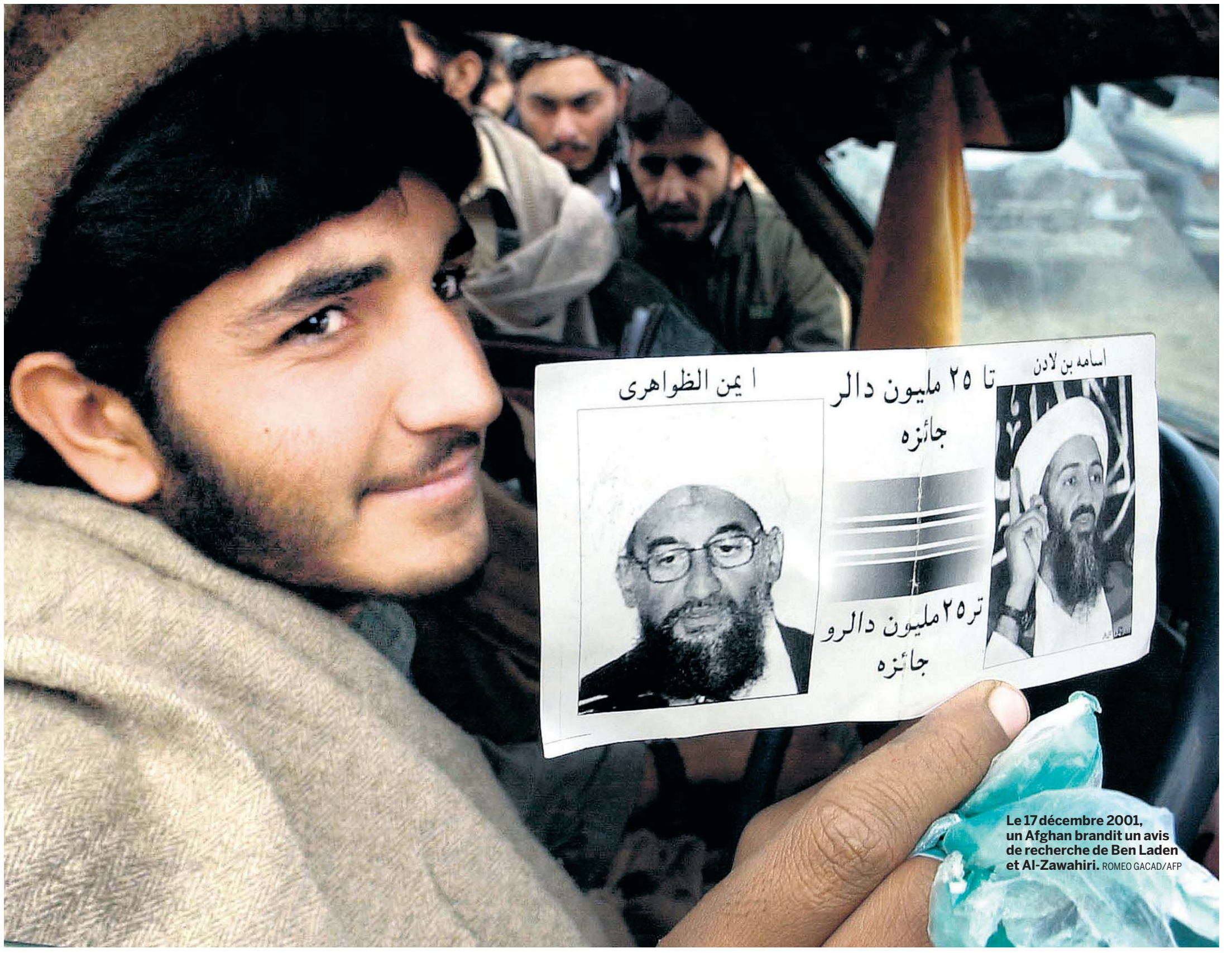
Origine du papier : France. **Taux de fibres recyclées :** 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Ecolabel européen sous le N°FI/37/001. **Eutrophisation :** PTot = 0.009 kg/tonne de papier

Le Monde

Spécial Al-Qaida

Vingt ans après, radiographie d'une nébuleuse

- Battue en Afghanistan, repoussée en Arabie saoudite, très affaiblie en Irak, l'organisation peine à recruter
- Sahel, Somalie, Yémen : Al-Qaida est contrainte de diriger son action vers des théâtres « marginaux »
- Jean-Pierre Filiu et Marc Sageman, spécialistes du djihadisme, s'opposent sur la centralité de Ben Laden



Le 17 décembre 2001, un Afghan brandit un avis de recherche de Ben Laden et Al-Zawahiri. ROMEO GACAD/AFP

Le 11 septembre 2001 a marqué l'apogée du réseau d'Oussama Ben Laden

Les attaques du 11-Septembre, il y a huit ans, auraient-elles marqué l'apogée d'Al-Qaida ? L'aventure d'Al-Qaida, organisation djihadiste clandestine ne bénéficiant du soutien d'aucun Etat depuis la chute des talibans afghans en novembre 2001, est paradoxale.

Son chef, Oussama Ben Laden, n'est pas parvenu à envoyer un autre commando hors des bases d'Al-Qaida au Waziristan pakistanais pour réitérer une attaque aussi spectaculaire et meurtrière que celle qui a frappé New York et Washington en 2001. Pourtant, les idées d'Al-Qaida ont progressé, et des milliers de combattants sont, depuis huit ans, entrés en djihad. Beaucoup sont morts, d'autres luttent encore, et la planète est loin d'être à l'abri de ces djihadistes absolutistes rêvant d'un califat mondial.

L'aventure et l'avenir d'Al-Qaida sont en fait totalement liés à la réponse apportée par ses ennemis, Etats-Unis en tête. Une réponse étrange, voire schizophrénique. Alors que depuis fin 2001 Al-Qaida reconstitue ses bases au Waziristan, l'effort de guerre a été porté en Afghanistan, puis en Irak. Ces aventures militaires dans des pays où Al-Qaida avait été éliminée (Afghanistan) ou n'existait pas (Irak) ont créé davantage de djihadistes qu'elles n'en ont supprimé.

En revanche, la lutte antiterroriste classique a plutôt été couronnée de succès. Les djihadistes de l'équipe responsable du 11-Septembre ont été tués ou arrêtés. Malgré le succès de certains commandos inspirés par Al-Qaida, par exemple le 11 mars 2004 à Madrid ou le 11 juillet 2005 à Londres, les pays occidentaux sont parvenus à se protéger. Des complots ont été déjoués. Même si aucun pays ne peut se décréter à l'abri d'un attentat, le patient travail des services de renseignement et des polices porte ses fruits.

Pour survivre et faire progresser ses idées, la direction centrale d'Al-Qaida s'est résolue à accorder son label à d'autres mouvements islamistes armés. Après l'échec d'Al-Qaida au pays des Deux-Lieux saints (Arabie saoudite), qui n'est jamais parvenue à réellement s'implanter dans la patrie d'origine de Ben Laden, deux groupes « franchisés » ont connu davantage de succès.

> L'avenir d'Al-Qaida est en fait totalement lié à la réponse apportée par ses ennemis, Etats-Unis en tête. Une réponse étrange, voire schizophrénique

Le premier, Tawhid wal-Djihad (Unification et guerre sainte), commandé par le djihadiste jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, a connu un incroyable essor après être devenu Al-Qaida au pays des Deux-Fleuves (Irak). Après avoir assassiné le chef de l'ONU à Bagdad, Sergio Vieira de Mello, en 2003, le groupe de Zarkaoui est devenu, au fil des attentats et des enlèvements, l'ennemi principal du gouvernement irakien chiite et de ses alliés américains. Il est parvenu un temps à contrôler le cœur de la guérilla sunnite, à Fallouja.

Ce n'est qu'après la mort de Zarkaoui en 2006 et l'arrivée du général américain David Petraeus à Bagdad en 2007, qu'Al-Qaida au pays des Deux-Fleuves a perdu son influence, les Etats-Unis organisant le retournement de la guérilla sunnite contre les djihadistes étrangers.

Le second, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), commandé par l'islamiste algérien Abdelmalek Droukdal, a retrouvé une capacité d'action après être devenu Al-Qaida au Maghreb islamique. Mis en contact avec Al-Qaida par Zarkaoui, Droukdal se rêve en « émir » d'Al-Qaida pour le Maghreb et le Sahara. Il a réussi à frapper au cœur d'Alger. Ses problèmes seraient essentiellement le peu de combattants dont il dispose et le fait qu'il n'est pas parvenu à atteindre la cible principale désignée par les chefs d'Al-Qaida : la France.

Al-Qaida n'a, hors du Waziristan, pas de territoire sous son contrôle. Ben Laden et son adjoint, l'idéologue islamiste égyptien Ayman Al-Zawahiri, vivent cachés, traqués, coupés du monde. Ils parviennent à diffuser leurs messages écrits, audio ou vidéo sur le Web, mais nul ne sait s'ils exercent le moindre commandement opérationnel sur la mouvance djihadiste. Ils ne parviennent même pas à organiser d'actions d'éclat près de leur base, au Pakistan ou en Afghanistan. ■

Rémy Ourdan

▶ Lire la suite page 2

Le Monde
Mercredi 9 septembre 2009

►►► Suite de la première page

Dans ces deux pays, ce sont des talibans pachtounes qui mènent le combat. Certains sont liés à Al-Qaida, d'autres ont pris leurs distances. Et l'on ignore le contrôle exercé par Ben Laden et Zawahiri sur les camps djihadistes étrangers installés au Waziristan, qu'ils soient saoudiens, égyptiens, jordaniens, yéménites ou ouzbeks.

En fait, la chance d'Al-Qaida, après le coup magistral du 11-Septembre, fut d'avoir face à elle une direction américaine (Bush, Cheney, Rumsfeld) obsédée par l'Irak et Saddam Hussein. En déclenchant une guerre contre un pays n'ayant aucun lien avec le djihad international et en donnant l'impression de livrer bataille aux musulmans et à l'islam, Washington a servi les intérêts d'Al-Qaida au-delà, sans doute, des espoirs les plus fous de Ben Laden, qui est ainsi devenu le « cheikh » incontesté des djihadistes internationaux.

Le succès de Ben Laden est que l'incompréhension face à la réplique américaine au 11-Septembre a rendu Al-Qaida populaire dans des mosquées du Golfe ou des madrasas pakistanaises, des faubourgs du Caire ou des bidonvilles de Casablanca. Les Etats-Unis furent, en quelque sorte, le meilleur allié d'Al-Qaida.

Barack Obama, depuis son arrivée à la Maison Blanche, tente d'inverser la tendance en retirant progressivement l'armée américaine d'Irak et en disant vouloir recentrer son action sur la guerre contre Al-Qaida. Il a prononcé, le 4 juin, un discours au Caire pour déclarer qu'il n'était en guerre ni avec le monde musulman ni avec l'islam. Il a accentué la pression sur le Pakistan, intensifiant la campagne de bombardements par drones entamée à la fin de la présidence Bush et incitant l'armée pakistanaise à se lancer à l'assaut de sanctuaires djihadistes.

Mais M. Obama a aussi pris la décision d'augmenter l'effort militaire en Afghanistan, pays où nulle trace d'Al-Qaida ne subsiste depuis fin 2001. L'argument principal est qu'un retour des talibans au pouvoir s'accompagnerait d'un retour de leurs compagnons d'Al-Qaida. Possible, mais pas certain. Pour le moment, la guerre afghane contribue surtout à augmenter le nombre de combattants ennemis. ■

Rémy Ourdan

Les talibans et leurs alliés d'Al-Qaida ont reconstitué leurs forces dans cette zone semi-autonome du Pakistan

Le sanctuaire du Waziristan

Tora Bora sous le feu des B-52 américains, c'est à la fois une fin et un début. En ce mois de décembre 2001, quand les forces internationales épaulées par des milices tribales « nettoient » les grottes de ce massif montagneux de l'est afghan, où l'état-major en déroute d'Al-Qaida est censé avoir trouvé refuge, c'est bel et bien la fin d'une ère. Celle où le djihad transnational d'Oussama Ben Laden avait fait de l'Afghanistan des talibans un Etat sanctuaire, la rampe de lancement du 11-Septembre et de bien d'autres assauts avant.

Mais c'est aussi un début, l'amorce d'une recomposition sous d'autres formes et en d'autres lieux. Tora Bora est vide, ou presque, car des milliers de combattants d'Al-Qaida ont trouvé le temps de franchir la frontière – toute proche – avec le Pakistan. Ils se regroupent dans la vallée de Shawal, dans le Nord-Waziristan pakistanais, aux tribus rebelles depuis toujours. Ils y transitent avant de se fondre dans les populeuses cités du « Pays des purs ».

C'est un peu un retour aux sources, les retrouvailles avec un pays où s'étaient déjà repliés dans les années 1980 les moudjahiddins afghans de la guerre antisoviétique. Le Pakistan, notamment sa bande frontalière pachtoune, fut alors ce creuset de l'islam radical où Oussama Ben Laden avait entamé sa carrière de mécène du djihad. Mais les temps ont changé. L'Etat pakistanais, qui, sur instruction de la CIA, arma et finança naguère les transfuges au nom de la cause anticommuniste, est sommé, cette fois-ci, de traquer les rescapés de Tora Bora.

Le parrain américain exerce une formidable pression en ce sens sur le général Pervez Musharraf, le président pakistanais. Le dilemme est pénible pour Islamabad. Washington paye rubis sur l'ongle, efface les dettes, réhabilite diplomatiquement un Etat que ses ambitions nucléaires avaient isolé. Mais céder aux injonctions de George Bush est politiquement périlleux. L'opinion pakistanaise y est farouchement hostile. De surcroît, les services secrets de l'armée, l'InterServices Intelligence (ISI), sont réticents à sacrifier des djihadistes longtemps « bichonnés » pour servir les intérêts géopolitiques du Pakistan, notamment contre le rival indien.

C'est l'heure des déchirantes révisions. M. Musharraf se résout à collaborer avec

Une enclave tribale peuplée de tribus pachtounes frondeuses que personne n'a jamais su dompter

Washington, le prix à payer pour continuer à peser, fût-ce faiblement, sur le nouveau cours afghan. Il offre donc à l'Amérique des gages. Durant cette première séquence (2002-2004), la « guerre contre la terreur » se déploie dans les grandes villes, à l'écart des zones tribales. Des figures d'Al-Qaida sont arrêtées : Abu Zubaydah (à Faisalabad), Ramzi Ben Al-Shibh (à Karachi), Khaled Cheikh Mohammed (à Quetta), Moustafa Ahmed Hawsawi (à Rawalpindi), Naïm Nour Mohammed Khan (à Lahore), Ahmed Ghailani (à Gujrat) et Abou Faraj Al-Libbi (à Mardan). Ces cadres de haut niveau – chefs opérationnels, comptables, informaticiens – avaient joué un rôle de premier plan dans nombre d'attentats d'Al-Qaida, y compris dans les préparatifs du 11 septembre 2001 (Khaled Cheikh Mohammed).

Les prises sont appréciables, mais Ben Laden et son bras droit Ayman Al-Zawahiri courent toujours. M. Musharraf conteste qu'ils soient au Pakistan, un déni qui laisse les services secrets américains sceptiques. Quoi qu'il en soit, il apparaît autour de 2004 que le Waziristan (Nord et Sud), une enclave tribale au relief tourmenté bordant la frontière avec l'Afghanistan, est redevenu le sanctuaire qu'il fut lors de la guerre antisoviétique. Semi-autonome, la zone est peuplée de tribus pachtounes frondeuses qu'aucune puissance, y compris les Britanniques au XIXe siècle, n'a jamais su dompter.

Après la grande débandade de fin 2001, les talibans et leurs alliés d'Al-Qaida y ont reconstitué leurs forces, en liaison avec la direction du mouvement taliban repliée à Quetta, chef-lieu du Baloutchistan pakistanais. L'ISI sait parfaitement que le mollah Omar, la figure tutélaire du régime afghan déchu, trône au faîte de cette choura (conseil) de Quetta. Mais la consigne est de ne pas l'inquiéter. Islamabad veut recouvrer une partie de son influence historique sur le mouvement afin de continuer à jouer un rôle sur le théâtre afghan.

Les Américains n'en font pas une affaire d'Etat car ils s'intéressent moins aux talibans qu'à Al-Qaida. A ce stade, ils sont moins obsédés par Quetta que par le Waziristan, la vraie menace à leurs yeux. Ce qu'ils veulent, c'est que l'armée pakistanaise y intervienne pour en déloger les *« combattants étrangers »*, comme l'on appelle les Arabes, Ouzbeks et autres Tchétchènes enrôlés dans le djihad international. Là encore, le président Musharraf cède, au moins en partie. Après les raids urbains, une nouvelle séquence s'ouvre en 2004, celle de la guerre tribale. Elle commence par le Sud-Waziristan, où l'armée se heurte à la tribu des Wazir puis à celle des Mehsud. Les combats s'étendent ensuite au Nord-Waziristan. L'armée essuie de lourdes pertes et doit négocier des accords locaux, qui signent son impuissance. Elle peut toutefois invoquer un acquis : l'expulsion d'une partie des combattants étrangers, ceux du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, dont le chef est le très controversé Tahir Yuldachev. Ses partisans se sont si mal comportés, offensant les sensibilités locales, qu'un chef taliban du Sud-Waziristan, le mollah Nazir, et un du Nord-Waziristan, Hafiz Gul Bahadur, ont exigé leur départ.

Mais cela ne signifie pas qu'Al-Qaida a été évincé de la zone, bien au contraire. Dans le Nord-Waziristan, Hafiz Gul Bahadur, maître des lieux, entretient les meilleures relations avec le réseau Haqqani (du nom de Jalaluddin Haqqani, un vétéran du djihad antisoviétique) dont la connexion avec Ben Laden est notoire. De sa base du Nord-Waziristan, Jalaluddin Haqqani, aujourd'hui épaulé par son fils Sirajuddin, lance des attaques contre les troupes de l'OTAN dans les provinces afghanes voisines de Paktia, Paktika, Khost et même au-delà. Les attentats-suicides les

D'ici partent des attaques contre les troupes de l'OTAN dans les provinces afghanes voisines

plus meurtriers à Kaboul ou dans les autres cités afghanes sont en général imputés au réseau Haqqani. Ce dernier se focalisant sur l'Afghanistan et évitant de s'en prendre à l'Etat pakistanais, Islamabad regarde ailleurs.

Aussi les Américains ont-ils pris, seuls, les choses en main. Depuis 2008, les raids de drones contre des cibles du réseau Haqqani se sont multipliés autour de Miranshah, le chef-lieu du Nord-Waziristan. Un nouveau Tora Bora ? ■

Frédéric Bobin

Ayman Al-Zawahiri

Le bourgeois théoricien

BOURGEOIS égyptien diplômé en chirurgie, le docteur Ayman Al-Zawahiri est considéré, parfois à tort, comme l'idéologue en chef d'Al-Qaida. *« Combien son expérience et sa sagesse sont-elles précieuses pour nos jeunes gens et pour l'histoire ! »*, s'exclamait à son sujet Abou Qatada, l'une des figures du salafisme radical londonien. De par son engagement précoce dans la lutte islamiste égyptienne, le parcours de Zawahiri constitue la meilleure illustration, selon les spécialistes, de l'histoire de l'islamisme radical sunnite contemporain.

Né en 1951 dans une banlieue aisée du Caire, Ayman Al-Zawahiri est issu des classes supérieures lettrées d'Egypte. Enfant pieux et sensible, élève studieux et doué, il admire la pensée de l'islamiste Sayyid Qotb (1906-1966), qui prône la lutte armée pour renverser le régime égyptien *« apostat »* et instaurer un Etat régi par la charia. L'adolescent est touché par les récits de la vie de Qotb, particulièrement son martyre dans les geôles égyptiennes. En 1966, il assiste à son exécution par pendaison. Cet événement le persuade d'entrer dans la clandestinité pour rejoindre la lutte islamiste armée.

En 1979, il intègre le Jihad islamique, où il se spécialise dans le recrutement de militaires de l'armée égyptienne. A la fin des années 1980, le Jihad islamique s'allie avec la Gamaa islamiya, groupe djihadiste rival, en vue d'éliminer le président Anouar el-Sadate qui vient de signer avec Israël un traité de paix. Son assassinat, le 6 octobre 1981, est suivi d'une vague d'arrestations massive. Zawahiri est emprisonné, avant d'être innocenté et libéré en 1984. L'épreuve de la prison, les tortures et les humiliations qu'il y subit finissent de le convaincre de la légitimité de son combat. *« Ils nous ont envoyé des décharges électriques ! Ils ont utilisé des chiens sauvages ! (...) Où est la démocratie ? Où est la liberté ? Où sont les droits de l'homme ? Où est la justice ? Nous n'oublierons jamais ! »*, hurle-t-il, en anglais, devant les journalistes étrangers venus assister au procès. Une étape *« traumatique »* mais



AL-JAZIRA/AFP

« fondatrice », estime le chercheur Stéphane Lacroix. *« C'est en prison,* poursuit-il, *qu'il s'impose comme le leader du mouvement islamiste radical égyptien. »* Zawahiri se lance dans la rédaction de son premier ouvrage. *Le Livre noir : la torture des musulmans sous la présidence d'Hosni Moubarak* raconte sa propre expérience.

Enfin libre, mais étroitement surveillé par les services égyptiens, il quitte son pays pour l'Arabie saoudite puis l'Afghanistan. Il y rencontre le jeune Oussama Ben Laden, qu'il ne quittera plus. Ben Laden veut s'attaquer au pouvoir des Saoud : Zawahiri le convainc d'ériger un djihad contre tous *« les régimes apostats du monde musulman »*. Les fondations d'Al-Qaida sont posées.

Succession d'échec

Pour autant Zawahiri n'a pas abandonné son obsession : détruire le régime égyptien. Du Soudan, où il a suivi Ben Laden en exil, il dispose d'une base arrière pour réorganiser le djihad égyptien. Pour trouver des fonds, il parcourt l'Europe, l'Asie et même les Etats-Unis sous couvert du Croissant-Rouge koweïtien avant de lancer, en 1993, de nouvelles attaques contre le régime du Caire. Les tentatives d'assassinat perpétrées contre le ministre de l'intérieur, Hassan Al-Alfi, puis contre le premier ministre, Atef Sedqi, se soldent par un échec qui provoque la scission du mouvement. En 1995, Zawahiri parvient brièvement à réunifier les rangs pour frapper la tête du régime : assassiner Hosni Moubarak pendant sa visite à Addis-Abeba. L'opération échoue encore.

Le Soudan, pointé du doigt par l'Egypte et les Etats-Unis, ne voit plus l'organisation de Ben Laden d'un bon œil. Tandis que ce dernier regagne l'Afghanistan, Zawahiri reprend sa course autour du monde dans l'espoir de monter des cellules. La plupart de ses tentatives échouent lamentablement. Il n'a plus d'autre choix que de rejoindre Ben Laden et les grottes afghanes. Cette succession d'échecs n'entame en rien sa résolution. Au contraire, elle lui permet d'affûter sa vision du djihad. Il va travailler à en renforcer l'idéologie. La création, en 1998, du « Front islamique mondial pour la guerre sainte contre les juifs et les croisés », ainsi que la fatwa établissant le meurtre d'Américains et de leurs alliés comme un devoir personnel de chaque musulman, apparaissent comme l'aboutissement mortifère de sa pensée. Il développe le recours aux opérations-suicides qui vont devenir la marque de fabrique d'Al-Qaida.

Depuis les attentats du 11-Septembre, « le docteur », jusque-là dans l'ombre, s'est imposé comme une figure charismatique du réseau, multipliant les apparitions médiatiques. Les méthodes violentes qu'il n'a cessé de légitimer, notamment les meurtres de civils, chiites ou non, ont cependant été remises en cause en 2008 par des figures importantes du djihad égyptien, issues de sa génération. Des débats furieux ont alors agité la sphère intellectuelle de l'islamisme radical. D'anciens proches comme le « docteur Fadl », un authentique théoricien du djihad, l'ont pris à partie, l'accusant d'avoir *« trahi l'islam et les musulmans »*, voire d'avoir en quelque sorte dévoyé l'esprit comme la lettre du *« combat sacré »*. ■

Cécile Hennion

Khaled Cheikh Mohammed

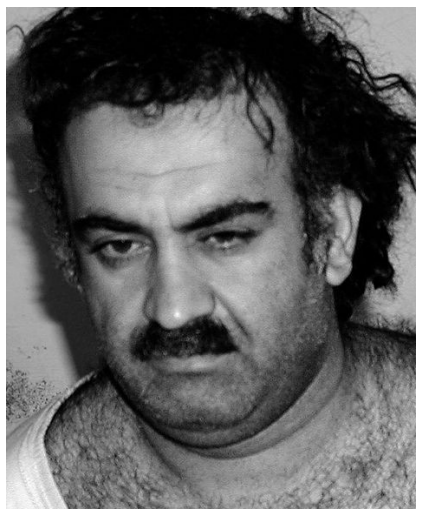
Le cerveau du 11-Septembre

PEU AVANT le 5e anniversaire des attentats du 11-Septembre, et à quelques semaines des élections générales de novembre 2006, George Bush décida de renvoyer devant la justice l'instigateur présumé des attaques et ses complices. Maintenus depuis des années dans les « prisons secrètes » de la CIA, Khaled Cheikh Mohammed (« KCM ») et ses quatre coaccusés furent transférés à Guantanamo. *« Dès que le Congrès aura validé les tribunaux militaires que j'ai proposés, les hommes qui, d'après nos services de renseignement, ont orchestré la mort de près de 3 000 Américains le 11 septembre 2001 vont pouvoir passer en jugement »*, déclara le président républicain le 6 septembre 2006.

Au 8e anniversaire du 11-Septembre, « KCM » n'a toujours pas été jugé. En décembre 2008, un mois avant de quitter le pouvoir, l'administration Bush a organisé une première comparution des cinq accusés du 11-Septembre sur la base navale de Guantanamo. Dans un anglais correct, perfectionné en Caroline du Nord pendant un stage d'ingénierie mécanique, le « cerveau » des attentats a annoncé qu'il voulait plaider coupable. Il est apparu combatif, organisé, décidé à ne pas perdre de temps pour obtenir ce qu'il réclame : une condamnation à mort.

L'administration avait fait venir des familles de victimes. Mais le procès a tourné court, lorsque le juge Stephen Henley, un colonel de l'armée de terre, a décidé d'ordonner une expertise psychiatrique de deux des détenus. Une audience est prévue le 22 septembre. Mais le juge a prévenu qu'il ne statuerait pas avant que le président Barack Obama ait décidé de la juridiction qui va être adoptée pour poursuivre les détenus. Reprendra-t-il les tribunaux militaires de M. Bush (les fameuses « commissions militaires ») ou renverra-t-il le dossier à la justice criminelle fédérale, solution qui lui paraissait préférable lorsqu'il a pris ses fonctions en janvier ? Dans ce cas, « KCM » pourrait être transféré à New York, où il est sous le coup d'une inculpation depuis 1996.

En détention, Khaled Cheikh Mohammed s'est laissé pousser une longue barbe blanche. Il n'a que 44 ans, mais il a été soumis à de multiples séances de *waterboarding* (simulacre de noyade). Dans un premier temps, la CIA avait fait filtrer dans la presse que le détenu avait *« parlé »* au bout de deux minutes d'interrogatoire. Au printemps, un rapport officiel a fait état de 183 séances de *waterboarding* pour le seul mois de mars 2003. Selon les comptes rendus officiels, « KCM » s'est accusé d'un grand nombre de crimes, y compris d'avoir décapité le journaliste du *Wall Street Journal* Daniel Pearl.

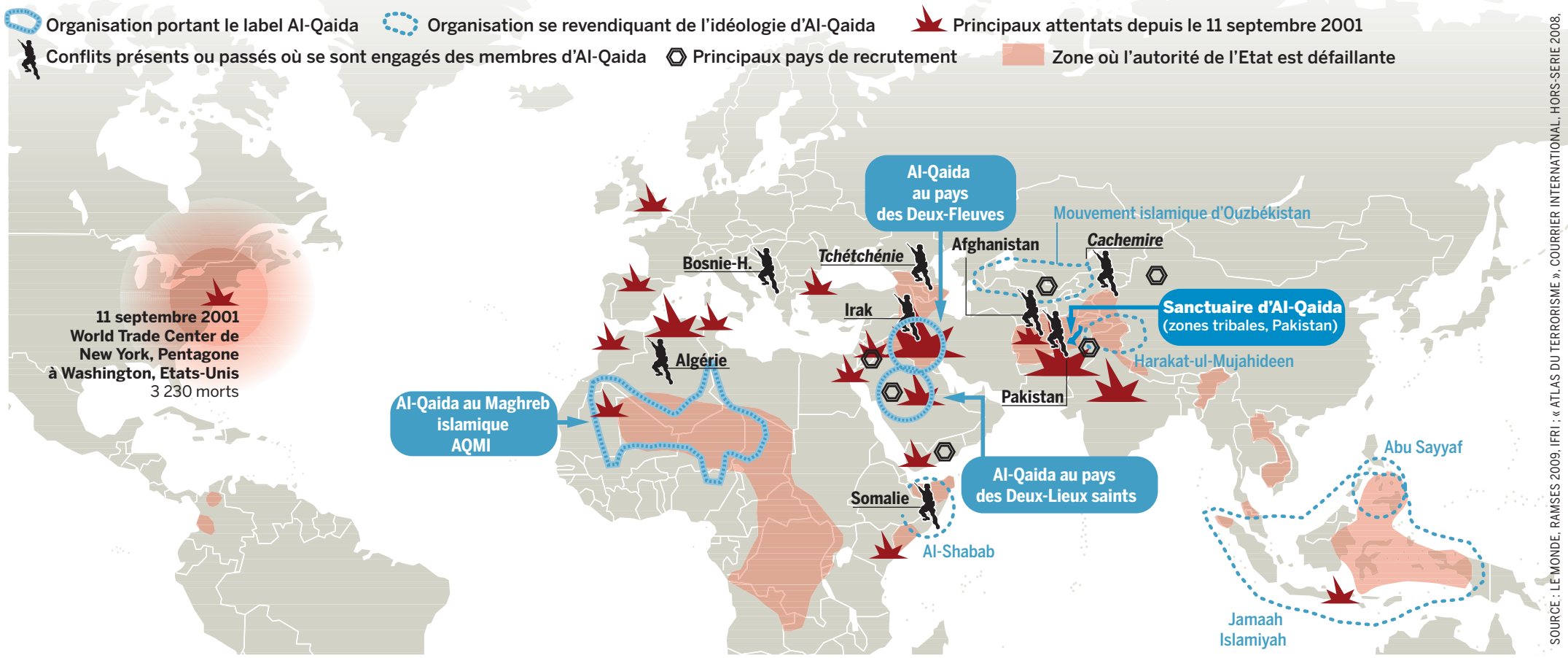


AP PHOTO

Né au Baloutchistan pakistanais, « KCM » a participé au djihad contre l'Armée rouge en Afghanistan. Après la guerre, il a travaillé au Pakistan avec une ONG d'aide aux moudjahidins. Selon la commission d'enquête sur les attentats du 11-Septembre, il a rencontré Oussama Ben Laden en 1996 pour lui proposer de faire exploser plusieurs avions de ligne simultanément contre des cibles choisies. Deux ans plus tard, après les attentats contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie, « KCM » a compris que Ben Laden s'était rallié à l'idée d'attaquer les Etats-Unis. ■

Corine Lesnes

Al-Qaida dans le monde



Les attentats majeurs revendiqués par Al-Qaida, groupes apparentés, franchisés ou se revendiquant de l'idéologie d'Al-Qaida

2001

New Delhi, Inde
13 décembre, 14 morts, dont les cinq terroristes.

2002

Karachi, Islamabad, Pakistan
23 janvier, enlèvement et assassinat du journaliste américain Daniel Pearl.
17 mars, attentat contre un temple protestant, 5 morts, 46 blessés.

Synagogue de Djerba, Tunisie
11 avril, 21 morts, dont deux Français.

Discothèques à Bali, Indonésie
12 octobre, 202 morts, 209 blessés.

Mombasa, Kenya
28 novembre, hôtel appartenant à des Israéliens, 17 morts, plus de 80 blessés.

2003

Riyad, Arabie saoudite
12 mai, zones résidentielles habitées par des Occidentaux, 35 morts, 200 blessés.

Casablanca, Maroc
16 mai, 5 attentats, 45 morts, 60 blessés.

Bagdad, Irak
7 et 19 août, ambassade de Jordanie, délégation de l'ONU, 41 morts.

Istanbul, Turquie
15 et 20 novembre 2003. Voitures piégées contre deux synagogues et le consulat britannique, 63 morts, dont le consul général britannique.

2004

Madrid, Espagne
11 mars, plusieurs explosions dans des trains de banlieue 191 morts, 1 500 blessés.

Khobar, Arabie saoudite
29 mai, attaque de bureaux et prise d'otages, 22 morts.

2005

Londres, Royaume-Uni
7 juillet, transports publics, 56 morts, 700 blessés.

Charm-el-Cheikh, Egypte
23 juillet, 88 morts, 200 blessés.

Bagdad, Irak
14 septembre, 11 attentats, 150 morts, 230 blessés.

Amman, Jordanie
9 novembre, hôtels, 60 morts, 300 blessés.

2006

Bombay, Inde
11 juillet, sept explosions simultanées dans un train, 200 morts, 700 blessés.

2007

Palais du gouvernement à Alger, Batna, port de Dellys, Algérie
11 avril, 8 et 9 septembre, 12 décembre, 120 morts.

Mauritanie
14 septembre, patrouille de l'armée mauritanienne, 11 soldats et leur guide décapités.

Rawalpindi, Pakistan
27 décembre, attentat tuant Benazir Bhutto, 20 morts.

2008

Spin Boldak, Afghanistan
18 février, 35 morts.

Jaipur, Inde
13 mai, attentats kamikazes 80 morts, 200 blessés.

Ambassade danoise au Pakistan
2 juin, 6 morts (affaire des caricatures).

Sanaa, Yémen
17 septembre, 16 morts.

Islamabad, Pakistan
20 septembre, Hôtel Marriott, 60 morts.

Bombay, Inde
26 novembre, attaques et explosions, 153 morts.

2009

Peshawar, Pakistan
9 juin, Hôtel Pearl Continental, 9 morts, 62 blessés.

Bagdad, Irak
19 août, ministères des finances et des affaires étrangères, 101 morts, 600 blessés.

Abou Moussab Al-Zarkaoui

Le voyou égorgeur

EN AFGHANISTAN, où ils se sont rencontrés au tournant du millénaire, Oussama Ben Laden ne voulait pas de lui. C'est Colin Powell, alors chef de la diplomatie américaine, qui, en février 2003, six semaines avant l'invasion de l'Irak, évoque pour la première fois son nom à la tribune des Nations unies. Replié au Kurdistan, dans l'extrême Nord irakien frontalier de l'Iran, un certain *« Abou Moussab Al-Zarkaoui »* serait *« le lien »* entre Saddam Hussein et Al-Qaida, affirme le secrétaire d'Etat. Il faudra attendre vingt mois pour que la CIA reconnaisse qu'il n'existait *« aucune preuve concluante »* de cette complicité, alors inexistante.

L'adoubement officiel de l'émir suprême d'Al-Qaida, avec qui le tueur jordanien, né Ahmad Fadil Nazzal Al-Khalayleh, avait jusque-là de sérieuses divergences tactiques, n'interviendra que le 17 octobre 2004. A cette époque, Al-Qaida « centrale » subit de sérieux revers sur la « terre de djihad » prioritaire, l'Arabie saoudite. En Irak, où la résistance baasiste à l'occupation paraît encore désordonnée et peu efficace, Zarkaoui, à la tête de son groupe, Tawhid Wal Djihad (Unicité de dieu et guerre sainte), opère une entrée sanglante. Dès le 19 août 2003, il fait exploser le bâtiment des Nations unies à Bagdad (22 morts, dont Sergio Vieira de Mello, représentant spécial). Dix jours plus tard, il revendique un attentat-suicide dévastateur contre le principal lieu saint chiite à Nadjaf, le mausolée de l'imam Ali (85 tués).

La « centrale » commence à regarder le phénomène avec intérêt. Le 11 mai 2004, Zarkaoui fait circuler sur Internet la première décapitation en vidéo d'un otage occidental. Il se vante d'avoir lui-même découpé la tête du jeune Américain Nicholas Berg. Beaucoup d'autres suivront. La réputation du « lion de Mésopotamie », sans doute le plus sanguinaire de tous les guerriers de l'Apocalypse qui se bousculent en Irak depuis l'invasion, est établie.

Imaginative et sans scrupule, l'ex-petite frappe de Zarka en Jordanie devient le tueur numéro un de chiites, désormais au pouvoir en Irak. Pour l'égorgeur, ces



AFP PHOTO

derniers *« sont la lie de la terre, un poignard planté dans le dos de l'islam »*. Il ordonne qu'on en tue le plus possible. L'objectif est également tactique : il s'agit, dit-il, d'inciter *« les apostats »* à se venger contre la minorité sunnite – *« endormie »*, selon lui –, et ainsi déclencher une vraie guerre civile. Il y parviendra avec la destruction, en 2005, d'un mausolée chiite sacré, celui de Samarra.

Deux années de carnages suivront. La mystique sanguinaire du Jordanien et de sa horde sauvage est bien installée. Début 2006, l'état-major américain lui attribue la mort d'au moins 675 Irakiens et une quarantaine d'étrangers. Zarkaoui est le maître incontesté du chaos. Mi-2004, sa tête est mise à prix au même niveau que celle de Ben Laden : 25 millions de dollars. Consécration. Il est l'icône sanglante de la guérilla djihadiste, et le prétexte aux bombardements américains sur les villes d'Irak, à commencer par Fallouja, alors son fief, et qui sera à moitié rasée en 2004. Il faudra attendre le 7 juin 2006, des renseignements jordaniens précis et un bombardement américain ciblé pour débarrasser l'Irak de « l'émir de la terreur ». Il allait avoir 40 ans..

Patrice Claude

Abdelmalek Droukdal

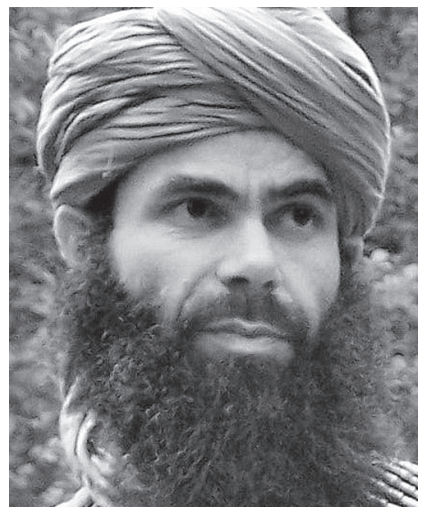
L'artificier antifrançais

EST-IL mort, comme les autorités algériennes l'ont annoncé à plusieurs reprises, la dernière fois en juin 2004 ? C'est peu probable. Aussi longtemps que des photos du cadavre d'Abdelmalek Droukdal n'auront pas été montrées, on pourra tenir pour infondées les rumeurs de son décès lors d'un affrontement avec les forces de sécurité algériennes. C'est en tout cas la position de Matthieu Guidère, enseignant à l'université de Genève et spécialiste d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Cet agrégé d'arabe consacre plusieurs pages au dirigeant de la « franchise » du mouvement d'Oussama Ben Laden au Maghreb, dans son ouvrage *Al-Qaida à la conquête du Maghreb* (éd. du Rocher, 2007).

Droukdal est né le 20 avril 1970 dans le village de Zayan, non loin de Blida, à une cinquantaine de kilomètres d'Alger. C'est un élève sans histoire, qui obtient son baccalauréat en 1989. Il s'oriente ensuite vers des études d'ingénieur à l'université de Blida. On est au début des années 1990. C'est le moment où le Front islamique de salut (FIS) se voit voler la victoire aux élections législatives par l'armée algérienne et entre en confrontation directe avec le pouvoir. Une guerre civile meurtrière va déchirer l'Algérie pendant dix ans. Comme beaucoup de ses compatriotes, Droukdal sympathise avec le FIS. Il intègre le mouvement en 1992, rejoint le maquis un an plus tard, et entre en clandestinité en 1993, dans les rangs des Groupes islamiques armés (GIA). Il a 23 ans.

On lui confie la mission de fabriquer des explosifs. Il devient *« chef des ateliers de production militaire »* d'un important bataillon. Petit à petit, il grimpe les échelons du mouvement, est nommé chef de section, puis de zone. Il rejoint le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) lors de sa création en 1998 par Hassan Hattab, et entre au « conseil des chefs » trois ans plus tard.

En 2003, Hattab est écarté de la direction du GSPC pour divergence de vues avec ses compagnons. Il est remplacé par Abou Ibrahim, alias Nabil Sahraoui. Un an plus tard, à l'été 2004, Abou Ibrahim



« NEW YORK TIMES »

est abattu par l'armée algérienne et Droukdal lui succède.

Il choisit un nom de guerre significatif de son engagement dans le djihad : Abou Moussab Abd Al-Wadoud, du nom du fameux chef d'Al-Qaida en Irak, Zarkaoui, tué près de Bagdad en 2006, et de celui d'un compagnon du prophète Mahomet.

Droukdal envoie des Algériens combattre en Irak – environ 200 – et porte la lutte en dehors de l'Algérie, sans cesser de combattre le régime en place à Alger. En juin et juillet 2005, il mène une opération militaire en Mauritanie. Six mois plus tard, il obtient la garantie d'Al-Qaida de pouvoir intégrer le mouvement d'Oussama Ben Laden sous certaines conditions. Il passe l'année suivante à réformer le GSPC. Le 11 septembre 2006, Ayman Al-Zawahiri annonce l'allégeance du GSPC. En janvier 2007, Ben Laden ordonne le changement de nom du GSPC. Celui-ci se transforme en Al-Qaida au pays du Maghreb islamique. Abou Moussab Abd Al-Wadoud, alias Droukdal, commence à signer ses communiqués du titre d'émir d'Al-Qaida au pays du Maghreb islamique, que la presse, par commodité, raccourcira en Al-Qaida au Maghreb islamique.

Florence Beaugé

Bibliographie

L'Apocalypse dans l'islam,
de Jean-Pierre Filiu,
Fayard, 2008.
Les Frontières du jihad,
de Jean-Pierre Filiu,
Fayard, 2006.
Le Vrai Visage des terroristes,
de Marc Sageman,
Denoël, 2004.
Leaderless Jihad : Terror Networks in the 21st Century,
de Marc Sageman,
University of Pennsylvania Press, 2008.
The Myth of Grassroots Terrorism,
de Bruce Hoffman,
Foreign Affairs, mai-juin 2008.
Terreur et martyre,
de Gilles Kepel,
Flammarion, 2008.
Al-Qaida dans le texte,
de Gilles Kepel et Jean Pierre Milleli,
PUF, 2005.
Oussama. La Fabrication d'un terroriste,
de Jonathan Randal,
Albin Michel, 2004.
Al-Qaida ou la véritable histoire de l'islam radical,
de Jason Burke,
La Découverte, 2003.
Quand Al-Qaida parle,
de Farad Khosrokhavar,
Grasset, 2006.
Ben Laden l'insaisissable,
de Peter Bergen,
Michel Lafon, 2006.
La Guerre cachée
(Prix Pulitzer 2007),
de Lawrence Wright,
Robert Lafont, 2008.
Al-Qaida à la conquête du Maghreb.
Le Terrorisme aux portes de l'Europe,
de Matthieu Guidère,
aux éditions du Rocher, 2007.
Le Manuel de recrutement d'Al-Qaida,
de Matthieu Guidère et Nicole Morgan,
Le Seuil, 2007.
Qu'est-ce que le salafisme ?,
sous la direction de Bernard Rougier,
PUF, 2008.

Sur Internet en anglais

Jihadica.com
Thelongwar.com

Le Monde
Mercredi 9 septembre 2009



Le 19 août, deux attentats ont visé le ministère des finances (photo) et le ministère des affaires étrangères, à Bagdad, faisant au total 101 morts et plus de 600 blessés. SAAD SHALASH/REUTERS

En Irak, le groupe terroriste est affaibli mais reste meurtrier

Privés d'alliés et d'ancrage territorial, les « derniers djihadistes » ne s'avouent pas vaincus. Depuis mars, les attentats se multiplient contre les institutions d'un Etat en pleine refondation

Ils seraient désormais *« environ 2 000 contre 3 800 fin 2007 »*, affirmait, début avril, un officier américain au *New York Times*. Depuis la mort de leur « émir » fondateur, le Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, tué dans un bombardement américain ciblé en juin 2006, les disciples d'Oussama Ben Laden ont subi de sérieux revers, perdu des centaines d'activistes et de chefs locaux. Leur barbarie et leur prétention à vouloir régenter les tribus arabes sunnites d'Irak les ont privés d'un grand nombre d'alliés locaux, qui se sont retournés contre eux. En deux ans, grâce à la création des miliciens du Sahwa (« réveil »), organisés et financés par les Américains jusqu'à cette année, ils ont perdu tout ancrage territorial. Ils ne contrôlent plus un seul quartier de Bagdad, plus un seul village d'Al-Anbar ou d'autres provinces irakiennes.

« Grâce aux comités du Sahwa qui sont partout, Al-Qaida a été asphyxiée dans notre pays », affirmait, le 11 novembre 2008, Abdel Karim Khalaf, porte-parole du ministère irakien de l'intérieur. *« Ils ne peuvent plus opérer »*, ajoutait-il bien imprudemment. Un avis partagé par le général américain David Perkins, porte-parole du contingent : *« Nous avons éliminé des acteurs-clés de leur réseau. Il leur est désormais beaucoup plus difficile de monter des attaques. Et celles qu'ils mènent sont beaucoup moins meurtrières. »*

C'était au temps où l'Irak se croyait tiré d'affaire. Après deux années de massacres interconfessionnels qui avaient fait des dizaines de milliers de morts en 2006 et 2007, la guerre civile que Zarkaoui avait réussi à enclencher entre la minorité sunnite et la majorité chiite nouvellement au pouvoir avait pris fin par épuisement des deux camps. Dès 2008, le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, revendiquait avec force le retour à la souveraineté nationale, négociait avec Washington un retrait en bon ordre. C'était au moment, fin 2008, où l'administration finissante de George Bush acceptait, sans avoir obtenu la « victoire totale » qu'il ambitionnait en 2003, un désengagement progressif de ses 130 000 soldats d'ici à la fin 2011. C'était il y a dix mois, une éternité en Irak.

Depuis février-mars 2009, tout semble à refaire. Les attentats, signés ou attribués à Al-Qaida Irak, se multiplient. Près de 80 morts et 200 blessés dans trois attaques-suicides synchronisées à Bagdad le 23 avril. Cinquante et un tués le 29 avril à Sadr City, l'immense faubourg chiite de la capitale. D'autres massacres encore les mois suivants. *« En juillet*, note le ministère irakien de la santé, chargé de compter les morts, *nous n'avons eu "que" 224 civils tués contre 373 en juin. »* Sous-entendu, ça va mieux.

> Al-Qaida attaque des Arabes chiites, des Kurdes sunnites, des chrétiens, mais elle ne parvient pas à déclencher le conflit fratricide ambitionné

Le pire était à venir. En août, mois le plus sanglant depuis plus d'un an, 456 Irakiens étaient tués dans des attentats. Voiture piégée contre des chiites à Mossoul le 7 août, deux camions piégés contre d'autres chiites d'origine kurde le 10 août, près de la même ville. Encore deux camions bourrés d'explosifs le 13 août contre un village d'une petite secte préislamique, les yezidis, toujours près de Mossoul, troisième cité d'Irak. Largement repliés au nord, dans des régions à populations mixtes, les *« derniers djihadistes »*, comme les appelle le commandement américain depuis plus d'un an, semblent vouloir profiter des querelles de souveraineté qui font rage entre la majorité arabe et la minorité nationale kurde qui veut agrandir son territoire autonome et ses ressources pétrolières. Les attentats entraînent effectivement de lourdes accusations réciproques.

Un général américain évoque l'éventualité d'une *« guerre arabo-kurde »* qui est *« aujourd'hui, la plus grave menace en Irak »*. Al-Qaida jette toute son huile sur le feu, attaque des Arabes chiites, des Kurdes sunnites, des chrétiens, mais rien à faire : elle ne parvient pas à déclencher le nouveau conflit fratricide ambitionné. Quelqu'un a alors une autre idée susceptible de redorer le blason du réseau parmi les nombreux ennemis du pouvoir fédéral chiite.

Le mercredi 19 août, sixième anniversaire de l'attentat ordonné par Zarkaoui contre le siège des Nations unies à Bagdad, deux camions chargés de deux tonnes d'explosifs se dirigent l'un vers le ministère des finances, l'autre, à 5 km de là, vers le ministère des affaires étrangères. A 11 heures, le premier véhicule explose et tue une trentaine de personnes. Trois minutes plus tard, le second détruit la plus grande partie de sa cible qui jouxte pourtant la fameuse « zone verte » ultrasécurisée. Al-Qaida, qui revendiquera cette opération six jours plus tard, est parvenue à frapper au cœur même du nouveau pouvoir irakien. Il y a au total 101 tués et près de 600 blessés. L'organisation djihadiste est sans doute affaiblie, elle n'a pu se réimplanter territorialement, ses réseaux d'entraide ont été largement détruits, beaucoup de ses relais politiques et religieux parmi les sunnites, repérés, arrêtés, éliminés ou exilés. Mais elle montre qu'elle peut encore frapper.

Sa première victime politique est le premier ministre lui-même. Fort des résultats obtenus en 2008, avec une baisse moyenne de 80 % des victimes d'une guerre qui perdure mais de manière plus « contrôlable », M. Maliki a obtenu le retrait total, au 30 juin, de toutes les forces américaines qui stationnent dans les villes du pays. Depuis, les soldats d'outre-Atlantique, derniers représentants d'une « coalition » qui comprenait, entre autres, des troupes britanniques rentrées chez elles cette année, sont cantonnés dans leurs bases et ne peuvent plus livrer bataille qu'à la demande du gouvernement irakien.

Trop pressé, M. Maliki a présenté ce redéploiement comme *« une grande victoire »*, ordonné l'enlèvement des murs antibombes disséminés dans Bagdad, célébré la vigueur prétendument retrouvée des forces de l'ordre irakiennes, rehaussé sa propre réputation de champion de la sécurité, digne d'être réélu aux élections générales de janvier 2010. Le lendemain de la catastrophe, marche arrière toute ! M. Maliki annule son ordre sur les murs, fait arrêter plusieurs dizaines d'hommes en uniforme qui ont laissé passer les camions, par nonchalance et/ou contre paiement d'un bakchich. Le premier ministre irakien ouvre ensuite une crise diplomatique avec la Syrie, accusée de ne rien faire contre les anciens baasistes de Saddam Hussein repliés sur son sol et fortement soupçonnés de collaborer avec les djihadistes.

La filiale de l'organisation d'Oussama Ben Laden triomphe : six ans après sa naissance en Irak dans le sillage de l'invasion anglo-américaine, il faut encore compter avec elle. ■

Patrice Claude

Au Maghreb, l'ambition de s'en prendre à la France

D'abord algérien, sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat, Al-Qaida au Maghreb islamique a été adoubé en 2007. Depuis, il tente d'internationaliser son combat



Cliché fourni au « New York Times » par Abdelmalek Droukdal (centre), chef d'Al-Qaida au Maghreb islamique. JODIE HOPPERTON/NYT

Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), c'est d'abord un label – celui du mouvement d'Oussama Ben Laden –, mais ce n'est pas seulement cela. Plus le temps passe, plus il devient difficile de prétendre qu'il ne s'agit que de l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) revêtu de nouveaux habits, comme l'affirment les autorités algériennes.

C'est en 2005 que le GSPC prend la décision de basculer dans l'orbite d'Al-Qaida, mais il va lui falloir deux ans pour arriver à ses fins. A l'époque, le GSPC, dernier groupuscule terroriste algérien encore en activité, est soumis à une forte pression. Les Etats-Unis et l'Algérie ont institutionnalisé leur coopération sécuritaire un an plus tôt, et les amnisties successives proposées par le pouvoir algérien ont dégarni les maquis. Le GSPC manque de combattants. Il est alors conduit par Abdelmalek Droukdal, qui deviendra Moussab Abd Al-Wadoud.

En 2003, le fondateur du mouvement, Hassan Hattab, a été écarté. Ses compagnons réclamaient une internationalisation du GSPC, en particulier le droit de partir en Irak combattre les Américains. Lui s'y refusait. Mis en minorité, Hattab a dû démissionner et s'est vu remplacer par Abou Ibrahim, alias Nabil Sahraoui. Mais celui-ci est tué en 2004, lors d'une opération de l'armée algérienne. Droukdal, scientifique de formation et fabricant d'explosifs à l'époque des Groupes islamiques armés (GIA), lui succède. Il a alors 36 ans.

Ce sont les guerres d'Afghanistan et d'Irak menées par les Américains qui vont remettre en selle le terrorisme algérien et lui donner de nouveaux objectifs. Al-Qaida est alors, elle aussi, à la recherche d'une nouvelle stratégie. *« Elle voit dans le Maghreb un "vivier" pour alimenter ses troupes »*, explique Mohamed Darif, universitaire marocain spécialiste de l'islamisme radical. En juillet 2005, quand deux diplomates algériens sont enlevés en Irak, le GSPC saisit l'occasion et fait allégeance au chef d'Al-Qaida en Irak, Abou Moussab Al-Zarkaoui. Droukdal salue l'assassinat des deux diplomates.

Difficultés de recrutement

Tout au long de 2006, le GSPC s'efforce de répondre aux exigences d'Al-Qaida, qui a réservé sa réponse quant à sa demande d'intégration. Le GSPC est finalement adoubé en janvier 2007 et prend le nom d'Al-Qaida au pays du Maghreb Islamique.

En 2007, le nouveau « franchisé » va faire la preuve de sa crédibilité. En avril, Casablanca et Alger enregistrent une dizaine d'attentats-suicides, une méthode « à l'irakienne » inhabituelle au Maghreb. En décembre, Alger est secoué par une nouvelle vague d'attaques perpétrées, cette fois, contre le siège des Nations unies et celui d'Interpol. Le retentissement médiatique est considérable. Parallèlement, quatre touristes français sont assassinés en Mauritanie, le 24 décembre. Une opération revendiquée par AQMI.

En 2008, Droukdal confirme sa stratégie d'internationalisation du mouvement. Il renouvelle la plupart de ses lieutenants, ainsi que les chefs des zones militaires, et en nomme de très jeunes. Il prend des otages autrichiens dans le Sud tunisien, des Canadiens, Allemands et Suisses au Niger, tout en multipliant les opérations de harcèlement un peu partout. Il entend devenir la première force d'opposition armée au Maghreb, et le dit clairement dans un entretien accordé au *New York Times* en juillet 2008. Lors de ses opérations, il évite autant que possible de faire des victimes civiles musulmanes. En Algérie, ses cibles prioritaires sont les forces de sécurité. Mais son ennemi principal, c'est la France, suivie des Etats-Unis. Son financement, AQMI l'a longtemps tiré du racket, de la contrebande et du banditisme (en particulier aux frontières du Maroc, de la Libye et de la Mauritanie). Mais, depuis la fin 2008, il tire plus encore de revenus de prises d'otages occidentaux, dont il fait un véritable business. A ce jour, il n'a exécuté qu'un otage : un Britannique, en mai 2009 au Mali, Londres ayant refusé de verser la rançon demandée.

Où se trouve Droukdal aujourd'hui ? Vraisemblablement en Kabylie, dans un de ces maquis qu'il connaît encore mieux que les forces de sécurité algériennes, depuis seize ans qu'il s'y cache. Depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche, et l'annonce du retrait des troupes américaines d'Irak d'ici à 2011, Droukdal rencontre des difficultés de recrutement. *« Obama étant d'origine musulmane, pourquoi se battre contre lui ? Et quand le nouveau président américain a parlé, dans son discours du Caire, de "respect mutuel", il a renforcé le flottement général »*, souligne le spécialiste d'AQMI, Matthieu Guidère.

Reste qu'il faudra sans doute encore compter longtemps avec AQMI. Ces derniers temps, son centre de gravité s'est déplacé du Maghreb vers le Sahel. Ses nouvelles recrues sont davantage mauritaniennes et maliennes qu'algériennes. Peut-être parce qu'au Sud le mouvement offre encore l'attrait de la nouveauté. ■

Florence Beaugé

Palestine Terre inaccessible

DANS la première déclaration publique connue d'Oussama Ben Laden – une lettre ouverte adressée au grand mufti d'Arabie saoudite Bin Baz en décembre 1994 –, la reconquête de la Palestine est inscrite au cœur du djihad. *« L'obligation légale concernant la Palestine consiste à mener le djihad pour la cause de Dieu, et à motiver notre oumma* [communauté musulmane] *au djihad afin que la Palestine soit entièrement libérée et rendue à la souveraineté islamique »*, écrit-il.

Bin Baz, plus haute autorité religieuse saoudienne, a reconnu les accords d'Oslo de septembre 1993 entre Israël et l'Organisation de libération pour la Palestine (OLP), et l'attitude du mufti y est assimilée à une *« trahison »*. Désormais, la cause palestinienne va revenir comme un leitmotiv dans les déclarations de Ben Laden et des idéologues d'Al-Qaida.

Pourtant, la « base » n'a jamais frappé le sol israélien, ou n'y est jamais parvenu, cette lutte restant monopolisée par les factions palestiniennes ou par le Hezbollah libanais, des organisations qui n'ont jamais reçu son approbation, voire qui ont suscité ses plus vives critiques. Al-Qaida, capable d'opérer de l'autre côté de l'Atlantique, n'a jamais réussi, militairement ou idéologiquement, à s'implanter dans un territoire pourtant voisin de ses zones de combat de prédilection.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Avant la lettre ouverte au mufti d'Arabie saoudite, Ben Laden ne s'intéresse guère au sort de la Palestine. Il concentre ses efforts sur le terrain afghan, puis, après la guerre du Koweït en 1990, contre la présence militaire américaine en Arabie saoudite. A ses côtés, les grands idéologues du djihad ne se montrent pas plus préoccupés par la Palestine. L'Egyptien Ayman Zawahiri est obsédé par l'Egypte. Le Palestinien Abdallah Azzam (assassiné à Peshawar en 1989) a vite déserté les rangs de la résistance palestinienne, dont il déplore le caractère laïque et nationaliste.

Fin abstraite

L'année 1994 constitue donc une rupture. Au printemps, le régime saoudien a déchu Ben Laden de sa nationalité et gelé ses avoirs. Exilé au Soudan, où il tente de reconstituer une base pour les djihadistes, il multiplie les messages destinés à un auditoire musulman élargi. Or la Palestine a toujours été une cause chère au public arabe. La rhétorique palestinienne mobilise particulièrement les jeunes générations en manque de repères. A titre d'illustration, lors des combats qui opposent au Liban, en 2007, les islamistes du camp palestinien de Nahr Al-Bared à l'armée libanaise, certains djihadistes, pour la plupart des Arabes non palestiniens, croyaient combattre à Jénine, en Palestine…

Ben Laden a toujours été un opposant acharné des thèses du nationalisme socialisant qui a longtemps caractérisé l'OLP. Epigone palestinien des Frères musulmans – abhorrés par les djihadistes –, le Hamas, s'il est un groupe islamiste radical, est d'abord un mouvement nationaliste. Le Hezbollah libanais, chiite, déteste Al-Qaida (et vice versa) et surveille de près ses agissements au Liban. Au final, la cause palestinienne apparaît dans le djihadisme international comme une fin abstraite et, avant tout, comme un moyen efficace de recruter ou de gagner la sympathie. ■

Cécile Hennion

Somalie La grande déception

OUSSAMA BEN LADEN s'est efforcé de le rappeler dans un message audio diffusé en mars : la Somalie peut se compter au nombre des tranchées homologuées de sa guerre. Dans ce dernier message, il encourageait les *« champions de Somalie »* à la lutte, plus précisément à renverser par les armes l'actuel président des autorités de transition. Ce dernier, Cheikh Chariff Cheikh Ahmed, est issu du mouvement islamiste somalien, ce qui fait déjà la preuve d'un des problèmes de fond d'Al-Qaida dans le pays de la Corne de l'Afrique qui promettait, il y a dix ans, de devenir l'un de ses bastions en Afrique.

L'histoire de Ben Laden avec ce pays où l'Etat s'est effondré en 1991 est ancienne. Le leader d'Al-Qaida y aurait envoyé des hommes dès 1993, alors que les Etats-Unis y menaient une opération militaro-humanitaire promise à l'échec, et tandis qu'il était installé au Soudan.

Quinze ans plus tard, le bilan est mince. Une poignée de responsables directement liés à Al-Qaida, comme le Comorien Fazul Abdullah Momahed, les organisateurs des attentats contre les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et Dar es-Salaam, en Tanzanie, en août 1998, puis de l'attentat anti-israélien de Mombasa en 2002, ont bénéficié d'un appui logistique et d'un abri sûr à Mogadiscio, avec l'appui de Somaliens.

Depuis, des attaques ciblées pour tenter de les tuer (tirs de bateaux de guerre, bombardements aériens en particulier) ont été organisées par les Etats-Unis. Mais, comme nous le disait un expert américain de la lutte contre le terrorisme, *« il y a sans doute moins de membres d'Al-Qaida à Mogadiscio que dans certaines villes du Golfe »*.

Parmi les groupes qui poursuivent actuellement la guerre contre les autorités de transition somalienne, la mouvance Al-Chabab (La Jeunesse) est la plus proche, d'un point de vue idéologique, d'Al-Qaida. Les groupes chabab ont reçu en 2009 le soutien de combattants étrangers, dont certains venaient d'Irak ou d'Afghanistan.

Cela n'a pas pour autant permis l'unification de la scène insurrectionnelle somalienne par Al-Qaida, même si des passerelles peuvent avoir été établies pour transmettre des informations ou des techniques. Un artificier d'un groupe chabab avec lequel nous étions entrés en contact était allé perfectionner sa connaissance des explosifs en Afghanistan.

« Connexion idéologique »

Pour Michael Weinstein, professeur de sciences politiques à l'université de Purdue et travaillant sur la Somalie, *« Al-Chabab semble être surtout un mouvement somalien qui partage une idéologie transnationale avec Al-Qaida et le revendique d'ailleurs publiquement. Une connexion idéologique, naturellement, cela ne constitue pas une connexion pratique »*.

Une étude publiée par le Centre de combat du terrorisme de l'académie militaire de West Point, aux Etats-Unis, fondée sur l'analyse de documents récupérés en Somalie dans le sillage d'une intervention militaire éthiopienne, conclut que la situation *« qui règne en Somalie, dont on pourrait croire qu'elle sert les desseins d'Al-Qaida, se révèle, pour Al-Qaida, aussi problématique que pour les organisations occidentales cherchant à aider la Somalie »*. ■

Jean-Philippe Rémy

Le Monde
Mercredi 9 septembre 2009

Cet ex-agent de la CIA, devenu un expert consulté par les services de renseignement, a enquêté sur vingt ans d'attaques islamistes en Occident

Marc Sageman : « La guerre en Afghanistan n'a pas de sens »

Propos recueillis par Rémy Ourdan

Vous enquêtez depuis des années sur « Les Complots d'Al-Qaida en Occident », le titre de votre prochain livre. Quelles sont vos premières conclusions sur la présence et les attaques djihadistes en Europe et Amérique du Nord ?

Depuis la création d'Al-Qaida en 1989, il y a eu soixante complots en Occident, émanant de quarante-six groupes différents. Je n'ai retenu que les complots ayant atteint un certain degré de maturité, perpétrés par Al-Qaida, des groupes affiliés à Al-Qaida ou agissant au nom d'Al-Qaida.

On s'aperçoit qu'il y a eu dix complots en 1995, ensuite, ça diminue, puis ça remonte vers 2001, puis il y a un autre sommet avec dix complots en 2004, puis ça rediminue avec huit complots en 2005, six en 2006, six en 2007, trois en 2008.

La première vague, en 1995, est l'attaque de la France par le Groupe islamique armé (GIA) algérien. La seconde vague, en 2004, intervient en réaction à la guerre en Irak. Depuis 2004, la probabilité qu'Al-Qaida frappe en Occident a fortement diminué.

Il faut toutefois noter une nouveauté, ces dernières années : la recrudescence des initiatives solitaires. Dans mon étude, je n'ai pas pris en compte les « fous solitaires », ceux qui n'ont jamais eu de contact avec d'autres personnes de la mouvance djihadiste. Mais c'est un phénomène à prendre en compte.

Sur soixante complots planifiés, combien d'attentats ont été perpétrés avec succès ?

Quatorze, dont neuf par le GIA, deux par Al-Qaida (le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et le 7 juillet 2005 à Londres) et trois inspirés par Al-Qaida (le World Trade Center en 1993, les attentats du 11 mars 2004 à Madrid et l'assassinat de Theo Van Gogh à Amsterdam en 2004).

Et dix bombes n'ont pas explosé.

On remarque que les djihadistes entraînés à l'étranger ont eu 20 % de succès, contre seulement 9 % pour les autres. L'entraînement à l'étranger multiplie donc les probabilités de succès.

L'entraînement des djihadistes opérant en Occident a eu lieu dans seulement deux pays : l'Algérie et le Pakistan.

Combien y a-t-il eu d'attaques-suicides ?

Il y a eu neuf attentats-suicides. Mais, même dans d'autres cas, les djihadistes sont prêts à mourir (Roubaix, Madrid, Glasgow, etc.). Ils n'hésitent pas à se suicider plutôt que d'être arrêtés.

Combien de djihadistes ont-ils agi en Occident en vingt ans ?

Environ 400. Davantage de gens ont été arrêtés, mais je ne comptabilise que les « vrais » terroristes, pas tous les jeunes voyous qui les aident. Les « vrais » terroristes sont 400 au plus, sur une population musulmane de 20 millions de personnes en Occident et de 700 millions au total, sur vingt ans. Quel est le risque ?

Bien sûr, il y a des variations. En Europe, le risque est plus fort en France et en Grande-Bretagne, à cause des politiques d'immigration, ou pour des raisons communautaires. Cela dépend souvent de comment la « seconde génération » d'immigrés est traitée dans les pays d'accueil… Aux Etats-Unis en 2001, les dix-neuf djihadistes n'étaient pas américains. Ils étaient des infiltrés. En France en 1995, les djihadistes ont eu le soutien de voyous de Lille et de Lyon.

Sur les djihadistes opérant en Occident, combien sont nés et ont grandi en Occident, et combien sont des infiltrés ?

La grande majorité d'entre eux ont grandi en Occident. Les seuls infiltrés sont les hommes du GIA algérien et les djihadistes du 11-Septembre.

Quel est le profil de ces djihadistes ?

Cela a évolué. Dans les années 1990, on avait affaire à des gens biens éduqués, comme les types de Hambourg qui ont fait le 11-Septembre. Des gens venus du Moyen-Orient pour étudier en Occident.

Après la guerre d'Irak, on a eu davantage affaire à des petits voyous, très jeunes, comme en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas. La France fut une exception, avec des voyous dès les années 1990.

Quel est l'âge moyen des djihadistes ?

Il est passé de 26 ans dans les années 1990 à 20, 21 ans maintenant.

L'Irak fut donc un tournant ?

Le 11-Septembre et l'Irak sont un tournant. Leur retentissement fait que l'on est passé de l'université à la rue. Le djihad est devenu plus populaire.

Vous pointez beaucoup d'idées fausses sur la menace terroriste…

Il y a énormément d'idées fausses. Le terrorisme émerge d'une contre-culture de la protestation. Il vient du droit de protester qui existe en Occident, avec une proportion minime de contestataires qui plongent dans la violence.

Ce qu'il faut éviter est d'arrêter trop de gens, comme le faisait la France dans les années 1990. Il faut que ce soit ciblé. Trop de gens sont devenus des terroristes en prison, après avoir été accusés par erreur.

Les forces de l'ordre sont plus sophistiquées aujourd'hui et frappent peu à l'aveugle. Elles n'arrêtent plus les crâneurs, ou moins qu'avant. Car le danger, ce n'est pas ceux qui crânent, mais ceux qui mettent des bombes.

En minimisant le rôle des « infiltrés », vous affirmez donc que la crainte de « cellules dormantes » djihadistes en Occident est un fantasme ?

Absolument. On n'a pas vu de cellule dormante. Il n'existe pas un seul cas. Une « cellule dormante » est constituée de gens entraînés, qui vont « dormir » quelque temps avant d'être réanimés. Or, en Occident, les gens entraînés arrivent avec une cible en tête, et frappent. Sur 20 groupes entraînés à l'étranger, 18 ont perpétré leurs attentats dans les six mois après leur retour en Occident. Ils reviennent très motivés, et ils attaquent.

L'idée qu'Al-Qaida est patiente, c'est de la bêtise. Les djihadistes sont pressés d'agir.

Quelle conclusion tirez-vous sur le pouvoir du leadership d'Al-Qaida ?

Ils sont incapables d'agir hors du Waziristan, dans les zones tribales autonomes du Pakistan. Ils se cachent. Ils sont à la merci de jeunes Occidentaux qui viennent au Waziristan, qui veulent s'entraîner et revenir en Occident commettre des attentats. Al-Qaida n'a pas de recruteurs et attend des volontaires. De plus, beaucoup de chefs d'Al-Qaida ont été tués depuis un an au Pakistan dans la campagne de bombardements par les drones américains. Cette campagne a eu pas mal de succès. Elle s'oriente maintenant vers les talibans car il ne reste plus beaucoup de cibles d'Al-Qaida.

Restent Oussama Ben Laden et Ayman Al-Zawahiri, qui se cachent au point qu'ils mettent dorénavant des semaines à diffuser leurs messages.

Quand les Etats-Unis sont-ils devenus une cible et pourquoi ?

Dès le début. Le premier attentat a eu lieu au World Trade Center à New York en février 1993. Ce n'était pas encore Al-Qaida, mais déjà des djihadistes.

Eux pensent que l'Occident est en guerre contre l'islam et que les Etats-Unis sont le symbole de l'Occident.

Les Etats-Unis ont-ils pris alors la mesure de la menace ?

Non. Ils ont pris la menace au sérieux seulement après le 11-Septembre.

La guerre de fin 2001 en Afghanistan a contribué à lutter contre Al-Qaida. Ce fut une réussite, mais on n'a pas pourchassé les djihadistes au Pakistan.

> « La guerre en Afghanistan est une guerre politique qui ne reflète pas la réalité. Al-Qaida n'y est plus depuis sept ans. Ce qu'il en reste est au Pakistan »

D'où viennent les erreurs stratégiques commises par Washington ?

Au moment du 11-Septembre, la CIA dominait, mais *[le secrétaire à la défense]* Donald Rumsfeld a pris les commandes. Quand l'armée a pris le relais de la CIA, il y a eu la faille.

Rumsfeld voulait les lauriers et a empêché la CIA, qui pilotait les opérations via les moudjahidins, de travailler. Lui voulait des troupes américaines en Afghanistan. Ce déploiement a pris du temps. Les djihadistes ont pu s'échapper.

Puis l'armée s'est préparée pour l'Irak…

Que pensez-vous de la stratégie américaine actuelle en Afghanistan ?

Je suis en désaccord. La guerre en Afghanistan est une guerre politique qui ne reflète pas la réalité. La guerre en Afghanistan n'a pas de sens puisqu'Al-Qaida n'y est plus. L'élimination d'Al-Qaida en Afghanistan a été réussie depuis sept ans. Ce qui reste d'Al-Qaida est au Pakistan.

Comment conduire cette lutte au Pakistan ?

Puisqu'Islamabad ne veut pas de troupes étrangères, les Etats-Unis mènent la campagne au Pakistan avec les drones. Mais la guerre contre Al-Qaida ne se gagne pas avec des moyens militaires. Il faudrait des agents de renseignements et le soutien de la population du Waziristan. Il faut en faire des alliés plutôt que des ennemis.

Le président américain affirme vouloir recentrer l'effort militaire de son pays sur la guerre contre Al-Qaida. Que pensez-vous de sa stratégie ?

On sent beaucoup d'hésitation. Si l'administration Obama veut sécuriser les Etats-Unis, il ne faut pas faire la guerre en Afghanistan. Les insurgés afghans et pakistanais ne voyagent pas. L'Afghanistan n'est pas le danger.

Même si les talibans reviennent au pouvoir ?

Si les talibans reviennent au pouvoir, on pourra toujours les menacer de les bombarder s'ils se lient de nouveau avec Al-Qaida. Les talibans ne sont pas des idiots. Le danger n'est pas les Afghans. S'ils posent des bombes chez eux, on s'en fout. Le danger, ce sont les gens qui viennent poser des bombes en Occident. ■



Un pompier dans les ruines du World Trade Center, à New York, le 11 septembre 2001. JAMES NACHTWEY/VII

Professeur associé à la chaire Moyen-Orient de Sciences Po, cet arabisant, expert du djihadisme, publie « Les Neuf Vies d'Al-Qaida » en octobre

Jean-Pierre Filiu : « L'élimination de ses deux chefs tuerait Al-Qaida »

Propos recueillis par Patrice Claude

Votre livre intitulé « Les Neuf Vies d'Al-Qaida » (Ed. Fayard) se lit comme une autopsie du réseau. Est-ce la fin ?

Leur capacité opérationnelle a beaucoup diminué. Leur dernière grande opération programmée était, à l'été 2006, le complot dit « transatlantique » en Grande-Bretagne avec l'explosion prévue de plusieurs avions en vol vers l'Amérique du Nord. Il y a eu aussi une tentative d'un groupe ouzbek allié, l'Union du djihad islamique, qui avait recruté des militants convertis ou turcs en Allemagne.

Enfin, Baitullah Mehsud, le chef, allié à Ben Laden, des talibans pakistanais (tué en août), avait également planifié, en janvier 2008, une série d'attaques dans le métro de Barcelone. Mehsud avait donné à des infiltrés pakistanais l'ordre de cette opération pour « punir l'Espagne » de son engagement en Afghanistan.

Les services antiterroristes font donc du bon travail ?

Les mesures prises ont empêché plusieurs opérations majeures. Mais le réseau s'est surtout dégradé parce qu'il ne parvient plus à recruter comme avant. Son rayonnement a pâli. Ben Laden n'a plus la capacité d'attraction qu'il avait naguère.

L'élection de Barack Obama les aurait-elle quelque peu déstabilisés ?

Absolument. Pour eux, il était certain que John McCain succéderait à George Bush. L'idée qu'un Afro-Américain, démocrate, par surcroît opposant de la première heure à l'invasion de l'Irak, soit élu leur paraissait impossible. A l'automne 2008, plusieurs sites djihadistes sur Internet ne cachaient pas leur préférence pour McCain. La victoire d'Obama les a laissés sans voix pendant dix à quinze jours. La première réaction « officielle » a été ce discours abject d'Ayman Al-Zawahiri sur le thème « Obama, esclave noir ».

Et puis il y a eu le discours du Caire d'Obama, l'annonce du retrait d'Irak, la fermeture de Guantanamo...

Oui, celle-ci les a pris de court. Ils font tout pour l'empêcher en mettant en scène, sur Internet, des interviews avec quelques anciens de Guantanamo repartis au djihad. Leur idée est maintenant de démontrer qu'Obama est pire que Bush.

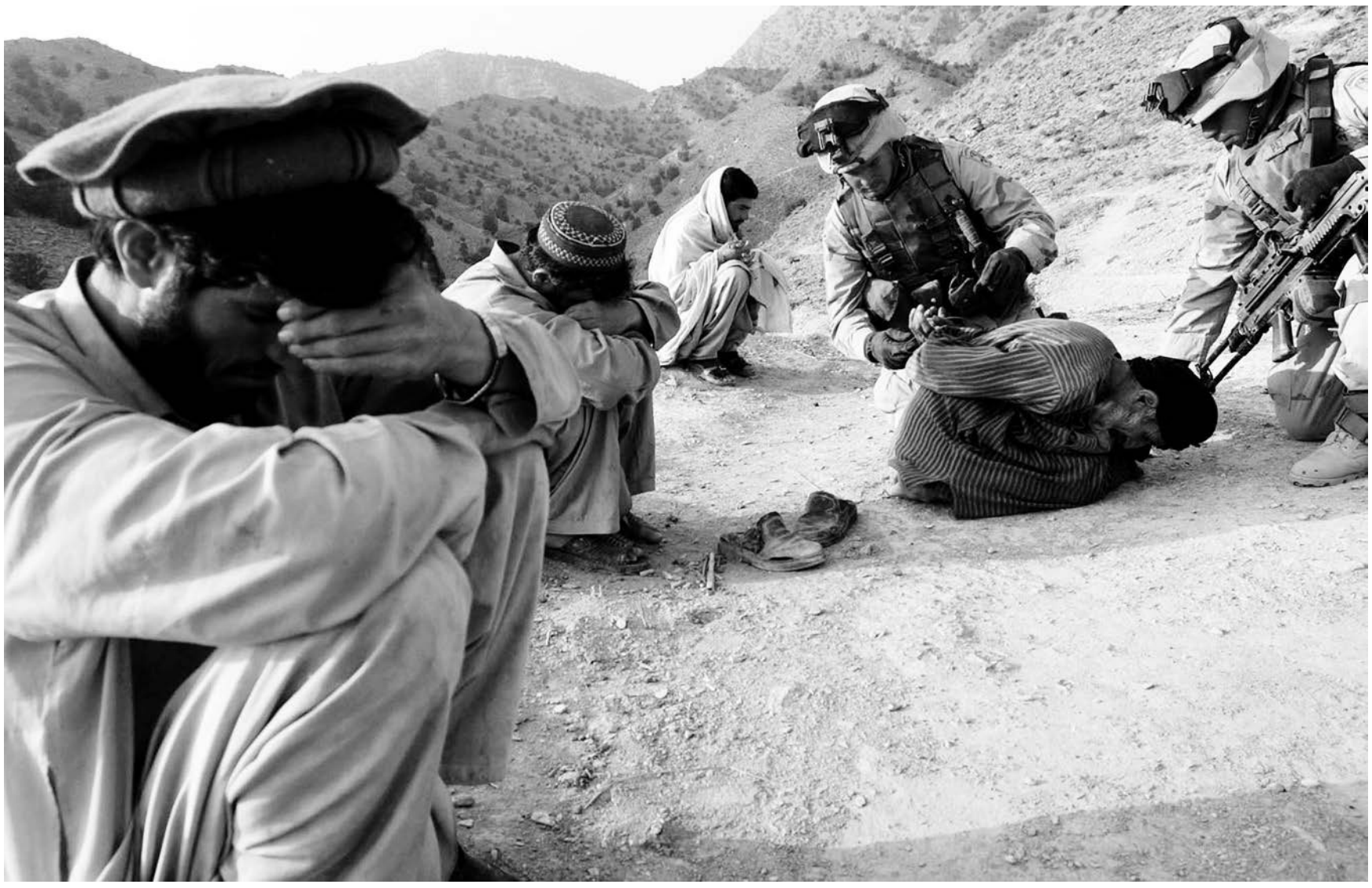
Le vrai tournant, c'est l'Irak, où le rejet d'Al-Qaida par les tribus et les combattants sunnites depuis 2007 a été un vrai coup dur. Pour occulter cette défaite, ils mettent donc l'accent sur l'Afghanistan et le Pakistan. Sauf que, pour l'écrasante majorité de leur clientèle potentielle, l'Asie du Sud n'a pas la même capacité mobilisatrice...

Que pourrait faire Obama de plus pour assécher le marais djihadiste ?

Il faudrait d'abord mener une campagne systématique contre les sites qui visent à attirer des recrues potentielles. Une grande partie de ces sites sont domiciliés aux Etats-Unis mêmes ! La lutte contre eux ne peut malheureusement être menée que ponctuellement, de manière quasi clandestine, au motif qu'elle serait en contradiction avec les principes du libre marché.

Pour le reste, c'est sur la question palestinienne que les Américains sont le plus attendus. On verra. Jusqu'ici, le pari engagé par Al-Qaida sur les retombées mobilisatrices de Gaza a échoué. Le positionnement du Hamas palestinien, très hostile au réseau, les met en porte à faux. L'organisation n'a jamais pu percer chez les Palestiniens. Leur djihad est national, et non pas global, transnational.

Selon moi, autant la distinction entre « modérés » et « extrémistes » djihadistes n'a pas de sens, autant il y a une vraie différence entre les partisans d'un djihad « national » et ceux qui veulent un djihad « global ». En Irak, même si Al-Qaida n'est pas totalement vaincue, son projet d'y établir un « djihadistan », une base territoriale, est mort le jour où les insurgés irakiens se sont retournés contre l'idéologie du djihad global. Les talibans afghans sont eux aussi, grosso modo, dans un djihad national. Alors que les djihadistes du Pakistan sont plutôt dans une logique globale d'exportation de la terreur. Comme à Bombay.



Des Afghans suspectés d'être des talibans sont arrêtés par des soldats américains dans la province de Khost, en 2004. DARREN MCCOLLESTER/GETTY IMAGES

De même, les islamistes saoudiens, qui étaient naguère dans une logique panislamique, sont maintenant plus fermement ancrés dans un djihad national. Des fatwas *[décrets religieux]* ont même été édictées qui disent clairement : *« Le djihad saoudien, c'est pour les Saoudiens, l'irakien, c'est pour les Irakiens, etc. »* Cela, c'est l'acte de mort d'Al-Qaida. Mais celui-ci n'a jamais été prononcé au Pakistan. Là, les islamistes sont toujours dans une logique panislamique, d'où les possibilités de recrutement et de coopération qu'Al-Qaida peut y trouver.

L'invasion de l'Irak en 2003 leur a été « extrêmement profitable », dites-vous. Pourquoi l'occupation de l'Afghanistan ne jouerait-elle pas le même rôle ?

Avec l'Irak, on était au cœur du Moyen-Orient, proche de la « terre de la révélation », au cœur de ce qu'il y a de plus sacré dans l'islam. En Afghanistan, Al-Qaida est dans une situation paradoxale. Ils utilisent certes la bannière afghane dans leur rhétorique, mais ils sont à l'extrême marge du combat. Sur le terrain, ils rendent des services aux talibans, mais c'est surtout en échange de complicités au Pakistan. L'essentiel des forces d'Al-Qaida est là, pas en Afghanistan.

La guerre dont Ben Laden ne cesse de parler, c'est celle du Pakistan. Son problème est que ce conflit-là n'intéresse pas beaucoup les cercles militants. C'est tout le paradoxe de cette guerre dans un pays où les Américains ne sont pas présents au sol.

Ils y ont quand même des « conseillers » militaires ?

Entre 80 et 120 hommes des forces spéciales, selon les sources. Les Américains ne dirigent pas cette guerre. Ils ne peuvent y frapper que ponctuellement, avec des drones et des missiles. C'est surtout parce qu'ils ne sont pas en première ligne au Pakistan qu'ils doivent maintenir un niveau d'engagement toujours plus élevé en Afghanistan. Il leur faut éviter que ce pays redevienne un théâtre d'affrontements avec Al-Qaida. On n'est plus dans le noir et blanc de l'administration Bush. On est dans quelque chose de plus sophistiqué, de pensé, de stratégique.

La coopération pakistanaise est-elle meilleure qu'elle ne l'était ?

Les Américains mènent aujourd'hui environ un raid tous les deux jours sur les zones tribales. C'est une cadence plus rapide que jamais. La moitié de la vingtaine de dirigeants d'Al-Qaida a été éliminée. Les Pakistanais semblent avoir fourni aux Américains des facilités nouvelles. Les avions qui repèrent les cibles ennemies décollent désormais du Pakistan, ce qui réduit à moins d'une heure *[plusieurs heures auparavant]* le temps entre l'identification d'une cible et son bombardement. Au surplus, les opérations sont désormais déclenchées avec une certitude limitée à 50 %. Auparavant, il n'y avait pas d'attaque si l'on n'était pas sûr à 90 % de l'identité de la cible.

Si l'on vous entend, voici un groupe qui manipule une idéologie sans avenir, une religion qu'il ne connaît pas et qui recrute difficilement. Alors comment expliquer ce que vous appelez son « exceptionnelle résilience » ?

Fondamentalement, c'est un réseau limité à mille ou deux mille personnes, dont quelques centaines dans le « noyau dur ». Al-Qaida n'a jamais cherché à recruter systématiquement. C'est une organisation strictement élitiste. Au moindre doute sur la loyauté d'un membre, celui-ci disparaît. Le processus d'adoubement d'un Zarkaoui en Irak, par exemple, a pris plus d'un an. Celui de Droukdal *[au Maghreb]* aussi.

Ils sont très sélectifs. Ils ont refusé plusieurs fois d'intégrer Fatah Al-Islam *[groupe comprenant entre autres des Palestiniens qui a été pratiquement détruit, en 2007, par l'armée libanaise]*. Ils ont aussi refusé Noureddine Top, le chef autoproclamé d'Al-Qaida pour l'archipel malais.

Pourtant, relèvent les Américains, l'idéologie djihadiste progresse...

Ce qu'essaye de faire Ben Laden, c'est de mettre en place une religion alternative. Al-Qaida est une secte qui exclut, apostasie, condamne à mort. Elle a déclenché une guerre impitoyable contre les fondements de l'islam. Aucun de ses dirigeants ne possède de culture religieuse réelle. Pourtant, ils édictent des fatwas, s'autodésignent « cheikhs » sans aucun titre. Peu à peu, c'est une véritable doctrine d'infaillibilité djihadiste qui est mise en place. Pour eux, n'est bon musulman que celui qui pratique le djihad. C'est une religion postmoderne qui s'adresse non pas au groupe – ils ont toujours eu du mal à recruter des collectivités, des tribus ou des clans –, mais à l'individu. Des gens souvent en rupture de ban, du reste. Internet a là-dessus un impact délétère qui fonctionne comme un acide qui dissout les liens sociaux réels.

> « Al-Qaida est une secte qui exclut, apostasie, condamne à mort. Aucun de ses dirigeants ne possède de culture religieuse réelle »

Certains experts estiment que la direction d'Al-Qaida a été supplantée par « un djihad sans chef ». Vous soulignez, vous, la centralité du couple dirigeant ?

Si l'on y regarde de près, même quand ils sont préparés par des acteurs locaux, les attentats réussis ou ayant échoué ont généralement un lien avec le réseau global, un donneur d'ordre étranger qui a donné le signal du passage à l'acte, voire assigné les cibles.

Il y a quand même des exemples de « loups solitaires » qui passent à l'acte ?

La plupart sont neutralisés avant. Une cellule qui passe à l'acte sans possibilité de repli se condamne à n'agir qu'une fois. Al-Qaida instrumentalise ce phénomène, bien sûr. Cela lui permet d'apparaître plus grosse que le bœuf. Mais le réseau n'est donneur d'ordre que dans la moitié des opérations qu'il s'attribue.

A-t-il encore les moyens de fournir financement, équipement, voire main-d'œuvre, à ceux qui le sollicitent ?

Le financement n'est pas un enjeu. L'attaque du 11 septembre 2001 a coûté 500 000 dollars, Madrid (2004), moins de 10 000 dollars, Londres, en 2005, 1 000 dollars. Plus les années passent, moins les attentats coûtent cher. Le vrai problème d'Al-Qaida, c'est le recrutement.

Il suffirait donc d'éliminer ses deux chefs pour la désorganiser ?

Ce serait la mort d'Al-Qaida telle qu'elle a été fondée sur l'allégeance personnelle à Ben Laden. Quelque chose d'autre pourra émerger, des groupes mixtes qui mêleraient la terreur comme moyen et le djihad emblématique comme horizon. Mais le mythe de l'« oumma virtuelle » (la communauté planétaire des croyants), qui n'a jamais existé que dans l'esprit de Ben Laden, s'effondrera avec sa disparition.

Zarkaoui et Saad Ben Laden, le fils qui aurait été tué récemment au Waziristan, ont séjourné en Iran. Téhéran coopère-t-il avec le réseau ?

Ceux qui ont fui vers l'Iran après la chute de l'émirat afghan fin 2001 ont été interpellés et placés en résidence très surveillée. Je ne crois pas beaucoup à la thèse de liens entre Al-Qaida et les Gardiens de la révolution iranienne. On peut imaginer des jeux tordus menés par des secteurs incontrôlés du monde de l'ombre iranien. Mais le poids de l'idéologie sectaire est tel des deux côtés que ces deux forces sont incapables de s'entendre.

« L'ennemi de mon ennemi est mon ami », dit un proverbe arabe...

Al-Qaida n'est pas un mouvement politique ordinaire capable de ce type de calcul. Zawahiri a publiquement souhaité, le 2 avril 2008, que les Etats-Unis attaquent l'Iran. Ainsi, disait-il, nos deux ennemis seraient affaiblis.

Le Monde
Mercredi 9 septembre 2009

Pour la première fois depuis des années, l'homme le plus traqué au monde n'a pas utilisé Internet pour diffuser sa dernière diatribe, envoyée directement à Al-Jazira. Séparé, semble-t-il, de son second, Ayman Zawahiri, l'« émir suprême » serait plus isolé que jamais



Photo de Ben Laden publiée aux Etats-Unis en 1988.
FLOYD/GETTY IMAGES

L'étau se resserre sur Oussama Ben Laden

Patrice Claude

Pas une image. Seulement quatre enregistrements audio en 2009. Les services antiterroristes américains ne doutent pas une seconde de l'authenticité des cassettes diffusées cette année. C'est bien Oussama Ben Laden, l'homme le plus traqué du monde, qui s'exprime. Mais pourquoi ne se montre-t-il plus ? Est-il blessé ? Malade ? Rasé, grimé pour mieux se dissimuler dans une nouvelle cache « *en zone urbaine pakistanaise* », comme l'avance un groupe d'experts de l'université de Californie (UCLA) ? Ou bien les rigueurs de l'existence dans une grotte, en altitude et depuis si longtemps, l'ont-elles si prématurément vieilli qu'il ne souhaite plus montrer sa silhouette décharnée ?

Vingt et un ans après la fondation d'Al-Qaida, une seule chose est sûre : à 52 ans et après une douzaine d'années de cavale montagnarde et frugale quelque part en Asie du Sud, le « *Prince des soldats d'Allah* », comme disent les T-shirts à sa gloire vendus sous le manteau à Karachi, est physiquement délabré. On n'a jamais su avec certitude s'il souffrait ou non des reins et s'il avait régulièrement besoin, comme on l'a dit, d'une dialyse. Ce qui est certain, confirmé et démontré, c'est que l'instigateur du choc du 11 septembre 2001 a une santé plutôt fragile. Si elle se confirme, nul doute que la mort de Saad Ben Laden, 30 ans, l'un de ses fils préférés – il a eu 19 enfants de quatre épouses –, n'arrangera rien. Longtemps assigné à résidence en Iran, Saad aurait été « *inopinément* » abattu cet été par un tir américain de missile Hellfire au Pakistan.

Renié par son pays de naissance, l'Arabie saoudite, pourchassé avec une vigueur renouvelée depuis l'élection de Barack Obama par la première puissance de la planète, ses alliés de l'OTAN et tous les chasseurs de primes improvisés qui pourraient être tentés de le trahir pour toucher la faramineuse récompense – doublée par le Sénat américain en septembre 2008, à 50 millions de dollars –, Oussama Ben Laden apparaît aujourd'hui, selon Michael Hayden, l'ancien patron de la CIA, comme « *un homme seul et profondément isolé* ». Il passerait « *l'essentiel de son temps à se protéger* ».

Sa dernière harangue, un enregistrement de vingt-cinq minutes partiellement diffusé le 3 juin par la chaîne arabe Al-Jazira, ne contenait rien de bien nouveau. Probablement enregistrée plusieurs semaines avant l'événement du jour – l'escale de M. Obama en Arabie saoudite sur le chemin du Caire où le nouveau président américain allait prononcer son grand discours d'ouverture au monde musulman –, la diatribe ne faisait d'ailleurs aucune référence à la tournée du chef de la Maison Blanche. Sur ce ton doucereux de prélat qu'il affectionne, l'orateur se concentrait sur l'offensive de l'armée pakistanaise dans la vallée de Swat où ses alliés talibans tenaient le haut du pavé.

Très coûteuse en vies humaines mais militairement couronnée de succès, cette opération, ordonnée par Asif Ali Zardari, veuf de Benazir Bhutto et nouveau chef de l'Etat pakistanais, « *a été lancée sur ordre américain* », disait Ben Laden. Il s'agissait « *par des tueries et des bombardements, d'empêcher les gens de Swat de mettre en œuvre la loi de la charia* ». Pas un mot sur Baitullah Mehsud, son allié, tué quelques semaines plus tard par un tir ciblé américain. Cette offensive, ajoutait le chef d'Al-Qaida, « *montre qu'Obama suit les pas de son prédécesseur, qu'il plante de nouvelles semences pour plus de haine contre l'Amérique* ». « *Que le peuple américain se prépare,* menaçait-il, *à continuer de cueillir les fruits de ce qui a été semé pendant les années et les décennies à venir.* »

> « Le cheikh ne se laissera pas prendre vivant, il a donné l'ordre à ses hommes de l'abattre s'il était sur le point d'être capturé »
>
> **Abou Jandal**
> un de ses ex-gardes du corps

Encore une fois, rien de bien nouveau par rapport à son intervention précédente, le 19 mars, lorsqu'il avait appelé les djihadistes de Somalie à renverser le président Sharif Cheikh Ahmed, un islamiste modéré élu fin janvier. « *Pour une fois,* explique Thomas Hegghammer, expert norvégien renommé de la question, *le plus intéressant ici n'était pas le message mais comment il a fait surface. La plupart des communiqués d'Al-Qaida "centrale", ces dernières années, étaient postés directement sur Internet. Celui-ci a été distribué "à l'ancienne" par un messager, directement aux bureaux d'Al-Jazira.* »

Pour ce spécialiste reconnu, auteur de plusieurs ouvrages sur le djihadisme et modérateur d'un excellent site spécialisé (Jihadica.com.), « *cela suggère que la situation personnelle de Ben Laden a changé. Ou bien il a déménagé dans un nouvel endroit, ou bien il a décidé de prendre beaucoup plus de précautions qu'avant* ». Contacté pour cet article, un agent des services secrets français confirme avec une formule lapidaire : « *L'étau se resserre sur le bonhomme.* »

Jean-Pierre Filiu, historien et expert arabisant du djihadisme, va plus loin : « *Il est certain que son protocole sécuritaire a changé. Avec la pression pakistanaise qui s'accroît sur les zones tribales frontalières de l'Afghanistan, la mort de son allié* [Baitullah] *Mehsud, la multiplication des raids militaires américains sur cette région, probablement avec l'accord des autorités pakistanaises, je ne serais pas surpris que le chef d'Al-Qaida soit tué ou capturé dans les mois qui viennent.* » Selon Abou Jandal, l'un de ses anciens gardes du corps (jusqu'à 2001), interrogé en juin par la presse, « *le cheikh ne se laissera pas prendre vivant, il a donné l'ordre à ses hommes de l'abattre s'il était sur le point d'être capturé* ».

Les talibans, pour l'instant, le protègent. Son nom de code, apparu dans un mémo interne taliban découvert en 2008, est *takwa,* mot arabe qui fait référence à la crainte de Dieu. Mais que se passera-t-il le jour où, comme il en est sporadiquement question, l'Amérique acceptera un « arrangement » avec les talibans « modérés » ? Rien n'est évidemment joué. Depuis trois ou quatre ans, la mort de « l'émir suprême » a été annoncée, par les Pakistanais et d'autres – notamment une note de la DGSE française en 2008 –, une bonne demi-douzaine de fois. Chaque fois, l'intéressé a fini par refaire surface.

Le second enseignement de sa dernière intervention est qu'il apparaît désormais physiquement séparé de son principal lieutenant, le médecin égyptien Ayman Al-Zawahiri. Celui-ci s'est exprimé dans une vidéo, diffusée sur le Net, elle, à la veille même de l'arrivée de M. Obama au Proche-Orient. Le théoricien du terrorisme islamiste, dont on dit qu'il rêve de devenir calife à la place du calife mais qui est très contesté jusque parmi ses anciens pairs djihadistes, y déployait ses thèmes habituels. Début janvier, il qualifiait déjà M. Obama de « *nègre de maison* », comme on appelait jadis les esclaves africains. Le nouveau président américain était un « *hypocrite* », un « *tueur d'innocents* », un « *ennemi des musulmans* » qui « *a tué nos frères et sœurs de Gaza sans pitié* ».

Peu importe que l'intéressé n'ait pas encore été en fonctions lors de la meurtrière offensive israélienne sur le petit territoire palestinien en décembre 2008-janvier 2009. Ayman Al-Zawahiri s'enivre souvent de paroles et remâche sans cesse les mêmes obsessions. Ni lui ni son patron n'ont jamais fait grand cas de la réalité des faits. Ce qui explique peut-être pourquoi des proches comme Abou Moussab Al-Suri, un ingénieur syrien qui fut longtemps leur stratège et théoricien jusqu'à son arrestation en 2005, ne ménageaient pas leurs critiques à leur endroit, notamment « *l'opération du 11-Septembre* » qui

> Depuis trois ou quatre ans, sa mort a été annoncée, par les Pakistanais et d'autres – notamment une note de la DGSE en 2008 –, une bonne demi-douzaine de fois. Chaque fois, l'intéressé a fini par refaire surface

allait priver l'organisation de son unique sanctuaire territorial : la République islamique des talibans, renversée sitôt après.

Dans son *Appel à la résistance islamique globale,* un ouvrage de 1 500 pages diffusé, en version courte sur Internet à partir de 2005, Al-Suri écrit : « *Al-Qaida n'est pas une organisation, ce n'est pas un groupe, et nous ne voulons pas qu'elle le devienne. Al-Qaida est un appel, une référence, une méthodologie.* » Pour lui, il ne devrait pas y avoir « *de liens organiques entre les unités de la résistance islamique globale* ». Avec cette méthode, qui implique la constitution de cellules indépendantes sans liens entre elles, la lutte « *doit pouvoir s'autorenouveler, s'autoperpétuer* ».

Jusqu'à un certain point, Ben Laden et Zawahiri ont accepté le précepte, l'organisation s'est décentralisée. Ni Al-Qaida au Maghreb islamique ni la filiale d'Irak ou celle de Somalie ne prennent directement leurs ordres auprès de « la centrale » sur la frontière pakistano-afghane. Mais tous les groupes qui se réclament de « *la base* » (traduction littérale d'Al-Qaida) ont recherché, pour des raisons de visibilité internationale, quelquefois d'efficacité avec apport d'argent, d'équipements ou de main-d'œuvre, l'adoubement du cheikh.

On est là au cœur même de la différence d'analyse entre un Marc Sageman, chercheur et expert du contre-terrorisme, et un Bruce Hoffman, professeur à Washington et spécialiste de la contre-insurrection, dont Jean Pierre Filiu est un proche. Pour M. Sageman, Al-Qaida s'est tellement décentralisée qu'elle est devenue un « *mouvement social* » sans frontières, une marque, une franchise qui permet l'émergence de « *loups solitaires* », des djihadistes qui passent à l'action seuls, ou presque. MM. Hoffman et Filiu, eux, continuent de croire à la centralité du haut commandement de l'ex-Saoudien.

Ted Gistaro, un analyste militaire américain, a choisi son camp : « *Ben Laden demeure "la" source d'autorité, le guide stratégique et tactique. Avec Zawahiri, c'est lui qui maintient l'unité d'Al-Qaida, sa vision stratégique et ses priorités opérationnelles.* » En clair, il faut qu'ils soient pris. « *Morts ou vifs* », comme disait George W. Bush. ■

Le Monde
Mardi 3 mai 2011

La mort d'Oussama Ben Laden

Les Etats-Unis se sont finalement fait justice

Un commando héliporté a tué Oussama Ben Laden, dimanche, dans un complexe résidentiel au Pakistan

Washington
Correspondante

Oussama Ben Laden n'aura pas vu le 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001. A un moment de déprime nationale, de désunion, à un moment où ils ne s'y attendaient plus, les Américains ont eu l'extraordinaire surprise d'apprendre que le chef d'Al-Qaida, leur ennemi depuis dix ans, l'homme responsable de tout ce qui avait changé dans leur mode de vie, les fouilles dans les aéroports, la peur, les guerres, Oussama Ben Laden était mort. *« Justice a été faite »*, a dit Barack Obama.

Dès que la nouvelle s'est répandue que le président allait faire une déclaration officielle – un dimanche soir à 22 h 30 ! –, et que les médias ont évoqué l'hypothèse de la capture d'Oussama Ben Laden, la foule a commencé à se rassembler devant la Maison Blanche avec des drapeaux. La liesse a gagné New York et Ground Zero, toujours pas cicatrisé, et toute la nuit, les Américains sont descendus dans la rue en chantant comme une équipe qui aurait gagné la coupe du monde : *« USA ! USA ! »* Le 11-Septembre était vengé.

« Aujourd'hui, je suis en mesure d'annoncer au peuple américain et au monde que les Etats-Unis ont mené une opération qui a tué Oussama Ben Laden, le chef d'Al-Qaida, un terroriste qui est responsable de la mort de milliers d'innocents, hommes, femmes et enfants », a dit Barack Obama. Le président américain n'a pas montré de triomphalisme même s'il a parlé de *« satisfaction »* et souligné que c'est lui qui avait donné l'ordre aux services secrets de faire porter la priorité sur la capture de celui que George W. Bush avait promis dès 2001 *« d'enfumer »*. Aucun pays étranger n'avait été prévenu et même pas le Pakistan, alors que l'attaque s'est produite à moins de 50 km de la capitale Islamabad, à Abbottabad.

L'opération – *« un raid chirurgical »* – a été menée par un commando héliporté qui a attaqué dimanche 1er mai au matin le complexe où vivait Oussama Ben Laden au nord d'Islamabad. Elle avait été préparée par un lent travail de fourmi qui a duré des années pour remonter la filière jusqu'au chef d'Al-Qaida que les responsables de la sécurité nationale disaient régulièrement dans les zones tribales inaccessibles du nord-ouest du Pakistan. L'enquête a associé la CIA, la National Security Agency (NSA) et la NGA.

Le président a fourni peu de détails mais tout de suite après les plus hauts responsables de la sécurité nationale ont tenu une conférence de presse téléphonique pour donner des précisions. Oussama Ben Laden a été tué d'une balle dans la tête dans la fusillade alors qu'il essayait de résister à l'assaut. Trois autres hommes adultes ont aussi été tués, les messagers d'Oussama Ben Laden et probablement l'un de ses fils. Une jeune femme a trouvé la mort quand elle a été *« prise comme bouclier »* par un

Oussama Ben Laden a été tué d'une balle dans la tête lors de la fusillade, alors qu'il essayait de résister à l'assaut

des hommes, a indiqué un officiel américain. Deux autres femmes ont été blessées.

Les hommes ont été 40 minutes au sol. L'un des hélicoptères a été perdu dans l'attaque, *« pour des raisons techniques »*, ont assuré les conseillers présidentiels. L'équipage l'a détruit et les troupes d'assaut ont été rapatriées par un autre appareil. Le corps d'Oussama Ben Laden est en possession des unités américaines qui ont *« respecté les pratiques islamiques »*.

Oussama Ben Laden logeait avec sa famille dans cette zone résidentielle, ultra-sélect, qui abritait des militaires pakistanais en retraite. *« Nous avons été choqués de ce que nous avons découvert »*, a raconté un officiel. Construite en 2005, sa maison était *« huit fois plus grande que les résidences voisines »*. Les murs étaient hautement renforcés. La terrasse au dernier étage avait un mur de protection de 2,17 m. Le bâtiment, de trois étages, sans fenêtres vers l'extérieur, et d'une valeur d'un million de dollars, ne comportait pas de téléphone ou de connection Internet. Les résidents brûlaient eux-mêmes leurs poubelles. Tous ces détails ont confirmé les services secrets dans leur impression qu'ils avaient été bien aiguillés.

Toujours selon les hauts responsables de l'administration, les agents américains avaient été mis sur la piste d'un « courrier » de Ben Laden, un messager dont un détenu de Guantanamo avait donné le seul nom de guerre. Il était décrit comme un protégé de Khaled Cheikh Mohammed, le cerveau des attentats, et un collaborateur de Abu Faraj al-Libbi, l'ancien numéro 3 d'Al-Qaida. Les Américains ont trouvé son identité il y a quatre ans, et l'ont localisé il y a deux ans.

En août, M. Obama a été informé qu'un renseignement avait été obtenu. Début septembre 2010, la CIA a commencé à travailler avec lui sur une série d'informations laissant à penser que Ben Laden était dans cette cachette. Mi-mars, il a décidé de lancer le processus qui a mené au raid. Il a tenu cinq réunions du conseil de sécurité nationale sur le projet. Il a donné l'ordre final de mener l'attaque vendredi 29 avril au matin.

Le secret avait été extraordinairement bien gardé. Tout juste dimanche, le président a-t-il quitté plus tôt que d'habitude sa partie de golf, au terrain de la base d'Andrews : neuf trous seulement mais les journalistes qui le suivent avaient mis cette interruption sur le compte du temps gris et pluvieux.

Avant son intervention, M. Obama a informé George Bush et Bill Clinton, les deux prédécesseurs qui avaient aussi pourchassé Ben Laden. Il faut revenir à l'unité du 11-Septembre, a-t-il dit. Il n'empêche que c'est une victoire personnelle retentissante qui arrive alors qu'il vient de lancer la campagne pour sa réélection. L'opération était manifestement à hauts risques. Le seul fait d'entendre le mot *« hélicoptères »* associé à attaque rappelle aux Américains la désastreuse expédition lancée par Jimmy Carter pour libérer les otages en Iran. Aussitôt, des montages photo sont apparus. On y voit un Obama souriant, derrière des lunettes de soleil d'apparent dilettante : *« Désolé que ça ait pris si longtemps pour trouver mon acte de naissance. J'étais occupé à tuer Ben Laden. »* ■

Corine Lesnes



Dans un café, à Kaboul, lundi 2 mai, des clients apprennent la nouvelle de la mort d'Oussama Ben Laden. MASSOUD HOSSAINI/AFP



Une opération menée par les forces spéciales américaines

New York
Correspondant

« Justice a été rendue », a déclaré, lundi 2 mai au matin, le président américain, Barack Obama, dans son allocution annonçant la mort d'Oussama Ben Laden. Avant même que le président n'ait parlé, les experts militaires, préalablement « briefés » par la Maison Blanche, avaient désigné ceux qui avaient exécuté la sentence : les commandos américains du Joint Special Operations Command – le JSOC.

Chronologiquement, selon les propos mêmes de M. Obama, la première information sérieuse sur la localisation du chef d'Al-Qaïda a été fournie par les services spéciaux pakistanais le 1er août 2010. Le 22 août, le suivi de transports divers autour d'un lieu situé à 80 kilomètres au nord de la capitale pakistanaise, Islamabad, confirmait les premiers soupçons. Un complexe de plusieurs maisons y apparaissait entouré par deux murs séparés, dont un haut de plus de 5 mètres, surmontés de barbelés. Ses deux entrées y étaient protégées par de lourdes portes blindées.

Ni téléphone ni Internet

Le cœur du complexe était constitué d'un bâtiment huit fois plus grand que les autres et doté de murs intérieurs de 2 mètres d'épaisseur. Contrairement à une croyance populaire parfois exprimée aux Etats-Unis, il semble qu'Oussama Ben Laden vivait depuis de nombreux mois dans des conditions confortables, même si, pour des raisons de sécurité, il n'aurait disposé ni de téléphone ni, conséquemment, de lien à Internet.

En février, cette piste pakistanaise se serait avérée la plus pertinente jamais fournie depuis que Ben Laden avait réussi à s'échapper de Tora Bora, en Afghanistan en 2001. Depuis, le président américain aurait participé à cinq réunions du Conseil national de sécurité avec les responsables militaires et civils concernés. Vendredi 29 avril au matin, il a donné son feu vert pour mener cette opération. Il n'est pas clairement établi si elle visait à « capturer » Ben Laden ou à le tuer. L'opération a commencé dimanche, aux premières heures du matin.

Les Etats-Unis n'ont pas demandé d'autorisation aux autorités pakistanaises avant de mener leur opération. De source officieuse américaine, ce sont les Pakistanais qui, après avoir informé les Américains de la localisation de Ben Laden, auraient demandé à être tenus à l'écart. Les Pakistanais *« nous ont dit : c'est vous qui y allez »*, a assuré savoir le général de réserve Barry McCaffrey. Selon ce dernier, le JSOC, auquel ont été confiées la logistique et la mise en œuvre de cette opération, serait constitué des *« gens les plus dangereux au monde »*. Ils regroupent des éléments issus des divers corps d'armée (terre, mer, air, rangers, communication et renseignement) et sont formés aux situations les plus extrêmes, constituant, selon ce général, *« un trésor national »*.

Sur les modalités de l'opération, on sait que les forces américaines auraient perdu un hélicoptère au sol, sans perte humaine, et qu'ils auraient délibérément brûlé l'appareil avant de repartir. Quelque 40 hommes du JSOC y auraient participé, disposant de plusieurs hélicoptères de transport de troupes et de lance-missiles. M. Ben Laden, de source officieuse, aurait tenté de résister par l'usage des armes lors d'un *« court affrontement »*. Il aurait été tué d'*« au moins »* une balle dans la tête. Seraient également morts son fils aîné, deux gardes du corps et deux femmes présentes près de lui. ■

Sylvain Cypel



Impossible sans l'aide du Pakistan

L'EXÉCUTION d'Oussama Ben Laden, dimanche 1er mai, lève le voile sur le vrai visage de la relation pakistano-américaine. Honnis par la rue pakistanaise et parfois défiés publiquement par les autorités d'Islamabad, les Etats-Unis étaient en réalité engagés dans un proche partenariat avec le Pakistan.

Voilà deux semaines, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmées américain, avait, dans la presse pakistanaise, pris à partie le renseignement militaire pakistanais (ISI) l'accusant d'apporter son soutien au réseau taliban Haqqani dont les liens avec les djihadistes arabes sont avérés.

Pour leur part, les Pakistanais avaient dénoncé, début 2010, les activités de la CIA sur leur sol. L'agent Raymond Davis, travaillant pour la centrale américaine à Lahore, accusé d'avoir tué, fin janvier, deux civils pakistanais, avait été extradé, le 16 mars, au terme d'un bras de fer diplomatique et juridique qui semblait avoir fragilisé la stratégie de Washington dans la région.

« Les Pakistanais ont toujours été aux côtés des Américains, rectifie Mariam Abou Zahab, spécialiste reconnue sur le Pakistan, *ils dépendent d'eux financièrement, mais ils ne peuvent l'assumer ouvertement vis-à-vis de leur opinion »*. De fait, Islamabad a laissé, ces dernières années, s'installer sur son territoire des bases secrètes d'où opéraient les drones de la CIA. De même, l'ISI savait que des forces spéciales américaines, composées d'Afghans opéraient dans les zones tribales semi-autonomes pakistanaises, à la frontière avec l'Afghanistan.

Dans le reste du Pakistan, y compris à Islamabad, le nombre d'Américains opérant pour les services avaient augmenté depuis la fin de l'été 2010, date où le renseignement concernant la possible cache d'Oussama Ben Laden était parvenu entre les mains des responsables de la traque.

La révélation de la présence de Ben Laden dans la ville d'Abbottabad, petite ville chic de montagne près de laquelle se trouvent les meilleures écoles militaires du pays n'aurait pu enfin se faire sans l'appui de l'ISI. *« Le paradoxe réside sans doute dans le fait que Ben Laden ne pouvait se trouver à cet endroit sans des garanties fournies par certains éléments de l'establishment militaire et que les Américains n'auraient jamais pu réussir sans l'aide de l'ISI »*, assure Mme Abou Zahab.

Interrogé par *Le Monde*, en 2010, le major général Athar Abbas, porte-parole de l'armée pakistanaise, avait promis que *« le Pakistan ferait toujours passer son intérêt avant celui des puissances étrangères »*. ■

Jacques Follorou

La mort d'Oussama Ben Laden

Quinze ans de duel entre le chef d'Al-Qaida et les Etats-Unis

Ben Laden a déclaré la guerre aux Américains en 1996. Depuis sa fuite de Tora Bora le 16 décembre 2001, on ignorait tout de la traque

Oussama Ben Laden incarnait une proposition révolutionnaire globale, celle d'un « califat » islamique. Mais, depuis les attentats d'Al-Qaida à New York et Washington le 11 septembre 2001, la vie du chef djihadiste se résumait à un duel avec un pays, les Etats-Unis d'Amérique. Un duel à mort.

Le duel avait en fait commencé plus tôt, avec les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie le 7 août 1998. Et même encore plus tôt, avec deux messages, à l'époque passés presque inaperçus, d'Oussama Ben Laden : une *« déclaration de djihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints »* (l'Arabie saoudite) le 23 août 1996, et une *« déclaration du Front islamique mondial pour le djihad contre les juifs et les croisés »* le 23 février 1998.

Après avoir revendiqué les attaques du 11-Septembre et déclaré que l'effondrement des tours du World Trade Center new-yorkais avait *« dépassé tous ses espoirs »*, le chef d'Al-Qaida se terre et attend la riposte américaine.

Washington aide les moudjahidin du Panchir à renverser les talibans, alliés et hôtes d'Al-Qaida, alors au pouvoir en Afghanistan. Kaboul tombe le 13 novembre 2001, et Jalalabad, la ville où résidait principalement Ben Laden, le 14 novembre. Le chef djihadiste et ses compagnons d'armes se réfugient dans les montagnes de Tora Bora, dans le Sud-Est afghan.

Encerclé par des moudjahidin et des soldats des forces spéciales américaines, qui captent ses conversations sur talkie-walkie, Ben Laden subit d'intenses bombardements aériens. Il rédige son testament le 14 décembre. *« L'amour du djihad et de la mort pour la gloire d'Allah a dominé ma vie »*, écrit-il. Il croit que sa fin est proche. Puis, le 16 décembre, il disparaît.

> Ben Laden a perdu le duel. La question est désormais de savoir s'il va perdre l'autre guerre, celle des idées et du djihad

Sous la présidence de George W. Bush, l'administration américaine n'a jamais tiré au clair les raisons de cette fuite de Ben Laden de Tora Bora, indiquant juste que certains de ses alliés afghans de l'époque auraient joué double jeu. Après l'élection de Barack Obama à la Maison Blanche, le Sénat américain s'est en revanche penché sur cette disparition mystérieuse.

Une commission dirigée par le sénateur John Kerry a, au terme d'un remarquable travail d'enquête, rendu des conclusions cinglantes en novembre 2009 : *« La mission a échoué à tuer ou capturer Ben Laden. (...) Cet échec et ses énormes conséquences n'étaient pas inévitables. (...) Ben Laden s'attendait à mourir. (...) Moins de cent soldats commandos américains étaient présents, et leurs appels à l'envoi de renforts ont été rejetés. (...) Deux jours après avoir rédigé son testament, Ben Laden et ses gardes du corps ont marché sans anicroche hors de Tora Bora et ont disparu au Pakistan. (...) La décision de ne pas déployer des forces américaines pour traquer Ben Laden ou bloquer sa fuite a été prise par le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld et le général Tommy Franks. »*

L'échec américain à tuer ou à capturer Oussama Ben Laden en décembre 2001 à Tora Bora a ouvert la voie à une décennie de traque et à deux longues guerres, en Afghanistan et en Irak, justifiées à Washington par le combat contre Al-Qaida. Il a aussi ouvert la voie à une progression géographique des filiales d'Al-Qaida, de l'Irak au Sahel en passant par le Yémen et la Somalie.



Ben Laden dans la région de Jalalabad en 1989 ; avec son conseiller Ayman Al-Zawahiri en novembre 2001 ; dans des vidéos diffusées après sa fuite de Tora Bora. AFP/REUTERS/AL-JAZIRA

De ce duel à mort, le public n'a, durant dix ans, rien su. Oussama Ben Laden se contentait de diffuser à intervalles plus ou moins réguliers des messages audio ou vidéo, révélant qu'il était en vie et appelant les jeunes musulmans de la planète à poursuivre le djihad. Washington poussait des cris de guerre, mais ne parvenait jamais à expliquer pourquoi la traque était si infructueuse. Et le Pakistan, pays dans lequel il n'y a aucune raison de croire que Ben Laden n'a pas vécu depuis qu'il s'y est réfugié en décembre 2001, a toujours affirmé qu'il était impossible que le chef d'Al-Qaida se cache sur son sol.

Barack Obama avait annoncé en arrivant au pouvoir, parallèlement à sa décision de retirer l'armée américaine d'Irak et à son discours du Caire sur le dialogue avec le monde musulman, que sa priorité était la traque de Ben Laden. Les services secrets et les forces spéciales, mobilisés auparavant en Irak, ont été dirigés vers l'Afghanistan et le Pakistan, avec des moyens considérables. La guerre américaine dans les « zones tribales » pakistanaises s'est intensifiée, décapitant peu à peu l'état-major d'Al-Qaida.

Saura-t-on un jour si c'est cette guerre d'Obama qui a incité Ben Laden à peut-être quitter les montagnes des « zones tribales » pour se cacher à Abbottabad, dans la région de la capitale pakistanaise, Islamabad, où il fut finalement repéré ? Ou a-t-il vécu dix ans paisiblement au Pakistan, protégé peut-être par les services secrets militaires (ISI), ou par son aile pro-djihadiste ?

Oussama Ben Laden a perdu le duel. Les Etats-Unis l'ont tué, et la victoire de Barack Obama est de ce point de vue éclatante.

La question est désormais de savoir si Ben Laden va perdre l'autre guerre, celle des idées et du djihad. Il l'a perdue parce que sa révolution n'a pas eu lieu, parce que le « califat » n'existe pas, et que les jeunes Arabes viennent au contraire, ces derniers mois, de lancer des révolutions au nom de la liberté et de la démocratie.

Mais il reste des combattants djihadistes sur la planète, prêts à lutter pour les idées de Ben Laden. Ils sont plus nombreux et présents dans davantage de pays qu'en 2001. C'est pour l'instant la seule victoire de Ben Laden. Et c'est à eux d'écrire la suite de l'histoire. ■

Rémy Ourdan



Documents sauvegardés

Le Monde

© 2001 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20010913-LM-788012

Nom de la source
Le Monde

Type de source
Presse • Journaux

Périodicité
Quotidien

Couverture géographique
Internationale

Provenance
France

Jeudi 13 septembre 2001

Le Monde

• p. 12

• 838 mots

LA NEBULEUSE TERRORISTE



L'Amérique frappée, le monde saisi d'effroi

Ben Laden : un antiaméricanisme absolu au service du Djihad islamique

Le richissime dirigeant islamiste Oussama Ben Laden a été l'allié des Etats-Unis au moment de la lutte des Afghans contre l'Union soviétique. Désormais hôte du régime taliban, ce chef terroriste est devenu l'ennemi numéro un de Washington

CHIPAUX FRANCOISE

KABOUL de notre envoyée spéciale - " Je me bats, donc je peux mourir en martyr et aller au paradis rencontrer Dieu. Notre lutte maintenant est contre les Américains ", déclarait, il y a quelques années, au journal Al Qods al Arabi, Oussama Ben Laden. L'Amérique, dont il fut l'allié durant le djihad contre l'Union soviétique en Afghanistan, est devenue pour Oussama Ben Laden l'ennemi numéro un. Aucune de ses rares interventions publiques n'omet de mentionner " la guerre sainte " contre Washington.

La haine de Ben Laden contre les Etats-Unis remonte à la guerre du Golfe et à l'invitation du roi Fahd d'Arabie saoudite aux troupes étrangères, principalement américaines, à venir défendre le royaume et reconquérir le Koweït envahi par l'Irak. Ben Laden, dont la famille a fait fortune dans la construction des palais royaux, avait plaidé en personne auprès du roi Fahd pour ne pas permettre l'invasion de troupes " infidèles sur le sol sacré d'Arabie qui abrite les deux lieux les plus sacrés de l'Islam, La Mecque et Médine ".

Ben Laden venait alors de rentrer d'Afghanistan, où il avait été impressionné par la victoire des moudjahidins, " grâce à leur foi islamique ", contre l'occupant soviétique. L'homme avait à peine trente ans. Pieux depuis son jeune âge, fils de l'une des familles les plus fortunées d'Arabie, il aurait pu jouir tranquillement de cette manne familiale. Mais il en fera une arme au service de ce qui est devenu pour lui une obsession : la défaite américaine. En 1992, harcelé par les services saoudiens, il s'installe au Soudan. C'est là, semble-t-il, qu'il développe sa propre infrastructure et crée son organisation, Al Qaida.

Khartoum est alors le grand lieu de rendez-vous de tous les islamistes politiques. Ben Laden voit beaucoup de monde. Les Etats-Unis s'intéressent de plus en plus à lui et, en 1994, l'Arabie saoudite lui retire sa nationalité. En 1996, soumis aux pressions de plus plus fortes de Riyad, Khartoum pousse Ben Laden au départ. Il se rend en Afghanistan dans les zones contrôlées par le président Burhanuddin Rabbani.

INTELLIGENT ET CHARISMATIQUE

L'introduction de Ben Laden auprès de Mollah Omar, le chef suprême des talibans, ne se fait que plus tard. En Afghanistan, Ben Laden retrouve nombre de soldats perdus du djihad antisoviétique, arabes principalement, ainsi que des chefs d'organisations islamistes recherchés dans leur pays, comme Ayman Al Zawahri, chef d'Al Jihad (égyptien), condamné à mort en Egypte pour l'assassinat d'Anouar el-Sadate le 6 octobre 1981. Préoccupés par la conquête du pays, les talibans s'intéressent peu à ces étrangers qui s'organisent librement. Intelligent, déterminé, charismatique, Ben Laden rassemble autour de lui une nébuleuse de personnalités dont l'objectif avoué est le triomphe de la révolution islamique et la défaite de la principale puissance qui s'y oppose, les Etats-Unis.

L'Afghanistan est un terrain rêvé. Le fondamentalisme extrême développé par les talibans sied aux soldats purs et

durs de l'Islam. Financés par Ben Laden, les camps d'entraînement pour les jeunes recrues arrivant des pays arabes du Golfe, puis d'Ouzbékistan, puis de Tchétchénie, fleurissent. On y apprend les rudiments de l'art de la guerre ou les méthodes terroristes les plus modernes. A cette époque, les vétérans du djihad contre l'Union soviétique sont formés à la meilleure école de la CIA américaine : pendant près de dix ans, entre 1979 et 1989, la centrale américaine a initié - avec l'aide de l'Inter service intelligence (ISI), les services secrets pakistanais - toute une génération de combattants au maniement des armes, des explosifs ou des missiles. Nombre de camps actuels des fidèles de Ben Laden ont été construits alors avec l'assistance des Etats-Unis. L'Afghanistan est devenu progressivement le haut lieu de l'islamisme militant, et Ben Laden sa figure emblématique.

REPRÉSAILLES INEFFICACES

Accusé par les Etats-Unis pour le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, Ben Laden l'est aussi pour les explosions meurtrières (224 morts) contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salam en 1998. Puis pour l'attentat-suicide contre le destroyer américain USS Cole à Aden (17 morts), en 2000. Dans un poème qu'il avait lu en février lors du mariage de son fils, Ben Laden avait vanté le succès de l'opération. Le FBI a mis 5 millions de dollars sur sa tête et le département d'Etat estime qu'il est l' " un des sponsors les plus importants de l'islamiste extrémiste dans le monde ". Toutes les tentatives américaines, notamment les sanctions décidées par l'ONU pour obtenir son extradition, se sont heurtées au refus des talibans qui considèrent Ben Laden comme leur " hôte " et affirment que les Etats-Unis n'ont jamais prouvé son implication dans des actes terroristes.

Après les bombardements américains sur l'Afghanistan en août 1998, en représailles aux attentats du Kenya et de Tanzanie, les talibans avaient affirmé avoir pris des mesures pour contrôler les activités de Ben Laden. Celles-ci impliquaient le retrait des moyens de communications ultramodernes utilisés par celui-ci, l'interdiction de donner la moindre interview ou d'apparaître publiquement, la promesse qu'il ne se livrerait pas à des activités terroristes à partir de l'Afghanistan. Bien qu'officiellement désavoué par sa famille, Ben Laden a gardé un contact régulier avec elle. Ben Laden est aussi apparu à trois reprises depuis novembre sur des écrans de télévision arabe.

Disposant d'une maison à Kandahar, où vit Mollah Omar, le chef suprême des talibans, Ben Laden se déplace régulièrement dans la région de Jalalabad où il utilise une ferme servant de base à ses fidèles. Il ne reste jamais longtemps à la même place et est entouré par une garde prétorienne arabe en permanence. Dans les moments de danger, il se retire dans des caches des montagnes afghanes. Au fil des années, l'influence de Ben Laden sur Mollah Omar a grandi et, avec elle, l'importance de la mouvance arabe dont l'objectif est de faire de l'Afghanistan non seulement un sanctuaire pour les militants islamistes mais aussi une base de lancement de la Révolution. Au grand dam de beaucoup d'Afghans, y compris au sein du mouvement taliban, les Arabes se comportent de plus en plus en terrain conquis.

Au printemps, lors d'une grande réunion d'activistes islamistes tenue à Peshawar au Pakistan, Ben Laden avait, dans un message lu par un participant, invité la prochaine génération à se préparer au Jihad en Afghanistan. " J'appelle la jeune génération à se tenir prête pour la Guerre Sainte et à s'y préparer en Afghanistan parce que le djihad, en ces moments de crise pour les musulmans, est une obligation ", avait affirmé le message.

Ben Laden : controverse sur sa disparition

Si des lecteurs n'ont pas approuvé le titre de « une » du mardi 3 mai sur la mort de Ben Laden « Justice est faite », qui reprenait les propos de Barack Obama, d'autres, plus nombreux, expriment soulagement et inquiétude

Acte de justice ?

La mort de Ben Laden est certes un événement qui mérite la première page, mais le titre « Justice est faite » était-il approprié ?
Loin de moi l'idée de prendre la défense d'un homme qui a tué des milliers de personnes. Mais il s'agit d'une exécution extrajudiciaire, qui, de plus, a été faite en territoire étranger. Est-ce un acte de justice ? A l'évidence, non. C'est un fait de guerre, justifié, mais pas juste. Qui plus est, cette phrase a une connotation revancharde, qui ne reflète pas l'attitude du président des Etats-Unis. Même entre guillemets, ce titre était donc doublement inapproprié.

Emmanuel Fruchard, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines)

Bonne couverture

Bravo pour votre couverture de la mort de Ben Laden, c'est à ce genre d'événement que l'on apprécie la qualité du *Monde*. Toutefois, cette réactivité ne doit pas être synonyme de précipitation dans les informations délivrées. Et l'une d'elles m'a interpellée en page 4 de votre édition du mardi 3 mai. Dans le reportage en tête de page, on apprend ainsi que, dans la fusillade, *« trois autres hommes adultes ont été tués »*, qu'*« une jeune femme a trouvé la mort »* et que *« deux autres femmes ont été blessées »*. Et dans l'article suivant, qui relate les mêmes événements (mais vus de New York par votre correspondant), on lit qu'en plus de Ben Laden *« seraient également morts son fils aîné, deux gardes du corps et deux femmes présentes près de lui »*. Donc, dans la même page, l'un des deux articles n'évoque pas le même bilan. Lequel ? Mystère. Attention à ce genre de détail !
Pour ma part, j'éprouve de sérieux doutes quant à la mort de Ben Laden après la diffusion d'un photomontage et du fait que les forces américaines, soit disant pour éviter de faire du lieu de sépulture de Ben Laden un site de pèlerinage, ont préféré immerger son corps.

Jules Guyard, Nantes

L'ultime victoire ?

L'Occident salue la mort d'Oussama Ben Laden, éliminé au Pakistan par les forces spéciales américaines. Mais est-ce vraiment une victoire ? La mort du leader d'Al-Qaida ne met pas fin à la menace terroriste, voire risque de la raviver. Pis, cette exécution transforme un sanglant criminel dénué d'humanité en une icône élevée au rang de mythe, puisque sa dépouille mortelle a été immergée par l'armée américaine pour prévenir le risque que son tombeau devienne un lieu de pèlerinage. Pourtant, à l'image de l'Hydre de Lerne, son exemple risque de faire des émules. Finalement, en échappant à un procès, donc à la justice, Ben Laden n'a-t-il pas remporté sa dernière victoire ?

Laurent Opsomer, Hergnies (Nord)

Esprit texan

Les cow-boys de notre enfance ont peut-être conquis l'Ouest américain en zigouillant les Indiens ; il serait étonnant qu'ils conquièrent le monde, car la force et l'astuce de services « spéciaux » ne sont pas encore ce qui convient. Dans ses *Pensées*, Blaise Pascal affirme : *« La justice sans la force est impuissante : la force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants ; la force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force ; et pour cela faire que ce qui est juste soit fort, ou que ce qui est fort soit juste »* (*Pensées V*).
La méthode cow-boy, aussi habile soit-elle à manier le lasso, n'est guère prometteuse d'avenir, et l'on peut espérer qu'un jour ce soit l'Europe qui réunisse justice et force, ce qui est loin d'être le cas.

Charles Rossetti, Paris

Les principes

Tout le monde se réjouit de la mort d'Oussama Ben Laden, certains déclarent même que justice est faite. L'atrocité des crimes de ce dernier légitime-t-elle pour autant l'usage de la violence et ici de la mort pour rendre justice ? Que les plus hautes autorités américaines se réjouissent d'un tel événement est intelligible, eu égard au fait qu'elles défendent en politique intérieure la peine de mort comme une réponse pénale.
Mais nous, Français, attachés, je l'espère, à l'abolition de la peine de mort, n'avons-nous pas le droit de signaler que nous aurions préféré que Ben Laden soit traduit devant les tribunaux ? Cette simple remarque doit-elle faire de nous l'allié des terroristes ? Si tel est le procès que l'on prépare à ceux qui oseront élever la voix, nous devrons rappeler qu'il est de notre devoir d'affirmer qu'aucun crime ne peut donner à la société le droit de prendre la vie d'un homme. Si Oussama Ben Laden a été assassiné, et s'il s'agissait par ce truchement de rendre justice, alors nous devrions avoir le courage de ne point accepter les sermons des défenseurs de la realpolitik, ceux-là mêmes qui font primer la force sur le droit, alors que nous savons bien qu'il ne peut y avoir force légitime sans droit établi, un droit que nous pouvons espérer émanciper de nos instincts de vengeance pour s'approcher de nos idéaux de justice.

Romain Cujives, Toulouse

Mythes consolateurs

Un prince et une princesse convolent, un pape défunt est béatifié dans l'urgence et un démon vivant est abattu après une longue traque… Trois faits concomitants viennent nous rappeler notre goût immodéré pour les récits aux allures mythiques… Et notre monde continue d'aller clopin-clopant… Assistant dans le même temps à la représentation du *Prométhée* d'Eschyle, la vision de l'acteur nu, enchaîné, impuissant, a réveillé en moi des analogies frappantes. Ne sommes-nous pas devenus ces Prométhée attachés à des médias qui nous fascinent et nous engluent ?… Que dire de ce qu'il reste de notre esprit critique ?
Faste royal d'une autre époque, hystérie collective, anachronisme des rites. La béatification du pape Jean Paul II, elle, présentait tous les symptômes de l'auto-exhortation à se refaire une santé, pour une institution malade, ébranlée par des scandales pédophiles à répétition et une impuissance durable à convaincre. Hélas !, la vraie dépression de la religieuse prétendument miraculée révèle un fiasco organisé sous une entreprise de désinformation. Quant à la traque et à l'exécution du meurtrier fou Ben Laden, toutes justifiées qu'elles fussent, elles ne règlent rien des problèmes relationnels de fond entre l'Occident et une partie du monde arabo-musulman.

Jean-Marie Parent, Loches (Indre-et-Loire)

Perplexité

La tribune d'Irène Costelian « L'absence d'images de la mort du chef d'Al-Qaida va renforcer son aura » dans *Le Monde* du 6 mai me plonge dans un abîme de perplexité. Lorsqu'on lit : *« Aussi, l'annonce de la mort de Ben Laden devait s'accompagner forcément d'une image pour ne pas demeurer à l'état de rumeur »*, on nage dans une gourmandise voyeuriste et grotesque. Ben Laden, chantre des menaces audiovisuelles enregistrées, aurait tout loisir de nous faire part de sa bonne santé sur telle ou telle télévision qui s'est si souvent complu à relayer ses invectives sanguinaires ! Mais comment les sceptiques n'y ont-ils pas pensé ? Plus loin : *« L'impossibilité de se défendre du combattant semble ainsi diminuer le prestige même du vainqueur et de sa victoire »* ; là, on touche le fond… Si ce n'est le tapage fait autour de cette mort qui sanctifie le personnage, à coup sûr cet hommage au *« loyal guerrier »* méritant une mort loyale y contribue. Car, enfin, les victimes des attentats qu'il a commandités ont-elles eu la possibilité de se défendre « l'arme à la main » ? Doutons que les morts du World Trade Center et autres cibles humaines aient eu le temps de dégainer pour ajuster entre les deux yeux les avions et les bombes dissimulées…

Patrick Haussmann, Paray-Vieille-Poste (Essonne)

Réflexion

Je lis que le cheikh de l'université Al-Azhar, Mohammed Ahmed Al-Tayeb, condamne la décision des Etats-Unis d'immerger le corps de Ben Laden, que cette initiative est en contradiction avec les valeurs religieuses et le droit humain ! Par contre, je n'ai jamais lu qu'il s'élevait contre la destruction des deux tours, avec quand même plus de morts, responsables de rien ; bizarre, y aurait-il plusieurs valeurs religieuses et humaines, suivant l'individu ?

Christian Ruelle, Maisons-Alfort (Val-de-Marne)

Terrorisme religieux

L'exécution de Ben Laden ne mettra pas un terme au terrorisme religieux inhérent à l'islam. Ceux qui pensent le contraire n'ont sûrement pas lu le Coran, qui regorge de sourates mortifères à l'égard des infidèles. Même les musulmans ne respectant pas les écritures sont visés. Les églises se vident chez nous et les mosquées se remplissent. Face à ce retour au Moyen Age, la seule riposte efficace est avant tout laïque, rationnelle ou scientifique. La force ne suffira pas, d'autant plus que certains fanatiques se transforment en kamikazes. Ils ne peuvent donc pas être « châtiés » comme le souhaite M. Sarkozy.

Jean-Marc Schuller, Paris

Débat

Une étonnante polémique échauffe le Net en France. Justice a-t-elle été faite en tuant Oussama Ben Laden sans procès ? Vous imaginez un procès avec Ben Laden ? Les millions de dollars qu'il aurait fallu investir pour la sécurité. La ville américaine qui aurait accueilli le procès aurait été, quant à elle, dans un état d'urgence permanent pendant de longs mois. Etait-ce bien raisonnable ? A situation extraordinaire, il faut une réponse appropriée. Vous imaginez notre situation ? Si en plus du chômage, de la misère sociale, de la précarité, on nous met au-dessus la tête la peur du terrorisme, il y a de quoi devenir fou et se révolter pour de bon.

Daniel Schettino, Marseille

Etonnement ?

J'ai été choqué en apprenant que le corps de Ben Laden reposerait dans l'océan Indien. *(…)* Je comprends bien les raisons invoquées, mais j'éprouve un sentiment de gêne en pensant à tout ce que l'humanité a produit de croyances et de rites concernant les morts notamment dans le monde musulman avec ses pratiques mortuaires codifiées.
Mais cette réaction inscrite dans notre histoire peut paraître un peu pusillanime dans le cas présent. Quel respect non pas des morts mais des vivants avait le poseur de bombe de Marrakech, sans remonter jusqu'à 2001 à New York ?

Philippe Colmet Daâge, Orléans

La dépouille mortelle de Ben Laden

A peine mort, et la surprenante polémique surgit de toute part. La convention de Genève a-t-elle été amendée, un article supplémentaire prévoit-il l'observance d'un rituel pour abattre son adversaire en temps de guerre ? Le simple fait que les Etats-Unis mentionnent tout de suite un respect des règles de l'islam est indécent et témoigne du « complexe » du bloc « intellectuel » occidental à l'égard des populations musulmanes.
M. Oussama Ben Laden s'est-il préoccupé une seule fois, lorsqu'il a fomenté les attentats contre les ambassades américaines et contre le World Trade Center, de savoir si les 3 000 victimes qu'il a causées auraient même un rite funéraire ?
Les Etats-Unis ont fait montre d'une grande intelligence, sa tombe serait devenue un lieu de pèlerinage.

Christian Vezon, Aubord (Gard)

La garantie de l'oubli ?

Dans une Amérique très chrétienne, la position de M. Obama – croire que la disparition du corps de Ben Laden jeté en mer en un lieu ignoré sera la garantie de son oubli – a de quoi étonner. Obama aurait dû méditer sur la puissance de l'absence dans la plupart des religions.
D'un point de vue humaniste, Barack Obama aurait pu relire *L'Iliade* (Achille rendant à Priam le corps d'Hector tué au combat).
Bref, même si l'on oublie la dimension « sacrilège » de son acte, son « calcul » est un mauvais « calcul ».
La « disparition » ajoute à la dimension messianique du personnage (aux yeux de ses fidèles). Je dirai donc « mauvaise pioche ».

Paule Khodabandeh, Paris

Actualité
« Quid novi sub sole » ?

Rien, hélas ! Depuis la nuit des temps, rien de neuf sous le soleil, cette dernière semaine nous en a donné une éblouissante démonstration. Vendredi 29 avril : un mariage royal d'abord, rien de tel pour faire oublier les préoccupations du moment, générer des enthousiasmes populaires, et qu'importe s'ils sont de courte durée ! Louis XVI et Marie-Antoinette en ont su quelque chose… Dimanche 1er mai : enchaînons avec un miracle et une adoration fétichiste de reliques – fussent-elles de mauvais goût, car enfin une fiole de sang, même d'un saint, n'a rien de très ragoûtant ! Luther, où es-tu ? Lundi 2 mai : et pour terminer, un assassinat réussi et qui, d'autant plus qu'il est justifié, suscite toujours l'enthousiasme des foules, réveille la vieille loi hébraïque du talion qui sommeille en chacun de nous. Il ne sert souvent à rien, ne change en rien le déroulement de l'histoire, mais qu'importe ! Lorenzaccio n'a pas été long pour mesurer l'inutilité du meurtre d'Alexandre de Médicis.

André Salinas, Paris





Etats-Unis Jerome Powell, déjà haut responsable à la Banque centrale américaine, a été nommé par Trump à la tête de la Fed. Il succède à la démocrate Janet Yellen, première femme à avoir dirigé l'institution financière, pourtant louée par le même Trump pour ses qualités «*impressionnantes*». Agé de 64 ans, Powell est républicain. Avocat et ancien banquier d'affaires, il fut aussi un haut responsable du Trésor sous la présidence de Georges Bush père. PHOTO REUTERS

Ben Laden par Ben Laden, les derniers mois manuscrits d'un terroriste

La CIA a publié mercredi les «Mémoires privées du Cheikh Abou Abdallah», comme se surnommait le chef d'Al-Qaeda. Elles ont été rédigées en plein printemps arabe et quelques mois avant sa mort, en 2011.

Par
HALA KODMANI

C'est un cahier d'écolier rempli d'une écriture serrée à l'encre bleue avec notes, ratures et parfois titres et phrases en rouge. Rendues publiques mercredi par la CIA, ces *Mémoires privées du Cheikh Abou Abdallah,* comme se surnommait lui-même Oussama ben Laden, sont rédigées à l'occasion *«d'événements historiques»,* selon leur auteur. *Libération* en a sélectionné et traduit des extraits. Les dates manuscrites mentionnent l'an 1432 du calendrier hégirien (calendrier lunaire musulman), ce qui correspond aux premiers mois de l'année 2011, alors que les révolutions arabes éclatent. Soit les dernières semaines de vie du chef d'Al-Qaeda, qui sera abattu dans une opération commando américaine au mois de mai cette année-là. Caché avec ses proches dans un complexe fortifié d'Abbottabad au Pakistan, Ben Laden suit heure par heure, sur Al-Jezira en particulier, l'actualité et les péripéties des soulèvements en Egypte, en Libye, au Yémen, à Bahreïn et ailleurs. Il évoque les événements dans le détail et rend compte des discussions des *«réunions de famille»* qu'il tient avec son entourage. Il livre ses réflexions, exprime ses espoirs et guette le rôle que pourrait jouer Al-Qaeda dans ces bouleversements.

Dans un style très direct et une langue arabe simple, il noircit des pages de son cahier en sautant d'un sujet à l'autre, d'un pays à l'autre au gré des événements et de façon décousue. Il se focalise sur certains terrains en particulier, où il détecte des perspectives d'avenir pour Al-Qaeda, en particulier en Libye et au Yémen.

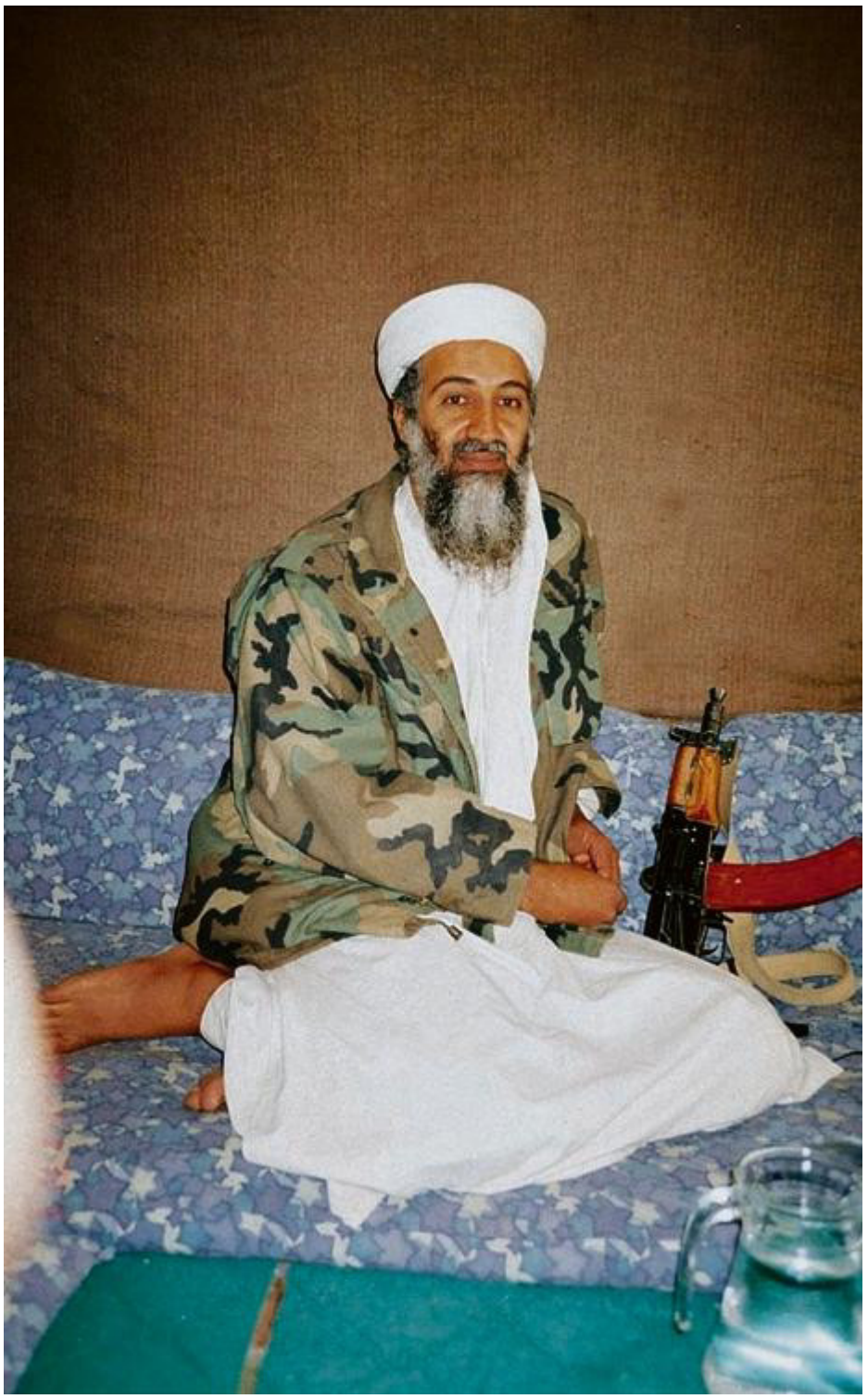
Sur la Libye

«Au cours d'une attaque sur Misrata, les moudjahidin ont abattu deux avions de l'armée de Kadhafi dont les pilotes étaient syriens. Le moral des combattants est très élevé. [...] Je ne suis pas inquiet pour la révolution en Libye. A la différence de l'Egypte et de la Tunisie, elle a ouvert la porte aux moudjahidin. C'est pourquoi Kadhafi et son fils parlent des extrémistes qui vont transformer la Méditerranée en base d'Al-Qaeda.»

«L'Occident envie la Libye pour sa grande superficie et son pétrole. Il cherche à monter les Libyens contre nous en disant qu'il faut libérer Benghazi des combattants venus d'Afghanistan. Il ne faut pas laisser la Libye à Ben Laden ou autre [...]. J'estime que les choses seront réglées la semaine prochaine.»

«Les propos de Kadhafi sur Al-Qaeda nous préparent le chemin. Comme l'Occident, ils ne font que parler d'Al-Qaeda, de Ben Laden et d'Al-Zawahiri *[le numéro 2 de l'organisation et successeur de Ben Laden, ndlr]* et craignent pour toute la région, surtout pour Israël. Tous ces propos arrangent nos affaires mais il faut agir avec réflexion et précision. Je suis optimiste.»

«Les insurgés ont besoin de temps pour s'organiser de façon efficace. Il y a des divergences parmi les Américains sur la chute de Kadhafi. Un général *[qui soutenait Kadhafi et était opposé à l'intervention de la coalition]* a déclaré qu'il ne pensait pas un jour qu'une coalition internationale viendrait soutenir Ben Laden. Cela est vrai et c'est l'une des principales raisons pour lesquelles nous n'avons pas publié de communiqué ou d'orientation sur les révolutions. [...] L'essentiel est que les choses avancent et la prolongation de la crise joue en notre faveur.»



Ben Laden, le 11 août 2001 près de Kaboul. MIR HAMID. GAMMA-RAPHO. GETTY IMAGES

Sur le Yémen

Pays d'où est originaire la famille Ben Laden.

«Un grand nombre de manifestants sont dans les rues après trente-trois ans de pouvoir du président Ali Abdallah Saleh, qui refuse de partir. On aura un grand rôle sur le Yémen. Il faut y réfléchir avec précision. Il existe une occasion d'assassiner le Président et Al-Qaeda peut s'en charger. Si un autre révolutionnaire le fait, c'est bien. Quelles sont d'après vous les chances de réussite? Comment organiser l'opération? Il nous faut tenter par tous les moyens d'abattre Ali Abdallah Saleh. Mais je suis contrarié par le timing de ces révolutions et je voudrais leur dire d'attendre un peu. [...] Il faut réfléchir longuement au Yémen et dès maintenant, il faut que nos jeunes aillent sensibiliser sur place, notamment dans les villages où Ali Abdallah Saleh recrute ses manifestants.»

«L'Arabie Saoudite ne peut rester sans bouger face à ce raz-de-marée. [...] Si le Yémen triomphe, les pays du Golfe vont chuter les uns après les autres, l'Arabie Saoudite en tête, bien évidemment...»

Sur lui-même

Au milieu du journal consacré essentiellement aux révolutions arabes, des pages insérées sont intitulées en rouge *Memoires privées d'Abou Abdallah*. Ben Laden livre des souvenirs personnels. Il restitue de tête l'une de ses toutes premières interviews accordées – en 1993, alors qu'il se trouvait au Soudan – au journaliste britannique Robert Fisk, qui travaillait alors pour *The Guardian*.

«A quel âge avez-vous pensé pour la première fois au jihad?

Je devais être à l'école secondaire. Je suis parti pour mon premier voyage seul en Turquie en 1976 chez les frères d'un parti musulman. Une langue différente dans un pays étranger, mais l'islam nous unissait.

Quel était votre premier contact avec l'Occident?

Je suis parti en vacances pour la première fois en Grande-Bretagne en 1979, j'avais 23 ans. J'ai visité la maison de Shakespeare. J'étais impressionné, c'était une société différente, moralement décadente. J'ai réalisé qu'un vrai musulman ne devrait pas se rendre en Occident. Mais je ne pensais pas avoir un jour autant de démêlés politiques et culturels avec l'Occident.»



Al-Qaeda bouge encore

Depuis fin 2001, Ben Laden était plus une source d'inspiration qu'un chef de guerre. Mais sa mort pourrait créer des dissensions dans les différentes factions d'une nébuleuse déjà très régionalisée.

Par **CHRISTOPHE AYAD**

DÉCRYPTAGE

A quoi va ressembler Al-Qaeda maintenant qu'Oussama ben Laden est mort ? A Al-Qaeda de son vivant, est-on tenté de répondre, tant le fondateur de l'organisation terroriste internationale était devenu un modèle plus qu'un chef opérationnel ou même idéologique depuis sa plongée dans la clandestinité totale, à partir de décembre 2001, lorsqu'il fila entre les doigts de l'armée américaine et de ses alliés afghans, à Tora Bora. Depuis bientôt une décennie, tous les spécialistes s'accordent à dire qu'il ne jouait plus aucun rôle dans les opérations menées au nom d'Al-Qaeda de par le monde. Il avait même cédé la communication et le soin d'énoncer la ligne idéologique à Ayman al-Zawahiri (lire ci-contre), son bras droit et éminence grise tout à la fois. Le simple fait de préserver sa vie était, de 2001 à ce dimanche 1er mai, un objectif en soi et une victoire au quotidien contre l'impressionnante machine de guerre américaine.

Depuis le 11 Septembre, la plupart des grands attentats similaires, qu'il s'agisse de Bali (2002, 202 morts), Casablanca (2003, 45 morts), Madrid (2004, 191 morts), Londres (2005, 56 morts) ou Charm el-Cheikh (2005, 68 morts), ont été conçus et réalisés par des groupes locaux et autonomes, dont seul un membre était allé «parfaire» sa formation idéologique et militaire dans les zones tribales pakistanaises. Pas besoin, pour cela, de l'imprimatur du chef spirituel qu'est devenu Oussama ben Laden, plus inspirateur qu'instigateur. Pour autant, il serait faux de croire que sa mort soit sans conséquences. Il faudra plusieurs mois, voire années, pour en mesurer les effets. Mais il ne fait pas de doute que sa disparition va affaiblir encore un peu plus une organisation prise de court et ringardisée par les révolutions arabes de ces derniers mois, qu'elle n'avait pas vu venir et sur lesquelles elle n'a rien à dire. Il est frappant de voir à quel point Al-Qaeda a donné l'impression d'être gênée par un mouvement de la jeunesse réclamant plus de liberté, mais pas plus d'islam ni moins d'Occident. Ayman al-Zawahiri, d'ordinaire prompt à commenter l'actualité, s'en est tenu à un bref appel à chasser *«le pharaon Moubarak»* et à *«combattre l'Otan»* en Libye. Théoriquement, il est appelé à prendre la tête d'Al-Qaeda, mais il n'en a ni l'aura, ni la stature. Surtout, l'on risque d'assister à une fragmentation du mouvement jihadiste mondial, Ben Laden n'ayant jamais réussi à proposer un modèle de gouvernement – et non pas seulement de guerre – ni à élargir son organisation, très marquée par son tropisme arabe.

Al-Qaeda centrale

Tant que Ben Laden était vivant, son incontestable aura maintenait la cohésion d'une organisation très affaiblie par les attaques de drones américaines dans les zones tribales. Cette campagne d'assassinats ciblés, qui a débuté à l'été 2008, n'a cessé, depuis, de s'intensifier, décapitant l'organisation et semant la suspicion jusque dans les rangs d'Al-Qaeda.

En outre, les dissensions et rivalités entre Egyptiens (dont Khaled al-Habib, le commandant militaire ; Seif al-Adel, Moustafa Hamid et Medhat Morsi, les instructeurs), Libyens (Abou Yehia al-Libi, la figure montante du moment et chef du front afghan ; Atiyah Abdel Rahman, l'artificier), Yéménites ou Saoudiens (Adnan al-Shukrijumaah, chef des opérations extérieures) dans l'encadrement d'Al-Qaeda risquent de ressurgir avec plus de force.

Le Mouvement des talibans pakistanais

Fondé par Baitullah Mehsud et aujourd'hui dirigé par Hakimullah Mehsud, le Tehrik-e-Taliban Pakistan est l'organisation la plus proche et la plus imprégnée de l'idéologie qaediste. En raison de son implantation au Pakistan, les liens sont nombreux et profonds avec Al-Qaeda. Mais les jihadistes pakistanais, même s'ils ont tenté de commettre un attentat à Times Square, à New York, en décembre, sont avant tout préoccupés par leur combat contre Islamabad. De plus, leur origine asiatique les disqualifie pour diriger Al-Qaeda centrale.

Al-Qaeda dans la péninsule arabique

Aqpa est le résultat de la fusion entre les branches yéménite et saoudienne d'Al-Qaeda. Un regroupement motivé par l'affaiblissement de l'organisation saoudienne, durement frappée par la répression dans le royaume. Le Yémen est l'un des seuls pays où Al-Qaeda est en pleine expansion, mais son implantation est très liée au complexe équilibre des pouvoirs tribaux locaux. Le prêcheur vedette Anouar al-Awlaqi pourrait prétendre à un leadership mondial…

L'Etat islamique en Irak

Cette organisation est la résurgence d'Al-Qaeda en Mésopotamie, qui avait périclité après la mort du Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui,

Fils d'une grande fortune du royaume des Saoud, Oussama ben Laden a consacré les trente dernières années de sa vie au service du terrorisme islamiste. De Djedda à Islamabad, en passant par Khartoum et Kaboul.

Le commis voyageur de la guerre sainte

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

Paysages de dures caillasses, forêts de deodars et sur l'âpre sentier de chèvres qui gambade dans la rocaille, on le reconnaît facilement, avec sa kalachnikov bien en évidence, ce qui donne une tonalité à la fois romantique et guerrière à la scène. Ce 11 septembre 2003, soit deux ans jour pour jour après l'attentat contre les Twin Towers qui l'ont rendu célèbre dans le monde entier, Oussama ben Laden se permet de narguer l'Amérique dans une vidéo diffusée par la chaîne qatarie Al-Jezira. Ce sera la dernière fois qu'on le verra aussi longuement, accompagné de son adjoint, l'Egyptien Ayman al-Zawahiri, le temps de cette étonnante promenade, presque idyllique, qui est comme un pied de nez à la plus grande traque jamais lancée dans l'histoire.

L'icône et le propriétaire du jihad

Sur cette vidéo, les deux compères sont habillés en parfaits moudjahidin afghans. Ils portent *pakoul* – ce béret en forme de galette porté par les montagnards du Nouristan – et *chalwar-kamiz* – longue tunique et pantalon bouffant. Saisis par la caméra, qui alterne plans et contre-plans, ils sont visiblement sereins, pas même essoufflés, s'aidant simplement avec de longs bâtons quand ils traversent des endroits ravinés. Ben Laden semble même avoir rajeuni avec une barbe moins grise, une peau moins fripée que dans les vidéos précédentes. Et, surtout, le bras qu'il portait raide ne l'est plus autant.

On imagine aisément que les services de renseignements américains ont dû visionner cette cassette des milliers de fois dans l'espoir de recueillir un indice permettant d'identifier le lieu de la balade. On est alors probablement dans les zones tribales pakistanaises, sans doute le Waziristan du Sud, l'un des fiefs de son vieil ami, le chef pachtoun Jallaluddin Haqqani, dont la tribu, les Zadran, est établie de chaque côté de la frontière. C'est ce même Haqqani, qui l'a aidé à s'enfuir quand les forces américaines le traquaient du côté de Tora-Bora en décembre 2001.

A leur manière, les images font rêver. En tout cas, elles cherchent à réveiller un imaginaire, celui du paladin islamique qui trouve pureté et dépassement de soi sur le chemin d'Allah, dans la nudité des montagnes et la guerre sainte. Elles vont donc droit au cœur des pieux musulmans de la région, elles leur parlent autant qu'un discours, comme celui de Zawahiri qui, sur la même cassette, professe des menaces d'une voix monocorde : *«Avec l'aide de Dieu, nous arracherons les bras de quiconque nous touche.»*

PROFIL

Cette guerre sainte, Ben Laden en a toujours voulu en être à la fois l'icône et le propriétaire. Icône, il veille à être toujours bien mis, privilégiant le blanc, cultivant l'élégance sobre. Il aime s'incarner dans l'imagerie islamique, copiant Saladin, le héros légendaire du monde arabe qui vainquit les croisés, leur reprit Jérusalem et provoqua la troisième croisade. Aussi, peut-on le voir sur des photomontages reproduits sur des affiches, chevauchant un destrier et taillant en pièces d'invisibles ennemis, tandis que la terre s'ouvre derrière lui pour laisser jaillir un feu purificateur. Et il est significatif que ses sectateurs le surnomment «le saint guerrier». Propriétaire du jihad, il a voulu l'être depuis que les trahisons de ses alliés et commanditaires se sont multipliées autour de lui : les Saoudiens, les Soudanais, les Afghans…

Un adolescent remarqué pour sa religiosité

La guerre sainte, il en a rêvé très tôt. En fait, il est loin de l'image qu'ont donnée de lui les services occidentaux qui l'ont présenté comme un coureur de jupons et grand buveur. Au contraire. *«Il fut remarqué dès son adolescence pour sa religiosité et ses opinions extrémistes. Il s'effrayait de voir les jeunes Saoudiens s'adonner au sexe, à la drogue, aller à l'étranger. Son seul vice connu était les excès de vitesse. Il était aussi un très bon avant au foot»*, souligne Jonathan Randal, un ancien journaliste du *Washington Post*, auteur d'une rigoureuse biographie du chef terroriste, *Oussama, la fabrication d'un terroriste* (Albin Michel, 2004), pour laquelle il a enquêté pendant quatre ans. *«Mais il ne donnait pas l'impression de maîtriser le savoir coranique et en a fait un avantage : capable de parler aux musulmans dans un langage simple, il fascinait. Fils de riche, il savait aussi parler aux riches et les convaincre de contribuer au jihad. Il était en outre assez riche pour qu'on sache qu'il ne se servirait pas au passage»*, ajoute-t-il.

«Il s'effrayait de voir les jeunes Saoudiens s'adonner au sexe, à la drogue, aller à l'étranger. Son seul vice connu était les excès de vitesse.»

Jonathan Randal ex-journaliste au *Washington Post*

Originaire de l'Hadramout, une vallée semi-désertique du sud-est du Yémen et l'un des bastions fondamentalistes de ce pays, la famille Ben Laden est traditionnellement pieuse. Al-Ribat, le lointain village familial, se situe précisément dans le Wadi Dohan, un vallon qui produit le miel le plus cher du monde. Même si la famille est de la plus stricte orthodoxie wahhabite *[l'islam wahhabite est l'école la plus rigoriste de la religion musulmane et l'idéologie officielle du royaume saoudien]*, ce qui vaut aux enfants mâles d'apprendre le Coran par cœur, elle s'accommode de la corruption du palais royal. Oussama, lui, est beaucoup moins arrangeant.

L'acharnement au travail de son père, Mohammed ben Laden, et la confiance qu'il a gagnée auprès des dirigeants saoudiens lui permettent de bâtir l'une des plus puissantes fortunes du royaume. Créée dans les années 1930, l'entreprise paternelle, Ben Laden Construction Group, allait se voir choisie par le roi pour réaliser les immenses projets d'agrandissement des deux villes saintes de l'islam, La Mecque et Médine. A l'image de Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie Saoudite, qu'il a fréquenté, son père multiplie aussi les mariages pour consolider sa situation. Il aura 54 filles et garçons ; Oussama sera le 17e des 24 garçons et le fils unique de sa onzième femme. Né en 1957 à Djedda, le grand port d'Arabie Saoudite et le quartier général de sa famille, le jeune garçon aurait donc très bien pu céder à

REPÈRES

1957

Naissance **le 10 mars** à Djedda, en Arabie Saoudite. Il est le fils unique de la 11e femme de Mohammed ben Laden, l'une des plus puissantes fortunes du royaume.

1973

Premiers contacts avec les milieux islamistes radicaux.

1974-1978

Etudie le management et les sciences économiques à Djedda.

1980

Rejoint le jihad antisoviétique en Afghanistan, envahi par les forces de l'Armée rouge en 1979.

1984

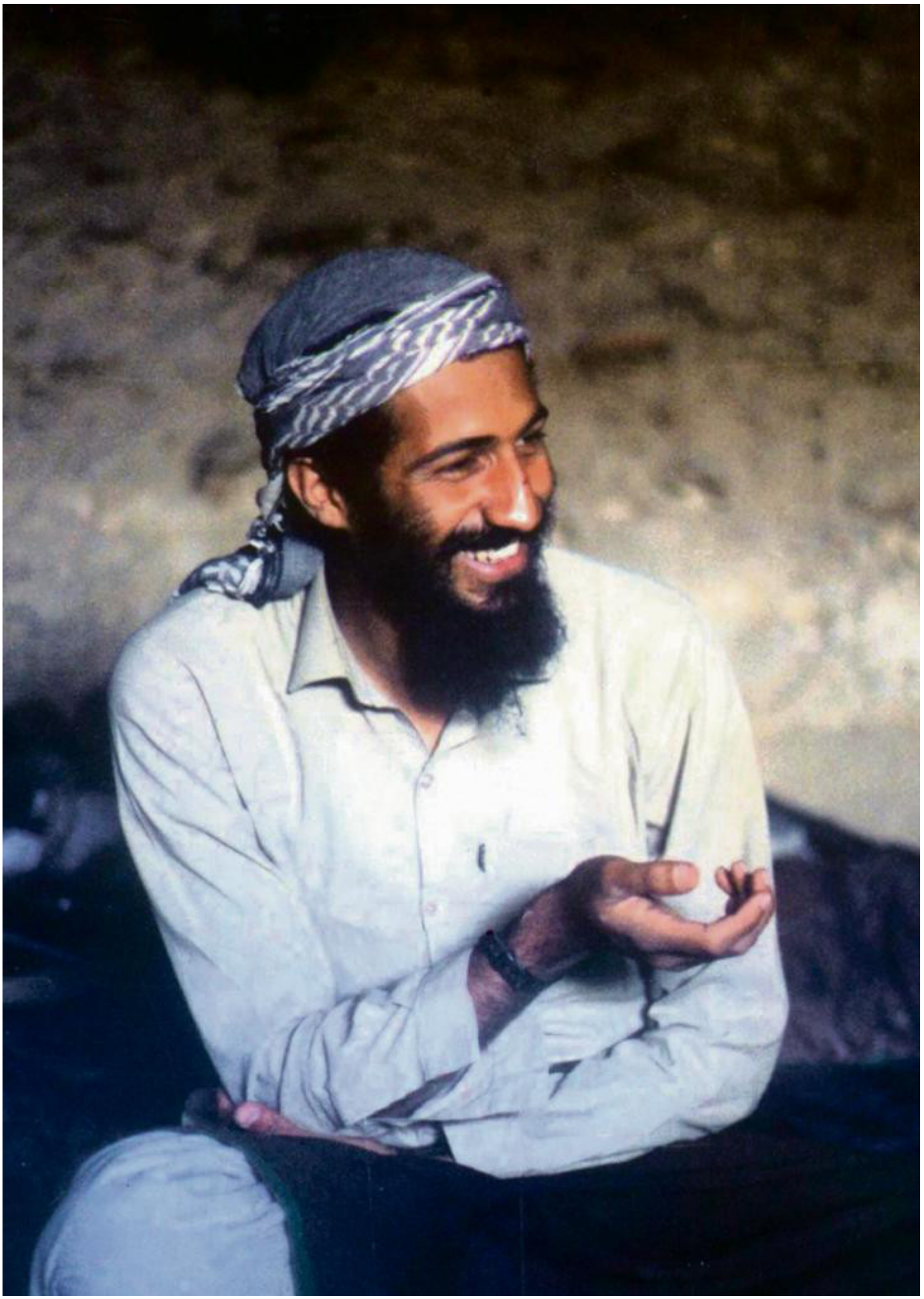
A Peshawar, il ouvre «Beit al-ansar», la maison des combattants, pour accueillir et former les jihadistes venus du monde arabe.

1987

Rencontre avec Ayman al-Zawahiri et rapprochement avec la Jamaat al-islamiya égyptienne qui deviendra Al-Qaeda, «la base», **le 20 août 1988.**

1989

Après la défaite soviétique en Afghanistan, Oussama ben Laden revient en Arabie Saoudite.



En 1988, dans la région de Jalalabad, en Afghanistan. Cette année-là, Oussama fonde Al-Qaeda avec Ayman Al-Zawahiri. PHOTO AFP

l'appel de la vie dorée et oisive qui lui était promise.

En effet, à sa mort, en 1968, son père a laissé une fortune de plusieurs millions d'euros. Salem, le fils aîné, prend le contrôle du groupe, dans lequel vont siéger treize autres fils. Mais pas Oussama qui fera pourtant des études de management et de sciences économiques à l'Université du roi Abdul-Aziz, à Djedda.

Dès 1973, il a alors 16 ans, il fréquente les milieux islamistes radicaux. Ce qui l'indigne, c'est d'abord la situation en Syrie, d'où est originaire sa mère et où il ne supporte pas que le pays soit dirigé par un parti laïc, le Baas. Son premier geste politique, ce sera de financer, à partir de 1979, le combat des Frères musulmans contre Hafez al-Assad, qui se terminera par les épouvantables massacres de la ville de Hama, qui ont fait entre 15 000 et 25 000 morts.

Une légende embellie

En décembre 1979, l'invasion soviétique de l'Afghanistan sera un tournant dans sa vie. Il est chargé à Djedda de lever des fonds que l'Arabie Saoudite met à la disposition des combattants arabes qui se battent aux côtés des moudjahidin afghans. Il est alors en contact direct avec le prince Turki al-Fayçal, chef des services secrets saoudiens, qui est aussi chargé de la question afghane. Un lien qui perdurera longtemps et se traduira par le limogeage brutal du prince par le roi Fahd, le 31 août 2004.

En même temps, on ne sait trop quoi faire de lui. Sa famille le laisse aller au Pakistan, puis en Afghanistan. Il dit avoir reçu son baptême du feu en 1986 à Jaji, sur la frontière afghane. En réalité, il a déjà embelli sa légende. Il semble qu'il se soit très peu battu, comme la plupart des volontaires arabes. Il participera à la bataille de Djelallabad aux côtés du chef Jalaluddin Haqqani. Selon le chercheur afghan Assem Akram, *«sur l'insistance des volontaires arabes* [les jihadistes], *une soixantaine de prisonniers afghans sont exécutés, découpés en morceaux, emballés dans des caisses à fruits et envoyés par camion»* dans cette ville *«avec un message à transmettre à la garnison : voila ce qui attend les moulheds* [mécréants].»

La presse saoudienne, en mal de modèle depuis la mort de Ibn Saoud, en 1953, fait d'Oussama un héros. *«Sans quasiment jamais participer aux combats, il mène la guerre à laquelle tous les Saoudiens voudraient participer et y consacre son argent. Lors de ses retours au pays, il parle dans les mosquées, les écoles, les académies militaires»*, rappelle Jonathan Randal. *«Des milliers de cassettes audio reproduisent ses discours. Bref,* ●●●

1991

Le 16 janvier, début de la guerre du Golfe. L'Arabie Saoudite sert de base militaire aux Etats-Unis. Ben Laden rompt publiquement avec le régime saoudien.

1992

Ben Laden est accusé d'armer les miliciens qui harcèlent les troupes américaines en Somalie. L'Arabie Saoudite l'expulse, Ben Laden s'installe au Soudan.

1993

Le 26 février, attentat dans le parking du World Trade Center à New York : 6 morts, un millier de blessés.

1996

Ben Laden s'installe en Afghanistan et se rapproche du chef des talibans, le mollah Mohammed Omar.
Le 23 août, il déclare le jihad contre les Américains occupant l'Arabie Saoudite, pays des deux lieux saints La Mecque et Médine.

1998

En février, il lance le Front islamique mondial contre les juifs et les croisés, stipulant que *«tuer et combattre les Américains et leurs alliés, civils ou militaires, est un devoir pour tout musulman apte à le faire dans tout pays».*
Le 7 août, deux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es-Salaam (Tanzanie) font 230 morts et plus de 5000 blessés.

de 1983 à la fin de l'occupation soviétique, il est, à moins de 30 ans, une sorte de pop star religieuse, fêtée à La Mecque, Djedda, Médine, reçue par les riches du coin», poursuit-il.
A-t-il à cette époque du jihad afghan collaboré avec la CIA ? *«Il est de bon ton de dire que les Américains ont fabriqué Ben Laden,* répond Randal. *Ce n'est pas vrai. Je ne crois pas qu'il ait jamais travaillé pour la CIA. Ce sont les Pakistanais qui servaient d'intermédiaires aux Etats-Unis dans la gestion de la guerre en Afghanistan, distribuant argent et armes aux moudjahidin.»*
En 1984, Ben Laden a loué à Peshawar, la grande ville pakistanaise proche de la frontière afghane, une villa. Mais ce n'est que quatre ans plus tard, en août 1988, qu'il va fonder avec Ayman al-Zawahiri Al-Qaeda («la base», en arabe), dont il devient l'émir. Tous les membres doivent lui faire allégeance.
En 1989, Oussama ben Laden regagne l'Arabie Saoudite. L'année d'après, c'est la crise du Golfe, née de l'invasion du Koweït par l'Irak. C'est à cette époque que s'agrandit la fracture entre l'islamisme et l'Amérique. Le déploiement de 500 000 soldats américains dans le royaume, dont tout le territoire est considéré comme une grande mosquée parce qu'il a accueilli la révélation coranique, déchaîne la colère des religieux saoudiens qui y voient le viol du sanctuaire le plus sacré. L'Amérique devient l'ennemi prioritaire pour Ben Laden qui, jusqu'alors, s'intéressait peu à lui. Sa priorité devient le soutien des groupes islamistes en Algérie, en Egypte et au Yémen. Ces trois pays n'apprécient pas et demandent à Riyad d'intervenir. «Le saint guerrier» se voit retirer son passeport. Pas très longtemps. Dès qu'il lui est restitué, il s'installe au Soudan pour continuer ses activités.

Banques islamiques et Coca-Cola

En 1994, il se voit déchu de sa nationalité saoudienne et les autorités gèlent sa fortune. Pour ne pas affecter ses bonnes relations avec les clans royaux, sa famille le renie. Ou plutôt affecte de le renier car, lors du mariage de l'un de ses fils, à Kandahar (sud de l'Afghanistan), en janvier 2001, des proches parents, dont sa mère, s'y rendront. En tout cas, la stratégie familiale sera payante. En 1998, le groupe Ben Laden va construire un complexe d'un coût de 150 millions de dollars destinés à… des milliers de soldats américains basés en Arabie Saoudite.
Le leader islamiste, lui, a déjà pris sa part de la fortune familiale, un héritage estimé à 300 millions de dollars déposés dans des banques islamiques. Depuis 1989, le Soudan est aux mains



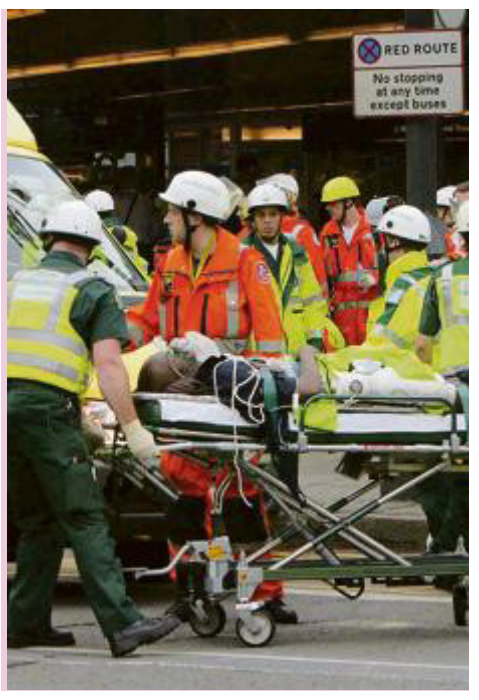
Au milieu des ruines du World Trade Center, à New York, le 11 septembre 2001. Les attentats ont fait près de 3000 morts. PHOTO DOUG KANTER. AFP



Nairobi (Kenya), 180 morts en 1998. PHOTO REUTERS



Bali (Indonésie), 190 morts en 2002. PHOTO AFP



Londres, 56 morts en 2005. PHOTO REUTERS

REPÈRES

1999

Ben Laden est placé sur la liste des dix terroristes les plus recherchés. Le FBI offre une prime de 5 millions de dollars pour sa capture.

2000

Le 12 octobre, le destroyer américain *USS Cole* est la cible d'un attentat à l'explosif qui tue 17 marins.

2001

Le 9 septembre, le commandant Massoud, qui dirige l'Alliance du Nord, la résistance afghane contre les talibans au pouvoir à Kaboul, est tué. C'est le signal de départ pour les attentats du **11 Septembre** contre les tours du World Trade Center à New York (près de 3000 morts) et le Pentagone, à Washington.
Le 17 septembre, le président américain, George W. Bush, réclame *«mort ou vif»* Ben Laden. Dans une interview à un journal pakistanais, ce dernier déclare : *«Le jihad continuera même si je ne suis pas là.»*
Le 7 octobre débutent les frappes américano-britanniques en Afghanistan. Dans un message, Ben Laden se félicite des attentats du 11 Septembre et promet aux Etats-Unis de *«ne plus jamais connaître la sécurité».*
Le 13 novembre, l'Alliance du Nord chasse les talibans de Kaboul.
Le 6 décembre, les

d'une junte islamiste dont le mentor, Hassan al-Tourabi, nourrit des ambitions mondiales et il a besoin d'argent. Ben Laden, lui, a besoin d'un pays d'accueil. Les deux hommes font la même analyse : la guerre du Golfe a radicalisé les antagonismes avec l'Occident et ils espèrent regrouper sous la bannière de l'islam tous ceux qui s'opposent à l'hégémonie américaine dans le Golfe. Dans la capitale soudanaise, Ben Laden se montre peu mais ses sociétés, gérées par son adjoint soudanais, ont pignon sur rue. C'est l'une d'entre elles qui construit l'aéroport de Port-Soudan. Ben Laden investit dans des banques, des sociétés d'import-export, des exploitations agricoles qui produisent et exportent de la gomme arabique indispensable à la fabrication du… Coca-Cola. Lui-même vit dans une grande ferme surmontée d'une antenne de télécommunications, proche de la capitale. Là, il dispose de toutes les facilités nécessaires, banques et ONG islamiques, passeports, télécommunications. Ses hommes sont dispensés de formalités à l'aéroport. En ce début des années 90, le Soudan devient une plaque tournante de l'islamisme mondial. C'est là qu'est fomentée la tentative d'assassinat contre Hosni Moubarak, en juin 1995 à Addis-Abeba, en Ethiopie. Le Soudan est mis sous embargo partiel par le Conseil de sécurité. Khartoum demande alors à Ben Laden de quitter son territoire pour alléger la pression internationale.

Fortune et légion de volontaires arabes

C'est l'Afghanistan qui l'accueille en vertu des services rendus à la résistance pendant l'occupation soviétique. Mais celui qui arrive, le 16 mai 1996, avec ses trois femmes, quatre enfants et une poignée d'acolytes à Djelalabad a perdu de sa superbe. Le paladin du jihad n'est plus qu'un errant traqué, empli de colère contre ceux qui l'ont obligé à partir. En guise de palais, on l'héberge dans un campement de baraques cerné de barbelés non loin du col de Khyber, où se trouvent nombre des camps d'entraînement pour les extrémistes venus du Cachemire, d'Algérie, de Tchétchénie ou d'Egypte.

Mais va se répéter le même scénario qu'au Soudan. Cette fois, dans le rôle de Al-Tourabi, on trouve le mollah Mohammed Omar, le chef des talibans. Ce religieux borgne vit à demeure dans l'ex-ville royale de Kandahar. Son rêve est la création d'un émirat islamique, exempt de toute influence occidentale. La vision de Ben Laden est différente puisqu'il est en quête d'une certaine modernité et d'une guerre sainte étendue au monde entier. Pourtant, entre eux, le courant passe. Le combattant itinérant va séduire le mollah, qui n'a jamais été plus loin que le Pakistan voisin. Il met à sa disposition sa fortune et sa légion de volontaires arabes, qui arrivent en force en Afghanistan pour se battre contre la coalition antitalibans. C'est aussi sans doute Ben Laden qui convainc l'obscur religieux de détruire les deux bouddhas géants de Bamyan. Mais il arrive aussi que les deux hommes soient en froid. Ben Laden est favorable à l'éducation de ses filles, ce qui déplaît au religieux, et il commence à défier les Etats-Unis avec lesquels le taliban veut s'entendre. C'est pour cela qu'il lui cache les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam, en 1998, qui le consacre comme ennemi public numéro 1, sa tête étant mise à prix pour 5 millions de dollars. Jamais «le financier de la guerre sainte», comme on l'appelle aussi, ne les a revendiqués. Mais il a reconnu qu'ils s'inscrivaient dans la guerre qu'il préconise. En avril 1996, en février 1997 et en février 1998, il a même lancé des appels solennels exhortant *«tout musulman à tuer des citoyens américains, qu'ils soient militaires ou civils»*. C'est une guerre ouverte qu'il déclare à l'Amérique au nom d'un «jihad global». Ce combat s'impose désormais à tout musulman en tout lieu. On est loin du jihad national qui oblige chaque musulman à défendre son pays occupé ou menacé.

A partir de 1996, son visage devient familier. Il fait la couverture des magazines. Il est entouré de compagnons à son image, des fils de bonne famille.

Caches d'armes et bases secrètes

Son visage devient alors familier. Il fait la couverture des magazines. Il est entouré de compagnons à son image, des fils de bonne famille en rupture de bourgeoisie. Les talibans affirment, eux, que leur «hôte» et ses proches sont étroitement surveillés depuis les attentats meurtriers contre les ambassades. En fait, depuis 1997, il dispose déjà d'une liberté de circulation totale en Afghanistan, qu'il a maillé de caches d'armes, de bases secrètes, de camps d'entraînement. C'est la période faste de l'organisation, son âge d'or. Tout un réseau planétaire est désormais irrigué à partir du sanctuaire afghan. Ses volontaires arabes au nombre de plusieurs milliers, s'entraînent en combattant aux côtés des «étudiants en religion» contre les dernières forces du commandant Massoud, qui résistent de façon désespérée dans le nord-est du pays.

Les attentats du 11 Septembre, Ben Laden ne va pas non plus en avertir le mollah Omar. Cependant, l'attaque américaine va lier le sort des deux hommes. Talibans et membres d'Al-Qaeda vont donc combattre côte à côte contre les alliés afghans de Washington, le commandement américain ayant préféré soutenir les groupes antitalibans plutôt que d'intervenir directement sur le terrain. Mais, lorsque l'armée américaine décide de passer à la vitesse supérieure, faisant intervenir lourdement son aviation, c'est la débandade dans le camp islamiste. Les talibans abandonnent alors leurs «frères» arabes pour se réfugier dans leurs villages ou au Pakistan. Ben Laden et les siens se retrouvent pris dans la nasse de Tora Bora, une base près de la frontière pakistanaise où ils se sont repliés. Leur capture devrait être une question de jours. Mais entre les trois chefs afghans qui veulent s'emparer d'eux à l'occasion d'une trêve destinée à permettre la réédition des gens d'Al-Qaeda, c'est la mésentente. Le chef saoudien en profite pour se faire la belle à travers la montagne. Sans doute a-t-il pu compter sur son vieil ami Haqqani pour le sortir de la trappe, d'autant plus prêt à l'aider que l'aviation américaine a massacré lors d'un raid une partie de sa famille.

Pourchassé par les drones de la CIA

C'est à partir du lamentable fiasco de Tora Bora que la trace de Ben Laden se perd. Sans doute se cache-t-il dans les zones tribales pakistanaises avec son complice Al-Zawahiri. Al-Qaeda est contraint de délaisser le terrain pour le virtuel. Son fondateur finira par quitter les montagnes du Waziristan.

Le chercheur Jean-Pierre Filiu, auteur de *la Véritable Histoire d'Al-Qaeda* (Pluriel), a une explication pour cette fuite : *«La campagne menée par les drones de la CIA contre les refuges jihadistes dans les zones tribales du Pakistan a fini par payer, contraignant Ben Laden à fuir vers la banlieue d'Islamabad.» «Un parallèle s'impose avec la mort de Ayman Al-Zarqaoui* [le chef d'Al-Qaeda en Irak, ndlr] *dans un bombardement américain, en juin 2006. Ben Laden était devenu aussi vulnérable que Zarqaoui, cinq ans plus tôt, hors de la province d'Anbar»*, conclut-il. ◆

La dépouille du terroriste saoudien a été jetée en mer hier, ce qui irrite les autorités religieuses musulmanes.

L'immersion du corps de Ben Laden fait débat

La dépouille du chef historique d'Al-Qaeda, embarquée à bord du porte-avions américain *Carl-Vinson*, a été jetée en pleine mer d'Oman par les militaires. Une cérémonie s'était auparavant déroulée sur le pont du bâtiment *«dans le respect des traditions musulmanes»*, affirment les autorités américaines.

Le choix de l'immersion du corps a notamment été décidé pour éviter de laisser une tombe pouvant se transformer en lieu de pèlerinage ou *«même en lieu de recrutement»* pour l'organisation terroriste. Hier au Caire (Egypte), un responsable d'Al-Azhar, la plus haute institution de l'islam sunnite, a tenu à préciser que *«s'il est vrai qu'on a jeté son cadavre en mer, l'islam est tout à fait contre»*. Selon le rite musulman, le corps doit être lavé trois fois par des hommes de confession musulmane puis enterré dès que possible, généralement dans les vingt-quatre heures suivant le décès, recouvert d'un linceul blanc. Les représentants de la Grande Mosquée de Paris ont également souligné, hier, que l'immersion était *«totalement contraire aux règles sacro-saintes de l'islam»*. Ce qui ne semble pas être l'avis de la communauté musulmane nord-américaine. La question du sort réservé au cadavre est *«un détail anecdotique. Le plus important est que ce terroriste ait été éliminé. Justice est faite»*, s'est ainsi félicité Nihad Awad, directeur du Conseil pour les relations américano-islamiques (Cair), précisant que *«Ben Laden n'a jamais représenté l'islam ni les musulmans»*.

G.T.

talibans capitulent à Kandahar, le mollah Omar prend la fuite.
Fin décembre, Ben Laden parvient à réchapper des bombardements américains sur les grottes et souterrains à Tora Bora, dans l'est afghan.

2002-2010

Al-Qaeda reste active : 17 attentats dans le monde entier sont attribués à l'organisation terroriste.

2005

Le 15 mars, le renseignement pakistanais admet avoir perdu la trace de Ben Laden depuis *«huit ou dix mois»*.

2006

Le 7 septembre, le Sénat américain débloque 200 millions de dollars pour créer une cellule du renseignement dédiée à la traque de Ben Laden.

2010

En août, son repaire est localisé par les services secrets américains: un complexe d'habitation à Abbottabad, à 50 km au nord de la capitale pakistanaise, Islamabad.

2011

Dans la nuit du 1er au 2 mai, Ben Laden est tué par un commando américain qui emporte son corps.





Ci-dessous: Ben Laden entouré de ses lieutenants. Abou Ghaith, un porte-parole d'Al-Qaeda (à g.), Ayman al-Zawahiri, numéro 2 d'Al-Qaeda (à droite de Ben Laden) et Muhammad Atef, soupçonné d'être l'un des principaux organisateurs du 11 Septembre, dans une vidéo diffusée sur Al-Jezira en 2001. PHOTO GAMMA. RAPHO







Page de gauche : dans la grotte de Tora Bora, en Afghanistan en 2004.
PHOTO GETTY IMAGES

Au milieu : des soldats afghans ripostent à des tirs américains dans le nord de l'Afghanistan en octobre 2001.
PHOTO GLEB GARANICH. REUTERS

Ci-contre : l'armée américaine dans une cache supposée de terroristes près de la frontière pakistanaise.
PHOTO EUGENE HOSHIKO. AP



De Fallouja à Raqqa, l'hydre islamiste

L'Etat islamique en Irak et au Levant, groupe sunnite hostile à Bagdad, s'est brutalement imposé parmi les rebelles syriens, au point de les coaliser contre lui. En Irak, il vient de s'emparer de deux villes.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**



Des insurgés près de Fallouja, en Irak, dimanche. La ville, ainsi qu'une partie de Ramadi, est aux mains de L'Etat islamique en Irak et au Levant. PHOTO AP

Ce sont deux batailles fondamentales qui se déroulent au cœur du monde arabe. Et elles ont lieu sur deux fronts inédits. La première a comme théâtre Fallouja, en Irak. L'autre se poursuit à Raqqa, une capitale provinciale dans le nord de la Syrie, région très largement contrôlée par la rébellion. Et c'est la même formation dans la mouvance d'Al-Qaeda, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui est l'épicentre de ces deux batailles et de ce qui apparaît comme un véritable tsunami politique et militaire. Ces derniers jours, des combattants de cette organisation ont ainsi pris le contrôle de Fallouja, de même qu'une partie de Ramadi, respectivement à 60 et 100 km à l'ouest de la capitale irakienne. En Syrie, après avoir conquis une partie importante du nord du pays, l'EIIL est à présent sur la défensive face à une coalition d'autres groupes rebelles qui, las de ses prétentions hégémoniques, entendent bien l'éliminer. Fait singulier : l'attaque contre l'EIIL est menée essentiellement par des formations elles-mêmes ultra-islamistes, à commencer par le Front al-Nusra, lui-même lié à Al-Qaeda.

DÉCRYPTAGE

QUE SE PASSE-T-IL À FALLOUJA ?

Après l'invasion américaine de 2003, qui a chassé Saddam Hussein du pouvoir, les chiites, majoritaires en Irak mais totalement marginalisés du temps du défunt raïs, ont pris leur revanche. A la tête du pays, ils n'ont donc pas proposé un partage du pouvoir à la minorité sunnite mais, au contraire, ils l'ont marginalisée, d'où un mécontentement qui s'est accru au fil des ans, aggravé par le sentiment d'être ciblés par les forces de sécurité, chiites pour l'essentiel. Depuis décembre 2012, ce mécontentement s'exprimait dans des camps de protestations, dans plusieurs régions où les sunnites sont majoritaires. Mais la décision du Premier ministre, Nouri al- Maliki, de démanteler le 30 décembre le principal d'entre eux, près de Ramadi, a mis le feu aux poudres. Un tel contexte a permis le retour en force de l'EIIL, en particulier dans la province sunnite d'Al-Anbar, où la rébellion islamiste prospérait déjà du temps de la présence américaine.

QUI EST L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK ET AU LEVANT ?

Dès 2004, des groupes islamistes sunnites et baasistes ont affronté l'armée américaine, en particulier à Fallouja, dont ils sont parvenus à s'emparer. Il faudra deux batailles pour les en déloger, au cours desquelles les forces américaines auront leurs plus fortes pertes depuis le Vietnam. L'un des chefs rebelles est le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui. La même année, avec d'autres groupes, il va créer Al-Qaeda en Mésopotamie, qui sera avalisé par Oussama ben Laden, et auquel il donne deux buts : affronter l'armée américaine et terroriser les chiites. Ce double jihad va donner lieu à une campagne terrifiante d'attentats, suicides ou non. S'ensuivra un début de guerre civile. Les autorités américaines imputent à Zarqaoui 700 actes de terrorisme et offrent 25 millions de dollars pour sa capture – la même somme que pour Ben Laden. Sa mort, le 8 juin 2006, va affaiblir l'organisation, de même que la technique de contre-insurrection élaborée par le général américain – et futur chef de la CIA – David Petraeus.

Mais ce groupe, tel un dragon à plusieurs têtes, va resurgir en avril 2013, en Syrie cette fois, à la faveur de la rébellion, et sous un autre nom : l'Etat islamique en Irak et au Levant, qui regroupe des islamistes irakiens et syriens. Très vite, il va s'imposer comme l'une des composantes les plus importantes de la rébellion. Il montre d'emblée sa vraie nature en faisant fouetter puis exécuter devant ses parents un gamin de 15 ans qui avait mentionné le nom de Mahomet d'une manière jugée inconvenante. A la différence aussi de l'autre formation liée à Al-Qaeda, le Front al-Nusra, qui cherche à se coaliser avec les autres forces de la rébellion, l'EIIL est totalement engagé dans une logique hégémonique. *«Il a tiré les leçons de son échec en Irak et cherche à écraser toutes les autres composantes de la rébellion, étant persuadé que celles-ci auront tôt ou tard la même intention à son égard»*, souligne un expert qui ne veut pas être cité. C'est ce même groupe qui va revenir en Irak, profitant de la continuité du pays sunnite, et s'emparer de plusieurs localités importantes.

QUE SE PASSE-T-IL À RAQQA ?

Dans sa folie meurtrière, l'EIIL est allé trop loin, ce qui a incité des milliers de Syriens favorables à la rébellion à se rallier au régime. D'où la réaction des autres composantes de l'insurrection, qui étaient jusqu'à récemment alliées à l'EIIL face à Bachar al-Assad. Et l'ouverture d'un nouveau front, vendredi, après des mois de tensions. Pour les groupes coalisés, il s'agit à présent de chasser l'EIIL de son bastion de Raqqa, où son QG est actuellement assiégé. *«Ils sont parvenus à libérer 50 prisonniers syriens détenus par l'EIIL dans un autre bâtiment»*, rapportait hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Cette nouvelle guerre au sein de la rébellion intervient à moins de deux semaines d'une conférence de paix, qui doit s'ouvrir le 22 janvier en Suisse. ◆

REPÈRES



Les première et deuxième batailles de Fallouja ont eu lieu en 2004. En pleine guerre d'Irak, au printemps puis en novembre, les forces armées américaines y ont combattu violemment la guérilla irakienne. 38 soldats américains y ont trouvé la mort, ainsi que plus de 1200 insurgés.

200

C'est le nombre de morts, depuis le 3 janvier, dans des affrontements dans la province irakienne d'Al-Anbar, où se situe Fallouja.

«[J'appelle] la population de Fallouja et ses tribus à chasser les terroristes.»

Nouri al-Maliki Premier ministre irakien, lundi, cité par la télévision d'Etat

L'HISTOIRE



BALLE PERDUE SUR LES GREENS FLORIDIENS

Un terrible *blast* (coup puissant au golf) a failli coûter la vie, lundi, à un pygargue à tête blanche, le rapace qui symbolise depuis plus de deux siècles les Etats-Unis. Tandis que ce fier volatile planait au-dessus du green de Palm City, à 150 km au nord de Miami (Floride), une balle assassine – mais non préméditée aux dires du principal suspect encore armé de son club – l'a atteint lundi en plein vol. Cruellement touché à l'aile, l'animal s'est lourdement écrasé dans un arbre, rapportait hier la presse locale. Immédiatement recueilli par les services vétérinaires, ce rapace, aux plumes sombres et à la caractéristique tête blanche, a reçu les premiers soins à même le gazon. Selon le journal électronique TCPalm.com, il sera rétabli d'ici quelques semaines. A lui d'éviter désormais tout ce qui ressemble à un champ de tir.
PHOTO AP

«Beaucoup de femmes ne s'habillent pas modestement, tournent la tête aux jeunes hommes, sèment l'adultère dans la société et augmentent les chances de séisme.»

Kazem Sedighi imam iranien

6000

C'est le nombre de personnes qui ont été arrêtées par la police de Shanghai (Chine) durant la première quinzaine du mois d'avril, *«pour rendre la ville plus sûre»* avant l'Exposition universelle qui se tient du 1er mai au 31 octobre 2010. Parmi les personnes arrêtées, 1300 sont encore derrière les barreaux.

Jean-Pierre Filiu, chercheur à Sciences-Po:

«Al-Qaeda en Irak est décapitée et éclatée»


DR

Chercheur et spécialiste de l'islam contemporain, Jean-Pierre Filiu est l'auteur des *Neuf Vies d'Al-Qaida* (Fayard, 2009) et des *Frontières du jihad* (Fayard, 2006). Il explique pourquoi la disparition des deux dirigeants d'Al-Qaeda en Irak risque de lui porter un coup fatal.

Le Premier ministre sortant, Nouri al-Maliki, et l'état-major américain crient victoire après l'élimination d'Abou Omar al-Bagdadi et d'Abou Hamzah al-Mouhajer. Est-ce aussi votre avis?

A bien des égards, l'élimination des deux principaux responsables d'Al-Qaeda en Irak, un peu plus d'un mois après les élections du 7 mars, marquées par une forte participation sunnite, représente la fin d'un cycle, ouvert par l'invasion américaine de mars-avril 2003. Al-Qaeda était à l'époque de la fin du régime de Saddam Hussein totalement absente d'Irak, où elle ne prit pied que par le renversement du régime baassiste, qualifié dans sa propagande de *«grâce divine»*. Il a fallu l'impitoyable brutalité du jihadiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui pour s'imposer dans le champ de l'insurrection sunnite. Adoubé «émir» d'Al-Qaida en Irak par Oussama ben Laden en décembre 2004, Al-Zarqaoui laisse à sa disparition, en juin 2006, un vide béant. C'est ce vide que comble maladroitement Al-Mouhajer, commissaire politique égyptien dépêché à la demande de la direction centrale d'Al-Qaeda. Pour calmer les susceptibilités nationalistes irakiennes, Al-Qaeda promeut à ses côtés un jihadiste irakien, Al-Bagdadi, qui s'autoproclame «calife» sur Internet en octobre 2006.

Peut-on parler du début de la fin d'Al-Qaeda en Irak?

C'est ce couple égypto-irakien qui tentait depuis plus de trois ans d'amortir les coups de la guérilla sunnite et nationaliste contre leur groupe, aggravés par la perspective du retrait américain. Sa disparition laisse Al-Qaeda en Irak non seulement décapitée, mais éclatée en une série de cellules devenues encore plus vulnérables à Mossoul ou Bagdad.

Quelle conséquence pour Al-Qaeda dans le reste du monde après ce que vous appelez «la fin d'un cycle»?

La fin du cycle est double. Avant de quitter l'Irak, les Etats-Unis portent un coup sans doute fatal à la menace que leur intervention a justement alimentée dans ce pays. En outre, Al-Qaeda, ruinée par la perte du sanctuaire taliban à l'automne 2001, ne s'était reconstruite que par la dynamique irakienne, qu'elle a depuis essayé en vain de prolonger en Arabie, puis au Yémen, sans jamais retrouver un second souffle.

Recueilli par
JEAN-PIERRE PERRIN

KIRGHIZISTAN Cinq personnes ont été tuées avant-hier, alors qu'elles tentaient de s'emparer de terrains appartenant à des Russes et à des Turcs, dans la banlieue de la capitale, Bichkek. Le tout ayant tourné à l'émeute, 130 personnes ont été arrêtées. Par ailleurs, Kourmanbek Bakiev, président kirghiz déchu, et sa famille se trouvent à Minsk, en Biélorussie, *«en tant qu'invités»*, selon Alexandre Loukachenko, le chef d'Etat du pays.

THAÏLANDE Alors que l'armée a menacé d'ouvrir le feu sur les chemises rouges, ces derniers se sont équipés de cannes de bambou et de pavés, en vue de possibles affrontements.

AFGHANISTAN Quatre étudiants ont été tués avant-hier, dans des échanges de tirs entre insurgés et soldats de l'Otan, dans l'est du pays.

SOMALIE Des pirates somaliens ont capturé trois bateaux thaïlandais, faisant 77 marins prisonniers.

CHINE Une journée de deuil national rend hommage aux 2046 morts, 193 disparus et 12000 blessés du séisme de mercredi dernier, qui a frappé l'ouest du pays.

ISRAËL Avigdor Lieberman, ministre israélien des Affaires étrangères, a mis en garde hier les nations étrangères qui voudraient imposer la paix avec la Palestine.

Aujourd'hui, nous concevons aussi les réacteurs de 2040. C'est toujours bien de prendre un peu d'avance dans son travail.

L'énergie est notre avenir, économisons-la ! - Eurosic CAO

Face à une demande croissante d'énergie toujours plus propre, plus sûre et plus économique, AREVA innove, investit et recrute.
Pour en savoir plus, RDV sur areva.com

AREVA
raison de plus pour faire mieux



IAN JONES. GAMMA

Soldats américains à Al-Amara (Irak), le 17 mars 2003.

La région est très inquiète de voir le volcan irakien déborder de son cratère

Réunis à *Libération*, **HOSHAM DAWOD, PIERRE-JEAN LUIZARD et MATHIEU GUIDÈRE,** spécialistes du Moyen-Orient, débattent des conséquences d'un retrait américain d'Irak. Ils s'accordent pour redouter une contagion à toute la région de la guerre que se livrent les divers groupes ethniques et confessionnels irakiens. L'entretien a été réalisé avant la mort du chef d'Al-Qaeda en Irak, Al-Zarqaoui.

1 Que se passerait-il si les Américains décidaient de quitter l'Irak?

Hosham Dawod. Un retrait rapide et brusque créerait un vide. Il profiterait d'abord aux Kurdes qui constitueraient un Etat indépendant. Avantage pour eux: comme ils ne seraient pas responsables de ce scénario, cela diminuerait le risque d'intervention turque. Un retrait américain conduirait ensuite à la poussée de la revendication chiite de décentralisation, voire de fédéralisme. Et, derrière le terme de «fédéral», les Kurdes et les chiites pensent «confédéral»: soit des pouvoirs très importants, des relations internationales propres, le contrôle des forces de l'ordre... De facto, on aura deux, trois groupes séparés en Irak. On ira aussi vers une confrontation au centre du pays, avec une guerre civile pour le contrôle de la capitale. Cela a malheureusement commencé.

Le choc créé par le renversement du régime n'a pas conduit la société à se regrouper autour d'une dynamique politique: au contraire, elle s'est décomposée. On se retrouve avec une société divisée en groupes confessionnels, ethniques, ou tribaux, et une absence prolongée d'appareil d'Etat, de pouvoir central.

Pierre-Jean Luizard. Je ne partage pas cette analyse. Pour moi, il est impossible, pratiquement, de diviser le pays sur des bases communautaires, ethniques et confessionnelles. Diviser le pays, cela voudrait dire: créer des frontières. C'est impossible sans déclencher une guerre permanente entre Kurdes, Arabes, sunnites et chiites.

Certes, les Américains ne sont pas responsables de l'ensemble des contradictions de la société irakienne: celle-ci paie aussi quatre-vingts années de discriminations confessionnelles érigées en système. Mais, l'occupation américaine est la cause principale de la surenchère communautaire. Plus le temps passe, plus les divisions deviennent difficiles à résoudre. D'autant qu'il y a aujourd'hui des déplacements de population.

La société irakienne doit se retrouver. En 1920, on avait assisté à une unité sunnite-chiite contre le mandat britannique. Chacune des deux communautés participait aux principales commémorations de l'autre. Aujourd'hui, on en est loin. Mais ce ●●●


FREDERIC STUCIN. MYOP


FREDERIC STUCIN. MYOP

Mathieu Guidère (à gauche), spécialiste de linguistique arabe, responsable du Laboratoire d'analyse de l'information stratégique (Crec Saint-Cyr). **Hosham Dawod,** anthropologue à l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (LAIOS-CNRS). Dernier ouvrage paru: *Tribus et pouvoirs en terre d'islam,* Ed. Armand Colin, 2004.

●●● rappel montre qu'il existe malgré tout une société irakienne, qui peut retrouver une certaine forme d'unité, à condition qu'elle définisse son avenir en dehors de tout facteur extérieur prépondérant. Sur le fond, je ne crois pas à un retrait américain. Ceux-ci peuvent difficilement abandonner au chaos l'Irak et leur projet emblématique de démocratisation du Moyen-Orient. Ce serait un terreau pour les groupes jihadistes.

Mathieu Guidère. Si les Américains se retirent, ce serait la confirmation d'une grave défaite idéologique, qui conduirait à détruire l'idée de démocratie dans la région. Ce serait aussi une grave défaite militaire. Les Américains ont détruit leur image de puissance militaire: ils ont montré qu'un groupe d'insurgés, avec peu de moyens, de la volonté et le recours au martyre, pouvait parfaitement mettre en échec une puissance monumentale. Aujourd'hui, les Arabes n'ont plus peur des Etats-Unis.

Luizard. Aucun responsable politique américain ne prendra la responsabilité énorme d'assumer une telle défaite. Ce serait un véritable tremblement de terre, au-delà de l'Irak. Une défaite dont on ressentirait les conséquences jusqu'en France.

Dawod. Je ne crois pas non plus que les Américains peuvent se retirer. Leur présence engage l'Amérique et une partie importante de la communauté internationale. Tout se joue désormais autour de l'Irak. Car, malheureusement, ce pays attire les contradictions et les confrontations de la région.

2 Un retrait américain est-il souhaitable?

Dawod. Deux thèses: selon la première, un retrait américain poussera les Irakiens à se ressaisir; ils essaieront de former un gouvernement, rebâtir un système judiciaire... Dans ce scénario, il y aura certes une période de purges, mais il faudra en passer par là pour que les Irakiens se retrouvent autour d'un centre. La deuxième thèse défend l'idée contraire: l'Irak est désormais tellement faible et compartimenté, qu'aucune dynamique ne permet plus de réunir les Irakiens. La politisation des groupes confessionnels ou ethniques est devenue trop forte. D'où cette question: l'Irak a-t-il la ressource nécessaire pour rebondir seul, vers un Etat nettement différent? Je ne le pense pas. Le piège ne s'est pas seulement refermé sur les Américains, mais sur les pays de la région, la communauté internationale, et évidemment les Irakiens. Un retrait n'est pas souhaitable. Faut-il pour autant laisser l'Amérique gérer l'Irak tel qu'elle le fait? Certainement pas. Il faut accompagner sa présence. Mais qui va aller mourir à Fallouja? Il faut préparer un accompagnement international, avec les autres pays européens et les Irakiens.

Luizard. Si l'on pense que l'occupation étrangère est le principal facteur de division de la société irakienne, alors plus tôt les troupes étrangères partiront, mieux cela vaudra. Même si le mal est fait. Le mal, c'est d'avoir mis les Irakiens en concurrence les uns avec les autres à partir de leur appartenance confessionnelle ou ethnique. Si les Irakiens sont mis en demeure de s'entendre entre eux, sans possibilité de se reposer sur une autorité supérieure, ils devront bien trouver un nouveau socle de coexistence. On dit parfois que l'Irak n'a pas d'identité, mais c'est faux. Certes, les Kurdes ne se sentent pas Irakiens, mais ils n'ont pas d'autre possibilité que l'Irak. En revanche, parmi les Arabes (plus des trois quarts de la population), il y a une identité irakienne très puissante, aussi liée au fait que l'Irak a été le dernier réceptacle des grandes invasions bédouines – ce qui explique notamment la domination sociale et politique des sunnites sur les chiites. Sunnites et chiites partagent cette même culture bédouine. Leur confrontation n'a pas toujours été conflictuelle, mais aussi source d'une émulation intellectuelle et doctrinale extrêmement fructueuse. Cette identité irakienne fait qu'une partition sur des bases confessionnelles est impossible, en pratique. Ou alors, on condamne l'Irak à une guerre confessionnelle sans fin. Il n'y a pas d'autre choix, dans l'abîme où les Irakiens sont tombés, que de se retrouver sur un projet patriotique. Et sans faire valoir ce fameux droit à la majorité. La moins mauvaise solution serait donc l'annonce d'un retrait rapide des troupes d'occupation américaine. Pour les remplacer, je ne vois pas d'autre acteur que l'ONU. Il y aurait des troupes non irakiennes sur le terrain, mais elles ne feraient plus office d'autorité suprême.

> Al-Qaeda est une obsession américaine. Aujourd'hui, seule la présence des Américains justifie celle d'Al-Qaeda.
>
> Mathieu Guidère

L'annonce d'un retrait, fût-il partiel, des forces américaines, se traduirait-il par une recrudescence des activités de la guérilla?

Guidère. Le problème n'est plus politique, il est militaire. Les Américains ne se retireront pas parce que ce serait pour eux une catastrophe sur le plan militaire. Croire que l'on peut réunir les gens en Irak est une vision angélique. Sur le terrain, les partisans de la «résistance», comme ils s'appellent, ne parlent pas, mais agissent. Et, aujourd'hui, les Américains ne peuvent pas se retirer parce que ce ne serait pas viable pour le gouvernement qu'ils ont mis en place. Les insurgés attendent leur départ pour rebâtir quelque chose. Ils considèrent que les Américains ont cassé la société irakienne, ont divisé les Irakiens, ont attisé le confessionnalisme et...

> Le confessionnalisme existait avant l'arrivée des Américains, mais on ne pouvait pas en parler. Les gens avaient peur de dire s'ils étaient sunnites ou chiites.
>
> Pierre-Jean Luizard

Luizard. On ne peut pas laisser dire ça: on assiste à un déchaînement de terrorisme antichiite. Le confessionnalisme est aussi l'arme d'une partie de ceux que vous appelez «la résistance».

Guidère. Je ne les appelle pas «résistants», ils s'appellent «résistants». Et le terrorisme est autant antichiite qu'antisunnite.

Luizard. Non! 90% des victimes sont des chiites!

Dawod. L'ONU peut-il maîtriser le terrain irakien, traversé par des ingérences régionales, sans les Américains? Impossible! Militairement, il existe peu d'Etats qui ont des logistiques pour maintenir la paix dans une région aussi explosive: les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Quant aux insurgés, les Irakiens, à 90%, ne les approuvent pas.

Luizard. C'est vrai. La quasi totalité des Kurdes, une grande majorité des chiites considèrent les insurgés comme des terroristes. Chez les sunnites, je me souviens d'avoir assisté à Bagdad à des débats sémantiques sans fin sur la limite entre terrorisme et résistance. Des choses surréalistes, du genre: tuer des gradés au sein des forces de sécurité, c'est de la résistance, mais de simples policiers, c'est du terrorisme. Certains veulent mener une guerre contre les Américains par communauté irakienne interposée. Pour ceux-là, il n'y a pas de stabilisation souhaitable: ils feront tout pour empêcher un front uni. Cela a d'ailleurs été la cause du déchaînement de l'antichiisme: empêcher (le jeune chef chiite) Moqtada al-Sadr de fédérer sunnites et chiites, ce qui semblait être un dernier espoir de voir un outsider s'imposer comme une référence, au-delà des clivages confessionnels.

En cas de retrait, les Américains craignent qu'Al-Qaeda fasse de l'Irak ce que fut naguère l'Afghanistan.

Guidère. Al-Qaeda est une obsession américaine. Aujourd'hui, seule la présence des Américains justifie celle d'Al-Qaeda. Dès lors, un retrait américain contribuerait à une trop grande visibilité d'Al-Qaeda et à un rejet du corps extérieur que l'organisation représente en Irak. Depuis janviers 2006, une demi-douzaine de groupes, y compris Al-Qaeda, ont constitué un front commun, le Conseil consultatif du moudjahidin. Et aujourd'hui, Al-Qaeda en Irak ne revendique plus jamais rien sous son nom propre.

Dawod. Au moins 80% des insurgés sont d'anciens baasistes issus de la garde républicaine spéciale de Saddam ou des milices formées par telle ou telle tribu. Or, avec une telle segmentation de la société, si vous voulez avoir un discours porteur, il faut dire: je me bats au nom de l'islam.

3 Quelles seraient les conséquences internationales d'un retrait?

Guidère. Les Américains ont ouvert la boîte de Pandore. Aujourd'hui, leur présence dans la région est un élément encore plus déstabilisateur que Saddam. Certains dirigeants regrettent l'ère de Saddam, c'est vous dire à quel point...

Luizard. Le monde arabe a toujours soutenu le régime irakien contre la société, ce n'est pas nouveau. Par haine du chiisme, par haine des Kurdes!

Dawod. Le monde arabe a un problème avec la société irakienne. Ni les Kurdes, ni la grande majorité des chiites, ni une grande partie des sunnites ne reconnaissent ce monde arabe.

Guidère. La guerre a fait ressortir des identités confessionnelles latentes. Je n'ai pas vu d'Irakiens qui se réclamaient de telles identités avant cette guerre.

Luizard. Non! Le confessionnalisme existait avant, mais on ne pouvait pas en parler. Les gens avaient peur de dire s'ils étaient sunnites ou chiites.

Guidère. Ils se considéraient avant tout comme des musulmans. Le conflit irakien fait qu'aujourd'hui



FREDERIC STUCIN. M.Y.O.P.

l'Arabie Saoudite, la Syrie... commencent à réfléchir à ces questions: sunnites, chiites. Alors qu'elle était plus ou moins réglée par une domination sunnite depuis des siècles.

Luizard. Cela semblait déplacé de dire sunnite, chiite... Mais on était bien en présence d'une politique de discrimination confessionnelle. Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est aux conséquences de dizaines d'années de ce système politique, que camouflaient, sous des apparences modernes, l'invocation du marxisme et l'illusion qu'on pouvait résoudre la «question irakienne» par la question sociale.

L'Iran, la Turquie, voire les Saoudiens ou les Egyptiens, pourraient-ils intervenir dans le cas d'un retrait?

Dawod. Ils interviennent déjà, via des services secrets, des aides, des combattants. On peut imaginer une intervention plus directe, des forces armées régulières pour se positionner en terre d'Irak, dans certaines régions. Dans le Nord, une intervention turque. Dans le Sud, si la majorité arabe chiite se sent menacée, elle peut demander une protection à l'Iran. Est-ce que cela peut déboucher sur une confrontation militaire à une grande échelle au Moyen-Orient? C'est un peu trop tôt pour le dire.

Guidère. Vu le manque de crédibilité des Etats-Unis, la solution pourrait passer par la Ligue arabe, pourvu que les Américains l'appuient politiquement et militairement.

Luizard. La Ligue arabe aujourd'hui est totalement sous tutelle américaine. Mais, les Occidentaux ne peuvent pas intervenir. Pour une simple raison: l'idée du jihad est telle que tout Occidental est une cible. La renaissance de l'idée du jihad est la vraie conséquence de cette guerre, comme au temps de Saladin. Les gens ont redécouvert que l'Irak est une terre de jihad, on peut aller y mourir pour Allah. Voilà pourquoi il est très difficile pour des forces étrangères, c'est-à-dire non-musulmanes, d'y intervenir.

Dawod. Vous généralisez! En Irak, seuls certains groupes ayant perdu le pouvoir cherchent à utiliser l'islam. Mais dire que l'idée du jihad est derrière la démarche des Irakiens et du monde arabe, c'est un peu outré.

Luizard. Jusqu'à maintenant, les pays voisins de l'Irak étaient tétanisés par la toute puissance américaine. Quand ils sont intervenus, ils l'ont fait très prudemment, par le biais de leurs propres réseaux d'influences, culturels ou religieux, comme l'Iran. Téhéran a joué le rôle d'un partenaire inavoué des Etats-Unis en Irak: les dirigeants iraniens ont permis aux Américains de sauver la mise, en trouvant dans cette majorité chiite un partenariat sans lequel les Américains – qui ne pouvaient se reposer uniquement sur les Kurdes – n'auraient rien pu faire. Le problème c'est que les uns et les autres réalisent aujourd'hui l'impasse de ce processus de reconstruction sur des bases communautaires.

La grande crainte de la région, c'est que l'idée de diviser les pays sur des bases communautaires fasse école. On assiste à des tensions communautaires en Iran, au Liban, en Syrie... Les pays de la région sont tous très inquiets de voir ce volcan irakien déborder de son cratère. Mais, je ne les vois pas intervenir comme acteurs potentiels. Leurs régimes, confrontés à une opposition interne, souvent portée par des islamistes, n'en ont pas les moyens. Et la Ligue arabe est certainement le dernier acteur à pouvoir mettre les pieds en Irak. Elle a toujours soutenu les régimes irakiens les plus dictatoriaux. Aux yeux des Américains cela reviendrait à réinstaller Saddam au pouvoir. Quant à l'Iran et la Turquie, les pays qui ont le plus d'intérêts en Irak, je ne pense pas qu'ils soient capables d'intervenir massivement du fait de leur situation politique et de toutes les impasses qu'ils rencontreraient. Il serait suicidaire pour une puissance voisine de tenter de combler un vide, dont on voit bien que, si on y met le petit doigt, on est avalé tout entier.

Dawod. Le grand échec, c'est que ni les Américains, ni les pouvoirs à Bagdad, n'ont su gérer la diversité ethnique et confessionnelle. On débouche sur des contradictions insolubles entre communautés et cela ne peut qu'ajouter des drames aux drames. Ce qui n'est pas sans conséquences politique sur les régimes rigides de la région, qui n'acceptent pas la spécificité de chaque groupe. Les Américains y ont-ils pensé? Reconnaître les diversités fait partie de la démocratie qu'ils veulent installer. Or, on sait que la démocratie ne peut être parachutée. Tous ces groupes n'étaient absolument pas préparés à un ordre démocratique qui transcende ces clivages de base.

Luizard. On ne peut pas dire que les Américains n'ont pas été avertis: aux Etats-Unis, il y a de très bons spécialistes de l'Irak. Ils savaient que la cohabitation des différents groupes, possible au Liban dans un contexte particulier, ne le serait pas en Irak. Dans la situation irakienne, il n'y a pas de recensement et tout est laissé au gré des rapports de force sur le terrain, dans un contexte, où la puissance d'occupation a délégué sa force à des forces locales, communautaires, ethniques ou tribales. Un tel système ne peut pas trouver de stabilisation. Ainsi, les Américains ont récemment cherché à réinsérer les sunnites dans le jeu politique, mais ont visiblement échoué.

Les Américains ont-ils changé d'approche?

Guidère. Ils ont d'abord pris le contrôle du terrain de façon autonome. Ensuite, ils ont peu à peu essayé de former des forces irakiennes; et maintenant, ils mettent ces forces en avant et se tiennent derrière.

Dawod. Le grand changement, c'est qu'on est passé de l'idéologie à la réalité. Au départ, les Américains suivaient un schéma idéologique: installer une démocratie et changer le Moyen-Orient. Les pays arabes ont eu une réaction hostile. Ce projet idéologique a déraillé. Puis, la machine américaine s'est complètement bloquée. A partir de 2004, tout ce qui avait été imaginé par ces puissants cercles idéologiques, autour du Pentagone, a été abandonné. Les Américains n'avaient plus de réponse à donner face à la complexité irakienne. Fin 2004, début 2005, les Américains sont passés à une situation un peu plus réaliste. Le Département d'Etat, complètement exclu du jeu en 2003, a retrouvé voix au chapitre. Condoleezza Rice a repris la main au détriment de Donald Rumsfeld. L'objectif a été de constituer un Etat, avec un gouvernement crédible. Mais après deux ans de communautarisation, au cours desquelles ce qui reste de structures opérantes a été démonté, ce n'est pas si simple de faire machine arrière pour tout recommencer. ◂▸

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN et PASCAL RICHÉ

Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS, spécialiste d'histoire contemporaine de l'islam dans les pays arabes du Moyen-Orient. Auteur de *la Question irakienne,* Fayard, 2004.

En Irak, seuls certains groupes ayant perdu le pouvoir cherchent à utiliser l'islam. Mais dire que l'idée du jihad est derrière la démarche des Irakiens et du monde arabe, c'est un peu outré.

Hosham Dawod



ILLUSTRATION PHILIPPE DORO

JE M'ABONNE POUR UNE DURÉE DE : 2 SEMAINES 13€ ☐ | 3 SEMAINES 19€ ☐ | 1 MOIS 27€ ☐ | 2 MOIS 51€ ☐
À PARTIR DU (1) : ...../...../.....

◗ Ces tarifs sont valables uniquement pour la France métropolitaine. Tarifs étrangers, nous consulter.
Si vous êtes déjà abonné(e), vous pouvez faire suivre votre abonnement une semaine à l'avance sur simple appel au : 0825 308 408 (0,15€/min) ou par courriel : sceabo@liberation.fr

◗ Nom/prénom .....
Adresse ..... CP/Ville .....
e-mail ..... Tél .....

◗ Si l'adresse ci-dessus est celle de votre lieu de vacances, merci de bien vouloir nous indiquer vos coordonnées habituelles: .....
Tél .....

◗ **Je règle par** ❑ Chèque à l'ordre de Libération
❑ Carte bancaire N° I_I_I_I_I I_I_I_I_I I_I_I_I_I I_I_I_I_I Expire fin I_I_I_I_I
J'inscris mon cryptogramme I_I_I_I (Il s'agit des 3 derniers chiffres inscrits au dos de ma carte bancaire à côté de la signature.)

LIVRAISON GRATUITE
par porteur avant 7h30(2) sur Paris, IDF(3), Lille, Lyon, Toulouse, Nantes, Rennes, Aix-en-Provence, Toulon, Marseille, Nancy
◗ **Accès boîte aux lettres :** ❑ Libre ❑ Digicode N°..... ❑ Autres ❑ Clé (nous joindre un double)
◗ **Boîte aux lettres :** ❑ Nominative ❑ Collective ❑ Gardien
◗ **Signature**

◗ **Renvoyez votre coupon et votre règlement à :**
Libération Abonnement - B590 - 60732 Sainte-Geneviève Cedex.
Tél. 0825 308 408 (0,15€/min) /Fax. 01 42 76 11 30
e-mail : sceabo@liberation.fr

Offre valable jusqu'au 15/09/06. (1) date de démarrage de l'abonnement (comptez 10 jours à réception de ce coupon). (2) 8h30 samedi et jours fériés. (3) A l'exception de quelques communes. Nous téléphoner pour connaître ces villes. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de ces informations (art.27 de la loi informatique et libertés). Les informations recueillies sont destinées exclusivement à «Libération» et ses partenaires commerciaux sauf opposition de votre part en cochant cette case ❑

AETE06



Sur le site d'un attentat, à Bagdad, hier. Mardi, les attaques à la voiture piégée ont fait 64 morts dans les quartiers chiites de la capitale irakienne. PHOTO ALI AL-MASHHDANI. REUTERS

En Irak, le retour d'Al-Qaeda se nourrit du désarroi sunnite

L'organisation terroriste a multiplié les attaques meurtrières ces derniers jours à Bagdad.

Par **CHRISTOPHE AYAD**

DÉCRYPTAGE

Al-Qaeda en Irak est-il en train de renaître de ses cendres ? La question peut légitimement être posée après la série d'attentats qui a causé plus de 100 morts depuis dimanche : 46 chrétiens dans l'attaque, dimanche soir, de la cathédrale syriaque catholique de Bagdad par un commando de l'Etat islamique en Irak ; 64 morts et 360 blessés, mardi soir, dans 11 explosions coordonnées de voitures piégées visant toutes des quartiers chiites de la capitale. Depuis l'automne 2009, et plus encore depuis les élections législatives d'avril, le pouvoir de nuisance de l'insurrection jihadiste ne cesse de gagner du terrain. A Bagdad, il ne se passe plus un jour sans un tir d'obus ou une attaque. Début 2009, Al-Qaeda en Mésopotamie était pourtant donnée pour moribonde. Explications sur ce retour en force.

LES LEÇONS DU PASSÉ

La nouvelle génération de dirigeants d'Al-Qaeda semble avoir appris de ses échecs. «*Les dirigeants d'Al-Qaeda première manière, à commencer par Abou Moussab al-Zarqaoui, se sont aliénés la population sunnite par leurs excès*», explique récemment l'analyste Abdel Bari Atwan, rédacteur en chef du quotidien londonien *Al-Qods al-Arabi*, lors d'un débat à l'Institut du monde arabe. C'était les années 2004-2007, à l'époque où les insurgés appliquaient au sens littéral la charia dans les zones qu'ils contrôlaient, coupant la main des voleurs, interdisant la musique et le football. Leur barbarie sanguinaire, notamment celle des combattants étrangers, qui se sont montrés les plus radicaux, a fini par révolter les populations des zones sunnites, qui abritaient Al-Qaeda. D'autant que les attentats antichiites ont suscité de terribles représailles des milices chiites envers les sunnites. A partir de mi-2006, l'armée américaine a encouragé ce réveil (*sahwa* en arabe, qui a donné son nom à ce mouvement) des tribus sunnites, en armant et en rémunérant quelque 120 000 combattants 200 dollars par mois. Les miliciens ont combattu leurs anciens frères d'armes qaedistes avec d'autant plus d'efficacité qu'ils les connaissaient parfaitement pour s'être battus à leur côté contre l'occupant américain peu de temps auparavant.

Depuis avril 2009, le gouvernement irakien a pris la responsabilité des milices Sahwa, s'engageant à en réintégrer 20% dans l'appareil de sécurité et le reste dans l'administration. Mais le processus traîne et les réticences des responsables gouvernementaux chiites sont fortes. Les salaires sont payés de plus en plus en retard. «*Déçus, plusieurs milliers de miliciens sont rentrés chez eux, voire repartis dans l'insurrection avec leurs armes payées par les Américains*, ironise Abdel Bari Atwan. *Et contrairement au passé, la nouvelle génération d'Al-Qaeda, où les Irakiens dominent par rapport aux combattants étrangers, attaque des cibles politiques et sécuritaires. Elle laisse la population tranquille.*» Al-Qaeda en Irak recruterait notamment des jeunes et des femmes.

UN VIDE POLITIQUE AU SOMMET

Al-Qaeda revient en force dans un climat politique délétère et incertain. Les législatives ont eu lieu il y a déjà sept mois et le pays n'a toujours pas de gouvernement : record mondial battu. Nouri al-Maliki est bien parti pour se succéder au poste de Premier ministre, mais en attendant la constitution d'une improbable coalition, les services de l'Etat fonctionnent en roue libre. Notamment les services de sécurité, traversés de divisions communautaires et politiques, et qui ne peuvent plus compter au quotidien sur l'armée américaine, dont les troupes de combat ont quitté le pays le 1er septembre, et dont les 50 000 hommes restants restent cantonnés dans leurs casernes. Le vide du pouvoir ne contribue pas seul au malaise : la communauté sunnite, où Al-Qaeda recrute en priorité, se sent flouée par les manœuvres postélectorales. Les sunnites ayant voté pour la première fois massivement, ils comprennent d'autant moins pourquoi leur champion, Iyad Allaoui (un chiite laïc en fait) se retrouve écarté du pouvoir alors que son parti est arrivé en tête en nombre de sièges au Parlement.

DES LUTTES D'INFLUENCE RÉGIONALES

Une coalition de partis chiites religieux, emmenée par Maliki et sponsorisée par Téhéran, va donc priver les sunnites de participation au pouvoir, comme c'est le cas depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Il n'est pas exclu, selon certains experts, que l'Arabie Saoudite, excédée par l'influence démesurée de l'Iran chiite en Irak, finance l'insurrection. Riyad, qui se considère comme le parrain des sunnites dans la région, n'a pas ménagé ses largesses envers le candidat Allaoui. Sans obtenir le résultat escompté.

REPÈRES



«Ces explosions sont un résultat du vide politique et constitutionnel et du retard à former un gouvernement.»

Hoshiyar Zebari ministre irakien des Affaires étrangères, hier

AL-ZARQAOUI

Né en 1966 à Zarqa, en Jordanie, Abou Moussab al-Zarqaoui séjourne à deux reprises en Afghanistan avant de fonder Al-Qaeda en Mésopotamie en 2004. Il est tué dans un raid américain le 7 juin 2006 à Bakouba.

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 AOÛT 2018
74E ANNÉE– Nº22893
2,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR —
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

Electricité : pourquoi la concurrence ne fait pas baisser les prix en France

▸ L'ouverture du marché français à de nouveaux acteurs, en juillet 2007, n'a pas donné lieu à une guerre des tarifs comme dans d'autres secteurs

▸ Onze ans plus tard, 81 % des clients particuliers restent fidèles à EDF, mais, depuis un an, l'opérateur public historique perd 100 000 abonnés par mois

▸ Les fournisseurs privés dénoncent un jeu faussé par la régulation des tarifs. Les associations de consommateurs défendent ce système

▸ Toutes les entreprises se sont lancées dans la bataille de l'électricité propre, en proposant des « offres vertes »

PAGE 9

La psychiatrie en situation critique

Grèves, voire grève de la faim, des infirmiers et aides-soignants hospitaliers, excédés de n'avoir plus les moyens d'exercer dignement leur métier ; situation non moins critique dans les centres médico-psychologiques débordés par l'afflux de patients et les économies de personnel ; sentiment, fondé, des malades et de leurs familles d'être mal traités. Le secteur de la psychiatrie publique française s'est enfoncé dans la crise depuis des années. Chacun, y compris la ministre de la santé, Agnès Buzyn, s'accorde sur le diagnostic. Reste, pour les pouvoirs publics, à proposer les remèdes.

PAGE 6

M ÉDITORIAL

UN SECTEUR EN PROFONDE DÉPRESSION

PAGE 23

L'ÉTAT ISLAMIQUE SE RÉTABLIT EN IRAK

▸ L'organisation djihadiste a resurgi dans des régions sunnites proches de Bagdad
▸ De 20 000 à 30 000 de ses combattants seraient encore actifs, selon l'ONU

PAGE 2



Pendant les funérailles de civils victimes d'une attaque de l'EI à Tarmiya, le 2 mai. ALI MALIKI/RÉA

Le grand blues des militants politiques

La ferveur de la campagne de 2017 a laissé place à bien des désillusions

UN AN APRÈS l'élection présidentielle, les militants des partis politiques ont le blues. Bénévoles mobilisés avec ferveur durant la campagne électorale, ils ont, depuis, accumulé les déceptions. Soit que leur candidat ait été battu. Soit que, pour les partisans d'Emmanuel Macron, l'espoir de réinventer la manière de faire de la politique ait été sérieusement douché par l'exercice du pouvoir. Pour Martial Foucault, directeur du centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), la campagne de 2017 *« n'a pas corrigé la crise du militantisme »*, car les partis politiques ne comprennent pas que leur fonctionnement est obsolète et doit être repensé.

PAGE 8



AU TIBET, LA POLITIQUE DU YAK

▸ En proposant des assurances aux éleveurs nomades, la Chine renforce son contrôle, tout en luttant contre le surpâturage

PAGE 5

Dans la province chinoise du Qinghai, en 2016. N. ASFOURI/AFP

Economie

L'hôtellerie-restauration veut recruter des réfugiés

Face à la pénurie de personnel dans ce secteur, où 150 000 postes sont à pourvoir, des syndicats discutent de la possibilité d'embaucher des demandeurs d'asile

PAGE 10

Géopolitique

L'ombre de l'Iran s'étend sur la frontière afghane

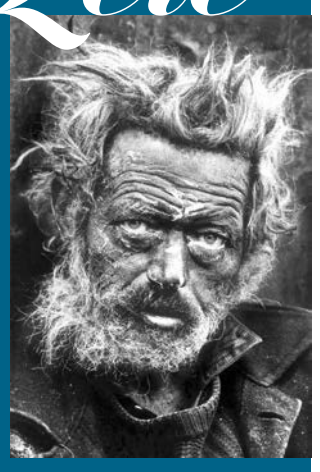
PAGES 12-13

Cinéma

Douarnenez, festival saute-frontière

PAGE 14

L'été



McCullin en son pays **Sir et brexiter**

Sorti d'un quartier pauvre, anobli, le photographe entretient une relation d'amour-haine avec le Royaume-Uni

MCCULLIN, PHOTOGRAPHE
PAGES 18-19

Cartographie sur mobile pour **randonneur connecté**

« L'ÉPOQUE »
PAGES 16-17

La **rupture amoureuse** crée-t-elle une existence neuve ?

SURMONTER LES ÉPREUVES
PAGE 22

Société

A Marseille, bataille pour garder un McDo

Des habitants des quartiers nord de la ville refusent le remplacement de cet établissement bien implanté par un fast-food asiatique halal

PAGE 7



Algérie 220 DA, **Allemagne** 3,30 €, **Andorre** 3,20 €, **Autriche** 3,30 €, **Belgique** 2,90 €, **Cameroun** 2 200 F CFA, **Canada** 5,40 $, **Chypre** 2,70 €, **Côte d'Ivoire** 2 200 F CFA, **Danemark** 34 KRD, **Espagne** 3,10 €, **Gabon** 2 200 F CFA, **Grande-Bretagne** 2,60 £, **Grèce** 3,20 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,10 €, **Guyane** 3,20 €, **Hongrie** 1 050 HUF, **Irlande** 3,10 €, **Italie** 3,10 €, **Liban** 6 500 LBP, **Luxembourg** 2,90 €, **Malte** 2,70 €, **Maroc** 19 DH, **Pays-Bas** 3,20 €, **Portugal cont.** 3,10 €, **La Réunion** 3,20 €, **Sénégal** 2 200 F CFA, **Slovénie** 3,20 €, **Saint-Martin** 3,20 €, **Suisse** 4,00 CHF, **TOM Avion** 500 XPF, **Tunisie** 3,20 DT, **Afrique CFA autres** 2 200 F CFA



Déploiement de forces de sécurité irakiennes, à la suite de l'exécution de 13 membres de l'organisation Etat islamique, à Bagdad, le 27 juin.
AHMAD AL-RUBAYE/AFP

La résurgence de l'Etat islamique en Irak

Le retard pris dans la reconstruction pourrait accroître le ressentiment des populations sunnites

BAGDAD - *envoyée spéciale*

Plus une semaine ne passe en Irak sans une nouvelle attaque contre des civils ou des membres des forces de sécurité. Neuf mois après la proclamation de la victoire militaire contre l'organisation Etat islamique (EI), en décembre 2017, le groupe djihadiste connaît une résurgence. Dans les villages proches de Tarmiya, une ville sunnite à moins d'une heure de route au nord de Bagdad, des membres de l'EI, terrés dans cette campagne riche en vergers, sèment à nouveau la confusion parmi la population.

« Le centre de Tarmiya est calme, mais de temps en temps, Daech [acronyme arabe de l'EI] *cible des civils et les forces de sécurité dans les environs,* confie au téléphone un ingénieur de la ville, qui a souhaité garder l'anonymat. *Ce type d'attaque augmente. Nous qui pensions avoir retrouvé la tranquillité, nous voyons la situation se dégrader jour après jour. »* Il ne fait aucun doute, estime-t-il, que les djihadistes sont des gens de la région : *« On ne sait pas exactement qui ils sont, mais on sait qu'ils se cachent dans les vergers très denses, dans des maisons isolées où ils peuvent recomposer leurs cellules. »*

Depuis six mois, les signes d'une nouvelle dégradation sécuritaire se multiplient

Depuis la prise de contrôle de près d'un tiers de l'Irak par l'EI en juin 2014, les forces de sécurité ont plusieurs fois démantelé des réseaux de financement djihadiste alimentés par les fermes piscicoles de cette région qui, sans être passée sous leur contrôle, a toujours été une zone grise. De petites cellules clandestines s'y déplacent librement, n'affichant ni drapeau ni aucun autre signe d'appartenance à l'EI. Elles n'hésitent plus à rançonner la population.

« Il y a un mois, j'ai eu écho que des membres de Daech appelaient des habitants, les menaçant de les tuer s'ils ne leur versaient pas une rançon, indique l'ingénieur. *Il y a eu plusieurs cas, dont mon cousin. Ils ciblent les riches, les commerçants comme au temps d'Al-Qaida en Irak. Sauf qu'aujourd'hui, ils ne demandent plus 50 000 à 100 000 dollars* [environ 45 000 à 90 000 euros] *comme avant, mais de petites sommes de l'ordre de 5 000 dollars qui sont collectées par des femmes entièrement voilées. »*

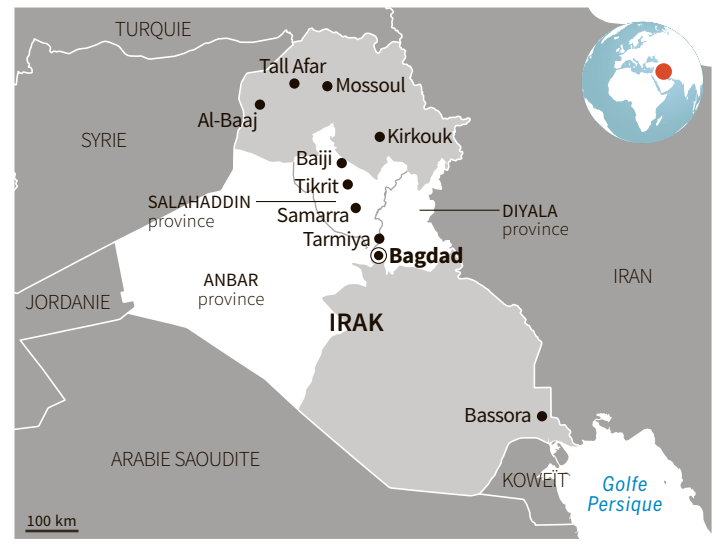
Deux mouvements autonomes

Tarmiya est l'un des points chauds du retour djihadiste dans le pays. Pour le spécialiste irakien de ces mouvements, Hisham Al-Hashimi, *« Daech réplique le modèle de guérilla appliqué par Al-Qaida en Irak dans les années 2010. Mais peut-être que, dans deux à trois ans, on pourrait revenir au schéma d'occupation de villes. »*

Une analyse partagée par les généraux de la coalition internationale, encore active dans le ciel irakien. Ceux-ci *« estiment que les forces irakiennes ont la capacité de contenir cette menace, sans en venir à bout,* confie un diplomate occidental. *Comme au temps d'Al-Qaida en Irak, les djihadistes continueraient d'exercer leur influence sur certaines zones sans les contrôler, menant des attaques et rackettant les populations. Cela nous inquiète pour la stabilité de l'Irak, notamment la reconstruction des zones libérées. »* A défaut d'avancées sur ce dossier et celui de la réconciliation nationale, le ressentiment pourrait croître chez les populations sunnites et inciter à de nouveaux ralliements.

Ce diplomate déplore le sentiment de « mission accomplie » qui domine parmi les forces de la coalition. En juillet, le président des Etats-Unis Donald Trump, dont le pays est le principal contributeur à la coalition anti-EI, avait ainsi assuré que la bataille contre l'EI était *« à 98 % »* achevée, tandis que les troupes américaines en Irak ont déjà été réduites de 5 200 à 4 500 soldats. Or, depuis six mois, les signes d'une nouvelle dégradation sécuritaire se multiplient.

L'EI a opéré sa restructuration en deux mouvements autonomes, estime Hisham Al-Hashimi. Selon lui, 1 000 djihadistes sont regroupés au sein du « mouvement des provinces », présents, avec leurs familles, à Tarmiya, mais aussi dans la ceinture de Bagdad, l'ouest de Diyala, Tikrit et Baiji, ou la partie ouest de Mossoul et Tall Afar, dans le nord de l'Irak. Ces djihadistes, souvent issus des services secrets de l'EI, qui avançaient sous couverture ou masqués pendant le règne djihadiste et n'ont pas combattu, ne sont connus ni des forces de sécurité ni des habitants.



« La population a peur »

« Il y a des villages sous le contrôle de l'Etat le jour et de Daech la nuit, quand les forces de sécurité se retirent, explique M. Hashimi. *Ils attaquent ces dernières, tuent et rackettent des familles qui ont collaboré avec elles. Des personnes corrompues au sein des forces de sécurité transmettent à Daech les noms de ces familles. La population ne veut pas collaborer avec eux, mais elle a peur et n'a pas le choix. »* L'expert, qui n'exclut pas que le groupe cherche à mener une attaque d'ampleur, dénonce le laxisme des autorités. *« Les forces de sécurité disent agir, mais ce n'est pas le cas. »*

L'autre branche du groupe, que M. Hashimi nomme « les vestiges » *(fouloul)*, se composerait d'environ 2 000 combattants, des « soldats de l'ombre » à 99 % Irakiens connus des forces de sécurité, et actifs dans quatre « triangles de la mort » : les monts Hamrin, traditionnel repli djihadiste à cheval sur les provinces de Diyala, Salahaddin et Kirkouk ; la région de Samarra plus au sud, traversée par l'autoroute qui relie Kirkouk à Bagdad, qui est régulièrement la cible d'embuscades et de kidnappings ; ainsi que les zones désertiques autour d'Al-Baaj et de l'Anbar dans l'Ouest, le long de la frontière avec la Syrie.

« Ils occupent des villages à l'abandon, qu'ils utilisent comme base de vie et d'entraînement, sans planter de drapeau, décrit M. Hashimi. *Ils vivent en petits groupes d'une dizaine, sans téléphone. Les femmes et les personnes âgées assurent leurs échanges avec l'extérieur. Ils se déplacent en motos puissantes, pour s'infiltrer partout sans être repérés par les avions de la coalition, qui ne frappent pas de si petites cibles. »* Pour l'expert, la décision des autorités de Bagdad d'empêcher le retour des réfugiés et des tribus dans ces villages, sous des motifs sécuritaires ou confessionnels, participe au problème, laissant le champ libre aux djihadistes dans ces régions. ■

HÉLÈNE SALLON

De 20 000 à 30 000 djihadistes encore actifs, selon l'ONU

DÉPOSSÉDÉE DE SON « CALIFAT » autoproclamé depuis fin 2017, l'organisation Etat islamique (EI) est loin d'être défaite sur le terrain. Le groupe djihadiste pourrait encore dénombrer de 20 000 à 30 000 combattants en Irak et en Syrie, selon un rapport des Nations unies dévoilé lundi 13 août. Ces estimations convergent avec celles de l'inspecteur général américain qui, citant des chiffres du ministère de la défense, fait état de 15 500 à 17 100 combattants en Irak et 14 000 en Syrie, dans un rapport pour la période d'avril à juin. A son apogée, en 2015, l'EI comptait 100 000 combattants, dont 30 000 étrangers.

« Il reste une partie importante des milliers de combattants terroristes étrangers », précise le rapport rédigé par des observateurs de l'ONU. Le nombre de djihadistes qui quittent le territoire contrôlé par l'EI *« reste plus bas qu'attendu ». « Nombre d'entre eux se sont rendus en Afghanistan »,* où les principaux responsables de l'organisation djihadiste opèrent désormais.

« Le combat n'est pas terminé »

Le flux de combattants étrangers rejoignant l'EI s'est en revanche tari, notent encore les experts de l'ONU. Ces derniers estiment qu'entre 3 000 et 4 000 combattants sont toujours basés en Libye, tandis que le groupe dispose de moins de 500 hommes au Yémen, contre plus de 6 000 pour son concurrent, Al-Qaida.

Des sources au sein de la coalition internationale anti-EI ont jugé ces estimations *« élevées »*. Toutefois, a reconnu le commandant Sean Robertson, porte-parole du Pentagone, auprès de la chaîne américaine CNN, *« ce qui compte, c'est la capacité et les intentions de l'EI à l'échelle mondiale : le combat n'est donc pas terminé ».* Si l'Etat islamique a perdu son assise territoriale, après avoir été chassé de Mossoul et de Rakka, il est *« toujours capable de mener des attaques sur le territoire syrien. Il ne contrôle plus totalement de territoire en Irak, mais reste actif grâce à des cellules dormantes »*, poursuit le rapport de l'ONU. Selon ses experts, en dépit de pertes majeures au sein de sa direction, l'administration, que contrôle encore son chef, Abou Bakr Al-Baghdadi, est pour l'essentiel intacte. ■

HÉ. S.

Le Monde
MARDI 29 MARS 2016



Des troupes pro-gouvernementales à Palmyre, après la reconquête de la cité, le 27 mars. AFP

Assad conforté par la reprise de Palmyre à l'EI

Les forces syriennes loyalistes ont remporté une victoire aussi médiatique que militaire face aux djihadistes

BEYROUTH - *correspondant*

Dix mois après avoir été capturée par l'organisation Etat islamique (EI), la perle du désert syrien est repassée sous le contrôle du régime Assad. Dimanche 27 mars, Damas a annoncé avoir délogé les derniers djihadistes de l'oasis de Palmyre, dans le centre du pays, l'un des sites antiques les plus majestueux du Proche-Orient. Lancée il y a près de vingt jours, l'offensive des troupes progouvernementales a été facilitée par le soutien de l'aviation russe, guidée au sol par des forces spéciales venues de Moscou.

La conquête de la ville par l'EI, en mai 2015, avait causé un immense émoi dans l'opinion publique occidentale, qui avait assisté, médusée, au dynamitage de plusieurs vestiges gréco-romains ainsi qu'à la décapitation de l'ancien directeur du site. C'est dire que la reprise de cette cité caravanière offre au pouvoir syrien, boycotté par la quasi-totalité des capitales occidentales, une victoire au moins autant militaire que médiatique. En Europe, encore sous le choc des attentats de Bruxelles, l'événement promet de relancer le débat sur l'opportunité de renouer avec les autorités de Damas.

L'armée devrait désormais se diriger vers Deir ez-Zor où les djihadistes assiègent ses troupes

« Preuve d'efficacité »

Des appels en ce sens ont d'ailleurs été lancés durant le week-end pascal par cinq députés français Les Républicains, venus dans la capitale syrienne en signe de solidarité avec les chrétiens d'Orient. Organisé par Thierry Mariani, élu de la 11e circonscription des Français de l'étranger, ce voyage avait été désapprouvé par le Quai d'Orsay, comme les précédents déplacements de ce genre. *« M. Al-Assad n'est pas un président idéal et sans reproche mais il est en train de gagner la guerre, et nous avons des intérêts communs et des ennemis communs avec lui »,* a déclaré au *Monde* M. Mariani.

La bataille de Palmyre constitue la première percée du régime en dehors de la « Syrie utile », l'axe Damas-Lattaquié-Alep, où se concentre l'essentiel de la population et de l'activité économique. Les combats, extrêmement violents, ont fait 400 morts dans les rangs de l'EI et 180 parmi les assaillants, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Leur avancée n'aurait pas été possible sans les bombardements de l'aviation russe, qui ont parfois atteint le rythme de 30 à 40 par jour.

La trêve en vigueur depuis la fin février avec les rebelles a aussi permis à Damas et ses alliés d'affecter à cette opération hautement symbolique un nombre très élevé de forces, puisées dans différents corps : l'armée régulière, le Hezbollah libanais, les Gardiens de la révolution iraniens et diverses milices, comme les Faucons du désert, l'une des formations paramilitaires syriennes les plus efficaces.

Devant les parlementaires français qu'il a reçus dimanche, le président syrien a qualifié cette victoire d'*« exploit »*. *« Il s'agit d'une nouvelle preuve de l'efficacité de la stratégie de l'armée syrienne et de ses alliés dans la guerre contre le terrorisme, en comparaison avec le manque de sérieux de la coalition menée par les Etats-Unis »* contre l'EI, a claironné le maître de Damas, que le président russe, Vladimir Poutine, a félicité en personne par téléphone.

Jusqu'alors pourtant, les troupes syriennes ne s'étaient guère distinguées dans la lutte contre les djihadistes de l'EI. Cet honneur revenait aux milices kurdes, qui les ont délogés de Kobané (janvier 2015) et Tel Abyad (juin 2015) près de la frontière turque, avec l'appui aérien américain, ou aux rebelles forces anti-Assad, qui les ont boutés hors d'Alep et de la province d'Idlib (nord-ouest) en janvier 2014.

Entre leur apparition sur le champ de bataille syrien, en avril 2013, et le tournant de l'été 2014, qui correspond à leur expansion foudroyante sur un territoire à cheval sur l'Irak et la Syrie, les djihadistes ont pu progresser sans être inquiétés ou presque par l'armée régulière syrienne. Cette dernière, ainsi que les djihadistes, concentraient l'essentiel de leurs attaques sur les brigades rebelles, identifiées comme leur ennemi numéro un.

La tactique d'évitement du régime a viré au fiasco, au mois d'août 2014, lorsque 160 soldats ont été exécutés par l'EI près de Rakka (nord), sa capitale en Syrie. Le tollé suscité à Damas par ce massacre obligea le régime Assad à se confronter davantage à l'EI. Mais sans faire de ce combat sa priorité.

C'est ainsi qu'au mois de mai 2015, les combattants de l'EI se sont emparés de Palmyre en seulement trois ou quatre jours de combats. La débandade des forces régulières, soulignée jusque dans les milieux loyalistes, avait été perçue par certains opposants comme une manœuvre délibérée, destinée à gonfler encore un peu plus l'épouvantail djihadiste. Cette défaite intervenait à un moment d'épuisement du régime, qui venait de perdre coup sur coup deux villes, dont une capitale provinciale (Idlib) et un poste frontière avec la Jordanie.

Trésors antiques

Sitôt aux commandes de Palmyre, les soldats du califat proclamé par Abou Bakr Al-Baghdadi ont fait sauter le bagne de la ville, où des milliers de Syriens ont été torturés et tués dans les années 1980. Puis, comme redouté, ils se sont mis à démolir plusieurs des trésors antiques de la ville, comme les temples de Baal et de Baalshamin et l'Arc de triomphe, poussant le vice jusqu'à filmer l'exécution, notamment par des mineurs, d'une vingtaine de soldats gouvernementaux dans le théâtre antique.

Moins d'un an plus tard, la cité de la légendaire reine Zénobie se trouve débarrassée des fanatiques de l'EI. Dans la foulée de cette victoire, l'armée syrienne devrait, selon toute logique, avancer en direction de Deir ez-Zor, une ville sur l'Euphrate, plus à l'est, où ses hommes sont assiégés par les djihadistes. Si la trêve se poursuit avec les rebelles, les troupes loyalistes pourraient aussi faire mouvement vers Rakka, plus au nord, dont les Forces démocratiques syriennes, une alliance kurdo-arabe, se rapprochent depuis quelques semaines. La course à la reconquête de la « capitale » djihadiste de Syrie pourrait très bientôt démarrer. ■

BENJAMIN BARTHE
(AVEC MATTHIEU GOAR)

Opération secrète d'Amman en Syrie

La Jordanie a formé deux bataillons de forces spéciales parmi les rebelles syriens pour lutter contre l'organisation Etat islamique, a révélé le 26 mars le journal électronique Middle East Eye (MEE). Le roi Abdallah II a révélé l'existence de ces bataillons lors d'un briefing à des membres du Congrès américain en janvier, dont MEE a obtenu le compte rendu. Selon les déclarations du souverain hachémite, le premier bataillon composé de combattants tribaux du Sud syrien a été évalué par les forces britanniques. Le second bataillon a repris à l'EI début mars le point de passage d'Al-Oualid, à la frontière entre la Syrie et l'Irak.

Sur la défensive en Irak, l'Etat islamique multiplie les attentats

DES ADOLESCENTS en pleurs ont accompagné, samedi 26 mars, les dépouilles de leurs amis au cimetière d'Al-Asriya, à 40 kilomètres au sud de Bagdad. Dix-sept des 32 victimes de l'attentat-suicide perpétré la veille par le groupe Etat islamique (EI) lors de la remise des trophées d'un match de football avaient entre 10 et 16 ans. Les capitales du monde entier, ainsi que le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et le président de la FIFA, Gianni Infantino, ont condamné cette attaque, qui traduit un nouveau degré dans l'horreur infligée par les djihadistes.

Le rythme des attaques s'est intensifié en Irak depuis que les forces gouvernementales ont repris à l'EI Ramadi, la capitale de la province sunnite de l'Anbar, dans l'ouest du pays, en février. Ces attaques de diversion pourraient se multiplier alors que l'organisation djihadiste, qui s'était emparée de près d'un tiers du pays à la mi-2014, se trouve acculée sur plusieurs fronts et a perdu plusieurs de ses chefs dans des frappes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Dans l'Anbar, les forces gouvernementales sont désormais à l'offensive à Hit, plus en amont sur l'Euphrate.

Opération reconquête de Ninive

La première phase de l'opération de reconquête de la province de Ninive et de sa capitale, Mossoul, fief de l'EI dans le nord de l'Irak, a été lancée le 24 mars. Depuis leur base de Makhmour, à 100 kilomètres au sud-est de Mossoul, les forces gouvernementales – aidées de milices chiites, de combattants kurdes et des forces de la coalition internationale – ont repris quatre villages en direction de Qayarrah. Les combats ont poussé des centaines d'Irakiens sur les routes. *« Jusqu'ici nous avons reçu environ 3 000 personnes et leur nombre augmente de jour en jour »,* a déclaré dimanche à l'AFP Ali Khodeir Ahmed, membre du conseil provincial de Ninive.

Les forces irakiennes ont déployé des milliers de troupes pour cette opération de reconquête, qui s'annonce longue et difficile. Le général Sean MacFarland, commandant de la coalition internationale, a averti que la reprise de Mossoul n'était pas envisagée avant la fin 2016, voire début 2017. Des unités américaines sont aussi présentes sur le terrain, dont 200 marines déployés sur l'avant-poste Fire Base Bell avec une position d'artillerie. L'un d'eux a été tué dans une attaque à la roquette, le 19 mars. Le Pentagone a indiqué qu'il soumettrait prochainement des propositions au président Obama pour renforcer encore son soutien aux forces irakiennes. ■

HÉLÈNE SALLON

Libération **Samedi** *4 et* **Dimanche** *5 Juin 2016*

«Tuer des innocents ne faisait pas



Justice Ils étaient sept, jugés cette semaine à Paris, pour un séjour en Syrie avec l'Etat islamique. De leur groupe, trois manquent à l'appel : deux sont morts là-bas, un s'est fait exploser au Bataclan.

Par
JULIE BRAFMAN
et **WILLY LE DEVIN**
Illustration
OLIVIER TALLEC

En décembre 2013, dix *«potes»* strasbourgeois s'envolent pour la Syrie. Seuls sept d'entre eux, âgés de 21 à 27 ans, rentreront en France, cinq mois plus tard. Les frères Boudjellal seront tués deux semaines après leur arrivée. Quant à Foued Mohamed-Aggad, le plus jeune du groupe, il mourra le 13 novembre 2015, après avoir participé au massacre du Bataclan.

Depuis lundi, son frère Karim, de deux ans son aîné, ainsi que six autres prévenus, comparaissent depuis lundi devant le tribunal correctionnel de Paris pour *«association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme»*. D'un côté de la salle, trois amis d'enfance : Miloud Maalmi, Mokhlès Dahbi et Banoumou Kadiakhe, tous élégamment vêtus et rasés de près. De l'autre, quatre autres Alsaciens, les cheveux longs et la barbe fournie : Radouane Taher, Karim Mohamed-Aggad et les deux frères Mohamed et Ali Hattay. Tous encourent jusqu'à dix ans de réclusion criminelle.

A LA BARRE

L'ombre du kamikaze du Bataclan

Dès l'ouverture du procès, les regards se tournent vers Karim Mohamed-Aggad, cheveux gominés attachés sur le haut du crâne et barbe drue. Il est «le frère de». Son nom de famille évoque désormais les attentats sanglants du 13 Novembre. Tour à tour, les avocats de la défense font bloc pour rejeter la constitution de partie civile de l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT). *«L'infraction poursuivie n'a pas fait de victimes, et heureusement,* s'agace Me Eric Plouvier. *On se trompe de procès, ce n'est pas celui du Bataclan !»* Alors que ses confrères appellent à la sérénité des débats, Me Françoise Cotta, l'avocate de Karim Mohamed-Aggad, fait, elle aussi, barrage contre la tentation de l'amalgame. *«Evitez de faire planer une ombre extrêmement malsaine sur ce procès»,* lance-t-elle au tribunal. Son client prend la parole. *«On choisit ses amis mais pas sa famille»,* commence-t-il. Avant de déclarer : *«Mon frère a fait ce qu'il a fait, ça n'engage que lui.»*

Un projet humanitaire plutôt flou

La présidente du tribunal aborde la question sans détour : *«Etes-vous partis en Syrie dans un but humanitaire, comme vous l'avez indiqué durant l'instruction ?»* Un par un, les jeunes Strasbourgeois se lèvent pour se placer devant le micro. *«Oui, pour faire de l'humanitaire»,* commente le premier, Mohamed Hattay, suivi de son frère, qui répète la même chose. Lorsque vient son tour, Karim Mohamed-Aggad se montre plus direct. *«Je suis parti dans un seul et unique but : combattre le régime de Bachar al-Assad. J'ai vu des images insoutenables.» «D'où vient cette détermination de combattre à 23 ans ?»,* l'interroge alors Me Françoise Cotta. *«J'avais une fiancée, un travail, j'étais parfaitement inséré,* soutient le prévenu. *Mais j'ai vu des images des exactions commises par Bachar al-Assad et j'ai voulu partir sur place pour combattre ce tyran. Personne ne serait resté insensible en voyant des hôpitaux ou des écoles bombardées.»* Les autres prévenus mettront en avant cette même motivation *«humanitaire et fraternelle»,* ou encore leur volonté de *«soutenir la population syrienne»*. Sans exclure d'avoir à prendre les armes, si nécessaire. Mais *«rien ne s'est passé comme prévu»,* expliquent-ils pour justifier leur présence dans un camp d'entraînement de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL).

La méconnaissance du Coran

Lorsque le frère du kamikaze du Bataclan s'exprime enfin sur son adolescence, au deuxième jour d'audience, un silence de plomb étreint la salle. Avant les chuchote-

partie de l'idée de départ»



ments : *«il parle bien en fait» ; «il a une bonne bouille» ; «c'est dingue que ces mecs se foutent dans des délires pareils.»*

Karim Mohamed-Aggad, 25 ans, n'avait jamais eu affaire à la police avant son départ pour la Syrie. Malgré une enfance contrariée par le divorce de ses parents, deux échecs au brevet et au BEP, il décroche des petits boulots : *«J'ai travaillé dans la restauration, au McDo, puis j'ai vendu des abonnements pour Canalsat.»* En couple durant cinq ans, il dit se séparer juste avant son départ pour la Syrie. Et concède volontiers *«être faible en religion»*. Intriguée, la présidente le titille sur sa définition de la charia : *«Je ne peux pas répondre,* coupe-t-il. *Je n'ai pas le bagage intellectuel nécessaire.»* Un trait commun à ses camarades de box, qui semblent tout aussi ignorants des textes sacrés.

Karim Mohamed-Aggad concède «être faible en religion». Intriguée, la présidente le titille sur sa définition de la charia : «Je ne peux pas répondre, coupe-t-il. Je n'ai pas le bagage intellectuel nécessaire.»

L'endoctrinement par Mourad Farès

Entre rhétorique de précision et franches supercheries, Karim Mohamed-Aggad dit *«avoir hésité à partir jusqu'au dernier moment»*. C'est Mourad Farès, l'un des principaux recruteurs du jihad français, qui semble avoir fait pencher la balance, à grand renfort de prosélytisme sur Facebook. En janvier 2013, le Haut-Savoyard fixe un rendez-vous à Karim et son ami d'enfance, Radouane Taher. A leur arrivée à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), surprise, ils ne sont pas seuls. Une quinzaine de candidats sont venus de toute la France. D'emblée, Farès paraît nerveux et exclut un membre du groupe. Sa crainte ? *«Qu'un infiltré fasse partie des visiteurs.»* La présidente ne se fait pas prier pour relancer : *«C'est bien la preuve que vous parliez du jihad et de la Syrie librement ?»* Aggad, la bouche en cœur : *«Pas du tout, on est allés au snack, à la mosquée. On a parlé de "hijra"* [l'émigration en terre d'islam, ndlr]. *Les pays envisagés étaient la Tunisie et l'Egypte, pas la Syrie.»* Le 17 mai 2013, Farès fait le déplacement jusqu'à Strasbourg. Ce coup-ci, c'est *«une tournée des bars à chichas, côté allemand»* qui est au menu, dixit Aggad. Une tournée à tout le moins convaincante, puisque six mois plus tard, peu de temps avant Noël, ils s'envoleront par vagues successives vers le «Levant». Farès, lui, parti en Syrie mais incarcéré à son retour en août 2014 – il s'est rendu de lui-même à la police – ne sera pas entendu au procès.

Le fiasco syrien

L'arrivée en Syrie est souffreteuse. Malgré ses promesses, Farès n'est pas là pour accueillir les Strasbourgeois. Un passeur mandaté par le Haut-Savoyard achemine les recrues dans la région d'Alep, où l'EIIL les incorpore. Cette formation – qui deviendra l'Etat islamique après la proclamation du califat en juin 2014 – entame alors une guerre fratricide contre le Jabhat Al-Nosra, affilié à Al-Qaeda. Farès, qui ferraillait jusqu'ici pour l'EIIL, fait défection et tente de former sa propre katiba avec le Niçois Omar Diaby. Ce retournement n'est pas sans conséquence, puisqu'il va quelque peu livrer les Strasbourgeois à eux-mêmes. Englués sur les multiples fronts, ils refluent vers le nord de la Syrie. Deux commencent à exprimer leur désir de rentrer. Un sentiment renforcé par le choc de la mort, *«en mission de reconnaissance»,* des frères Boudjellal. *«Tuer des innocents ne faisait pas partie de l'idée de départ»,* témoigne Mokhlès Dahbi.

Lors du séjour en camp d'entraînement, l'un des Strasbourgeois, peu enthousiasmé par la chose militaire, affirme avoir été séquestré dans une cave. La sentence appliquée par ses gardes-chiourmes de l'EIIL ? Des jets d'urine et une éjaculation faciale. Entre mars et avril 2014, lorsque des ouvertures se présentent, trois Strasbourgeois fuient en catimini. Trois autres seront cueillis par les Turcs. Karim Mohamed-Aggad, lui, est le dernier à quitter la Syrie : *«Honnêtement, je ne sais pas où est ma place. En France, nous sommes des terroristes. En Syrie, on nous traite d'apostats. Où peut-on vivre, madame la présidente ?»* Le 13 mai 2014, le Raid et la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) interpellent les revenants dans leur quartier de la Meinau. Certains, croyant être passés entre les mailles du filet, s'étaient réinscrits aux *«Assédic»* et dans leur club de foot. ◆◆

Carnet

SOUVENIRS

DANIEL TEYSSANDIER
Gros Bisous Chéri
Bibi Derrière La Porte

Libération
Le Carnet



Réservations et insertions la veille de 9h à 11h
pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
(15,30 € TTC la ligne supplémentaire)
Abonnés et associations : **-10%**

Tél. 01 40 10 52 45
Fax. 01 40 10 52 35

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e.mail : carnet-libe@teamedia.fr

La reproduction de nos petites annonces est interdite

Le Carnet
Emilie Rigaudias
0140105245
carnet-libe@teamedia.fr



Des soldats irakiens aux abords de Qayyarah, au sud de Mossoul, mercredi. PHOTO MARKO DROBNJAKOVIC

ÉDITORIAL

Par
LAURENT JOFFRIN

Confusion

Chacun le sait, il n'y a pas de guerre propre. Tout conflit armé porte en lui ses violences insensées, ses exactions sanglantes et ses meurtres de civils. Mais contrairement à ce que voudrait faire croire le lobby pro-Poutine, toutes les guerres ne se valent pas. Ainsi les opérations d'Alep et de Mossoul ne sauraient être mises sur le même plan, à l'inverse de ce que disent ceux qui veulent nous faire prendre des vessies russes pour des lanternes démocratiques. L'assaut contre Mossoul ne manquera pas de causer des pertes, notamment chez les civils. Mais on ne sache pas que la coalition anti-Daech bombarde volontairement les hôpitaux, les centres de secours ou les réserves de nourriture, comme Syriens et Russes le font à Alep. Les peshmergas et l'armée irakienne cherchent à chasser de la ville les terroristes de l'Etat islamique. Les militaires russes et syriens qui frappent Alep ont bombardé la ville depuis des semaines et tué au passage des milliers de civils, dont le seul crime est de s'opposer au régime d'Al-Assad. Comme le remarque Christophe Ayad dans *le Monde,* la population de Mossoul vit sous la férule implacable de Daech et verra, dans sa grande majorité, la chute de la ville comme une libération. Les habitants des quartiers d'Alep martyrisés ont à l'inverse tout à craindre de futures représailles exercées par les sbires d'Al-Assad. Pour justifier l'injustifiable, les zélateurs de Poutine confondent à dessein guerres et crimes de guerre, dans une rhétorique confuse destinée à tromper l'opinion. Répartis à l'extrême droite, au sein de la droite et de l'extrême gauche, ils veulent délégitimer ceux qui luttent contre Daech au profit de ceux qui n'ont d'autre but que le maintien d'un pouvoir tyrannique. Ces sophismes doivent être dénoncés pour ce qu'ils sont : une imposture mise au service d'un dictateur sanguinaire. ◆

BATAILLE DE MOSSOUL

«On va écraser Daech…»



Des civils irakiens fuyant les combats des alentours de Mossoul, à leur arrivée à Qayyarah, mercredi. PHOTO ALAA AL-MARJANI. REUTERS

La ruée vers le dernier grand bastion de l'Etat islamique en Irak se poursuit. Dans cette guerre spectacle, les peshmergas kurdes s'affichent sûrs de la victoire, malgré la résistance opposée par les jihadistes.

Par
LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Nawaran (Irak)

Ils se réveillent fatigués dans la poussière de la plaine de Ninive. Ils sont arrivés dans la nuit, quelques heures plus tôt. Ils ont dormi dans leur voiture, dans leur blindé ou à même le sol. Il est 5 heures, les combattants kurdes attendent l'aube pour attaquer. *«On va écraser Daech, ils n'ont aucune chance. Nous sommes plus nombreux, plus forts, et plus motivés»,* dit Arsala, un jeune peshmerga. Il se gratte la tête, la poussière vole. La prédiction d'Arsala ne s'est réalisée qu'en partie.

REPORTAGE

Il a fallu moins de trois heures, jeudi, aux combattants kurdes pour chasser l'Etat islamique (EI) de plusieurs hameaux proches de Nawaran, dans le nord de l'Irak. Ils ont continué sur leur lancée et progressé vers la ville de Bashiqa. Mais sans la reconquérir. S'ils y parviennent dans les jours qui viennent, les peshmergas pourront fêter leur victoire. Ils auront rempli leur mission : sécuriser les abords de Mossoul au nord et à l'est. Leur mission de reconquête sera achevée, selon le plan de bataille élaboré par la coalition anti-Etat islamique *(lire page 5)*. Le reste, lui, devra être assuré par l'armée irakienne.

L'assaut de jeudi a mobilisé une armada. Plusieurs milliers de combattants kurdes, des forces spéciales et des soldats américains, des avions de la coalition. Sur la route qui mène à la ligne de front, les véhicules se succèdent : blindés (récents ou rafistolés), chars, pick-up, voitures, engins de chantier… Les combattants discutent, sûrs d'eux. Personne ne sait combien de jihadistes les attendent. Lundi, lors d'une offensive à Khazir, ils n'étaient que quelques dizaines. Rien ne dit que ce sera le cas à Bashiqa.

COLONNE DE BLINDÉS

A 6 heures, l'offensive est lancée. Comme souvent, ce sont les pelleteuses qui partent en premier. Elles démolissent des levées de terre de plusieurs mètres de haut. Les Kurdes les avaient érigées en 2014, lorsque l'Etat islamique paraissait invincible, capable de s'emparer de Mossoul, deuxième ville du pays, et de s'étendre village après village. Les hameaux de la région de Nawaran sont pour la plupart chrétiens, yézidis ou kurdes chiites. Des minorités haïes par l'Etat islamique. A l'époque, les peshmergas avaient reculé face aux jihadistes, sans défendre les habitants qui se sont enfuis. Jeudi, les hauts gradés kurdes se sont postés à côté de deux fortins qui dominent le champ de bataille. Au loin, dans la grisaille de l'aube, Mossoul apparaît dans des contours vagues. La ville est à 17 kilomètres. Le général Jamal Omar, corps sec et petite moustache, observe les pelleteuses détruire la dernière muraille de terre. Les engins font encore quelques mètres et s'arrêtent. Juste à côté, un hameau contrôlé par l'EI. Les jihadistes tirent un mortier qui explose à une centaine de mètres du fortin. Un char des forces kurdes réplique. *«Notre objectif est d'avancer de 5 kilomètres et d'aller ensuite vers Bashiqa. Trois assauts ont été lancés aujourd'hui simultanément. Si nous réussissons, nous contrôlerons le nord de Mossoul. Nous contrôlons déjà l'est. Le reste n'est plus de notre ressort. Sauf, bien sûr, si on a besoin de nous»,* dit le général Omar. A ses côtés, deux gradés discutent. *«On continue tout droit et après on va à gauche»,* dit l'un d'eux. Une explosion gronde au loin, suivie d'une fumée noire. *«C'est un avion»,* dit l'autre. *«On n'avance pas vite, il y a peut-être des mines»,* reprend le premier. Une colonne de blindés attend de progresser.

> **«Notre objectif est d'avancer de 5 kilomètres et d'aller ensuite vers Bashiqa. […] Si nous réussissons, nous contrôlerons le nord de Mossoul.»**
>
> ***JAMAL OMAR***
> général peshmerga

Juste derrière la ligne de front, la guerre est devenue un spectacle. Gradés et combattants se pressent autour des fortins pour suivre les combats. Ils n'ont pas l'air inquiet, les troupes avancent enfin. Les chars tirent leurs obus pour les protéger ; des balles traçantes rouges filent vers les maisons d'un hameau, à 500 mètres environ. Les avions de la coalition effectuent quelques frappes. A l'arrière, c'est la cohue. Les véhicules klaxonnent pour se frayer un passage sur la route. Des centaines de combattants circulent, s'observent, prennent des photos en attendant d'être envoyés sur le front. **Suite page 4**

Suite de la page 3 Quelques-uns se sont recouchés sur une couverture posée au sol, la tête sur leur kalachnikov. Certains ont des uniformes élimés et des baskets aux pieds : ce sont des peshmergas de base, mobilisés uniquement pour les grandes offensives. D'autres sont habillés d'uniformes noirs et propres : ils appartiennent aux unités de contre-terrorisme. Une petite troupe de soldats américains tente de passer inaperçu. Ils photographient des groupes qu'ils croisent sans s'arrêter de marcher. Une rafale claque, bientôt suivie d'une autre. Les tirs s'accélèrent, se propagent.

TIREUR EMBUSQUÉ

Les peshmergas observent le ciel. Un drone venu des territoires de l'Etat islamique les survole. Il semble mesurer entre un et deux mètres d'envergure. Il effectue un virage au-dessus des combattants. Des centaines d'entre eux vident leurs chargeurs, suivis par des mitrailleuses lourdes. Le drone vole toujours et disparaît. Début octobre, deux combattants kurdes avaient été tués, et deux soldats français grièvement blessés, dans l'explosion d'un drone piégé. A Nawaran, l'engin réapparaîtra quelques dizaines de minutes après son premier passage. Il sera abattu dans des cris de joie.

Le drone [de l'EI] réapparaîtra quelques dizaines de minutes après son premier passage. Il sera abattu dans des cris de joie.

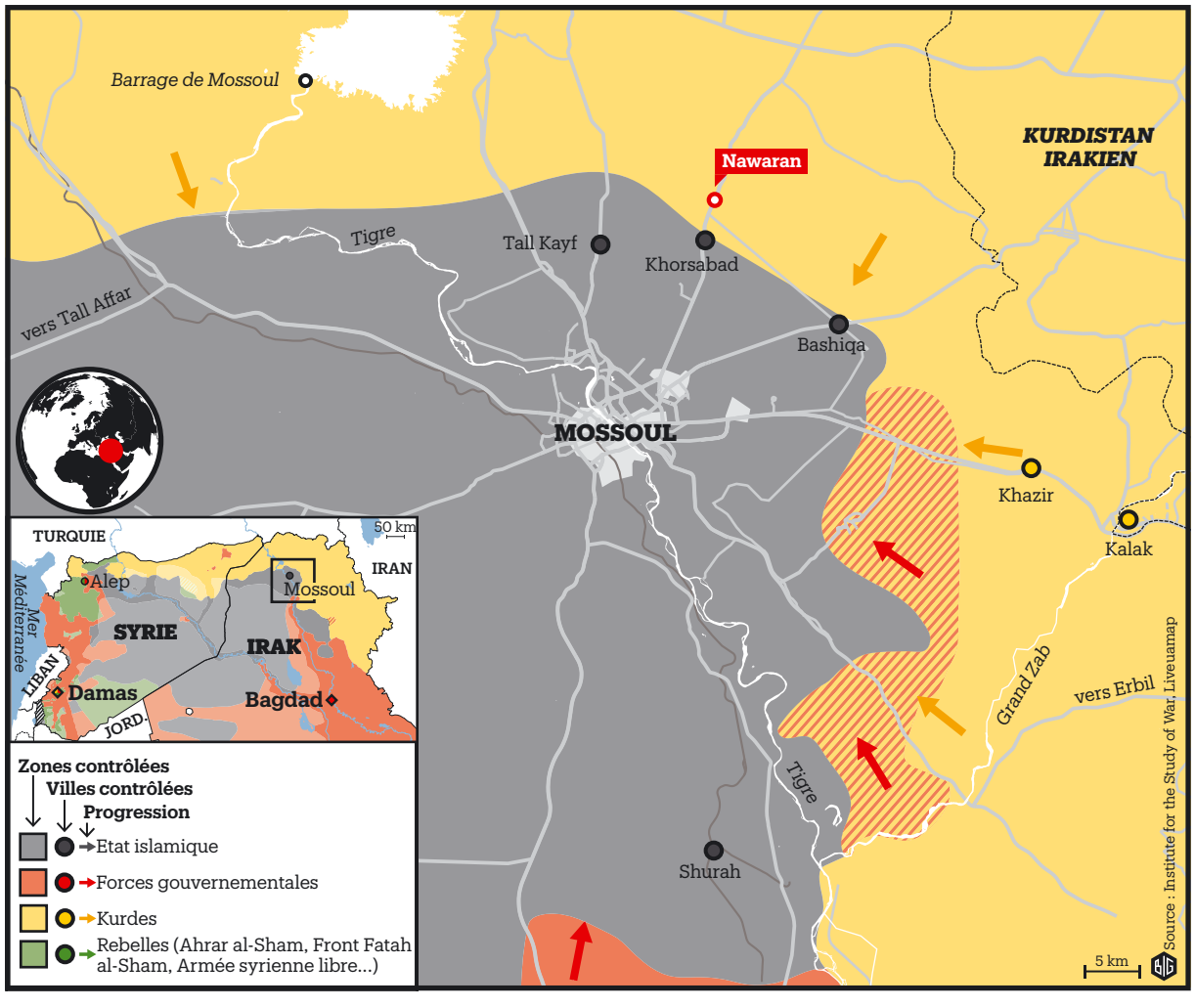
Au sol, les troupes progressent rapidement. Trois hameaux qui bordent la route menant à Mossoul sont repris. Ou presque : dans l'un d'eux, il reste un tireur embusqué. Les Kurdes le visent mais il continue à faire feu de temps à autre. Il y a peut-être d'autres jihadistes dans d'autres villages. Lorsqu'ils avancent et qu'ils ne tombent pas sous un feu nourri, les peshmergas se contentent d'encercler les hameaux, avant d'envoyer des unités chargées de débusquer les derniers membres de l'Etat islamique et de déminer.

Jeudi, les colonnes de chars et de blindés ont donc continué à progresser, l'une derrière l'autre. De temps à autre, des voitures se mêlent au convoi. Les hameaux qu'elles longent ne sont pas intacts, mais pas non plus rasés. Il y a des impacts de balles sur des façades et quelques trous causés par des obus, sans que les maisons ne se soient écroulées. Le convoi bifurque sur un sentier au milieu de champs d'herbes folles jaunies. C'est la direction de la ville de Bashiqa, attaquée en même temps par d'autres unités. Mais les peshmergas doivent d'abord traverser plusieurs villages avant de l'atteindre.

La défense des jihadistes est féroce. Ils envoient une voiture suicide et tirent des mortiers. Un véhicule des forces kurdes saute sur une mine, blessant grièvement une dizaine de combattants. Trop avancés, des blindés ne parviennent pas à faire demi-tour. Jeudi après-midi, Bashiqa était toujours contrôlé par l'Etat islamique. ◆



Les forces irakiennes effectuent des tirs de mortiers vers un village tenu par les jihadistes, à Kani



L'ÈRE DE LA TWEET-GUERRE

La vidéo est postée sur Twitter à 17 h 43 lundi par un Irakien embarqué avec les forces régulières près de Mossoul. On y voit un soldat tirer à l'arme lourde. Un autre homme suit avec son téléphone portable le trajet du projectile. Sur les réseaux sociaux, on assiste depuis quelques mois, et singulièrement autour de Mossoul, à ce duo de militaires : un qui tire, un qui filme. Photos et vidéos sont postées en direct sur Twitter à la fois de façon anarchique par des observateurs isolés et de manière très cadrée par les services de communication des armées sur place (voir par exemple le compte @Kurdistan_Army). Le selfie d'un pilote à bord de son avion est ainsi posté sur le compte de l'armée irakienne, retweeté peu après par celui de la coalition internationale. Dans ce flux disparate marqué du hashtag #MosulOps (pour «opérations de Mossoul»), la propagande se déroule en live. Les médias suivent le mouvement : les journalistes tweetent leurs reportages, à l'instar de Kareem Fahim *(Washington Post)* ou du reporter indépendant français Samuel Forey, qui racontait lundi en direct son trajet vers Mossoul dans un tank, problèmes de réseau compris. Al-Jezira utilise Facebook Live pour des duplex depuis un camp de réfugiés, tandis que la chaîne RT (ex-Russia Today) allait jusqu'à proposer de suivre un assaut sur Periscope. Cette nouvelle couverture de la guerre nécessite, plus que jamais, de réelles précautions : s'assurer que tel soldat est vraiment sur place, que tel journaliste est embarqué avec une armée et laquelle, si son média est fiable, son compte certifié… Le suivi d'une guerre à laquelle nous assistons en temps direct et à des milliers de kilomètres depuis nos portables, alertés par un push ou en déroulant nos timelines, oblige à bien identifier qui parle. Et d'où. **GUILLAUME LECAPLAIN**



al-Harami, au sud de Mossoul, mercredi. PHOTO BULENT KILIC

Paris engage déjà la bataille de l'après

Le Quai d'Orsay a coprésidé jeudi une conférence destinée à préparer la gouvernance future de Mossoul et à répondre à l'urgence humanitaire pour ne pas réitérer les erreurs du passé.

Etait-il urgent de se pencher sur le «jour d'après», la libération de Mossoul des mains de l'Etat islamique (EI), alors que l'offensive pour la reconquête de la ville vient tout juste de commencer ? Alors, aussi, qu'aucune des parties prenantes ne se hasarde à prévoir aujourd'hui les développements possibles et donc, la durée de la bataille ? En prenant l'initiative de réunir jeudi, en toute hâte, les représentants d'une vingtaine de pays et d'organisations impliqués dans les opérations, la France semble avoir entendu des préoccupations qui fusent de toutes parts.

Experts, diplomates, connaisseurs de l'Irak et de la région soulignent en effet la nécessité d'anticiper politiquement les multiples enjeux et écueils liés à la prise de la deuxième ville d'Irak et surtout de son avenir. *«Quel sera l'avenir de Mossoul, alors que des villes telles que Ramadi et Fallouja ont été dévastées par les opérations militaires passées ? Quel sera celui des Arabes sunnites, notamment dans la province de Ninive ? Dans quelle mesure la question de Mossoul pourrait-elle déterminer la survie, ou non, d'un Etat irakien en état de faillite structurelle depuis de longues années ?»* Ces interrogations de la chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) Myriam Benraad résument bien l'ampleur et la difficulté de la tâche. Car il s'agit d'éviter les erreurs et les défaillances accumulées depuis l'invasion américaine de 2003, qui ont entraîné l'Irak dans le chaos et ouvert la voie à l'Etat islamique. *«Afin que Daech soit défait durablement, les participants ont appelé à un accord politique global entre les autorités nationales irakiennes et les acteurs locaux, pour garantir une gouvernance renforcée de Mossoul et de sa région, qui soit inclusive, respectueuse de la diversité de la population et garante d'une coexistence pacifique.»* Cette déclaration officielle à l'issue de la Conférence coprésidée par le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, et son homologue irakien porte en elle un vaste, long, et périlleux programme.

Les inquiétudes les plus immédiates ? Les organisations humanitaires et des droits de l'homme l'ont répété : elles concernent le sort des quelque 1,5 million d'habitants reclus à l'intérieur de la ville. Il s'agit à la fois d'épargner ces civils pris au piège et probablement en otage par Daech lors des combats. Mais aussi d'éviter les purges et les règlements de compte au lendemain du départ des jihadistes. Et l'exode de dizaines de milliers d'habitants fuyant les combats.

Une autre grande crainte s'y superpose : la possibilité pour les combattants de l'Etat islamique de se retirer vers Raqqa, en Syrie. La tâche de la coalition anti-EI *«ne sera pas achevée»* après la reprise de Mossoul en Irak, a prévenu mercredi Manuel Valls : *«Il faudra tenter de reconquérir Raqqa […] d'où partent les ordres visant à frapper l'Europe.»* Cette question ne semble pas prioritaire pour les autres membres de la coalition internationale. Elle devrait être soulevée à nouveau la semaine prochaine au ministère de la Défense où la France, via Jean-Yves Le Drian, a cette fois invité ses homologues à se réunir le 25 octobre. Douze ministres, dont le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, devraient faire le point sur l'offensive de Mossoul et ses suites.

HALA KODMANI

A chaque Etat son propre agenda

Derrière l'apparente unanimité des acteurs de la bataille de Mossoul pour terrasser l'ennemi commun, chacun défend ses propres intérêts, parfois antagonistes.

De la première puissance mondiale à la dernière milice locale, les participants se bousculent pour libérer Mossoul de l'Etat islamique (EI). La coalition internationale dirigée par les Etats-Unis regroupe en principe une soixantaine de pays impliqués de façon très inégale. Les différentes forces irakiennes qui doivent – ou voudraient – mener les opérations sur le terrain sont souvent soutenues par des pays de la région. Derrière l'objectif consensuel et collectif de porter un coup sinon fatal, du moins magistral, à l'organisation terroriste, chacune des parties est montée au front pour des motivations propres. Concilier ces agendas pendant, et surtout au lendemain, de la bataille de Mossoul tient du jeu de go qui ne fait que commencer. Car tous les ennemis communs de l'Etat islamique aujourd'hui ne sont pas toujours des amis, loin s'en faut. Chacun convoite sa part du combat et de la victoire pour, souvent, rivaliser avec l'autre. Passage en revue des principaux acteurs.

L'objectif des Etats-Unis
Renouer avec le succès

Pour Barack Obama, le besoin d'enrayer sa spirale d'échecs au Moyen-Orient avant la fin de sa présidence explique en grande partie le moment choisi pour lancer la bataille de Mossoul. Il s'était engagé à libérer la deuxième ville d'Irak du joug de l'EI. L'opération «Conquête» avait formellement commencé en mars, avec l'objectif évoqué d'une reprise par le commandement américain pour la fin de l'année. Le déclenchement très médiatisé des attaques la semaine dernière s'est fait au moment où les critiques montaient face à l'impuissance des Etats-Unis à faire cesser les bombardements massifs des civils à Alep. Ce rappel du fiasco d'Obama sur le dossier syrien et de son piètre bilan ailleurs aux Proche et Moyen-Orient a sans doute accéléré un peu plus l'offensive. L'engagement de Washington en Irak contre l'EI va au-delà du baroud d'honneur. A la tête de la coalition antiterroriste formée en septembre 2014, les Etats-Unis sont les maîtres d'œuvre de la bataille dans les airs et sur le sol. Ils assurent surtout l'entraînement, les armes et les équipements des forces locales.

L'objectif de la France
Prendre sa revanche

«La France est en première ligne contre Daech», a répété le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, lors de la tenue jeudi de la «conférence sur l'avenir de Mossoul» *(lire ci-dessus).* Deuxième pays le plus engagé militairement, avant le Royaume-Uni pourtant historiquement plus concerné par l'Irak, la France est *«en guerre»* pour d'évidentes raisons de sécurité nationale. Depuis les attentats qui ont ensanglanté le pays, l'Etat islamique est devenu l'ennemi public numéro 1 et sa disparition une affaire prioritaire dans l'opinion. La *«bataille indispensable»* de Mossoul comptera aussi dans le bilan de François Hollande et de son gouvernement pendant la campagne présidentielle.

L'objectif de la Turquie et de l'Iran
Imposer leur influence

Pour les puissances régionales, Turquie et Iran en tête, la bataille de Mossoul comporte des enjeux cruciaux dans leur lutte d'influence en Irak et, au delà, dans toute la région. Au nom de l'histoire ottomane de la ville et de sa proximité avec le territoire turc, Ankara revendique un rôle dans les combats comme dans l'avenir de la cité à majorité sunnite. Depuis 1991, 1500 à 2000 soldats turcs sont présents dans la région et le consul turc à Mossoul était le véritable gouverneur de la ville avant 2014, année de sa prise par l'EI. Quant à l'Iran, plus distant géographiquement et historiquement de la ville, c'est l'occasion d'asseoir davantage sa domination sur l'Irak à majorité chiite. Son leitmotiv : bloquer toute revendication d'autonomie de la dernière province sunnite d'Irak.

L'objectif de l'Irak
Redorer son blason

Sur le terrain, seuls des forces irakiennes interviennent en principe dans la bataille de Mossoul. Tous les acteurs extérieurs ne font qu'apporter leur aide. Le gouvernement irakien, point d'appui essentiel légitimant tous les intervenants extérieurs, veut profiter de la bataille de Mossoul pour redorer son blason. Il entend venger l'humiliation de son armée qui a livré la ville sans combattre en juin 2014 aux hommes de l'EI et tenter de s'imposer aux yeux de la population. Mais il lui faut composer avec l'autre grande force qui mène la bataille sur le terrain : les peshmergas kurdes. Ces derniers ont avancé les premiers en direction de Mossoul. Soutenus par la coalition internationale, ils ambitionnent d'élargir leur territoire autonome. Ils sont par ailleurs proches de la Turquie, en guerre contre leurs rivaux du PKK. Si on ajoute à ces forces aux ambitions disparates, voire antagonistes, les milices sunnites et chiites irakiennes, on comprend que l'unanimité anti-EI risque d'être éphémère.

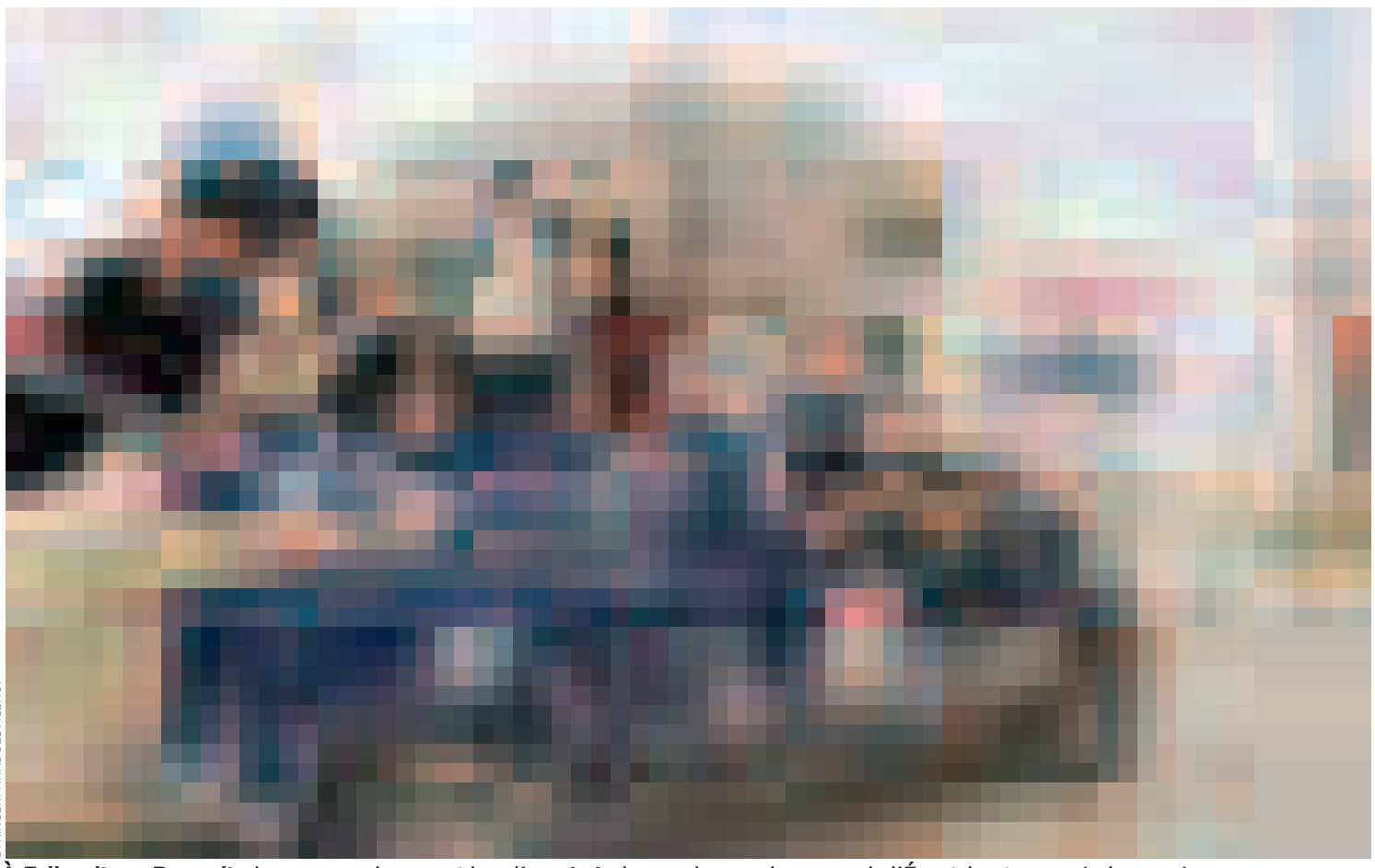
H.K.

Sur www.la-croix.com ▶ Mobilisation pour les otages en Syrie ▶ Une bibliothèque de livres religieux incendiée à Tripoli au Liban

L'Irak veut reconquérir deux villes dont Al-Qaida a pris le contrôle



IDE



STRINGER/ANADOLU AGENCY

À Falloudja et Ramadi, des groupes locaux aident l'armée à chasser les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant.

L'État islamique en Irak et au Levant, groupe armé sunnite lié à Al-Qaida, vient de s'emparer de Falloudja et de secteurs entiers de Ramadi.

Ce basculement intervient après la dispersion violente d'un camp de protestataires sunnites, qui manifestaient contre la politique du premier ministre chiite, Nouri Al Maliki.

Les forces irakiennes préparaient hier une « *attaque majeure* » pour reprendre la zone.

Les forces irakiennes s'apprêtaient, hier, à lancer un assaut pour reprendre la ville de Falloudja aux combattants liés à Al-Qaida. « *Elles préparent une attaque majeure* », à 60 km à l'ouest de Bagdad, dans la province sunnite d'Al-Anbar, devenue depuis plus d'un an un haut lieu de la contestation au premier ministre chiite Nouri Al Maliki, selon un haut responsable. Les forces spéciales ont déjà mené des opérations dans la ville et l'armée est déployée tout autour. Une fois que les habitants auront quitté la ville, les forces de sécurité vont lancer « *l'attaque pour écraser les terroristes* », a assuré ce responsable gouvernemental.

Après des mois de tensions en Irak entre la communauté sunnite et le premier ministre chiite Nouri Al Maliki, les violents combats secouant les villes de Falloudja et de Ramadi ont tourné au bénéfice d'éléments djihadistes. Falloudja, il y a dix ans, avait connu deux batailles sanglantes entre les insurgés sunnites et l'armée américaine, qui y avait laissé beaucoup d'hommes tout en réussissant à en reprendre le contrôle.

La bataille qui oppose cette fois-ci l'armée fédérale irakienne et ces groupes armés sunnites a commencé lundi dernier, quand les forces de sécurité ont démantelé un camp de protestataires sunnites installé à Ramadi. Ils manifestaient depuis un an contre la politique de Nouri Al Maliki, accusé de persécuter la minorité sunnite sous couvert de lutte antiterroriste. Le premier ministre avait qualifié le camp de « *quartier général d'Al-Qaida* ». L'assaut de lundi aurait fait 10 morts et 30 blessés, selon des sources hospitalières. Il a provoqué la démission de 44 députés, alors que les groupes armés sunnites commençaient à affronter l'armée à Ramadi et Falloudja, faisant 14 morts supplémentaires. Afin d'apaiser la situation, le gouvernement annonçait, mardi 31 décembre, le retrait de l'armée des deux villes.

« Pour beaucoup, le seul recours face aux extrémistes semble être l'armée fédérale. »

C'est probablement là que s'est joué un épisode inattendu. Profitant des combats et du retrait de l'armée, mais aussi de la police (qui a fui après des incendies de commissariats), les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont investi Falloudja et Ramadi, acheminés par des dizaines de camions. Arborant des drapeaux noirs frappés de la profession de foi islamique, ce groupe lié à Al-Qaida, actif en Irak et en Syrie, a pris le contrôle de plusieurs secteurs des deux villes.

Revenant sur sa décision, Nouri Al Maliki annonçait alors que « *nous ne retirerons pas l'armée, nous allons plutôt envoyer des renforts* » pour répondre « *aux appels des habitants et des autorités locales d'Al-Anbar* ». Il semblerait finalement que l'armée soit restée aux portes des deux villes. « *Les groupes armés locaux ont demandé à l'armée de ne pas entrer. Ils voulaient chasser eux-mêmes Al-Qaida*, explique Hosham Dawod, anthropologue au CNRS, basé en Irak. *L'armée fédérale s'est alors chargée de poursuivre les djihadistes dans le désert.* »

Selon des sources de sécurité, les membres de l'EIIL avaient encore, vendredi, le contrôle du quart de Falloudja et de plusieurs secteurs de Ramadi. Dans l'après-midi, le dirigeant de la puissante milice sunnite Sahwa, qui combat Al-Qaida, annonçait que « *16 terroristes à Khaldiya* (au sud de Ramadi) *et 46 autres dans la ville de Ramadi* » avaient été tués. « *Des hommes des tribus se sont vengés du réseau terroriste en tuant son émir* (chef) *à Al-Anbar, Abou Aberrahmane Al Baghdadi* », a déclaré Ahmad Abouricha.

Pour Hosham Dawod, Al-Qaida « *est une nébuleuse qui peut monter des coups, comme des attentats-suicides, mais pas occuper deux villes et encore moins la province d'Al-Anbar. C'est probablement symbolique. Les événements ont surtout montré que l'armée fédérale était bien présente et que le premier ministre Nouri Al Maliki est la seule véritable autorité dans le pays* », d'autant que les tribus et responsables politiques sunnites sont très divisés. Même si ses méthodes sont contestées, très peu de voix s'élèvent pour critiquer sa lutte contre Al-Qaida. « *Le seul recours face aux extrémistes semble être pour beaucoup l'armée fédérale. Même les Kurdes ont proposé d'envoyer les peshmergas pour la seconder* », ajoute Hosham Dawod.

Dans un contexte de renforcement d'Al-Qaida en Syrie voisine, Nouri Al Maliki tente de se montrer incontournable, alors que des élections législatives cruciales se tiendront dans le pays en avril 2014.

RÉMY PIGAGLIO

Les États-Unis dénoncent la « barbarie » des insurgés

Les États-Unis soutiennent le gouvernement irakien, mais c'est à ce dernier de combattre les insurgés, a déclaré hier le secrétaire d'État américain John Kerry, en tournée au Moyen-Orient. «*Nous sommes très, très préoccupés*» par la montée en puissance de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), branche d'Al-Qaida en Irak. « *Ce sont les acteurs les plus dangereux dans la région* », a déclaré John Kerry, évoquant «*leur barbarie*» et leur «*brutalité*». «*Nous resterons aux côtés du gouvernement irakien qui lutte pour repousser*» ces insurgés, «*mais c'est son combat – c'est quelque chose que nous avons établi il y a un moment*», a précisé le secrétaire d'État américain, au lendemain de la prise de la ville de Falloudja par des combattants liés à Al-Qaida.

De Fallouja à Raqqa, l'hydre islamiste

L'Etat islamique en Irak et au Levant, groupe sunnite hostile à Bagdad, s'est brutalement imposé parmi les rebelles syriens, au point de les coaliser contre lui. En Irak, il vient de s'emparer de deux villes.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**



Des insurgés près de Fallouja, en Irak, dimanche. La ville, ainsi qu'une partie de Ramadi, est aux mains de L'Etat islamique en Irak et au Levant. PHOTO AP

Ce sont deux batailles fondamentales qui se déroulent au cœur du monde arabe. Et elles ont lieu sur deux fronts inédits. La première a comme théâtre Fallouja, en Irak. L'autre se poursuit à Raqqa, une capitale provinciale dans le nord de la Syrie, région très largement contrôlée par la rébellion. Et c'est la même formation dans la mouvance d'Al-Qaeda, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui est l'épicentre de ces deux batailles et de ce qui apparaît comme un véritable tsunami politique et militaire. Ces derniers jours, des combattants de cette organisation ont ainsi pris le contrôle de Fallouja, de même qu'une partie de Ramadi, respectivement à 60 et 100 km à l'ouest de la capitale irakienne. En Syrie, après avoir conquis une partie importante du nord du pays, l'EIIL est à présent sur la défensive face à une coalition d'autres groupes rebelles qui, las de ses prétentions hégémoniques, entendent bien l'éliminer. Fait singulier : l'attaque contre l'EIIL est menée essentiellement par des formations elles-mêmes ultra-islamistes, à commencer par le Front al-Nusra, lui-même lié à Al-Qaeda.

DÉCRYPTAGE

QUE SE PASSE-T-IL À FALLOUJA ?

Après l'invasion américaine de 2003, qui a chassé Saddam Hussein du pouvoir, les chiites, majoritaires en Irak mais totalement marginalisés du temps du défunt raïs, ont pris leur revanche. A la tête du pays, ils n'ont donc pas proposé un partage du pouvoir à la minorité sunnite mais, au contraire, ils l'ont marginalisée, d'où un mécontentement qui s'est accru au fil des ans, aggravé par le sentiment d'être ciblés par les forces de sécurité, chiites pour l'essentiel. Depuis décembre 2012, ce mécontentement s'exprimait dans des camps de protestations, dans plusieurs régions où les sunnites sont majoritaires. Mais la décision du Premier ministre, Nouri al- Maliki, de démanteler le 30 décembre le principal d'entre eux, près de Ramadi, a mis le feu aux poudres. Un tel contexte a permis le retour en force de l'EIIL, en particulier dans la province sunnite d'Al-Anbar, où la rébellion islamiste prospérait déjà du temps de la présence américaine.

QUI EST L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK ET AU LEVANT ?

Dès 2004, des groupes islamistes sunnites et baasistes ont affronté l'armée américaine, en particulier à Fallouja, dont ils sont parvenus à s'emparer. Il faudra deux batailles pour les en déloger, au cours desquelles les forces américaines auront leurs plus fortes pertes depuis le Vietnam. L'un des chefs rebelles est le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui. La même année, avec d'autres groupes, il va créer Al-Qaeda en Mésopotamie, qui sera avalisé par Oussama ben Laden, et auquel il donne deux buts : affronter l'armée américaine et terroriser les chiites. Ce double jihad va donner lieu à une campagne terrifiante d'attentats, suicides ou non. S'ensuivra un début de guerre civile. Les autorités américaines imputent à Zarqaoui 700 actes de terrorisme et offrent 25 millions de dollars pour sa capture – la même somme que pour Ben Laden. Sa mort, le 8 juin 2006, va affaiblir l'organisation, de même que la technique de contre-insurrection élaborée par le général américain – et futur chef de la CIA – David Petraeus.

Mais ce groupe, tel un dragon à plusieurs têtes, va resurgir en avril 2013, en Syrie cette fois, à la faveur de la rébellion, et sous un autre nom : l'Etat islamique en Irak et au Levant, qui regroupe des islamistes irakiens et syriens. Très vite, il va s'imposer comme l'une des composantes les plus importantes de la rébellion. Il montre d'emblée sa vraie nature en faisant fouetter puis exécuter devant ses parents un gamin de 15 ans qui avait mentionné le nom de Mahomet d'une manière jugée inconvenante. A la différence aussi de l'autre formation liée à Al-Qaeda, le Front al-Nusra, qui cherche à se coaliser avec les autres forces de la rébellion, l'EIIL est totalement engagé dans une logique hégémonique. *«Il a tiré les leçons de son échec en Irak et cherche à écraser toutes les autres composantes de la rébellion, étant persuadé que celles-ci auront tôt ou tard la même intention à son égard»*, souligne un expert qui ne veut pas être cité. C'est ce même groupe qui va revenir en Irak, profitant de la continuité du pays sunnite, et s'emparer de plusieurs localités importantes.

QUE SE PASSE-T-IL À RAQQA ?

Dans sa folie meurtrière, l'EIIL est allé trop loin, ce qui a incité des milliers de Syriens favorables à la rébellion à se rallier au régime. D'où la réaction des autres composantes de l'insurrection, qui étaient jusqu'à récemment alliées à l'EIIL face à Bachar al-Assad. Et l'ouverture d'un nouveau front, vendredi, après des mois de tensions. Pour les groupes coalisés, il s'agit à présent de chasser l'EIIL de son bastion de Raqqa, où son QG est actuellement assiégé. *«Ils sont parvenus à libérer 50 prisonniers syriens détenus par l'EIIL dans un autre bâtiment»*, rapportait hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Cette nouvelle guerre au sein de la rébellion intervient à moins de deux semaines d'une conférence de paix, qui doit s'ouvrir le 22 janvier en Suisse. ◆

REPÈRES



Les première et deuxième batailles de Fallouja ont eu lieu en 2004. En pleine guerre d'Irak, au printemps puis en novembre, les forces armées américaines y ont combattu violemment la guérilla irakienne. 38 soldats américains y ont trouvé la mort, ainsi que plus de 1200 insurgés.

200

C'est le nombre de morts, depuis le 3 janvier, dans des affrontements dans la province irakienne d'Al-Anbar, où se situe Fallouja.

«[J'appelle] la population de Fallouja et ses tribus à chasser les terroristes.»

Nouri al-Maliki Premier ministre irakien, lundi, cité par la télévision d'Etat

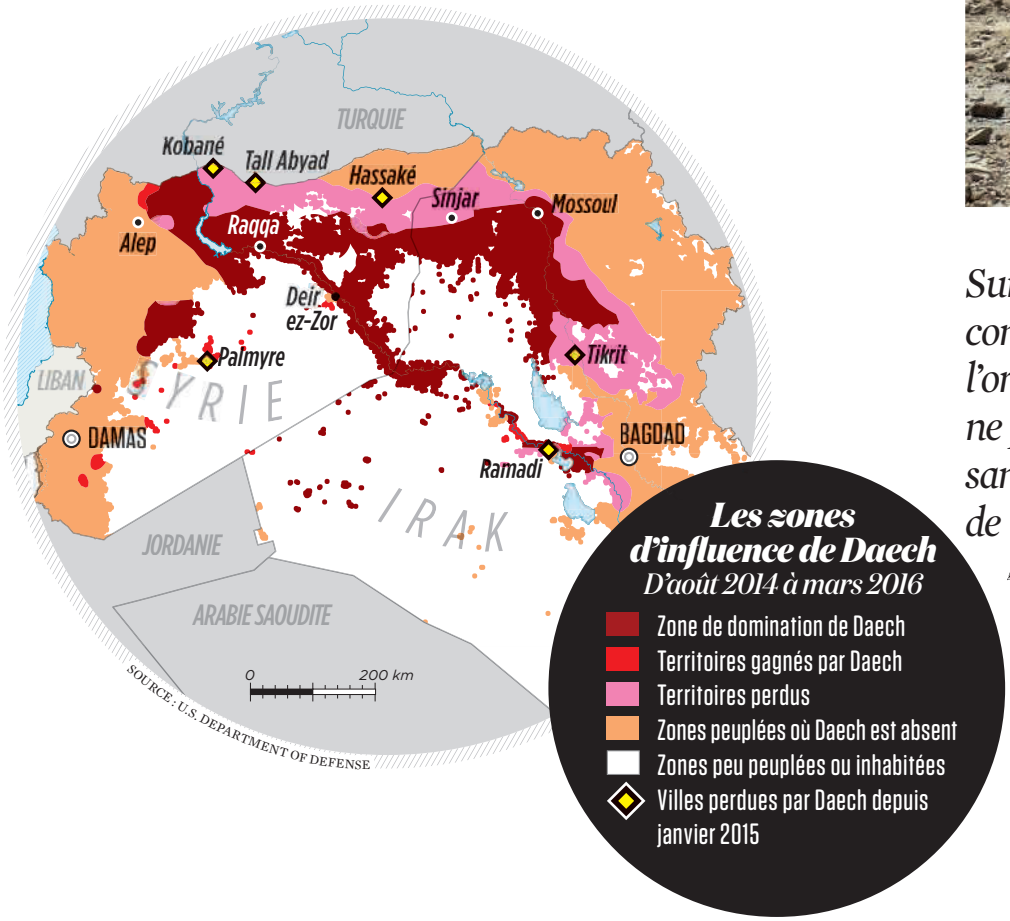
Syrie / Irak

L'Etat islamique perd-il du terrain?



Sur le plan militaire, Daech connaît des revers. Mais l'organisation djihadiste ne pourra être défaite sans résolution durable de la crise syrienne

✍ SARA DANIEL





Sur le site de l'ancienne ville de Palmyre, après sa reconquête par l'armée syrienne, le 27 mars.

AFP-STR

Et si la série d'attentats qui a ensanglanté Paris, Bruxelles et Istanbul était aussi une des conséquences des pertes territoriales subies par Daech dans son califat autoproclamé ? On connaît la propension des djihadistes en difficulté à internationaliser leur combat. Or la campagne aérienne Operation Inherent Resolve, menée par une coalition dirigée par les Etats-Unis, à partir de septembre 2014, puis les frappes russes commencées un an plus tard ont enfin réussi à affaiblir l'Etat islamique. L'année dernière, Daech a perdu de 25% à 30% du territoire qu'il contrôlait en Irak et en Syrie en 2014, au profit des Kurdes, de l'Armée syrienne libre et de celle de Bachar al-Assad. En Irak, les peshmergas ont refoulé les djihadistes des zones kurdes et repris la ville de Sinjar, le 13 novembre dernier, tandis que la ville de Ramadi a été récupérée par l'armée irakienne soutenue par l'Iran en janvier 2016. Le 17 mars, un dépôt d'armes chimiques de l'Etat islamique à Hit était détruit, selon le Pentagone, qui a envoyé un détachement de marines pour préparer ses alliés à mener dans quelques mois la bataille de Mossoul. En Syrie, Daech a récemment perdu du terrain à l'est d'Alep. L'armée régulière syrienne vient de reprendre l'antique cité de Palmyre, trésor du patrimoine mondial, tandis que les Etats-Unis ont annoncé avoir éliminé le numéro deux de l'organisation terroriste, Abdel Rahmane al-Qadouli.

A la mi-mars 2016, la coalition anti-Daech avait mené 10 962 frappes (7 336 en Irak et 3 626 en Syrie) conduites principalement par les Etats-Unis. Cette guerre engagée contre l'Etat islamique a coûté jusqu'ici plus de 6,5 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros), soit 11,4 millions de dollars par jour. Même les frappes russes, commencées le 30 septembre 2015, surtout destinées à laisser l'armée de Bachar respirer un peu, ont finalement ciblé, au moins en partie, l'Etat islamique : selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme, sur 3 000 personnes tuées par les avions russes, 900 étaient des membres de Daech.

L'augmentation des explosions dues à des véhicules piégés montre d'ailleurs que l'organisation takfirie commence à être ➤➤

à court de combattants chevronnés. Mais le décompte des corps n'est pas, dans ce conflit contre Daech, un indicateur de victoire. Chaque combattant tchétchène ou irakien tué est remplacé par un autre, certes moins aguerri mais potentiellement aussi meurtrier. Ainsi, des rapports du Pentagone établissent que les frappes de la coalition ont tué plus de 20 000 membres de l'Etat islamique, tandis que le département d'Etat estimait en janvier 2016 le nombre des affidés d'Al-Baghdadi à 30 000 soldats (le même nombre qu'en 2014). Ces chiffres montrent que les frappes éliminent effectivement des milliers de combattants de Daech, mais qu'elles ne réussissent pas à décourager les nouvelles recrues d'adhérer à l'organisation. Malgré les revers subis, le califat autoproclamé paraît bénéficier d'un réservoir de combattants prêts à mourir au combat, et conserve ses capacités offensives.

D'ailleurs, aucune guerre n'a jamais été gagnée avec des seules frappes aériennes. Les Etats-Unis ne disposent à ce jour que de 3 870 militaires au sol en Irak, et il y a peu de chances que cela évolue : Barack Obama a justifié la nouvelle tendance isolationniste de l'Amérique dans un testament politique qu'il a confié au magazine « Atlantic Monthly ». Or les frappes aériennes peuvent être contre-productives si elles provoquent ce que les militaires appellent des « dommages collatéraux », c'est-à-dire si elles tuent des civils. A 5 000 pieds d'altitude, difficile de distinguer un groupe de djihadistes d'un rassemblement de civils. Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme, les frappes de la coalition ont tué 332 civils, dont 90 enfants depuis septembre 2014.

LE RÉDUIT LIBYEN

D'autre part, l'Etat islamique peut bien être chassé de ses fiefs de Mossoul ou de Raqqa… Si les causes initiales de son succès sont toujours là, il se déploiera sur un autre terrain, dans une de ces zones de non-droit qui sont son terreau naturel. Au Yémen, au Sinaï égyptien ou en Libye, où l'organisation a beaucoup progressé depuis son implantation, en octobre 2014. En Libye, selon le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, près de 5 000 combattants de Daech rayonnent autour de leur base de Syrte, sur la côte méditerranéenne, qui n'est qu'à 550 kilomètres de l'Europe. Et les effectifs sont en progression constante : les autorités de Tripoli arrêtent chaque mois des djihadistes qui viennent de Tunisie ou d'Istanbul. D'autre part, les 800 000 migrants qui attendent en Libye de passer en Europe sont également un vivier potentiel de recrues pour l'Etat islamique, ou une source de trafic, et donc de financement. Impossible encore pour la communauté internationale de s'appuyer sur le gouvernement d'union nationale mené par Faiez Serraj et toujours réfugié à Tunis pour lutter contre les takfiris. Khalifa Ghwell, chef du gouvernement de « salut national » basé à Tripoli, s'oppose catégoriquement à sa venue et refuse toute légitimité aux accords de Skhirat menés sous l'égide de l'ONU.



L'aviation américaine mène des frappes en Irak et en Syrie depuis septembre 2014.

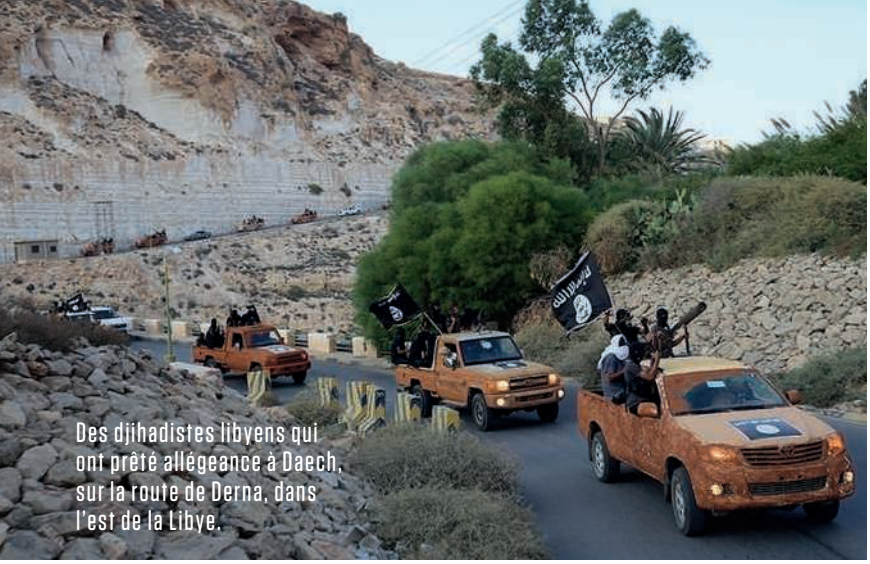
IC3 JOSEPH NEWMAN

DAECH, L'ENNEMI UTILE

Il sera impossible de venir à bout de Daech sans aboutir à un règlement de la guerre en Syrie qui ensanglante la région (470 000 morts et 1,2 million de blessés à ce jour) et a causé la plus grande crise de réfugiés de l'histoire (10 millions de déplacés). Or la coalition internationale a bien du mal à s'accorder sur un objectif militaire clair. Pour la Turquie, l'ennemi, ce sont les Kurdes. Depuis quelques mois, Erdogan est engagé dans une guerre ouverte avec la minorité, de part et d'autre de la frontière, pour éviter la création d'un Etat kurde. Les Kurdes, eux, ne cherchent pas à écraser Daech, seulement à défendre leurs nouvelles frontières. Les Russes soutiennent Bachar al-Assad et frappent ses ennemis, y compris les membres de l'Armée syrienne libre soutenus par la Turquie et la communauté internationale. Leur lutte contre l'Etat islamique est secondaire… Bachar se maintient au pouvoir en se présentant comme un bouclier contre Daech, il n'a donc pas intérêt à sa disparition complète. Quant à l'Iran, sa lutte contre l'Etat islamique l'a remis en selle pour le titre de puissance régionale principale. Il bénéficie donc de son existence, même s'il le combat. Comme l'explique le spécialiste de l'islam Olivier Roy, Daech n'est l'ennemi principal d'aucun des protagonistes de la région, ce qui lui promet une pérennité certaine.

L'IMPASSE POLITIQUE

La reconquête militaire des territoires pris par l'Etat islamique doit être assortie d'une volonté politique de rassurer la communauté sunnite, seule capable de restaurer la paix, qui passera par le retournement des tribus sunnites contre leurs alliés de l'Etat islamique. Or les conquêtes contre Daech sont menées par les forces chiites. En Syrie, l'armée de Bachar est majoritairement chiite, appuyée par les Russes et les Iraniens. En Irak, le nouveau gouvernement irakien dirigé par Haïdar al-Abadi s'était engagé, comme le prévoyait la Constitution, à instaurer un régime fédéral dans lequel les provinces sunnites seraient dotées de pouvoirs plus importants. Mais malgré ses bonnes intentions, Abadi n'a pas eu les moyens de sa volonté d'indépendance. Et il a dû nouer une alliance militaire avec les Iraniens qui participent, aux côtés des milices chiites irakiennes financées par Téhéran, à la reconquête des territoires perdus. Le général iranien Qassem Soleimani a été vu sur les principales lignes de front de la guerre contre Daech. Résultat : les sunnites de la région, marginalisés et humiliés, ne semblent pas encore prêts à se retourner contre les fondamentalistes qui les assujettissent, comme ils l'avaient fait en 2007 à l'instigation des Américains. Et certains chercheurs comme Pierre-Jean Luizard *(voir p. 48)* appellent désormais à une partition confessionnelle de l'Irak.



Des djihadistes libyens qui ont prêté allégeance à Daech, sur la route de Derna, dans l'est de la Libye.

STRINGER-REUTERS

UNE SOLUTION DIPLOMATIQUE?

Alors que le conflit syrien va entrer dans sa sixième année, les multiples tentatives de négociations diplomatiques, comme celles qui viennent de s'achever pour reprendre à la mi-avril sous l'égide de l'ONU à Genève, ont toujours achoppé sur les mêmes questions. L'opposition est-elle représentative? Quels groupes doivent participer aux pourparlers? Des acteurs régionaux majeurs comme la Turquie et l'Arabie saoudite sont enclins à inclure dans les négociations des groupes comme Ahrar al-Sham, tandis que certains Européens et les Etats-Unis pensent que ce mouvement est trop proche d'Al-Nosra (affilié à Al-Qaida). La Turquie refuse d'inclure les groupes kurdes qui contrôlent les trois quarts de la frontière syro-turque. Les Kurdes syriens ont pourtant déclaré, en marge des négociations de Genève, une région fédérale autonome dans le nord de la Syrie.

Mais, avant tout, ce dialogue indirect entre le régime et l'opposition bute sur la question centrale du rôle de Bachar al-Assad dans une Syrie pacifiée. Entre ceux qui insistent sur le départ du « boucher de Damas » en préalable à toute négociation et ceux qui estiment que sa légitimité n'est pas questionnable, aucun compromis ne semble encore possible. Les Russes et l'Iran soutiennent le régime de Bachar tandis que l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar exigent son départ immédiat. Les Etats-Unis ont évolué sur la question et examinent un calendrier plus réaliste pour sa démission ou envisagent la possibilité d'amoindrir les pouvoirs du président syrien en les transférant à un gouvernement de transition. A Moscou, où ils se sont retrouvés à l'issue des pourparlers de Genève, les parrains russe et américain des négociations ont utilisé des périphrases floues, *« Bachar doit faire ce qu'il faut »* (Kerry), *« Nous travaillons avec tous plutôt que de mettre la pression sur Assad »* (Lavrov), pour tenter de maintenir ce fil ténu de discussion ouvert jusqu'à la reprise des négociations.

Avec cette cacophonie internationale qui pollue le processus de Genève, le cessez-le-feu, qui pour la première fois semble globalement respecté, tiendra-t-il longtemps? Personne n'en fait le pari. Et la trêve n'aura alors servi qu'à laisser aux belligérants la possibilité de reprendre leur souffle et de recommencer un conflit dans lequel prospère l'Etat islamique...



Documents sauvegardés

Le Point.fr

© 2014 Le Point.fr. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20140725·POR·006607216

Nom de la source
Le Point.fr
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Vendredi 25 juillet 2014

Le Point.fr • 650 mots

Irak-Syrie : État islamique, de l'exil des chrétiens au totalitarisme

Par Jérémy André

Avec les crimes de masse, la prise de champs d'hydrocarbures et le développement d'un appareil civil, la faction djihadiste s'est soudain muée en régime totalitaire.

"Dès le lundi 14 juillet, les chrétiens avaient compris que quelque chose clochait : on leur refusait le rationnement", rappelle Benoît Faraj Camurat, président de l'association Fraternité en Irak, une ONG en contact quotidien avec Mossoul, la grande ville du nord du pays. "Mardi, leurs maisons étaient marquées de la lettre *noun*, le N arabe, pour *Nazaréen*. Mercredi, les djihadistes sillonnaient les rues, pour leur imposer un ultimatum. Avant samedi 19 à midi, il n'y aurait que trois alternatives : soit se convertir, soit payer un impôt, la jizya, soit le " *glaive* ". La quasi-totalité des chrétiens ont choisi l'exil, mais ils se sont fait systématiquement racketter au checkpoint de sortie, au nord de la ville."

Racket à Raqqa

L'application implacable de ce programme de purification religieuse a suscité l'émoi, poussant le Conseil de sécurité à parler de "crimes contre l'humanité" mardi 22 juillet. Pourtant, personne n'avait levé le sourcil lors du premier exode en juin. Ni quand, en avril, le même programme avait été appliqué par un nouvel émir installé à Raqqa, un million d'habitants, la principale ville de Syrie contrôlée par l'EIIL.

Sans doute parce qu'ils n'avaient nulle part où aller, contrairement aux Irakiens qui affluent vers le Kurdistan, les chrétiens syriens n'avaient pas fui. Ils avaient donc accepté le statut de dhimmis (non-musulmans), une vieille institution mise en place dès le VIIe siècle lors de la conquête arabe. La taxe s'y serait élevée à environ 250 dollars par personne tous les six mois. En 2010, le salaire moyen en Syrie était de 218 dollars, selon la Banque mondiale. Entretemps, la guerre n'a pas dû arranger les choses. Le montant imposé à Mossoul n'est pas connu.

Éveil d'un monstre

Qu'il s'agisse d'une expulsion maquillée ou d'une véritable législation, l'événement montre le changement de nature de l'EIIL. Ce ne sont plus des bandes armées de fanatiques, mais une entité politique à part entière. La proclamation du califat et le changement de nom en État islamique le 29 juin sont loin d'être purement cosmétiques. Pourrait-on même parler d'État totalitaire ? "Comment appeler cela autrement ?" acquiesce Romain Caillet, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), spécialiste de l'État islamique. "Leur territoire est plus vaste que la plupart des pays de la région. Et l'épuration est loin de concerner seulement les chrétiens. Les chiites sont purement et simplement exécutés et leurs lieux saints sont rasés."

Romain Caillet s'inquiète particulièrement du cercle vicieux - "vertueux pour eux" - dans lequel l'EIIL est entré en juin. "En prenant le nord-ouest de l'Irak, ils ont libéré des prisonniers qui ont rejoint leurs rangs, mis la main sur des puits de pétrole et sur des armes lourdes. Avec cela, ils ont renforcé leurs positions en Syrie. Maintenant, cela va leur permettre de relancer l'assaut en Irak." Au lendemain de la proclamation du califat, leurs forces ont défilé à Raqqa. L'expert de l'IFPO estime qu'elles se sont nettement renforcées ces dernières semaines, passant de 20 000 hommes

avant l'offensive à plus de 25 000 aujourd'hui. Sans compter les centaines de Hummer, les chars, les Scud et les canons pris en Irak. Les djihadistes revendiquent même le fait d'avoir saisi des hélicoptères.

En Syrie, à l'horreur des exactions s'est ajoutée la massification des crimes de guerre. La prise du champ gazier de Shaïr, au nord-est de Palmyre, le 18 juillet aurait fait entre 60 (selon les forces loyales à Bachar el-Assad) et 270 morts (selon l'État islamique). Même dans la tranche basse, cela en ferait l'une des opérations militaires les plus meurtrières depuis le début du conflit. L'enjeu est de taille. "L'électricité et l'essence sont gratuites pour la population sunnite, ainsi clientélisée", explique Romain Caillet. Les caisses du nouvel État en dépendent. Les hydrocarbures sont vendus à moitié prix à des hommes d'affaires irakiens et turcs. L'argent permet de soutenir l'effort de guerre, d'approvisionner des marchés et de financer le fonctionnement du nouvel État.

"Une vision claire de la manière de construire un État"

Un journaliste du New York Times vient de passer une semaine à Raqqa, dans la plus totale clandestinité. Loin de décrire une ville en déshérence, ses habitants témoignent d'une double réalité, entre sécurité accrue et barbarie : "Ce que je vois à Raqqa prouve qu'ils ont une vision claire de la manière de construire un État", assure un enseignant à la retraite. Des administrations, hybrides entre la mystique médiévale des salafistes et des institutions modernes, ont vu le jour : l'hôtel de ville abrite une "commission des services islamiques", une église confisquée aux chrétiens a été reconvertie en centre de propagande.

Un des critères fondamentaux de l'État totalitaire est le contrôle des communications de masse. De ce point de vue, les djihadistes ont fait des progrès fulgurants au cours des derniers mois. Sorti le 16 juillet, le premier numéro de *Dabiq,* le magazine officiel de l'État islamique destiné à l'étranger et donc traduit en anglais et en français, fait sa une sur "le retour du califat". Avec une belle maquette, digne d'un grand hebdomadaire, dont les pubs auraient été remplacées par des photos d'exécutions.

Documents sauvegardés

© 2014 Le Point.fr. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20140906·POR·006619003

Nom de la source
Le Point.fr
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Samedi 6 septembre 2014

Le Point.fr • 601 mots

État islamique : l'Irak se félicite du projet américain de coalition internationale

Source AFP

Le projet de coalition a commencé à s'esquisser vendredi en marge du sommet de l'Otan à Newport, au Royaume-Uni. Il exclut toutefois l'envoi de troupes au sol.

Bagdad s'est félicité samedi du projet de coalition internationale porté par le président américain Barack Obama contre l'État islamique (EI), le qualifiant de "message de soutien fort" à l'Irak, après des appels à l'aide répétés. Le projet de coalition a commencé à s'esquisser vendredi en marge du sommet de l'Otan à Newport, au Royaume-Uni.

Face aux avancées des djihadistes début août dans le nord de l'Irak, poussant à la fuite des centaines de milliers de personnes et menaçant le Kurdistan, Washington a commencé à mener des raids aériens contre leurs positions, en appui aux forces kurdes et fédérales. Et plusieurs pays occidentaux ont promis des armes à Erbil, la capitale de la région autonome kurde.

Mais après la décapitation par l'EI du journaliste américain James Foley, dans une vidéo diffusée le 19 août, les pays occidentaux ont fait part de leur effroi, se disant encore plus déterminés à éradiquer ce groupe, auteur d'exécutions, d'enlèvements et de lapidations.

Forces fédérales dépassées

"Nous accueillons favorablement" le projet de coalition, a dit à l'AFP samedi le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, rappelant que son pays avait "à plusieurs reprises appelé ses partenaires internationaux à l'aide pour faire face à cette menace dangereuse, non seulement pour les peuples d'Irak et de la région mais aussi pour l'Europe, l'Amérique et les pays de l'Otan".

Reconnaissant que les capacités de l'Irak face à l'EI étaient "limitées", il a dit avoir "besoin de soutien". Devant l'offensive fulgurante débutée en juin par l'EI au nord de Bagdad, qui lui a permis de s'emparer de grands secteurs dans cinq provinces, les forces fédérales irakiennes se sont en effet retrouvées complètement dépassées.

Excluant une opération terrestre étrangère, Hoshyar Zebari a indiqué que les pays prêts à s'engager dans la coalition évoquaient "un soutien aérien, une aide tactique, un armement des forces sur le terrain comme (celui) des peshmergas (combattants) kurdes, des forces de sécurité irakiennes et aussi une aide en matière de renseignements". À la clôture du sommet de l'Otan vendredi, le président Obama s'est dit "confiant dans le fait que les Alliés de l'Otan et leurs partenaires sont prêts à rejoindre une vaste coalition internationale".

"Pas de troupes au sol"

Les représentants de dix pays (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Turquie, Pologne, Danemark, Canada, Australie) s'étaient réunis plus tôt pour jeter les fondements de cette coalition, le secrétaire d'État américain John Kerry et le secrétaire à la Défense Chuck Hagel espérant qu'elle puisse voir le jour d'ici à l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre à New York.

Toutefois, les objectifs, la nature et les contours de cette coalition restent encore à définir. Pour les participants à la réunion de vendredi, "la ligne rouge est : pas de troupes (de combat) au sol", a résumé John Kerry. Selon les Américains, "pour être efficace, elle doit s'articuler

autour de plusieurs axes : soutien militaire à nos partenaires irakiens, stopper le flux des combattants étrangers, contrer le financement de l'État islamique, traiter la crise humanitaire et délégitimer son idéologie".

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés estime à 1,8 million le nombre des Irakiens déplacés par les combats - impliquant en particulier l'EI - en 2014 en Irak, dont 850 000 ont fui vers le Kurdistan. D'autres questions restent en suspens, en tête desquelles le cas de la Syrie, où l'EI s'est emparé de larges zones dans le nord et l'est en tirant avantage de la guerre qui la ravage depuis plus de trois ans.

Le groupe a proclamé fin juin l'établissement d'un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, et tous les Alliés reconnaissent que la Syrie fait partie du problème.

"La menace est relativement immédiate pour l'Europe"

François Hollande, qui s'est dit prêt à participer à une coalition "dans le respect du droit international", a cependant exclu pour l'heure une action en Syrie, dirigée par un président Bachar el-Assad dont la légitimité n'est pas reconnue par les alliés et qui pourrait mettre à profit des frappes pour se renforcer.

Barack Obama a lui-même reconnu la semaine dernière que les États-Unis n'avaient pas encore arrêté de stratégie pour ce pays. La menace de l'État islamique est d'autant plus pressante que les pays occidentaux redoutent l'exportation sur leur sol d'actes de terrorisme, l'EI ayant attiré quelque 2 000 djihadistes européens, selon les services de renseignement.

"La menace est relativement immédiate pour l'Europe", a ainsi déclaré Matthew Olsen, qui dirige le Centre national de l'antiterrorisme américain. Sur le terrain, les forces kurdes et les miliciens chiites ont découvert 35 cadavres à Souleimane Bek, au nord de Bagdad, ville qu'ils ont reprise lundi à l'EI, selon un officier et un médecin.

Documents sauvegardés

Le Point.fr

© 2015 Le Point.fr. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20150227·POR·006667793

Nom de la source
Le Point.fr
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Vendredi 27 février 2015

Le Point.fr • 808 mots

Irak : quand l'État islamique tentait d'anéantir une culture

Source AFP

VIDÉO. L'organisation terroriste a détruit des biens culturels appartenant à un musée irakien de Mossoul, une ville occupée depuis juin par les djihadistes.

Les djihadistes du groupe État islamique ont détruit dans le nord de l'Irak des trésors pré-islamiques et ont été la cible de frappes de la coalition dans le nord-est de la Syrie, où ils ont enlevé plus de 220 chrétiens assyriens. Les combattants du groupe sunnite radical ont réduit en miettes des statues, frises et autres trésors pré-islamiques, selon une vidéo mise en ligne jeudi par le groupe. Ils ont vandalisé à coups de masse d'imposantes pièces notamment dans le musée de Mossoul, dont les collections renferment des objets inestimables des périodes assyrienne et hellénistique, datant de plusieurs siècles avant l'ère chrétienne.

Des experts ont confirmé et déploré ces destructions, qu'ils ont comparées à la démolition des bouddhas de Bamiyan par les talibans en Afghanistan en 2001. La directrice générale de l'Unesco a immédiatement réclamé la convocation d'une réunion de crise du Conseil de sécurité des Nations unies. Thomas Campbell, le directeur du Metropolitan Museum de New York (Met), l'un des plus grands musées du monde, a qualifié la destruction de "catastrophique" et a fait part de sa "grande tristesse". "Une telle brutalité gratuite doit cesser, avant que tous les vestiges de l'ancien monde ne soient anéantis", a-t-il ajouté.

Raids autour de Tall Tamer

En Syrie, ces trois derniers jours, près de 1 000 familles d'Assyriens, soit quelque 5 000 personnes, ont fui leur domicile pour trouver refuge à Hassaké et Qamichli, deux villes du nord-est tenues par les forces kurdes et gouvernementales, selon un responsable assyrien. Joint par téléphone à Hassaké, Danny Jano, 35 ans, a expliqué à l'Agence France-Presse (AFP) avoir fui en pyjama avec sa femme et ses deux filles en apprenant que les djihadistes approchaient de son village. "Les combats ont commencé lundi à 4 heures du matin. Nous avons entendu le bruit des armes automatiques et des bombardements durant sept heures avant de décider d'abandonner notre maison", a-t-il raconté. Dans un nouveau bilan, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état du rapt de 220 personnes, contre 90 précédemment, depuis lundi.

Les Assyriens ont été enlevés dans la région de Tall Tamer, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Hassaké, où l'EI contrôle désormais 10 villages chrétiens, selon l'ONG. La ville de Tall Tamer demeure, elle, sous le contrôle de forces kurdes. Des raids de la coalition internationale contre l'EI ont eu lieu autour de Tall Tamer, selon cette même source, qui n'a pas fourni dans l'immédiat un bilan des victimes des frappes. Selon Oussama Edward, directeur du Réseau assyrien des droits de l'homme basé en Suède, les otages assyriens ont été emmenés à Chaddadé, un fief de l'EI au sud de Hassaké, et pourraient servir de bouclier humain. Au moins 35 combattants de l'EI et 25 membres des forces kurdes et assyriennes ont été tués dans les combats dans la région ces trois derniers jours, selon l'OSDH. Le Conseil de sécurité de l'ONU a "condamné fermement" ces enlèvements de chrétiens, qui sont les premiers de cette ampleur en Syrie, estimant que "de tels crimes montrent une nouvelle fois la

brutalité de l'EI".

Tournant dangereux

Jeudi, le chef du renseignement américain, James Clapper, a estimé que la "sauvagerie brutale" des combattants de l'organisation EI, avec les décapitations d'otages et l'immolation d'un pilote jordanien, avait eu "un effet galvanisant" sur les opinions publiques à travers le Moyen-Orient. Toutefois, a-t-il affirmé devant la commission des Forces armées du Sénat, le combat contre l'EI n'est pas une priorité pour la Turquie, et cela favorise le transit sur son sol de combattants étrangers se dirigeant vers la Syrie. Par ailleurs, le haut-commissaire des Nations unies pour les Réfugiés (HCR), Antonio Guterres, a déclaré que la crise des réfugiés syriens atteignait "un tournant dangereux" et a demandé aux Européens et aux pays du Golfe de se montrer plus généreux et plus accueillants.

En Syrie, la montée en force de l'EI a grandement éclipsé la confrontation entre le régime de Bachar al-Assad, mis au banc par de nombreux pays occidentaux, et la rébellion, qui entrera le mois prochain dans sa cinquième année et a fait plus de 210 000 morts. Le médiateur de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura sera à Damas samedi "pour y rencontrer de hauts responsables gouvernementaux à propos de la cessation des hostilités", a annoncé jeudi le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric. Lors d'une rencontre mercredi avec trois parlementaires français, le président Bachar al-Assad a déclaré son appui à cette initiative, selon des participants à la réunion. L'entretien de ces parlementaires avec Monsieur Assad, avec lequel Paris n'entretient plus de relations, a été condamné par le président français François Hollande, qui a qualifié le chef de l'État syrien de "dictateur".

Documents sauvegardés

Le Point.fr

© 2015 Le Point.fr. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20150302·POR·006668631

Nom de la source
Le Point.fr
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Lundi 2 mars 2015

Le Point.fr • 780 mots

Irak : 30 000 hommes pour reprendre Tikrit à l'État islamique

Source AFP

La bataille engagée est "la plus massive" lancée depuis la prise par l'EI en juin 2014 de pans entiers du territoire, a déclaré un officier de l'armée irakienne.

Les forces gouvernementales irakiennes ont lancé lundi une offensive d'envergure, mobilisant quelque 30 000 hommes et l'aviation, pour reprendre au groupe État islamique (EI) la ville de Tikrit, un bastion des djihadistes à 160 kilomètres au nord de Bagdad. Avec l'appui des frappes aériennes de la coalition internationale antidjihadiste, l'armée irakienne et les milices alliées du gouvernement ont avancé vers le nord ces derniers mois et remporté quelques victoires. Mais elles se sont cassé les dents plusieurs fois à Tikrit. La bataille engagée lundi matin est "la plus massive" lancée depuis la prise par l'EI en juin 2014 de pans entiers du territoire irakien, a déclaré un officier de l'armée irakienne, joint par téléphone.

"Des chasseurs-bombardiers, des hélicoptères et l'artillerie visent Tikrit pour assurer la progression (des forces pro-gouvernementales) et couper les voies de ravitaillement", a-t-il ajouté, précisant que les forces de sécurité avançaient "depuis trois directions". Des sources militaires ont fait état d'avions irakiens participant à l'opération, mais la coalition internationale, conduite par les États-Unis, n'a pas mené de frappes en appui à l'offensive car "le gouvernement irakien ne l'a pas demandé", a indiqué le Pentagone. L'EI contrôle Tikrit depuis neuf mois et sa percée fulgurante dans le nord et l'ouest de l'Irak, où le groupe extrémiste sunnite impose sa loi et multiplie les atrocités, comme sur les territoires qu'il contrôle en Syrie voisine.

Bataille stratégique

Le commandant militaire pour la province de Salaheddine, dans laquelle se trouve Tikrit, a souligné que cette bataille avait une importance à la fois stratégique et symbolique. "L'objectif est bien sûr de finir de libérer la province pour permettre le retour des déplacés", a-t-il déclaré. "Mais il s'agit aussi d'un tremplin sur le chemin de la libération de Mossoul", deuxième ville du pays, à 350 kilomètres au nord de Bagdad, tombée aux mains de l'EI. D'après l'officier irakien interrogé, les forces impliquées dans la bataille de Tikrit appartiennent à l'armée, la police, des unités antiterroristes, des groupes de volontaires principalement chiites sous commandement gouvernemental et des tribus locales sunnites hostiles à l'EI.

Selon des médias iraniens et irakiens, le général Ghassem Souleimani, commandant de la Force Qods, une unité d'élite de l'armée iranienne, se trouve dans la province de Salaheddine pour aider à coordonner les opérations. En annonçant dimanche soir cette offensive majeure, le Premier ministre irakien a appelé les forces pro-gouvernementales à épargner la population civile. "La priorité que nous avons fixée à l'armée et aux forces qui l'aideront est de préserver la sécurité des citoyens", a indiqué Haïder al-Abadi, voulant rassurer la population de Tikrit, principalement arabe sunnite, qui craint des représailles des forces de sécurité si les djihadistes sont chassés.

"Venger Speicher"

Samedi, Hadi al-Ameri, commandant des unités de Mobilisation populaire et figure centrale de la lutte en Irak contre l'EI, avait appelé la population à quitter la ville dans les "48 heures", afin de

lancer la bataille "pour venger Speicher". Speicher est une base militaire proche de Tikrit où plusieurs centaines de nouvelles recrues, essentiellement chiites, avaient été enlevées avant d'être exécutées lors des premiers jours de l'offensive de l'EI. Les milices chiites, en particulier, ont toujours promis de venger les exécutions de Speicher, suscitant des craintes de violences contre la population sunnite dans le cas d'une reprise de Tikrit. D'autant que des tribus sunnites locales ont été accusées d'être impliquées dans le massacre de Speicher. La région de Tikrit est le berceau de l'ancien président Saddam Hussein, capturé en 2003 et exécuté en 2006. Des anciens cadres de son parti Baas sont accusés de s'être alliés à l'EI.

Dimanche, M. Abadi s'est adressé aux habitants pour leur demander de se retourner contre les djihadistes. "J'appelle tous ceux qui ont été trompés et ont commis des erreurs à déposer les armes aujourd'hui. Celle-ci pourrait être leur dernière chance", a-t-il dit, suggérant la possibilité d'une amnistie pour certains habitants qui avaient choisi le camp de l'EI. Les djihadistes ont répliqué par la diffusion d'une vidéo de l'exécution de quatre membres d'une tribu sunnite de la région de Tikrit, accusés d'avoir collaboré avec le gouvernement.

Selon John Drake, un expert de AKE Group, la bataille engagée lundi a davantage de chance de réussir que les précédents assauts lancés contre Tikrit, car les groupes chiites ont désormais plus de moyens. "Néanmoins, l'opération va probablement être très difficile", a-t-il dit, en soulignant qu'il serait compliqué pour les forces de sécurité d'obtenir des renseignements sur le terrain en raison de la peur de représailles de l'EI.

Documents sauvegardés

Le Point

© 2016 Le Point.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20160412·POR·3589232lpw

Nom de la source
Le Point.fr
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
France

Mardi 12 avril 2016

Le Point.fr • no. 201604 • 1021 mots

Irak : les récits terrifiants des rescapés de l'organisation État islamique

Par Jérémy André (dans le Kurdistan irakien)

Alors que l'EI perd du terrain en Irak et en Syrie, les camps de déplacés en Irak voient affluer des familles prises au piège depuis presque deux ans.

« Dès que j'ai su qu'ils étaient libres, j'ai demandé un jour de permission... Je viens d'arriver aujourd'hui ! » Jalal, soldat irakien de 30 ans, affiche un large sourire qui adoucit son visage anguleux. Il a tombé l'uniforme, et radieux, porte ses cinq enfants et sa femme accrochés à ses bras, à ses jambes et à son dos. Il y a quatre mois, Jalal était parvenu à s'enfuir de son village, contrôlé par l'EI. Mais pas sa famille, prise au piège. Il y a dix jours, l'armée irakienne a ouvert un corridor fin mars, lors de la première phase de l'offensive sur Mossoul, la capitale de l'organisation État islamique en Irak. En trois semaines, 2 400 civils ont ainsi fui les zones de combats et les territoires soumis à Daech. Le Kurdistan d'Irak (4,5 millions d'habitants) qui accueille d'ores et déjà 1 million de déplacés irakiens et près de 246 000 réfugiés, principalement syriens, pourrait ainsi en recueillir 600 000 de plus au terme de la bataille de Mossoul, selon les Nations unies.

GRAPHIQUE L'offensive lancée fin mars contre l'EI. Objectif : reprendre Mossoul. © AFP

Fuite

Jalal n'est que simple fantassin. Avant 2014, il portait un autre uniforme, celui de policier, durant neuf ans. Puis les djihadistes sont arrivés, et ont convoqué ses collègues pour qu'ils déposent leurs armes et se soumettent à une humiliante séance d'excuses auprès des petits chefs du groupe terroriste, qui leur promettaient en retour de les laisser tranquilles. Cela n'a pas empêché l'arrestation puis la disparition de son capitaine, sans doute exécuté. Le jeune policier l'avait pressenti : lui est directement passé en clandestinité. « Nous avons passé 2 ans enfermés à 40 dans nos maisons », explique la mère de Jalal, en voile noir. Son fils explique : « Les femmes devaient porter le niqab et des gants pour sortir. À la moindre faute, c'était une amende, ou un châtiment. »

Le jeune chef de famille parvient finalement à joindre un cousin, officier dans les milices gouvernementales, les Forces de mobilisation populaires. Début 2016, son épouse vient d'accoucher, lui doit fuir. De nuit, il se faufile jusqu'aux lignes des peshmergas, les soldats kurdes qui tiennent Makhmour. Et s'embarque immédiatement pour Kirkouk, où il s'engage.

GRAPHIQUE Sur le front anti-Daech en Irak. © EDUARDO MARTINS Nur Photo/AFP

En mars, débute la bataille de Makhmour. Au signal, 23 membres de la famille de Jalal ont fui à leur tour et marché pendant 8 heures, sur près de 10 kilomètres, en file indienne, sur un sol qu'ils craignaient d'être pavé de mines. Tous ont atteint Makhmour sains et saufs, et sont désormais réunis au camp de Debaga, sur la route d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak. 520 autres familles sont parvenues là, une dizaine arrivent encore chaque jour.

Dans tous les camps de la région, atterrissent ainsi quotidiennement des rescapés, passés entre les mailles du filet. Plus au nord, dans un camp près de la ville de Duhok, dans une salle commune en parpaings, construite entre les tentes de plusieurs familles, Fabrice, volontaire à Pompier urgence internationale (PUI), s'affaire avec des ciseaux

: « On fait avec les moyens du bord », répète-t-il. Sa toute première patiente est une femme de 38 ans, arrivée il y a quelques jours, la jambe gauche plâtrée. Fabrice ouvre petit à petit le coffre de résine trop serré, son collègue Philippe désinfecte le petit orteil tuméfié. Fin mars, de mystérieux passeurs l'ont transportée ainsi, sans béquilles, depuis Raqqa, en Syrie. Sa jambe s'est cassée lors d'un bombardement allié, assure la jeune femme soignée par PUI. Le plâtre de Helin - pour sa sécurité, son prénom a été modifié - a été posé par des médecins de Daech, quelques semaines auparavant. Le geste le plus humain de ses geôliers, en 20 mois de captivité.

Mariées de force, violées, ruinées

Elle est yézidie et vivait autrefois dans la montagne du Sinjar, où habitait la plus grande partie de cette minorité religieuse kurde, massacrée lors des conquêtes de l'EI en août 2014. Elle a passé des mois enfermée avec des centaines de femmes et d'enfants, dans des prisons improvisées puis dans une cave, avant d'être subitement relâchée. Sur ses sept enfants, trois ne sont pas là, ses deux garçons, et sa fille de quinze ans, tout comme son mari. Sait-elle ce qu'ils sont devenus ? « Je ne sais pas. » Elle fond en larmes. Dans d'autres villages que le sien, les hommes ont été exécutés. Toutes les jeunes femmes capturées ont, elles, été cédées à des acheteurs ou offertes à des djihadistes.

C'est ce qui est arrivé à Fahima et sa belle-soeur Parwen, assise côte à côte devant leur tente, à la sortie du camp. Déportée dans la région d'Alep, Parwen a été donnée à un Syrien, puis à un Tunisien. « Le premier était atroce, le second un peu meilleur. » Les deux ont abusé d'elle. Grâce à une voisine arabe qui s'était prise d'amitié pour elle, et à son cousin passeur, elle s'est évadée par la Turquie, en août 2015.

GRAPHIQUE Lalish, le lieu saint des Yézidis en Irak. © Farhad BABAEI/ LAIF-REA

Fahima, elle, a été placée chez un Irakien, dans la région de Ramadi, au centre du pays. Le djihadiste est mort en janvier dernier dans un bombardement. Elle est restée avec la famille du défunt. Elle est, elle aussi, parvenue à s'évader, mi-mars. Son fils Saïf n'avait que 4 ans lors de leur enlèvement. « Il ne parle plus kurde. (...) Nous vivions avec une famille qui parlait arabe et nous étions forcés de faire pareil. » À son retour, l'enfant aurait même traité des membres de sa propre famille d'« infidèles ». Fahima est allé avec lui au temple de Lalish, la maison mère de la religion yézidie, pour le faire baptiser et se purifier elle-même à la source du sanctuaire. En sept mois, Parwen n'en a pas encore eu le temps ni les moyens. Elles doivent encore chacune des milliers de dollars, avancés par des proches, pour financer leur évasion.

Le Monde
JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023

Aux Etats-Unis, les saboteurs de l'Etat fédéral

Les extrémistes républicains bloquent tout compromis qui éviterait la paralysie financière de l'administration

WASHINGTON - *correspondant*

Nerfs à vif, bluff, combines procédurales : le Congrès américain est rompu à ces jours et à ces nuits de psychodrame budgétaire, dont les subtilités échappent aux citoyens. Ces jours et ces nuits passés à négocier près de l'interrupteur, au risque d'éteindre le gouvernement fédéral, faute de financements.

Au Sénat, comme à la Chambre des représentants, une écrasante majorité d'élus veut éviter une crise dont ils seraient tenus pour responsables. Pourtant, les Etats-Unis se trouvent au bord d'un nouveau shutdown d'ici au 1er octobre. Une crise à la fois prévisible – au vu des équilibres internes chez les républicains – et incompréhensible.

« Un accord est un accord », répète Karine Jean-Pierre, porte-parole de la Maison Blanche. Il avait fallu un mois de négociations, en mai, pour parvenir à un compromis de dernière minute entre l'administration et la Chambre, afin d'éviter un défaut de l'Etat fédéral sur ses obligations financières. Les républicains avaient alors accepté un relèvement du plafond de la dette sur une période de deux ans, en échange d'un gel de la hausse des dépenses publiques en 2024 et d'une limitation à 1 % en 2025, sauf dans le secteur militaire. Chacun pouvait revendiquer une victoire. Le soulagement était général. Sauf parmi les radicaux du Parti républicain, qui pensent tenir leur revanche.

« C'est un concept totalement nouveau, des personnes qui veulent juste tout réduire en cendres », lâchait il y a quelques jours le speaker républicain, Kevin McCarthy, les dents serrées. Le président de la Chambre a exploré tous les subterfuges pour sortir de l'impasse. C'est finalement le Sénat qui a mis sur la table, mardi, un texte bipartisan qui permettrait une extension du financement de l'Etat fédéral jusqu'à la mi-novembre, comportant une nouvelle aide pour l'Ukraine d'environ 6 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros). Mais M. McCarthy ne tient pas ses propres troupes : le passage de ce texte à la Chambre est peu probable.

Afin d'obtenir son poste en janvier, au bout de quinze tours de scrutin et d'une série d'humiliations, le speaker avait cédé sur l'essentiel des demandes des élus extrémistes, en matière de postes dans les commissions et de règles de fonctionnement. La faible majorité à la Chambre (quatre sièges) obtenue par le Parti républicain lors des élections de mi-mandat en novembre 2022 a placé ce dernier à la merci du Freedom Caucus.

Fondé en 2015, le Freedom Caucus s'épanouit dans l'obstruction, mais ne parvient à promouvoir aucun texte



Chip Roy, élu républicain du Texas et membre du groupe Freedom Caucus, le 12 septembre, à Washington. DREW ANGERER/AFP

Tyrannie de la minorité

Le Freedom Caucus, c'est un conservatisme parlementaire pyromane, d'estrade et de micro, de points d'exclamation et de poses, qui s'épanouit dans l'obstruction mais ne parvient à promouvoir aucun texte – avec un Sénat démocrate –, puisque tout compromis est vu comme une défaite.

Une tyrannie de la minorité des élus s'est ainsi imposée dans le Grand Old Party, qui s'appuie toutefois sur une majorité des militants. Si l'on additionne les scores dans les sondages de Donald Trump, du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, et de l'entrepreneur Vivek Ramaswamy, on arrive à près de trois électeurs républicains sur quatre séduits par une pente autoritaire, la guerre culturelle et la désignation de boucs émissaires dans la société.

Ces élus dénoncent l'endettement américain faramineux de 33 000 milliards de dollars, mais refusent de discuter de façon constructive des paramètres qui ont conduit à cette situation, notamment sous l'ère Trump, comme le soulignait récemment un éditorial du *Washington Post* : le système fiscal, l'assurance-maladie et les priorités dans les dépenses publiques. C'est aussi une opposition idéale, par ses outrances, pour la majorité démocrate au Sénat et pour la Maison Blanche, qui prétendent incarner le parti de la raison.

Le périmètre de ce groupe extrémiste est imprécis. Fondé en 2015, le Freedom Caucus comprend près d'une cinquantaine de membres ou d'élus assimilés, essentiellement originaires de la quinzaine d'Etats du Sud. Leur discipline de vote varie en fonction des sujets. Ils étaient massivement engagés contre la certification de la victoire de Joe Biden en 2020. Ils étaient encore une vingtaine en janvier, au début de la session parlementaire, à bloquer l'élection de Kevin McCarthy au perchoir.

Le Freedom Caucus comprend un noyau dur. Parmi les figures les plus médiatiques se trouvent les représentants Jim Jordan (Ohio), Chip Roy (Texas), Matt Gaetz (Floride), Bob Good (Virginie) ou encore Marjorie Taylor Greene (Géorgie), bien que celle-ci ait été mise à la porte du groupe en juillet, en raison de sa trop grande proximité avec Kevin McCarthy. « MTG » reste l'une des ferventes avocates de Donald Trump au Congrès et rêve de figurer à ses côtés sur un ticket présidentiel. D'autres, comme Chip Roy, se sont rangés derrière Ron DeSantis, lui-même parmi les membres fondateurs du Freedom Caucus.

Ces élus ont de grandes ambitions pour eux-mêmes. Chacun suit ses priorités. Président de la commission à la justice, Jim Jordan est focalisé sur les auditions visant Joe Biden, son fils Hunter, la police fédérale (FBI) et les juges qui ont eu l'audace d'inculper Donald Trump. Lui-même avait pourtant refusé de témoigner devant la commission d'enquête parlementaire sur l'assaut du 6 janvier 2021 au Capitole, en dénonçant une *« chasse aux sorcières »*.

« Terrorisme législatif »

Chip Roy et Bob Good aimeraient découper les dépenses de l'Etat fédéral à la tronçonneuse. Matt Gaetz, enfin, méprise Kevin McCarthy. Le 12 septembre, l'élu de Floride a attaqué le speaker dans l'hémicycle, estimant qu'il ne respectait pas les termes de l'accord de janvier ayant permis son élection. M. Gaetz dressait une longue liste de reproches, parmi lesquels une trop grande mansuétude envers *« la famille criminelle Biden »* ou encore l'absence de diffusion complète de tous les enregistrements sur le 6 janvier 2021 au Capitole.

Officiellement, le Freedom Caucus réclame moins de dépenses publiques, la fin de l'aide à l'Ukraine – la Maison Blanche espère un nouveau paquet de 24 milliards de dollars – ou encore une réponse martiale contre la pression migratoire à la frontière avec le Mexique.

Ce qui lie ces personnalités est une détestation de l'Etat fédéral. L'administration fiscale, le département de l'éducation, le ministère de la justice, le FBI : toutes ces branches du gouvernement sont vues comme hostiles et même illégitimes. Elles sont à élaguer, voire à couper. L'ancien speaker républicain de la Chambre John Boehner a parlé au sujet de ces élus de *« terrorisme législatif »*. Il avait lui-même choisi de démissionner face à leurs attaques répétées, en 2015. Depuis, leur influence n'a cessé de croître.

Donald Trump, lui, a encouragé ce groupe dans son opération de sabotage à la Chambre. Dans un message publié sur son réseau Truth Social, l'ancien président écrivait à l'attention des élus : *« SAUF SI VOUS OBTENEZ TOUT, FERMEZ* [l'Etat]*! Fermez la frontière, arrêtez l'instrumentalisation de la "justice", et mettez fin à l'interférence électorale. »* M. Trump assure ses partisans qu'ils ne seront pas tenus pour responsables d'un shutdown, contrairement au président en place. C'est historiquement faux, comme l'ont démontré les crises de cette nature. Voilà pourquoi Kevin McCarthy se débat pour en éviter la répétition. En espérant ne pas y perdre son poste. ■

PIOTR SMOLAR

Crimes de l'EI en Irak : Bagdad exige les preuves collectées par l'ONU

La demande faite à l'Unitad, qui enquête sur les atrocités de l'Etat islamique, se heurte au fait que la peine de mort est en vigueur dans le pays

LA HAYE - *correspondance*

Une année pour remettre les millions de documents et de données collectés sur les crimes commis en Irak par l'organisation Etat islamique (EI) et plier bagage : c'est la nouvelle feuille de route d'Unitad, la mission des Nations unies chargée d'enquêter sur les crimes du groupe terroriste. Le 15 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté la prolongation du mandat de l'équipe d'enquête, mais *« jusqu'au 17 septembre 2024 seulement »*, précise la résolution. Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, le 5 septembre, le ministre des affaires étrangères irakien, Fouad Hussein, avait déjà annoncé que son pays acceptait de prolonger la mission d'un an, mais *« sans possibilité d'extension »*.

Chargée de recueillir les preuves de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide commis en Irak par l'EI, l'équipe d'enquête des Nations unies (Unitad) a été créée par un vote unanime du Conseil de sécurité, en septembre 2017. Depuis, la mission d'investigation a toujours fait consensus à New York. A quelques détails près, l'unité entre les membres du Conseil de sécurité s'est exprimée à chaque rapport semestriel de la mission, installée à Bagdad.

Tous les ans néanmoins, l'Irak proposait de planifier une fin de mandat pour l'Unitad. Cette fois, fort des soutiens russes et chinois, Bagdad est parvenu à imposer un plan précis, autour d'une priorité : récupérer les preuves récoltées depuis six ans par les enquêteurs, non seulement concernant les crimes de l'EI, mais aussi ceux qui ont financé l'organisation terroriste. Bagdad demande l'accès à ces preuves *« dans le plein respect de la souveraineté de l'Irak et de sa compétence pour connaître des crimes commis entre ses frontières et contre son peuple »*.

Des preuves, l'Unitad en a récolté des tonnes. Assez pour établir qu'un génocide a été perpétré contre les yézidis, et pour documenter les crimes commis contre les chiites, les chrétiens, et les sunnites de la région d'Al-Anbar. La mission onusienne a récemment remonté la piste de la production et de l'utilisation d'armes chimiques sur le village de Taza Khormatou, au sud de Kirkouk, en 2016.

Rapatrier des suspects de Syrie

Les enquêteurs disséquent aussi la structure de l'EI. En juin, devant les diplomates à New York, le chef de l'enquête, Christian Ritscher, avait décrit une *« bureaucratie à grande échelle qui a documenté et maintenu un système administratif semblable à celui d'un Etat »*. Rien de vraiment nouveau, beaucoup a déjà été dit sur l'organisation. Mais l'ancien procureur allemand l'affirme preuves à l'appui.

Or, ces preuves, l'Unitad ne peut les remettre à la justice irakienne, car la peine de mort y est toujours en vigueur. A New York, la France, entre autres, s'accroche aux principes, rappelant à chaque réunion sur l'Unitad qu'on ne peut transmettre des preuves *« dans le cadre de procédures judiciaires impliquant la possibilité de condamnations à mort »*.

L'Unitad a remonté la piste de l'utilisation d'armes chimiques sur le village de Taza Khormatou

Pour contourner la question de la peine de mort, un projet de loi a été déposé devant le Parlement irakien, en 2020. Il prévoit d'introduire les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide dans le code pénal irakien, mais laisse en suspens la question de la sentence. Les rédacteurs gardent ainsi ouverte la possibilité que la peine capitale ne soit pas applicable pour ces crimes. Trois ans après, le texte n'est toujours pas adopté. Et la Chine en profite pour déclarer que la remise à l'Irak des pièces rassemblées par l'Unitad ne devrait pas être assortie de ces conditions. Même son de cloche côté russe.

Avec les juges irakiens, les procureurs de l'Unitad ont préparé des dossiers clés en main pour de futurs procès, dans l'espoir que les blocages soient levés un jour. Mais si, faute de preuves, l'Irak ne peut pas conduire les procès devant ses propres tribunaux, les membres de l'EI pourraient finir par trouver refuge ailleurs, alertent les autorités. Des dossiers sont en cours de préparation concernant certains responsables de l'organisation qui résident hors d'Irak, a expliqué M. Ritscher à New York début juin.

L'ancien procureur suggère aussi d'utiliser l'Unitad pour rapatrier et permettre de juger les Irakiens actuellement réfugiés en Syrie, dans le camp d'Al-Hol. Une idée largement soutenue par les Etats-Unis.

La résolution votée à New York prévoit aussi de déterminer les *« modalités de partage des preuves avec des Etats tiers »*. Elle demande également des comptes sur celles déjà transmises hors d'Irak. Depuis six ans, les enquêteurs ont coopéré avec dix-sept Etats. Mais Moscou estime désormais que l'Unitad a surtout bénéficié aux Occidentaux, et demande la *« transparence »* sur les preuves fournies hors d'Irak. Avec l'aval de Bagdad, les enquêteurs en ont transmis à des procureurs européens chargés de juger des membres de l'EI, ont procédé à des interrogatoires de témoins et fourni des expertises médico-légales. Le premier de ces procès s'est déroulé, en 2021, en Allemagne et a abouti à la condamnation à perpétuité d'un Irakien jugé coupable de l'esclavage d'une enfant de 5 ans. La France enquête aussi sur des crimes similaires. ■

STÉPHANIE MAUPAS

En Afghanistan, brûler des livres pour échapper au joug des talibans

La peur des fondamentalistes incite un libraire de Kaboul à faire le tri dans son stock

REPORTAGE

KABOUL - *envoyé spécial*

Le régime taliban n'inspire pas qu'une peur physique. Sa vision très rigoriste du monde fait souvent craindre le pire aux esprits les plus ouverts. Tel ce petit libraire du boulevard Shahid-Mazari, au cœur du quartier de Dasht-e-Barchi, à l'ouest de Kaboul, qui a décidé de se débarrasser de trois ouvrages représentant, selon lui, un danger si les talibans venaient à y regarder de plus près. Un choix qui fait écho aux attaques meurtrières qui ont frappé, en mai 2020 et 2021, des hôpitaux et des écoles de cette partie de la capitale, habitée à 95 % par les Hazara, une minorité chiite persécutée par les sunnites extrémistes. Et un dépit qui manifeste l'incertitude dans laquelle vit cette communauté malgré des messages d'ouverture adressés par les nouveaux maîtres du pays, depuis fin août.

Amir, dont le visage de type mongol dit qu'il est hazara, reçoit, ce jeudi 16 septembre, sur des tabourets instables en plastique et se meut avec aisance dans son antre minuscule aux murs couverts de livres. De celui-ci, situé presque en face du poste de police, de l'autre côté du boulevard désormais occupé par des policiers talibans aux manières rudes du Sud afghan dont ils sont originaires, il les voit passer chaque jour.

« Ils ne sont pas encore venus, mais j'ai préféré brûler les deux cents exemplaires que j'avais achetés du dernier livre d'Homeira Qaderi et je vais faire de même avec deux ouvrages de Manouchehr Faradis, explique-t-il. *Je ne veux pas ajouter la violence à la crise. Nos deux principaux clients, des instituts de cours du soir, n'ont pas rouvert. La perte est sèche et le loyer est élevé, on va finir par mettre la clé sous la porte. »*

Phénomène tabou

Du stock de livres d'Homeira Qaderi, il n'a gardé qu'un volume en anglais intitulé *Dancing in the Mosque, an Afghan Mother's Letter to Her Son* (« danser dans la mosquée, la lettre d'une mère afghane à son fils »). La couverture est anodine, un arbre et deux silhouettes de femme, de dos, la tête couverte d'un simple voile. Néanmoins, d'après le jeune libraire, le contenu et la personnalité de l'autrice incarnent tout ce que les talibans exècrent. *« C'est l'une des figures afghanes de défense des droits des femmes dans le pays. »*

Ayant grandi à Herat (ouest) sous l'occupation soviétique de son pays, puis lors de la guerre civile, elle se voit interdire, comme la plupart des filles, d'aller à l'école après la première prise du pouvoir des talibans, en 1996. Elle continue à s'éduquer, en secret, avant de commencer à publier des nouvelles qui lui valent des menaces de mort. Réfugiée en Iran, elle y termine sa formation intellectuelle. Ecrivaine, professeure à l'université de Kaboul, elle devient très active en matière de lutte pour l'égalité des droits des femmes afghanes tout en occupant des postes de conseillère ministérielle.

Les couvertures des deux livres de Manouchehr Faradis disent autre chose. L'une est d'un rouge boudoir montrant une femme, au bras et, sans doute au buste, nus, assise et penchée sur ses genoux. On ne distingue pas son visage légèrement flouté. Le titre en dari (le persan afghan) est sans équivoque : « les gentilles prostituées ». Publié par la maison d'édition Zaryab dont l'auteur, âgé de 34 ans, est aussi le directeur, le texte s'oppose à tout ce que défendent les talibans en décrivant un phénomène social tabou dans la société afghane.

Dos nu d'une femme

La seconde couverture a des airs d'estampe japonaise sur fond de cerisiers en fleur, sauf qu'au centre on voit, habilement glissé, le haut du dos nu d'une femme que l'on devine à la chevelure noire. « Au revoir l'amour. Tomber amoureux », dit le titre. C'est un écrit sur sa maîtresse. Le style est littéraire mais d'une liberté sans doute inacceptable pour les fondamentalistes talibans. Manouchehr Faradis s'est également fait connaître pour avoir publié des livres interdits en Iran, dont *Lolita,* de Nabokov, et *Ulysse,* de Joyce, ainsi que des romans et des recueils de poèmes d'Iraniens censurés dans leur pays natal.

Contacté, alors qu'il vit à Kaboul, il a assuré découvrir le sort réservé à ses ouvrages. *« A Herat, j'ai entendu que les talibans avaient confisqué des livres et battu des libraires. »* Amer, il a ajouté : *« Si on n'a pas travaillé avec les Américains ou des organisations étrangères, aucun pays ne s'inquiète pour vous. Or, je suis un éditeur et un écrivain indépendant, c'est pour cela que je suis toujours bloqué ici. »* D'après lui, *« il n'existe pas d'avenir en Afghanistan car la chose la moins précieuse pour les talibans est la vie humaine. Ce que j'ai écrit et publié suffit à me faire assassiner. Ceux qui ne leur ressemblent pas sont des apostats et méritent la mort ».*

Amir le libraire voudrait bien partir, lui aussi. *« Beaucoup de nos amis étaient dans le théâtre, ils ont réussi à quitter le pays »,* lâche-t-il, alors que trois petites filles et un petit garçon, en uniforme d'écolier, font irruption dans sa boutique, sans se soucier de l'affluence, et lui achètent des crayons et une gomme. ■

JACQUES FOLLOROU,
AVEC GHAZAL GOLSHIRI (À PARIS)

LIBAN

Arrivée du fioul iranien

Des dizaines de camions-citernes transportant du fioul iranien et acheminés par le mouvement chiite Hezbollah sont entrés jeudi 16 septembre, depuis la Syrie, au Liban, en proie à de graves pénuries de carburant. Au total, 80 camions-citernes, d'une capacité totale de quatre millions de litres, devaient arriver dans le pays du cèdre. Ils devaient décharger leurs cargaisons à Baalbek, dans le nord du pays, dans les réservoirs de stations-service détenues par le Hezbollah et visées depuis février 2020 par des sanctions américaines, avant d'être distribuées sur le marché, par ordre de priorités. – *(AFP.)*

PAYS-BAS

Démission de la ministre des affaires étrangères

La chef de la diplomatie néerlandaise, Sigrid Kaag, a démissionné jeudi 16 septembre après que les députés ont critiqué sa gestion de l'évacuation d'Afghanistan. Vingt-deux interprètes afghans ont été laissés sur place, en dépit des appels de députés à les évacuer des mois auparavant. – *(AFP.)*

« Le moral de l'EI en Irak est en hausse après la chute de Kaboul »

Le général kurde irakien Sirwan Barzani craint une poussée djihadiste, alors que le retrait des forces de combat américaines de son pays approche

ENTRETIEN

BEYROUTH - *correspondante*

Neveu de l'ancien président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, le général Sirwan Barzani est commandant d'une unité des forces kurdes peshmergas et à la tête de la compagnie de télécoms Korek. Disant craindre une résurgence de l'organisation Etat islamique (EI), il appelle au maintien des troupes américaines en Irak, notamment des forces de combat dont le retrait est programmé au 31 décembre.

Pourquoi demandez-vous le maintien des forces de combat américaines ?

Nous avons vu ce qui est arrivé après la décision, en 2011, de l'ancien président Barack Obama de retirer les troupes américaines : l'organisation Etat islamique est arrivée. Pour l'équilibre de la région et du Kurdistan irakien, il faut que les forces de la coalition internationale anti-EI restent. Nous avons besoin de leur technologie. Nous n'avons pas de drones pour contrôler les mouvements des djihadistes ni de caméras thermiques. Le gouvernement fédéral de Bagdad ne nous autorise pas à en acquérir. Le maintien des troupes américaines est aussi important pour le moral de la population, des déplacés, et pour que les chrétiens se sentent en sécurité.

Après le retrait d'Afghanistan et la chute de Kaboul, craignez-vous que les Etats-Unis décident de retirer totalement leurs troupes d'Irak ?

Ils nous assurent jusqu'à aujourd'hui qu'ils continueront à soutenir l'ensemble de l'Irak. Je ne pense pas qu'ils répéteront le scénario afghan. Nous redoutons un scénario identique à celui de 2014, quand l'armée irakienne s'est effondrée face à l'EI. Elle a davantage d'expérience, elle s'est aguerrie dans la lutte contre l'EI. Mais la mentalité qui a sous-tendu l'expansion djihadiste – les problèmes entre chiites et sunnites – demeure. Les djihadistes sont des musulmans radicaux qui lavent le cerveau des gens. Il faut que les Américains continuent à nous aider avec des conseillers, de la technologie militaire, du renseignement.

Lors de sa visite en Irak et au Kurdistan irakien fin août, le président Emmanuel Macron vous a assuré du soutien de la France. Quel peut être ce soutien ?

La promesse du président Macron est très importante pour nous. La France a déjà fait beaucoup depuis le début de la guerre et jusqu'à maintenant. Cela dépendra de son budget et de ses capacités. Les Français peuvent faire plus avec les forces spéciales en matière de formation, dans le partage des renseignements et la surveillance des mouvements de l'EI.

La présence accrue de milices chiites dans les régions sunnites est-elle de nature à alimenter la résurgence de l'EI ?

« Nous redoutons un scénario identique à 2014, quand l'armée irakienne s'est effondrée face à l'EI »

« On estime à 7 000 le nombre de djihadistes dans tout l'Irak – à 99 % des locaux –, et l'équivalent en Syrie »

Certains disent que la présence des milices chiites est nécessaire, car il n'y a pas assez de forces pour contrôler ces régions. Il faut accroître les effectifs de la police locale, car les populations locales lui font davantage confiance. Beaucoup de déplacés préfèrent rester dans les camps au Kurdistan irakien, dans des conditions de vie difficiles, parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité chez eux. C'est éloquent.

Estimez-vous que la menace posée par l'EI s'est accrue ?

On observe une hausse des activités de l'EI. Il y en a tous les deux ou trois jours. Ils opèrent avec des lunettes de vision nocturne et s'orientent avec des GPS dans mon secteur, les montagnes de Qarachogh. Nous-mêmes n'avons pas de lunettes de vision nocturne car Bagdad ne nous autorise pas à en avoir. On voit une répétition du scénario qui a eu lieu en 2013 *[avant la conquête d'un tiers de l'Irak et de la Syrie par l'EI].* Leur moral est en hausse après ce qu'ils ont vu en Afghanistan, la victoire des talibans. On estime à 7 000 le nombre de djihadistes dans tout l'Irak – à 99 % des locaux –, et l'équivalent en Syrie. Ils sont présents depuis la frontière avec l'Iran jusqu'à la frontière avec la Syrie. Ils ne peuvent pas traverser cette frontière aussi facilement qu'avant, car les troupes irakiennes la gardent.

Beaucoup des attaques perpétrées par l'EI se déroulent dans les zones disputées entre Bagdad et Erbil. Un accord de coopération sécuritaire n'a été trouvé que fin août. Pourquoi ce blocage ?

Des procédures sont prévues dans l'article 140 de la Constitution pour résoudre ce problème historique mais cela fait quinze ans que Bagdad refuse de l'appliquer *[il prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans les régions disputées].* Après deux ans de discussions, nous avons trouvé un accord pour créer deux brigades conjointes composées de peshmergas et de troupes de l'armée irakienne. Elles devraient être mises en place d'ici deux à trois semaines. Cela va permettre de résoudre beaucoup des problèmes sécuritaires de la région. Mais les autres problèmes entre Bagdad et Erbil demeurent. Si on applique l'article 140, les gens pourront décider s'ils veulent vivre sous l'autorité du gouvernement fédéral ou du gouvernement autonome du Kurdistan irakien, et cela résoudra 99 % du problème.

Les forces turques, qui occupent des bases au Kurdistan irakien, mènent une offensive en Irak contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée terroriste par Ankara. Des civils ont été tués. Pourquoi laisser la Turquie opérer ?

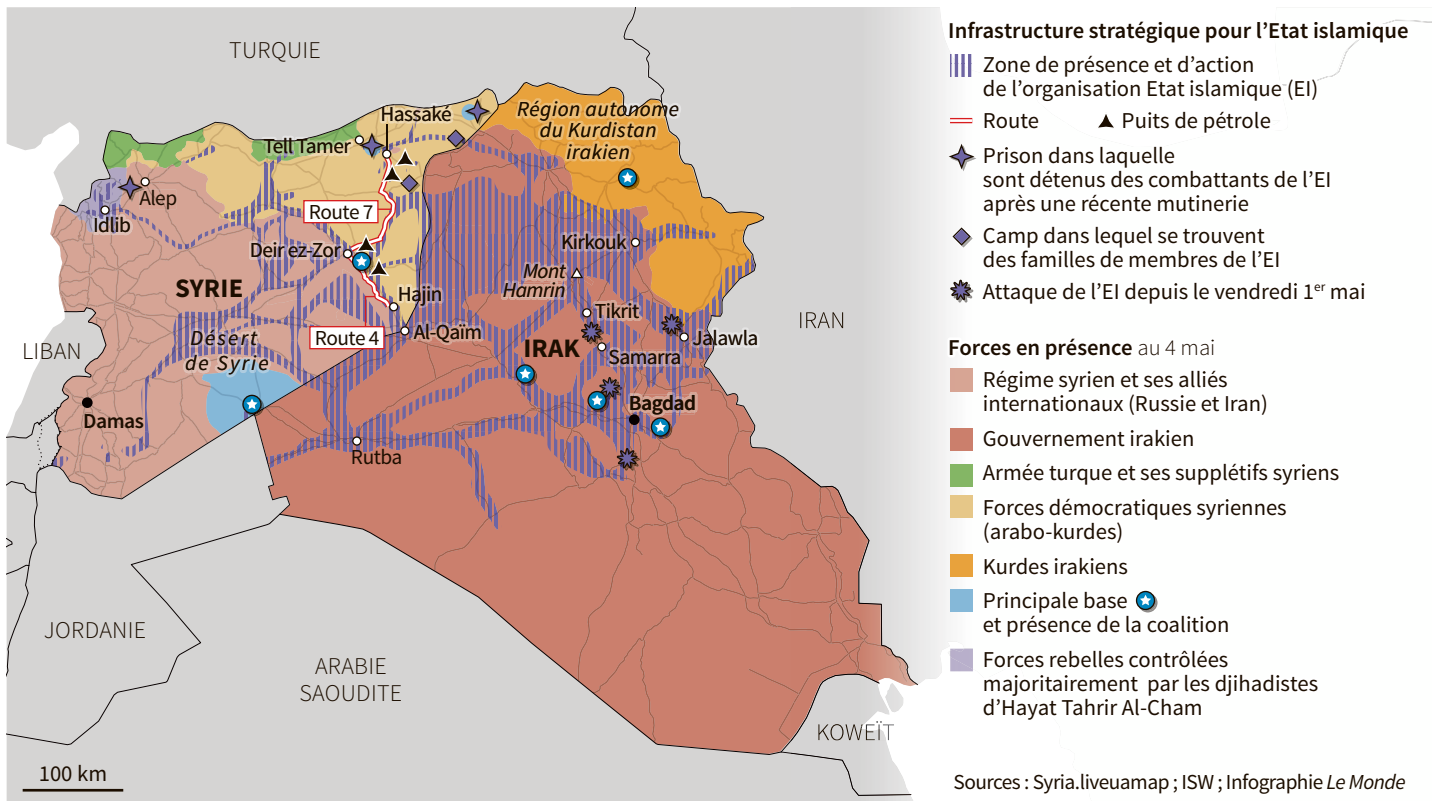
Malheureusement des civils meurent parfois dans ces opérations. Mais, cela n'est pas de notre responsabilité, car notre espace aérien comme les frontières sont sous l'autorité de Bagdad. La Turquie a demandé à l'Irak qu'elle ne laisse pas le PKK l'attaquer depuis son territoire. La Turquie se sert de l'excuse du PKK pour poursuivre ses opérations. La décision revient à Bagdad et à Ankara. Nous ne pouvons pas nous battre contre l'armée turque. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
HÉLÈNE SALLON



L'EI multiplie les attaques en Irak et en Syrie

La confusion et le désengagement occidental permettent au groupe de reconstituer ses forces



Sources : Syria.liveuamap ; ISW ; Infographie *Le Monde*

Par son ampleur, l'attaque est sans précédent depuis de longs mois. Vendredi 1er mai, l'organisation Etat islamique (EI) a mené un assaut coordonné contre plusieurs barrages des unités de la Mobilisation populaire (MP) irakienne, une force gouvernementale dominée par les milices chiites, près de Samarra, à 100 kilomètres au nord de Bagdad. Les combats, qui ont duré plusieurs heures et nécessité l'envoi de renforts, ont fait dix morts au sein de la MP.

Ces attaques en Irak interviennent alors qu'une nouvelle mutinerie a éclaté, dimanche 3 mai, dans une prison d'Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, où sont détenus des membres étrangers de l'EI, tombés entre les mains des Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde. Dans les deux pays, la survivance du groupe dans des replis de son ancien territoire lui a permis de maintenir une partie de son influence en attendant que les données de l'équation régionale évoluent en sa faveur. La montée des tensions entre l'Iran et les Etats-Unis en Irak, ainsi que les conséquences de l'épidémie de Covid-19, pourraient déjà lui avoir offert un environnement un peu moins hostile.

« Attaques menées de jour »

Depuis le début du mois du ramadan, l'Irak est ainsi confronté à une vague d'attaques rarement observée depuis la chute, en 2017, du « califat » autoproclamé dans le pays. Après la perte de ses territoires, le groupe djihadiste avait reconstitué des cellules dans les zones libérées. Quelque 2 500 à 3 000 hommes, selon les estimations, étendent leur ancrage local. Des combattants revenus de Syrie, infiltrés par la frontière poreuse qui court sur plus de 600 kilomètres à travers le désert, sont venus gonfler leurs rangs.

Depuis la fin mars, un regain notable d'activité de ces cellules est observé dans les zones où elles sont les plus ancrées : dans la province de l'Anbar, le long de la frontière avec la Jordanie et la Syrie, et surtout dans le nord-est du pays, dans un corridor qui s'étend de la province de Ninive jusqu'à celle de Diyala, en passant par Kirkouk. Selon le porte-parole de la coalition internationale de lutte anti-EI, le colonel Myles Caggins, si le nombre d'attaques est en progression depuis le début de l'année, il restait en avril encore inférieur au nombre des attaques observées sur la même période en 2019.

« Il y a un changement qualitatif dans les actions que le groupe mène, avec des attaques plus directes et agressives, certaines étant même menées de jour », analyse Sam Heller, consultant sur les groupes armés pour l'International Crisis Group (ICG). Les attaques, désormais quotidiennes, visent principalement des positions des forces de sécurité dans des zones rurales, parfois des notables locaux, au moyen de pièges explosifs et de tireurs embusqués. En parallèle, l'EI a multiplié les opérations de sabotage contre les infrastructures électriques.

Le groupe a toutefois démontré au cours des derniers jours sa détermination à engager des combats directs, dans un périmètre d'action qui dépasse ses zones de repli traditionnelles. Après l'attaque du 1er mai, la MP a annoncé avoir essuyé d'autres assauts dans les provinces de Diyala, Salahaddin et même à Jurf Al-Sakhr, à 60 kilomètres au sud de Bagdad, qui avait été reprise à l'EI dès 2014.

L'EI exploite les failles du dispositif sécuritaire, qui se sont accentuées avec la paralysie au sommet de l'Etat depuis l'automne 2019 et les tensions entre Washington et Téhéran. L'appui de la coalition anti-EI aux forces irakiennes a été réduit après l'assassinat, à Bagdad, du général iranien Ghassem Soleimani, dans une frappe de drone américaine, le 3 janvier, sous l'effet des pressions des milices et des partis chiites proches de l'Iran.

« L'EI cherche à reconstruire ses réseaux économiques et ses voies logistiques »
ARTHUR QUESNAY
postdoctorant en sciences politiques à la Sorbonne.

La pandémie de Covid-19 a entraîné le départ temporaire de milliers de formateurs de la coalition. Les mesures prises contre la propagation du virus, notamment l'imposition du couvre-feu, ont aussi eu pour effet de détourner une partie importante des forces de sécurité irakiennes.

Dans les territoires disputés entre l'Etat fédéral et le gouvernement autonome du Kurdistan irakien, le groupe tire profit de la brèche sécuritaire causée par le manque de coordination entre Bagdad et Erbil, et par le faible ancrage local des milices chiites qui contrôlent la zone.

Si la perspective d'un basculement de territoires aux mains du groupe est exclue par les experts, l'organisation Etat islamique renforce son ancrage. *« L'EI ne cherche pas forcément à recruter, il n'en a pas besoin pour le moment. Il ne cherche pas non plus à être très actif, tant que la coalition est toujours présente, mais plutôt à reconstruire ses réseaux économiques et ses voies logistiques »*, estime Arthur Quesnay, postdoctorant en sciences politiques à la Sorbonne.

Côté syrien, dans les étendues désolées de la Badiya, entre Homs et Deir ez-Zor, les djihadistes continuent de sillonner le désert et de tendre des embuscades aux unités loyales à Bachar Al-Assad. Le régime y a perdu des centaines d'hommes depuis son retour, fin 2017. *« Dans la Badiya, l'Etat islamique paraît avoir les capacités militaires de ravir une petite ville, au moins temporairement, ce qui serait d'une grande importance symbolique »*, relève un analyste basé en Syrie.

A une centaine de kilomètres à l'est, le cours de l'Euphrate sépare les territoires revenus sous le contrôle précaire de Damas de ceux pris à l'EI par les Forces démocratiques syriennes. *« Des deux côtés du fleuve, la sécurité s'est effondrée. Une patrouille qui tombe dans une embuscade, c'est une scène devenue banale. Petit à petit, l'EI s'enracine de nouveau au milieu des trafics qui font survivre la région »*, s'inquiète le membre d'une association humanitaire.

La traque des transfuges

A dominante kurde, les FDS ont chassé les djihadistes de leurs derniers bastions au printemps 2019. Un chapelet de localités disséminées le long de l'Euphrate en aval de la ville de Deir ez-Zor restent pourtant rétives à leur autorité. Cette zone, très conservatrice, travaillée par les mouvements djihadistes depuis le début des années 2000 et rongée par les conflits tribaux, a joué un rôle majeur dans l'expansion de l'EI en Syrie au début de la guerre civile.

Dans cette région aux allégeances mouvantes – certains membres des forces de sécurité des FDS sont d'anciens de l'EI –, les djihadistes traquent aujourd'hui leurs anciens compagnons, adressant un message général : changer de camp se paie cher.

« Ils vivent au sein de la population, gardent leur influence en attendant des jours meilleurs », indique un consultant originaire de la région. Il remarque une évolution dans la nature des attaques : plus spectaculaires, orchestrées en plein jour. Le 17 mars, une cellule a assassiné en public, dans un stade, une personne accusée de collaborer avec les forces kurdes. Le cadavre de la victime a ensuite été brûlé sur le terrain, ses bourreaux menaçant de mort quiconque tenterait de le déplacer après leur départ. *« Seule la menace de frappes aériennes américaines empêche Daech de reprendre le contrôle de cette zone où il dispose déjà de ressources, d'une base de recrutement et d'un environnement favorable »*, estime le consultant.

Des évasions ont été tentées dans les camps où sont retenues des femmes étrangères de djihadistes

« Les revenus pétroliers captés par les FDS ne bénéficient pas équitablement aux différents groupes tribaux, relève aussi une source liée aux programmes de stabilisation du Nord-Est syrien. *Il faut que les tribus aient un degré plus important d'autonomie, mais les FDS voient toujours une partie de la population comme un risque sécuritaire, et les marginalisent. »* Les raids en hélicoptère menés avec les forces spéciales américaines dans les villages, parfois planifiés sur la base de renseignements lacunaires, pourraient contribuer au climat de défiance générale. *« La doctrine employée ressemble à un aveu de faiblesse. Ces opérations ponctuelles et aéroportées font comprendre aux populations que le terrain n'est pas réellement sous contrôle de la coalition »*, insiste cette source, basée en Europe.

L'influence des cellules de l'EI ne se limite pas à la vallée de l'Euphrate. Plus au nord du territoire contrôlé par les FDS, des porosités existent entre leurs réseaux et l'intérieur des camps où sont retenues des femmes étrangères de combattants djihadistes, dont nombre de ressortissantes européennes. Des évasions ont pu être tentées, des réseaux de militantes adhérant toujours aux ambitions de l'organisation maintiennent une pression sur celles qui s'en sont éloignées.

La poudrière des camps

Les conditions de vie dégradées, l'éloignement de toute perspective de rapatriement contribuent à faire de ces camps de véritables poudrières.

Il en va de même pour les hommes détenus dans les prisons. Dimanche 3 mai, un mouvement de protestation a de nouveau secoué celle d'Hassaké. Regroupant 5 000 prisonniers majoritairement étrangers, ce centre de détention avait déjà été le théâtre d'une mutinerie le 29 mars. Un avion de chasse de la coalition avait même été dépêché en urgence pour intimider les mutins. Un vol en rase-mottes avait précédé la reprise en main du site, rappelant encore la fragilité de l'ordre issu de la guerre victorieuse contre l'EI. ■

ALLAN KAVAL, HÉLÈNE SALLON ET MADJID ZERROUKY

Au Venezuela, Maduro dénonce « une tentative d'incursion armée »

Les autorités ont annoncé l'arrestation de deux Américains « parmi un groupe de mercenaires » et accusent l'opposant Juan Guaido

BOGOTA - *correspondante*

L'opération « Gedeon », qui a démarré dimanche 3 mai au petit matin sur les côtes du Venezuela, a tourné court. Huit personnes ont été tuées, une douzaine d'autres ont été arrêtées, dont deux ressortissants américains. C'est le bilan fourni dimanche soir par les autorités vénézuéliennes, qui dénoncent une *« tentative d'incursion armée »* menée par *« un groupe de mercenaires en provenance de Colombie »* et à la solde des Américains. *« Leur objectif principal était de me tuer »*, a précisé le président Nicolas Maduro lundi après-midi. A Miami, Jordan Goudreau, un Américain de 43 ans, vétéran d'Afghanistan et directeur d'une entreprise de conseil en sécurité, la SilverCorp USA, affirme avoir dirigé l'opération « Gedeon ».

Washington, Bogota et l'opposition vénézuélienne démentent tout contact avec le personnage et toute participation dans l'opération ratée. Le député et président autoproclamé du Venezuela, Juan Guaido, reconnu par Wahington et une soixantaine de pays comme chef de l'Etat légitime, dénonçait dimanche un *« montage fabriqué de toutes pièces »* par le pouvoir chaviste, avant d'exiger lundi *« le respect des droits de l'homme et toutes les garanties fondamentales »* pour les détenus.

Dans un pays paralysé par la pandémie de Covid-19 et le manque d'essence, les faits ont surpris. Dimanche en début d'après-midi, le ministre de l'intérieur, Nestor Reverol, annonce que les forces armées ont, à l'aube, neutralisé *« une tentative d'invasion maritime »*, sur la côte de La Guaira, à une quarantaine de kilomètres de Caracas. Selon le ministre, un groupe de mercenaires en provenance de Colombie a tenté de pénétrer au Venezuela *« dans le but de commettre des actes terroristes »*.

Les opposants vénézuéliens, qui ont perdu le compte des dénonciations par le gouvernement chaviste des tentatives d'assassinats et de coups d'Etat, soupçonnent alors le pouvoir de vouloir faire diversion. Deux jours plus tôt, une mutinerie dans la prison de Los Llanos s'est soldée par la mort de 47 détenus, selon un bilan non officiel et encore provisoire.

Sur les réseaux sociaux, l'opposition moque la petitesse de *« l'invasion maritime supposée »*. Mais, dimanche après-midi, plusieurs groupes de militaires vénézuéliens déserteurs revendiquent l'opération « Gedeon » dans des vidéos publiées sur le réseau Twitter par le compte « Carive15 ». Sur l'une d'entre elles, un capitaine de la garde nationale, Javier Nieto, apparaît aux côtés de Jordan Goudreau. *« Il est évident que les options électorales, démocratiques et politiques sont épuisées »*, explique M. Nieto pour justifier le recours aux armes contre *« la dictature de Nicolas Maduro »*.

Entraînement en Colombie

M. Goudreau explique pour sa part que plusieurs cellules sont en action, pour atteindre, entre autres, *« le cœur de Caracas »*. Il appelle *« les Vénézuéliens et les membres des forces armées, qu'ils soient officiers ou subalternes, à se joindre à la cause »*. MM. Nieto et Goudreau vivent à Miami. Mais les « Vénézuéliens patriotes » ont bien été entraînés en Colombie, selon l'agence de presse AP.

Lundi, toujours de source officielle, deux nouveaux groupes de mercenaires ont été interceptés sur la côte vénézuélienne. A Chuao, un village producteur de cacao dans l'Etat d'Aragua, à 80 km à l'ouest de Caracas, huit individus ont été arrêtés. Les autorités ont publié leur image, à terre dans la rue, les mains menottées dans le dos. Parmi les détenus se trouvent Antonio Sequea, un militaire qui avait participé à la tentative de soulèvement militaire avortée du 30 avril 2019, et Josnars Adolfo Baduel, fils du général Raul Isaias Baduel, qui fut très proche d'Hugo Chavez avant d'être incarcéré en 2009. Sur la chaîne publique VTV, M. Maduro a présenté les deux Américains arrêtés comme étant des *« membres de la sécurité »* de Donald Trump.

Caracas n'exclut pas que d'autres commandos soient toujours opérationnels. L'armée, qui reste en état d'alerte, dit avoir déployé 25 000 soldats pour les neutraliser. C'est beaucoup dans un pays qui vit et survit au ralenti. Mais le pouvoir chaviste n'a pas oublié que la justice américaine a, en mars, formellement accusé le président Nicolas Maduro de narcoterrorisme et qu'elle offre, depuis, lors 15 millions de dollars (14 millions d'euros) pour son arrestation.

Interviewé par la presse vénézuélienne et américaine, M. Goudreau a déclaré que l'opération « Gedeon » avait été négociée avec M. Guaido pour un montant de 213 millions de dollars. L'opposant n'aurait payé qu'une infime partie du montant prévu, et lâché l'affaire en cours de route. Caracas affirme détenir les preuves contre M. Guaido, accusé d'être *« l'auteur intellectuel de l'opération Gedeon »*. L'opposant fait déjà l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires. ■

MARIE DELCAS

Le Monde
SAMEDI 11 AVRIL 2015



Le 2 avril, des forces de sécurité irakiennes se déploient dans Tikrit, à 130 km au nord de Bagdad.
KHALID MOHAMMED/AP

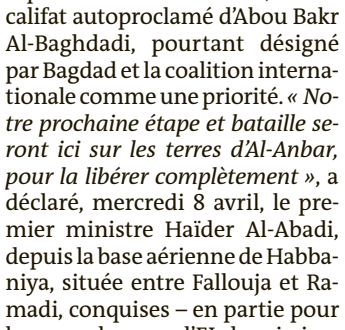
Face à l'EI, l'Irak à la reconquête de lui-même

Après Tikrit, l'armée irakienne veut reprendre la province de l'Anbar. Mossoul reste hors de portée

Dans l'élan de la victoire remportée début avril à Tikrit, l'ancien fief de Saddam Hussein, contre l'Etat islamique (EI), les autorités irakiennes ont jeté leur dévolu sur la province sunnite de l'Anbar, qui s'étend sur un tiers du pays à l'ouest de Bagdad. La reconquête des vastes plaines désertiques et des villes le long de l'Euphrate à l'ouest du pays a pris le pas sur celle de Mossoul, fief du califat autoproclamé d'Abou Bakr Al-Baghdadi, pourtant désigné par Bagdad et la coalition internationale comme une priorité. *« Notre prochaine étape et bataille seront ici sur les terres d'Al-Anbar, pour la libérer complètement »*, a déclaré, mercredi 8 avril, le premier ministre Haïder Al-Abadi, depuis la base aérienne de Habbaniya, située entre Fallouja et Ramadi, conquises – en partie pour la seconde – par l'EI depuis janvier 2014.

Longue haleine

La reconquête de l'Anbar, qui s'étire sur 140 000 km² le long des frontières syrienne, jordanienne et saoudienne, est jugée stratégique pour isoler l'EI. Mais la libération de cette région à la géographie complexe, perméable aux renforts envoyés par l'EI depuis la Syrie et Mossoul, s'annonce de longue haleine. L'offensive engagée mercredi par quelque 10 000 troupes de l'armée, la police, les tribus sunnites et les milices chiites, déjà engagées pour certains depuis des mois sur différents fronts de l'Anbar, avec le soutien aérien de la coalition internationale, se limite pour le moment à Sidjariya et à Garma, à l'est de Ramadi.



Une vaste offensive semble illusoire sans la mobilisation des sunnites, restés pour l'instant en marge de la lutte anti-EI. *« L'unité des habitants de l'Anbar est cruciale pour toute opération majeure visant à défaire l'Etat islamique. Or, les sunnites de l'Anbar font face à une crise de leadership et sont divisés selon des lignes tribales »*, souligne Sinan Adnan, chercheur à l'Institute for the Study of War à Washington. Dans ce foyer de l'insurrection sunnite depuis l'invasion américaine en 2003 et l'installation d'un pouvoir chiite à Bagdad, les djihadistes de l'EI ont été accueillis en libérateurs par une majorité des tribus. Celles qui lui résistent à Haditha, à Al-Baghdadi et dans certaines zones d'Amriyat Al-Fallouja, de Garma et de Ramadi restent une minorité, issue des milices du réveil (*« Sahwa »*) engagées en 2007 par les Etats-Unis contre Al-Qaida en Irak, l'ancêtre de l'EI.

La mise en retrait des milices chiites, accusées d'exactions dans les zones sunnites qu'elles ont libérées aux côtés de l'armée irakienne, est vue comme la clé de nouveaux ralliements. Leur rôle devrait être cantonné au triangle Fallouja-Samarra-Bagdad. Les tribus, déchirées par les rivalités, réclament aussi des armes et des salaires à un gouvernement réticent. Mercredi, le ministre de la défense, Khaled Al-Obaidi, a assuré que 11 000 volontaires sunnites de toutes les provinces *« ont été retenus et seront armés »*. Plusieurs milliers ont déjà été formés par l'armée irakienne et les conseillers de la coalition.

Pendant ce temps, le destin de Mossoul, conquise par l'Etat islamique en juin 2014, fait l'objet de nouvelles tractations. D'abord annoncée par le commandement militaire américain pour le printemps 2015, l'opération devant aboutir à sa reconquête a été repoussée *sine die*. Les préparatifs étaient au menu, le 6 avril, de la première visite officielle du premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, et d'une délégation militaire à Erbil, capitale du Kurdistan autonome, dont les peshmergas tiennent, avec le soutien de la coalition, une ligne de front stabilisée à quelques dizaines de kilomètres au nord et à l'est de Mossoul. Ces derniers ont coupé à l'ouest les voies de communications reliant la ville aux territoires syriens de l'EI.

Bien que le chef du gouvernement irakien et le président kurde, Massoud Barzani, se soient publiquement félicités de leur convergence de vue, les contours de leur coopération pour reconquérir Mossoul restent vagues. *« Cette rencontre n'est qu'une étape préparatoire à la mise en place d'une coopération militaire opérationnelle avec Bagdad »*, indique Fouad Hussein, chef de cabinet du président Barzani. Pour ce haut responsable kurde, les questions capitales restent sans réponse : *« Rien n'a été décidé à ce stade, qu'il s'agisse du moment où la libération pourra avoir lieu, des acteurs qui y prendront part ou de la nature de leur engagement. L'armée irakienne (...) n'est de toute manière pas prête à s'engager à court terme dans une offensive de cette ampleur vers le Nord. »*

Une offensive est illusoire sans la mobilisation des sunnites, restés pour l'instant en marge de la lutte anti-EI

Les difficultés que présente une telle opération visant à la libération d'une ville bien plus étendue que Tikrit et où les djihadistes ont eu le temps de se barricader avec plus d'un million de personnes se doublent d'obstacles politiques. Bien que M. Abadi ait souligné l'importance du rôle que devront jouer des populations locales, qui ont longtemps vu l'armée irakienne, dominée par des officiers chiites, comme une force d'occupation, l'association des Mossouliotes au tandem Erbil-Bagdad pose toujours question.

Exactions par les milices chiites

Leur représentant par défaut, Atheel Al-Nujaifi, gouverneur en titre de la province de Mossoul en exil au Kurdistan irakien depuis juin, n'a pas été convié à la rencontre. A la tête d'une force embryonnaire et sous-équipée, stationnée en territoire kurde et composée d'agents de police exilés et de réfugiés arabes sunnites, M. Nujaifi affirme avoir le soutien de réseaux de résistance à l'intérieur de la ville. Mais il paraît isolé et fait preuve d'une confiance limitée à l'égard du gouvernement de Bagdad.

Les rapports d'exactions commises à Tikrit et dans les autres régions sunnites libérées par les milices chiites et les forces gouvernementales lui font craindre les pires développements. *« Nous sommes prêts à coopérer avec les forces officielles, mais les promesses de M. Abadi quant à la non-implication des milices dans l'offensive sur Mossoul ne nous suffisent pas. Le gouvernement central n'est pas en mesure de les contrôler pleinement,* a déclaré au *Monde* M. Nujaifi. *Si elles participaient à cette opération, la population se rallierait à Daech* [acronyme de l'Etat islamique] *et la libération de la ville serait impossible. »* L'absence de plan sur l'après-EI à Mossoul pourrait avoir des conséquences désastreuses dans une ville où ni l'armée américaine ni les forces de sécurité irakiennes ne sont jamais parvenues à maintenir l'ordre. ■

ALLAN KAVAL
ET HÉLÈNE SALLON

La Cour pénale internationale renonce à enquêter sur les djihadistes

LA PROCUREURE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI) n'enquêtera pas, dans l'immédiat, sur l'organisation Etat islamique (EI). *« Des crimes d'une incroyable cruauté ont été signalés,* reconnaît-elle dans un communiqué diffusé mercredi 8 avril. *Le crime de génocide a par ailleurs été mentionné. »* Mais Fatou Bensouda assure ne pas avoir compétence, à ce jour, pour enquêter sur des faits ayant eu lieu en Syrie et en Irak. Aucun des deux Etats n'a adhéré à la Cour. Celle-ci ne peut poursuivre que les auteurs de crimes commis sur le territoire de l'un des 123 Etats ayant ratifié son traité ou agir sur les crimes perpétrés par leurs ressortissants.

Selon l'ONU, près de 20 000 combattants étrangers, ressortissants de pays adhérents à la CPI, auraient rejoint l'EI en Syrie et en Irak. C'est à ce titre que le gouvernement libanais s'était adressé à la procureure l'été dernier. Cette dernière aurait donc pu s'emparer du dossier, mais estime les *« fondements juridiques trop étriqués »*. Elle explique vouloir *« concentrer son action sur les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde dans les crimes commis à grande échelle »*, or, ajoute-t-elle, l'EI est *« une organisation militaire et politique dirigée par des ressortissants irakiens et syriens »*.

Position « réaliste »

Pour Mme Bensouda, les chances de conduire une enquête ciblant les plus hauts responsables semblent dès lors *« très minces »*. Elle rappelle en outre que la Cour n'intervient qu'en dernier recours, si les Etats ne peuvent ou ne veulent juger les auteurs de ces crimes, et se dit néanmoins prête à *« apporter un soutien aux enquêtes et aux poursuites menées à l'échelon national »*. Une position *« réaliste »*, explique un diplomate, pour qui *« il reste aujourd'hui très difficile de rassembler et de sécuriser les preuves pour un procès ». « Approcher la question via quelques individus, combattants étrangers, peut être très réducteur,* ajoute-t-il. *C'est toute la situation en Syrie qui doit être placée sous enquête. »*

Depuis l'été 2014, de nombreux appels ont été lancés à l'Irak pour qu'il ratifie le traité de la Cour, mais, à défaut, plusieurs Etats demandent désormais l'intervention du Conseil de sécurité de l'ONU. Sans adhésion de Damas et Bagdad, seul cet organe pourrait saisir la CPI. Mais, depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, plusieurs tentatives ont échoué. Longtemps opposés à une telle initiative, les Etats-Unis avaient finalement voté en faveur d'une résolution présentée en juin 2014 par la France, mais à laquelle la Russie, alliée de Damas, et la Chine avaient mis leur veto.

En première ligne dans ce combat figure le Haut Représentant aux droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al-Hussein, qui dénonce sans relâche les actes de génocide et crimes contre l'humanité commis par l'Etat islamique. Le 27 mars, le prince jordanien déclarait à l'ONU : *« Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures unanimes et décisives pour mettre un terme aux conflits en Irak et en Syrie et renvoyer ces situations devant la CPI. »* Sur les cinq puissances du Conseil de sécurité, seule la France a clairement soutenu cette option. ■

STÉPHANIE MAUPAS
(LA HAYE, CORRESPONDANCE)

Le Monde
DIMANCHE 23 - LUNDI 24 NOVEMBRE 2025

Irak : la difficile réinsertion des familles des djihadistes de l'EI

De retour dans leur pays après dix ans d'errance, les proches des ex-membres de l'organisation l'Etat islamique sont souvent stigmatisés

REPORTAGE

MOSSOUL (IRAK) - *envoyée spéciale*

Le ralliement à l'organisation Etat islamique (EI), en 2014, de Wadhban Massar Madjid, un étudiant irakien alors âgé de 28 ans, a condamné sa famille à une vie de paria. Ses proches, ballottés entre l'Irak et la Syrie, de zones de guerre en camps de réfugiés, vivent, depuis onze ans, un enfer. *« Depuis que mon frère a rejoint l'Etat islamique, toute la famille est associée à l'EI »*, se désole Qadissa Massar Madjid. L'Irakienne de 35 ans a fini par venir habiter, en août 2024, avec sa fille de 7 ans, trois sœurs, une belle-sœur et leurs enfants, dans une maison de fortune en lisière de Mossoul, dans le nord de l'Irak.

Le hasard d'une rencontre les a tirées d'une situation inextricable. Elles n'avaient aucun proche à qui demander de se porter garant pour qu'elles puissent quitter le camp de réhabilitation des familles de djihadistes d'Al-Jadaa, au sud de Mossoul. Le retour dans leur village de Sayyed Gharib, dans la province de Salahaddin, était aussi inenvisageable. *« Nos maisons sont détruites. La plupart des habitants sont partis car la milice* [chiite] *Saraya al-Salam de Moqtada Al-Sadr occupe la région et nous empêche de revenir »*, explique Qadissa Massar Madjid. Tarek Fadel, un chauffeur de 55 ans, rencontré devant le camp d'Al-Jadaa, leur a offert sa protection et les a installées dans une maison qu'il possède à Mossoul.

Mais la famille n'est pas au bout de ses peines. Les voisins les ont accueillis par des jets de pierre. *« Même les enfants sont insultés dans la rue. Lors des convocations à la sûreté nationale, on est humiliés et insultés »*, dit Tarek Fadel, qui a épousé l'une des sœurs. Huit ans après la chute du califat autoproclamé de l'organisation Etat islamique sur un tiers de l'Irak (2014-2017), les Irakiens nourrissent toujours une haine tenace envers les hommes au drapeau noir qui ont répandu la terreur dans les régions qu'ils contrôlaient.

> **« Lors des convocations à la sûreté nationale, on est humiliés et insultés »**
> **TAREK FADEL**
> beau-frère d'un ancien membre de l'EI

Les femmes et les enfants des djihadistes, qui ont souvent subi leur choix, sont eux aussi stigmatisés. *« Les autorités forcent les gens à renier, au tribunal, les membres de leurs familles ayant rejoint l'EI. Moi, j'ai refusé de renier mes frères emprisonnés »*, raconte Qadissa Massar Madjid. Les difficultés rencontrées par certains proches de djihadistes pour obtenir de nouveaux documents d'identité, obligatoires pour se déplacer librement, travailler et bénéficier des services de l'Etat, accentuent cette exclusion sociale. Au risque d'alimenter une nouvelle radicalisation parmi les naufragés de l'EI.



Fatima Jamil Youssef et ses enfants se sont réinstallés à Mossoul, en Irak, après plusieurs années dans le camp d'Al-Hol (Syrie). A Mossoul, le 29 octobre. HARLES THIEFAINE POUR « LE MONDE »

« On jette mon dossier »

L'implosion de la famille Massar Madjid, des propriétaires terriens vivant de l'agriculture et de l'élevage, a débuté en octobre 2014. En route pour des funérailles, la mère, un frère et une sœur de Qadissa Massar Madjid ont été tués, accidentellement, par un engin explosif posé au bord de la route par les insurgés de l'EI. Alors que les combats avec les forces gouvernementales s'amplifiaient, Wadhban, le frère rallié à l'organisation, a emmené le reste de la famille à Shirkat, au sud de Mossoul. Lui y est resté et a été tué dans des combats. Les autres ont poursuivi leur errance en Syrie, enchaînant les déplacements au fur et à mesure que les forces kurdes regagnaient des territoires. Au printemps 2019, ils se sont retrouvés assiégés, avec des milliers d'autres familles de djihadistes, dans le dernier réduit de l'EI, Baghouz, près de la frontière avec l'Irak.

Après la chute de cette ville, les femmes et les enfants ont été transférés dans le camp de réfugiés d'Al-Hol, dans le Nord-Est syrien. Comme tous les hommes sortis vivants de Baghouz, le père et le mari de Qadissa ont été incarcérés dans les prisons kurdes, puis envoyés en Irak. Son père est mort à la prison de Hilla, près de Kerbala. Il y avait été incarcéré à la suite de plainte de ses voisins, désireux de s'emparer de ses propriétés, soutient Qadissa. Son mari, condamné à mort pour appartenance à l'EI, croupit dans la prison de Nassiriya, dans le sud du pays. Parmi les huit frères de Qadissa, deux sont, eux aussi, emprisonnés en Irak et condamnés à la peine capitale, sur la base, affirme-t-elle, de dénonciations fallacieuses. Deux autres ont été tués lors d'une frappe aérienne, en Syrie. Les trois derniers sont portés disparus.

La famille est restée cinq ans dans le camp d'Al-Hol, devenu un mini-« califat » de l'Etat islamique. *« La vie y était terrible. Les forces kurdes menaient des arrestations et, la nuit, des assassinats et des décapitations avaient lieu dans les tentes par on ne sait qui »*, se souvient Qadissa. En janvier 2024, ils ont été rapatriés par les autorités irakiennes et accueillis dans le camp d'Al-Jadaa. Depuis mai 2021, le gouvernement irakien procède au rapatriement graduel de ses 30 000 ressortissants, le plus gros contingent étranger détenu dans le Nord-Est syrien, aussi bien les familles enfermées à Al-Hol que les djihadistes détenus dans les prisons kurdes.

« La plupart sont des filles et des garçons de moins de 18 ans. L'environnement dans le camp d'Al-Hol est très radical. Si nous ne prenons pas l'initiative de les ramener, on risque de créer une nouvelle génération de terroristes », explique Saïd Al-Jayachi, conseiller en affaires stratégiques au Conseil national de sécurité. Les autorités de Bagdad se sont fixées comme échéance la fin de l'année 2025 pour rapatrier les 5 000 Irakiens qui se trouvent encore à Al-Hol. *« Nous avons aussi rapatrié 3400 prisonniers irakiens* [détenus dans des prisons kurdes], *des commandants aux simples combattants de l'EI. Ils sont en prison ici, sauf une centaine, qui a été libérée faute de preuves »*, poursuit le responsable de la sécurité.



La chute du dictateur syrien, Bachar Al-Assad, en décembre 2024, et l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa, un ancien membre d'Al-Qaida passé par les prisons irakiennes, inquiètent les autorités de Bagdad, tout comme l'éventualité d'un conflit armé entre les forces kurdes et les nouvelles forces de Damas. *« On doit ramener tous nos ressortissants avant que quelque chose n'arrive. On redoute que Damas prenne le contrôle des prisons et relâche les détenus. Abou Mohammed Al-Joulani* [l'ancien nom de guerre d'Ahmed Al-Charaa] *a beaucoup d'amis dans ces prisons »*, ajoute Saïd Al-Jayachi.

Le camp irakien d'Al-Jadaa accueille les rapatriés d'Al-Hol. Des ONG y prennent en charge l'aide alimentaire, la santé et l'éducation, ainsi que les ateliers de formation professionnelle et les cours de déradicalisation. *« Le camp était très bien. Ma fille, Hadjar, a pu y commencer sa scolarité. Je suivais des ateliers de couture et d'informatique, et des sessions où ils cherchaient à changer notre façon de penser sur l'Etat, la religion… »*, se souvient Qadissa, restée huit mois dans le camp.

La famille en est partie en août 2024, avec 1,5 million de dinars irakiens (près de 1 000 euros) d'aide à la réinstallation par adulte. Mais, à la différence d'autres familles, ni les femmes ni les enfants n'ont réussi à obtenir leurs nouvelles cartes d'identité. On leur a promis que les démarches seraient finalisées hors du camp. *« J'ai appelé le responsable plusieurs fois, il a fini par bloquer mon numéro. Si j'entreprends moi-même les démarches, on jette mon dossier. Mais, je n'ai pas 2 500 euros pour engager un avocat »*, s'énerve Qadissa. La plupart des documents doivent être récupérés à Salahaddin, où il est dangereux qu'elle retourne.

> **Depuis mai 2021, le gouvernement irakien procède au rapatriement graduel de ses 30 000 ressortissants**

Sans carte d'identité

« Les cartes d'identité, c'est le cœur de tous les problèmes », souligne Tarek Fadel, qui n'a pas pu enregistrer la naissance de son enfant, car son épouse n'a pas sa nouvelle carte d'identité. Les enfants ont été tolérés à l'école pour une année, mais il leur faudra des papiers d'identité pour poursuivre leur scolarité. Les femmes, qui ne disposent que de cartes périmées, ne peuvent pas travailler. *« Pour ceux qui ont quitté le camp d'Al-Jadaa sans papier, nous avons demandé aux maires de faciliter les procédures. Beaucoup de familles les ont reçues, pour les autres, ce sera résolu »*, assure Saïd Al-Jayachi.

La famille Massar Madjid est pourtant loin d'être un cas isolé. Fatima Jamil Youssef se trouve dans la même situation avec ses quatre enfants, âgés de 12 à 22 ans. Enfermée dans une bicoque en parpaing du quartier d'Al-Tanak, à Mossoul, la famille est à bout de nerfs. *« Ne pas avoir de carte d'identité, cela veut dire pas de ration alimentaire, pas d'école, pas de travail, pas de déplacement hors du quartier. On dépend des dons pour vivre »*, se désole l'Irakienne de 54 ans, qui élève seule ses enfants.

Son mari est emprisonné à Nassiriya pour appartenance à l'EI et deux de leurs fils ont été tués. Désormais l'aîné de la fratrie, Ahmed, 22 ans, a connu des années d'enfermement. Dans le camp d'Al-Hol, où la famille est arrivée en 2017, il se terrait sous la tente, les écouteurs sur les oreilles. Dans le camp d'Al-Jadaa, il a suivi une formation d'un mois au métier d'ébéniste et des sessions de déradicalisation. De retour à Mossoul, faute de papiers, le jeune homme ne peut ni exercer ce métier ni même sortir avec des amis, de peur d'être arrêté lors d'un contrôle inopiné. *« J'ai emprunté 100 000 dinars irakiens pour essayer de faire des cartes d'identité pour les enfants, mais ça n'a pas fonctionné,* se désole sa mère. *Si vous avez des membres de l'Etat islamique dans votre famille, ils retardent les procédures. Il faut recourir à la corruption. »*

Fatima prie Dieu et invective ceux qui l'ont mis dans cette situation. *« Pourquoi le gouvernement nous a-t-il sortis du camp si c'est pour vivre ainsi ?* lance-t-elle. *C'était aussi bien de construire un grand mur autour du camp et de nous garder là-bas. »* ■

HÉLÈNE SALLON



Syrie : l'espoir des prisonnières djihadistes

Dans les camps dirigés par les forces kurdes, les détenues se réjouissent de l'avancée des troupes de Damas

REPORTAGE

CAMP DE ROJ (SYRIE) - *envoyé spécial*



Dans le camp de Roj, en Syrie, le 4 février. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Nous verrons bien ce qu'il va se passer avec le nouveau gouvernement. Dans tous les cas, ce sera toujours mieux qu'eux [les Kurdes], assène la jeune Française, âgée d'une vingtaine d'années, sortie d'une tente à la suite de sa mère, toutes deux vêtues d'un niqab. Elle reste sur ses gardes : on discerne un regard furtif lancé en direction de la membre des services de renseignement des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui surveille la scène à petite distance. Les deux Françaises, après avoir hésité, se prêtent à un début de conversation, par curiosité ou pour tuer l'ennui. Elles refusent de donner leur nom.

Depuis le 13 janvier, les échos de l'avancée des forces gouvernementales syriennes sur le territoire de la région autonome kurde se sont propagés dans les allées du camp de Roj : une mer de tentes perdue dans la campagne désertique du nord-est syrien, entourée de murs surmontés de barbelés. Ici vivent certaines des femmes, étrangères, qui ont rejoint l'organisation Etat islamique (EI). Selon l'accord du 30 janvier, qui prévoit l'intégration progressive des institutions de la région autonome à l'Etat syrien, le nouveau pouvoir doit reprendre le contrôle des camps et des prisons de la région. A Roj, cette éventualité en réjouit plus d'une. Et, selon les forces de sécurité des FDS, la tension croît de jour en jour.

Dans ce camp, 742 familles étrangères sont détenues, soit 2 201 femmes et enfants de 40 à 50 nationalités (les autorités ne sont toujours pas parvenues à confirmer toutes les identités) : des familles de djihadistes accourus de différents pays pour s'enrôler dans les rangs de l'EI dans les années 2010, avant d'être capturées au fur et à mesure de l'effondrement du proto-Etat djihadiste. Parmi elles, 40 familles françaises, soit une cinquantaine de femmes et une centaine d'enfants.

« Nous sommes plus ou moins au courant de ce qu'il se passe dehors », expliquent les deux Françaises. *« Nous avions une télévision dans la tente. Mais nous ne pouvons malheureusement plus l'allumer, l'électricité est coupée depuis trois semaines* [après un différend entre un fournisseur et l'administration de Roj] », ajoutent la mère et la fille, détenues depuis 2019, quand s'est effondré le « califat » de l'EI dans les confins de la steppe syrienne. Comme la plupart des adolescents qui arrivent à l'âge adulte dans ces camps, le petit frère, dont elles disent être sans nouvelles, a été transféré, il y a deux ans, dans un centre de déradicalisation ouvert par la région autonome. *« Il est hors de question de rentrer en France pour aller en prison et être séparés, nous voulons rester vivre ici en Syrie »*, ajoutent les deux Françaises.

Depuis que des dizaines de prisonniers sont parvenus à s'échapper de la prison d'Al-Chaddadeh et du camp d'Al-Hol, plus au sud, après que les forces kurdes ont abandonné ces deux installations en se retirant face à l'avancée des troupes de Damas, la sécurité de Roj a été renforcée. A l'entrée, tout visiteur est prié de se délester de son argent en devises. De nouveaux gardes des Asayiches (les forces de sécurité intérieures kurdes), déployés récemment, refusent de prendre le risque qu'un transfert d'argent de la main à la main puisse s'opérer en faveur des détenues.

« BOMBE À RETARDEMENT »

L'administration craint par-dessus tout l'achat de téléphones portables introduits illégalement dans le camp. Ces appareils permettraient à certaines prisonnières de communiquer avec des cellules de l'EI à l'extérieur, les forces de sécurité ayant déjoué plusieurs tentatives d'évasion. *« Sur un téléphone saisi, nous avons découvert des discussions entre femmes détenues dans différents camps »*, explique une gardienne. Ce 4 février, une sorte de fusil harpon improvisé et des cours de charia en anglais sont disposés dans le bureau du service de renseignement : les fruits de la dernière fouille.

> **« CE QUI A CHANGÉ, C'EST L'ÉTAT D'ESPRIT DES FEMMES DÉTENUES ICI. ELLES SONT CONVAINCUES QUE L'EI VA REVENIR »**
>
> **HOKMIYA IBRAHIM**
> coprésidente de l'administration du camp de Roj

« Nous contrôlons Roj. Le camp est plus petit que celui d'Al-Hol, et nous ne sommes pas, contrairement à ce dernier, situés dans une région sympathisante de l'EI », assure Hokmiya Ibrahim, coprésidente de l'administration. *« Mais ce qui a changé, c'est l'état d'esprit des femmes détenues ici. Elles sont convaincues que l'EI va revenir. Vous constaterez que dans de nombreuses tentes, elles ont fait leurs bagages, persuadées d'être bientôt "libérées". L'ambiance dans le camp avait déjà commencé à se tendre avec la chute de Bachar Al-Assad* [en décembre 2024] *et l'arrivée du nouveau gouvernement, mais les récents événements ont encore boosté leur moral »*, ajoute Hokmiya Ibrahim.

« Certaines nous disent que l'on va bientôt échanger nos rôles : "Vous serez bientôt à notre place à l'intérieur et nous à la vôtre pour vous surveiller." Quand d'autres ne menacent pas de mort des gardiennes », poursuit-elle. Photos à l'appui, Mme Ibrahim explique que des femmes qui, jusqu'à récemment, n'osaient pas exposer directement leurs liens avec l'EI, se sont mises à peindre des drapeaux et des symboles du groupe dans les parties communes du camp. *« Nous arrivons, Kouffars* ["mécréants"] *! »*, peut-on ainsi lire sur le mur de l'une des boulangeries de Roj. L'inscription a depuis été recouverte de peinture blanche par les Asayiches. *« Elles n'avaient jamais osé faire cela depuis la création du camp »*, soupire Hokmiya Ibrahim.

Ecartant toute fébrilité, l'administration de Roj, qui dit depuis des années assister, impuissante, à la radicalisation des plus petits par leurs mères, observe aussi avec inquiétude des groupes de jeunes garçons, parfois âgés de 13 ans, s'organiser et désigner des « émirs » en leur sein. *« Pourquoi leurs pays ne les ont jamais repris ? Ils ont préféré dépenser des millions pour les maintenir ici en nous laissant gérer cette bombe à retardement*, s'écrie Hokmiya Ibrahim, amère. *Nous serons sans doute les premières victimes de la résurgence de l'EI. Mais ne vous détrompez pas, les pays occidentaux seront encore les suivants. »* ■

MADJID ZERROUKY

L'Irak sous pression pour accueillir des milliers de membres de l'EI

Des centaines de djihadistes qui étaient incarcérés dans le Nord-Est syrien ont été conduits dans les prisons irakiennes

ALEP (SYRIE) - *envoyée spéciale*

Annoncé par l'armée américaine à la fin janvier, le processus de transfert vers l'Irak des membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) incarcérés dans le nord-est de la Syrie est enclenché. Des centaines de ces détenus, jusque-là sous la garde des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes syriens), ont déjà été conduits, sous escorte de troupes américaines, vers trois prisons irakiennes. C'est ce qu'a indiqué au *Monde* Hussein Allawi, conseiller du premier ministre, chargé de la planification politique, jeudi 5 février.

La décision du commandement central de l'armée américaine (Centcom) a été prise le 21 janvier, dans l'urgence, après l'effondrement des FDS, le principal partenaire de la coalition internationale de lutte anti-EI en Syrie depuis 2014, face à l'avancée des forces gouvernementales. *« Le Centcom et la communauté du renseignement ont estimé que l'armée et le ministère de l'intérieur syriens ne pourraient pas assurer la détention, en sécurité, des combattants de l'EI*, analyse Myles Caggins, ancien porte-parole de la coalition internationale contre l'EI. *Les Etats-Unis se coordonnent étroitement avec les FDS depuis 2014. La coordination est davantage un défi avec les nouvelles autorités car la relation est nouvelle. »*

L'objectif américain est de transférer jusqu'à 7000 prisonniers djihadistes en Irak. *« L'Irak a reçu un premier lot de 150 prisonniers, puis un deuxième lot de 150, et ainsi de suite, de façon à atteindre l'objectif des 7000 transferts*, précise M. Allawi. Les autorités de Damas, qui ont rejoint la coalition internationale anti-EI en novembre 2025, ont accueilli la décision avec soulagement. *« Cela nous retire un fardeau »*, a commenté au *Monde* Ahmad Zeidan, conseiller presse du président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa.

Evasion

Pour l'Irak, cet afflux soudain de détenus constitue un défi. Cet Etat, qui a déjà jugé et condamné des dizaines de combattants étrangers, dont des Français, n'a pas les capacités pour accueillir et juger tous ces nouveaux prisonniers. *« Il n'y a pas assez de place dans nos prisons. La justice va travailler avec la communauté du renseignement pour augmenter les capacités de détention »*, reconnaît M. Allawi.

Les forces gouvernementales syriennes ont pris le contrôle des prisons d'Al-Aqtan et d'Al-Chaddadeh, ainsi que du camp d'Al-Hol, qui abrite 24 000 membres des familles proches de l'EI, dont des étrangers. Les FDS contrôlent encore la prison de Cherkin à Kamechliyé, qui détient 1500 combattants de l'EI, la prison de Gweiran à Hassaké, qui en abrite entre 4000 et 5000, ainsi que le camp de Roj, qui détient environ 2500 femmes et enfants de l'EI, dont des étrangers.

La sécurité des prisons et des camps de détention anciennement gardés par les FDS est devenue un sujet de préoccupation pour Washington après l'évasion, le 18 janvier, de 120 membres présumés de l'EI de la prison Al-Kam Al-Sini, près d'Al-Chaddadeh. Les FDS s'en étaient retirées devant l'avancée des forces gouvernementales. Le ministère de l'intérieur syrien a annoncé avoir retrouvé 81 détenus. Washington a fait pression sur les autorités de Damas et les FDS pour instaurer un cessez-le-feu, afin d'évacuer les détenus. L'Irak a accepté de les accueillir, craignant que l'EI ne profite d'évasions en Syrie pour reconstituer ses rangs. L'accord du 30 janvier pour l'intégration de l'administration et des forces kurdes au sein de l'Etat syrien, offre un répit pour procéder à ces transferts.

« La majorité de ceux qui ont été transférés jusqu'à présent sont des combattants étrangers, car ce sont eux qui composent la direction d'Al-Qaida et de l'EI », précise Hussein Allawi. La justice irakienne a commencé les procédures destinées à juger ces prisonniers, détenus pendant des années sans procès. Bagdad et Washington réitèrent leur appel aux Etats étrangers à rapatrier leurs ressortissants détenus en Irak. *« Les Etats-Unis ont probablement transféré une grosse somme d'argent à l'Irak pour préparer les centres de détention*, estime Myles Caggins. *Je n'anticipe pas un effort significatif de rapatriement de la part des pays qui ont des ressortissants détenus en Irak. Il est probable qu'ils offrent plutôt à l'Irak un soutien financier pour l'aider dans la prise en charge des détenus. »* ■

HÉLÈNE SALLON

★★★ ÉPISODE 16 ★★★

28 FÉVRIER 1986

En route vers le marché unique

En février 1986, le livre blanc de Jacques Delors vise à abolir en Europe les frontières douanières… que tout le monde croyait disparues depuis vingt ans !

Le 28 février 1986, quelques semaines après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, les douze pays membres apposent leur signature au bas de l'« Acte unique européen ». Il entrera en vigueur le 1er juillet 1987. Cet « Acte unique » prévoit la libre circulation totale des biens, des services, des capitaux et des hommes au sein de l'Europe des Douze. Il marque l'achèvement de l'intégration globale prévue par le traité de Rome et la naissance d'une entité régionale homogène dans le cadre de la mondialisation.



Mais comment s'enthousiasmer pour un Acte unique dont on dit qu'il va permettre d'achever ce que l'on croyait déjà acquis ? En effet, les barrières douanières et les restrictions quantitatives aux échanges (quotas d'importation) ont officiellement disparu le 1er juillet 1968… Toutes les opinions publiques croyaient donc jusque-là que la libre circulation était déjà une réalité !

Il n'en était rien. Pour deux raisons. D'abord, sous l'effet de la crise du pétrole, la tentation protectionniste avait repris les États membres, chacun rusant avec les obligations souscrites en 1968. Ensuite, en matière commerciale, les obstacles aux échanges n'étaient pas seulement les droits de douane et les quotas. Il existait aussi un maquis juridique fait de spécifications techniques, de normes diverses, de précautions sanitaires, qui donnaient à chaque État un arsenal de moyens propres à interdire ou à contingenter l'entrée de tel ou tel produit sur son territoire.

Ainsi, au prétexte que les brasseurs français ne fabriquaient pas la bière comme leurs collègues allemands et qu'elle était de ce fait dangereuse pour la santé, la RFA bloquait l'importation de notre production nationale. Un moyen de protéger les marques allemandes de la concurrence des nôtres, en général meilleur marché.

Dès lors, pour obtenir enfin l'Europe sans frontières souhaitée par les pères fondateurs, il fallait supprimer tous ces obstacles. Le nouveau président de la Commission, Jacques Delors, appuyé par le couple Mitterrand-Kohl, en fait sa priorité, qu'il expose devant le Parlement européen le 14 janvier 1985. Le 14 juin, il publie un livre blanc de la Commission sur « L'achèvement du marché intérieur », sorte de feuille de route indiquant aux décideurs la marche à suivre. Ce texte est approuvé par le Conseil européen de Milan des 28 et 29 juin 1985 et l'accord obtenu au Conseil de Luxembourg en décembre.

Une telle célérité, après presque vingt ans de stagnation, a de quoi surprendre. Elle résulte de la conjonction d'une série de facteurs. Le premier est la jurisprudence nourrie de la Cour de justice depuis 1979. Cette institution dont on ne parle guère joue un rôle clé dans l'élaboration du droit communautaire. Or elle opte pratiquement toujours pour une interprétation libre-échangiste et une conception très supranationale des traités. Tout produit, légalement fabriqué et commercialisé dans un État membre, doit être admis sans restriction chez les autres. Plutôt que de se voir sans cesse condamnés, à la demande de tel ou tel État, par la Cour de justice (avec les lourdes amendes afférentes), les politiques ont donc décidé de reprendre la main, et de s'exécuter.

Le deuxième facteur favorable à l'instauration de l'Acte unique est le retour de la croissance en Europe au milieu des années 1980. Elle permet de baisser la garde protectionniste et de considérer à nouveau le libre-échangisme comme bénéfique. La spirale descendante de l'inflation, la réduction des disparités entre pays dans ce domaine (notamment entre la France et l'Allemagne), la bonne tenue du système monétaire européen (conforté par la décision de la France d'y rester en 1983) permettent une harmonisation des conditions de la concurrence.

Troisième et dernier facteur : les milieux industriels et financiers européens, conscients du processus de mondialisation en cours et de l'avantage que retirent les États-Unis de l'ampleur de leur marché intérieur, exercent un lobbying pressant pour que se mette enfin en place cet espace économique européen unifié. Ils voient en lui le moyen de faire face à la concurrence américaine.

L'Acte unique prévoit donc un marché intérieur unifié pour le 31 décembre 1992, par l'abrogation de toutes les entraves aux échanges. Mais, en cette période de relance politique de la construction européenne autour du couple franco-allemand et de croissance économique, le texte, joint au traité de Rome, développe aussi les politiques communes en faveur des régions, de la recherche, de l'environnement. En outre, il étend le vote à la majorité qualifiée au Conseil (et accroît donc la logique supranationale), et donne de nouveaux droits au Parlement (avis conforme en cas d'adhésion ou d'association d'un nouveau membre). Il codifie enfin la « coopération politique », embryon d'une future politique extérieure commune.

Préalable à l'instauration d'une monnaie commune, le marché unique la rend aussi inévitable. Ainsi a-t-il ouvert la route vers l'euro.

LE MOIS PROCHAIN : LE TRAITÉ DE MAASTRICHT



Cl. L. Monier / Gamma

L'AUTEUR
Conseiller de la direction de *L'Histoire*, Jean-Michel Gaillard a publié une *Histoire du continent européen* (en collaboration avec Anthony Rowley, Le Seuil, 1998, rééd. « Points-Histoire », 2001).



Cl. Marcocher / Sipa

Les racines de l'islamisme

Associé aux attentats perpétrés par Al-Qaida, l'islamisme est un mouvement né dans les années 1970. Son moteur : la haine de l'Occident. Son objectif : imposer la loi religieuse aux sociétés et aux États. Nous remontons ici aux origines de ce fanatisme politico-religieux. Pour mieux saisir les rapports qu'a entretenus l'islam avec la politique, la modernité et les femmes.

DOSSIER

34 Les trois âges de la révolution islamiste
par Olivier Roy

36 Que veulent les Frères musulmans ?
par Richard P. Mitchell et Gilles Kepel

40 Al-Qaida existe-t-elle ?
par Xavier Raufer

42 Religion et politique, de Mahomet à Ben Laden
par Gabriel Martinez-Gros

50 L'islamiste, la femme, le voile et le Coran
entretien avec Lucette Valensi

56 La haine de l'Occident
par Bernard Lewis

Débat
38 Une loi sur le voile ?

Mises au point
45 Le jihad : religion ou politique ?

48 L'islamisme est-il moderne ?

Document
52 Ce que dit le Coran

Images
53 Le hidjab, mode d'emploi

38 Chronologie

44 Lexique

59 Pour en savoir plus

LES ISLAMISTES

Olivier Roy • Directeur de recherches au CNRS

Les trois âges de la révolution islamiste

L'islamisme émerge dans les années 1970. Avec une volonté : établir un État islamique. De la révolution iranienne aux réseaux d'Al-Qaida, analyse d'une menace protéiforme, aujourd'hui synonyme de terrorisme international.



L'attentat du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center. L'un des derniers clichés pris par le photographe Bill Biggart, tué lors de l'écroulement de la tour nord.

Cl. Bill Biggart / Sipa

La montée en puissance de la radicalisation islamique* date des années 1970. Elle s'est développée sur deux niveaux : d'une part, l'émergence de mouvements politiques islamistes luttant pour la création d'un État islamique ; d'autre part, une mouvance plus floue œuvrant avant tout à la réislamisation des populations musulmanes (tant dans les pays musulmans que dans l'émigration) et qui prend des formes plus prédicatives et culturelles que politiques. Enfin, l'irruption du mouvement Al-Qaida révèle la mondialisation du radicalisme et de la violence politique islamiques ; ils ne visent pas tant les régimes des pays musulmans que la domination américaine.

Nous appelons « islamistes » les mouvements qui voient dans l'islam une idéologie politique et qui considèrent que l'islamisation de la société passe par l'instauration d'un État islamique, et pas seulement par la mise en œuvre de la charia*, ou Loi islamique.

Pour comprendre le phénomène, un retour en arrière est nécessaire. Le premier grand théoricien de l'islamisme, l'Égyptien Hasan al-Banna (mort en 1949), fonde les Frères musulmans en 1928-1929 *(cf. p. 36)*. Son compatriote Sayed Qotb (mort en 1966) radicalise la pensée de cette confrérie dans les années 1950-1960. Entre-temps, Abu Ala Maududi (mort en 1979) a fondé en Inde, en 1941, la Jamaat-e-Islami (« la société islamique »).

L'AUTEUR

Directeur de recherches au CNRS, Olivier Roy vient de publier *L'Islam mondialisé* (Le Seuil, 2002).

Le politique et l'État se trouvent au cœur de la pensée de ces hommes et de leurs épigones. Ils prennent en compte des concepts modernes, relevant de l'économie, de l'idéologie, des institutions. Ils abordent les problèmes contemporains de société (statut de la femme, éducation, pauvreté, technologie, voire drogue) autrement que par le recours systématique à la charia.

Leurs mouvements ont recruté parmi les intellectuels et les technocrates, souvent loin des ulémas* (juristes et théologiens) traditionnels. Ils ont été les vecteurs de la grande vague de contestation islamique des années 1970 et 1980, qui a culminé dans la révolution d'Iran en 1979 et la prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeyni.

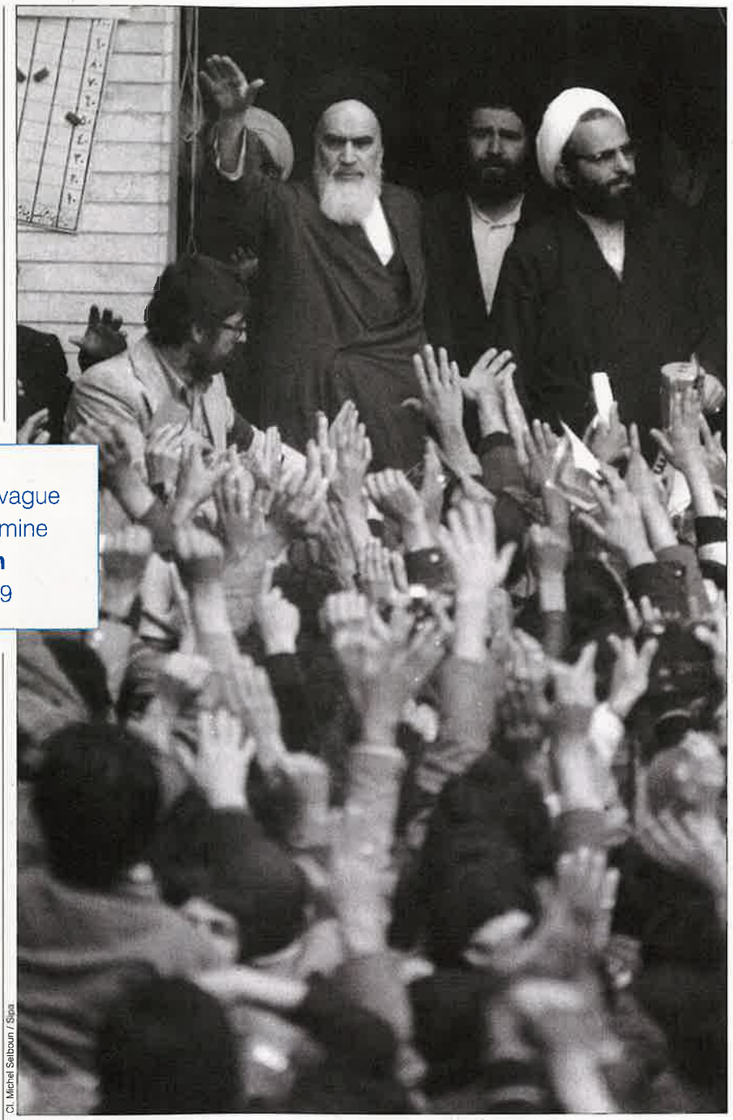
On classe parmi eux, outre les chiites iraniens parvenus au pouvoir, le Refah turc, la Jamaat-e-Islami pakistanais et ses épigones afghans, la plupart des Frères musulmans, le Front islamique du salut (FIS) algérien, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien, le parti Islah au Yémen, le Front islamique national mené par Hassan al-Tourabi au Soudan, le Nahda tunisien, le Parti de la renaissance islamique tadjik, etc.

Bien sûr, leurs différences, à la fois dans l'espace et dans le temps, sont réelles. Cependant, tous ces mouvements partagent la même caractéristique : ils ont voulu islamiser une société concrète (et non la *umma* en général, c'est-à-dire la communauté musulmane) à partir de la prise du pouvoir politique. En ce sens, ils sont aussi les héritiers des grandes idéologies occidentales du XX^e^ siècle comme le marxisme.

Parallèlement au développement de l'islamisme, un autre mouvement de fond, moins voyant, s'est développé : son objectif n'est pas d'établir un État islamique, mais de travailler au retour des musulmans, sur une base individuelle, à la stricte pratique de l'islam.

Cette mouvance est évidemment beaucoup plus diffuse que celle des islamistes politiques. Son principal courant est le wahhabisme* saoudien. Ce mouvement puritain de réformation de l'islam est né au XVIII^e^ siècle. Il s'est engagé, à partir des années 1970, dans un prosélytisme mondial, encouragé par les pétrodollars et la monarchie saoudienne, qui voulait aussi lutter contre l'islamisme politique, le nationalisme arabe et, à partir de 1979, la révolution islamique d'Iran.

Une vague qui culmine en Iran en 1979



Cl. Michel Setboun / Sipa

L'ayatollah Khomeyni au moment de son retour triomphal à Téhéran le 1^er^ février 1979. La révolution islamiste a triomphé.

1 LES ANNÉES 1970 : LA STRATÉGIE POLITIQUE

Les grands mouvements islamistes ont été conduits par leur parcours politique à se banaliser. Qu'ils aient été réprimés ou au contraire qu'ils aient rencontré le succès, ils ont fini par apparaître soit comme des mouvements conservateurs sans perspectives révolutionnaires, soit comme des mouvements de type chrétien-démocrate, extrêmement modérés. Ils ont presque tous quitté le terrain de la violence et sont devenus plus nationalistes qu'islamistes, même si leur programme dans le domaine social demeure très conservateur. Sur les questions internationales, ils se trouvent souvent en accord avec ce qui reste de la gauche nationaliste, en particulier pour ce qui concerne le soutien aux Palestiniens et l'hostilité envers Israël.

L'exemple le plus emblématique de la

NOTE

* Cf. lexique, p. 44.

« nationalisation » de l'islamisme est l'Iran, qui, depuis la fin de la guerre avec l'Irak en juin 1988, est peu à peu rentré dans le rang. Le pays mène une politique étrangère fondée sur ses seuls intérêts nationaux, sans considération idéologique, sinon dans le discours. Si la lutte entre conservateurs et libéraux est sévère sur le plan intérieur, elle n'a guère d'incidence sur le plan diplomatique – si ce n'est en ce qui concerne la symbolique des relations avec les États-Unis et Israël.

Lors des deux guerres du Golfe (1990-1991 et 2003), l'Iran n'a ainsi pas gêné le déploiement de forces américaines dans la région. Il a peu à peu cessé de soutenir ses relais traditionnels : les chiites irakiens en 1991, bahreïniens en 1996, afghans en 1998. Dans le Caucase, l'Iran soutient l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, pourtant chiite, et a coopéré avec la Russie pour mettre fin à la guerre civile du Tadjikistan (juin 1997). En Afghanistan, il s'est retrouvé dans le même camp que les Russes, les Indiens et les Américains pour soutenir l'Alliance du Nord contre les talibans lors de la campagne de 2001.

Les intérêts nationaux prennent le dessus

Dans le Golfe, malgré le contentieux avec les Émirats arabes unis sur le statut des îles de Tumb et de Moussa (déjà occupées par le chah en 1971), l'Iran s'est rapproché des pays arabes conservateurs sunnites (Arabie Saoudite et Qatar). Enfin, tout en soutenant matériellement le Hezbollah libanais et les Palestiniens, il est resté au second plan lors du déclenchement de la Deuxième Intifada en 2000.

Téhéran veut apparaître comme un acteur incontournable non seulement dans le Golfe mais aussi au Levant, et cherche à profiter de l'échec des accords d'Oslo conclus entre Israéliens et Palestiniens en 1993 et des difficultés des Américains en Irak aujourd'hui. Le programme nucléaire iranien qui a été mis en route par le chah est soutenu aujourd'hui aussi bien par les islamistes que par les nationalistes.

Dans les autres pays, lorsque le jeu politique est relativement ouvert (Jordanie, Turquie, Koweït, Maroc), les islamistes occupent la place du centre droit, nationalistes en politique étrangère, réactionnaires en politique intérieure (en particulier sur la question des droits des femmes). Ainsi, les Frères musulmans jordaniens ont pu élargir leur audience en se faisant les champions du nationalisme et du refus de l'humiliation face à la politique israélienne.

Ailleurs, les intérêts nationaux ont souvent aussi pris le dessus. Le FIS a renoncé à la lutte armée et défendu – en vain – une approche pluraliste (sa branche armée, l'AIS, a proclamé la trêve en 1996). Le Hezbollah libanais se comporte avant tout comme un mouvement nationaliste et est largement reconnu comme tel par les chrétiens du Liban. Le parti yéménite Islah a joué un rôle dans la réunification du Yémen en 1992, contre le souhait de son mentor saoudien. Au Soudan, Hassan al-Tourabi, qui a accédé au pouvoir en 1989, a mené une politique nationaliste avant d'être renversé par les militaires en 1999.

Au Tadjikistan, le Parti de la renaissance islamique (PRI) est devenu, une fois associé au pouvoir en 1997, complètement nationaliste, défendant l'identité tadjike contre les talibans (en soutenant Massoud) et les Ouzbeks. Le Jamaat-e-Islami afghan, le parti de Massoud, n'a plus aucune référence islamiste et se présente comme un parti national, avec une base fortement marquée sur le plan ethnique (constituée quasi exclusivement de Tadjiks).

La nationalisation de l'islamisme est clairement illustrée par la Palestine. Les partis islamistes (Jihad, Hamas) ne critiquent jamais Arafat sur l'islam mais sur ses compromis avec Israël. Lors de la Deuxième Intifada, courants laïques et islamistes sont devenus indiscernables : le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, originairement imprégné de nationalisme arabe et de marxisme) adopte les commandos-suicides, à l'instar des islamistes ; et les chefs des deux mouvements participent ensemble aux funérailles de leurs militants.

Des partis intégrés au jeu politique

Dans le contexte d'hostilité envers les États-Unis qui se développe au Moyen-Orient, à la suite de l'échec de la « Feuille de route » en Palestine[1] et de la campagne militaire américaine en Irak, il est difficile de faire la part de ce qui revient à l'islamisme et de ce qui relève du nationalisme arabe. En fait, le nationalisme est la clé du jeu politique au Moyen-Orient. Et c'est de lui que les islamistes tirent leur dynamisme, et non de l'islam.



Cl. Heidi Levine / Sipa

En Palestien, les partis islamistes, tels le Hamas, ont adopté des positions nationalistes (ci-dessus : combattants palestiniens).



Cl. Noël Quidu / Gamma

Le commandant Massoud en 1995. Son parti, la Jamiat-e-Islami afghan, a perdu ses références islamistes pour devenir un parti national.



Cl. AFP

Manifestation du FIS à Alger en mai 1991. Privé de sa victoire électorale en décembre, le parti islamiste se lançait dans la lutte armée.

Les mouvements islamistes ont ainsi réussi à s'intégrer au jeu politique. Ils ont mobilisé des catégories sociales qui en étaient exclues jusque-là (les nouveaux citadins, les jeunes), à qui ils offraient une voie différente des traditionnels clientélisme et clanisme.

Néanmoins, les partis islamistes, hors de moments exceptionnels (révolution d'Iran, élections algériennes de 1991), plafonnent en général autour de 20 % des voix lorsqu'on les laisse participer aux élections : si le parti turc AKP (successeur du Refah dissous en 1998) a pu faire 30 % des voix aux élections de 2002 et parvenir au pouvoir, c'est justement parce qu'il refuse de se définir comme religieux. Il veut simplement apparaître comme un parti de centre droit, conservateur sur les questions de société, libéral sur le plan économique et nationaliste en politique étrangère, tout en se montrant davantage pro-européen que d'autres partis pourtant plus laïques. Le gouvernement, dirigé par l'ancien maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, n'a rien d'islamiste. Il tente même de rogner le poids de l'armée, ce qui ne peut profiter qu'à la démocratie.

Les Frères musulmans égyptiens, comme le FIS algérien, se trouvent eux sur la défensive, pris entre la répression étatique et l'activisme de groupes radicaux.

Que veulent les Frères musulmans ?

Les débuts de l'une des plus puissantes organisations islamistes actuelles.

C'est en Égypte qu'est né le premier des groupes islamistes modernes : la société des Frères musulmans. Fondée en 1928 (ou 1929, la date est controversée) par Hasan al-Banna, elle faillit faire chanceler la dynastie égyptienne avant de mettre en péril le régime nassérien.

Les Frères musulmans rejettent violemment les valeurs occidentales pour prôner un modèle de société strictement islamique dont la charia constitue l'ossature : une sorte de « guide pour l'action », largement ouvert à l'interprétation et à l'exégèse, afin de prendre en compte le monde contemporain.



Cl. AFP

HASAN AL-BANNA

Le malaise qui régnait dans l'Égypte de l'entre-deux-guerres permit aux Frères, qui proposaient une alternative réelle et radicale, de recruter dans la masse des déshérités, mais aussi parmi les fonctionnaires, les notables, les étudiants, les commerçants, etc. Après la Seconde Guerre mondiale, dans un pays ravagé par le chômage, les Frères élargirent encore leur audience en organisant un vaste réseau de services sociaux comprenant écoles, hôpitaux, ateliers de formation professionnelle.

L'Égypte vit alors dans une ambiance de terreur, à laquelle tous les groupes politiques participent. La Société est finalement dissoute et Hasan al-Banna, assassiné par les barbouzes du roi Farouk en 1949.

Lorsque Gamal Abdel Nasser et les « officiers libres » s'emparent du pouvoir en juillet 1952, ils sont d'abord applaudis par les Frères musulmans, qui estiment avoir inspiré cette rébellion contre les oppresseurs de l'Égypte. Mais la lune de miel entre les deux groupes est de courte durée, et au cours de l'année 1954 des milliers de militants sont arrêtés, envoyés en camps de concentration ou exilés. Cette « grande épreuve » a une importance déterminante pour l'avenir du mouvement. D'abord, les Frères peuvent invoquer des « martyrs » face à la dictature. *« La mort est un art*, disait Hasan al-Banna. *Le Coran a ordonné d'aimer la mort plus que la vie. La victoire ne peut venir que si l'on maîtrise l'art de la mort. »* Ensuite, l'exil vers les pétromonarchies de la péninsule Arabique permet à certains d'entre eux de jeter les bases d'une puissance économique qui, à partir des années 1970, se révélera fort utile pour financer les mouvements islamistes.

Enfin, les camps ont produit le plus important penseur islamiste contemporain : Sayed Qotb. Celui-ci fut pendu en 1966 avant d'avoir pu préciser comment renverser l'État « impie » : par la force, la prédication, le travail social, la participation politique ? Autant d'interprétations, autant de tendances dans la mouvance islamiste.

(D'après Richard P. Mitchell, Gilles Kepel,
© L'Histoire n° 26, et Gilles Kepel, © L'Histoire n° 190.)

NOTE

1. La « Feuille de route », un plan par étapes qui devait conduire en 2005 à la création d'un État palestinien, a été adoptée par Palestiniens et Israéliens en avril 2003.

CHRONOLOGIE

- **1928-1929 :** création en Égypte de la société des Frères musulmans. Dans ces mêmes années, Kemal Atatürk laïcise la Turquie.
- **1932 :** création du royaume d'Arabie Saoudite ; le wahhabisme y est proclamé « idéologie officielle ».
- **1956 :** en Tunisie, Bourguiba lance une politique d'occidentalisation très favorable aux femmes.
- **1979**
  16 janvier : révolution islamiste en Iran.
  24 décembre : invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques que combattent les moudjahidin.
- **1983 :** le Soudan promulgue un Code pénal islamique.
- **1988 :** en France, affaire du foulard de Creil.
- **1991**
  15 janvier : dans le cadre de la guerre du Golfe, installation de troupes américaines en Arabie Saoudite.
  Décembre : succès électoral du FIS. Arrêt du processus électoral.
- **1995 :** série d'attentats en France.
- **1996 :** les talibans prennent Kaboul.
- **2001**
  11 septembre : attentats aux États-Unis qui font plus de 3 000 victimes.
  7 octobre : début des bombardements américains sur les positions des talibans et d'Al-Qaida.
- **2002**
  11 avril : attentat islamiste contre une ancienne synagogue de Djerba.
  12 octobre : un double attentat à Bali tue 202 personnes.
  3 novembre : succès électoral du parti turc islamiste modéré AKP qui arrive au pouvoir.
- **2003**
  16 mai : attentats à Casablanca.
  9 septembre : en France, début des auditions de la commission sur la laïcité.

Les Frères jordaniens ou koweïtiens, intégrés dans le jeu parlementaire, se voient réduits à se faire les chantres d'une islamisation légale qui ne gêne pas le pouvoir. Les Frères syriens n'ont pas profité de la disparition du président Hafez el-Assad en 2000.

Le FIS, qui s'est lancé dans la lutte armée après 1991 et l'annulation des élections, a lui aussi échoué à s'imposer. D'une part parce qu'un nouveau groupe plus radical, le GIA, a occupé l'espace de la contestation globale et terroriste ; d'autre part parce que les gouvernements européens (et la plus grande partie des médias et de l'opinion publique) se sont alignés sur les positions du gouvernement algérien : celles-ci consistaient à refuser de faire du FIS un acteur politique à part entière et à chercher à l'éradiquer par tous les moyens. Mal préparé à l'action clandestine, le FIS a très vite perdu la bataille du terrain au profit de l'armée et du GIA.



© Maher Attar / Corbis Sygma
L'emblème des Frères musulmans.

2 LES ANNÉES 1980 : LA CONVERSION DES SOCIÉTÉS

Tandis que l'islamisme politique connaissait des destins divers, les sociétés musulmanes, elles, se sont largement réislamisées dans les années 1980. Cette réislamisation se voit à l'œil nu : diffusion du voile, des symboles religieux, du port de la barbe, etc.

Considérant que la voie politique avait été un échec, beaucoup de Frères musulmans et d'anciens islamistes se sont alors lancés dans la prédication directe ; ils jouèrent sur tous les registres de la communication : radio, télévision, Internet, cassettes.

Sociologiquement, cette réislamisation s'est traduite par le développement d'écoles religieuses, qu'elles soient étatiques (en Turquie) ou privées (en Égypte, au Pakistan, au Mali). Ces écoles, parfois financées par les « pétrodollars », jettent sur le marché du travail un nombre important de diplômés en « religion » pour qui l'islamisation du droit et des institutions est le seul moyen de valoriser leur formation. Les talibans afghans ou pakistanais sont un produit de cette évolution (le mot même de « taliban » désigne à l'origine les étudiants en religion).

Cette islamisation gagne tous les secteurs, y compris l'économie. Profitant d'un vent de libéralisation, des hommes d'affaires « islamistes » ont mis sur pied un véritable « islamo-business » : négoce de vêtements islamiques, institutions financières islamiques, mais aussi action humanitaire, bienfaisance, financement d'écoles privées. En Turquie, on a vu apparaître un secteur de PME dynamiques, regroupées dans la Müsiad, qui se distingue d'un grand patronat laïque et pro-européen (Tüsiad).

Abandonnant le discours socialisant des islamistes traditionnels influencés par la gauche, les islamistes prônent aujourd'hui le libéralisme et l'anti-étatisme ; l'enrichissement personnel est légitime si l'argent est « bien acquis » et s'il est purifié par l'impôt et l'aumône islamiques. Un discours bien reçu par la petite bourgeoisie montante, qui a profité (en Égypte, en Turquie, en Tunisie, en Iran, au Maroc) ou voudrait profiter (en Syrie, en Algérie) de la crise des grands systèmes monopolistiques d'État.

Dans le même temps, on assiste à la réislamisation du droit. Ce sont les États qui la mènent, avec l'objectif de contrer l'influence radicale, iranienne en particulier. L'article 2 de la Constitution égyptienne de 1972 précise que la charia est la source principale du droit. Le Soudan promulgue en 1983 un Code pénal islamique. Le Pakistan introduit en 1985 la « Shariat Bill », qui vise là encore à faire de la charia la seule source du droit et à remplacer les tribunaux à l'anglo-saxonne par des tribunaux chariatiques. Au Koweït, l'émir Jabbar a institué après la première guerre du Golfe un comité pour islamiser le droit. Le code algérien de 1984 réintroduit la charia dans le statut personnel. Tandis que le Yémen a étendu, après la réunification de 1992, le statut personnel islamique sur tout le territoire.

Pour enrayer le développement d'une prédication sauvage, les États se sont également appliqués à créer ou à renforcer un « islam officiel ». Cela a pu prendre différentes formes : institution d'un mufti (celui qui délivre des fatwas*, ou consultations juridiques) officiel, comme en Égypte, dans l'ensemble des républiques musulmanes issues de l'URSS ou en Syrie ; mise en place d'une direction des affaires religieuses, comme en Turquie – on peut se demander si la mise en place en France d'un Conseil français du culte musulman, en 2003, ne relève pas de cette logique ; création d'un ministère des Affaires religieuses, comme en Jordanie. Ce clergé officiel possède le monopole de la nomination des imams des grandes mosquées et de l'enseignement religieux : c'est le cas au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Turquie, en Ouzbékistan.

Création ou renforcement d'un islam officiel

En Turquie, après 1983, l'enseignement religieux a été rendu obligatoire ; les diplômés des lycées religieux se sont vu ouvrir les portes de l'université. En Égypte, l'État a confié en 1994 à l'université Al-Azhar une nouvelle mission de censure, concernant en particulier les médias électroniques. Il n'y a guère qu'en Arabie Saoudite, au Pakistan et en Afghanistan où l'État ne contrôle ni la formation des imams ni le prêche dans les grandes mosquées.

Ce faisant, les États se sont appuyés sur un personnel religieux qui, s'il est loyal politiquement, est en général très conservateur sur le plan idéologique. En témoigne la création par l'Arabie Saoudite en 1963 de la Ligue islamique mondiale (Rabita), qui finance recherche, enseignement et prédication, et dont le personnel a largement été recruté parmi les Frères musulmans ; ceux-ci tiennent nombre d'institutions que la Ligue finance. En France, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui domine le Conseil français du culte musulman, est elle aussi proche des Frères. En Égypte, la position de l'université Al-Azhar est, sur les grands problèmes de société, quasiment identique à celle des Frères musulmans : Faraj Foda, intellectuel et romancier égyptien laïque, a été assassiné peu de temps après que le recteur de cette université l'eut déclaré « apostat » (1992).

L'islamisation du droit est un puissant levier qui a permis aux milieux conservateurs de faire avancer leur cause. Au Pakistan, les tribunaux chariatiques acceptent d'instruire des procès d'apostasie ou de blasphème. Au Bangladesh, l'écrivain Taslima Nasreen est poursuivie pour blasphème devant les tribunaux de l'État. En Égypte, des plaideurs individuels ont obtenu d'une cour la dissolution du mariage de l'écrivain Abou Zeyd, contre l'avis du couple, au prétexte que, déclaré « apostat », il ne peut être marié à une musulmane.

La conséquence de cette réislamisation, c'est que les conservateurs en viennent à contester une prérogative essentielle de l'État, celle de dire le droit, et qu'elle échappe aux gouvernements (égyptien, pakistanais, saoudien) qui l'ont favorisée.

Le paradoxe, c'est qu'elle échappe même aux mouvements islamistes, qui n'arrivent pas à canaliser un mouvement dont le moteur réside dans les nouvelles catégories sociales : notables, hommes d'affaires, avocats… Celles-ci y trouvent une forme d'affirmation sociale individuelle, par exemple, en Égypte, à travers les « tables de charité » qu'elles offrent à la fin du ramadan et qui leur permettent de gagner en notoriété.

Le développement de néoconfréries (Fethullah et Nurcu en Turquie, Kaftaro en Syrie, Ahbbash au Liban…) et le maintien de confréries traditionnelles en Égypte, au Soudan, au Maroc, captent de leur côté une clientèle populaire qui aurait pu rejoindre les islamistes.

Partout le vote islamique se disperse : en Turquie les confréries ont cessé, après 1983, d'appeler à voter pour le Refah. Les partis islamistes ne parviennent plus à se présenter comme la seule expression légitime de l'islam en politique.

3 LES ANNÉES 1990 : DU FONDAMENTALISME AU TERRORISME

Sur le terreau de cette réislamisation se développe, depuis le début des années 1990, un radicalisme islamique, très différent de l'islamisme, pas forcément violent, qui s'adresse aux déracinés de l'islam : ceux qui ont choisi délibérément de se consacrer à l'*umma* comme ceux que la mondialisation a conduit à émigrer. Depuis les madrasa tenues par les talibans dans le sud de l'Afghanistan jusqu'aux sites islamiques sur Internet, en passant par la télévision saoudienne et par de nombreuses mosquées de la banlieue parisienne ou londonienne, une même vision de l'islam cir-

ZOOM

La charia et la femme adultère


Cl. George Osodi / AP / Sipa

Selon la loi coranique, la femme adultère doit être exécutée. Le Coran ne précise pas la nature de la sanction, mais le droit ultérieur prévoit la lapidation à mort des femmes reconnues coupables et la flagellation des hommes. Une sentence encore parfois rendue. Au Nigeria, Amina Lawal (photo), une jeune femme divorcée qui a mis une fille au monde hors mariage en 2001, a été condamnée en mars 2002 à l'exécution par lapidation. Elle a été acquittée en septembre 2003.

Un résultat à mettre peut-être sur le compte de la pression internationale. Et du rapport des forces politiques dans un pays fédéral où seuls les États musulmans du Nord appliquent la charia et où le président est chrétien.

cule, celle exportée par l'Arabie Saoudite dès les années 1970 : le wahhabisme. Les intéressés eux-mêmes récusent en général le terme, lui préférant celui de « *salafis* ».

Il ne s'agit pas d'un mouvement structuré, mais d'une tendance de l'islam qui donne la primauté à une lecture littéraliste et puritaine du Coran, récusant l'histoire même du monde musulman qui a suivi la société idéale du temps du Prophète et de ses compagnons.

Ce néofondamentalisme veut imposer la seule charia comme norme de tous les comportements humains et sociaux : il se distingue de l'islamisme dans la mesure où il se désintéresse de la conquête du pouvoir d'État et des problèmes sociaux et rejette l'idée même de nation pour ne s'intéresser qu'à la charia ; il diffère des fondamentalismes traditionnels comme de la réislamisation conservatrice au sens où il ignore les sociétés et cultures musulmanes.

Il refuse donc très logiquement toute référence à une culture qui se développerait à côté ou au-delà de ce qui est strictement religieux : les arts plastiques, la musique, la philosophie, la littérature, les coutumes nationales, sans parler des emprunts aux autres civilisations (fêter la nouvelle année, faire un arbre de Noël). Il n'entretient par ailleurs qu'une relation instrumentale avec les sciences (oui à l'ordinateur, non à la rationalité scientifique).

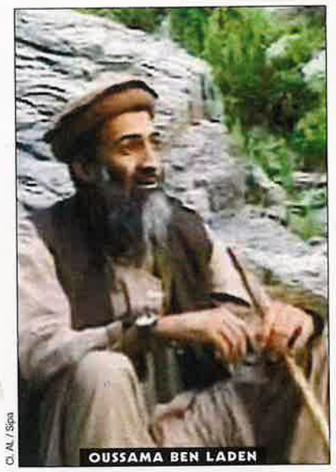
> Oui à l'**ordinateur**, non à la rationalité scientifique

Cette version de l'islam est très violemment opposée au christianisme, au judaïsme, et accessoirement au chiisme. En

Al-Qaida existe-t-elle ?

« Al-Qaida » : un nom commode pour désigner depuis le 11 septembre 2001 ce qui est en fait une nébuleuse insaisissable.

D'emblée, les analystes officiels américains nous ont présenté les attentats du 11 septembre 2001 comme l'œuvre d'« Al-Qaida ». L'opinion mondiale a découvert ce nom pour la première fois lorsqu'il a été mentionné, à l'été 1998, par les services secrets américains après les attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar es-Salaam.



Ci. AL / Sipa

OUSSAMA BEN LADEN

Al-Qaida (« la base », en arabe) aurait une forme : une structure pyramidale avec une direction centralisée, un chef, Oussama ben Laden, un « numéro deux » et un « numéro trois ». Or il est douteux qu'il existe, quelque part, une organisation permanente de cette nature, comparable à ce que serait, par exemple, l'ETA ou l'IRA.

Certes, des documents ont bien été saisis en Afghanistan, qualifiant l'émirat des talibans de « base du jihad ». Mais « base » signifie ici « position », « conquête militaire temporaire susceptible d'être perdue ». Obnubilé par l'idée – rassurante – d'affronter un ennemi bien défini, Washington semble avoir pris l'épisode afghan de la nébuleuse Ben Laden pour son tout.

Et l'image était commode : l'organisation fictive « Al-Qaida » a permis de présenter au public américain, à l'opinion mondiale, une entité protoplasmique, amorphe et mutante comme danger mondial numéro un.

Avec succès : depuis le 11-Septembre, chacun est persuadé que l'attaque est le fait d'une organisation terroriste nommée « Al-Qaida ».

Or le mot « organisation » suggère une entité mécanique (comme le système des horloges à l'ancienne). Et d'évidence – contrairement au vieux terrorisme de la guerre froide - « Al-Qaida » n'est pas de nature mécanique, mais en réalité biologique. Arrosées par la *dawa* (les prêches fanatisés), des cellules naissent du terreau islamiste comme champignons après la pluie. Cellules qui font allégeance à Oussama ben Laden et suivent ses consignes.

Là est l'énorme différence : le mécanique est mort et le biologique, vivant. Une automobile ne se répare pas seule. A l'inverse, une plaie se cicatrise seule. Cette grave erreur de diagnostic n'a profité qu'aux terroristes. Elle explique deux ans d'insuccès dans la traque des chefs de la nébuleuse salafiste.

Xavier Raufer

Chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris

témoignent l'assassinat des moines de Tibéhirine en Algérie en 1996 ou le refus de voir des églises se construire sur le territoire saoudien.

Son obsession est de tracer la ligne rouge entre la vraie religion *(din)* et l'impiété *(kufr)*, ligne qui passe à l'intérieur même de la communauté musulmane. Tout se ramène à un code du licite et de l'illicite, y compris dans des détails triviaux comme la manière de se tailler la barbe (les talibans afghans) ou de se brosser les dents. Promulguer des fatwas (qui déterminent la licéité d'un cas) devient l'activité principale des ulémas ou des prédicateurs autoproclamés.

Des imams, dans de petites mosquées de quartier en Europe, vont insister pour que les filles se voilent et n'assistent pas aux cours de gymnastique. Ils inciteront les musulmans à ne pas serrer la main aux femmes ou à ne pas répondre aux cartes de vœux de nouvel an. Cette ghettoïsation d'une minorité de musulmans a des conséquences sociales importantes.

Sur le plan politique, c'est la radicalisation de jeunes attirés par le néofondamentalisme qui est la plus inquiétante. A Londres, des prédicateurs comme Abou Hamza et Omar Bakri déversent anathèmes et appels au jihad*. Toujours à Londres, le Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération), qui recrute ses membres parmi les jeunes musulmans de la seconde génération, est très radical dans son discours : appel à proclamer immédiatement le califat pour tous les musulmans ; condamnation de toute participation à la vie sociale et politique des pays d'accueil.

Dans ces mêmes années 1990, certains de ces jeunes musulmans en rupture avec la société et avec leur milieu familial se sont radicalisés. Une radicalisation qui s'effectue pour une grande part au contact de l'Occident : de ces jeunes gens, aucun ne sort d'écoles religieuses (sauf les Saoudiens), ils ont mené des études modernes, et une bonne partie d'entre eux vit en Occident. Khaled Kelkal, tenu pour responsable des attentats de 1995 en France, et Zacharias Moussaoui, accusé d'avoir participé aux attentats du 11 septembre 2001, sont français.

Le plus souvent même, ceux originaires du Moyen-Orient se sont réislamisés en Occident. Il faut leur ajouter de plus en plus de convertis. Tous suivent le même parcours : la radicalisation religieuse, souvent en parallèle avec un voyage en Afghanistan (du moins avant octobre 2001 et la campagne américaine contre le régime des talibans).

Internationalistes et prenant pour cible en premier lieu les États-Unis, ils sont un peu les héritiers de l'extrême gauche européenne des années 1970 (bande à Baader en Allemagne de l'Ouest, Brigades rouges italiennes, Action directe en France).

L'internationalisation du mouvement a été largement l'œuvre d'Al-Qaida. Toutefois, on en trouve les prémices, dès le début des années 1980, avec le « bureau des services » créé à Peshawar, au Pakistan, par Abdullah Azzam, un Frère musulman d'origine palestinienne ayant lancé dès 1979 un appel pour soutenir les Afghans. Cet organisme se chargeait d'aider les moudjahidin afghans dans leur lutte contre les troupes soviétiques : il était explicitement construit sur un refus du nationalisme palestinien et en faveur d'un internationalisme militant. On peut d'ailleurs y voir l'ancêtre d'Al-Qaida.

> Ils ne possèdent aucun **projet** politique précis

La première génération des militants d'Al-Qaida, dont Ben Laden lui-même, était composée de gens originaires du Moyen-Orient, partis en Afghanistan pour combattre l'URSS, et souvent revenus dans leur pays pour y fonder un mouvement radical (comme le GIA en Algérie).

A partir de 1992, on voit apparaître une nouvelle génération de militants d'Al-Qaida, beaucoup plus cosmopolite, déracinée et souvent très occidentalisée. Ni leur parcours ni leur action ne sont liés aux conflits du Moyen-Orient. Ils prennent pour terrain de combat l'Occident ou la périphérie du Moyen-Orient (Bosnie, Tchétchénie, Afghanistan, Cachemire). Ils trouvent éventuellement un relais dans des groupes locaux, beaucoup plus traditionalistes (Jamaat-e-Islami en Indonésie, Assirat al-Mostaquim au Maroc, des réseaux salafistes au Yémen et en Arabie Saoudite, et enfin des groupes radicaux pakistanais, comme le Jaysh-Mohammed et le Lashkar-i-Jangvi).

Utilisant l'anglais, les téléphones satellitaires, Internet, passant d'une nationalité à l'autre et d'un hôtel à un camp afghan, ces militants sont l'expression d'un monde global. Ils mènent des jihads au nom d'une *umma* imaginaire, sans s'insérer à des mouvements de luttes nationales « réelles ».

La stratégie de Ben Laden rejoint celle des socialistes révolutionnaires russes et des anarchistes, voire d'Action directe : conduire le « peuple » musulman au combat par l'exemple des martyrs et l'effet des attentats qui frappent au cœur de la Babylone moderne. Il n'y a aucun projet politique précis, pas de lendemains qui chantent.

Une telle mouvance ne peut pas faire l'objet d'une « guerre », sinon au sens métaphorique. Elle relève de problèmes plus existentiels et identitaires que d'une logique de classes ou de conflits d'intérêts.

Il ne faut pas oublier cependant que l'islamisme radical occupe aujourd'hui le créneau de l'anti-impérialisme militant et « tiers-mondiste » naguère tenu par l'extrême gauche (ce qui explique le désarroi des antimondialistes laïques). Ce n'est pas une importation du Moyen-Orient (où les réseaux Ben Laden sont inertes), mais un produit de l'occidentalisation, de l'immigration et de la globalisation. ■

ZOOM

« Dieu a dit »



Ci. Rex Features / Sipa

MOHAMMED ATTA

Extrait d'un document qui aurait appartenu, selon le FBI, aux auteurs des attentats du 11 septembre 2001. Parmi les pirates de l'air, Mohammed Atta.

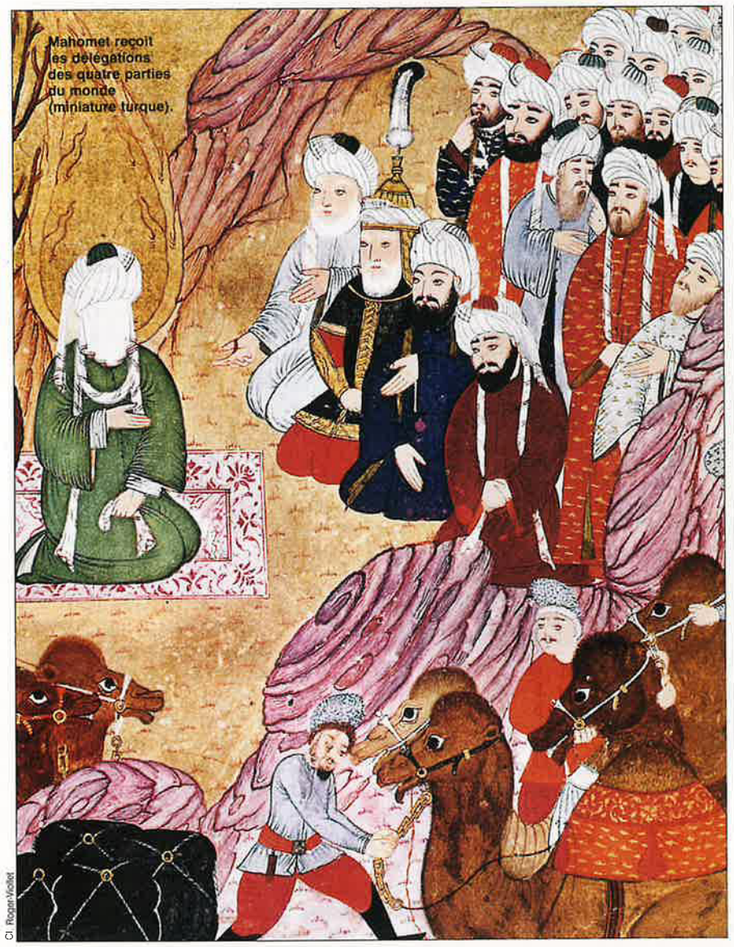
« Quand l'affrontement commencera, frappe comme les combattants qui ne veulent pas retourner en ce monde-ci. Crie "Allah Akbar !", car ces mots saisissent d'effroi le cœur de ceux qui ne croient pas. Dieu a dit : "Frappe au-dessus du cou et à toutes les extrémités." Sache que les jardins du paradis t'attendent dans toute leur beauté, et que les femmes du paradis t'attendent. »

LES ISLAMISTES

Gabriel Martinez-Gros • Professeur à l'université Paris-VIII

Religion et politique, de Mahomet à Ben Laden

La fusion harmonieuse du religieux et du politique a-t-elle jamais existé dans le monde musulman ? C'est ce que voudraient faire croire les islamistes. Au mépris de la réalité historique. La démonstration de Gabriel Martinez-Gros.



Ci. Roger-Viollet

L'AUTEUR

Professeur d'histoire du Moyen Age à l'université Paris-VIII, Gabriel Martinez-Gros fait paraître prochainement un livre intitulé *L'Islam en dissidence. Genèse d'un affrontement* (avec Lucette Valensi, Le Seuil).

1 LE MYTHE DU RETOUR AUX ORIGINES

L'islamisme* ne se confond pas avec l'islam. Il s'en réclame pourtant, en investissant la religion d'un rôle politique. Il prétend établir le gouvernement de Dieu et de sa Loi, la charia*.

A défaut d'un programme politique qui fasse l'unanimité de ses multiples mouvances, l'islamisme met en avant un modèle : celui des origines de l'islam tel que l'a fondé Mahomet en Arabie au VII^e^ siècle.

Cette tentation réactionnaire, ce thème du retour aux origines n'est pas un trait propre de l'islam. Celui-ci le partage avec les autres religions du Livre : judaïsme et christianisme. Tout se passe autrement dans les sociétés sans écriture, où les récits des origines se transmettent oralement et peuvent ainsi s'adapter insensiblement au fil des générations.

Les religions du Livre, elles, ont fixé à jamais leurs vérités dans des langues et des moments particuliers. Elles se condamnent ainsi, avec le passage du temps, à ne plus comprendre le message divin, à l'interpréter – ou à en refuser l'interprétation –, à se proposer de le rétablir dans sa pureté première. Pas plus que la chrétienté, l'islam n'a échappé à cette tentation.

L'islamisme pourrait donc apparaître comme un mouvement de « réforme » s'il se conjuguait simplement avec l'approfondissement de la lecture des textes sacrés.

Or il n'en est rien. Le propos théologique et juridique de l'islamisme est singulièrement, presque volontairement, pauvre. L'essentiel n'est pas là. Le motif du « retour » ne vise pas à restaurer l'origine que le présent nie, mais à nier le présent, celui-ci étant synonyme de domination de l'Occident. Si les islamistes se prévalent des simplicités supposées de l'Arabie primitive ou de l'époque médiévale, c'est que l'islam y occupait, à leurs yeux, une position hégémonique qu'il a aujourd'hui perdue au bénéfice de l'Occident.

Alors, qu'est-ce que l'islamisme ? C'est d'abord un défi lancé à l'Occident. A la différence des réformismes du passé, ce mouvement ne peut s'analyser dans le seul cadre de l'islam. La masse cachée de l'Occident est nécessaire à l'intelligence de sa trajectoire.

Si l'islamisme remontait, comme il prétend le faire, le cours de l'histoire, y trouverait-il de quoi nourrir sa doctrine ? Suffit-il de se débarrasser des séquelles du colonialisme et de l'impérialisme occidental pour retrouver le sol sain de l'islam fidèle à l'enseignement du prophète Mahomet ?

En fait, un examen attentif des équilibres entre religion et politique qui prévalaient durant l'islam classique (VII^e^-XII^e^ siècle) amène à penser que le modèle de l'islamisme ne s'y trouve pas : l'empire de la Loi islamique sur la conduite de l'État (autrement dit, de la religion sur le politique) n'a alors presque jamais existé. Seule la première génération de l'islam (les trente ans qui suivent la mort de Mahomet, en 632) ferait peut-être exception si les concepts d'État et de Loi n'y étaient aussi embryonnaires.

L'assertion peut surprendre. On perçoit souvent l'islam comme une théocratie, un gouvernement au service de Dieu. On va répétant qu'il ignore la distinction du politique et du religieux, théoriquement tracée dès la fin du V^e^ siècle en Occident. Le fait est que le christianisme triompha dans un Empire romain dont l'existence avait de plusieurs siècles devancé la sienne. Le Christ put rendre à César ce qui lui revenait (le gouvernement des hommes), parce que César, autrement dit l'« État », depuis plusieurs générations déjà, assumait l'ordre ou le désordre de ce monde.

Rien de tel dans l'islam. Le Prophète y créa aussi l'État. Pour le dire en termes chrétiens, un seul « glaive », celui du calife*, successeur de Mahomet, est réputé trancher et les affaires politiques et les affaires religieuses. On pourrait s'en tenir là. C'est ce que firent les juristes d'hier, ce que font les islamistes aujourd'hui. En fait, l'union lyrique des premiers croyants, dont se nourrit le mythe des origines, se brisa en quelques décennies.

ZOOM

A l'origine, le calife



Ci. Bridgeman-Giraudon

A la mort de Mahomet, en 632, les musulmans lui donnent pour successeur (en arabe *khalifa*, calife) Abu Bakr (ci-dessus, dessin italien du XIX^e^ siècle). Celui-ci appartient à la tribu mecquoise de Mahomet, les Quraych, auquel le califat est à l'origine réservé.

Au Moyen Age, le califat incarne le principe d'une unité de la communauté des musulmans (l'*umma*) et concentre le gouvernement de l'État et de la religion. En fait, dès le XI^e^ siècle, le calife est écarté du pouvoir au profit du sultan. Après la prise de Bagdad par les Mongols en 1258, le califat, réfugié au Caire, sombre dans l'oubli.

Au XVIII^e^ siècle, les sultans ottomans en revendiquent de nouveau la dignité. Mustafa Kemal abolit le califat ottoman en 1924. Aujourd'hui, l'islamisme entretient l'espoir de sa restauration.

2 VII^e^-XII^e^ SIÈCLE : DU CALIFE AU SULTAN

Si l'islam insiste tant sur son unité, c'est sans doute qu'il vécut, dès sa première génération, l'épreuve d'une guerre civile. Le premier coup fut porté par les Omeyyades.

Rappelons les faits. La Mecque, ville natale du Prophète, avait rejeté sa prédication, et soutenu contre lui une guerre, sous la conduite de la famille des Omeyyades. La cité et les Omeyyades, vaincus, se convertirent en 630, deux ans avant la mort de Mahomet (632), et retrouvèrent presque aussitôt un rôle central dans l'État islamique. Moins de trente ans plus tard, ces Omeyyades amnistiés, mais dont nul n'avait oublié l'opposition première à l'islam, s'emparèrent du califat, c'est-à-dire du gouvernement de cette religion.

Plus grave encore, ils s'en saisirent par la force, au terme d'un conflit sanglant (656-660). Du coup, leur chef, Muawiya, ne réussit jamais à obtenir le plein assentiment des pieux, qui avaient soutenu contre lui le cousin et gendre du Prophète, Ali.

L'émergence du parti chiite, qui continue de se réclamer de la descendance d'Ali et de son fils Husayn, manifeste dès la fin du VII^e^ siècle la première coupure du religieux et du profane, de la légitimité (bafouée) et du pouvoir (illégitime). La majorité sunnite rassemble au contraire ceux qui se résignent, sous l'autorité de Muawiya et de ses descendants, à un pouvoir plus efficace qu'irréprochable.

Il est vrai que le choix n'oppose pas le politique au religieux, mais le réalisme des administrateurs à la rigueur des dévots, le savoir-faire et le bon droit. Cette opposition n'en trace pas moins, au cœur de la génération fondatrice, une ligne de partage durable. Chez la plupart des historiens arabes postérieurs, le « gouvernement » *(wilaya)* des Omeyyades est distingué du « califat » véritable réservé aux premières décennies (632-660).

Après celui des Omeyyades, le deuxième coup est porté au modèle originel par les califes abbassides, la dynastie arabe qui succède aux Omeyyades en 750. Dès le début du IX^e^ siècle, ils substituent en effet à leurs troupes encore largement arabes les premiers soldats esclaves (*mamluks* en arabe) turcs, acquis en Asie centrale. Le peuple fondateur de l'islam est donc expulsé du premier cercle du pouvoir.

L'État éloigne ainsi du pouvoir le peuple fondateur en élevant l'obstacle d'une domesticité et d'une armée serviles dont il requiert deux vertus : l'origine étrangère et l'efficacité guerrière. Ces deux conditions expliquent en partie le maintien, voire l'extension, dans le cours de l'histoire islamique des espaces « sauvages » – « bédouins », dira le grand historien Ibn Khaldun au XIV^e^ siècle[1] – qui échappent au contrôle de l'État, c'est-à-dire à l'impôt ou à l'administration de la justice, mais qui alimentent le palais en serviteurs et en soldats. Ces peuples guerriers sont les indispensables réserves de violence du pouvoir, contre l'ennemi au-dehors et l'émeute au-dedans.

Ainsi conçu, l'État ne se trouve pas au centre de la société. Il s'en écarte au

NOTES

* Cf. Lexique, p. 44.

1. Le terme « Bédouin » désigne dans la langue courante les Arabes nomades. Ibn Khaldun en fait un mot-concept : aux bédouins », qui appartiennent au monde incontrôlé des déserts, des steppes et des montagnes s'opposent les « sédentaires », les populations soumises à l'État.

LEXIQUE

CALIFE : « successeur » du Prophète à la tête de l'État musulman qui réunit les pouvoirs politique et religieux. Aboli, le califat soulève toujours chez les fondamentalistes l'espoir d'un rassemblement des musulmans.

CHARIA : loi islamique directement inspirée du Coran et de la pratique du Prophète. Son application stricte est aujourd'hui le point de convergence de la nébuleuse des fondamentalistes.

FATWA : « commandement inspiré du Coran », la fatwa est une consultation juridique que tout musulman peut rendre. L'audience qu'on lui accorde dépend de sa compétence juridique ou du poids politique de celui-ci (Khomeyni, Ben Laden).

HIDJAB : littéralement *« celui qui empêche »*, le hidjab est au départ tout ce qui cache ou préserve (tissu, enceinte, etc.). Il désigne couramment le voile et l'ensemble du vêtement qui couvre les femmes.

ISLAMISME : à distinguer de l'islam. Il désigne, depuis les années 1970, les courants les plus radicaux de l'islam, qui y voient une idéologie politique et considèrent que l'islamisation de la société passe par la mise en œuvre de la charia et par l'instauration d'un État islamique.

JIHAD : « effort » dans le Coran, c'est seulement à la fin du VIIIe siècle que les juristes décident d'appeler de ce mot le combat sacré contre les infidèles.

SULTAN : à partir du XIe siècle, les sultans, d'origine turque, remplacent les califes, arabes, à la tête de l'État musulman. L'union de l'État et de la religion se trouve définitivement disloquée.

ULÉMAS : docteurs de la Loi, juristes et théologiens, ils supplantent au XIIe-XIIIe siècle l'autorité des califes en matière de religion et de justice. Ils incarnent la « mosquée », la religion, par opposition au « palais », à l'État.

WAHHABISME : mouvement puritain de réformation de l'islam, né au XVIIIe siècle et devenu la doctrine officielle de l'Arabie Saoudite. Il a été exporté dans l'ensemble du monde musulman dans les années 1970.



Cl. Dagli Orti

La mosquée, espace de recueillement tel que l'imagine la peinture du XIXe siècle. Elle est le centre de la cité musulmane dont elle maintient les principes intangibles contre le palais (le pouvoir politique).

contraire volontairement, comme le manifestent les innombrables villes-palais où se retirent les dynasties et leurs troupes « sauvages » : Bagdad, fondée en 762, est sans doute l'une des premières. Deux ou trois générations plus tard, en 836, Bagdad ayant été envahie par la plèbe irakienne, le calife construit Samarra, à 100 kilomètres au nord, pour y résider parmi ses troupes turques. Quand ils s'emparent de l'Égypte en 969, les Fatimides y bâtissent Le Caire à l'écart du vieux chef-lieu arabe de Fustat.

Le troisième et dernier coup intervient au XIe siècle. Il écarte les califes, par définition arabes et d'origine mecquoise, de la réalité du pouvoir, au profit de ce qu'on nommera désormais, d'un terme neuf dans cet emploi, des « sultans* », maîtres de l'armée et des finances de l'État. A partir de 1055, les sultans sont toujours turcs. Le « monde sauvage » turc met ainsi en tutelle son maître arabe.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la dualité du califat et du sultanat ne rejoint pas celle du temporel et du spirituel. Elle recouvre plutôt, comme l'avaient posé les figures d'Ali et de Muawiya dès la première guerre civile (656-660), la fracture du légitime et du profane. Le califat tient son autorité certes de la religion mais surtout de l'histoire. Il met les origines de l'islam, la caution des Arabes, au service du sultan turc. Il guette aussi la faiblesse de ce dernier pour reconquérir la totalité du pouvoir, qui lui revient à ses yeux (ce sera le cas à Bagdad entre 1180 et 1258).

> Le sultan, **maître** de l'armée et des finances

Quatre siècles après la mort du Prophète, l'union de l'État et de la religion que le califat prétendait incarner est ainsi définitivement disloquée. En droit, l'islam ne reconnaîtra jamais la césure du temporel et du spirituel qui organise la chrétienté. En fait, il lui substitue une division plus profonde encore, puisqu'elle est soulignée par une frontière ethnique (entre Turcs et Arabes), et surtout plus instable. Dans l'Occident médiéval, le pape, l'autorité religieuse, et l'empereur, le principal pouvoir politique, sont également légitimes, chacun reconnaît l'existence de l'autre, même s'il entend prendre l'avantage ; en terre d'islam, le calife a pour lui le droit, le sultan lui oppose la force, toujours plus fragile.

3 XIIIe-XVIIIe SIÈCLE : LE PALAIS ET LA MOSQUÉE

Le califat, cependant, va perdre, peu à peu, sa légitimité au profit des ulémas*, des docteurs de la Loi, hommes de savoir et de religion. Ce pouvoir religieux, distinct du califat – et qu'on nommera désormais la « mosquée » –, émerge dès le IXe siècle, lorsque les ulémas de Bagdad s'opposent à la réforme du dogme musulman édictée par le calife Al-Mamun, dont la disposition la plus contestée revenait à nier que le Coran fût éternel, comme Dieu même, contrairement à ce que soutient la tradition musulmane. Derrière eux, la plèbe de la capitale prend parti pour l'« orthodoxie » sunnite, que la crise contribue à cristalliser. Après avoir fait reculer le califat, les ulémas vont le remplacer peu à peu, au XIIe-XIIIe siècle, auprès des sultans, dans son rôle de légitimation du pouvoir.

Ne nous y trompons pas. Il n'en résulte pas une situation conflictuelle qui opposerait les sultans turcs aux ulémas, le palais à la mosquée, l'État à la religion, le guerrier au clerc. C'est en Occident qu'on peut parler d'affrontement parce que moines et chevaliers, papes et empereurs visent au contrôle d'un même espace social. Or cette homogénéité du champ social reste étrangère à l'islam traditionnel, qui invente, lui, une autre configuration : non pas deux pouvoirs, mais deux mondes distincts. Le palais est le bastion des « bédouins », on l'a vu ; les « citadins », eux, se serrent autour de la mosquée, dont l'autorité morale les préserve tant bien que mal de la violence des premiers.

Les uns et les autres ne portent pas les mêmes vêtements, ne parlent pas la même langue, ne montrent pas les mêmes traits physiques. La blondeur des Slaves à Cordoue, la peau noire des Africains, les yeux bridés des Turcs à Samarra tranchent avec la complexion des populations locales. Clichés, stéréotypes ? Précisément, ce sont ces stéréotypes que recherche le pouvoir. Il faut que les yeux bridés ou la peau noire de ses soldats lui donnent l'assurance de leurs origines pures, de leur vaillance guerrière ; il faut que leur apparence étrange intimide les populaces frondeuses.

A l'inverse, la mosquée parle la langue de la Loi. Elle maintient l'usage de la langue arabe, à laquelle le palais substitue souvent le turc ou le persan ; elle administre la justice, prêche la sagesse et le respect de règles publiques – pourtant depuis longtemps abolies dans les faits : pas d'autre impôt que l'aumône légale (la *zakat*, l'un des cinq piliers de l'islam)[2], pas d'autre pouvoir que celui du calife successeur du Prophète, pas d'autre guerre que le jihad*, tenu pour obligatoire.

La réalité de l'État est toute différente : lourde fiscalité destinée à la solde ou à l'entretien d'armées de mercenaires ou d'esclaves, mise à l'écart du califat, campagnes militaires guidées par l'intérêt dynastique.

MISE AU POINT

Le jihad : religion ou politique ?

L'appel à la guerre contre les « infidèles » a été un outil politique dans les mains des souverains musulmans.



Cl. Bridgeman-Giraudon

Saladin contre Richard Cœur de Lion (miniature anglaise du XIVe siècle).

La guerre contre l'infidèle est une constante obligation religieuse pour les musulmans. Forte de l'exemple de la vie du Prophète, qui ordonna la guerre contre La Mecque infidèle jusqu'à sa conversion ou sa soumission, la mosquée confie au calife, successeur du Prophète, la charge d'accomplir ce devoir de combat pour la foi, à la tête des musulmans.

Le jihad cependant, à partir du XIIe siècle, sert surtout, avec l'effacement du califat, à asseoir les légitimités les plus durables. L'histoire des croisades permet ainsi de mieux comprendre les engrenages complexes de la mosquée et de l'État.

Dès 1105, six ans après la prise de Jérusalem par les croisés (1099), au cours de la première croisade, un lettré damascène, Sulami, appelle au jihad contre l'envahisseur. Mais l'État – c'est alors la dynastie turque seldjoukide qui se trouve au pouvoir – réagit faiblement ; le cœur de l'empire est en Iran et en Irak. Pendant trente ans, les ulémas vaticinent en vain. Les croisés sont une affaire secondaire.

Après 1135 en revanche, l'éclatement de l'empire constitue la Syrie en espace politique autonome. C'est sous le règne de Nur al-Din (1146-1174), souverain d'Alep, prince dévot, ami des ulémas, que l'État et la mosquée conjuguent leurs forces. Nur al-Din soumet son action à la Loi religieuse, et d'abord à l'obligation du jihad. En retour, les ulémas favorisent le progrès de son influence en Syrie, puis en Égypte.

Son successeur Saladin y ajoute le souci de laver son usurpation (au détriment du fils de Nur al-Din) et de surmonter l'hostilité du calife de Bagdad. La prise de Jérusalem, en 1187, la guerre contre Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion, lors de la troisième croisade, marquent le sommet de la courbe du jihad, qui retombe aussitôt après la mort de Saladin, en 1193. La dynastie est désormais solide, à l'ombre de la mémoire vénérée du grand sultan.

En 1229, le neveu de Saladin, Al-Kamil, rend Jérusalem aux croisés pour d'obscures querelles dynastiques. C'est à peine si quelques hommes de religion protestent. On les fait taire.

G. M.-G.

NOTE

2. Un musulman doit observer cinq obligations religieuses appelées les « cinq piliers de l'islam » : la profession de foi (« Il n'y a d'autre Dieu qu'Allah et Mahomet est son prophète »), la prière, l'aumône, le jeûne (le mois du ramadan) et le pèlerinage à La Mecque.

Pour autant, les deux mondes, on l'a dit, ne se heurtent guère. Ils coulissent l'un sur l'autre selon leurs règles propres. Un même individu peut passer de l'un à l'autre comme on peut parler des langues différentes selon son interlocuteur. Ainsi, à l'instigation du palais – en l'occurrence de la dynastie marocaine des Almohades –, le philosophe Averroès (1126-1198) rédige un commentaire d'Aristote, commentaire que l'on pourrait dire « agnostique » – puisque indifférent au donné révélé. Mais, dans les mêmes années, comme juge suprême d'Al-Andalus (l'Espagne musulmane), il s'en tient scrupuleusement aux pratiques de l'école de droit malékite, l'une des plus hostiles à l'intervention de la raison dans la décision judiciaire.

Quand les Andalous Averroès ou Ibn Tufayl (mort en 1174) soutiennent que la vérité peut admettre sans contradiction plusieurs versions – les unes pour la foule, les autres pour l'élite –, leur pensée rejoint la segmentation profonde de la société islamique. A Paris, au contraire, l'idée qu'il puisse exister deux voies d'accès à la vérité – l'une par la raison, et l'autre par la foi – apparaît comme une hypocrisie.

Deux mondes qui coulissent l'un sur l'autre

La pratique du jihad offre un bon exemple de la hiérarchie et du coulissement des deux mondes. Ce jihad, que l'on considère aujourd'hui comme la manifestation la plus claire de l'empiétement du religieux sur le politique, et que brandissent les islamistes, est bien sûr une obligation religieuse pour le pouvoir musulman *(cf. p.45)*.

Mais ce devoir, l'État l'applique diversement. Les Abbassides, au VIII[e]-X[e] siècle, se soucient de la défense de l'empire plus que d'offensives en terre barbare. Le calife Harun al-Rachid (786-809) accomplit le jihad un an sur deux, en alternance avec le pèlerinage. Ses fils Al-Mamun et Al-Mutasim furent plus actifs, mais ils employèrent à leurs guerres les premiers esclaves nés païens, là où la lettre du droit et l'exemple de la génération du Prophète requéraient des musulmans libres, pieux et volontaires. La suite le confirma, le jihad ne se déploya avec succès qu'en mobilisant les ressources du « monde sauvage ».

Au total, l'appel au jihad, l'autorité des ulémas, sont quelques-uns des ressorts du gouvernement islamique. Il est de nombreux exemples de souverains confortés par le jihad. Il est bien rare en revanche que des ulémas aient réussi à s'emparer du pouvoir en appelant au jihad les plèbes urbaines qui leur étaient d'ordinaire acquises. La répartition rigide des rôles ne laissait aucune chance de succès à ces citadins sur les champs de bataille où ils se seraient enhardis à affronter les guerriers du palais.

Du fait de cette impuissance militaire, l'influence politique directe des ulémas fut sans doute beaucoup plus réduite que celle de l'Église dans l'histoire médiévale de l'Occident.



Cl. Dagli Orti

Le sultan ottoman Soliman le Magnifique à l'assaut de Vienne en 1529 (manuscrit ottoman, 1588). Les troupes d'élite ottomanes, les janissaires, dominent entre XV[e] et XVII[e] siècle les champs de bataille de l'Europe centrale, avec l'appui d'une artillerie moderne (les canons en particulier).

4 XVIII[e] SIÈCLE : LE CHOC DE LA MODERNITÉ

En 1560, Ghiselin de Busbecq, ambassadeur de l'empereur germanique à Constantinople, s'étonne de ce qu'il tient pour contradictoire. Les armées ottomanes disposent d'armes redoutables dont elles ont emprunté la maîtrise à l'Europe chrétienne. Des renégats hongrois, des fondeurs saxons forgent et servent leur artillerie, l'une des meilleures du temps. Et pourtant, ce même empire refuse l'imprimerie…

En fait, la contradiction n'existe que dans le regard du témoin occidental. L'État ottoman peuple ses armées de mercenaires et de soldats-esclaves, les janissaires, ou de canonniers saxons, selon le modèle que les Abbassides ont commencé d'élaborer six siècles plus tôt. Mais ces procédés techniques n'affectent pas le cœur d'un savoir dont les ulémas sont les gardiens. Là, l'imprimerie n'est pas admise à retracer les caractères sacrés ; on tolère en revanche que les Juifs ou les chrétiens de l'empire, aussi essentiels et aussi marginaux que son appareil militaire, usent de cet instrument.

Il faut ainsi concevoir, à la différence de ce que nous enseigne l'histoire antique et moderne de l'Occident, que le centre de la vie publique n'est pas l'État mais la mosquée. C'est à elle qu'il revient d'énoncer le discours universel de la religion et de la morale. C'est elle qui parle au nom des « musulmans », le terme le plus simple et le plus général pour désigner le peuple.

Quelque chose se défait dans l'équilibre de l'État islamique quand l'étonnement de Busbecq gagne les Ottomans, quand l'absence d'imprimerie devient un manque, et un problème, pour l'État.

Entre 1683 et 1718, les armées ottomanes, jusque-là souveraines sur les champs de bataille d'Europe centrale, essuient une série de défaites face à l'Autriche. A peine la paix conclue, un ambassadeur ottoman, Mehmet Efendi, part pour la France. Mission politique, mais plus encore d'information sur ces nouveautés européennes où les plus lucides voient la source des désastres ottomans. Les instructions du grand vizir (Premier ministre) prescrivent à l'envoyé *« de faire une étude approfondie des moyens de civilisation et d'éducation et un rapport sur ceux capables d'être appliqués »*[3].

L'imprimerie ottomane sortit directement de cette mission. C'est en 1727 que le fils de l'ambassadeur, Saïd Efendi, et un renégat hongrois, Ibrahim Müteferrika, installèrent à Constantinople la première presse en caractères arabes. Elle survécut quinze ans, publia des ouvrages d'histoire, de géographie et de langues utiles à la connaissance du monde et à la marche de l'État. Elle s'abstint en revanche expressément de tout ce qui touchait aux disciplines du droit ou de la religion.

Malgré ces précautions, la frontière était cette fois trop mince pour que les deux univers puissent coulisser sans se heurter. Les conservateurs et les ulémas obtinrent la fermeture de l'imprimerie en 1742. Elle fut néanmoins définitivement rétablie en 1784. Dans l'Empire ottoman, le sultan imposait ses vues. Cependant, l'imprimerie fut bien l'un des premiers enjeux du conflit naissant que la pression de l'Occident aiguisait entre palais et mosquée.

ZOOM

Les wahhabites



Cl. Roger-Viollet

Le wahhabisme est la doctrine officielle de l'État saoudien, inspirée par Ibn Abd al-Wahhab (1703-1792). Antimodernistes, très répressifs à l'égard de la spiritualité populaire « idolâtre », très violemment antichiites, les wahhabites ont été favorisés par le soutien financier de l'Arabie Saoudite. Ils sont identifiés aujourd'hui à l'islamisme sunnite en général par leurs adversaires chiites ou laïques. Beaucoup de mouvements islamistes préfèrent en revanche se désigner sous le nom de « salafis » (« traditionalistes »).

5 1800-1945 : LA RUPTURE DES ÉQUILIBRES

La grande vague de colonisation du monde musulman entreprise par les Européens au XIX[e] siècle[4] n'a pas remis en cause directement les catégories traditionnelles de l'islam. Elle s'y coula même avec aisance. Les colonisateurs se sont reconnus dans la répartition des fonctions dans l'État selon les hiérarchies ethniques : aux « bédouins », Turcs, Berbères, Kurdes ou Pachtouns, les tâches militaires ; aux « citadins », Andalous, Persans, Tadjiks, chrétiens ou Juifs, celles de la plume et de l'administration. Bien des officiers britanniques de l'armée des Indes trouvaient dans le mépris que les Pachtouns guerriers éprouvaient pour les Bengalis « sédentaires » de quoi justifier le leur. Les romanciers Pierre Loti ou Claude Farrère empruntent le regard ottoman pour fustiger Juifs et chrétiens « levantins ».

Plus généralement, la colonisation reprend le rôle et les pratiques de l'État islamique. Elle s'attache à contrôler, mais aussi à employer les réserves « bédouines ». L'intérêt des Français pour les Berbères d'Algérie et du Maroc rappelle celui des Britanniques pour les Pachtouns, les Sikhs, les Gurkha qui peuplent l'armée des Indes.

En quelque sorte, la puissance coloniale a marginalisé ou supplanté les sultans, sans pour autant remettre en cause la répartition des fonctions entre le palais et la mosquée.

Sans doute l'État colonial était-il singulièrement illégitime; puisque « infidèle ». Mais l'État traditionnel (sauf l'Empire ottoman peut-être) ne reposait pas plus sur des fondements de droit. La colonisation renforça simplement le monopole de légitimité de la mosquée en contribuant à discréditer un pouvoir politique dont l'élémentaire souci de modernité des colonisateurs sapait d'ailleurs les bases : l'esclavage disparut, et avec lui les soldats-esclaves. Les Juifs et les chrétiens locaux furent émancipés, on ouvrit des imprimeries, quelques écoles pour les filles.

Dans l'ensemble cependant, la prudence domina. Le colonisateur franchit rarement les limites du domaine propre reconnu à la mosquée. C'est toutefois ce que firent les Français au Maroc en 1930, avec le *dahir* berbère. Ce décret stipulait que l'on rendrait désormais la justice en berbère dans les régions berbères. Sans doute était-ce depuis longtemps acquis dans les faits. Les montagnards berbères confiaient rarement la solution de leurs litiges au juge de la ville. Le scandale venait de la mise par écrit, par l'autorité française, d'une pratique bédouine de la justice, qui rompait avec l'universel de la Loi islamique – en arabe forcément. Il s'ensuivit un conflit, qui prépara l'indépendance du Maroc (acquise en 1956).

6 1945-1970 : L'ÉCHEC DES ÉTATS INDÉPENDANTS

Plus que la colonisation, c'est la décolonisation qui porte le coup de grâce au pouvoir traditionnel, à ses aristocraties étrangères (turque en Égypte ou en Syrie, cachemirie au Bengale, etc.), à ses minorités assignées à des fonctions ethniquement définies (les Juifs, par exemple).

L'ambition majeure des nouveaux dirigeants des États musulmans rendus à l'indépendance, entre 1947 (Pakistan) et 1962 (Algérie), fut (et reste) d'homogénéiser l'espace social. Mais ils héritent de deux systèmes universels concurrents qui peuvent prétendre unifier la société : celui de l'État européen et celui de la

NOTES

3. M. Efendi, *Le Paradis des infidèles*, introduction de Gilles Veinstein, Paris, La Découverte, 1981, p. 28.

4. La Hollande est présente en Indonésie dès le XVII[e] siècle. L'Angleterre s'implante en Inde au milieu du XVIII[e] siècle. La France se lance dans la conquête de l'Algérie en 1830, elle impose son protectorat sur la Tunisie en 1881, sur le Maroc en 1912 ; tandis qu'en 1882 la Grande-Bretagne occupe l'Égypte. L'Afghanistan, l'Iran, et l'Empire ottoman ont été épargnés par la colonisation.

MISE AU POINT

L'islamisme est-il moderne ?

La preuve par la démographie.

Comme partout ailleurs dans le tiers-monde, la fécondité est dans le monde musulman en baisse rapide, voire vertigineuse, depuis vingt à trente ans. Entre 1980 et 2000, elle est passée de 6,3 à 3,1 enfants par famille en Algérie, de 6 à 2,5 en Iran, de 4,3 à 2,4 en Turquie, de 5,6 à 3,3 au Bangladesh… Globalement, en terre d'islam, le nombre d'enfants par femme est passé de 6,5 en 1975 à moins de 4 aujourd'hui.

En outre, l'islamisme proclamé n'entrave pas la mutation de la fécondité, et peut même la précipiter : c'est dans le quart de siècle d'existence de la république islamique que l'Iran aura accompli sa révolution démographique.

A l'inverse, les rares points de résistance à la baisse de la natalité (au Pakistan, en Palestine, peut-être dans le nord du Nigeria) soulignent souvent un conflit. Nouvelle preuve que l'idéal islamiste (le maintien de valeurs ancestrales dans la modernité) s'accomplit mieux dans le rejet d'un ennemi (en Palestine ou au Pakistan) que dans la mise en œuvre positive de principes religieux d'organisation sociale (comme dans l'Iran des ayatollahs).

G. M.-G.

mosquée, demeurée unique légitimité autochtone après la disparition du mode de gouvernement traditionnel.

Par « mosquée », il faut désormais entendre l'universel des valeurs religieuses et morales où l'islam trouve son identité, et non plus les ulémas, considérés comme « compromis » avec les colonisateurs – l'une des premières victimes de la guerre d'Algérie, le 1er novembre 1954, est d'ailleurs un cadi (juge) kabyle assassiné par les insurgés.

Les jeunes États font ainsi appel à la fois à l'héritage musulman et à l'apport occidental. Dans les années 1950-1970 triomphe dans le monde musulman un « socialisme » tiers-mondiste et nationaliste qui use des deux langages de la révolution moderniste et de la mosquée. C'est le temps de gloire du nassérisme et du parti Baas[5], qui transcrivent en termes modernes et arabes la vieille exigence cléricale de la résurrection de l'*umma*, communauté des croyants et nation arabe inextricablement mêlées.

Dans les années de la guerre d'indépendance, le FLN algérien, où les thèses socialistes sont populaires, donne le nom d'*El-Moudhjahid* (« le combattant du jihad ») à son journal officiel.

Au Pakistan, entre 1947 et 1971, l'autonomisme de la partie orientale du pays (aujourd'hui le Bangladesh) est alimenté par la défense de la langue bengalie, écrite en caractères indiens, contre l'ourdou, langue nationale du Pakistan, dont la transcription en alphabet arabo-persan affirme l'identité islamique. Au moment de la crise décisive de l'indépendance du Bangladesh (1971), cette résistance obstinée à la langue et à l'écriture des « musulmans de l'Inde » fut considérée par le gouvernement et la majorité de l'opinion pakistanais comme une trahison tout à la fois de l'islam et de la nation confondus. Et c'est le Premier ministre de « gauche » Zulfikar Ali Bhutto qui ordonna une répression sauvage des aspirations bengalies, responsable de plusieurs centaines de milliers de victimes.



Cl. Focefly / Sipa

Des moyens modernes de communication… En 2003, sur Internet, des islamistes appellent à célébrer le 11 septembre.

Ce mélange des deux héritages (musulman et occidental) a d'autres conséquences majeures : le massacre ou l'expulsion de nombreuses minorités non musulmanes (Arméniens en 1915-1916 lors du massacre lancé par le pouvoir turc, Grecs de Turquie puis d'Égypte – avec toutes les minorités « étrangères », lors de la nationalisation du canal de Suez en 1956 –, Juifs expulsés du monde arabe dans les années 1945-1968[6], etc.) ; mais aussi la tentative d'éradication des « réserves bédouines » de l'État traditionnel, dont beaucoup menacent d'entrer en dissidence (Kabylie, Kurdistan, Baloutches et Pachtouns du Pakistan, Touareg, etc.).

Ainsi, là où l'islam traditionnel reconnaissait des champs distincts (le palais et la mosquée, le champ du politique et celui du religieux), la modernité n'en conçoit plus qu'un, revendiqué par deux forces totalisantes, sinon totalitaires : la mosquée et le modèle occidental. Finalement, c'est à la conjonction de ces deux forces que va naître l'islamisme. Et c'est d'elles deux qu'il va tirer ses caractères.

On s'en étonne parfois ; il est pourtant clair que l'islamisme contemporain descend au moins autant de Nasser ou de Bhutto que du conservatisme musulman. Ou que, pour reprendre le mot des Algérois à la fin des années 1990, « le FIS est bien le fils du FLN ».

7 LE GRAND REFUS DE L'OCCIDENT

Pour que l'islamisme émerge sous la forme que nous lui connaissons, il suffit d'une inflexion : la déconfiture des États indépendants, après 1970-1980, et l'allégeance désormais très large des opinions publiques aux valeurs de la mosquée. Gamal Abdel Nasser, Ali Bhutto, Houari Boumediene (à la tête de l'Algérie à partir de 1965) exaltaient l'islam pour donner sens et identité à l'État. Mais l'islam, comme on l'a vu, n'a pratiquement jamais assumé la charge de l'État. Sa logique profonde est celle de la résistance, du refus, *a fortiori* d'un État qui singe l'Occident, et dont les échecs s'accumulent.

Échecs qui ont sans doute des causes profondes, diverses et de toutes façons controversées ; mais qui furent sans doute aggravés par les mesures prises pour contenter la mosquée. Ainsi l'arabisation, affichée en Algérie mais de fait menée dans l'ensemble du monde arabe. Il s'agissait d'abord de refuser le français ou l'anglais, et ce refus culturel est la marque propre de la mosquée, gardienne des valeurs et des anathèmes. Or cette mesure aboutit à un redoutable isolement intellectuel du monde arabe, dont les conséquences économiques se révèlent catastrophiques. Aujourd'hui, selon un rapport des Nations unies, 280 millions d'Arabes lisent moins d'œuvres traduites que 11 millions de Grecs.

Comparons : l'Asie orientale (Chine, Japon, Corée, Vietnam) présente une masse démographique, une épaisseur historique, une cohésion culturelle qui ne le cèdent en rien à celles du monde musulman. Là aussi l'intrusion européenne, plus tardive, et d'autant plus brutale, a brisé les sociétés traditionnelles. Là aussi, il a fallu bouleverser pour s'adapter. Il est généralement admis, en ce début de XXIe siècle, que c'est désormais chose faite. Et la modernisation a été menée par l'État, parfois renforcé jusqu'au totalitarisme par la prise de pouvoir communiste (en Chine ou au Vietnam). Alors qu'en Algérie l'arabe fut opposé au français, le Vietnam indépendant, lui, n'a pas mis en cause la transcription de la langue en caractères latins.

Le monde musulman s'est heurté à la modernité voici plus de deux siècles, bien avant l'Asie orientale sino-japonaise. Il n'a toujours pas surmonté la crise ; ou plutôt il s'est forgé, au fil des générations, une identité de rejet.

L'islamisme en est la forme exacerbée. Sans doute le projet des islamistes – construire un État islamique sur la seule base de la charia – peine à se concrétiser. C'est qu'en vérité jamais dans le passé la Loi islamique n'a régi l'organisation d'un État. La charia excelle en revanche à bafouer les valeurs occidentales en proclamant la soumission des femmes, en montrant la mutilation des délinquants, en rappelant l'obligation du jihad – et cette répudiation des valeurs « occidentales » est l'essentiel.

Ce cercle vicieux et délétère qui trouve son équilibre dans le conflit et le défi admet cependant de nombreuses exceptions. La Tunisie, l'Iran paradoxalement, malgré (ou à cause de) l'épisode de la république islamique, pourraient légitimement prétendre à y être rangés. Mais la première place en revient incontestablement à la Turquie. Là, le palais a lui-même, comme au Japon ou en Chine, accompli sa mutation. Aiguillonné par l'armée, contrainte par la menace autrichienne et russe à une modernisation rapide, l'État ottoman, jeune-turc, puis kemaliste[7], après avoir réformé son appareil (le corps des janissaires est dissous, avec violence, dès 1826), a pratiqué lui-même cette homogénéisation du corps social ailleurs souvent confiée aux valeurs de la mosquée. Le chemin n'en fut pas moins sanglant – l'extermination des Arméniens en témoigne. Mais la Turquie d'aujourd'hui est sans doute moins favorable au discours islamiste que le monde arabe ou le Pakistan (malgré l'arrivée au pouvoir il y a un an des « islamistes modérés » à Ankara : l'islamisme, ce n'est pas le conservatisme musulman, c'est le jihad contre l'Occident, dont l'islamisme turc est exempt).



Cl. Gamma

Le Coran dans une main, le fusil dans l'autre : un Palestinien du Hamas photographié avant son départ pour un attentat-suicide en Israël. Celui-ci causa à Netanya la mort de 20 personnes en mars 2002.

> C'est le **tiers-mondisme** par excellence

En résumé, l'effondrement du palais, à partir du XIXe siècle et surtout depuis l'indépendance des pays d'islam après la Seconde Guerre mondiale, a laissé libre champ à ce que je nomme la « mosquée », c'est-à-dire à un ensemble de principes que l'existence et la pratique de l'État traditionnel avaient cantonnés et circonscrits, mais que l'islamisme tient pour inséparables de l'identité musulmane : l'*umma* (la communauté-État des croyants), le califat, l'obligation du jihad, la stricte soumission des *dhimmis* (Juifs et chrétiens « protégés »[8]). Et surtout ces piliers ancestraux sont révérés pour la résistance qu'ils offrent aux pratiques universellement admises ailleurs, mais ici vilipendées comme « occidentales » (les États-nations, l'égalité des citoyens, la paix comme principe des relations internationales, etc.).

Se demander en effet si on peut se concilier l'islamisme est contradictoire dans les termes. Le conflit se trouve au cœur de son projet. L'islamisme ne peut se comprendre sans la négation de l'Occident moderne qui l'anime. Il trouve son appui, comme le lutteur de sumo, dans la résistance de l'ennemi qu'il attaque. L'islamisme le plus robuste niche souvent aux frontières, là où il convient de se distinguer radicalement d'un ennemi « païen » dont on est profondément pénétré. Il est tout aussi à l'aise dans les banlieues de Paris ou de Londres qu'à Téhéran, voire à Kaboul.

Si l'islamisme ne se comprend que dans le monde moderne, c'est qu'il est lui-même un modernisme. Gardons-nous donc, malgré les apparences, de le considérer comme un conservatisme, la défense d'un islam patriarcal – s'il fallait un démenti, celui de la démographie suffirait *(cf. p. 48)*.

En revanche, si on définit le tiers-mondisme comme un combat dans lequel on retourne contre l'Occident dominant ses propres armes, point pour point, geste pour geste, dans une opposition pathologiquement symétrique, « *Mecca-Cola* contre *Coca-Cola* », on conclura que l'islamisme est aujourd'hui le tiers-mondisme par excellence. ■

NOTES

5. Le mouvement initié par le président égyptien Nasser (arrivé au pouvoir en 1954) œuvre pour la défense d'une « nation » *(umma)* arabe qu'il convient d'unifier. De même, le parti Baas, qui accède au pouvoir en Syrie en 1963 et en Irak en 1968, se pose en défenseur de l'*umma* arabe.

6. Cf. Georges Bensoussan, *L'Histoire* n° 269, pp. 68-69.

7. En 1909 éclate, dans l'Empire ottoman, la révolution des Jeunes-Turcs : officiers et intellectuels modernistes renversent le sultan. Le régime nationaliste et autoritaire entraîne l'empire dans la Première Guerre mondiale. Après la défaite, Mustapha Kemal instaure la république dans la nouvelle Turquie.

8. Les *dhimmis* sont les adeptes d'une religion du Livre qui, en terre d'islam, bénéficient de la liberté du culte, mais doivent payer un impôt en retour.

LES ISLAMISTES

Entretien avec Lucette Valensi · Directrice d'études à l'EHESS

L'islamiste, la femme, le voile et le Coran

Au XXe siècle, en pays d'islam, de l'Afghanistan à la Tunisie, les États ont favorisé le dévoilement des femmes en même temps que leur scolarisation. Les choses changent dans les années 1970. Mais pourquoi est-ce sur la condition des femmes que les islamistes se montrent le plus intraitables ?



Ch. LL / Roger-Viollet

Une rue du vieux Caire, vers 1900. Le voile s'est perpétué dans les sociétés musulmanes jusqu'au début du XXe siècle. Phénomène surtout urbain, il manifeste la séparation des sexes.

L'AUTEUR

Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Lucette Valensi a publié récemment *La Fuite en Égypte. Histoires d'Orient et d'Occident* (Le Seuil, 2002). Elle prépare avec Gabriel Martinez-Gros un livre intitulé *L'Islam en dissidence. Genèse d'un affrontement* (Le Seuil).

L'HISTOIRE : Au nom de la religion, les islamistes imposent le port du voile aux femmes. Justement, y a-t-il une prescription du voile dans le Coran ?

LUCETTE VALENSI : Oui, et elle est très précise. Je ne citerai qu'un verset : *« Et dis aux croyantes qu'elles baissent leurs regards, et qu'elles gardent leur chasteté, et qu'elles ne montrent de leurs parures que ce qui en paraît, et qu'elles rabattent leur voile sur leur poitrine »* (sourate XXIV, 31). Rappelons tout de même que cet appel à la chasteté est commun aux deux sexes. Avant d'évoquer les femmes, la même sourate spécifie : *« Dis aux croyants qu'ils baissent leurs regards et gardent leur chasteté. »*

D'une manière plus générale, on peut faire trois séries d'observations sur les prescriptions contenues dans le Coran. La première est qu'elles s'adressent en priorité aux hommes plutôt qu'aux femmes.

La deuxième est la précision des règles énoncées sur les positions respectives des hommes et des femmes, sur leurs relations et sur leurs droits en matière d'alliance matrimoniale, de divorce, de succession, de relations conjugales, etc.

La troisième est que ces dispositions sont plus favorables aux hommes qu'aux femmes ; l'autorité des premiers sur les secondes est la règle.

L'H. : Le Coran précise-t-il aussi les circonstances dans lesquelles les femmes doivent porter le voile ?

L. V. : En fait, le Coran spécifie plutôt dans quelles circonstances la femme n'a pas besoin de se voiler : devant d'autres femmes, en général ; puis devant son mari, son père, le père de son mari, ses fils, ses frères et neveux, ses esclaves, et enfin devant les garçons impubères. Ces tolérances expliquent sans doute pourquoi les femmes des milieux ruraux étaient dévoilées. Certes, elles devaient travailler dans les champs, aller puiser l'eau ou faire la corvée de bois : le voile les aurait gênées. Mais c'est aussi que tous les hommes leur étaient plus ou moins apparentés ; les femmes pouvaient aller découvertes sans commettre de transgression.

La situation n'est pas la même dans les villes. C'est pourquoi, probablement, le voile était dans les sociétés traditionnelles plus urbain que rural.

L'H. : Le voile doit-il forcément cacher tout le visage ?

L. V. : On ne doit voir ni le visage, ni les cheveux, ni les épaules de la femme. Mais le drapé et la couleur du voile ont varié dans l'espace et dans le temps, de même que le nom par lequel on les désignait.

Malgré cette diversité, le voile était général, en tout cas dans l'espace public. Au point que même les non-musulmanes le portaient, les Juives au Maghreb par exemple, ou les chrétiennes de Terre sainte ou d'Anatolie.

L'H. : L'islam cependant n'a inventé ni le voile ni la hiérarchie des sexes…

L. V. : De fait, les Grecs connaissaient le gynécée, l'appartement des femmes. Quant aux autres traditions monothéistes, juive ou chrétienne, elles ne sont pas favorables aux femmes non plus.

Le christianisme se distingue par la place considérable qui est accordée aux femmes, et bien sûr à la Vierge Marie. Mais, à y regarder de près, la distribution des rôles n'est évidemment pas la même entre les deux sexes. Et la chasteté des femmes est un impératif constant, là aussi.

L'H. : Pourquoi, en pays d'islam, le port du voile, l'inégalité sexuelle, se sont-ils prolongés jusqu'à nos jours ?

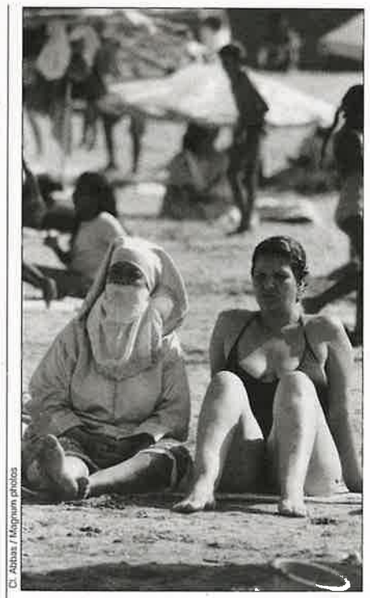
L. V. : Attention, l'égalité proclamée par le droit en Occident est loin d'être réalisée.

En pays d'islam, l'inégalité entre hommes et femmes a été entérinée par les pratiques sociales, et confirmée par les légistes et les lettrés. Vous en recherchez les raisons. Elles sont assez évidentes : les hommes n'avaient pas intérêt à renverser un rapport de domination qui leur était favorable ; les femmes n'en avaient pas les moyens.

Juristes et théologiens n'ont pas seulement confirmé ce que disait le Coran, ils ont aussi ajouté des arguments qui ne s'y trouvaient pas. La sociologue féministe marocaine Fatima Mernissi[1] dresse une liste assez drôle des auteurs qui ont affirmé l'infériorité des femmes. La parole féminine n'a pas le même poids que celle d'un homme. Le droit coranique, par exemple, ne reconnaît pas le témoignage d'une femme comme l'égal de celui d'un homme musulman libre.

> « Les juristes ont durci les **préceptes** du Coran »

A l'appui de leur démonstration, les juristes et théologiens dénoncent l'appétit sexuel des femmes, leur défaut de raison, et recommandent par conséquent leur enfermement. Les femmes souffrent aussi d'impureté (au moment des règles, après un accouchement) et cette impureté est contagieuse : les hommes doivent s'en éloigner.



Ch. Abbas / Magnum photos

Une plage au Maroc en 1991. Le revoilement de certaines femmes coexiste avec l'occidentalisation des mœurs.

L'H. : Le voile des femmes, c'est donc bien la protection, mais aussi l'enfermement et l'exclusion ?

L. V. : Le voile sépare et exprime l'interdit, l'interdit d'engager un échange entre un homme et la femme voilée. Il est une des manifestations de la modestie, de la pudeur, qu'on attend des femmes vertueuses.

Il permet de défendre l'honneur familial auquel les femmes portent atteinte si elles éveillent le désir des hommes en dehors des liens conjugaux. Il revient alors aux hommes de venger cet honneur offensé.

Les crimes d'honneur sont encore monnaie courante dans certains pays, la Jordanie par exemple. Et c'est au nom de l'honneur blessé que, en France même, un jeune Turc a tué sa propre sœur : elle avait commis le crime de sortir avec un jeune Français non musulman.

Mais ce sont des choses qu'on retrouve dans toutes les sociétés méditerranéennes jusqu'à la fin du XIXe siècle. De l'Espagne à la Sicile ou à la Grèce, on a attaché une

NOTE

1. F. Mernissi, *Le Harem politique. Le Prophète et les femmes*, Paris, Albin Michel, 1987. La sociologue souligne que ces textes misogynes font l'objet de rééditions récentes et sont la référence des fondamentalistes.

DOCUMENT

Ce que dit le Coran

Le Coran énonce des prescriptions précises sur la position des femmes, dont la soumission est la règle.

Sourate IV, Les femmes, 3 : « *Et si vous craignez de n'être pas exacts envers les orphelins, eh bien prenez des épouses, par deux, par trois, par quatre parmi les femmes qui vous plaisent – ou, si vous craignez de n'être pas justes, une seule, ou des esclaves que vos mains possèdent. Cela afin de ne pas vous aggraver la charge de famille.* »

22-23 : « *Et ne prenez pas d'épouses parmi les femmes que vos pères ont épousées – passons pour ce qui s'est passé –, c'est turpitude, et abomination, et mauvaise conduite, vraiment.*

« *Vous sont interdites vos mères, filles, sœurs, tantes paternelles et tantes maternelles, filles d'un frère et filles d'une sœur, mères qui vous ont allaités, sœurs de lait, mères de vos femmes, belles-filles sous votre tutelle et issues des femmes avec qui vous avez consommé le mariage – si le mariage n'a pas été consommé, alors pas de grief contre vous –, les femmes avec qui les fils nés de vos reins ont consommé le mariage, de même deux sœurs ensemble – passons pour ce qui s'est passé, car vraiment Dieu demeure pardonneur, miséricordieux.* »

(Le Coran, trad. Muhammad Hamidullah, Club français du livre, 1969.)



Cl. Photos12.com / Société Française de Photographie

Les femmes, jusqu'au XX^e siècle, sont largement confinées dans l'espace de leur maison. Cependant le port du voile n'est obligatoire qu'en présence d'étrangers à la famille.

importance considérable à la virginité des jeunes filles avant leur mariage et on a pratiqué le crime d'honneur.

L'H. : Placées sous la domination des hommes, les femmes ont-elles le droit de sortir de chez elles ?

L. V. : Oui, mais, dans les sociétés traditionnelles, elles ne se montraient pas beaucoup dans l'espace public. Elles restaient plutôt dans les quartiers résidentiels, ou elles se rendaient aux bains publics, accompagnées de leurs enfants, y compris les jeunes garçons, qui leur servaient d'escorte. Il fallait des obligations ou des contraintes très fortes pour les voir circuler dans les souks, par exemple. Dans l'espace du travail et du marché, hommes et femmes étaient séparés. C'était aussi le cas au moment des célébrations : circoncision, mariage, etc.

Un comportement que l'on retrouve, bien sûr, dans d'autres sociétés traditionnelles. Ce qui est propre à l'islam, en revanche, c'est que les femmes n'allaient pas à la mosquée. La présence des femmes dans les mosquées est un développement récent. Encore restent-elles derrière les hommes, car elles ne doivent pas exposer le bas de leur corps lorsqu'elles se prosternent. Elles fréquentaient néanmoins les oratoires édifiés autour des tombeaux des saints personnages.

> « Les femmes ne fréquentaient pas la **mosquée** »

L'H. : Ces femmes voilées et séparées des hommes, disposaient-elles néanmoins d'une certaine autonomie ?

L. V. : Oui. Bien mince sans doute, mais plus large qu'on ne pourrait le croire. Des documents innombrables montrent des femmes propriétaires des biens-fonds dont elles pouvaient disposer. Riches, elles créaient des fondations pieuses, dotant un hôpital ici, une soupe populaire là, etc.

Dans la partie turque de l'Empire ottoman, en Anatolie par exemple, dans les milieux populaires, les femmes avaient très souvent recours au tribunal du cadi (le juge) : pour un conflit sur des questions de propriété, voire pour des questions extrêmement intimes, d'inceste, de viol, d'adultère. On en trouve des traces dans les archives pour le XVI^e siècle.

On connaît également le cas de femmes esclaves qui, en Égypte, avaient été engrossées par leur maître : celui-ci essayait de les vendre ; or, selon le droit musulman, une femme esclave qui donne un enfant à son maître doit être affranchie. Ces femmes, sans doute illettrées, connaissaient néanmoins assez le droit pour aller se plaindre auprès du cadi et obtenir compensation.

Dans l'espace privé, les femmes possédaient des fonctions sociales importantes : elles commandaient aux serviteurs et dépendants (si du moins elles appartenaient aux milieux aisés) ; elles éduquaient les enfants. Elles intervenaient ensuite activement dans le choix d'une épouse pour leurs fils (même si c'est leur mari qui conduisait ensuite la négociation). Elles jouaient un rôle dans l'entretien des relations sociales, par des visites, des échanges alimentaires, des prestations de services.

Dans tous ces rôles actifs, les femmes ont contribué à reproduire l'ordre social, sans songer à le subvertir.

L'H. : N'y a-t-il pas eu, tout de même, des voix, chez les musulmans, pour défendre l'émancipation des femmes ?

L. V. : Bien sûr. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, certains hommes, dans un esprit de réforme sociale et de régénération nationale, défendent la promotion des femmes, et en priorité l'éducation des filles. Il faut en effet que les femmes puissent préparer leurs enfants mâles à la modernité. Le projet de scolarisation des filles a précédé celui de l'abandon du voile et de la réclusion.

Je pense, parmi ces réformateurs, à Qasim Amin (1865-1908), juriste égyptien formé à Montpellier, qui pose publiquement le problème du statut des femmes d'Égypte. Son ouvrage *Tahrir al-mar'a* (« l'émancipation des femmes »), publié en 1898, reste un best-seller dans l'ensemble du monde arabe. Timide sur le port du voile comme sur la polygamie, il condamne surtout la réclusion des femmes. En 1901, il récidive : son livre intitulé *La Femme nouvelle* propose une émancipation inspirée du modèle européen.

Levée de boucliers des conservateurs, torrent de publications pour réfuter ses thèses. Il n'empêche, le statut des femmes, les rapports hommes-femmes sont désormais l'objet d'un débat politique.

Autre exemple, la Tunisie, où les premiers frémissements en faveur des femmes se font sentir dès 1897, quand le cheikh Muhammad as-Sanoussi se prononce pour l'instruction des filles, tout en défendant les prescriptions coraniques. Un mouvement politique libéral, le mouvement Jeune-Tunisien, au tournant du XIX^e et XX^e siècle, plaide lui aussi pour l'instruction des filles et la suppression du voile.

Le coup d'éclat vient cependant en 1930 de Tahar Haddad[2]. Lettré de formation traditionnelle en même temps qu'un des fondateurs du syndicalisme en Tunisie, Tahar Haddad se déclare contre le mariage imposé, la répudiation unilatérale, le régime injuste de succession. Il provoque une réaction indignée du milieu des clercs, mais obtient l'adhésion des citadins, des bourgeois, des jeunes gens éclairés.

L'H. : Et les femmes elles-mêmes ? Ont-elles revendiqué leurs droits ?

L. V. : Oui, les femmes éduquées deviennent les premières porte-parole de ce qu'on appelait alors « l'émancipation des femmes »[3] : l'Égyptienne Malak Hifni Nasif, morte en 1918 à trente-deux ans, collabore à des journaux, pose la question du voile, celles de la polygamie et de l'éducation des filles.

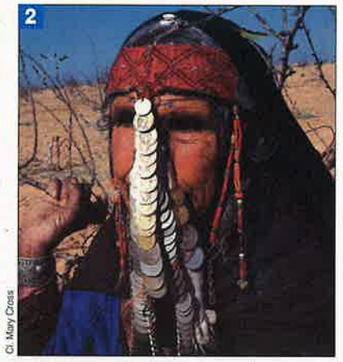
Une autre pionnière est Huda Sharawi (1878-1947), leader incontestée du premier féminisme égyptien. Elle s'engage tôt dans le nouveau parti Wafd nationaliste et laïque, dont son époux est le vice-président.

IMAGES

Le hidjab, mode d'emploi



Cl. Abd Rabbo / Sipa



Cl. Mary Cross

Si le « hidjab » est le mot générique, les variations du voile sont infinies suivant les époques, les pays, les circonstances. **1.** Pour cette citadine d'Égypte, il laisse voir le visage. **2.** Pas pour sa compatriote, bédouine du nord du Sinaï.



Cl. F. de Mulder / Roger-Viollet



Cl. Dita Alangkara / AP / Sipa

3. Un hidjab traditionnel du Maghreb constitué d'une voilette *(ajar)* : il est ici porté par une femme de la ville en Algérie. **4.** Une Indonésienne en prière : elle porte un voile blanc qui laisse l'ensemble de la figure découverte.



Cl. Farrood / Sipa



Cl. Trappo / Cano Fotos / Sipa

5. Après la révolution islamique, en 1979, les Iraniennes ont dû adopter le « tchador » (mot persan), toujours de couleur sombre. **6.** La bourqa, qui couvre les femmes de la tête aux pieds, a été imposée par le régime des talibans en Afghanistan dans les années 1996-2001.

NOTES

2. T. Haddad, *Notre femme dans le droit et dans la société*, 1930.

3. Cf. Margot Badran, *Feminists, Islam and Nation. Gender and the Making of Modern Egypt*, Princeton University Press, 1995.



Ci. Soca

Mustapha Kemal Atatürk interdit le port du voile. Un vent de libéralisation souffle sur la Turquie. En témoignent ces jeunes filles qui adoptent le style occidental des Années folles.

Elle organise les premières manifestations de femmes dans les rues du Caire, et lance, à l'ombre du Wafd, la première organisation féminine. Quand Saad Zaghlul, fondateur du Wafd, libéré de prison, rentre en Égypte en 1923, Huda Sharawi est sur le même bateau et ne porte plus le voile.

L'H. : Ces mouvements en faveur de l'émancipation des femmes, de leur scolarisation, ont-ils été suivis ?

L. V. : Oui, assez rapidement. D'autant que les dirigeants politiques reprennent ces revendications à leur compte. En Égypte, le vice-roi Méhémet-Ali ouvre dès 1832 une école de médecine réservée aux femmes. Mais elle n'attire guère les filles de bonne famille, et ce sont des esclaves éthiopiennes qui fournissent la première promotion…

En 1895 sont fondées les premières écoles publiques accueillant des filles, qui sont admises en 1901 à passer l'examen de fin d'études primaires. Elles accèdent à l'enseignement secondaire en 1925, elles franchissent le seuil de l'université en 1929. Le droit, bastion de la formation lettrée traditionnelle, recrute les premières étudiantes et, en 1933, une femme obtient son diplôme de droit – vingt ans avant l'université de Harvard ! Dernier bastion, Al-Azhar, lieu par excellence de la formation religieuse classique, s'ouvre aux jeunes filles en 1962.

D'une manière générale, les États ont joué un rôle décisif dans l'œuvre de modernisation globale de la société. Les dirigeants nationalistes n'ont pas conçu l'émancipation des femmes comme une priorité – celle-ci revenait à la libération politique –, mais ils ont voulu les mobiliser. Les femmes ont ainsi fait l'expérience de la décision, de l'organisation, de l'action.

Arrivés au pouvoir, les dirigeants nationalistes ont généralisé l'enseignement public et gratuit, créé ou développé des systèmes de santé publique, des services administratifs, où les femmes ont progressivement trouvé à s'employer.

Non seulement Atatürk dans la jeune république de Turquie, mais le roi d'Afghanistan, le chah d'Iran, encouragent l'abandon du voile en public dès les années 1920-1930. Au Maroc, en 1947, le sultan* Mohammed V présente sa fille Aïcha sans voile aux notables du pays et lui fait lire un discours politique.

L'H. : Dans cette série, Atatürk tient-il une place à part ?

L. V. : Oui, Kemal Atatürk, qui prend la tête de la Turquie en 1920, impose une laïcisation de tous les rouages de l'État et, aussi bien aux hommes qu'aux femmes, l'occidentalisation de leur costume. Aux premiers, il interdit le port du fez au profit de la casquette ; aux secondes, il interdit le voile dans les écoles et les administrations. Précisons qu'il leur donne le droit de vote dix ans avant la France.

> « 1933 : une Égytienne **diplômée** de droit »

L'H. : Cette grande entreprise d'« occidentalisation » a-t-elle suscité des résistances ?

L. V. : L'adhésion est enthousiaste de la part des milieux éclairés, femmes et hommes. Beaucoup de textes (articles, autobiographies ou livres de souvenirs) évoquent ce changement, en même temps d'ailleurs que d'autres aspects de l'occidentalisation : théâtre, cafés, clubs, franc-maçonnerie, adoption de l'alphabet latin, etc.

On assiste cependant à des résistances locales, durement réprimées. La laïcisation forcée a été subie comme une violence dans certains milieux. Toutes les femmes ne se sont pas dévoilées, notamment les femmes restées analphabètes en Anatolie ou dans le monde rural.

L'H. : Vous avez connu la Tunisie des années 1940-1950. Le voile était-il répandu ?

L. V. : Très largement, sauf chez les étudiantes, ou les jeunes femmes éduquées, encore rares à l'époque. Dans les villes, les femmes s'enveloppaient dans un voile blanc (le *safsari*, ou le haïk), accompagné d'un masque de tissu noir avec une visière. On ne voyait que les yeux, et encore ceux-ci pouvaient être dissimulés par une pièce de tulle. Les femmes ont ensuite abandonné ce masque, tout en conservant le voile blanc dont elles serraient un pan entre les dents pour qu'un seul œil soit visible – et leur permettre de se diriger.

Puis on est passé au fichu simplement noué sur la nuque. Et à l'abandon complet du voile pour un grand nombre de femmes.

L'H. : Tout change avec l'indépendance, en 1956, et l'arrivée au pouvoir de Bourguiba ?

L. V. : En effet, Habib Bourguiba a accordé non seulement le droit de vote aux femmes, mais un code de la famille particulièrement avancé. Il a interdit la polygamie, élevé l'âge du mariage à dix-huit ans pour les filles. Les femmes sont entrées en masse dans les écoles, les universités, la haute administration… Le voile a reculé tandis que l'occidentalisation du costume féminin gagnait du terrain.

L'H. : Cependant le port du voile n'était pas interdit, contrairement à ce qui s'est passé en Turquie…

L. V. : Non, en Tunisie, la modernisation de la société n'a pas été imposée ; elle a été spontanée et volontaire, et les hommes comme les femmes ont adhéré de grand cœur à ce changement des mœurs.

Simultanément, Bourguiba a mis au pas les clercs. Les lettrés de formation traditionnelle ont été déchus de leur fonction judiciaire et pédagogique au profit d'un personnel de formation moderne, occidentale. Et tout le monde a marché.

Mais sous l'influence des fondamentalistes et des réformistes de l'islam plus ou moins radicaux, les choses se sont modifiées dans les années 1970.

L'H. : Que se passe-t-il dans les années 1970 ? Le revoilement des femmes ?

L. V. : Pas en Tunisie, où celles que tenterait l'islamisme* rigoriste risquent des sanctions ; il est donc prudent de cacher ses convictions. Et puis l'ascension sociale et professionnelle des femmes reste forte.

> « En Tunisie, le dévoilement fut **spontané** et volontaire »

Ce qui s'est produit en revanche, subrepticement, dans ce pays, c'est une « re-traditionalisation » de la société : dans les fêtes familiales, les hommes et les femmes tendent à se séparer maintenant. Les femmes danseront devant des femmes, pas devant des hommes. Cela, dans des milieux qui, il y a vingt ans, n'auraient jamais toléré une chose pareille…

Progressivement, les gens ont demandé l'ouverture de salles de prière dans les écoles ou les universités, le port du voile pour les femmes dans les administrations publiques, la possibilité de sortir de son bureau pour aller prier.

Pour des raisons politiques – contenir les progrès de la gauche en milieu étudiant surtout –, les autorités ont cédé du terrain.

Puis, après le coup de balancier en faveur des islamistes, elles ont mesuré les progrès de l'islam politique, et le gouvernement de Ben Ali, qui a chassé Bourguiba en 1987, a de nouveau interdit les pratiques religieuses dans les lieux publics, en particulier à l'école, où une stricte laïcité a été rétablie.

L'H. : Et en Turquie ?

L. V. : On estime qu'en Turquie, aujourd'hui, 65 % des femmes se couvrent la tête. Dans les grandes villes, beaucoup de femmes portent un fichu, ou encore un costume que je qualifierai de « néotraditionnel » : une espèce de redingote, terne et informe, qui leur arrive à la cheville et se superpose à une robe elle-même très longue, ainsi qu'un large foulard qui couvre la tête, les épaules et pratiquement tout le buste. Ces néocitadines veulent maintenir des valeurs de chasteté, d'invisibilité dans l'espace public.

L'H. : Comment expliquer ce recul de la condition des femmes ?

L. V. : Le renversement est progressif, et il accompagne deux changements simultanés. Premier changement, les femmes sont de plus en plus présentes dans les espaces mixtes, travaillant, faisant des courses ou des démarches diverses, empruntant les transports en commun. La mixité s'est répandue dans les écoles dans l'ensemble de l'Afrique du Nord, mais aussi dans les stades, dans des pays où les sports sont très populaires : vous avez donc des championnes de judo, de course ou de basket-ball.

Jamais on n'a vu tant de femmes dans les rues du Caire ou à Alexandrie. Elles sont partout, aussi visibles que les hommes. Se couvrir est un code de bienséance, une manière pour elles de restaurer une sorte de réclusion (ce qui rassure les hommes sur la bonne conduite de leur épouse lorsqu'elle s'éloigne de son foyer).

Le deuxième changement, lui, a une signification politique : c'est ce que l'on pourrait appeler l'« islamisation » des consciences, qui s'est produite sous l'effet du discours islamiste, depuis une trentaine d'années. L'action des fondamentalistes a popularisé l'idée que les femmes ne pouvaient se montrer dans l'espace mixte que vêtues de ces vêtements informes. C'est aussi une réaction contre l'excessive licence qui, selon eux, règne en Occident.

L'H. : En même temps, la télévision apporte sans relâche les images de cet Occident décadent…

L. V. : Oui… D'un côté on écoute les programmes arabes – pour certains, très masculins, très rigoristes, d'inspiration wahhabite. De l'autre, on regarde les programmes américains ou occidentaux, des publicités où le corps des femmes est exhibé… Tout ça ne fait pas bon ménage !

L'un des moyens de défense est de réimposer une certaine modestie du vêtement, des pratiques. Il y a des codes à respecter : en Afrique du Nord, lorsque des adolescentes, l'été, se rendent à la plage, elles le feront plutôt en groupe et garderont une certaine réserve. Si des bandes de garçons viennent s'y installer, ils devront conserver leurs distances. Si un garçon et une fille entretiennent des rapports intimes, il vaut mieux qu'ils se dissimulent.

L'H. : L'obsession des fondamentalistes à vouloir couvrir les femmes, n'est-ce pas un signe de difficulté de la relation entre les deux sexes, de la diabolisation du corps féminin ?

L. V. : La vocation des fondamentalistes les plus radicaux est d'imposer la charia*, c'est-à-dire le droit musulman, à la société. Je précise que les modérés, par exemple dans les sociétés occidentales, estiment que le droit du pays où ils vivent l'emporte sur le droit musulman, réservant les normes de l'islam au domaine privé et à la sphère religieuse. Les plus radicaux, eux, aspirent à réislamiser la société, donc à imposer le droit dans tous les domaines.



Ci. Lipinski / Roger-Viollet

En Tunisie, Habib Bourguiba accède au pouvoir, à l'indépendance, en 1956, dans un pays où les femmes étaient encore le plus souvent voilées (ci-dessus : lors d'un discours en 1956). Il a favorisé la modernisation de la société. Et a été largement suivi par la population.

DÉBAT

Une loi sur le voile ?

Faut-il légiférer sur l'interdiction des signes religieux à l'école ?



Cl. Jack Guez / AFP

Depuis l'affaire du collège de Creil, en 1989, le débat sur le foulard islamique est régulièrement relancé. Deux camps se sont peu à peu constitués.

Le premier est celui des musulmans traditionalistes ou récentes recrues de l'islamisme. Ces défenseurs du voile sont soutenus par une minorité de Français libéraux, adeptes du respect des différences, et prêts à repenser la laïcité telle qu'elle a été définie par la République. Le second camp est composé des musulmans, et plus encore des musulmanes, pour qui la modernité est incompatible avec le voile. Ils sont soutenus par tous les défenseurs du féminisme et les adversaires du communautarisme. Les deux partis se jettent à la tête leur refus de toute discrimination.

Là-dessus, il s'agit de s'entendre. La laïcité scolaire est faite justement pour que, dans chaque classe, il ne soit fait aucune distinction entre des enfants issus de familles religieuses, philosophiques ou politiques différentes. Dès lors que des élèves s'affirment ostensiblement à part, ils portent atteinte à l'idéal du respect mutuel et de la neutralité scolaire. Une double discrimination est alors instaurée : entre les membres d'une même religion ; entre un groupe religieux et le reste de l'établissement. Cette affirmation identitaire risque d'en provoquer d'autres : pourquoi tolérer le voile et refuser les autres signes d'appartenance quels qu'ils soient ?

Faut-il pour autant légiférer ? Ce qui est certain est qu'aujourd'hui la norme n'est pas claire. Les chefs d'établissement ne peuvent se référer à un règlement général. Loi ou non, c'est la norme laïque qui doit être rétablie.

M. W.

Ils admettent néanmoins que certaines parties du droit musulman sont anachroniques et donc caduques : dans l'Iran révolutionnaire, on n'a pas rétabli le statut de *dhimmi*, le statut inférieur des non-musulmans, juifs ou Arméniens en l'occurrence. De même, aucun pays d'islam n'a rétabli officiellement l'esclavage. Même en Arabie Saoudite, on se défend d'avoir des esclaves, alors que le droit musulman l'autorise. Tout le monde paraît admettre que, socialement, historiquement, ce n'est plus acceptable. Alors que sur les relations entre hommes et femmes, sur la répudiation, le divorce, l'adultère, le droit successoral, les fondamentalistes sont intraitables.

> « On exige moins des **garçons** que des filles »

Or ils donnent le ton, car ils ont un effet d'intimidation sur les lettrés, légitimes détenteurs du droit et de la jurisprudence, qui, sans être eux-mêmes fondamentalistes, ne veulent pas être pris en défaut et n'osent pas s'y opposer.

L'H. : Et en France ? On voit aujourd'hui plus de femmes voilées qu'il y a trente ans. Comment expliquer cette évolution ?

L. V. : D'abord les musulmanes sont beaucoup plus nombreuses dans la société française aujourd'hui. Ensuite elles sont moins reléguées qu'avant dans les bidonvilles ou recluses dans leur appartement. Et puis, s'agit-il vraiment d'un ample mouvement ? Il me semble minoritaire. Mais l'aspect statistique est secondaire. Si, en effet, la tendance est à la diffusion du phénomène, on doit effectivement s'interroger.

Il me semble que, pour une part, l'adoption du voile est volontaire ; il s'agit d'un code social, vestimentaire, que les jeunes filles choisissent pour se différencier des autres : des non-musulmanes d'une part, des adultes de la génération de leur mère d'autre part. C'est aussi une affirmation de chasteté, de séparation : « Vous ne devez pas me voir et essayer de me séduire ». C'est peut-être aussi une concession au père : « Je fréquente l'école, le métro, les grands magasins, mais je ne déshonore pas ma famille ».

L'H. : Peut-on vraiment considérer qu'une femme qui se voile le fait toujours par libre choix ?

L. V. : Je fais intervenir le choix volontaire comme l'une des possibilités qu'il ne faut pas écarter, et qu'il faut respecter. Mais il y a aussi évidemment la contrainte exercée par les parents et l'influence de l'idéologie islamiste, qui dénonce l'affranchissement des filles ou leur immodestie, et leur impose des normes vestimentaires.

Remarquez qu'ils ne l'exigent pas des garçons : s'il s'agit de se différencier des non-musulmans, après tout ces jeunes croyants devraient se coiffer d'une calotte ou d'un turban, porter la barbe, ou renoncer au jeans pour adopter un vêtement qui les distingue. On tolère très bien que les garçons fréquentent des non-musulmanes, alors que l'on tolère moins, ou qu'on sanctionne les filles qui fréquentent des non-musulmans, même dans des milieux qui ne sont pas acquis au fondamentalisme.

Toutefois, il ne faudrait pas exagérer le phénomène. Je pense que, chez les jeunes musulmans de France, Zinedine Zidane est plus populaire que les fondamentalistes, la musique raï plus que les prédications d'inspiration wahhabite, et que la volonté, chez les jeunes musulmans, d'être comme les gens de leur classe d'âge est probablement plus forte que celle de se distinguer par un costume particulier.

L'H. : Et à l'école ? Le foulard, n'est-ce pas le signe d'une inégalité entre les garçons et les filles ? D'une méfiance aussi par rapport à l'école et à ses valeurs ?

L. V. : Sans doute, d'autres demandes allant dans le même sens : la dispense des cours de gymnastique pour les jeunes filles, des protestations sur l'enseignement de telle ou telle matière, de tel ou tel auteur. On assiste à une sorte de surenchère, à l'intérieur même du système scolaire public.

Et là, je pense que le système doit être défendu : l'égalité d'accès aux connaissances, l'uniformité des programmes scolaires doivent être réaffirmées fermement. Pour ceux qui n'en seraient pas satisfaits, il reste les écoles privées. Or, jusqu'à la dernière rentrée, il n'y avait qu'une seule école religieuse musulmane en France, à la Réunion !

L'H. : Les choses ne seraient-elles pas facilitées si on interdisait par la loi le port du foulard à l'école ?

L. V. : Une réglementation pragmatique, variable selon les conditions locales, et modulable dans le temps, me paraît préférable à une législation générale. On ne peut pas plus imposer aux unes de renoncer au foulard qu'on interdira aux autres de se percer le nez. Mais on peut dialoguer.

En retour, dans les écoles où les élèves sont majoritairement musulmans, ne pourrait-on pas, en début d'année scolaire et une fois informés des calendriers juif ou musulman, éviter de faire coïncider des examens nationaux avec les grandes fêtes ?

Le besoin de dialogue est général. A l'échelle locale, on a su trouver des solutions pragmatiques à divers problèmes inédits sans avoir à légiférer : carrés spéciaux dans les cimetières, espace aménagé pour les rituels mortuaires dans les hôpitaux publics, construction de mosquées – ici, avec de fortes résistances qui révèlent moins un attachement à la laïcité qu'une certaine islamophobie.

L'H. : Revenons au voile. Si l'on imagine que ces jeunes filles sont contraintes, n'y a-t-il pas un devoir de les aider à préserver leurs droits ?

L. V. : Il faut effectivement préserver à la fois les droits individuels et l'intérêt général. Il faut faire respecter la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Un ouvrage récent et passionnant révèle qu'en Norvège, au nom du pluralisme culturel, on a toléré que des adolescentes soient arrachées à l'école et mariées contre leur gré à des hommes originaires de leur pays[4]. Les services de protection de l'enfance, auxquels certaines jeunes filles se sont adressées, les ont renvoyées dans leurs familles au nom du respect du droit des parents et de leur culture. On a même toléré que des jeunes filles musulmanes soient persécutées – parfois jusqu'au meurtre – par leur famille parce qu'elles fréquentaient des garçons de leur âge, voire des non-musulmans.

> « Des adolescentes mariées **contre leur gré** »

Il a fallu dans ce pays plusieurs cas tragiques pour que l'on s'émeuve, y compris parmi les musulmans, des limites du pluralisme culturel. Les droits individuels et l'égalité de principe entre hommes et femmes avaient été sacrifiés au nom du respect de la culture minoritaire de tel groupe immigré. Ce sont des musulmans eux-mêmes qui le disent : lorsqu'un Norvégien refuse de donner sa fille à un musulman, c'est du racisme, et lorsqu'un musulman refuse de donner sa fille à un Norvégien, c'est de la culture ; lorsqu'un musulman est battu, c'est de la torture, lorsqu'une musulmane est battue, c'est de la culture…



Cl. Haley / Sipa

C'est au nom de la tolérance et du pluralisme que certaines femmes revendiquent aujourd'hui le port du voile. D'autres, au contraire, réclament le droit d'être à la fois respectées et dévoilées : « *Ni putes ni soumises !* ». Ici, manifestation à Paris en mars 2003.

L'H. : Et en France, quelle est la position des musulmans ? A force de tolérance vis-à-vis du « pluralisme culturel », ne court-on pas un risque de dérive communautaire ?

L. V. : Il faut bien voir d'abord que, dans l'ensemble des pays d'Europe, et en France particulièrement, nos compatriotes issus de l'immigration ont changé. Ils sont plus détachés du pays d'origine de leurs parents, n'en parlent pas la langue, et leur projet n'est plus du tout le retour au pays.

Leurs comportements, leurs goûts, sont de plus en plus alignés sur ceux du reste de la société[5]. Sur le plan démographique : réduction de la taille des familles, élévation de l'âge du mariage, disparition de la polygamie. Sur le plan professionnel : diversification des métiers, éducation des filles, accès à l'université. Sur le plan religieux : faible observance des pratiques quotidiennes, mais célébration des grandes fêtes… Sur le plan politique : les descendants d'immigrés deviennent les citoyens ordinaires de la société dans laquelle ils ont grandi. L'intégration est en cours.

Les porte-parole de ces minorités ont changé eux aussi. Ils appartiennent à des élites professionnelles. Médecins, avocats, professeurs, membres d'associations, ils possèdent tous les outils, juridiques, politiques, médiatiques, et maîtrisent les armes de la rhétorique. Les uns demandent une plus grande intégration des descendants d'immigrés, les autres, femmes, protestent contre les violences et les pressions que leur milieu leur fait subir.

Mais c'est aussi au nom de la modernité que des musulmans de France invoquent le pluralisme culturel et la tolérance religieuse pour demander la reconnaissance d'une place spécifique pour l'islam, deuxième religion en France : c'est cette place qu'il s'agit de dessiner.

Cela sans se cacher qu'il y a des problèmes réels à l'intérieur des populations issues de l'immigration, y compris en France : des tensions entre générations, entre filles et garçons, entre hommes et femmes, entre ceux qui veulent réintroduire un contrôle sur les femmes et l'application des normes islamiques et ceux qui veulent s'en affranchir. Des tensions qui peuvent se manifester par des violences exercées contre les femmes.

Il faut en être conscient, les évoquer sans tabou, les traiter sans complaisance. Les institutions doivent simultanément protéger les droits individuels et défendre la conformité au droit démocratique.

(Propos recueillis par Michel Winock.)

NOTES

4. Cf. Unni Wikan, *Generous Betrayal. Politics of Culture in the New Europe*, Chicago et Londres, Chicago University Press, 2002.

5. Cf. Jocelyne Cesari, Catherine de Wenden (dir.), « Musulmans d'Europe », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)* n° 33, 2002.

LES ISLAMISTES

Bernard Lewis · Professeur émérite à l'université de Princeton

La haine de l'Occident

Pourquoi les islamistes ont-ils fait de l'Occident leur principal ennemi ? La réponse du très grand historien de l'islam, Bernard Lewis.

L'islam est l'une des grandes religions de l'humanité. Il a su donner un sens et de la dignité à des existences mornes et démunies. Il a enseigné à des hommes de races différentes à s'accepter comme frères et à des hommes de croyances différentes à vivre côte à côte dans une relative tolérance mutuelle. Il a été à l'origine d'une grande civilisation qui a permis à des musulmans et à des non-musulmans de faire œuvre utile et créatrice et qui, grâce à ses réalisations, a enrichi le patrimoine de l'humanité. Cependant, l'islam, comme d'autres religions, a aussi eu des périodes sombres où il a instillé chez certains de ses adeptes des sentiments de haine et de violence. Pour notre malheur, nous sommes confrontés à l'une de ces périodes : elle touche une partie du monde musulman et sa haine est pour l'essentiel dirigée contre nous.

Des valeurs perçues comme pernicieuses

Pourquoi ? Gardons-nous de surestimer les dimensions du problème. D'une part, le monde musulman est loin d'être unanime dans son rejet de l'Occident, et il n'y a pas que les pays musulmans du tiers-monde qui nous soient hostiles. D'autre part, il existe encore un nombre important, et dans certains milieux peut-être une majorité, de musulmans qui partagent les mêmes valeurs fondamentales, les mêmes aspirations morales, culturelles, sociales et politiques que nous ; il existe encore une présence occidentale, culturelle, économique et diplomatique importante dans les pays musulmans et certains de ceux-ci sont même des alliés de l'Occident. Toutefois, on assiste aussi, c'est indéniable, à une montée de la haine qui afflige les Américains, les inquiète et, plus encore, les plonge dans la perplexité.

Bien souvent, cette haine va au-delà de l'hostilité qui accompagne la lutte contre certains intérêts, certaines initiatives, certaines politiques ou même certains pays, et se transforme en un rejet systématique de la civilisation occidentale, qui dénonce non pas tant ce qu'elle fait mais ce qu'elle est, les principes et les valeurs qu'elle professe et met en pratique. Ces principes et ces valeurs sont, en effet, perçus comme foncièrement pernicieux, et ceux qui les prônent ou les acceptent sont tenus pour des « ennemis de Dieu ».


C. B. Cannarsa / Opale

BERNARD LEWIS

Cette expression, si fréquente dans les déclarations des dirigeants iraniens, que ce soit au cours de leurs délibérations juridiques ou dans leurs discours politiques, doit sembler très étrange à l'observateur extérieur, qu'il pratique ou non une religion. L'idée que Dieu puisse avoir des ennemis et ait besoin de faire appel à l'aide des hommes pour les identifier et s'en débarrasser est un peu difficile à comprendre. Elle n'est cependant pas si étrange que cela. La notion d'ennemis de Dieu remonte à l'Antiquité classique et même au-delà ; on la trouve aussi bien dans l'Ancien et le Nouveau Testament que dans le Coran.

En islam, la lutte entre le Bien et le Mal a revêtu, dès les origines, une dimension politique, et même militaire. Mahomet, on s'en souvient, n'était pas seulement un prophète et un maître spirituel, comme les fondateurs des autres religions ; il était aussi le chef d'un État et un soldat. Son combat était donc politique et militaire. Si ceux qui se battent pour l'islam et participent à la guerre sainte « dans la voie de Dieu » se battent pour Dieu, il s'ensuit que leurs adversaires se battent contre Dieu. Et puisque Dieu est, par définition, le souverain, le chef suprême de l'État musulman, avec, à ses côtés, le Prophète et, après lui, les califes, alors Dieu en tant que souverain commande l'armée. Cette armée est l'armée de Dieu et l'ennemi est l'ennemi de Dieu. Le devoir des soldats de Dieu est d'expédier les ennemis de Dieu aussi promptement que possible en ce lieu où Dieu les châtiera, à savoir dans l'au-delà.

La question fondamentale qui hante actuellement les responsables politiques occidentaux peut être formulée en termes simples : l'islam, fondamentaliste ou autre, constitue-t-il une menace pour l'Occident ? A cette question trop simple, diverses réponses ont été apportées, et, comme il va souvent des réponses, elles aussi trop simples, elles risquent de nous induire en erreur. Selon une école de pensée, l'islam et le fondamentalisme musulman auraient remplacé, depuis leur effondrement, l'Union soviétique et le mouvement communiste, et représenteraient désormais un péril majeur pour l'Occident et ses valeurs. Selon une autre école de pensée, les musulmans, y compris les intégristes les plus fanatiques, seraient au fond des gens bien, respectueux de la religion et épris de paix, qui, pour certains, auraient été poussés à bout par toutes les horreurs que nous, Occidentaux, leur aurions infligées. Nous voyons en eux des ennemis, parce que psychologiquement nous aurions besoin d'un ennemi pour remplacer la défunte Union soviétique.

Ces deux points de vue renferment une part de vérité ; mais ils sont aussi dangereusement erronés. L'islam en tant que tel n'est pas un ennemi de l'Occident et il existe, aussi bien là-bas qu'ici, des musulmans, chaque jour plus nombreux, qui ne désirent rien tant qu'un approfondissement des relations entre l'islam et l'Occident, et le développement d'institutions démocratiques dans leur propre pays. Toutefois, un nombre non négligeable d'autres musulmans – en particulier, mais pas seulement, ceux que nous appelons les « fondamentalistes » – sont des gens hostiles et dangereux, pas parce que nous avons besoin d'un ennemi, mais parce qu'ils le sont vraiment.

Ces dernières années, on a pu constater un renversement de perspective et par conséquent de tactique dans les milieux musulmans. Certains continuent de voir dans l'Occident et dans son chef de file actuel, les États-Unis, l'ennemi irréductible de l'islam, l'obstacle le plus grand à la restauration de la religion et de la loi divine dans le monde musulman et à leur ultime triomphe universel. Pour eux, il n'y a pas d'autre voie qu'une guerre à mort afin d'accomplir les commandements divins tels qu'ils les comprennent.

D'autres, tout en restant de sincères musulmans et tout en étant conscients des défauts de la société occidentale moderne, en perçoivent aussi les mérites – son insatiable curiosité et sa soif de connaissances, qui ont donné naissance à la science moderne et aux techniques ; son attachement à la liberté, qui a permis l'épanouissement des démocraties modernes. Tout en demeurant attachés à leurs croyances et à leur culture, ils aimeraient nous rejoindre, afin de participer à l'édification d'un monde meilleur et plus libre.

D'autres enfin, tout en voyant dans l'Occident leur ennemi juré et la source de tous les maux, se rendent compte de sa puissance et sont à la recherche d'un *modus vivendi* pour mieux se préparer au combat final. Nous serions bien avisés de ne pas confondre les deuxièmes et les troisièmes.

(Bernard Lewis, L'Islam en crise, *Paris, © Gallimard, 2003, pp. 48-52.)*

L'AUTEUR

Né en 1916, Bernard Lewis est professeur émérite à l'université de Princeton. Il est spécialiste de l'histoire médiévale islamique, de l'Empire ottoman, mais s'est aussi intéressé au Moyen-Orient contemporain. Il a également étudié les relations entre l'Europe et l'islam. En français, on pourra notamment lire : *Que s'est-il passé ? L'islam, l'Occident et la modernité* (Gallimard, 2002).

POUR EN SAVOIR PLUS

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- C. Cahen, *L'Islam, des origines au début de l'Empire ottoman*, Paris, 1970, rééd. Hachette Littératures, « Pluriel », 1997.
- B. Lewis, *Comment l'islam a découvert l'Europe*, Paris, Gallimard, 1984 ; *Que s'est-il passé ? L'islam, l'Occident et la modernité*, Paris, Gallimard, 2002 ; *L'Islam en crise*, Paris, Gallimard, à paraître 2003.
- R. Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.

L'ISLAMISME CONTEMPORAIN

- A. Bauer, X. Raufer, *La Guerre ne fait que commencer*, Paris, Lattès, 2002.
- G. Kepel, *Les Banlieues de l'islam*, Paris, Le Seuil, 1991 ; *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.
- A. Meddeb, *La Maladie de l'islam*, Paris, Le Seuil, 2002.
- O. Roy, *L'Échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1992 ; *L'Islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, 2002.

LA SITUATION DES FEMMES

- Ch. Dedebant, *Le Voile et la bannière. L'avant-garde féministe au Pakistan*, Paris, CNRS Éditions, 2003.
- C. Djavann, *Bas les voiles !*, Paris, Gallimard, 2003.
- N. Göle, *Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 1993.
- F. Mernissi, *Sexe, idéologie, islam*, Rabat, Éd. Maghrébines, 2 vol., 1985.
- N. Saadaoui, *La Face cachée d'Ève. Les femmes dans le monde arabe*, Paris, Des femmes-Antoinette Fouque, 1982.
- G. Tillon, *Le Harem et les cousins*, Paris, Le Seuil, 1966.

« L'HISTOIRE » A PUBLIÉ

- « La vérité sur l'islam », dossier, n° 260, pp. 33-55.
- « Les Arabes », spécial, n° 272, pp. 33-77.
- « Juifs, chrétiens, musulmans. Terroristes au nom de Dieu », enquête, n° 259, pp. 75-83.
- F. Georgeon, « Atatürk, ou la naissance de la Turquie moderne », n° 206, pp. 56-62.
- G. Kepel, « Nous sommes sortis du temps de l'islamisme triomphant », n° 249, pp. 75-81.
- O. Roy, « Afghanistan : la loi des talibans », n° 226, pp. 26-27.

RENCONTRE

« Les fanatiques » à Pessac

Pour la 14e édition du Festival du film d'histoire.



Pour sa 14e édition, le Festival international du film d'histoire, à Pessac, en Gironde, se tiendra du 19 au 24 novembre 2003. Avec cette année pour thème : « Les fanatiques ». Jean Lacouture prononcera la conférence inaugurale sur « Montaigne contre les fanatiques ».

L'Histoire, pour sa part, proposera trois tables rondes. La première, le 20 novembre à 18 h 30 : « Tuer au nom de Dieu : comment naissent les guerres de religion ? » Sous la présidence de René Rémond, Elie Barnavi, Jean-Louis Biget et Gabriel Martinez-Gros nous aideront à mieux comprendre les relations tumultueuses que les trois grands monothéismes entretiennent avec le fanatisme.

Le 21 novembre à 18 h 30, Philippe Burrin, Stéphane Courtois et Michel Winock évoqueront le « Fanatisme politique, de la Terreur à Pol Pot ». Des utopies généreuses aux dictatures contemporaines, comment définir le fanatisme politique ? Enfin, le 22 novembre à 18 h 30, sous la conduite de Jean-Noël Jeanneney, Olivier Roy, Gaye Petek et Rémy Leveau s'interrogeront sur les menaces réelles ou supposées que font peser aujourd'hui les islamistes. Du côté du cinéma, quelques grands classiques, comme *Apocalypse Now* ou *Le Dictateur*. Et des avant-premières dont *Un rêve algérien (cf. p. 10)*.

Rens. : 05 56 46 25 43 et www.cinema-histoire-pessac.com

André Kaspi · Professeur à la Sorbonne, enseigne l'histoire de l'Amérique du Nord

Guerre du Golfe : une victoire pour quoi faire ?

Le 17 janvier 1991, à 3 h du matin, l'opération « Tempête du désert » est déclenchée. En quarante jours, à la tête d'une coalition de vingt-huit nations, les États-Unis libèrent le Koweit et anéantissent les ambitions territoriales de Saddam Hussein. Au moment où disparaît l'URSS, l'Amérique, désormais seule superpuissance de la planète, triomphe. Sept ans plus tard, la même question demeure : une victoire pour quoi faire ?

Le 28 février 1991, la guerre est finie. A la tête d'une coalition de 28 nations, les États-Unis ont libéré le Koweit, réduit à néant les ambitions territoriales de Saddam Hussein, démontré leur superpuissance au moment où l'Union soviétique s'effondre. Bientôt, leurs soldats défileront dans les rues de New York. Le général Norman Schwarzkopf sera fêté comme un héros.

Deux ans plus tard, les électeurs américains ont écarté George Bush de la présidence au profit de Bill Clinton. En 1998, Saddam Hussein continue d'exercer sa dictature à Bagdad. Que reste-t-il du nouvel ordre mondial dont les experts dessinaient alors inlassablement les contours ? Dans l'histoire tourmentée du XX[e] siècle, quelle place faut-il donner à la guerre du Golfe ?

Persique, arabique ou arabo-persique, le Golfe, c'est une zone d'une immense richesse pétrolière et d'une inquiétante instabilité politique. L'Arabie Saoudite, troisième producteur et premier exportateur du monde, voisine avec les émirats, qui possèdent et exploitent eux aussi de fabuleux gisements. L'Iran fait sa révolution islamique en 1979, mais ses réserves de pétrole et de gaz lui assurent, pour le siècle à venir, des revenus considérables. Sur l'Irak a longtemps régné l'Irak Petroleum Company, filiale de la Shell, de la Standard Oil, de Mobil et de l'Anglo-Iranian.



Un char américain participant à l'opération « Bouclier du désert », en Arabie Saoudite, en septembre 1990 (cl. P. Durand/Sygma).

En 1958, les nassériens et les communistes prennent le pouvoir à Bagdad. Dix ans plus tard, ils le perdent au profit du parti Baath, nationaliste, laïque et socialiste. En 1979, Saddam Hussein, qui en est issu, s'empare des leviers de commande. Il impose à son pays une dictature violente, recourt à l'assassinat pour consolider sa position politique, massacre chiites et Kurdes, y compris par l'usage des gaz asphyxiants (à Halabja en 1988). Avec le soutien politique et militaire de l'Union soviétique, il attaque l'Iran. Le conflit territorial, pétrolier, politique et ethnique commence en 1980, fait au moins un million de morts et prend fin, sans résultats décisifs, huit ans plus tard.

Le 2 août 1990, les troupes irakiennes envahissent le Koweit. Rien de plus simple à justifier, dit-on à Bagdad. L'Irak n'a jamais reconnu l'indépendance du Koweit, qui date de 1961. L'émirat appartient, poursuit-on, à la province irakienne de Basra. Les frontières, artificielles et mal tracées, portent la marque de l'impérialisme britannique, conforté par l'impérialisme américain. Avec ses 2 millions d'habitants, dont 500 000 étrangers, le Koweit ne pèserait pas lourd, s'il n'y avait l'enjeu pétrolier et l'enjeu financier.

Le 23 février précédent, Saddam Hussein a exigé du Koweit et de l'Arabie Saoudite qu'ils annulent la dette irakienne de 30 milliards de dollars — une dette souscrite pour financer la guerre contre l'Iran. L'Arabie Saoudite accepte ; le Koweit refuse. En outre, ces deux pays extraient du pétrole en quantités excessives, juge-t-on à Bagdad, et font chuter les prix. *« Chaque baisse d'un dollar par baril fait perdre à l'Irak un milliard de dollars par an*[1]*. »* Les Irakiens souffrent de la guerre économique.

Enfin, le Koweit exploite un gisement frontalier et pompe du pétrole qui, en réalité, appartient à l'Irak. Tarek Aziz, le ministre des Affaires étrangères irakien, répète inlassablement ses accusations. Seront-elles suivies d'effets ? Saddam Hussein rassure ses interlocuteurs arabes, notamment *« son frère »* Hosni Moubarak, le président égyptien. Le 24 juillet encore, il lui fait une promesse : *« Aussi longtemps que les discussions dureront entre l'Irak et le Koweit, je n'utiliserai pas la force. »*

SADDAM HUSSEIN FAIT MONTER LES ENCHÈRES

Les États-Unis ne peuvent pas ignorer les gesticulations, diplomatiques et militaires, de l'Irak. Les prennent-ils au sérieux ? Le 12 février 1990, le sous-secrétaire d'État, John Kelly, rencontre le dictateur de Bagdad : *« Vous êtes une force de modération dans la région*, lui déclare-t-il. *Les États-Unis souhaitent élargir leurs relations avec l'Irak. »* Le 25 avril, le président Bush envoie un message d'amitié. April Glaspie, l'ambassadeur des États-Unis en Irak, va jusqu'à prononcer des paroles maladroites lors de son entrevue avec Saddam Hussein du 25 juillet. Sur le conflit irako-koweitien, Washington n'a pas d'opinion : *« Nous espérons,* dit-elle, *que vous serez en mesure de résoudre cette question, par des voies que vous jugerez adéquates* […]. *Tout ce que nous espérons, c'est que cette affaire soit résolue au plus vite. »* Et Mme Glaspie retourne dans son pays pour y passer quelques jours de vacances.

Les Américains auraient-ils sombré dans l'inconscience ? Ont-ils été bernés, comme Moubarak ? Font-ils semblant de ne rien deviner, pour attirer Saddam Hussein dans un piège ? Restent-ils englués dans la peur d'un nouveau Vietnam, s'ils décidaient d'intervenir ? Conservent-ils, comme les Britanniques, les Français et les Soviétiques, une certaine sympathie pour l'Irak, dernier rempart contre les ambitions de l'Iran ? Autant de questions parmi lesquelles il est bien difficile de trancher. Quoi qu'il en soit, Saddam Hussein est persuadé que le Koweit ne suscitera pas plus de réactions américaines que le Tibet annexé par la Chine populaire en 1951, que l'Afghanistan envahi par les troupes soviétiques en 1979, que Chypre occupée en partie par la Turquie en 1974.

Il commet une grave erreur. Dès le 2 août, Washington fait appel à l'Organisation des Nations unies. Le Conseil de sécurité adopte la résolution 660 qui réclame le retrait immédiat des forces irakiennes. Les Américains dépêchent des renforts aériens, navals et terrestres en Arabie Saoudite. L'opération « Bouclier du désert » a pour but de protéger l'Arabie Saoudite et de préparer la libération du Koweit. Le président Bush, entouré de ses conseillers, reste ferme sur ses positions[2].



Ci-dessus : défilé de la victoire aux États-Unis, le 8 juin 1991, au lendemain de la guerre du Golfe. Les tensions survenues au début de l'année 1998 entre Bill Clinton et Saddam Hussein conduisent à se demander si les Américains ont réellement remporté une victoire en 1991 (J.-L. Atlan/Sygma).

Saddam Hussein fait monter les enchères. Le 16 août, il annonce que 4 000 Britanniques et 2 000 Américains qui travaillent en Irak seront retenus pour servir de *« boucliers humains »* dans le cas où leurs gouvernements décideraient de bombarder les sites industriels et militaires. Dans le même temps, il exige *« une solution globale »* des *« problèmes d'occupation dans la région »*. Ce qui veut dire qu'à ses yeux, les territoires occupés par Israël doivent être évacués tout de suite si l'on veut que l'Irak quitte le Koweit. Saddam Hussein devient ainsi le champion des droits des Palestiniens, et tente de passer pour un nouveau Nasser qui répondrait aux aspirations des masses arabes.

Mais George Bush n'entend pas lier entre eux des problèmes fort différents. Il n'entend pas davantage laisser aux mains du dictateur un tiers des réserves pétrolières du monde, car ce serait lui donner le contrôle des économies occidentales et de l'économie japonaise : *« Nos emplois, notre mode de vie, notre liberté et la liberté des pays amis de par le monde,* déclare-t-il le 15 août, *souffriront si le contrôle des plus grandes réserves pétrolières tombe dans les mains de Saddam Hussein. »* Trois mois plus tard, il exprimera les mêmes craintes : *« Nous ne pouvons permettre à Saddam Hussein d'exer-*

NOTES

1. Cf. J.-P. Langellier, « Une guerre tant annoncée », *Le Monde*, 18 janvier 1991.

2. Parmi ces conseillers, James Baker est secrétaire d'État, Richard Cheney secrétaire à la Défense, Brent Scowcroft assistant pour les affaires de sécurité nationale, John Sununu secrétaire général de la Maison Blanche, Colin Powell président du comité des chefs d'état-major.

AUTEUR
dré Kaspi
otamment
olié
Américains.
États-Unis
1607
os jours
Seuil, rééd.
4).

cer un chantage économique[3]. » Et puis, faut-il attendre que l'Irak détienne l'arme atomique ?

Il n'empêche que les négociations diplomatiques continuent. L'URSS de Mikhaïl Gorbatchev tente d'arrondir les angles. Elle a gardé des liens étroits avec Bagdad et voudrait conserver un peu de son influence au Moyen-Orient. Mais elle n'a plus la force ni la volonté de poursuivre la guerre froide. De plus, les Soviétiques sont trop occupés par l'éclatement de leur empire et, en particulier, par les revendications des Pays baltes qui réclament alors leur indépendance. Tout au plus entreprennent-ils de faire entendre raison à Saddam Hussein. En vain.

Les Français n'oublient pas qu'ils ont, eux aussi, soutenu le dictateur irakien, qu'ils lui ont vendu des armes, qu'ils aimeraient prolonger leur politique arabe, mais tout compte fait l'intransigeance de Bagdad les pousse à soutenir Washington. Les Britanniques maintiennent leur attitude d'alliés privilégiés de l'Amérique. Quant aux pays arabes, à l'exception de la Jordanie qui redoute les manifestations pro-irakiennes de ses Palestiniens, ils suivent l'exemple de l'Égypte. Même la Syrie, traditionnellement cliente de l'Union soviétique, a compris que les temps ont changé et Hafez el-Assad n'oublie pas que les baasistes d'Irak sont les ennemis des baasistes de Damas.

LE KOWEIT, « THÉÂTRE DE LA BATAILLE ENTRE CROYANTS ET INFIDÈLES »

Le 29 novembre 1990, l'ONU autorise le recours à la force contre l'Irak si le Koweit n'a pas été évacué avant le 15 janvier 1991. Les soldats américains sont à pied d'œuvre. Leur plan d'intervention est prêt. Ils peuvent compter sur le concours des Britanniques, des Français et des autres pays alliés, ainsi que sur la neutralité bienveillante des Soviétiques. Les États-Unis ont réussi, en quatre mois, à monter une formidable expédition militaire et une extraordinaire opération diplomatique.

A la mi-janvier 1991, Saddam Hussein continue de déclarer que le Koweit *« restera la dix-neuvième province de l'Irak »* et que ladite province deviendra *« le théâtre de la grande bataille entre croyants et infidèles »*. Il n'a donc nullement l'intention de se plier à l'ultimatum de l'ONU. L'option diplomatique cède la place à l'option militaire.

La coalition réunit maintenant 9 divisions américaines, sous le commandement du général Norman Schwarzkopf, 2 divisions égyptiennes, une division syrienne, une division koweitienne, des brigades saoudiennes, une division blindée britannique, une division légère blindée française. Elle bénéficie de l'appui de 1 736 avions de combat de douze pays différents, mais pour 75 % américains. Sur mer, 6 porte-avions, 2 cuirassés, des sous-marins équipés de missiles nucléaires et 17 000 *marines* complètent le dispositif. Au total, plus d'un demi-million d'hommes qui représentent 29 nations.

En face, 540 000 hommes, 4 200 chars, 2 800 véhicules blindés pour les transports de troupes et 3 100 pièces d'artillerie. Le « nouvel Hitler » fait peur, d'autant plus qu'on le soupçonne d'être prêt à recourir aux armes chimiques, comme il l'a déjà fait



Le refus de Saddam Hussein de se plier aux résolutions de l'ONU empêche la levée de l'embargo international. Ci-dessus : une femme attend une distribution de nourriture, à Bagdad, en octobre 1995 (cl. M. Attar/Sygma).

contre les Kurdes et les Iraniens. Son armée, les experts la classent au troisième ou au quatrième rang dans le monde. Les combats démontreront que, si elle est fort redoutée, elle est cependant moins redoutable qu'on ne le croyait.

L'opération « Tempête du désert » commence le 17 janvier 1991, à 3 h du matin. Les Américains souhaitent limiter au minimum les pertes humaines de la coalition. Ils mènent d'abord une guerre aérienne, intensive et permanente. En une semaine, plus de bombes ont été larguées sur l'Irak et le Koweit que sur l'Allemagne en 1944. En l'espace de 42 jours, les aviateurs alliés effectuent 109 000 sorties et déversent 88 000 tonnes de bombes sur l'Irak. Impossible d'évaluer le nombre des morts, civils et militaires, du côté irakien, encore que les chiffres les plus couramment cités avoisinent les 150 000. Une fois les forces principales de Saddam Hussein détruites, commencera l'opération terrestre. A la fin de janvier, la coalition détient incontestablement la suprématie aérienne. Les bombardiers pilonnent leurs cibles, tout en courant des risques minimaux.

Et pourtant, l'Irak résiste. Le 18 janvier, 7 missiles Scuds atteignent le territoire d'Israël et font 12 blessés. Le lendemain, 3 autres missiles frappent de nouveau. Les Israéliens vont-ils intervenir, au risque de détruire l'équilibre fragile de la coalition et de transformer la guerre pour le Koweit en une guerre pour la libération de la Palestine ? C'est l'espoir déclaré de Saddam Hussein et de bon nombre de Palestiniens qui applaudissent les Scuds à grands cris. C'est la crainte du président Bush qui parvient à convaincre Yitzhak Shamir, le Premier ministre d'Israël, d'être patient, de faire confiance à l'aviation américaine qui promet de détruire les rampes de lancement des Scuds. Les États-Unis envoient en Israël les Patriots, des missiles antimissiles.

L'Irak recourt en même temps à l'arme écologique. Des puits de pétrole sont incendiés sur les rivages du Golfe, provoquant une effrayante marée noire. Les divisions blindées irakiennes restent intactes, en dépit des coups portés par l'aviation américaine, mais les communications sont coupées. Le ravitaillement parvient de plus en plus mal. Le moral des troupes baisse de jour en jour, à mesure que les tracts en arabe (en tout 29 millions !) sont déversés sur elles par l'aviation américaine et que les tirs d'artillerie continuent. Les Irakiens, malgré tout, creusent des abris dans le désert pour dissimuler leurs chars. Ils déplacent très vite leurs rampes de lancement et évitent ainsi leur destruction. Ils poursuivent les tirs, imprécis, de Scuds.

Les diplomates soviétiques reprennent espoir. Ils tâchent maintenant de mettre sur pied une solution qui arrête la guerre. Saddam Hussein ne veut pas renoncer à *« la mère des batailles »* s'il n'obtient pas quelques avantages. George Bush exige que toutes les conditions réclamées par l'ONU soient satisfaites. Le 24 février à 4 h du matin, Schwarzkopf déclenche les opérations terrestres. Une heureuse surprise l'attend. Il redoutait que les combats soient acharnés et les pertes alliées considérables. Il n'avait pas prévu que ses troupes progresseraient aussi rapidement. Les Irakiens ne parviennent pas à tenir leurs positions. C'est la débandade. Au terme de la première journée de combat, la coalition compte 8 morts et 27 blessés ; les Irakiens laissent sur le terrain 15 000 morts et prisonniers.

Le 27 février, Koweit City est libérée par les forces koweitiennes que les Américains appuient avec discrétion. Bagdad accepte enfin de se soumettre à la résolution 660 du Conseil de sécurité. Le président Bush annonce devant les caméras de la télévision que *« cent heures après le début des opérations terrestres et six semaines après celui de l'opération "Tempête du désert", toutes les forces des États-Unis et de la coalition suspendront toutes les opérations de combat offensives »*. Le bilan est spectaculaire. L'Irak a perdu 3 847 chars, 1 450 véhicules blindés, 2 917 pièces d'artillerie — et combien d'hommes ? Il laisse 60 000 prisonniers entre les mains de ses adversaires. Les 115 avions qui ont cherché refuge en Iran, Téhéran n'a nullement l'intention de les rendre. Du côté allié, on déplore moins de 200 morts, dont certains ont été les victimes de tirs « amis », et environ 400 blessés.

La guerre du Golfe, est-ce donc la victoire de l'Amérique ? On l'a dit et répété à satiété. Pour des millions de téléspectateurs, pas de doutes. CNN, la chaîne câblée, financée par la publicité, de Ted Turner triomphe. Elle atteint 53 millions de foyers américains, 13 millions dans le reste du monde. Pour couvrir les deux opérations, « Bouclier du désert » et « Tempête du désert », elle a dépêché sur place 90 journalistes et cameramen. Elle recourt avec succès aux nouvelles technologies de l'information, notamment les satellites de télécommunications pour décrire l'atmosphère à Bagdad, faire voir et entendre les tirs de Scuds sur Israël, raconter la vie des combattants, mettre en contact les responsables politiques, donner la parole aux experts.

Bref, CNN contribue à l'hypermédiatisation du conflit, fournit les images, triées avec soin, d'une guerre-spectacle. Les autres chaînes, américaines ou non, suivent tant bien que mal, protestent contre ces méthodes et ne peuvent que tenter de les imiter. Les Américains détiennent le monopole de l'information. Mêlant la liberté de ton et l'inévitable désinformation, avec le concours très attentif des autorités militaires, au cœur de cet Orient compliqué et mythique, ils racontent la guerre au monde. Les bons esprits sont d'abord fascinés, puis inquiets.

La victoire de l'Amérique, c'est aussi d'avoir mis sur pied une coalition hétéroclite et soudée jusqu'au bout. Qui l'aurait imaginé avant 1990 ? Réussir, en quatre ou cinq mois, à concentrer des forces considérables n'est certainement pas aisé, surtout si l'on prend en compte la distance qui sépare les États-Unis du Golfe, les conditions climatiques, l'indispensable préparation, militaire et psychologique, que les hommes et les femmes du corps expéditionnaire doivent recevoir.

Plus que tout, enfin, il convient de souligner le rôle joué par la technologie dans le conflit. Avant d'intervenir, l'Amérique est à l'écoute. Toutes les émissions radioélectriques de l'Irak sont recueillies par les télécommunications américaines et intégrées dans les ordinateurs.

La trentaine de satellites d'information, les avions AWACS[4], les équipements sophistiqués que les navires de guerre ont embarqués permettent de percer les codes irakiens, de suivre le fonctionnement des radars ennemis. Grâce au *Global Positioning System*, un système de radionavigation installé sur les satellites, les missiles de croisière sont dirigés avec précision et réorientés en cours de déplacement, les pilotes localisés quand leurs avions ont été abattus, les fantassins guidés dans le désert. Deux missiles acquièrent alors une notoriété mondiale. Le Patriot obtient d'excellents résultats contre les Scuds : il assure la sécurité d'Israël et de l'Arabie Saoudite. Le Tomahawk, tiré à partir des navires et des sous-marins, fait la preuve de sa précision. Bref, quelle nation aurait pu en faire autant ? Les États-Unis font éclater une vérité qui ne nous surprend plus aujourd'hui : ils restent désormais la seule superpuissance.

LES AMÉRICAINS NE SOUHAITENT PAS DEVENIR LES GENDARMES DU MONDE

Rien de tout cela n'aurait été possible sans la politique de réarmement menée par le président Ronald Reagan. Alors que, dans les années 1980, beaucoup spéculaient sur leur déclin et annonçaient le règne de l'industrie japonaise, les Américains viennent de renverser les prévisions et de relever le défi. Dans le même temps, l'Union soviétique titube. Faute de régler les problèmes inhérents à l'empire, faute de parvenir à sortir d'un absurde et insupportable système politique, elle meurt de sa belle mort en décembre 1991. L'Amérique triomphe. La guerre du Golfe en porte le témoignage.

Mais les Américains hésitent à tenir le rôle impérial que l'histoire leur propose une fois de plus. Washington fait ses comptes et constate que la guerre *high tech* coûte cher, très cher. Les dépenses s'élèveraient, d'après le Congrès, à 61 milliards de dollars. Les États du Golfe en ont payé les deux tiers ; l'Allemagne et le Japon, le reste. L'Amérique n'aurait pratiquement rien déboursé. Est-ce la preuve que la coalition a ouvert la voie à une juste répartition des charges ou bien que la superpuissance n'a plus les moyens d'assumer seule les frais d'une expédition outre-mer ? En tout cas, il va de soi que l'aventure ne pourra pas être renouvelée aisément.

D'ailleurs, les Américains ne souhaitent pas devenir les gendarmes du monde. L'intervention, rapide, soutenue par la communauté internationale, victorieuse, n'a pas ensanglanté l'Amérique. Tant mieux ! George Bush a bien compris qu'il fallait arrêter les opérations militaires le plus vite possible pour que son opinion publique ne l'abandonne pas. Il n'ordonne pas à Schwarzkopf de prendre Bagdad ni même d'occuper une portion du territoire irakien. Sans doute redoute-t-il de favoriser les desseins ambitieux de l'Iran. Il espère, en vain, qu'un coup d'État renversera le dictateur, que les chiites et les Kurdes ne courront aucun danger.

Prudence, modération et illusion. Les Américains ne tardent pas à retrouver leurs préoccupations quotidiennes. Ils craignent le chômage, souhaitent un retour immédiat de la prospérité, critiquent leur président, plus soucieux, estiment-ils, de conduire la politique étrangère du pays que de chercher la solution des problèmes économiques et sociaux. Du coup, sept ans plus tard, la guerre du Golfe apparaît sous un jour plutôt sombre. Ni l'embargo ni les coups de semonce n'ont chassé Saddam Hussein du pouvoir. Les Kurdes au nord, les chiites au sud ne sont pas mieux lotis qu'avant 1990. Les États-Unis sont toujours à la recherche d'une politique efficace vis-à-vis de l'Irak. Le Koweit et l'Arabie Saoudite ont sauvegardé leur indépendance sans faire évoluer leur régime vers la démocratie.

Le nouvel ordre mondial reste une notion vague, que plus personne ne cherche à définir. En 1991, l'Amérique a remporté la victoire. Une victoire pour quoi faire ? ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- L. Blin, *Le Pétrole du Golfe. Guerre et paix au Moyen-Orient,* Paris, Maisonneuve et Larose, 1996.
- B. Fleury-Vilatte (dir.), *Les Médias et la guerre du Golfe,* Presses universitaires de Nancy, 1992.
- F. Guelton, *La Guerre américaine du Golfe. Guerre et puissance à l'aube du XXe siècle,* Presses universitaires de Lyon, 1996 (une excellente synthèse qui apporte beaucoup d'informations sur les opérations militaires).
- E. Laurent, *Tempête du désert. Les secrets de la Maison Blanche,* Paris, Olivier Orban, 1991 (le récit des délibérations au sein de la Maison Blanche).
- B. Stern, *Guerre du Golfe. Le dossier d'une crise internationale, 1990-1992,* Paris, La Documentation française, 1993.
- D. Wolton, *War Game : l'information et la guerre,* Paris, Flammarion, 1991 (un ouvrage écrit « à chaud », et qui mérite toujours, sept ans plus tard, une lecture attentive).

NOTE

4. AWACS, *Airborne Warning And Control System*, c'est-à-dire : Système embarqué d'alerte et de contrôle. Des appareils, en général de marque Boeing, embarquent un équipement électronique et informatique qui leur permet de surveiller les airs et la terre sur une superficie considérable.

LES GUERRES DU PÉTROLE

Aymeric Chauprade · Professeur de géopolitique à l'École de guerre

États-Unis, Russie, Chine Guerre pour le pétrole !

Le monde a moins de quarante ans de réserves pétrolières devant lui. L'or noir reste donc un enjeu majeur de la politique des grandes puissances. A commencer par celle des États-Unis.



Cl. Chamussy / SIPA

Pendant la guerre du Golfe, en 1991, des puits de pétrole en feu au Koweït.

En 1917, en faisant sortir les soldats des tranchées, le pétrole* renversa le cours de la guerre. En 1945, la mobilité tactique rendue possible par le contrôle des ressources pétrolières se révélait déterminante dans les victoires américaine et russe contre l'Allemagne. En 1995, lorsque Belgrade cédait à Washington, l'armée serbe, étouffée par un blocus continental et maritime, avait épuisé son carburant.

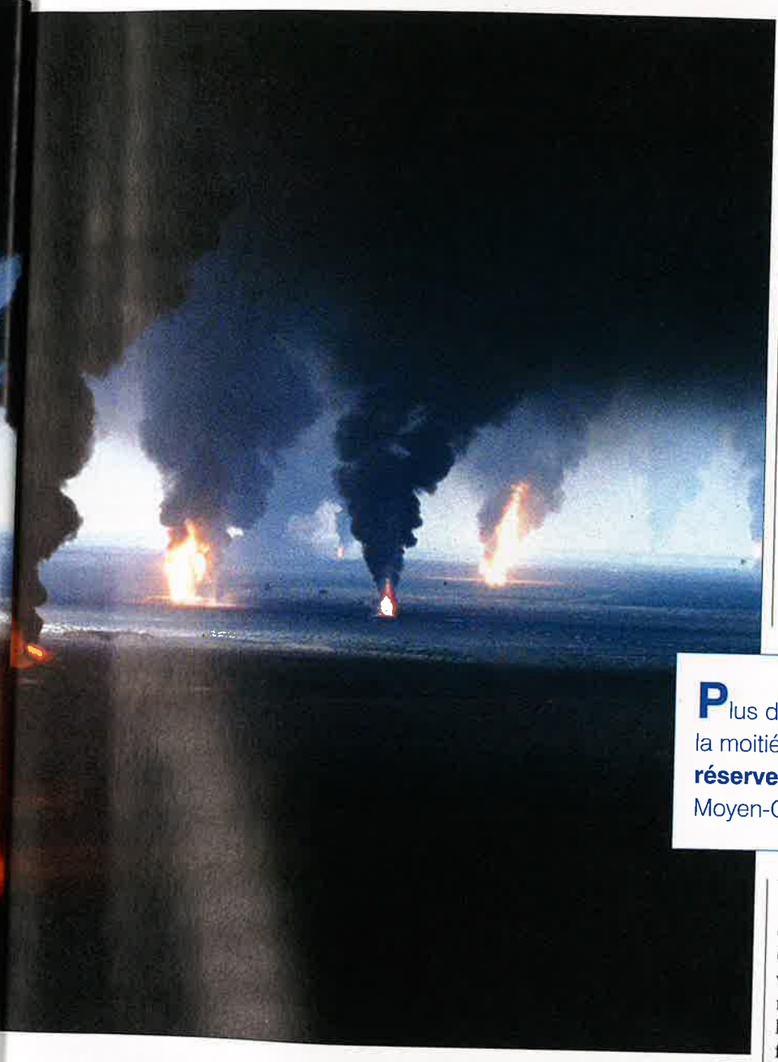
L'oublierait-on aujourd'hui ? En temps de guerre, l'accès à l'or noir reste un facteur clé de la victoire. Mais si l'on fait encore aujourd'hui la guerre avec du pétrole, fait-on pour autant la guerre pour du pétrole ?

Au début du XX^e^ siècle, et alors que les Européens fondaient encore largement leur domination mondiale sur le contrôle de l'acier et du charbon, le miracle pétrolier contribuait à l'essor en puissance des États-Unis d'Amérique. Un siècle plus tard, l'Amérique sait qu'elle ne restera pas la première puissance mondiale du XXI^e^ siècle si elle ne prend pas en main la question de l'énergie. Certes, le seul pétrole ne suffira pas aux Américains pour maintenir leur suprématie sur le monde. Leur leadership global sera une somme de leaderships sectoriels : élites politiques, culture, énergie, alimentation, technologie… La conséquence en sera une situation de pôle de référence unique en matière idéologique et un contrôle de la dépendance des rivaux économiques dans tous les domaines vitaux.

Les Américains ont du pétrole, mais insuffisamment au regard de leur besoin, qui est le plus important au monde. Ils ne sont que dixième dans le classement des pays disposant de réserves. Par eux-mêmes, et s'ils n'avaient pas d'influence sur les principaux pays pétroliers, les États-Unis n'auraient aucun poids sur le prix du pétrole, une donnée pourtant essentielle aux économies développées ou en voie de développement.

L'AUTEUR

Aymeric Chauprade est rédacteur en chef de la *Revue française de géopolitique*. Il est notamment l'auteur de *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire* (Ellipses, 2003).



Les cinq premiers pays à disposer de réserves de pétrole, tous situés au Moyen-Orient (dans l'ordre décroissant : Arabie Saoudite, Irak, Koweït, Émirats arabes unis, Iran) possèdent ensemble plus de 60 % des réserves mondiales (et plus du tiers des réserves de gaz). Au-delà du Moyen-Orient, c'est près de 80 % du potentiel pétrolier mondial (40 % pour le gaz) qui est entre les mains de l'OPEP*. Autrement dit, si les États-Unis n'avaient pas d'influence sur les pays pétroliers du Moyen-Orient et sur l'OPEP, ils s'exposeraient au risque d'un prix du baril inadapté aux besoins de leur économie.

Bien au contraire, grâce à la conjonction de deux atouts, le contrôle politique sur les principaux pays disposant de réserves pétrolières et leur propre potentiel de production, les États-Unis ont la capacité, unique au monde, de peser sur la détermination du prix du baril. La pression peut s'exercer aussi bien à la baisse qu'à la hausse : à la hausse, lorsqu'il s'agit de pénaliser des économies concurrentes très dépendantes du pétrole importé (Europe, Japon, Chine), tout en augmentant les revenus des majors américaines ; à la baisse, s'il faut permettre au modèle américain de continuer à être deux fois plus gourmand en pétrole que les modèles européens ou japonais, ou s'il fallait, demain, provoquer l'écroulement de régimes jugés hostiles et assis sur leurs seules recettes pétrolières (Arabie Saoudite, Iran).

Outre la détermination du « juste prix » pour l'Amérique, le contrôle politique sur les principaux pays pétroliers assure au dollar de rester la monnaie de référence du marché pétrolier mondial. Il n'y avait guère, en effet, qu'un Irak nationaliste arabe et donc opposé à l'axe israélo-américain pour exiger que ses factures pétrolières soient honorées en euros. Quand on connaît le poids du pétrole dans l'économie mondiale et dans les systèmes financiers anglo-saxons, on peut donc en conclure que la politique de puissance américaine au Moyen-Orient prépare l'avenir du dollar face aux monnaies fortes, aujourd'hui l'euro et le yen.

Mais, pour l'Amérique, le pétrole n'est pas simplement une variable économique déterminante pour la croissance américaine et le dollar. C'est une ressource dont la planète manquera au milieu du nouveau siècle. Le monde a moins de quarante ans de réserves prouvées de pétrole devant lui. Il découvre de nouvelles réserves beaucoup moins vite qu'il se développe (Asie) et donc qu'il augmente ses besoins énergétiques. La planète a beau disposer de deux siècles de réserves de charbon, elle ne fera pas voler ses avions civils et militaires avec de l'anthracite. Les efforts en matière d'énergies renouvelables sont dérisoires et, même si une volonté politique réelle voyait le jour aujourd'hui, à l'échelle planétaire, elle ne suffirait pas à compenser le déclin inéluctable de l'offre pétrolière face à la demande. Quant au nucléaire, son potentiel réel est freiné par la peur qu'il suscite dans les opinions publiques.

Plus de la moitié des réserves au Moyen-Orient

De ce constat, l'Amérique tire deux conclusions : d'abord, puisqu'il n'y aura pas de pétrole pour tous dans quarante ans, il faut dès maintenant s'assurer de la satisfaction de ses besoins futurs en contrôlant politiquement les zones de production de l'or noir ainsi que les routes d'acheminement. Ensuite, le contrôle du pétrole mondial permettra de peser sur les futurs rivaux, et plus particulièrement sur le seul adversaire capable de remettre en cause la suprématie politique et économique des États-Unis à l'horizon du demi-siècle, la Chine.

Car c'est bien l'émergence économique

NOTE

* Cf. Lexique, p. 42.



© Jacques Langevin / Corbis-Sygma

La Chine, comme l'ensemble de l'Asie, ne possède pas suffisamment de pétrole pour répondre à sa forte croissance. Elle est dépendante des importations du Moyen-Orient. Ci-dessus : Daqing, cité pétrolière chinoise.



© Paul A. Souders / Corbis-Sygma

Plus que jamais, les États-Unis cherchent à contrôler les zones de production et les routes du pétrole. Ci-dessus : un tanker au large des côtes californiennes.

asiatiques est devenue équivalente à celle des États-Unis. L'Asie ne disposant pas des ressources énergétiques suffisantes à son développement, elle doit importer de plus en plus. Dès 1993, la Chine est devenue importateur net de pétrole.

La dépendance pétrolière de l'Asie présente deux caractéristiques déterminantes pour la stratégie de puissance américaine :

1) Elle n'est pas diversifiée : pour l'ensemble de l'Asie, elle se concentre à plus de 70 % sur le Moyen-Orient. Pour Washington, cela signifie qu'il « suffit » de contrôler le Moyen-Orient pour contrôler la dépendance en hydrocarbures de la Chine.

2) Elle est plus qu'une dépendance ; elle est une interdépendance. Les pays pétroliers du Moyen-Orient exportent en effet déjà 60 % de leur production vers la seule zone Asie. Et avant 2020, on s'attend que 80 % de la production du Moyen-Orient aille en direction de l'Asie. Cela signifie que, dans les années à venir, le monde islamique pourrait avoir intérêt à se rapprocher de la Chine au détriment des États-Unis. Précisément, la montée des forces islamistes antioccidentales dans le monde arabo-musulman fait craindre aux Américains un tel retournement.

Ainsi faut-il comprendre le remodelage du Moyen-Orient, engagé en Irak en 2003 : comme s'inscrivant dans une double volonté américaine visant tout à la fois à prendre le contrôle du pétrole dont la Chine aura besoin dans les décennies à venir et à prévenir un rapprochement des régimes pétroliers arabes avec Pékin.

> **U**ne partie d'échecs à long terme avec **Pékin**

Le choc du 11 septembre 2001 a permis aux États-Unis de désigner un successeur à l'internationalisme soviétique défunt : l'internationalisme islamique. Cet ennemi, bien que réellement dangereux, ne pèse cependant en aucune façon dans la compétition entre les États. L'islamisme permet en réalité aux Etats-Unis d'avancer leurs pions dans la partie d'échecs jouée, sur le long terme, avec Pékin.

Après les attentats de septembre 2001, les Américains, sous l'égide du Centcom, le commandement central des forces américaines, sont intervenus en Afghanistan ; outre l'éviction des Talibans, ils ont obtenu un partage d'influence avec les Russes dans la zone caspienne, riche en hydrocarbures (pétrole et surtout gaz), et ruiné les efforts chinois en faveur d'un partage sino-russe de l'Asie centrale. Moins de deux ans après, ils ont pris le contrôle de l'Irak et de son potentiel pétrolier.

Le projet américain d'unification d'un vaste dispositif pétrolier (zones de production et routes) allant de l'Asie centrale au golfe Arabo-Persique est donc bien en marche, au prix parfois de la politique du canon. Au-delà du Moyen-Orient, le dispositif militaire américain est revenu en force aux Philippines et dans l'océan Indien.

Si l'Amérique fait la guerre pour le pétrole, c'est donc davantage pour en priver ses adversaires que pour le consommer elle-même. Ajoutons qu'elle n'est pas la seule à faire du pétrole un mobile de guerre.

Premier pays non membre de l'OPEP, avec un peu plus de 4,5 % des réserves mondiales et premier pays pour son gaz (30 % des réserves mondiales), la Russie fait d'un potentiel énergétique, qu'elle peut choisir de tourner vers l'Occident comme vers la Chine, une carte de poids dans son partenariat stratégique avec les États-Unis. Moscou ne pouvait donc pas, sans réagir, laisser les États-Unis favoriser, dès 1990, d'une part la déstabilisation de la Tchétchénie (donc du dispositif des routes pétrolières russes), d'autre part l'éloignement des nouveaux États centre-asiatiques du grand frère russe.

L'effondrement de l'URSS a signifié une première décolonisation russe, dans le Caucase et en Asie centrale. Une sécession de la Tchétchénie aurait signifié, à coup sûr, une deuxième phase de rétraction de l'Empire russe, ce qu'à aucun prix Moscou ne pouvait accepter. La guerre de Tchétchénie est donc d'abord une guerre de souveraineté, un sanglant effort de sauvegarde de l'ensemble russe, formé au fil des siècles par une volonté coloniale continue. Derrière l'enjeu territorial, le pétrole apparaît comme un facteur secondaire. Il n'en est pas moins fondamental, car il agit en faire-valoir de la dimension mondiale de la Russie.

C'est que, aux États-Unis comme en Russie, le pétrole n'est pas seulement une donnée externe. C'est un acteur du jeu politique intérieur. Premiers consommateurs de pétrole au monde, les États-Unis sont à la fois le premier importateur et le troisième producteur ; ils sont ainsi le seul grand pays au monde où la politique pétrolière est à la fois une question de politique intérieure et une question de politique étrangère. Un facteur interne qui fait du lobby pétrolier un déterminant lourd sur la politique extérieure des États-Unis. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

OUVRAGES GÉNÉRAUX

■ **G. Ayache**, *Dictionnaire du pétrole*, Paris, Le Sycomore, 1981.

■ **É. Dalemont, J. Carrie**, *Histoire du pétrole*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1992.

■ **R. Sedillot**, *Histoire du pétrole*, Paris, Fayard, 1974.

SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE

■ **M. Aglietta**, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Odile Jacob, 1997.

■ **M. Albert**, *Le Pari français*, Paris, Le Seuil, 1982.

■ **J.-Ch. Asselain**, *Histoire économique du XXe siècle*, Paris, PFNSP, Dalloz, 1991.

■ **A. Gueslin**, *Nouvelle Histoire économique de la France contemporaine. L'économie ouverte (1948-1990)*, Paris, La Découverte, 1994.

■ **M. Levy-Leboyer** (dir.), *Histoire de la France industrielle*, Paris, Larousse, 1996.

SUR LES ROCKEFELLER ET LES HOMMES DU PÉTROLE

■ **A. Chandler**, *La Main visible des managers*, Paris, Economica, 1988.

■ **R. Chernow**, *Titan : The Life of John D. Rockefeller*, New York, Vintage, 1998.

■ **I. Tarbell**, *History of the Standard Oil Company*, New York, McClure Phillips, 1904.

■ **D. Yergin**, *Les Hommes du pétrole*, 2 tomes, Paris, Stock, 1992.

GÉOPOLITIQUE

■ **A. Chauprade**, *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2003.

■ **J.-Ch. Daguzan (dir.)**, *Guerre et économie*, Paris, Ellipses, 2003.

■ **A. Nouschi**, *Pétrole et relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1999.

■ **L. Taccoen**, *La Guerre du pétrole est commencée*, Paris, Flammarion, 1978.

■ « Géopolitique des États-Unis », *Revue française de géopolitique* n° 1, Paris, Ellipses, 2003.

■ « Le pétrole : Ordre ou désordre mondial », *Questions internationales* n° 2, Paris, La Documentation française, 2003.

« L'HISTOIRE » A PUBLIÉ

■ **P. Chuvin**, « Asie centrale : routes du pétrole, routes de l'islam », n° 271, pp. 16-17.

■ **A. Rowley**, « 1973, 1979, 1985 : Les trois crises du pétrole », n° 122, pp. 18-26.

L'histoire au prisme de l'image

L'image constitue une source essentielle de notre connaissance du passé et un des matériaux privilégiés de l'apprentissage de l'histoire, au collège et au lycée. Mais comment la lire et l'exploiter ?

Cet ouvrage fait le point sur l'apport de l'iconographie en histoire et les problèmes critiques que son utilisation pose. Il propose une série d'analyses approfondies d'une trentaine de documents iconographiques, de l'Antiquité romaine à nos jours, et des pistes pour les exploiter au collège et au lycée.



Avec des contributions de P. Schmitt-Pantel (Paris I), Fr. Thelamon (Rouen), F. Dumont (BDIC), Th. Blondet-Bisch (BDIC) et M. Vovelle (Paris I)

2 vol. – 49 € pour les 2 vol. 258 et 388 p. – ill. n/bl. et coul.

Dans la même collection

«**Enseigner Charlemagne**», 1998 (24 € – 198 p., ill. n/bl. et coul.). Ce volume dresse un bilan de l'état de nos connaissances et propose des pistes de travail pour enseigner Charlemagne au collège et au lycée, notamment sur base du téléfilm *Charlemagne prince d'Occident*, scénarisé par Marcel Jullian.
Avec des contributions de P. Riche (Paris X) et K.-F. Werner (Institut historique allemand)

«**Développer des compétences en classe d'histoire**», 2003 (24 € – 264 p., ill. n/bl.) et «**Évaluer des compétences en classe d'histoire**», 2002 (24 € – 213 p., ill. n/bl.). Ces deux ouvrages proposent aux enseignants des séquences d'apprentissage et d'évaluation, de nombreux outils concrets et pratiques et des repères théoriques pour mettre en œuvre une pédagogie des compétences en histoire.
Avec la collaboration de J.-M. De Ketele (UCL) et de B.-M. Barth (Institut supérieur de Pédagogie, Paris).

Si vous souhaitez commander un volume, prière de verser la somme ad hoc au compte 271-0615888-67 de la Formation continuée en Histoire, Fortis Banque, 6 place de l'Université, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique, en précisant le titre, le nombre d'exemplaires souhaités et les numéros d'identification IBAN (BE93271061588867) et BIC (GEBABEBB03A).

Renseignements
Téléphone +32 10 47 85 76 ou +32 10 47 48 94
Télécopie +32 10 47 87 99
Courriel : bouhon@dihi.ucl.ac.be
http://juppiter.fltr.ucl.ac.be/FLTR/AGLT/DIHI/

Apprendre l'histoire ?

Une collection de l'Unité de didactique de l'histoire de l'Université catholique de Louvain.